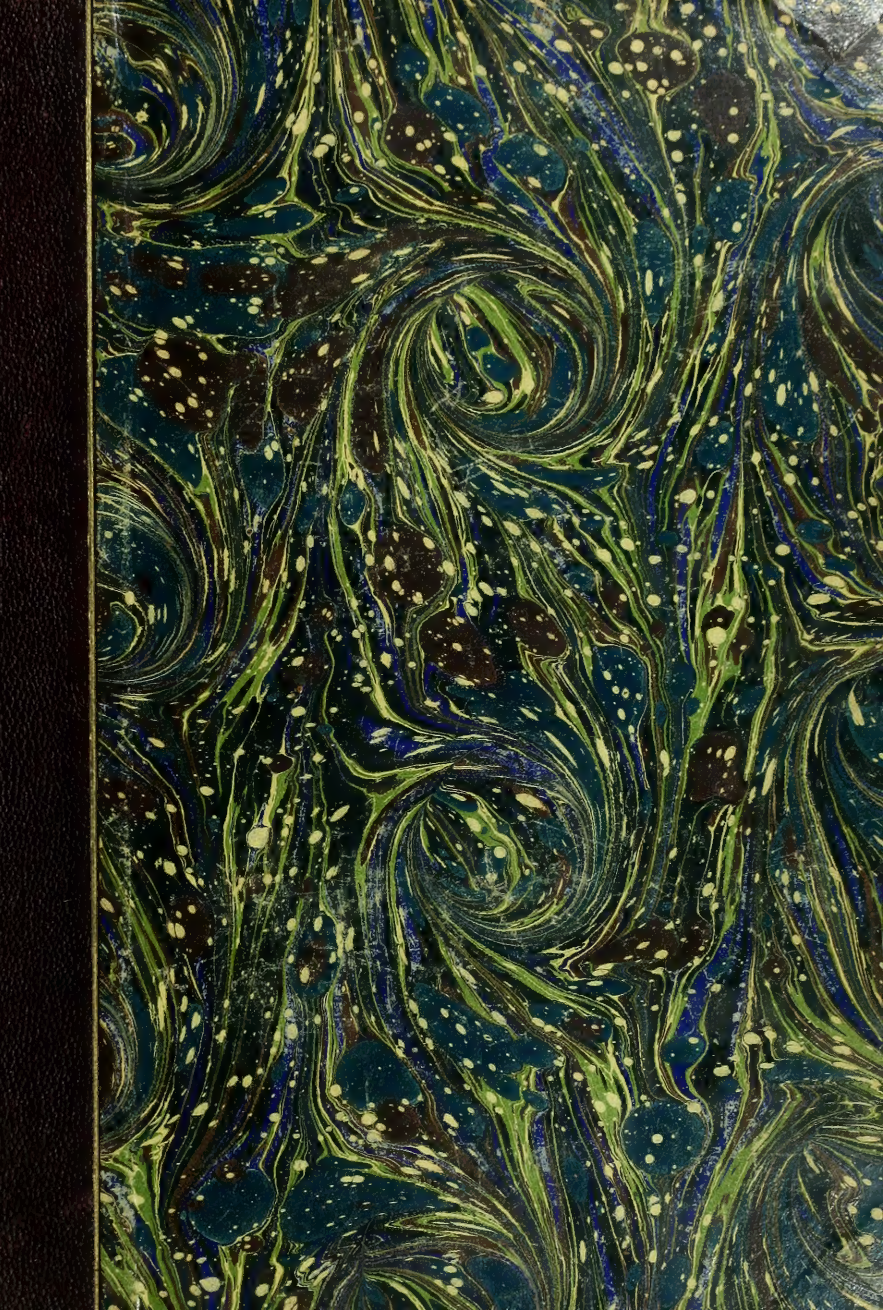






HISTOIRE
DE FRANCE
CONTEMPORAINE

TOME NEUVIÈME

L'HISTOIRE DE FRANCE
CONTEMPORAINE

DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'À LA PAIX DE 1919

est publiée en dix volumes illustrés, avec la collaboration de

MM. SAGNAC, PARISET, CHARLÉTY, SEIGNOBOS, BIDOU & GAUVAIN



Photo Chusseau-Flaviens

LE DÉFILÉ TRIOMPHAL DU 14 JUILLET 1919

Chefs et soldats victorieux défilent sous l'Arc de Triomphe de l'Etoile au milieu des acclamations et du plus pur enthousiasme du peuple français... « Il n'y a pas dans notre belle histoire, écrivit le soir même M. Clemenceau au maréchal Pétain, un plus beau moment. Qui de nous a vu ce jour, a vécu. »

ERNEST LAVISSE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

HISTOIRE
DE FRANCE
CONTEMPORAINE

DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'À LA PAIX DE 1919

Ouvrage illustré de nombreuses gravures hors texte



TOME NEUVIÈME

LA GRANDE GUERRE

PAR HENRY BIDOU, A. GAUVAIN, CH. SEIGNOBOS

CONCLUSION GÉNÉRALE
PAR E. LAVISSE

LIBRAIRIE HACHETTE

*Ce volume, qui comprend l'*Histoire de la Grande Guerre, *a été rédigé en collaboration par MM. HENRY BIDOU, A. GAUVAIN, CH. SEIGNOBOS et E. LAVISSE.*

Les livres I (Les préliminaires de la guerre) *et III* (Les interventions et les négociations) *sont de M. A. Gauvain; le livre II* (Les opérations militaires) *est de M. Henry Bidou; le livre IV* (L'action de la guerre sur la vie française) *est de M. Ch. Seignobos.*

La Conclusion générale, livre V, est de M. Ernest Lavisse.

LIVRE PREMIER

LES PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE[1]

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE AUSTRO-SERBE

I. L'ATTENTAT DE SERAJÉVO ET LES CAUSES DE LA GUERRE. — II. L'ULTIMATUM A LA SERBIE. — III. LA REMISE DE L'ULTIMATUM.

I. — L'ATTENTAT DE SERAJÉVO ET LES CAUSES DE LA GUERRE

ASSASSINAT DE L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND.

LE dimanche 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier présomptif d'Autriche-Hongrie, accompagné de sa femme morganatique, Sophie Chotek, duchesse de Hohenberg, visitait la ville de Serajévo, où son oncle l'empereur François-Joseph lui avait prescrit de se rendre afin de présider aux manœuvres des troupes assemblées en Bosnie. Prévenu qu'il courait des dangers en raison de la surexcitation des esprits dans la population serbe du pays, l'archiduc avait communiqué ses appréhensions au général Potiorek, gouverneur de Bosnie et d'Herzégovine, et à l'empereur lui-même.

1. SOURCES. — Recueils diplomatiques publiés par les États belligérants au commencement de la guerre : *Livre Jaune* français, *Livres Bleus* anglais, *Livre Orange* russe, *Livre Vert* italien, *Livre Bleu* serbe, *Livre Gris* belge, *Livre Blanc* allemand, *Livre Rouge* austro-hongrois, *Livre Blanc* grec. Les documents les plus intéressants sont ceux qu'après la guerre les gouvernements révolutionnaires de Berlin et de Vienne publièrent sous le titre de : *Die deutschen Dokumente zum Kriegsausbruch*, par Karl Kautsky (4 volumes, traduits en français par Camille Jordan) et *Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges 1914, Ergänzungen und Nachträge zum österreichisch-ungarischen Rotbuch* (3 volumes). Ces deux derniers recueils, le premier surtout, apportent sur les événements des indications authentiques inespérées. Viennent ensuite les mémoires ou récits de personnages ayant été mêlés aux événements : *Les Origines de la Guerre*, par Raymond Poincaré; *Betrachtungen zum Weltkriege*, par Bethmann-Hollweg; *Mes quatre années en Allemagne*, par James W. Gerard; *Vingt-six mois en Turquie*, par H. Morgenthau; *La dernière ambassade de France à Vienne*, par Alfred Dumaine; *L'entrée en guerre de la Turquie*, par Maurice Bompard (Revue de Paris des 1er et 15 juillet 1921); *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*,

Au dire du prince de Hohenlohe, gouverneur de Trieste, le général aurait répondu que des raisons politiques rendaient désirable la visite de l'héritier du trône ce dimanche-là, jour anniversaire de la bataille de Kossovo où les Turcs avaient écrasé les Serbes en 1389. De son côté, François-Joseph Ier aurait insisté pour que le voyage s'accomplît suivant le programme. Tandis que le couple princier passait en automobile dans les rues de Serajévo, un jeune Bosniaque du nom de Gabrinovitch, ouvrier typographe, jeta sur la voiture une bombe qui n'atteignit pas ses occupants, tout en blessant plusieurs personnes de la suite. Malgré cet avertissement, l'archiduc continua sa visite sans que la police, sévèrement réprimandée par lui, prît des précautions spéciales. Peu après, un étudiant bosniaque, Gavrilo Princip, tira sur l'archiduc et sa femme deux coups de revolver qui causèrent leur mort presque immédiate.

LA SUCCESSION AU TRONE AUSTRO-HONGROIS.

Le crime avait été commis par deux sujets austro-hongrois, en territoire austro-hongrois. Il semblait donc que la répression dût rester une affaire austro-hongroise et ne pas créer de complications politiques en dehors de la monarchie dualiste. Au point de vue dynastique, la brusque disparition de l'héritier présomptif éclaircissait la situation plutôt qu'elle ne l'assombrissait. En effet, l'archiduc François-Ferdinand, fils de feu l'archiduc Charles-Louis, devenu héritier de la Couronne après la mort tragique de l'archiduc Rodolphe, fils unique de François-Joseph Ier, avait épousé morganatiquement la comtesse Sophie Chotek, et, à cette occasion, il avait dû renoncer solennellement pour sa femme et sa descendance « à tous les droits, titres, armoiries et privilèges qui appartiennent aux veuves *ebenbürtig* [1] ». Entourée de toutes les garanties protocolaires, cette renonciation était enregistrée à la fois dans le statut de famille des Habsbourg et dans le statut du royaume de Hongrie. Néanmoins on était persuadé à Vienne et à Pest que, sitôt après la mort de l'empereur-roi François-Joseph, le nouveau souverain ferait annuler

par Maurice Paléologue; *Souvenirs diplomatiques*, par A. Nekludoff; *Les Origines de la Guerre*, déposition d'un témoin, par Take Jonesco; *L'Allemagne avant la guerre*, par le baron Beyens. Voir aussi : *Les Origines et les Responsabilités de la Grande Guerre*, par E. Bourgeois et G. Pagès; *Le Crime* (3 vol.), par l'auteur de *J'accuse*; *L'Allemagne annexionniste*, par S. Grumbach; *L'Europe centrale*, par Friedrich Naumann; *L'Encerclement de l'Allemagne*, *L'Europe avant la Guerre* et *Les Origines de la Guerre européenne*, par Auguste Gauvain.

Pour l'ensemble des événements politiques, voir *L'Europe au jour le jour* (t. VI à XIII), par Auguste Gauvain; *Histoire de la Grande Guerre*, par Victor Giraud. La simple énumération des travaux sur la guerre remplirait plus d'un volume. Pour la période août 1914-août 1916, M. Jean Vic a élaboré en deux volumes cette énumération sous le titre de : *La littérature de guerre*, manuel théorique et critique des publications de langue française.

Les mêmes pièces figurent assez souvent sous des dates différentes dans les documents officiels; elles portent tantôt la date de leur expédition, tantôt celle de leur arrivée à destination.

1. C'est-à-dire de naissance égale.

ses serments et assurerait à ses fils l'héritage des Habsbourg. On le soupçonnait même d'avoir tout récemment obtenu de Guillaume II, lors de la visite du kaiser au château de Konopicht le 11 juin, la promesse de reconnaître les droits des fils issus du mariage avec la comtesse Chotek, moyennant certains remaniements territoriaux enveloppés de mystère. D'ailleurs, violent, concentré, hautain, avare, mal équilibré, sujet à des crises attribuées à une maladie incurable, l'héritier du trône n'inspirait aucun des sentiments d'attachement et de vénération qui permettaient à son oncle de faire subsister au jour le jour un État vermoulu que les plus fidèles soutiens de la dynastie jugeaient incapable de survivre longtemps à l'empereur régnant. Il éveillait de profondes défiances chez les Magyars, qui connaissaient son dessein de supprimer le dualisme et de fédéraliser la Monarchie sur la base des nationalités. La duchesse de Hohenberg n'était pas plus aimée que son mari.

L'ARCHIDUC CHARLES-FRANÇOIS-JOSEPH.

Le drame de Serajévo dissipait les appréhensions de la Cour et des Magyars. Il assurait la succession au trône au second héritier présomptif, l'archiduc Charles-François-Joseph, fils aîné de feu l'archiduc Othon, second fils de l'archiduc Charles-Louis. Tout rentrait dans l'ordre légitime. En outre, le jeune archiduc Charles-François-Joseph, marié à la princesse Zita de Bourbon-Parme, jouissait de l'affection sincère de l'empereur. La perspective de l'avènement de ce jeune prince semblait donc rasséréner l'horizon politique. Pourtant, quelques jours à peine s'étaient écoulés après le drame de Serajévo, que toute l'Europe sentait peser sur elle la menace d'un conflit aux conséquences incalculables. On devinait que la volonté de guerre qui s'était révélée chez certains gouvernements depuis la crise marocaine et les guerres balkaniques allait exploiter le nouveau prétexte qui se présentait

LA DÉCOMPOSITION DE LA MONARCHIE.

En Autriche-Hongrie, le vieil édifice habsbourgeois s'affaissait de toutes parts. Les nombreuses nations antagonistes qu'il abritait depuis des siècles n'y pouvaient plus vivre. Les Allemands et les Magyars, à qui le Compromis de 1867 avait conféré la prépondérance, n'étaient plus capables de la conserver. En Cisleithanie, l'empereur avait en vain essayé de tous les systèmes. Le Cabinet de Vienne, fréquemment remanié, n'aboutissait à rien; il administrait au jour le jour à coups de décrets rendus en vertu du paragraphe 14 de la Constitution. La Croatie et la Slavonie vivaient sous l'état de siège; la Transylvanie était traitée en province sujette. Chacun se disait qu'une pareille situation ne pouvait pas durer.

LES GUERRES BALKANIQUES.

Déjà, pendant la crise bosniaque de 1908-1909, de puissantes influences avaient agi pour déchaîner la guerre. Sur les conseils

de la Russie, de la France et de l'Angleterre, le gouvernement serbe se garda de relever aucune provocation. De son côté, la Russie finit par reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, et la paix fut maintenue. Mais les victoires balkaniques de 1912 et de 1913 consacrèrent le triomphe du serbisme et du roumanisme, c'est-à-dire des deux grands mouvements nationaux qui menaçaient au sud l'intégrité de la double monarchie. Elles ouvrirent l'espoir de la libération chez les autres nationalités soumises à la domination des Habsbourg. Tout craquait à Vienne et à Pest. Le prince Fürstenberg, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, disait à M. Take Jonesco : « Vous êtes des vainqueurs; nous sommes des vaincus ». Les militaires étaient navrés de n'avoir pas été chargés d'intervenir avant la fin des hostilités. Les diplomates de la manière forte, nombreux dans la nouvelle génération, ne se consolaient pas d'avoir en vain tendu leurs pièges aux Serbes pendant les négociations balkaniques. Les fonctionnaires allemands et magyars étaient discrédités vis-à-vis de leurs administrés d'autre race. De grands financiers de Vienne allaient jusqu'à déclarer qu'il vaudrait mieux que la guerre éclatât tout de suite, car l'attente des événements et l'incertitude perpétuelle étaient plus ruineuses que tout. Des hommes passant pour jouir de la confiance de l'archiduc héritier disaient ou écrivaient que la Monarchie devait se retremper dans un bain de sang. Si la grande majorité des populations désirait le maintien de la paix, toute la clientèle traditionnelle des Habsbourg, déçue et frémissante, attendait une occasion de détruire ce qu'elle appelait le « panserbisme », cause supposée de tous les déboires de la Monarchie.

L'OPINION EN LLEMAGNE.

Ces sentiments s'accordaient avec ceux de l'Allemagne. Depuis les traités de paix turco-balkaniques, le Cabinet de Berlin, de concert avec celui de Vienne, s'ingéniait à susciter des difficultés à la Serbie et à la Grèce. Chose plus grave, par l'intermédiaire de journalistes officieux, il prenait position contre la Russie. Le 2 mars 1914, la *Gazette de Cologne* publia une très longue correspondance de Pétersbourg[1] qui dénonçait « la légende de l'amitié historique russo-allemande », et énumérait, sous une forme comminatoire, une longue série de griefs contre la Russie. « En 1917, disait le correspondant, la réorganisation militaire de la Russie sera terminée et ses parcs d'artillerie seront au complet. Les intérêts vitaux de l'Allemagne lui commandent de ne pas attendre 1917 pour sommer le tsar de se prononcer pour ou contre elle. » La question de la guerre préventive était posée. Elle fut traitée ouvertement par les grands

1. On a su plus tard qu'elle avait été écrite à l'ambassade d'Allemagne.

journaux de Berlin. La *Gazette de la Croix* exprima le regret que l'Allemagne eût négligé en 1905 « l'occasion de provoquer une explication décisive avec la France dans les conditions les plus favorables ». Le *Berliner Tageblatt* soutint qu'il y avait « des cas où un État entouré de voisins trop puissants doit, par devoir envers soi-même, ne pas attendre qu'on lui porte le coup de grâce ». Il ajoutait — et d'autres journaux se joignaient à lui — que l'Allemagne devait se hâter avant que la monarchie des Habsbourg tombât en pleine décomposition. Ce thème défraya la presse pendant plusieurs semaines. Il était visible que le gouvernement allemand, ulcéré par les défaites turques et déçu dans ses plans de domination de l'Orient, cherchait un moyen de faire sauter l'obstacle serbe qui séparait la Germanie de l'empire Ottoman, et ne reculait pas devant la perspective d'une guerre générale.

LA PRÉPARATION ALLEMANDE A LA GUERRE.

Derrière la Russie il visait la France. Ses armements croissants, son emprunt militaire d'un milliard, son attitude lors de l'incident de Saverne, ses chicanes sur l'application de la convention marocaine du 4 novembre 1911, ses querelles périodiques à propos de la Légion étrangère, les polémiques acerbes au sujet de la loi de trois ans, la célébration bruyante des anniversaires de 1813 indiquaient qu'il tenait absolument à prendre sur la France une avance militaire et à tenir ouvertes des questions propres à déchaîner un conflit au moment opportun. Chaque observateur pouvait s'en rendre compte. Mais les gouvernements français et belge possédaient des éléments d'information décisifs ignorés du public. A la fin de mars 1913, M. Étienne, ministre de la Guerre dans le Cabinet Briand, avait reçu d'une source sûre communication d'un rapport officiel et secret sur le renforcement de l'armée allemande. Ce rapport[1] exposait sans nul détour les avantages et la nécessité d'une guerre offensive, ainsi que les moyens d'habituer le public à cette idée; il se terminait par un court, mais substantiel programme annexionniste, englobant la Bourgogne, la Lorraine et les provinces baltiques.

L'AVERTISSEMENT AU ROI DES BELGES.

Au commencement de novembre 1913, Guillaume II lui-même avait annoncé au roi des Belges, venu lui rendre visite à Potsdam, que la guerre avec la France était « inévitable et prochaine » en raison des armements français. Il exprima en même temps sa conviction de la supériorité écrasante de l'armée allemande et sa confiance dans la certitude du succès. « Cette fois, dit-il, il faut en finir,

1. On a attribué ce document à Ludendorff, qui remplit de 1911 à la fin de 1912 les fonctions de chef de la section des opérations au grand état-major. Mais Ludendorff a protesté contre cette attribution en donnant de fortes raisons

et Votre Majesté ne peut se douter de l'enthousiasme irrésistible qui, ce jour-là, entraînera le peuple allemand tout entier. » Comme Albert Ier se récriait en protestant qu'on travestissait les intentions du gouvernement français et les sentiments de la nation française, Guillaume II et le général de Moltke maintinrent leur opinion. Au dîner offert le 6 novembre à Albert Ier, le général de Moltke tint les mêmes propos à l'attaché militaire belge : « Rien, dit-il, ne résistera au *furor teutonicus*, une fois qu'il sera déchaîné ». Après le dîner, dans un entretien avec le roi, il formula, dans les mêmes termes que son souverain, des accusations contre la France, et affecta la même confiance dans la victoire. Ces déclarations avaient probablement pour but d'intimider le roi et de l'engager à laisser violer la neutralité de la Belgique. Mais elles produisirent un effet bien différent de celui que leurs auteurs désiraient. Elles servirent de stimulant pour accélérer la mise au point de la réforme militaire à laquelle Léopold II avait travaillé jusqu'à la veille même de sa mort. D'ailleurs, elles furent communiquées immédiatement à Paris.

De multiples indices, recueillis par nos attachés militaires et navals, et consignés dans leurs rapports, révélaient les dispositions agressives des hommes dirigeants d'Allemagne. Avec M. de Kiderlen-Waechter, mort ministre des Affaires étrangères en décembre 1912, le dernier ministre partisan de la paix avait disparu dans l'empire.

LE CHANCELIER. Le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, était un fonctionnaire sans politique propre et sans autorité personnelle. L'empereur, longtemps partagé entre des instincts hégémoniques et une prudence poltronne, cédait aux courants militaristes depuis le fiasco

LE KRONPRINZ. de la négociation marocaine. Le Kronprinz, prince impulsif et léger, affichait ses opinions belliqueuses. D'accord avec l'empereur, le grand-amiral de Tirpitz créait une flotte de guerre capable de disputer à l'Angleterre la domination des mers, et le Cabinet de Berlin se refusait obstinément à conclure avec celui de Londres un arrangement modérant la course ruineuse aux armements navals. Le moment approchait où, suivant l'expression du prince de Bülow [1], le peuple allemand allait pouvoir réclamer « la place au soleil à laquelle il avait droit et vers laquelle il lui fallait diriger ses efforts ».

EN TURQUIE. En Turquie, le gouvernement prétendait recouvrer la souveraineté des îles attribuées à la Grèce par la Conférence de Londres. Il persécutait les Hellènes résidant en territoire ottoman. Il cherchait à islamiser certaines régions d'Asie Mineure, le vilayet de

1. Dans *Deutschland unter Wilhelm dem Zweiten*, ouvrage publié à l'occasion de la 25e année de règne de Guillaume II.

Smyrne entre autres, en installant les musulmans émigrés de Macédoine dans les propriétés de chrétiens dépossédés. Dans le milieu de juin 1914, la tension entre les Cabinets de Constantinople et d'Athènes avait atteint un tel degré que les bateaux grecs de commerce et de guerre avaient reçu des instructions en vue d'un conflit imminent.

DANS LES BALKANS.

Les rapports entre Athènes et Sofia n'étaient guère meilleurs. Le ressentiment causé par l'issue de la deuxième guerre balkanique portait les Bulgares à des manifestations violentes contre les Grecs. D'autre part, le roi Ferdinand, usant d'une pression qui ressemblait à un coup de force parlementaire, imposait au Sobranié le vote d'un emprunt contracté près des banques allemandes. Dans la seconde quinzaine de juin, on parlait couramment d'une troisième guerre balkanique comme d'une éventualité probable. La situation parut assez inquiétante aux gouvernements russe et roumain pour qu'ils chargeassent leurs représentants à Constantinople d'attirer, en termes presque comminatoires, l'attention du grand vizir Saïd Halim Pacha sur les graves dommages que la fermeture des Dardanelles causerait au commerce riverain de la mer Noire au cas d'une guerre turco-grecque. A Pest, le comte Khuen-Hédervary, ancien président du Conseil de Hongrie, déclarait aux Délégations, en présence du comte Tisza qui approuvait, que les nouvelles frontières balkaniques, tracées seulement sur le papier, devaient être rectifiées. Commentant l'entrevue de Konopicht, à laquelle assistaient l'amiral de Tirpitz et le général de Moltke, la *Nouvelle Presse libre* écrivait : « La flotte austro-hongroise est appelée à coopérer à des événements qui changeront la face du monde ».

LE MÉMOIRE DU BALLPLATZ.

Quelques jours après, le Cabinet de Vienne élaborait un long mémoire confidentiel où il exposait, point par point, que la situation était devenue intolérable pour la Monarchie : l'influence dans les Balkans lui échappait, la Roumanie se tournait vers la Triple-Entente malgré la fidélité du roi Charles à l'alliance germanique, la Bulgarie était étouffée entre ses voisins, la Grèce marchait avec la Serbie, la Turquie était travaillée par la diplomatie franco-russe, l'équilibre européen et l'empire allemand étaient menacés. En conséquence, concluait le mémoire, « c'est l'intérêt commun de la Monarchie et de l'Allemagne, dans l'état actuel de la crise balkanique, de s'opposer en temps opportun, et énergiquement, à un développement auquel la Russie aspirait, qu'elle accomplissait méthodiquement, et qui, plus tard, ne pourrait peut-être plus être annulé ».

GUILLAUME II ET L'ARCHIDUC FR.-FERDINAND.

A n'en pas douter, Guillaume II et François-Ferdinand s'étaient entretenus de combinaisons de vaste envergure. L'importance de leurs accords se révèle dans cette exclamation de Guillaume II

apprenant l'attentat de Serajévo au cours des régates de Kiel : « Toute mon œuvre est à recommencer. » L'idée de guerre était si bien enracinée dans l'esprit du kaiser qu'il disait quelques heures plus tard au prince de Monaco : « Si la guerre éclate, on verra ce que c'est qu'une armée. Les armées napoléoniennes n'étaient rien en comparaison de ce qu'est aujourd'hui l'armée allemande. »

II. — L'ULTIMATUM A LA SERBIE

LE DOSSIER DE L'ATTENTAT.

LES informations transmises à Vienne par les agents austro-hongrois en Serbie et en Bosnie n'apportèrent aucune preuve de la complicité d'autorités serbes quelconques avec les auteurs du crime de Serajévo. Dans le *Livre rouge* où le Cabinet de Vienne a réuni les pièces qui, dans sa pensée, devaient le mieux établir la culpabilité de la Serbie, on découvre seulement trois éléments d'accusation. Le premier est une dépêche de M. de Storck, chargé d'affaires à Belgrade en l'absence de son chef, le baron Giesl. Ce diplomate se plaint à Vienne que M. Grouitch, secrétaire général des Affaires étrangères, interrogé par lui sur les mesures que la police royale avait prises, lui ait répondu que la police serbe ne s'était pas occupée de l'affaire. Mais pourquoi la police serbe aurait-elle pris, sans y être invitée, des mesures au sujet d'un crime commis par des étrangers hors du territoire du royaume ? — Le second grief est contenu dans une dépêche du consul général austro-hongrois à Uskub, qui rapporte ce qu'un agent lui mande de Pristina : l'anniversaire de Kossovo a été fêté le 28 avec des démonstrations exceptionnelles, en présence de gens venus de Croatie et de Dalmatie ; quand on connut le drame de Serajévo, « la foule fanatisée fut prise d'une *Stimmung* qui, d'après les hommes de confiance les plus sûrs, ne peut être qualifiée que d'inhumaine ». Le consul général ne définit pas autrement l'état d'esprit incriminé. Il omet aussi de mentionner que, pour la première fois depuis 1389, les gens de Pristina, affranchis seulement en 1913, avaient l'occasion de fêter leur délivrance. — Le troisième grief est indiqué dans un rapport, du 6 juillet, du gérant du consulat austro-hongrois à Nich. Cet employé subalterne reproche aux « cercles dirigeants » de Nich de n'avoir pas témoigné d'émotion en apprenant l'assassinat de l'archiduc-héritier et de sa femme. Il soupçonne ces « cercles » d'avoir ressenti de la joie. Il interprète les condoléances des autorités comme « la plus amère ironie ».

Enfin, mais daté seulement du 21 juillet, vient un rapport rédigé





LE "CHIFFON DE PAPIER"

Fac-simile des signatures et sceaux des cinq puissances (dont la Prusse) garantissant la neutralité, l'intégrité et l'inviolabilité de la Belgique. Le mépris des Allemands pour ce « chiffon de papier » fut leur premier crime et leur première faute.



C. Illustration

L'ARCHIDUC FRANÇOIS-JOSEPH ET SA FEMME VISITENT SÉRAJEVO

C'est au cours de cette visite (28 juin 1914) que le couple princier fut assassiné par un étudiant bosniaque : crime politique dont l'Autriche prit prétexte pour lancer un ultimatum à la Serbie, visant, derrière la Serbie, la Russie et la France.

par le baron Giesl après son retour à Belgrade. Quoique ce diplomate n'ait rien vu de ce qui s'est passé en Serbie depuis la fin de juin et qu'il n'ait pris part à aucune enquête, il déclare la Serbie complice du crime de Serajévo. Il justifie son opinion comme suit : « Je tiens pour un axiome connu que la politique de la Serbie est fondée sur la séparation des territoires habités par les Yougoslaves et l'anéantissement de la Monarchie comme grande puissance, et qu'elle vise ce seul but. » Partant de cet « axiome connu », le baron Giesl conclut : « Un règlement de comptes avec la Serbie, une guerre pour la situation de grande puissance de la Monarchie (*um die Grossmachtstellung der Monarchie*), pour son existence comme telle, est inévitable avec le temps.... Un contrôle efficace pourrait seul nettoyer les écuries d'Augias de l'agitation grand-serbe.... Des demi-mesures, une demande de satisfactions, de longs pourparlers et finalement un compromis pourri (*ein faules Kompromiss*) seraient le coup le plus dur qui pût frapper le prestige de l'Autriche en Serbie et sa situation (*Machtstellung*) en Europe. »

Quant aux agents de la police impériale et royale chargés de l'enquête en Bosnie, ils n'ont découvert aucune trace de culpabilité serbe. Le 13 juillet, le conseiller de Wiesner, délégué à Serajévo, télégraphiait que la complicité du gouvernement serbe dans l'exécution ou la préparation de l'attentat — ou dans la fourniture d'armes — n'était prouvée par rien, « ni même à présumer ». « Il existe au contraire, affirmait M. de Wiesner, des indications qui permettent de considérer cette complicité comme inexistante. »

L'OPINION DIPLOMATIQUE.

De loin, le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, a le pressentiment de négligences inexplicables des autorités austro-hongroises. Le 16 juillet il écrit à M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères : « Si la police I. R. et les autorités du pays de Bosnie ont conduit le prince héritier par une allée de « lanceurs de bombes », je n'y puis voir de raison suffisante pour risquer les os du célèbre grenadier poméranien en soutenant la politique des pandours autrichiens ». Ce pressentiment est confirmé par les informations précises parvenues aux ambassades étrangères à Vienne. On y apprend que le général Potiorek a revendiqué l'honneur de veiller sur l'archiduc, qu'il a substitué à la police ordinaire un personnel de son choix, et qu'on a confié le recrutement de ce personnel extraordinaire ainsi que le soin de le répartir dans les rues de Serajévo à un fougueux agitateur panslaviste qui se donnait pour un fidèle sujet de sa Majesté I. R. Cet individu avait placé des conjurés à chaque carrefour, si bien que l'archiduc, qui avait échappé au premier attentat, succomba au second.

LA DÉCISION AUTRICHIENNE.

Pourtant la pénurie de griefs n'arrête pas le Cabinet de Vienne. Avant de savoir s'il recevra jamais la moindre confirmation de ses soupçons, il décide de « punir » la Serbie. Aussitôt après l'attentat, il ajoute à son grand mémoire précité un post-scriptum où il insiste sur l'impossibilité pour la Monarchie de supporter plus longtemps le mouvement grand-serbe, et sur « la nécessité de déchirer d'une main vigoureuse les fils du réseau dont ses ennemis voulaient envelopper sa tête ». Dès le 2 juillet, François-Joseph écrit à Guillaume II une lettre autographe détaillée qui constitue un programme d'action. Après avoir exposé les embarras où se débat la Monarchie, il déclare :

LETTRE DE FRANÇOIS-JOSEPH A GUILLAUME II.

« Les efforts de mon gouvernement doivent à l'avenir avoir pour but l'isolement et l'amoindrissement de la Serbie.... Il importe de créer, sous les auspices de la Triple Alliance, une nouvelle alliance balkanique dont le but sera de barrer l'avance de la vague panslave et d'assurer la paix à nos pays. Mais cela ne sera possible que si la Serbie, qui forme actuellement la pierre angulaire de la politique panslave, est éliminée comme facteur politique dans le Balkan. Toi aussi, après le dernier et terrible événement de Bosnie, tu auras la conviction qu'on ne saurait songer à résoudre l'antagonisme qui nous sépare de la Serbie, et que le maintien, par tous les monarques européens, d'une politique de paix sera menacé aussi longtemps que ce foyer d'agitation criminelle de Belgrade restera impuni. »

Ainsi, dès le 2 juillet, l'empereur-roi est résolu à saisir l'occasion de l'assassinat de son neveu pour redresser toute la politique européenne suivant les idées développées dans le mémoire du Ballplatz. Incarnation de l'idée monarchique dans l'Europe moderne, imbu de préjugés aristocratiques, la conscience inerte et le cœur desséché, regardant de haut ses peuples, il ne lui vient point à l'esprit que le trouble de ses « pays et royaumes » résulte de son mauvais gouvernement, et que les dangers extérieurs qu'il dénonce proviennent de ses erreurs. Il ne se demande point comment des forces centrifuges entraînent ses pays slaves hors de la Monarchie vers un État nouveau à peine sorti de la sujétion turque, alors que ces pays, administrés avec prévoyance par une des plus vieilles bureaucraties du continent, auraient exercé une puissante attraction sur les Serbes libres. Souverain par la grâce de Dieu et prince germanique, il n'admettra, à aucun moment de la négociation qui va s'ouvrir, qu'on porte atteinte à son prétendu droit « d'éliminer la Serbie », ni à la solidarité monarchique et militaire des deux empires Centraux. Derrière lui, le comte Berchtold, courtisan raffiné, grand seigneur élégant et désinvolte, ministre des Affaires étrangères sans vocation, est un simple interprète.

M. DE TSCHIRSCHKY.

Mais, à côté de lui, se trouvent quelques hommes qui, sans posséder une conscience plus haute, s'inspirent d'un égoïsme plus perspicace. Le 30 juin, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, M. de Tschirschky, fait part au chancelier des inquiétudes que lui cause le projet du comte Berchtold d'en finir avec la Serbie. Diplomate arrogant, ennemi des Serbes, partisan résolu de la manière forte, il émet pourtant l'opinion qu'il importe de se garder de démarches précipitées, de ne pas perdre de vue que l'Autriche n'est pas seule dans ce monde, et qu'elle doit tenir compte de la situation générale de l'Europe, spécialement de l'attitude de l'Italie et de la Roumanie. Le 2 juillet, l'ambassadeur exprime les mêmes préoccupations à Berchtold. Mais celui-ci répond que la manière d'exploiter la victoire sur la Serbie est une *cura posterior*, et qu'il vaut mieux ne pas pressentir auparavant l'Italie et la Roumanie, parce que ces deux puissances demanderaient des compensations inacceptables : il suffirait de dire aux tiers que la Monarchie devait combattre pour son existence.

LE COMTE TISZA.

D'autre part, le 1er juillet, aux premiers grondements de l'orage, le comte Tisza écrit à François-Joseph Ier. Ministre énergique jusqu'à la brutalité, d'esprit froid, d'un patriotisme étroit mais aigu, Magyar avant tout et ne s'intéressant aux affaires de la Monarchie que dans leurs rapports avec la Hongrie, il s'est réjoui dans son cœur de la disparition de l'archiduc François-Ferdinand, l'ennemi du dualisme, le partisan de l'autonomie des nationalités, qui n'avait jamais réussi à parler convenablement le magyar. Il s'étonne que l'attentat de Serajévo, qui le délivre de son principal souci, soit exploité comme prétexte d'une grande action en Orient. En termes sobres et précis, il déclare au monarque qu'il n'existe aucun motif suffisant de rendre la Serbie responsable du crime de Serajévo et de provoquer une guerre contre elle, que l'alliance roumaine est perdue et la Bulgarie épuisée, et qu'il ne sera possible de songer à une entreprise balkanique qu'après avoir regagné le concours ou l'amitié des États de la péninsule autres que la Serbie. Il termine en suppliant le souverain d'apaiser les préventions de Guillaume II contre la Serbie, tout en s'assurant de son puissant appui dans les Balkans.

AGACEMENT DE GUILLAUME II.

Ces deux avertissements sont mal reçus. En lisant le rapport de Tschirschky, Guillaume s'emporte. Il écrit en marge du passage relatif au règlement de comptes avec la Serbie : « Aujourd'hui ou jamais ». Puis : « Qui l'a autorisé à dire cela ? Que c'est bête ! Ça ne le regarde pas, c'est l'affaire exclusive de l'Autriche. Après, si ça va mal, on dira que l'Allemagne n'a pas voulu. Que Tschirschky me fasse le plaisir de laisser là toutes ces sottises. Avec les Serbes, il

faut en finir, et le plus tôt possible. » De son côté, François-Joseph ne se laisse point détourner de son dessein par les observations de Tisza. Il charge le prince Hohenlohe, qui jouit de toute sa confiance, d'expliquer oralement sa pensée à Guillaume II, et le comte Hoyos, conseiller d'ambassade, va porter à Berlin sa lettre autographe rédigée le 2. Le 4, Hoyos transmet la lettre au comte Szögyeny, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, en ajoutant verbalement que, par l'expression « amoindrissement de la Serbie » employée par François-Joseph, il convient d'entendre le partage de la Serbie entre ses voisins. Le dimanche 5, Szögyeny déjeune à Potsdam avec Guillaume II et lui remet la missive impériale. Le kaiser entre entièrement dans les vues de son allié, quoiqu'il y découvre aussitôt « une sérieuse complication européenne ». Il promet l'appui complet de l'Allemagne, même dans le cas où le conflit conduirait à une guerre avec la Russie. Il dit qu'il regretterait que l'Autriche ne saisît pas un moment aussi favorable pour régler ses comptes avec la Serbie.

MISSION DU PRINCE HOHENLOHE ET DU COMTE HOYOS A BERLIN.

LES CONFÉRENCES DU 5 JUILLET.

Comme Guillaume II doit s'embarquer le lendemain sur le *Hohenzollern* pour une croisière dans la mer du Nord, il confère dans la journée avec les principaux personnages civils et militaires : le chancelier, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Zimmermann, qui gère le département pendant le voyage de noces de M. de Jagow; l'amiral de Capelle, suppléant l'amiral de Tirpitz; le général de Bertram, chef intérimaire du grand état-major en l'absence du général de Moltke qui fait une cure à Carlsbad, et diverses personnes de moindre importance investies de rôles spéciaux. Peut-être n'y eut-il pas, comme on l'a dit, un Conseil de Couronne. Mais, que la situation ait été exposée et discutée dans un véritable Conseil ou dans une suite de conversations, le gouvernement allemand décide le 5 juillet de prendre des mesures préparatoires de guerre, et des ordres sont donnés en prévision, non seulement d'une guerre austro-serbe, mais d'une guerre austro-russe et de tout ce qui s'ensuivrait. Le 6, à neuf heures quinze du matin, Guillaume II part pour Kiel après avoir encore reçu plusieurs personnages. Pendant son voyage, il restait relié à Berlin par la télégraphie sans fil. Après son départ, Szögyeny voit le chancelier, qui confirme les assurances de l'empereur. D'après Bethmann-Hollweg aussi, l'Autriche devait saisir l'occasion présente sans prévenir l'Italie ni la Roumanie; seul Tschirschky devait être mis au courant. Le même jour, une dépêche du chancelier avertit l'ambassadeur du kaiser que l'Autriche décidera elle-même ce qu'elle doit faire, et que Guillaume II se tiendra à ses côtés conformément à ses devoirs d'alliance et à sa vieille amitié.

DÉPART DE GUILLAUME II.

LE CONSEIL DU 7 JUILLET A VIENNE.

Dès le lendemain matin, un Conseil des ministres se réunit à Vienne sous la présidence de Berchtold. Sont présents : le comte Stürgkh, président du Conseil autrichien ; le comte Tisza, président du Conseil hongrois ; M. de Bilinski, ministre commun des Finances ; le général de Krobatin, ministre de la Guerre ; le général Conrad de Hœtzendorf, chef de l'état-major général ; le contre-amiral de Kailer, commandant la Marine. Un protocole rédigé par le comte Hoyos (treize pages du *Livre rouge*) rend compte de cette séance mémorable.

Berchtold explique que le moment est venu de rendre la Serbie à jamais inoffensive et que l'Allemagne a promis son appui inconditionnel. Il constate que les hostilités avec la Serbie peuvent conduire à la guerre avec la Russie, mais il croit que la situation ira empirant et qu'il faut agir sans retard. Tisza spécifie : 1° qu'une action diplomatique doit précéder l'action militaire ; 2° que les conditions à poser à la Serbie ne doivent pas être inexécutables ; 3° que l'objet de l'action militaire doit être l'amoindrissement, non l'anéantissement de la Serbie, car celui-ci entraînerait une guerre à mort avec la Russie, et le gouvernement hongrois n'admettra jamais que la Monarchie annexe une partie de la Serbie ; 4° qu'il n'appartient pas à l'Allemagne de juger si la Monarchie doit ou non attaquer la Serbie ; 5° qu'il conviendrait d'attendre pour une attaque de ce genre que, par suite de la différence de la natalité en France et en Allemagne, les effectifs français fussent affaiblis et ceux de l'Allemagne renforcés ; 6° qu'un succès diplomatique, joint à une énergique réforme administrative en Serbie, améliorerait suffisamment la situation. Berchtold relève l'inutilité des succès diplomatiques et rappelle le précédent de 1908-1909 ; il insiste sur la nécessité d'agir avant que les effectifs russes soient trop formidables.

Stürgkh parle dans le même sens en se référant à l'avis conforme du général Potiorek ; il remarque aussi que l'Allemagne manifeste maintenant des dispositions qu'on ne retrouvera peut-être plus. Bilinski insiste sur l'avis de Potiorek et sur l'inefficacité des succès diplomatiques. Tisza met en doute l'autorité, en matière politique, de Potiorek, dont la police, le jour de l'attentat, a laissé vaguer sur le chemin de l'archiduc-héritier six ou sept garnements bien connus d'elle. Le ministre de la Guerre se prononce pour la guerre immédiate, en regrettant qu'on ait déjà négligé deux occasions. Tisza revient sur la convenance d'attendre un moment plus favorable, où, par exemple, la Russie serait occupée en Extrême-Orient et la Serbie aux prises avec la Bulgarie. Mais Berchtold expose que le temps travaillera plutôt contre l'Autriche et que, pour

regagner la Roumanie, liée à la Serbie par la dernière guerre balkanique, il faut préalablement mettre la Serbie hors de cause, faute de quoi le mouvement grand-roumain s'ajouterait au mouvement grand-serbe. Après une longue délibération, on opine à l'unanimité, moins la voix de Tisza, qu'un succès purement diplomatique serait vain, et qu'il faut « une solution radicale au moyen d'une action militaire ». Tisza accepte ensuite qu'on pose à la Serbie des conditions très dures, pourvu qu'elles ne soient pas inacceptables, et que leur refus puisse justifier une déclaration de guerre. Puis on se sépare pour déjeuner.

On rentre en séance l'après-midi. On examine longuement la procédure de la mobilisation, le théâtre d'opérations à la frontière russe et les développements probables d'une guerre européenne. Tisza maintient sa manière de voir, et attaque l'administration du général Potiorek, qu'il rend responsable de la désorganisation de la Bosnie. En présence de cette divergence de vues, Berchtold dit qu'il va se rendre à Ischl pour prendre les ordres de l'empereur.

INSTANCES DE L'ALLEMAGNE.

Le 8 juillet, Tschirschky prévient Berchtold que Berlin s'attend à une action contre la Serbie et ne comprendrait pas que l'Autriche laissât passer la présente occasion sans frapper un coup. « Du reste, dit-il, l'empereur Guillaume a écrit au roi de Roumanie une lettre dont la netteté ne laisse rien à désirer. »

LETTRE DE TISZA A FRANÇOIS-JOSEPH.

Le même jour, Tisza écrit à Francois-Joseph une très longue lettre, où il lui expose en détail sa conviction qu'une guerre provoquée par l'Autriche-Hongrie serait menée dans des conditions très défavorables, tandis qu'un succès diplomatique permettrait d'attendre un moment plus propice. Il déclare qu'il ne peut assumer aucune part de responsabilité dans l'agression projetée contre la Serbie, non point par égard pour ce pays, mais parce que la guerre doit survenir dans des conditions telles que le bon droit de la Monarchie soit évident aux yeux de tous.

L'OPINION DE FRANÇOIS-JOSEPH.

Un autre Conseil des ministres devait se tenir le lendemain 9. Mais Berchtold ne revint d'Ischl que le 10. François-Joseph était satisfait de la décision prise d'en finir avec la Serbie et de l'appui de Guillaume II, « en se rendant complètement compte de la portée d'une telle décision », suivant l'expression de Berchtold à Tschirschky. Il suggéra lui-même à son ministre le moyen de concilier les deux tendances apparues au Conseil du 7 : on adresserait à la Serbie des demandes concrètes telles qu'on éviterait l'odieux d'une attaque subite contre ce pays, et que son refus faciliterait à la Roumanie et à l'Angleterre une attitude neutre. Mais là gisait la difficulté : si les demandes n'étaient pas excessives, elles pour-

raient être acceptées, ce qui ruinerait tout le plan; si elles étaient inacceptables, l'odieux de la rupture retomberait sur l'Autriche. Fort embarrassé, Berchtold demanda les conseils de Berlin pour la rédaction d'une sommation qui rendît tout à fait impossible une acceptation de la Serbie. Il se plaignit en même temps que Tisza se mît en travers et prétendît procéder en gentleman. Enfin il informa Berlin que le chef de l'état-major général et le ministre de la Marine allaient partir en congé « pour prévenir toute alarme ».

LE CONSEIL DE GUILLAUME II.

Guillaume II s'empressa de formuler le conseil désiré : « Demandez l'évacuation du sandjak de Novi-Bazar. Alors on est tout de suite en pleine guerre. L'Autriche doit immédiatement reprendre le sandjak pour empêcher l'union de la Serbie et du Monténégro et couper aux Serbes l'accès de la mer. » Toutefois l'ardeur du kaiser n'exclut point la prudence. De Bergen il demanda à la Wilhelmstrasse s'il était nécessaire qu'il adressât le 12 juillet à Belgrade le télégramme traditionnel de félicitations pour l'anniversaire du roi Pierre. Sur réponse affirmative, il envoya les compliments habituels afin de détourner les soupçons. A Berlin, M. de Jagow, qui venait de reprendre possession de ses fonctions, jugea excessif le conseil du kaiser. Il répondit à Vienne que la rédaction de l'ultimatum concernait exclusivement l'Autriche. Personnellement il croyait que, dans un conflit austro-serbe, l'Italie prendrait parti pour la Serbie. Il engagea donc très vivement le Cabinet de Vienne à offrir à Rome des compensations suffisantes.

M. DE JAGOW.

Mais à Vienne on ne voulait plus entendre parler ni de retards, ni de négociations préalables, ni de compensations. Le 12, Berchtold prescrivit à M. de Mérey, ambassadeur près le Quirinal, d'informer le marquis de San Giuliano de l'ultimatum seulement une heure ou deux d'avance. Le 14, l'accord s'établit directement entre les deux ministres-présidents. Tisza posa la seule condition que la Monarchie n'annexerait aucun morceau de territoire serbe, à l'exception de petites rectifications de frontière. L'ultimatum, auquel on mettait la dernière main, « serait rédigé de telle façon que son acceptation fût pour ainsi dire exclue »; il serait remis le 25 juillet, après le départ de Pétersbourg de M. Poincaré, qui devait y séjourner du 20 au 23. La mobilisation aurait lieu aussitôt après l'expiration du délai de quarante-huit heures imparti à la Serbie. Ainsi la tête la plus solide de la Monarchie cédait aussi au vertige belliqueux. D'après Berchtold, Tisza aurait même accentué la dureté de plusieurs passages de l'ultimatum en élaboration. Il s'était converti à la politique d'action dans la conviction que la guerre serait courte, et lui permettrait enfin de créer une armée nationale magyare, com-

L'ACCORD ENTRE BERCHTOLD ET TISZA.

mandée en magyar par des officiers magyars, qui lui servirait après la victoire pour dominer toute la Monarchie.

LES PRÉPARATIFS MILITAIRES.

Tandis que les diplomates mettaient au point le scénario, les militaires parachevaient les préparatifs dissimulables. Quant à la flotte, Guillaume II lui donna l'ordre de rester concentrée jusqu'au 25. Il réprima son désir de revenir à Potsdam, de peur de jeter l'alarme. On pria les journaux de mettre une sourdine à leurs polémiques. Le 19, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* publia un article très modéré, destiné à rassurer le public. Afin qu'on ne se trompât point à Vienne sur le caractère de ces observations du journal officieux, Jagow chargea Tschirschky de prévenir Berchtold que c'était une feinte. Bethmann-Hollweg s'en alla dans son domaine de Hohenfinow. Berchtold ne quitta pas Vienne; mais il avertit Szögyeny qu'il importait que la presse, tout en soutenant la politique convenue, ne tînt pas « un langage systématiquement exagéré, de nature à rendre la situation plus tendue et à faire naître une pensée de médiation chez d'autres puissances ».

LES FEINTES DIPLOMATIQUES.

LA PRESSE DE VIENNE ET DE BERLIN.

La presse austro-allemande respecta ces prescriptions. Depuis le 29 juin elle soutenait avec persévérance cette double thèse : il faut punir la Serbie, et cette punition concerne exclusivement l'Autriche-Hongrie. Le 29 juin, la *Reichspost*, l'interprète ordinaire de l'entourage de l'archiduc François-Ferdinand, écrivait :

> « Nous avons négligé d'enfumer à temps la tanière venimeuse de Belgrade.... L'humeur de notre armée la poussait instinctivement à courir sus aux Serbes, dans les phases décisives des dernières années, pour mettre ainsi un terme aux intolérables provocations de cet État. On lui a toujours imposé une contrainte préjudiciable à son esprit. Maintenant nous sommes sous le coup de la plus terrible des provocations.... Nous avons une défaite à réparer, nous avons à faire payer le meurtre de Serajévo à ses instigateurs. L'assassinat de notre archiduc-héritier est pour nous l'avis que la onzième heure a sonné : nous attendons le coup de la douzième. »

La *Germania* mettait en cause « la nationalité serbe tout entière » et l'entourage du roi Pierre Ier. Elle invitait le Cabinet de Vienne à imposer à la Serbie le concours de la police hongroise sur le territoire serbe. Le *Berliner Tageblatt* affirmait le droit de l'Autriche d'exiger des garanties. La *Militærische Rundschau* précisait

> « L'instant nous est encore favorable. Si nous ne nous décidons pas à la guerre, celle que nous devrons faire dans un ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circonstances moins propices.... Puisqu'un jour nous devons accepter la lutte, provoquons-la tout de suite. »

Quant à la *Nouvelle Presse libre*, journal viennois à la fois semi-officieux et pangermaniste, elle réclamait la guerre au couteau au

panserbisme, l'extermination de la maudite race serbe. Elle prédisait que les diplomates n'auraient pas de vacances cet été-là. Les intentions gouvernementales se devinaient si bien d'après le ton de la presse et l'attitude des hommes politiques, que, dès le 2 juillet, M. Dumaine, ambassadeur de France à Vienne, écrivait à Paris que la demande d'enquête du gouvernement autrichien sur les origines de l'attentat de Serajévo comporterait des conditions intolérables pour la dignité du gouvernement de Belgrade, et « fournirait, à la suite d'un refus, le grief permettant de procéder à une exécution militaire ». M. Dumaine remarquait aussi que, chez les Autrichiens, la haine des Serbes allait de pair avec la foi en Dieu et le culte de l'empereur. Encouragée par l'inertie de la police, cette haine se traduisit à Serajévo et dans plusieurs villes de Croatie par le pillage des maisons appartenant à des orthodoxes et par des sévices graves sur la personne des orthodoxes. A Vienne même, des manifestations violentes contre ce qui passait pour serbe souillèrent la capitale.

RESCRIT DE FRANÇOIS-JOSEPH.

Comme ces excès pouvaient mettre en garde la Serbie et les puissances étrangères, François-Joseph résolut d'en atténuer l'effet par un document public. Le jour où Szögyeny remettait à Guillaume II la lettre autographe où le vieux monarque proposait comme programme aux monarques européens la destruction du foyer d'agitation criminelle de Belgrade, il adressait à ses ministres un rescrit où il attribuait le crime de Serajévo au « vertige d'un petit nombre d'hommes induits en erreur », et proclamait sa résolution de persister jusqu'à son dernier soupir dans la voie reconnue la meilleure pour le bien de ses peuples. Le public européen tira de ces paroles ambiguës la conclusion que François-Joseph, parvenu aux extrêmes limites de la vie, répudiait toute idée de vengeance et n'ambitionnait plus que de terminer en paix un règne trop souvent troublé qui durait depuis soixante-six ans. Pourtant, à la honte de ce souverain, ce n'était qu'une feinte.

HÉSITATIONS A LA WILHELMSTRASSE.

Bethmann-Hollweg et Jagow se montraient aussi cauteleux. Avertis par le prince Lichnowsky, M. de Flotow et M. de Waldburg que la neutralité de l'Angleterre n'était pas certaine, que l'Italie ne marcherait pas avec l'Autriche et que la Roumanie serait difficile à contenir, ils essayaient de modérer le Cabinet de Vienne, sans rien risquer qui pût les compromettre dans l'esprit de leurs alliés. Le 17, Jagow fit dire à Berchtold qu'il aimerait à savoir quels étaient en définitive les buts de guerre territoriaux et autres du gouvernement austro-hongrois. Quant au chancelier, il adressa de Hohenfinow des remontrances au Kronprinz au sujet de son attitude belliqueuse, et pria l'empereur de calmer l'intempérance de langage de l'héritier de la couronne.

III. — LA REMISE DE L'ULTIMATUM

CONSEIL DU 19 JUILLET A VIENNE

Le 19 juillet, le cours de la destinée est fixé à Vienne. Un Conseil des ministres, composé des mêmes personnages que celui du 7, se réunit pour prendre les suprêmes arrangements en vue de la guerre. Berchtold propose de faire remettre à Belgrade, le jeudi 23 à cinq heures du soir, l'ultimatum enjoignant à la Serbie d'accepter sans aucune réserve toutes les conditions énumérées dans ce document; l'ordre de mobilisation serait donné dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26. Après un exposé militaire des généraux de Hœtzendorff et de Krobatin, Tisza stipule, pour seule condition de son adhésion, la déclaration unanime du Conseil qu'aucun plan de conquête n'est lié à l'action contre la Serbie, et que la Monarchie n'annexera aucun morceau de Serbie à l'exception de rectifications de frontière d'ordre stratégique. Berchtold y consent, sous la réserve que la Serbie soit assez diminuée par des cessions de territoires à la Bulgarie, à la Grèce, à l'Albanie, éventuellement aussi à la Roumanie, pour qu'elle ne soit plus dangereuse. Tisza n'admet pas cette réserve pour des raisons de politique intérieure et extérieure, surtout parce qu'il est convaincu que la Russie se battra à outrance pour empêcher l'écrasement de la Serbie. Stürgkh suggère qu'on pourrait se contenter de la déposition de la dynastie serbe, d'une convention militaire et d'autres mesures qui mettraient la Serbie sous la dépendance de la Monarchie. Le ministre de la Guerre se rallie à cette proposition, pourvu que les rectifications stratégiques de frontière comprennent une tête de pont sur la Save, c'est-à-dire le cercle de Chabatz environ. Tous les membres du Conseil tombent d'accord sur cette transaction, et l'on décide que dès le début de la guerre on déclarera aux puissances étrangères que la Monarchie ne fait pas une guerre de conquête et qu'elle ne médite pas d'incorporer le royaume serbe. « Naturellement, ajoute-t-on, les rectifications de frontières stratégiquement nécessaires, l'amoindrissement de la Serbie en faveur d'autres États, ainsi que les occupations passagères de territoires serbes qui, éventuellement, deviendraient nécessaires, ne doivent pas être exclus par cette déclaration. »

LES INSTRUCTIONS A M. DE GIESL.

Le procès-verbal de la séance du 19 ne contient aucune trace de discussion du texte même de l'ultimatum. Il semble que ce texte ait été préalablement l'objet d'un examen séparé. Quoi qu'il en soit, il est dès le lendemain envoyé au baron Giesl à Belgrade, avec ordre de le remettre le jeudi soir 23 juillet, entre quatre et cinq heures,

au gouvernement serbe. Dans une lettre particulière, Berchtold prescrit à Giesl de n'admettre, en aucun cas, ni prolongation de délai, ni réserves sur les conditions, ni discussion sur l'interprétation de celles-ci : la Serbie devait accepter purement et simplement. S'il n'en était pas ainsi, le ministre devait aussitôt rompre les relations et quitter Belgrade avec le personnel de la légation.

COMMUNICATION DE L'ULTIMATUM AUX AGENTS DIPLOMATIQUES.

Le même jour, Berchtold expédie le texte de l'ultimatum à ses ambassadeurs à Berlin, Rome, Paris, Londres, Pétersbourg et Constantinople, avec des instructions spéciales pour chacun d'eux. Les cinq ambassadeurs devront communiquer l'ultimatum, en en laissant copie, dans la matinée du 24. Les ministres austro-hongrois à Bucarest, Sofia, Athènes, Cettigné et Durazzo sont également informés. Szögyeny et Mérey reçoivent en outre une note confidentielle où ils trouveront les arguments nécessaires pour combattre les demandes éventuelles de compensations de l'Italie sur la base de l'article VII du pacte triplicien. De plus, Mérey est averti très confidentiellement que San Giuliano connaît déjà par une indiscrétion de l'ambassade d'Allemagne les intentions de l'Autriche.

LES COMPENSATIONS A L'ITALIE.

Le 20, Berchtold se plaint de cette indiscrétion à Tschirschky, qui venait lui confier les inquiétudes de la Wilhelmstrasse sur l'Italie. A toutes les instances de l'ambassadeur sur l'opportunité d'entrer en conversation avec Rome au sujet des compensations, il répond que l'Italie n'a droit à rien. Dès lors que l'Autriche ne veut ou ne peut annexer aucun territoire important, elle ne consent pas à donner à des tiers, que ce soit l'Italie ou la Roumanie, des compensations qui rendraient onéreuse l'opération contre la Serbie et compromettraient ce qu'on considère à Vienne et à Pest comme des intérêts vitaux. D'ailleurs Guillaume II semble partager cet avis; il s'imagine volontiers que Victor-Emmanuel III et Charles Ier se comporteront en fidèles alliés sans chicaner sur l'interprétation des textes, et en souverains conscients de la solidarité monarchique. Quand au grand état-major de Berlin, qui manœuvre dans la coulisse, il ne s'embarrasse point des objections des diplomates. Par les multiples moyens d'influence dont il dispose près du kaiser, il pousse à la solution violente. Il compte sur un succès militaire foudroyant pour régler les difficultés diplomatiques à la pleine satisfaction des deux empires Centraux.

Dans la nuit du 20 au 21, Berchtold se rend à Ischl et soumet le texte de l'ultimatum à l'empereur, qui l'approuve sans modification. Le 21, il communique le document à Tschirschky et charge Szögyeny d'en remettre copie à Jagow. Celui-ci reçoit le pli de Tschirschky dans l'après-midi du 22, et la visite de Szögyeny entre

sept et huit heures du soir. Cette double communication était rigoureusement confidentielle. Officiellement la note devait être remise seulement le 24 à Berlin comme dans les autres capitales, de façon que le gouvernement allemand pût prétendre n'en avoir pas eu connaissance auparavant.

Au dernier moment on change l'heure de la remise de l'ultimatum. Berchtold, étant informé de Berlin que M. Poincaré quittera Pétersbourg le 23 juillet à onze heures du soir seulement au lieu de dix, ordonne à Giesl de remettre l'ultimatum à six heures au lieu de cinq. En effet, il tenait essentiellement à ce que la nouvelle ne parvînt à Pétersbourg qu'après le départ du Président de la République, de sorte qu'aucune délibération ne pût avoir lieu entre les personnages de la Double Alliance. Avant l'heure fatale, Berchtold expédie encore dépêche sur dépêche à Giesl pour lui adresser ses ultimes recommandations. Enfin, le 23, à six heures du soir sonnant,

REMISE DE L'ULTIMATUM.

Giesl remet l'ultimatum, qualifié de *befristete Demarche* — démarche à temps limité, — à M. Patchou, ministre des Finances, remplaçant par intérim M. Pachitch, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, qui voyageait en province à l'occasion des élections générales pour le renouvellement de la Skoupchtina dissoute.

Rien ne pourra plus arrêter la marche des événements.

LE TEXTE DE L'ULTIMATUM.

La teneur de l'ultimatum répondait bien aux intentions de ses auteurs. Le document commençait par rappeler l'engagement pris, le 31 mars 1909, par le gouvernement serbe, sous le coup d'une menace de guerre, de changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage. Après une longue énumération de vagues griefs, il affirmait, en alléguant de prétendus aveux des assassins de l'archiduc-héritier, que le crime de Serajévo avait été tramé à Belgrade, exécuté avec des armes et des explosifs fournis par des officiers et des fonctionnaires serbes, et facilité par les complaisances du service-frontière serbe. Aucune preuve n'était produite à l'appui de ces accusations. On se référait à un « mémoire concernant les résultats de l'instruction de Serajévo », mais la pièce-annexe ainsi désignée contenait seulement quelques imputations, sans preuves ou commencements de preuves quelconques.

Le véritable mémoire, qui n'était pas encore prêt à ce moment, fut communiqué ultérieurement aux gouvernements à titre d'annexe à la circulaire, datée du 22 juillet, que Berchtold adressa aux grandes Puissances. Quoique volumineux, il ne renfermait que des coupures de journaux serbes, des rapports sur la société *Narodna Odbrana* (la Défense nationale) et les sociétés de Sokols, et des

extraits de témoignages recueillis par les magistrats de Serajévo chargés de l'instruction du crime du 28 juin. En somme, les pièces qualifiées d'accablantes se réduisaient à deux : 1° « un expert judiciaire » affirmait que les bombes dont s'était servi — sans succès — un des accusés étaient de provenance serbe, identiques à vingt et une bombes trouvées en 1913 dans la Save près de Broko ; 2° dans la salle de réception du ministre de la Guerre à Belgrade se trouvaient quatre tableaux allégoriques, dont trois représentaient des victoires serbes, et dont le quatrième « symbolisait la réalisation des tendances de la Serbie hostiles à la Monarchie ». On s'explique qu'un pareil dossier n'ait été remis aux chancelleries que le 27 juillet, après la rupture avec la Serbie.

L'acte d'accusation une fois dressé, le gouvernement austro-hongrois se déclarait résolu à ne pas poursuivre plus longtemps son « attitude de longanimité expectative », et « à mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la Monarchie ». En conséquence, il commençait par demander au gouvernement serbe de faire publier à la première page du *Journal officiel* du 13-26 juillet, et de porter simultanément à la connaissance de l'armée par un ordre du jour du roi, qui serait inséré dans le *Bulletin officiel de l'armée*, une « énonciation » dont les termes étaient libellés *ne varietur*. Cette énonciation condamnait la propagande serbe en Autriche-Hongrie, ainsi que la participation d'officiers et de fonctionnaires serbes à cette propagande, désapprouvait toute tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce fût, et « avertissait formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que dorénavant il serait procédé avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements ». Le gouvernement serbe devait s'engager en outre : 1° à supprimer toute publication excitant à la haine, au mépris ou au démembrement de l'Autriche-Hongrie ; 2° à dissoudre immédiatement les sociétés s'adonnant à la propagande contre l'Autriche-Hongrie et à confisquer tous les moyens de propagande ; 3° à éliminer sans délai « du corps enseignant et des moyens d'instruction tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter cette propagande » ; 4° à destituer tous les officiers et fonctionnaires coupables de cette propagande « et dont le gouvernement Impérial et Royal se réservait de communiquer les noms au gouvernement royal » ; 5° à accepter la collaboration en Serbie des organes du gouvernement Impérial et Royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie ; 6° « à ouvrir une enquête judiciaire

contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur le territoire serbe; des organes délégués par le gouvernement Impérial et Royal prendront part aux recherches y relatives »; 7°, 8°, 9°, 10° à procéder d'urgence à l'arrestation de personnes nominativement désignées, à empêcher le trafic illicite d'armes et d'explosifs par la frontière, à licencier et à punir un certain nombre de fonctionnaires, à fournir des explications sur les propos hostiles à la Monarchie tenus par de hauts fonctionnaires serbes en Serbie et à l'étranger, à informer sans retard le gouvernement impérial et royal de l'exécution de toutes les mesures sus-indiquées.

Le délai fixé pour la réponse devait expirer le samedi, 25 juillet, à six heures du soir.

LA VOLONTÉ DE GUERRE.

Ces conditions mettaient la Serbie sous la tutelle autrichienne et visaient directement le roi. Elles révélaient chez les hommes dirigeants des deux empires une volonté de guerre irréductible : de guerre contre la Serbie seule, si l'Europe laissait écraser ce petit État; de guerre générale, si la Russie se portait au secours du roi Pierre. Divers témoignages permettent de croire que plusieurs princes allemands, notamment le roi de Bavière, partageaient les intentions des deux empereurs. En tout cas, le gouvernement de Munich était au courant de la machination austro-allemande. Dès le 18 juillet, le ministre de Bavière à Berlin prévenait le Cabinet de Munich que le gouvernement allemand préparait une action diplomatique en vue de la localisation de la guerre qui allait éclater : « S'appuyant, disait-il, sur le fait que l'empereur est en voyage dans le Nord et que le chef du grand état-major et le ministre de la Guerre de Prusse sont en congé, la chancellerie impériale prétendra avoir été surprise par l'action de l'Autriche exactement au même degré que les autres puissances. » Le 23 juillet, le président du Conseil bavarois avouait à M. Allizé, ministre de France à Munich, qu'il avait connaissance de l'ultimatum autrichien, et que la situation était très sérieuse. Quant à l'opinion allemande, telle qu'elle se reflétait dans la presse, elle poussait hardiment à l'exécution de la Serbie. A Vienne, à la seule exception de la *Zeit*, les journaux tenaient un langage féroce.

CHAPITRE II

LA CRISE EUROPÉENNE

I. LE VOYAGE DE M. POINCARÉ EN RUSSIE. — II. LA DÉCLARATION DE GUERRE A LA SERBIE. — III. LES PROJETS DE MÉDIATION ET LES MOBILISATIONS.

I. — LE VOYAGE DE M. POINCARÉ EN RUSSIE

MM. POINCARÉ ET VIVIANI EN RUSSIE.

AU moment où les deux empires Centraux jetaient à la Serbie un défi mortel, M. Raymond Poincaré, accompagné de M. Viviani, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, se trouvait à Pétersbourg, où il était déjà venu deux ans plus tôt comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Soit comme chef du gouvernement, soit comme chef de l'État, il avait constamment suivi, dans les affaires extérieures, une politique ferme, prévoyante et modérée. Informé comme il l'était des projets belliqueux de l'Allemagne, que le public pouvait seulement deviner, il avait dû s'attacher à prémunir la France contre des dangers trop probables, tout en s'efforçant, durant les dernières crises, de faire prévaloir des solutions transactionnelles honorables. Il ne manquait point de personnes en France pour qualifier ces transactions de défaillances. Elles attestaient du moins la volonté pacifique de la France, de la Russie et de la Grande-Bretagne.

LA POLITIQUE FRANÇAISE.

Au commencement de juin 1914, le Cabinet Doumergue avait donné sa démission. M. Doumergue était un radical-socialiste professant un pacifisme notoire. Après un court ministère Ribot, il eut pour successeur définitif M. Viviani, socialiste, qui constitua un ministère composé d'hommes de gauche, ennemis résolus de toute aventure extérieure, et dont plusieurs étaient des amis de M. Joseph Caillaux. Pendant la crise ministérielle, qui dura deux semaines, la presse allemande tint un langage presque insultant pour la France. Elle escomptait ouvertement la suppression du service de trois ans

et la rupture de l'alliance russe. Le *Leipziger Tageblatt* écrivait qu'il fallait à la France, non un président du Conseil, mais un syndic de faillite. La *Gazette de la Croix* s'étonnait que les hommes politiques français ne voulussent pas avouer que la France tombait au rang de puissance de second ordre. La *Tægliche Rundschau* souhaitait le retour au pouvoir de M. Caillaux à Paris, du comte Witte à Pétersbourg. Mais, tout en s'exprimant de la façon la plus désobligeante sur ce qu'elle appelait la décadence, la décomposition française, la presse d'outre-Rhin constatait elle-même que la France et son Parlement étaient pacifiques. Le procès de Mme Caillaux, alors en cours, n'affaiblissait point cette dernière impression. Au contraire, il inspirait aux Allemands l'idée que le Cabinet de Paris, livré à lui-même, ne se laisserait pas entraîner dans un conflit armé.

LA POLITIQUE RUSSE.

Le gouvernement russe n'était pas moins pacifique. Le tsar Nicolas ne manquait point, dans les audiences qu'il accordait à ses représentants à l'étranger, de les inviter à ne pas oublier, durant leur mission, que la Russie ne voulait pas faire la guerre. L'Austro-Allemagne connaissait si bien cet état d'esprit qu'elle spéculait sur lui pour imposer ses solutions par l'intimidation. Mais il était un degré d'effacement qu'aucun tsar ne pouvait souffrir, ou que la nation russe n'aurait point pardonné au souverain. Tel était le cas pour l'abandon à l'Autriche des frères slaves orthodoxes des Balkans. Aussi M. Schébéko, ambassadeur du tsar à Vienne, malgré son optimisme naturel et son vif désir de vivre paisiblement dans ce poste où il venait de s'installer, prévint-il ses collègues, le 21 juillet, avant de partir en congé, « que toute démarche quelconque faite par l'Autriche pour humilier la Serbie ne pouvait laisser la Russie indifférente ».

LES RAISONS DU VOYAGE EN RUSSIE.

Partis de Dunkerque le matin du 16 juillet à bord du cuirassé *France*, MM. Poincaré et Viviani arrivèrent le 20 dans la rade de Cronstadt. Ce voyage, conforme aux traditions de l'alliance franco-russe, avait été décidé dès le mois de janvier, alors que Delcassé était encore ambassadeur à Pétersbourg. Il était la suite des voyages des Présidents Félix Faure, Loubet et Fallières. Il succédait aux visites échangées l'année précédente entre M. Poincaré et les rois d'Angleterre et d'Espagne. Sa date avait été fixée entre le 20 et le 24 juillet, parce qu'elle répondait le mieux aux convenances réciproques des deux chefs d'État. Il faisait partie d'un programme comprenant des visites aux rois de Suède, de Norvège et de Danemark. De plus, il semblait particulièrement opportun en raison des intrigues qui essayaient de saper la Double Alliance à Pétersbourg. On savait à Paris le tsar fidèle, mais faible, et l'on désirait déjouer

par des conversations cordiales avec Nicolas II les machinations des intrigants. Au retour, les escales dans les trois capitales scandinaves devaient ranimer les sympathies pour la France dans des pays où l'Allemagne les combattait de toutes ses forces. A Stockholm, il s'agissait aussi de détruire ou d'atténuer la déplorable impression provoquée par la découverte récente d'actes, touchant à l'espionnage, de l'attaché militaire de Russie.

LES TOASTS DE PÉTERHOF.

Les toasts échangés le 20 au dîner de gala de Péterhof entre le tsar et le Président de la République reflétaient à la fois la politique des deux pays et les préoccupations présentes. Nicolas II déclara que la France et la Russie étaient étroitement liées pour sauvegarder leurs intérêts en collaborant à l'équilibre et à la paix en Europe. Puis il précisa en ajoutant que les deux pays s'appuyaient sur des amitiés communes et sur la plénitude de leurs forces. M. Poincaré répondit en se félicitant qu'une association permanente de près de vingt-cinq ans eût été consacrée à maintenir l'équilibre dans le monde, et que cette alliance, affermie par une longue expérience et complétée par de précieuses amitiés, s'appuyât sur des armées de terre et de mer qui se connaissaient, s'estimaient, étaient habituées à fraterniser, et permettaient aux deux pays de poursuivre, en collaboration intime et quotidienne, une œuvre de paix et de civilisation. Ces allusions aux conventions militaire et navale franco-russes et à l'entente avec l'Angleterre signifiaient que, résolument pacifiques, la France et la Russie ne laisseraient pas renverser l'équilibre de l'Europe. Toutefois, à ce moment, le tsar pensait si peu à la guerre qu'il promit à M. Poincaré de venir bientôt en France accompagné de l'impératrice.

LA POLITIQUE ANGLAISE.

Le gouvernement anglais, présidé par M. Asquith et comprenant des hommes éminents, comme M. Lloyd George et sir Edward Grey, passionnément attachés à la paix, avait donné de nombreuses preuves de son horreur de la guerre. Cette réserve était poussée si loin que les Allemands et les Austro-Hongrois la prenaient volontiers pour une volonté bien arrêtée de n'entrer en guerre en aucun cas. Ce n'était pourtant point l'avis de Lichnowsky, qui écrivait le 16 juillet à Bethmann-Hollweg : « Je crois pouvoir dire avec certitude qu'on ne réussira pas, en cas de guerre, à influencer contre la Serbie l'opinion publique anglaise, même en évoquant les ombres sanglantes de Draga et de son amant. » Ce diplomate ami de la paix avait essayé de mettre sur pied avec Grey un traité fixant en Asie Mineure les sphères d'influence de l'Angleterre et de l'Allemagne, et correspondant à un arrangement du même genre de la France avec la Turquie. Dans l'été de 1914, les papiers étaient prêts pour la

signature. Mais, de la part de Berlin, cette négociation n'avait pour objet que de détourner l'attention, de même que celle des Turcs à Paris était destinée à soutirer un emprunt à l'épargne française, moyennant des contre-valeurs que la guerre projetée ne permettrait pas d'encaisser. A Londres, le conseiller de l'ambassade allemande, M. de Kühlmann, travaillait en vue de la guerre, tandis que son chef s'ingéniait, de bonne foi, à régler les différends. Dès que Lichnowsky eut vent de ce qui se tramait, il donna à Berlin des avertissements pressants contre une politique d'aventure, et conseilla de recommander aux Autrichiens la modération. Il rappela en même temps que, d'après ce que lui avait déclaré naguère lord Haldane, l'Angleterre ne permettrait jamais que la France fût affaiblie ou anéantie. Jagow répondit que la Russie n'était pas prête et que l'Allemagne devait risquer le coup. C'est donc en pleine connaissance de cause que le gouvernement allemand se décida.

LE PROCÈS DE Mme CAILLAUX.

Pendant ces jours critiques où les hommes dirigeants des deux empires Centraux soupesaient la force de résistance de la nation française, le procès de Mme Caillaux se déroulait devant la cour d'assises de la Seine dans une atmosphère de scandale. Du 20 juillet au 29, jour où fut prononcé l'acquittement de l'accusée, les débats se poursuivirent durant huit longues audiences devant un public enfiévré. Les polémiques brutales qui mettaient aux prises les partis et les journaux semblaient de bon augure de l'autre côté du Rhin.

LE RETOUR DE RUSSIE.

Avant de quitter Pétersbourg, Viviani s'était concerté avec Sazonoff et l'ambassadeur d'Angleterre pour que les représentants des trois puissances à Vienne fissent entendre sans retard à Berchtold les conseils de modération que réclamait la situation. Parti de Cronstadt le 23 à dix heures du soir, Viviani télégraphia en ce sens, vers une heure du matin, à M. Bienvenu-Martin, garde des Sceaux, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères par intérim. Le 24, dans la matinée, au sortir du golfe de Finlande, le *France* recueillit un radiogramme de l'ambassade de France à Pétersbourg contenant un résumé de l'ultimatum. Viviani télégraphia sans retard à Londres et à Pétersbourg qu'il était d'avis : 1° que la Serbie offrît immédiatement toutes les satisfactions compatibles avec son honneur et son indépendance; 2° qu'elle demandât la prolongation du délai de quarante-huit heures, dans lequel l'Autriche réclamait une réponse ; 3° que l'Angleterre, la Russie et la France s'entendissent pour appuyer cette demande; 4° que la Triple-Entente recherchât s'il ne serait pas possible de substituer une enquête internationale à une enquête austro-serbe. C'est seulement à leur arrivée à Stockholm, le lende-

main 25, que MM. Poincaré et Viviani prirent connaissance des nouvelles. Ils hésitèrent d'abord sur le parti à prendre : accomplir le programme primitif ou revenir en droiture à Dunkerque aussitôt après les fêtes de Stockholm. Ils décidèrent d'attendre des éclaircissements en cours de route, et, après avoir assisté aux fêtes préparées, repartirent le 26 au matin. Le 27, il leur parvint un radiogramme de Paris indiquant que leur retour était attendu avec quelque impatience. En conséquence, Viviani prévint les ministres de France à Copenhague et à Christiania qu'il rentrait directement à Paris, et M. Poincaré télégraphia aux rois de Danemark et de Norvège que la gravité des événements lui faisait un devoir impérieux de regagner la France. Le matin du 29, les deux hommes d'État arrivaient à Dunkerque. Ils étaient le soir à Paris, et Viviani reprenait dans la nuit du 29 au 30 la direction des affaires.

Dans l'intervalle, les événements s'étaient développés suivant le plan conçu par les Cabinets de Vienne et de Berlin.

II. — LA DÉCLARATION DE GUERRE A LA SERBIE

MM. DE SZECSEN ET DE SCHOEN AU QUAI D'ORSAY.

A Paris, en remettant à M. Bienvenu-Martin la copie de l'ultimatum, le comte Szecsen s'abstint de sortir des généralités. Il fit seulement observer qu'il s'agissait d'une affaire qui devait être réglée directement entre la Serbie et l'Autriche, et Bienvenu-Martin se tint sur la réserve. Mais, quelques heures plus tard, le baron de Schœn vint lire au président du Conseil intérimaire une note du gouvernement allemand, où se trouvait développée la thèse de la culpabilité de la Serbie et du droit de l'Autriche-Hongrie de prendre les mesures militaires qu'elle jugerait convenables. L'ambassadeur insista sur les deux derniers paragraphes, où Jagow déclarait que le conflit actuel devait être réglé exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, « toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables ». Sur l'observation de Bienvenu-Martin qu'il convenait de laisser la porte ouverte à un accommodement, Schœn répondit vaguement « que l'espoir restait toujours possible ». La communication de Szecsen était toute protocolaire; celle de Schœn revêtait un caractère déjà comminatoire envers la France.

M. JULES CAMBON A LA WILHELMSTRASSE.

Le langage tenu le même jour par Jagow à Jules Cambon n'atténuait pas cette impression. Il était calculé pour prévenir une médiation des amis de la Serbie. On désirait intimider Paris. Jules Cambon remarqua tout de suite que le gouvernement allemand

n'avait pas pu s'engager à soutenir les prétentions de Vienne sans en connaître la portée, et que les deux Cabinets impériaux avaient coupé les ponts derrière eux. Sir Horace Rumbold, chargé d'affaires d'Angleterre à Berlin, éprouva et transmit à Londres des impressions analogues. En dépit de toute vraisemblance, Jagow soutenait, conformément au plan combiné avec Vienne, qu'il n'avait pas eu connaissance préalable de l'ultimatum. Sentant que cette affirmation trouvait peu de créance, Zimmermann télégraphia dans la journée du 24 juillet aux ambassadeurs allemands à Paris, Londres et Pétersbourg, de démentir dans les termes suivants tous les bruits relatifs à la connivence de Berlin avec Vienne : « Nous n'avons eu aucune espèce d'influence sur la rédaction de la note, et nous avons eu aussi peu que les autres puissances l'occasion de prendre position, de quelque manière que ce fût, avant sa publication. »

M. SAZONOFF.

A Pétersbourg, Sazonoff comprit tout de suite qu'on marchait rapidement vers une crise redoutable. Des émeutes ouvrières d'origine suspecte, d'ailleurs promptement réprimées, révélaient l'intention de mettre le gouvernement russe en face de graves difficultés intérieures à un moment particulièrement critique. Esprit fin, très attaché au système de la Triple-Entente et connaissant bien les affaires germaniques, Sazonoff était convaincu que l'Autriche n'aurait jamais agi comme elle venait de le faire sans avoir consulté préalablement l'Allemagne, et que les conditions posées à Belgrade avaient été combinées de sorte qu'elles fussent inacceptables. « Vous voulez la guerre, dit-il au comte Szapary, vous avez brûlé les ponts derrière vous, vous mettez le feu à l'Europe. » Au comte de Pourtalès il déclara nettement que la Russie ne saurait admettre que le conflit austro-serbe fût réglé seulement entre les deux parties et que l'Autriche fût à la fois juge et accusatrice : si l'Autriche voulait avaler la Serbie, la Russie s'y opposerait par la force! Après ces deux entretiens, il pria les ambassadeurs de France et d'Angleterre de proclamer la solidarité de leur pays avec la Russie. M. Paléologue répondit que la France, en cas de besoin, remplirait toutes les obligations de l'alliance. Sir G. Buchanan, représentant d'une puissance amie et non alliée, put seulement promettre le concours de son gouvernement pour une action modératrice. Sazonoff fit observer que, si la Russie et la France étaient engagées dans une guerre, il serait difficile à l'Angleterre de rester à l'écart. Tôt ou tard, expliqua-t-il, l'Angleterre sera impliquée dans la guerre si celle-ci éclate; or, elle rendra la guerre plus probable si, dès le début, elle ne fait pas cause commune avec la Russie et la France. Buchanan s'empressa de communiquer ces suggestions à Londres.

LA PROPOSITION RUSSE.

Le lendemain 25, Sazonoff expédia une circulaire télégraphique marquant deux points essentiels : 1° le gouvernement russe suivait attentivement l'évolution du conflit austro-serbe, qui ne pouvait pas laisser la Russie indifférente; 2° il priait les Cabinets de Paris et de Londres d'appuyer à Vienne sa demande de prolongation du délai fixé à la Serbie. Cette demande fut transmise d'urgence dans la matinée du 25 au baron Macchio et à Jagow par les chargés d'affaires russes à Vienne et à Berlin. Dans un nouvel entretien du même jour avec Buchanan, Sazonoff confirma son intention de ne pas précipiter un conflit, mais déclara que, si l'Allemagne ne contenait pas l'Autriche, la situation était désespérée.

LA PROPOSITION ANGLAISE.

A Londres, Grey déclara au comte Mensdorf, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, et à Lichnowsky que jamais un document aussi formidable que l'ultimatum à la Serbie n'avait été adressé à un État indépendant, et il proposa que les quatre Cabinets de Londres, de Paris, de Rome et de Berlin s'entendissent « pour demander aux gouvernements autrichien et russe de ne point franchir la frontière », de façon que les quatre puissances eussent le temps d'agir à Vienne et à Pétersbourg pour arranger les choses.

LES EXCITATIONS DE GUILLAUME II.

Lichnowsky accueillit favorablement cette ouverture, sans se douter des véritables intentions de son souverain. Au moment où il exprimait à Grey l'avis que l'Autriche pourrait accepter une médiation des puissances, Allemagne comprise, Guillaume II écrivait en marge des dépêches de ses agents : « Comme toute cette soi-disant grande puissance serbe se montre creuse! Tous les États slaves ont cette conformation. Il faut marcher ferme sur les pieds de cette crapule! » Il invitait l'Autriche à ne pas laisser mettre en discussion sa démarche à Belgrade. Il la pressait de s'emparer du sandjak de Novi-Bazar. « L'Autriche, ajoutait-il, doit demeurer prépondérante dans les Balkans à l'égard des petites puissances et aux dépens de la Russie; autrement il n'y aura jamais de repos. » Il rejetait les propositions de médiation et de prolongation de délai, et traitait d'absurde l'hypothèse d'une guerre longue et acharnée. En marge du passage où Lichnowsky confiait ses craintes sur l'attitude de certains pays, il écrivait : « Il n'a qu'à proposer la Perse à l'Angleterre. » Les ministres de Guillaume II, tout en tenant un langage lénifiant aux diplomates de la Triple-Entente, étaient si bien d'accord avec le kaiser que Szögyeny télégraphiait le 25 à Berchtold :

« Ici on suppose généralement que la réponse éventuellement négative de la Serbie sera suivie immédiatement de votre déclaration de guerre, combinée avec des opérations belliqueuses. On voit dans chaque recul du commencement des opérations un grand danger relativement à l'immixtion des

autres puissances. On vous conseille de la manière la plus urgente de procéder immédiatement et de mettre le monde devant un fait accompli. »

LA FIN DE NON-RECEVOIR AUTRICHIENNE

En l'absence de Berchtold, qui était à Ischl, Macchio répondit à la demande de prolongation de délai par un refus catégorique, et son attitude fut ensuite approuvée sans réserve par son chef. Les autorités militaires allemandes consignèrent les garnisons d'Alsace-Lorraine, et mirent en état d'armement les ouvrages proches de la frontière française.

A BRUXELLES

A Bruxelles, le danger apparut dès la première heure. Dans la soirée du 24, après délibération du Conseil des ministres, M. Davignon, ministre des Affaires étrangères, envoya aux ministres de Belgique près des puissances signataires des traités du 19 avril 1839 et garantes de la neutralité de la Belgique des instructions détaillées, leur donnant des indications précises sur ce qu'ils auraient à faire « si l'éventualité d'une guerre franco-allemande devenait plus menaçante ». Au courant des intentions allemandes depuis les confidences de Guillaume II au roi Albert, le gouvernement belge découvrit tout de suite dans la querelle cherchée à la Serbie le prétexte d'une guerre brusquée avec la France.

A ROME.

A Rome, par suite d'une indisposition de M. de Mérey et de complications télégraphiques, la communication fut faite le 24 au lieu du 22. Berchtold se fiait aux belles paroles de l'ambassadeur de Victor-Emmanuel III à Vienne, le duc d'Avarna, chaud triplicien, et aux assurances récentes du marquis de San Giuliano que l'Italie avait besoin d'une Autriche forte comme rempart contre la marée slave. Il espérait entraîner l'Italie en invoquant le *casus fœderis* prévu dans l'article 3 de la Triple-Alliance, ainsi conçu :

LES ARTICLES 3 ET 7 DE LA TRIPLE-ALLIANCE.

« Si une ou deux des puissances contractantes, sans provocation de leur part, sont attaquées par deux ou plusieurs puissances non signataires du présent traité et sont entraînées dans une guerre avec les dites puissances, le *casus fœderis* se présente pour tous les contractants en même temps. »

Le 24 juillet, Berchtold dut déchanter. Salandra et San Giuliano se plaignirent vivement du caractère agressif de la démarche de l'Autriche, et déclarèrent que le *casus fœderis* ne jouait pas dans la circonstance. M. Bollati, ambassadeur d'Italie à Berlin, demanda positivement des compensations en vertu de l'article 7 de la Triple-alliance, dont voici la teneur :

« L'Autriche-Hongrie et l'Italie, n'ayant en vue que le maintien autant que possible du *statu quo* territorial en Orient, s'engagent à user de leur influence pour prévenir toute modification territoriale qui porterait dommage à l'une ou à l'autre des puissances signataires du présent traité. Elles se com-

municiperont à cet effet tous les renseignements de nature à s'éclairer mutuellement sur leurs propres dispositions ainsi que sur celles d'autres puissances. Toutefois, dans le cas où, par suite des événements, le maintien du *statu quo* dans les régions des Balkans ou des côtes et îles ottomanes dans l'Adriatique et dans la mer Egée deviendrait impossible, et que, soit en conséquence de l'action d'une Puissance tierce, soit autrement, l'Autriche-Hongrie ou l'Italie se verraient dans la nécessité de le modifier par une occupation temporaire ou permanente de leur part, cette occupation n'aura lieu qu'après un accord préalable entre les deux Puissances, basé sur le principe d'une compensation réciproque pour tout avantage, territorial ou autre, que chacune d'elles obtiendrait en sus du *statu quo* actuel, et donnant satisfaction aux intérêts et aux prétentions bien fondées des deux parties. »

Berchtold et François-Joseph restèrent sourds à toutes les demandes de compensations. Ils voulaient étrangler la Serbie sans céder un kilomètre carré. D'ailleurs, l'un et l'autre professaient pour les Italiens presque autant de dédain que pour les Serbes.

LA RÉPONSE SERBE.

Sur ces entrefaites, l'imprévu survint. Le 25 juillet, à cinq heures trois quarts, M. Pachitch remit au baron Giesl une réponse qui constituait l'acceptation presque intégrale de tous les points de l'ultimatum. Cédant au sentiment du péril imminent et au conseil des Cabinets de Pétersbourg, de Paris et de Londres d'aller jusqu'à l'extrême limite des concessions compatibles avec les droits souverains de la Serbie, le gouvernement serbe se résignait à subir toutes les conditions austro-hongroises, sauf une : la participation des agents austro-hongrois à l'enquête judiciaire ouverte contre les personnes qui auraient été mêlées au complot du 28 juin et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Cette participation était déclarée contraire à la Constitution et au code de procédure criminelle. « Cependant, ajoutait la note, dans des cas concrets, des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux agents austro-hongrois. » Devant toutes les autres injonctions le gouvernement serbe s'inclinait, se bornant à demander sur plusieurs points des précisions qui lui permissent d'exécuter ce qu'on réclamait de lui. La note était conçue en termes très dignes, sans faux-fuyants, et se terminait par la proposition, dans le cas où le gouvernement austro-hongrois ne serait pas satisfait de cette réponse, de « remettre la question, soit à la décision du tribunal de La Haye, soit aux grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le gouvernement serbe a faite le 18-31 mars 1909 ».

• LA RUPTURE AUSTRO-SERBE.

Une pareille soumission déconcertait les prévisions de Vienne et de Berlin. Néanmoins, conformément à ses instructions, Giesl remit dès six heures une note rédigée d'avance, déclarant rompues les relations diplomatiques entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.

A six heures et demie, il quitta Belgrade avec tout le personnel de la légation par le train de Semlin. Dans la nuit du 25 au 26, avant l'arrivée de Giesl à Budapest, le journal officiel hongrois, le *Budapesti Kozlöny*, imprimait et publiait le texte de trente-trois décrets ordonnant la mobilisation des corps d'armée de Prague, Leitmeritz, Budapest, Gratz, Temesvar, Hermannstadt, Agram et Serajévo, la mobilisation éventuelle du corps d'armée de Raguse, la convocation du landsturm, la militarisation générale du service des chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, la nomination de commissaires royaux, la suspension des libertés constitutionnelles, l'ajournement du Parlement, etc. Tous ces décrets étaient exécutoires dès le lendemain matin 27. Celui qui ordonnait la mobilisation était daté du 24. Dans la soirée du samedi 25, le général Putnik, chef de l'état-major serbe, qui passait par la gare de Kelenföld, dans le voisinage de Budapest, fut arrêté et traité en prisonnier de guerre. Toute la nuit et la journée du lendemain, les musiques militaires hongroises parcoururent les rues de la capitale en jouant des airs nationaux. La foule chantait des refrains belliqueux. En tête de son numéro du 26, en caractères sensationnels, le *Pester Lloyd* annonça la guerre contre la Serbie.

LA MOBILISATION AUTRICHIENNE.

Les circonstances dans lesquelles Giesl rompait les relations ne laissaient à la Serbie aucun espoir de solution pacifique. Aussi le gouvernement de Belgrade résolut-il de quitter immédiatement la capitale, qui se trouvait sous le canon de Semlin. Le soir même du 25, il alla s'installer à Nich, accompagné du ministre de Russie et de M. Auguste Boppe, le nouveau ministre de France arrivé dans la matinée. La mobilisation générale fut décrétée dans la soirée.

LE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT SERBE.

Dès le matin du 26, les journaux de Vienne célébrèrent en articles enthousiastes la guerre tant désirée. Le *Neues Wiener Tageblatt* s'écriait : « En avant ! Les dés de fer ont roulé. L'empereur nous appelle. L'armée, qui, deux fois, dans son obéissance muette, a remis au fourreau l'épée à moitié dégainée, répond avec allégresse au cri de son maître.... En avant! » A Berlin, même allégresse. La *Gazette de Cologne* proclamait la solidarité de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie, et terminait par cette phrase comminatoire : « Ce serait une honte pour notre siècle si l'humanité devait se déchirer parce que la Serbie couvre de son bouclier les jeunes drôles qui ont assassiné l'archiduc François-Ferdinand et sa femme. Cela ne peut pas, ne doit pas être ; *Hands off! Hände weg!* » La foule se livrait à de tapageuses manifestations en faveur de l'Autriche et contre l'ambassade de Russie. Cependant, ni l'agence Wolff, ni les

LA PRESSE A VIENNE ET A BERLIN.



C. Stuart [illegible]

GEORGES V
ROI D'ANGLETERRE



Newspaper [illegible]

ALBERT Ier
ROI DES BELGES



Cl. Boissonnas

NICOLAS II
TZAR DE RUSSIE



Cl. Manuel

VICTOR EMMANUEL II
ROI D'ITALIE

journaux allemands ne publièrent le texte de la réponse serbe; on laissa tout d'abord croire au public que c'était un refus.

RETOUR DE GUILLAUME II.

Le 26, Guillaume II quitte en hâte les eaux norvégiennes pour rentrer par Kiel à Berlin. Il était tellement convaincu de l'imminence de l'ouverture des hostilités, qu'il craignait d'être pris par la flotte russe. A son arrivée, en lisant la réponse serbe, il est décontenancé. « C'est un brillant résultat, note-t-il, pour un délai de quarante-huit heures! C'est plus qu'on ne pouvait attendre! Un grand succès moral pour Vienne! Mais il fait disparaître toute raison de guerre, et Giesl aurait dû rester tranquillement à Belgrade. Après cela, moi, je n'aurais jamais ordonné la mobilisation. » Mais les événements suivent le cours irrésistible que la politique de l'ultimatum a déterminé. L'attaque diplomatique est aussi brusquée que va l'être l'attaque militaire. Le 27 juillet, le Cabinet de Vienne décide d'adresser le lendemain une déclaration de guerre à la Serbie, afin, relate Tschirschky, de prévenir toute tentative d'intervention.

MANŒUVRES DE SCHOEN A PARIS.

A Paris, Schoen demande avec insistance au quai d'Orsay d'affirmer publiquement « la solidarité pacifique » de la France et de l'Allemagne, c'est-à-dire l'abandon de la Russie par la France, et d'agir à Pétersbourg pour y conseiller la modération. N'ayant pas obtenu ce qu'il désirait, il écrit à M. Philippe Berthelot, faisant fonction de directeur politique, une lettre particulière, où il exprime « la ferme confiance que le gouvernement français, avec lequel il se sait solidaire dans l'ardent désir que la paix européenne puisse être maintenue, usera de toute son influence dans un esprit apaisant auprès du Cabinet de Pétersbourg ». Schoen cherche à compromettre la France au regard de la Russie, et à incriminer celle-ci indirectement.

GREY FAIT PRESSENTIR L'INTERVENTION DE L'ANGLETERRE.

Pendant ce temps (27 juillet), Grey propose que les ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres recherchent avec lui « un moyen de résoudre les difficultés actuelles, étant entendu que, pendant cette conversation, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute opération militaire active ». Le chef du Foreign Office prévient l'ambassadeur d'Allemagne que, si l'Autriche envahissait la Serbie après la réponse serbe, elle démontrerait qu'elle ne poursuivait pas seulement le règlement des questions mentionnées dans sa note du 23 juillet, mais qu'elle voudrait écraser un petit État : « alors se poserait une question européenne, et il s'ensuivrait une guerre, la plus terrible que l'Europe eût jamais vue, et à laquelle d'autres puissances seraient amenées à prendre part ». Lichnowsky comprend, et se hâte de télégraphier à Berlin que Grey se rangera *unbedingt* du côté de la France et de la Russie, pour montrer qu'il n'entend pas tolérer la défaite morale ou mili-

taire de la Triple-Entente. La France et l'Italie acceptent immédiatement la proposition Grey. En même temps, le gouvernement britannique fait publier un ordre arrêtant la démobilisation de la flotte concentrée à Portland à l'occasion de la grande revue passée à Spithead le 19 juillet, et Grey explique à l'ambassadeur d'Autriche à Londres et à l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne que, devant le risque d'une conflagration générale, il n'est pas possible à l'Angleterre de disperser ses forces. Il insiste sur le fait que le Cabinet de Vienne vient d'infliger à la Serbie la plus profonde humiliation qu'ait jamais subie un pays, et qu'il est inexplicable qu'on traite ce pays comme s'il avait répondu par un simple refus. Enfin, à la Chambre des Communes, il expose que le conflit actuel risque d'aboutir « à une des plus grandes catastrophes qui se soient jamais abattues d'un seul coup sur le continent européen ». Le *Times* déclare que, si l'on veut éprouver la fermeté de l'adhésion de l'Angleterre aux principes qui régissent ses amitiés et garantissent l'équilibre européen, on trouvera l'Angleterre prête et résolue à soutenir ces principes avec toute la force de l'empire. Le *Morning Post* s'exprime avec la dernière sévérité sur le compte de l'Autriche, qui se constitue « juge, juré et témoin » dans le procès à la Serbie, et qui provoque une guerre dans laquelle la France devra se battre pour sa propre existence. Alors, dit-il, l'Angleterre sera derrière la France.

JAGOW ET SCHOEN SE DÉROBENT.

Tous ces avertissements étaient nets et catégoriques. Néanmoins, Jagow n'admet rien qui ressemble à une conférence des Puissances, à « une espèce de cour d'arbitrage ». Il se dérobe obstinément devant les instances très vives de Jules Cambon. Il déclare que l'Allemagne a des engagements avec l'Autriche et ne peut pas intervenir dans le conflit austro-serbe. Il allègue qu'il n'a pas encore eu le temps de lire la réponse serbe. Il se réfère à des conversations directes entre Vienne et Pétersbourg. D'autre part, voyant la conflagration sur le point d'éclater, lui et le chancelier, tant en leur nom qu'au nom de l'empereur, invitent Tschirschky, le 26 et le 27, à répéter à Vienne qu'il est « indispensable que l'Autriche s'entende en temps utile avec l'Italie sur l'article 7 du pacte triplicien et sur la question des compensations ».

Au quai d'Orsay, Schoen se dit sans instructions. Il reproche à la presse française d'accuser l'Allemagne de pousser l'Autriche. Il réitère l'affirmation que l'Allemagne n'a pas connu l'ultimatum.

SUGGESTIONS DE GUILLAUME II.

Les metteurs en scène austro-allemands s'aperçoivent alors qu'ils manquent leurs effets. Le 28, Guillaume II écrit à Jagow une lettre où il expose la situation de cette façon : après la capitulation serbe, toute cause de guerre est éliminée; toutefois, comme les

Serbes sont des Orientaux faux et hypocrites, il faut employer avec eux « une douce violence »; il convient de saisir un gage, Belgrade, afin de garantir l'exécution des promesses et de donner à l'armée, mobilisée en vain pour la troisième fois, l'apparence d'un succès aux yeux de l'étranger; toute cause de guerre ayant disparu, l'empereur est « prêt à accepter le rôle de médiateur à l'égard de l'Autriche, sur la base de l'occupation militaire temporaire de la Serbie, en ménageant le plus possible le sentiment national autrichien et l'honneur de ses armes ». Le même jour, Bethmann-Hollweg télégraphie dans le même sens à Tschirschky; mais il indique nettement que, s'il est désormais impossible au Cabinet de Vienne de maintenir une attitude complètement intransigeante qui lui aliénerait l'opinion publique, il importe avant tout « que la responsabilité de l'extension éventuelle du conflit aux États qui ne sont pas directement intéressés dans la question retombe, dans toutes les circonstances, sur la Russie ». Il prescrit aussi à l'ambassadeur d' « éviter soigneusement de créer l'impression que l'Allemagne désire retenir l'Autriche ».

La déclaration de guerre à la Serbie.

Mais, à Vienne, où sont arrivés les conseils impérieux de Berlin transmis par Szögyeny le 25 et le 27, on est déjà décidé. Le 28 à onze heures du matin, avant d'avoir reçu communication de la dépêche de Bethmann-Hollweg à Tschirschky, Berchtold déclare la guerre à la Serbie. Sir Maurice de Bunsen apprend la nouvelle au Ballplatz en venant chercher la réponse à la proposition Grey. Sans fournir aucune justification, Berchtold qualifie la guerre de juste et d'inévitable. Il répond par une fin de non-recevoir à toutes les propositions de discuter la réponse serbe. Sous le couvert des décrets du 26, la mobilisation des forces de terre et de mer de la Monarchie s'accélère. Ni à Berlin, ni à Vienne, on ne pouvait se dissimuler les conséquences fatales de ces mesures. Le 18 juillet, l'envoyé de Bavière à Berlin, dans le rapport déjà cité, expliquait qu'on devait s'arranger de manière que l'Autriche ne mobilisât pas toute son armée, notamment les troupes casernées en Galicie, pour éviter que se produisît *automatiquement* une contre-mobilisation de la Russie, qui forcerait l'Allemagne ainsi que la France à prendre les mêmes mesures, « et provoquerait ainsi la guerre européenne ». Or, depuis le 27, les mouvements de troupes dans la Monarchie indiquaient que toutes les forces du pays étaient mises sur pied. Les agents consulaires français signalaient la mobilisation des corps d'armée de Bohême et de Galicie, et le transport de troupes de Vienne et de Budapest à la frontière russe. En conséquence, avant de connaître la déclaration de guerre à la Serbie, la Russie avait

commencé de prendre de son côté quelques précautions militaires. Si restreintes qu'elle fussent, elles alarmaient Berchtold qui, le 28, chargea Szögyeny de demander au Cabinet de Berlin de parler fort à Pétersbourg. Le lendemain, nouvelle dépêche du même dans le même sens, en termes encore plus énergiques. Le ministre ajoutait que les opérations de guerre en Serbie se poursuivraient quoi qu'il dût arriver. En même temps, François-Joseph prescrivait à ses ambassadeurs de déclarer à Pétersbourg, Londres, Paris et Rome que l'état de guerre entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie rendait inutile toute discussion sur l'affaire serbe, mais qu'il était loisible au Cabinet anglais d'agir à Pétersbourg pour assurer la localisation de la guerre.

III. — LES PROJETS DE MÉDIATION ET LES MOBILISATIONS

POUR la troisième fois en cinq jours, la Triple-Entente se trouvait inopinément placée en face d'un acte attentatoire à la paix. Après un ultimatum dépassant en rigueur tout ce qu'on pouvait imaginer, après une rupture diplomatique suivant de quelques minutes l'acceptation presque intégrale de cet ultimatum, une déclaration de guerre éclatait au milieu des négociations, sans que l'État qui la lançait fût menacé d'aucun côté ni d'aucune manière.

MOBILISATION PARTIELLE RUSSE.

A Pétersbourg, on réagit en décrétant la mobilisation dans les arrondissements militaires d'Odessa, de Moscou, de Kief et de Kazan (13 corps d'armée). Puis le tsar Nicolas envoie à Guillaume II un télégramme où il le prie de lui venir en aide pour maintenir la paix.

ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES ENTRE NICOLAS II ET GUILLAUME II.

« Une guerre ignoble a été déclarée à un pays faible, disait-il.... Pour prévenir la calamité que serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce que tu pourras pour empêcher tes alliés d'aller trop loin[1]. » Ce télégramme, arrivé à Berlin le 29 à une heure dix du matin, se croise avec une dépêche de Guillaume II, rédigée de concert avec le chancelier et M. de Stumm, mise au net le 28 à dix heures quarante-cinq du soir, et expédiée le 29 à une heure quarante-cinq du matin. Le kaiser invoquait la solidarité dynastique contre les régicides, rappelait l'assassinat du roi Alexandre et de la reine Draga, priait le tsar de réagir contre l'émotion produite en Russie par l'action de l'Autriche, prétendait exercer toute son influence à Vienne en faveur d'un arrangement

1. Le texte original est en anglais, de même que la réponse de Guillaume II et les autres dépêches échangées entre les deux souverains. Les heures indiquées sont celles relevées dans : *Die deutschen Dokumente zum Kriegsausbruch.*

satisfaisant avec la Russie, et demandait le concours de Nicolas II pour « apaiser les difficultés qui pouvaient encore surgir ».

LETTRE DU PRINCE HENRI DE PRUSSE.

En lisant le télégramme du tsar, le kaiser ne songe nullement à donner suite aux beaux sentiments énoncés dans le sien. Il est encouragé dans l'expectative par une lettre de son frère, le prince Henri, datée de Kiel, du 28. Envoyé en mission d'exploration politique à Londres, le prince Henri revenait d'Angleterre avec la conviction que le gouvernement britannique resterait neutre et chercherait à contenir la Russie. Il citait même à ce sujet une phrase catégorique du roi George. Soit que la citation fût inexacte, soit que le prince Henri eût pris pour des assurances de vagues propos de courtoisie, sa lettre donnait une idée fausse de la situation diplomatique. En tout cas, elle se trouvait en contradiction avec les informations envoyées jour après jour par Lichnowsky.

ENTRETIEN DU CHANCELIER ET DE SIR E. GOSCHEN.

Aussi Bethmann-Hollweg, plus attentif et réfléchi que l'empereur, fait-il appeler sir E. Goschen deux fois dans la journée du 29. Dans le premier entretien, il prétend avoir poussé très loin ses conseils à Vienne. D'ailleurs, tous les représentants de l'Allemagne à l'étranger ont reçu ordre de dire et disent en effet que leur gouvernement prêche au Cabinet de Vienne la conciliation. Toutefois, comme le chancelier sent que son double jeu ne peut se soutenir longtemps, il tient à prendre ses sûretés. Il fait donc revenir l'ambassadeur d'Angleterre dans la soirée, et lui pose nettement la question de la neutralité. L'Allemagne, dit-il en substance, n'a point pour but des acquisitions territoriales aux frais de la France en Europe, la question des colonies restant réservée; elle compte respecter l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas; si elle se trouve dans la nécessité d'entreprendre des opérations en Belgique, elle respectera aussi l'intégrité de ce pays, à condition qu'il ne se range pas contre l'Allemagne; en conséquence, elle espère que l'Angleterre observera la neutralité. Il offre « une forte enchère » pour s'assurer cette neutralité, et déclare que, depuis le jour où il est devenu chancelier, « il s'est proposé d'établir une entente avec l'Angleterre ». Derrière le conflit austro-serbe on voit apparaître la conflagration européenne. Goschen se borne à répondre que son gouvernement voudra sans doute garder sa pleine liberté.

Il avait raison. Le même jour, Grey déclarait à Lichnowsky que, dans le cas où l'Allemagne et la France seraient impliquées, l'Angleterre pourrait être amenée à intervenir, et qu'alors son intervention serait immédiate. En même temps, il disait à Paul Cambon qu'on devait se garder en France de croire l'Angleterre engagée envers elle comme en 1911, dans l'affaire marocaine, où les deux pays

étaient liés; si l'Allemagne et la France venaient à être impliquées dans le conflit actuel, l'Angleterre, libre d'engagement, aurait à décider ce que les intérêts britanniques exigeaient.

BOMBARDEMENT DE BELGRADE.

Revenu à Paris dans la soirée, Viviani donne aussitôt sa pleine adhésion aux projets de médiation à quatre. Mais l'artillerie autrichienne bombarde déjà Belgrade, ville ouverte, et les bateaux de commerce serbes sont capturés. Or, Sazonoff a déclaré que, le jour où l'Autriche passerait la frontière serbe, la Russie mobiliserait. On touche à l'instant où, personne ne voulant être devancé par l'adversaire, on passera de la préparation à l'action. Le gouvernement belge décide de mettre l'armée sur le pied de paix renforcée.

PRÉCAUTIONS BELGES.

MESURES MILITAIRES EN ALLEMAGNE.

De toutes parts, les agents français en Allemagne signalent des mouvements de troupes et de matériel vers la frontière de France. Les permissionnaires, rappelés depuis cinq jours, ont rejoint leurs corps. La garnison de Metz, renforcée par des éléments de l'intérieur, s'installe le long de la frontière. Du Luxembourg aux Vosges, les troupes prennent leurs positions de combat. Dans les places fortes voisines, on procède au déboisement, à la mise en place de l'armement, à la construction de batteries, à l'établissement de réseaux de fils de fer. Les gares sont occupées militairement. Rappelés par convocations individuelles, les réservistes affluent par milliers dans les dépôts. Les routes sont barrées. Les automobiles ne circulent plus qu'avec un permis. En deux endroits, le 29, des patrouilles allemandes pénètrent sur le territoire français. Sous menace d'être fusillés, les Alsaciens-Lorrains du Reichsland ont défense de passer la frontière.

PRÉCAUTIONS FRANÇAISES.

En France, les permissionnaires sont rappelés seulement le 29. Le 30, après délibération en Conseil des ministres, le Cabinet Viviani décide de tenir les troupes de couverture à dix kilomètres de la frontière, au lieu de les porter sur les positions de combat prévues dans la plan de concentration. En signalant cette mesure au Cabinet de Londres, il fait remarquer que le gouvernement de la République tient à montrer ainsi « que la France, pas plus que la Russie, n'a la responsabilité de l'attaque ».

DÉCLARATIONS DE SAZONOFF ET DE VIVIANI.

Le 29, en apprenant la mobilisation partielle de la Russie, le gouvernement allemand fait notifier à Pétersbourg par Pourtalès que, si la Russie ne cesse pas ses préparatifs militaires, l'Allemagne mobilisera de son côté. Sazonoff répond que ces préparatifs sont justifiés par ceux de l'Autriche et l'intransigeance de cette puissance, qui refuse à la fois les conversations directes avec Pétersbourg et la médiation des quatre puissances. D'autre part, il informe les gouvernements étrangers qu'il adhère à toutes les

propositions ayant pour objet de résoudre le conflit à l'amiable. Il s'assure en même temps des dispositions de la France. Viviani déclare qu'elle est résolue à remplir toutes les obligations de l'alliance, tout en ne négligeant aucun effort en vue d'une solution pacifique. Il exprime en même temps « le désir de voir éviter toute mesure militaire qui pourrait offrir à l'Allemagne un prétexte à la mobilisation générale ». Le chef d'état-major russe fait surseoir à un certain nombre de mesures militaires, et convoque l'attaché militaire d'Allemagne, à qui il donne sa parole d'honneur que la mobilisation partielle ordonnée le matin vise exclusivement l'Autriche.

NOUVEL ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES IMPÉRIAUX

Dans la soirée du 29, deux télégrammes impériaux se croisent encore. A 6 h. 30, Guillaume II fait expédier de Potsdam une dépêche répondant à celle du tsar arrivée le matin. Il justifie entièrement l'action de l'Autriche, engage la Russie à rester spectatrice exprime l'avis qu'un accord direct entre Vienne et Pétersbourg est possible et désirable, affirme qu'il continue ses efforts en ce sens, et termine par l'observation que des mesures militaires de la Russie, qui seraient considérées comme provocantes pour l'Autriche, hâteraient une calamité et compromettraient le rôle de médiateur qu'il a accepté. Il reste donc sur ses positions. A huit heures vingt (heure orientale), avant d'avoir reçu ce télégramme, Nicolas II en expédie un second de Péterhof à Guillaume II : après des remerciements pour le ton amical du précédent télégramme, il demande des explications sur la divergence existant entre ce document et le message officiel présenté le jour même par Pourtalès à Sazonoff, et propose de soumettre le conflit austro-serbe à la Conférence de La Haye. Puis, après avoir conféré avec Sazonoff, qui se montre très préoccupé de l'attitude comminatoire de Pourtalès, et avec le chef d'état-major général, qui craint d'être pris de court, le tsar ordonne pour la nuit même la mobilisation des treize corps visés par sa décision précédente, et signe le décret de mobilisation générale. Mais, quelques instants après, il reçoit la dépêche du kaiser. Toujours désireux de ne laisser échapper aucune chance de maintenir la paix, il téléphone au ministre de la Guerre de surseoir à la mobilisation générale.

LA MOBILISATION DE CORPS RUSSES.

INQUIÉTUDE DE BETHMANN-HOLLWEG.

Pendant ce temps, son télégramme de huit heures vingt arrive à Potsdam. Il inquiète le chancelier qui, le soir même, charge Pourtalès « d'expliquer la prétendue contradiction signalée par le tsar, tout en excluant l'idée de la Conférence de La Haye ». L'inquiétude de Bethmann-Hollweg s'accroît quelques minutes plus tard, quand lui parvient (neuf heures douze) le compte rendu de l'entretien de Grey avec Lichnowsky. Le chancelier mesure l'étendue du danger, il voit l'Allemagne obligée de supporter le poids principal

d'une lutte avec trois ou même quatre grandes puissances — l'Italie n'étant pas sûre —, et, à trois heures du matin, il télégraphie à Tschirschky de représenter à Berchtold que le prestige politique de l'Autriche, l'honneur de ses armes et ses revendications justifiées seront suffisamment sauvegardés par l'occupation de Belgrade ou d'autres places. Il recommande instamment à Vienne d'accepter la médiation. Il insiste pour que l'Autriche n'entraîne pas l'Allemagne dans une conflagration générale sans tenir compte des avis de la Wilhelmstrasse, ou tout au moins pour qu'elle continue les conversations afin de mettre la Russie dans son tort.

IRRITATION DE GUILLAUME II.

Plus nerveux et plus impulsif que son chancelier, l'empereur traduit en termes d'une extrême violence sa colère et sa déception. Il couvre d'injures les marges de la copie du compte rendu de son ambassadeur. Il traite les Anglais de pharisiens, de coquins, de cyniques, de méphistophéliques, de canailles et de vulgaires boutiquiers. Il qualifie Grey de sinistre fourbe, de vulgaire goujat, de vil imposteur. Il se croit trompé, roulé, cerné. Il affirme que l'Angleterre *seule* porte la responsabilité de la guerre, et il demande à ses ministres de le publier partout. S'étant cru tout permis pour arriver à ses fins, il se voit découvert, s'indigne et s'apeure. Chef suprême de l'armée, il lui voue une confiance illimitée. Toutefois, quand il s'aperçoit que sa combinaison va le mettre aux prises avec l'Angleterre, il craint que, malgré tout, l'Allemagne ne soit pas de force à briser à la fois les grandes puissances militaires continentales et la plus grande puissance maritime du monde. Des perspectives de défaite lui apparaissent en de brusques lueurs. Mais dans la journée il se ressaisit, et le grand état-major le rassure. Ni la colère, ni la peur ne changent ses déterminations. Quand il lit un troisième télégramme du tsar, parti de Pétersbourg à une heure vingt du matin, où Nicolas II le prie d'exercer une forte pression sur l'Autriche pour la déterminer à s'entendre avec la Russie, il se récrie. Il n'admet pas que la Russie prenne des précautions militaires équivalentes à celles de l'Autriche. Il termine ses annotations par ces mots : « Mon rôle est fini. » Dans sa réponse officielle, expédiée à trois heures trente après-midi, il prétend que l'Autriche ne mobilise que contre la Serbie, et que, si la Russie mobilise contre l'Autriche, son rôle de médiateur sera compromis, sinon rendu impossible. « C'est toi, déclare-t-il en terminant à Nicolas II, qui auras à supporter la responsabilité pour la paix ou la guerre. »

NOUVEL ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES IMPÉRIAUX.

Guillaume II ne se préoccupe point d'empêcher la guerre imminente. Il ne prie pas son allié de suspendre des opérations militaires qui doivent, il le sait, provoquer la mobilisation russe. Il cherche

seulement à se couvrir et à déplacer les responsabilités. Cette intention est formellement exprimée dans le procès-verbal de la séance du Conseil tenu à Berlin dans le courant de la journée du 30 par les ministres prussiens, sous la présidence du chancelier. Après avoir exposé la situation, Bethmann-Hollweg dit : « Les motifs déterminants de l'attitude de l'Allemagne dans le conflit actuel sont les suivants : il convient d'attacher le plus grand prix à mettre la Russie dans son tort, et l'on atteindrait ce but par une déclaration austro-hongroise de nature à réduire à l'absurde les affirmations du gouvernement russe. » Bethmann-Hollweg explique ensuite que l'Angleterre prendra parti pour la Double-Alliance, que l'Italie craint de ne pouvoir tenir ses engagements, et qu'il ne faut compter ni sur l'aide de la Roumanie, ni sur celle de la Bulgarie. Par contre, dit-il, il n'y a rien de grave à craindre des socialistes; il n'est question ni d'une grève générale ou partielle, ni de sabotage.

CONSEIL DES MINISTRES A BERLIN

Dans la soirée, Guillaume II s'abandonne à de nouvelles et longues imprécations contre l'Angleterre, à propos d'une dépêche du matin où Pourtalès rapporte que Sazonoff ne veut pas laisser écraser la Serbie et ne voit pas la possibilité de révoquer l'ordre de mobilisation partielle. Il accuse la Triple-Entente de l'avoir encerclé, de lui avoir jeté un filet sur la tête, de vouloir l'anéantissement politique et économique de l'Allemagne. Il veut dénoncer au monde entier les menées de ses adversaires. « Et il faut que nos consuls en Turquie et aux Indes enflamment tout le monde musulman pour une insurrection sauvage contre cet odieux peuple de boutiquiers, menteur et sans conscience. Car, si nous devons être saignés à blanc, il faut que l'Angleterre perde au moins les Indes. »

NOUVELLE COLÈRE DE GUILLAUME II.

Cependant Bethmann-Hollweg comprend qu'il faut tenter un dernier effort à Vienne. A sept heures quinze, Guillaume II communique par télégramme à l'empereur François-Joseph la demande de médiation du tsar et la proposition Bethmann-Hollweg expédiée à trois heures. Puis, à neuf heures, le chancelier adresse à Tschirschky un nouveau télégramme, n° 200, très énergique, où il recommande avec instance à l'Autriche d'accepter la proposition Grey, « qui sauvegarde sa position sous tous les rapports ». Mais, deux heures plus tard, il télégraphie à Tschirschky « de ne pas exécuter provisoirement l'instruction n° 200 », et, peu après, dans un autre télégramme, il explique à l'ambassadeur que l'exécution de l'instruction n° 200 a été suspendue parce que l'état-major général vient de l'informer que les préparatifs militaires des voisins, notamment à l'est, forcent l'Allemagne à de promptes décisions. Il se ravise pourtant encore une fois, jugeant sans doute l'explication

TÉLÉGRAMMES CONTRADICTOIRES DE BETHMANN-HOLLWEG.

imprudente, arrête la transmission du télégramme, et envoie à Vienne une autre explication, fondée sur un télégramme du roi d'Angleterre qui vient d'arriver

INFLUENCE DE L'ÉTAT-MAJOR.

On devine les arguments que l'état-major général a dû mettre en avant ce soir-là. D'après un long mémoire, daté du 29, qu'il avait adressé au chancelier, la guerre générale était certaine, car l'Autriche ne pouvait faire la guerre à la Serbie sans mobiliser l'autre moitié de son armée par précaution contre la Russie, et, dès l'instant où l'Autriche mobilisait toute son armée, un choc entre elle et la Russie était inévitable. Obligée par le *casus fœderis* de secourir son alliée, l'Allemagne devait mobiliser. De son côté, la Russie en ferait autant, et serait soutenue par la France. A moins d'un miracle, les événements se développeraient ainsi. L'Allemagne était exposée à ce que les responsabilités fussent rejetées sur elle, mais elle devait rester fidèle à l'alliance autrichienne. En somme, le grand état-major tenait absolument à garder une avance soigneusement préparée. Or, cette avance était perdue si la Russie suivait l'Autriche dans ses préparatifs. Il fallait renoncer à la guerre, ou prendre immédiatement position. Suivant l'opinion du général de Moltke — rapportée par le chargé d'affaires bavarois, — les circonstances étaient militairement si favorables qu'il ne pourrait jamais s'en retrouver d'aussi bonnes. « L'état-major général prussien, ajoutait Lichterfeld le 31 juillet, envisage la guerre contre la France avec la plus entière confiance; il compte abattre la France en quatre semaines. »

LA MANŒUVRE DU « LOKAL ANZEIGER ».

Dans la journée même du 30, une manœuvre se produit. A une heure de l'après-midi, une édition spéciale de l'officieux *Lokal Anzeiger*, distribuée dans les rues de Berlin, annonce que « le décret de mobilisation de l'armée et de la flotte allemandes vient d'être promulgué ». A deux heures, Jagow dément la nouvelle, et les numéros du *Lokal Anzeiger* sont saisis. Mais, dans l'intervalle, l'ambassadeur de Russie a télégraphié la nouvelle à Pétersbourg. L'administration allemande laisse transmettre cette dépêche, et retarde la transmission des télégrammes qui démentent la nouvelle. D'après M. Jules Cambon (n° 105 du *Livre Jaune*), il semble certain qu'un Conseil extraordinaire, tenu la veille au soir à Potsdam sous la présidence de l'empereur, a décidé la mobilisation, et que, sous l'impression de nouvelles ultérieures, l'exécution de la mesure a été suspendue. L'état-major reprocha plus tard au chancelier de lui avoir fait perdre deux jours.

La manœuvre allemande apparaît en pleine lumière dans un projet de note au gouvernement belge rédigé par le général de Moltke et daté du 26 juillet. Le chef du grand état-major propose ce jour-là de notifier ce qui suit à Bruxelles : le gouvernement impé-

rial, ayant reçu des nouvelles sûres d'après lesquelles des forces franco-anglaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet-Namur, craint que la Belgique ne soit pas en mesure de repousser ces forces avec ses propres moyens, et il juge nécessaire de faire entrer des troupes allemandes en Belgique; il s'engage, pour le cas où la Belgique observerait une attitude amicale, à lui restituer ses territoires après la paix et à la dédommager entièrement; dans le cas contraire, il traitera le royaume en ennemi; il attend une réponse satisfaisante dans les vingt-quatre heures, faute de quoi les hostilités seront ouvertes immédiatement. Soumis à MM. de Bethmann-Hollweg, de Jagow, Zimmermann et de Stumm, ce projet de note est définitivement approuvé le 29, avec quelques retouches qui font disparaître les passages relatifs à la coopération présumée de forces anglaises avec les Français et la menace d'ouverture des hostilités. Il est expédié le 30, sous pli cacheté, à M. de Below-Saleske, ministre d'Allemagne à Bruxelles, avec ordre de n'ouvrir le pli qu'après en avoir reçu l'ordre télégraphique. Une annexe préparée par le général de Moltke est destinée à la Hollande; elle contient une copie de la note à la Belgique et l'assurance que l'Allemagne respectera la neutralité des Pays-Bas, avec cette réserve : « Si, de la partie sud de la province de Limbourg, on signalait des violations de frontière, le gouvernement royal devrait être assuré qu'il ne s'agit que d'erreurs de petits détachements, que l'Allemagne réparerait aussitôt. » Le scénario, élaboré le 26, était donc réglé dès le 29 entre les militaires et le gouvernement.

LES INSTRUCTIONS SECRÈTES A M. DE BELOW-SALESKE.

Dès lors, toutes les conversations et les dépêches des chancelleries ne sont plus qu'un jeu diplomatique. Elles offrent un vif intérêt psychologique, car plusieurs mettent à nu les caractères des hommes dirigeants. Mais elles ne modifient pas le cours des événements. Tout au plus note-t-on quelques hésitations, qui révèlent plutôt les appréhensions de la dernière heure que l'intention de se dégager de l'engrenage où l'on s'est délibérément engagé.

APPRÉHENSIONS A VIENNE.

Le 30, aux nouvelles de Londres, de Pétersbourg et de Berlin, François-Joseph et Berchtold sentent passer un frisson. Néanmoins ils ne renoncent pas à leur projet d'écraser la Serbie. Berchtold télégraphie à Pétersbourg qu'il est disposé à causer sur les questions concernant directement les rapports austro-russes. Seulement, il exclut de la conversation le conflit austro-serbe, que, dit-il, « il n'a jamais été dans notre intention de laisser discuter ». Dans la matinée du 31, il mande à Berlin que, malgré la mobilisation russe, l'Autriche est disposée à examiner la proposition anglaise de médiation. Cette première partie de la dépêche permet d'espérer une détente, car il

propose de négocier sur la base de l'occupation par l'Autriche de Belgrade ou d'autres localités. Mais la dernière partie détruit l'effet de la première. « *Naturellement*, ajoute Berchtold, la condition de notre acceptation est que notre action militaire se poursuive dans l'intervalle, et que le Cabinet anglais engage le gouvernement russe à arrêter la mobilisation russe dirigée contre nous, auquel cas nous rapporterions aussitôt les contre-mesures militaires défensives prises en Galicie contre la Russie. »

PRÉTENDUE ACCEPTATION DE LA PROPOSITION GREY.

Ainsi l'Autriche veut poursuivre à fond l'exécution de la Serbie tout en arrêtant la mobilisation russe. Sous une forme d'apparence plus conciliante, elle s'en tient à sa thèse du début, qui est aussi la thèse germanique : le conflit austro-serbe concerne exclusivement l'Autriche-Hongrie. Or, le comte Szapary et M. Schébéko lui ont déclaré que la Russie s'opposera par la force à l'exécution militaire de la Serbie. A titre d'extrême concession, Sazonoff précise le 30 que la Russie s'engage à cesser ses préparatifs de guerre, « si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie ». A Vienne et à Berlin, cette condition est aussitôt déclarée inacceptable. Lichnowsky le notifie à Grey.

Si le Cabinet de Vienne avait réellement voulu accepter la proposition Grey, il aurait dit : nous suspendrons les opérations militaires si la Russie arrête sa mobilisation, et nous examinerons ensuite avec les quatre puissances quels gages il convient que nous prenions en Serbie. S'il avait voulu la paix, il se serait tenu pour satisfait par la promesse de gages territoriaux. La proposition britannique fondée sur cette concession allait plutôt au delà de ce que des médiateurs pouvaient suggérer. Par sa situation géographique,

CARACTÈRE EUROPÉEN DE LA QUESTION SERBE.

la Serbie jouait un rôle capital dans l'équilibre européen. L'occupation militaire de ce pays par l'Autriche aurait ouvert à la Germanie le chemin de l'Orient, et l'aurait mise en contact direct avec la Grèce, la Bulgarie et la Turquie. Si la médiation avait échoué ensuite et si la conflagration générale avait éclaté, l'Austro-Allemagne serait entrée en guerre avec un avantage immense. Cet avantage eût été doublé si la Triple-Entente avait laissé s'accomplir la mobilisation dans un des deux empires germaniques sans prendre de son côté des mesures équivalentes. La Russie était donc en droit de mobiliser dans la même proportion que l'Autriche, avant que l'Allemagne eût mis en mouvement un seul régiment. C'est pourquoi, le

LA MOBILISATION GÉNÉRALE RUSSE.

soir du 30 juillet, vers sept heures, le tsar Nicolas décida d'ordonner la mobilisation générale, qui fut publiée le lendemain matin.

LES LETTRES GREY-CAMBON DU 22 NOVEMBRE 1912.

En prenant connaissance du marché proposé par Bethmann-Hollweg à Goschen au sujet de la neutralité de l'Angleterre, Grey s'aperçut que la question européenne se posait dans toute son ampleur, et que la combinaison allemande avait pour but de réduire la France à la vassalité; aussi déclara-t-il que ce serait pour l'Angleterre une honte dont la bonne renommée de ce pays ne se remettrait jamais, que de passer un pareil marché. Il estima le moment venu d'envisager avec la France toutes les hypothèses et de les discuter en commun. En effet, d'après les lettres échangées entre Grey et Paul Cambon le 22 novembre 1912, les gouvernements anglais et français devaient, au cas où l'un d'eux aurait un motif grave d'appréhender une agression ou une menace pour la paix générale, agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix.

DÉCLARATION DE SIR E. GREY A BERLIN.

Le matin du 31, Grey avertit Goschen qu'il restait disposé à s'entremettre pour faire obtenir satisfaction à l'Autriche sur la base du respect de la souveraineté et de l'indépendance territoriale de la Serbie, mais que, si les propositions raisonnables en faveur du maintien de la paix étaient rejetées par les empires Centraux et si la France était impliquée dans le conflit, l'Angleterre le serait aussi (*drawn in*). C'était net. Pourtant Bethmann-Hollweg écouta de la bouche de Goschen cette communication décisive sans broncher, sans présenter la moindre observation.

L'ÉTAT DE DANGER DE GUERRE.

Les mesures irréparables s'accomplissent le 31. Dans la matinée, le gouvernement allemand décrète « l'état de danger de guerre », qui permet aux autorités militaires de prendre, sous le couvert de l'état de siège, toutes les mesures qu'il juge convenables. Il barre les ponts et les routes sur la frontière du Luxembourg, et ferme la frontière germano-suisse « afin d'empêcher les espions français de recueillir par la Suisse des nouvelles sûres ».

Le Conseil fédéral suisse décrète des mesures préparatoires de mobilisation. Le gouvernement hollandais fait de même. Le gouvernement belge décrète la mobilisation générale pour le 1er août.

CONSEIL DES MINISTRES A VIENNE.

Dans la journée, un Conseil des ministres se tient à Vienne. Berchtold présente un exposé de la situation, duquel il résulte que Grey propose une médiation à quatre, et que, si cette proposition est repoussée, il s'ensuivra une guerre européenne à laquelle l'Angleterre se verra obligée de participer. L'Italie conseille à l'Autriche de se contenter de garanties pour l'avenir. L'Allemagne fait savoir que, si l'Autriche refuse toute médiation, les deux empires Centraux auront affaire à une coalition de toute l'Europe, car ni l'Italie ni la Roumanie ne marcheront avec eux. En conséquence, le Cabinet de Berlin engage celui de Vienne à accepter la médiation.

Berchtold dit qu'il a tout d'abord répondu qu'il était impossible de suspendre les hostilités contre la Serbie, et qu'ensuite il a pris les ordres de Sa Majesté. Le monarque a déclaré qu'on ne pouvait arrêter les opérations militaires, et qu'il fallait éviter soigneusement d'accepter la proposition anglaise au fond, *in meritorischer Hinsicht*, mais qu'on pouvait l'accueillir dans la forme, et déférer de cette manière au désir du chancelier allemand. Berchtold se prononce résolument contre la solution britannique; il juge insuffisants un succès diplomatique et l'occupation de Belgrade, qui laisseraient l'armée serbe intacte et n'empêcheraient point la Russie de passer pour avoir sauvé la Serbie : on ne ferait qu'ajourner le conflit à deux ou trois ans, à une époque beaucoup moins favorable. Bilinski émet l'avis que, depuis la mobilisation autrichienne, on ne peut plus adhérer à des propositions qui auraient été acceptables antérieurement. Tisza se rallie complètement à l'opinion du ministre des Affaires étrangères. Il déclare qu'il serait très périlleux — *verhängnisvoll* — d'accepter au fond la proposition anglaise. Il demande toutefois s'il ne convient pas de répondre évasivement. Stürgkh et Bilinski se prononcent avec énergie contre tout projet de conférence. Burian s'étant exprimé dans le même sens, on décide de répondre que l'Autriche accepte en principe la proposition Grey, à la condition que les hostilités contre la Serbie continuent et que la mobilisation russe soit arrêtée. L'équivoque persiste.

LA QUESTION DES COMPENSATIONS A L'ITALIE.

On passe ensuite à la discussion des rapports avec l'Italie et de l'article VII du traité de la Triple-Alliance. Burian, Tisza et Stürgkh estiment que l'Italie n'a droit à aucune compensation, et qu'elle ne pourrait en recevoir qu'après avoir coopéré avec l'Autriche à une grande guerre. Le Conseil décide que, dans le cas où la Monarchie procéderait à une occupation prolongée — *dauernde Besetzung* — du territoire serbe, elle envisagerait une compensation pour l'Italie, et que, si l'Italie remplissait effectivement — *tatsächlich* — son devoir d'alliée, on parlerait aussi d'une cession de Vallona en sa faveur, l'Autriche-Hongrie s'assurant de son côté une influence prépondérante dans le nord de l'Albanie.

Des télégrammes conformes aux décisions prises sont aussitôt expédiés de Vienne. Celui qui est destiné à Rome est rédigé en termes intentionnellement vagues.

CHAPITRE III

LA CONFLAGRATION GÉNÉRALE

I. LES DÉCLARATIONS DE GUERRE A LA RUSSIE ET A LA FRANCE. — II. L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS. — III. LA JOURNÉE DU 4 AOUT — IV. L'AUTRICHE ET L'ALLEMAGNE. — V. LES DERNIERES RUPTURES.

I. — LES DÉCLARATIONS DE GUERRE A LA RUSSIE ET A LA FRANCE

FRANÇOIS-JOSEPH ET GUILLAUME II DÉCIDENT LA GUERRE GÉNÉRALE.

AU commencement de l'après-midi du 31, François-Joseph, qui est revenu de Schönbrunn, répond au télégramme de Guillaume II expédié la veille au soir qu'il vient d'ordonner la mobilisation générale de ses troupes, quoiqu'il ait reçu la proposition Grey. Il donne deux raisons : 1° la mobilisation russe sur les frontières austro-hongroises; 2° le péril pour ses États d'un nouveau sauvetage de la Serbie par une intervention russe. Au moment où les chancelleries de la Triple-Entente croient la Cour de Vienne engagée dans la voie de la médiation, le vieux monarque repousse toute médiation, avec « la conscience de la portée de ses résolutions... et la certitude que les forces armées de l'Allemagne se dresseront dans une fidélité immuable en faveur de la Monarchie et de la Triple-Alliance ». Deux heures après (quatre heures cinq), Guillaume II télégraphie à son allié qu'il vient de proclamer l'état de danger de guerre, lequel sera suivi de la mobilisation définitive dans le plus court délai possible, probablement le 2 août. Il se déclare prêt à commencer la guerre contre la Russie et *contre la France*, et conseille à l'Autriche de mettre ses forces principales en ligne contre la Russie au lieu de les disséminer dans une offensive contre la Serbie. « Cela est d'autant plus important, dit-il, qu'une grande partie de mon armée sera occupée par la France. » Il insiste en même temps pour que Vienne s'assure la participation de l'Italie à la guerre. Ainsi la guerre avec la Serbie, but initial

du conflit, est reléguée à l'arrière-plan; il s'agit maintenant de la guerre à la France, qui n'a cessé de s'entremettre pour le maintien de la paix, et qui pousse jusqu'à l'imprudence le souci d'éviter toute mesure qu'on puisse invoquer comme prétexte d'une agression.

ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES ENTRE NICOLAS II ET GUILLAUME II.

Entre deux et trois heures, deux télégrammes impériaux se croisent entre Pétersbourg et Berlin. Nicolas II assure que, « techniquement », il ne peut suspendre ses préparatifs militaires, et il donne « sa parole solennelle » que, aussi longtemps que dureront les pourparlers avec l'Autriche au sujet de la Serbie, ses troupes ne se livreront à aucun acte de provocation. Guillaume II prétend que son action médiatrice a été contrecarrée par la mobilisation russe à la frontière autrichienne, et que ce n'est pas lui qui portera la responsabilité de l'affreux désastre qui menace le monde civilisé.

L'ÉTAT-MAJOR ALLEMAND ET LA MOBILISATION GÉNÉRALE RUSSE.

A l'heure où ce télégramme est rédigé, le gouvernement allemand ne semble pas avoir reçu la nouvelle officielle de la mobilisation générale russe publiée dans la matinée à Pétersbourg. Dans un rapport confidentiel du grand état-major remis au chancelier l'après-midi, il est dit seulement : « Contrairement aux assurances du gouvernement russe, la mobilisation a été ordonnée également dans les districts frontières avoisinant l'Allemagne. » D'autre part, dans la nuit du 31 juillet au 1er août, l'attaché militaire allemand à Pétersbourg informe l'état-major que l'ordre de mobilisation n'énumère pas les classes appelées, et que, d'après Sazonoff, les nouvelles mesures militaires correspondent seulement à celles que l'Allemagne a déjà prises. Quant aux télégrammes précédents de l'attaché militaire, ils ne mentionnent que la mise sur pied d'un certain nombre d'armées russes. Mais le gouvernement allemand, fidèle à sa pensée directrice, veut à tout prix conserver l'avance que lui donne la rapidité de sa mobilisation sur celle de la Russie. Arrivé à la phase du conflit où l'on compte par heures et non plus par jours, il passe des préparatifs clandestins aux mesures officielles, et il provoque les ruptures diplomatiques, qu'il fera suivre immédiatement de l'ouverture des hostilités.

SOMMATIONS ALLEMANDES A PÉTERSBOURG ET A PARIS.

A trois heures trente de l'après-midi, Bethmann-Hollweg expédie à Péterbourg et à Paris une sommation catégorique. Il déclare à la Russie que si, dans les douze heures, elle n'arrête pas toute mesure de guerre — *jede Kriegsmassnahme* — contre l'Allemagne, celle-ci ordonnera la mobilisation générale. Il exige une réponse précise dans le délai fixé. Mais il ne parle pas d'ouverture des hostilités, de sorte que, le lendemain, Nicolas II croit pouvoir, dans un télégramme à Guillaume II, exprimer l'espoir que les mesures allemandes ne signifient pas la guerre, et que les négocia-

tions continueront. Au contraire, dans la sommation adressée à la France, le chancelier, en notifiant ce qu'il vient de signifier à la Russie, précise que la *mobilisation allemande signifiera inévitablement la guerre.* Il demande au gouvernement français de déclarer, dans le délai de dix-huit heures, si, dans une guerre entre l'Allemagne et la Russie, il restera neutre. Il termine par cette instruction, précédée du mot *Secret*, à M. de Schoen : « Si, ce qu'il n'y a pas lieu de supposer, le gouvernement français déclare qu'il restera neutre, je prie V. E. de déclarer au gouvernement français que nous devrons exiger, comme gages de sa neutralité, la remise des forteresses de Toul et de Verdun, que nous occuperons, et que nous restituerons après que la guerre sera terminée. La réponse à cette question doit être connue ici avant demain à quatre heures de l'après-midi. » Rien n'est négligé pour rendre la guerre inévitable. Seulement, comme on désire à Berlin que les préparatifs russes ne soient pas précipités, on s'abstient de parler à Pétersbourg de l'éventualité des hostilités, tandis qu'on veut brusquer la France. C'est vers la frontière française, non à la frontière russe, que se concentrent les armées allemandes. Malgré la gravité de la situation, Viviani n'ordonne pas encore la mobilisation générale. Après trois Conseils des ministres tenus dans la journée à l'Élysée, il se contente de prescrire l'achèvement de la seconde ligne de couverture.

NÉGOCIATIONS ALLEMANDES A ROME, BUCAREST ET CONSTANTINOPLE.

A la même heure, Bethmann-Hollweg informe le gouvernement italien de ce qu'il vient de notifier à Paris et à Pétersbourg, et il ajoute : « Si, comme il y a tout lieu de l'attendre, la réponse de la France est négative, nous devons déclarer immédiatement l'état de guerre entre nous et la France. Nous comptons fermement que l'Italie se conformera aux obligations qu'elle a contractées. » Guillaume II télégraphie dans le même sens à Victor-Emmanuel III.

A cinq heures trente, le chancelier télégraphie à Bucarest que, si la Roumanie remplit ses obligations d'alliée et participe activement à la guerre aux côtés de l'Allemagne, elle recevra en compensation la Bessarabie. — A six heures quarante-cinq, il invite le baron de Wangenheim à déclarer au grand vizir qu'il est prêt à conclure immédiatement le traité d'alliance en négociation avec la Porte, si la Turquie « peut entreprendre et entreprend une action sérieuse — *nennenswerte Action* — contre la Russie ».

RETOUR DE GUILLAUME II A BERLIN.

A la fin de l'après-midi, Guillaume II rentre à Berlin. A six heures quinze il paraît au balcon du château royal et harangue la foule qui l'acclame : « Nous montrerons à nos ennemis, dit-il, ce qu'il en coûte de provoquer l'Allemagne ». Et, désormais transformé à ses propres yeux en instrument de la Providence, en vicaire du

Dieu allemand, il crie à son peuple : « Allez dans les églises! »

En France, on voit venir l'orage. Dans certains cercles politiques, dans les milieux socialistes surtout, on se berce encore de l'espoir qu'au dernier moment les choses s'arrangeront : on s'imagine que l'Allemagne ne se résoudra pas à déchaîner une guerre que l'état de son industrie et de ses finances ne lui permettrait pas de soutenir pendant plus de quelques mois; on croit trouver le salut dans les propositions transactionnelles dont on relève avec empressement les moindres traces. Cependant le gouvernement s'efforce de se prémunir contre le péril. Paul Cambon prie instamment le gouvernement britannique d'envisager sans retard les conditions du concours que la France attend de l'Angleterre. Le Président de la République écrit au roi George V une lettre pressante où, tout en reconnaissant que les accords militaires et navals entre les deux pays laissent entière la liberté de décision de l'Angleterre, il insiste sur l'importance de l'unité d'action diplomatique de la Triple-Entente et sur l'effet modérateur que ne manquerait pas de produire à Vienne et à Berlin « la certitude que l'Entente cordiale s'affirmerait, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille ».

LETTRE DE M. POINCARÉ A GEORGE V.

NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE.

A l'issue d'un Conseil des ministres réuni à ce sujet, Grey demande aux gouvernements français et allemand s'ils sont disposés à s'engager à respecter la neutralité de la Belgique, « autant qu'une autre puissance ne l'aura pas violée ». Viviani, qui avait déjà spontanément assuré à la Belgique que la France respecterait sa neutralité, s'empresse de renouveler cette assurance. Jagow se dérobe en alléguant qu'il lui faut consulter l'empereur et le chancelier. De peur de provoquer une scission dans le Cabinet, dont plusieurs membres sont résolument pacifistes, le gouvernement britannique observe une grande réserve; néanmoins il donne à la flotte des instructions précises en vue des pires éventualités.

SCHOEN AU QUAI D'ORSAY.

A sept heures du soir, après avoir mis en sûreté les archives de l'ambassade, Schoen s'acquitte près de Viviani de la mission de Bethmann-Hollweg, et dit qu'il viendra chercher la réponse le lendemain samedi à une heure. Il ne parle pas du paragraphe secret. Mais il prie Viviani de présenter au Président de la République ses hommages et remerciements, et il demande qu'on veuille bien prendre « des dispositions pour sa propre personne ». C'est une attitude de rupture, quoique le gouvernement français ait dix-huit heures pour répondre. Avec raison, Viviani y voit la volonté arrêtée de l'Allemagne de faire la guerre à la France. A Paris, on est inquiet, mais calme; on ne se livre à aucune manifestation tapageuse. Schoen va et vient à pied, sans être l'objet de la moindre

ASSASSINAT DE JEAN JAURÈS.

incorrection. Mais, vers huit heures, un nommé Villain assassine à coups de revolver, dans un restaurant, M. Jean Jaurès, qu'il soupçonnait, bien à tort, de gêner la défense nationale. Le 29, le chef du parti socialiste français était allé à Bruxelles à une réunion de socialistes de différents pays, dans l'espoir de déterminer les socialistes allemands à empêcher la guerre par une attitude catégorique. Il était revenu découragé, sans que son ardent patriotisme fût ébranlé.

DÉMARCHE DE M. DE POURTALÈS A PÉTERSBOURG.

A minuit, Pourtalès exécute à Pétersbourg ses instructions. Sazonoff lui répète que, pour des raisons techniques, la mobilisation ne peut être arrêtée, et il insiste sur la parole donnée par Nicolas II à Guillaume II de ne pas ouvrir les hostilités. Effrayé devant la perspective de la participation de la Russie à la guerre, participation qu'il n'avait pas crue possible, Pourtalès redouble d'efforts pour obtenir la suspension des mesures militaires. Mais il se heurte à la même fin de non-recevoir. D'ailleurs, pas plus que Lichnowsky, il ne paraît être au courant des véritables intentions de son gouvernement.

RÉDACTION DES DÉCLARATIONS DE GUERRE A LA RUSSIE ET A LA FRANCE.

Le 1er août, les actes suivent les menaces. Avant que les réponses de la Russie et de la France arrivent à Berlin, Guillaume II approuve le texte des déclarations de guerre à ces deux puissances.

A midi cinquante-deux, Bethmann-Hollweg envoie à Pourtalès le texte de la déclaration de guerre à la Russie, qu'il doit remettre à Sazonoff ce même jour, à cinq heures, dans le cas où celui-ci ne donnerait pas de réponse satisfaisante à la sommation de la veille. Ce document accuse la Russie d'avoir procédé à la mobilisation générale, tandis que Guillaume II « s'appliquait à accomplir un rôle médiateur auprès des Cabinets de Vienne et de Pétersbourg », et d'avoir placé l'empire allemand vis-à-vis d'un danger grave et imminent. En conséquence, ajoute-t-il, « la Russie $\frac{\text{ayant refusé de faire droit}}{\text{n'ayant pas cru devoir répondre}}$ à cette demande et ayant manifesté par $\frac{\text{ce refus}}{\text{cette attitude}}$ que son action était dirigée contre l'Allemagne, S. M. l'empereur relève le défi et se considère en état de guerre avec la Russie ». Les deux termes de l'alternative sont prévus; Pourtalès les transcrit tels quels sur la note destinée à Sazonoff.

Le projet de déclaration de guerre à la France, qui ne met la France en cause qu'en raison de son alliance avec la Russie, sans formuler aucun grief d'aucune sorte, n'est pas expédié.

SÉANCE DU CONSEIL FÉDÉRAL A BERLIN.

A une heure qui n'est pas indiquée dans le protocole de la séance, le Conseil fédéral se réunit à Berlin. Le chancelier lui présente un long exposé de la situation, où toutes les responsabilités du conflit sont rejetées sur la Russie et la France. Il justifie les ultimatums à

ces deux pays par « le danger de perdre l'avance que nous procure la très rapide mobilisation de nos troupes ». Il déclare que la guerre est imposée à l'Allemagne, menacée de perdre sa situation de grande puissance en Europe, qu'elle exigera d'immenses sacrifices, mais qu'avec l'aide de Dieu l'Allemagne ira courageusement et résolument au combat qu'elle doit soutenir pour son honneur, sa liberté et sa puissance. A l'unanimité, le Conseil fédéral consent à ce que les déclarations de guerre annoncées soient lancées dans le cas où la France et la Russie ne répondraient pas d'une façon satisfaisante. Le chancelier prend acte de cet assentiment unanime, et dit : « Si les dés de fer sont jetés, que Dieu nous aide! »

M. DE SCHOEN AU QUAI D'ORSAY.

A onze heures du matin, M. Viviani reçoit la visite de M. de Schoen. Il signale à l'ambassadeur le contraste entre les propositions transactionnelles anglaises et l'ultimatum allemand à la Russie, et attire son attention sur les responsabilités qu'assumerait le gouvernement impérial en prenant des initiatives de nature à compromettre irrémédiablement la paix. D'après le *Livre Jaune*, Schoen ne demande pas la réponse à la sommation de son gouvernement, et « se borne à dire de lui-même (à Viviani) qu'elle n'est pas douteuse ». D'après la dépêche expédiée à une heure quinze par Schoen à Berlin, l'ambassadeur aurait demandé de nouveau très nettement si, dans une guerre germano-russe, la France resterait neutre, et Viviani aurait répondu que la France ferait ce que commanderaient ses intérêts. Cette version correspond à celle de M. Poincaré. Comme la réponse ne fait pas prévoir la neutralité de la France, Schoen ne parle pas de l'occupation de Toul et Verdun.

Viviani notifie au gouvernement du Luxembourg que la France respectera la neutralité du grand-duché.

Cependant, dans le branle-bas militaire général, après la sommation de l'Allemagne, la France ne peut plus, sans extrême imprudence, maintenir sa réserve. Elle n'était même pas sûre de l'attitude de l'Angleterre. En effet, George V, dans sa réponse à M. Poincaré, tout en employant des expressions très cordiales, se contentait de promettre que son gouvernement continuerait de discuter franchement et librement avec M. Cambon tous les points de nature à intéresser les deux nations. En outre, Viviani savait par Paléologue que Pourtalès avait notifié au gouvernement russe la mobilisation allemande. En conséquence, conformément à une décision du Conseil des ministres prise quelques heures auparavant,

MOBILISATION GÉNÉRALE FRANÇAISE.

la mobilisation générale des armées françaises de terre et de mer est décrétée à trois heures quarante, le premier jour de la mobilisation étant le dimanche 2 août. Une proclamation « A la nation

française » explique cette mesure, qui est toute de précaution.

MOBILISATION GÉNÉRALE ALLEMANDE.

Vers la même heure, la mobilisation générale est proclamée en Allemagne. Elle devient publique à cinq heures. A ce moment, le gouvernement allemand n'est pas encore en possession de la dépêche expédiée à une heure cinq par Schoen. Il ne la connaît qu'après six heures. A dix heures un quart, il reçoit un second télégramme, très court, de Schoen, lui rendant compte d'une nouvelle visite faite au quai d'Orsay à cinq heures et demie[1] : Viviani maintenait sa formule de la matinée au sujet de la neutralité de la France, et continuait d'espérer que, malgré la mobilisation, les négociations continueraient sur la base du projet britannique, que le Cabinet de Paris soutenait chaleureusement.

DÉCLARATION DE GUERRE A LA RUSSIE.

A sept heures, Pourtalès demande à Sazonoff si celui-ci peut lui donner la déclaration spécifiée dans la sommation présentée à minuit. Sur la réponse négative du ministre, l'ambassadeur lui remet la déclaration de guerre dont le chancelier a télégraphié le texte à midi cinquante-deux. Mais, dans son trouble, il laisse figurer sur sa note officielle les deux termes de l'alternative. D'ailleurs, il est en proie à la plus vive émotion. « La malédiction des peuples retombera sur vous, lui dit Sazonoff. Dans tout ce que j'ai tenté pour sauver la paix, je n'ai pas trouvé en vous le moindre concours. » L'ambassadeur, qui a spéculé sur le succès de l'intimidation et a cru jusqu'au dernier moment à la reculade de la Russie, balbutie des mots indistincts et sort brusquement. Guillaume II ne garde pas plus de sang-froid. Trois heures après cette scène, à dix heures trente, il adresse au tsar une dépêche où il réclame une réponse immédiate à la sommation allemande, et prie Nicolas II d'ordonner immédiatement à ses troupes de ne commettre sous aucun prétexte la plus légère violation de frontière. Invité à expliquer une demande aussi étrange expédiée après la remise de la déclaration de guerre, Pourtalès allègue que le télégramme impérial a été expédié l'avant-veille. Le gouvernement allemand s'embrouille dans son propre jeu.

JOIE DE FRANÇOIS-JOSEPH.

A Vienne, l'empereur-roi salue avec une sorte d'allégresse le dénouement violent du conflit. Dans un télégramme à Guillaume II remis à dix heures trente du soir par le comte Szögyeny, il remercie son allié de la communication relative à la proclamation de l'état de danger de guerre. Cette bonne nouvelle « réjouit son cœur ». François-Joseph annonce que son état-major s'est mis à concentrer toutes ses forces contre la Russie, et il se déclare « heureux et réjoui » des préparatifs allemands militaires et diplomatiques.

1. Visite non mentionnée au *Livre Jaune*.

DÉCLARATION DE GREY.

A Londres, Grey communique à Lichnowsky une déclaration adoptée à l'unanimité par le Cabinet, et d'où il résulte que l'Angleterre, profondément affectée par la réponse allemande relative à la neutralité de la Belgique, désire recevoir à ce sujet une assurance positive : « S'il survenait, dit Grey, une violation de la neutralité de la Belgique par un des belligérants alors que l'autre la respecterait, il serait extrêmement difficile de calmer l'opinion publique de l'Angleterre. » Arrivée à Berlin un peu après dix heures du soir, la dépêche de l'ambassadeur est couverte par l'empereur d'annotations gonflées de colère contre Grey : « C'est une franche canaille! Le coquin est fou ou idiot! Il ment! Des blagues! » etc.

ATTITUDE DE L'ITALIE.

A Rome, San Giuliano déclare aux ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Angleterre, et télégraphie aux ambassadeurs du roi à l'étranger que, la guerre entreprise par l'Autriche ayant un caractère agressif qui ne cadre pas avec le caractère purement défensif de la Triple-Alliance, l'Italie ne participera pas à la guerre. François-Joseph essaie bien de reprendre Victor-Emmanuel, en affectant de croire à sa fidélité et « à l'interprétation identique » du pacte triplicien par les deux gouvernements. Mais Victor-Emmanuel lui rend la monnaie de sa pièce, en l'assurant que l'Italie « fera tout ce qu'elle pourra pour contribuer à rétablir la paix aussi tôt que possible ». D'ailleurs, l'ambassadeur d'Allemagne près le Quirinal se disait convaincu que l'Italie tenait surtout compte de l'attitude de l'Angleterre, et ne s'exposerait jamais à voir ses ports bombardés par des bateaux anglais. Guillaume II résume lui-même la dépêche de M. de Flotow par cette annotation marginale : « Alors, si nous ne respectons pas la neutralité de la Belgique, l'Angleterre nous attaque et l'Italie se détache de nous; voilà la vérité en deux mots! »

LE PORTUGAL.

Le président du Conseil portugais annonce à Londres que le Portugal remplira ses obligations d'alliance envers l'Angleterre.

AU LUXEMBOURG.

Dans la soirée, un détachement de troupes prussiennes occupe la gare luxembourgeoise de Ulflingen et arrache les rails sur le territoire luxembourgeois.

EN BELGIQUE.

Déjà la mise en scène germanique apparaît aux yeux des bons observateurs. Le 1er août, le baron Beyens conclut ainsi son rapport à M. Davignon : « Le gouvernement allemand semble avoir machiné ce scénario pour aboutir à la guerre, qu'il veut rendre inévitable, mais dont il cherche à rejeter la responsabilité sur la Russie. » M. Davignon télégraphie à ses agents au dehors d'exécuter les instructions données par la lettre ministérielle du 24 juillet.

A PARIS.

Un peu avant minuit, Isvolsky se présente à l'Élysée, annonce

la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, et demande ce que fera la France. Réuni de minuit à quatre heures du matin, le Conseil des ministres décide que la France remplira toutes les obligations de l'Alliance, mais que, afin de ne pas favoriser les plans du gouvernement allemand qui désire qu'elle prenne l'initiative de la rupture, elle ne déclarera pas la guerre. Isvolsky, qui attend, est aussitôt informé de cette décision, qu'il approuve. Ensuite le Conseil proclame l'état de siège et, conformément à la loi qui prescrit en pareil cas la réunion du Parlement dans les quarante-huit heures, il convoque les Chambres pour le surlendemain mardi.

II. — L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS

INVASION DU LUXEMBOURG.

LE 2 août, les hostilités commencent.

A l'aube, des troupes allemandes entrent dans le grand-duché de Luxembourg par les ponts de Wasserbillich et de Remich, et s'avancent avec des trains blindés sur Luxembourg. La grande-duchesse et son premier ministre, M. Eyschen, protestent. Le ministre d'Allemagne, M. Buch, prie M. Eyschen de considérer les mesures militaires allemandes, non comme un acte hostile, mais comme des précautions contre l'attaque éventuelle d'une armée française; il promet au Luxembourg une indemnité complète pour les dommages subis. Le général commandant le VIIIe corps d'armée allemand occupe Luxembourg, et y fait distribuer une proclamation prétendant que, la France ayant violé la neutralité du Luxembourg et commencé les hostilités, le kaiser « aussi » a ordonné à ses troupes d'occuper le grand-duché. M. de Schoen remet au quai d'Orsay une note portant que cette irruption ne constitue pas un acte d'hostilité, et doit être considérée « comme une mesure purement préventive pour la protection des chemins de fer qui, par suite des traités existant entre l'Allemagne et le grand-duché de Luxembourg, se trouvent sous l'administration allemande ».

IRRUPTIONS EN FRANCE.

Dans la nuit du 1er au 2, les troupes allemandes pénètrent sur le territoire français près de Cirey, de Longwy, de Boron et de Delle. Viviani remet à de Schoen une protestation motivée.

A quatre heures du matin, deux escadrons de cosaques s'avancent vers Johannesburg, en Prusse orientale. Bethmann-Hollweg prétend le lendemain que ce fait s'est passé la veille dans l'après-midi, et il conclut dans un mémoire au Reichstag que c'est la Russie qui a commencé la guerre contre l'Allemagne.

A dix heures sept, sur la route de Joncherey à Favernis, près

Delle, le caporal Peugeot est tué à coups de revolver par le lieutenant allemand Mayer, qui a pénétré sur le territoire français à la tête d'une patrouille du IIIe chasseurs à cheval de Mulhouse.

Dans le courant de la journée, on se demande à Berlin s'il convient d'envahir immédiatement la France. Mais, après entente avec le ministère de la Guerre et l'état-major général, le chancelier décide que la déclaration de guerre à la France ne sera pas encore remise. « Nous espérons que les Français nous attaqueront », rapporte Bethmann-Hollweg à l'empereur.

SOMMATION A LA BELGIQUE.

Cet espoir ne se réalise pas. Retirées loin de la frontière, les troupes françaises ne répondent pas aux provocations de la matinée. Pourtant, l'état-major général allemand ne veut pas ajourner l'attaque foudroyante sur Paris, qu'il a préparée étape par étape dans les moindres détails. Donc, en attendant qu'il se produise des imprudences du côté français, on envoie de la Wilhelmstrasse à Bruxelles l'ordre à M. de Below-Saleske d'ouvrir le pli fermé annexé à la dépêche du 29 juillet, et d'exécuter le même soir, à huit heures, les instructions qui y sont contenues. M. de Jagow modifie seulement quelques mots, et réduit de vingt-quatre à douze heures le délai fixé pour l'acceptation. Il précise que le délai expirera le 3 août à huit heures du matin, et que la Wilhelmstrasse doit être informée de la réponse belge avant deux heures, heure allemande. Il renouvelle en même temps ses accusations au sujet des mauvaises intentions de la France à l'égard de la Belgique, et recommande au ministre de donner à M. Davignon « l'impression que toutes les instructions au sujet de cette affaire ne vous sont parvenues qu'aujourd'hui ». Il termine en suggérant que les troupes belges se retirent dans la direction d'Anvers et que les troupes allemandes assurent la protection de Bruxelles contre les troubles intérieurs.

INVITATIONS A L'ITALIE ET A LA ROUMANIE.

En même temps, malgré les avertissements reçus de Rome et de Bucarest sur l'attitude de l'Italie et de la Roumanie, le chancelier invite les gouvernements italien et roumain à mobiliser en vue d'une entrée immédiate en campagne aux côtés de l'Allemagne, « en raison de la violation du territoire allemand par la Russie, qui nous a contraints à la guerre ». Or, la déclaration de guerre à la Russie, partie de Berlin le 1er août à une heure après-midi, avait été signifiée à Pétersbourg le soir à sept heures, et la prétendue violation du territoire allemand avait eu lieu le 2 août à quatre heures du matin.

Enfin, le chef de l'amirauté allemande avertit le commandant en chef de la flotte que les hostilités contre la France commenceront probablement le 3 août, et « qu'une attitude hostile de l'Angleterre doit être attendue immédiatement ».

ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER

ORDRE
DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Le premier jour de la mobilisation est le

FASCICULE DE MOBILISATION

TOUS LES HOMMES

1 ARMÉE DE TERRE

2 ARMÉE DE MER — INSCRITS MARITIMES

L'ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE DES ARMÉES FRANÇAISES

Le décret est daté du 1er août, le premier jour de la mobilisation étant le dimanche 2 août 1914. Une proclamation « A la Nation française » explique cette mesure, qui est toute de précaution.



C. R.

LA GARE DE L'EST LE JOUR DE LA MOBILISATION

La gare de l'Est, à Paris, offrit le jour de la mobilisation (2 août 1914) un spectacle inoubliable d'enthousiasme et de dignité. Les mobilisés de la première heure répondent, sans défaillance et sans désordre, à l'appel de la Patrie.

DÉMARCHES DE M. DE BELOW-SALESKE A BRUXELLES.

Dans la soirée, M. de Below-Saleske s'acquitte exactement de sa mission. Jusqu'à la dernière minute il laisse croire aux ministres et aux journalistes belges que l'Allemagne respectera la neutralité de la Belgique. Puis, à sept heures, il remet à M. Davignon l'ultimatum sommant la Belgique de laisser les troupes allemandes opérer sur son territoire. A une heure trente du matin, il retourne au ministère des Affaires étrangères, et annonce, d'ordre de son gouvernement, que des dirigeables français ont jeté des bombes en Allemagne et qu'une patrouille de cavalerie française a traversé la frontière allemande. Comme M. Van der Elst, secrétaire général du ministère, lui dit qu'il ne s'explique pas le but de sa communication, M. de Below répond que les actes signalés, contraires au droit des gens, étaient de nature à faire supposer d'autres violations du droit des gens par la France.

CONSEIL DE COURONNE A BRUXELLES.

Réunis pendant la nuit en Conseil de Couronne sous la présidence du roi, les hommes d'État belges décident de repousser par tous les moyens les atteintes à la neutralité belge, garantie par les traités de 1839 confirmés par les traités de 1870. En conséquence, M. Davignon répond à M. de Below que la Belgique, consciente de ses droits et de son rôle, rejette des propositions dont l'acceptation lui ferait sacrifier l'honneur de la nation et trahir ses devoirs vis-à-vis de l'Europe. Avis est aussitôt donné de cette décision aux gouvernements étrangers. M. Klobukowski, ministre de France à Bruxelles, dit alors à M. Davignon que, si le gouvernement royal faisait appel au gouvernement français garant de la neutralité belge, celui-ci répondrait immédiatement à cet appel en envoyant cinq corps d'armée. Mais le gouvernement belge n'ose pas aller jusque-là. Il se borne à demander l'intervention diplomatique de l'Angleterre. Il entretient le suprême espoir que l'Allemagne ne passera pas de la menace aux actes. Il attend que le territoire national soit envahi avant de recourir à l'intervention des puissances garantes.

DÉCISIONS BRITANNIQUES.

Le Cabinet de Londres n'est guère plus hardi. Réuni en Conseil le matin du 2 août, il se demande s'il convient de prendre immédiatement position. Asquith, Grey et Winston Churchill plaident la solidarité de l'Angleterre avec la France. Lloyd George, lord Morley Ramsay Macdonald, John Burns inclinent vers l'expectative. On adopte un moyen terme. On autorise Grey à donner à Paul Cambon « l'assurance que, si la flotte allemande pénètre dans le Pas-de-Calais ou traverse la mer du Nord pour entreprendre des opérations de guerre contre la côte française, la flotte britannique donnera toute la protection en son pouvoir ». En remettant une note en ce sens à l'ambassadeur de France, Grey déclare qu'il considérera la

violation de la neutralité belge par l'Allemagne comme un *casus belli*. Le lendemain, à la Chambre des Communes, il donne lecture de la note remise la veille à Cambon, et y ajoute des commentaires énergiques. La Chambre vote les crédits demandés par le gouvernement. La mobilisation des forces de terre et de mer est décidée.

Le matin du *3 août*, Bethmann-Hollweg croit avoir trouvé son prétexte contre la France. En effet, le conseiller provincial de Geldern a télégraphié la veille au gouverneur de Düsseldorf que 80 officiers français en uniforme prussien, montés dans 12 automobiles, ont en vain tenté de franchir la frontière hollando-allemande près de Walbeck. Le chancelier ne se demande point comment des gardes-frontière allemands ont pu reconnaître des officiers français dans des voyageurs portant l'uniforme prussien et restés tous en territoire hollandais, ni en quoi consiste la prétendue tentative non suivie d'effet. Il s'empresse de télégraphier à Londres, à Bruxelles et à la Haye « que c'est là, du fait de la France, la plus grave violation de la neutralité qu'on puisse imaginer ». D'autres renseignements de même valeur lui parviennent un peu plus tard. Jagow les télégraphie partout ; à Rome il les transmet en prétendant qu'on se trouve en présence du *casus fœderis* prévu par la Triple-Alliance. Bethmann-Hollweg envoie dépêche sur dépêche à Londres pour dénoncer les provocations de la France et de la Russie et nier les violations de la frontière française. Il essaie de rassurer encore l'Angleterre, en déclarant que l'Allemagne s'abstiendra de menacer les côtes du Nord de la France aussi longtemps que l'Angleterre restera neutre. Szögyeny fait alors observer à Jagow que l'attaque de la France par le territoire belge va détruire les dernières chances de la neutralité de l'Angleterre. On lui répond « que maintenant les militaires ont la parole, et qu'on ne peut pas la leur couper ».

L'INCIDENT DE LA FRONTIÈRE HOLLANDAISE.

Dans la matinée, le prince Ruspoli, chargé d'affaires d'Italie à Paris, notifie à Viviani la déclaration de neutralité de son pays.

TRAITÉ GERMANO-TURC.

Entre onze heures et midi, le chancelier reçoit de Constantinople la nouvelle que le traité secret d'alliance avec la Turquie a été signé la veille dans l'après-midi. Ce traité oblige la Turquie à marcher avec l'Allemagne, « dans le cas où la Russie interviendrait par des mesures militaires actives, et créerait par là pour l'Allemagne le *casus fœderis* vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie ». Il confère à la mission militaire allemande en Turquie la direction générale de l'armée turque. Valable jusqu'au 31 décembre 1918, il entre en vigueur dès le moment de sa signature, avant l'échange des ratifications.

Entre une heure et deux heures, Bethmann-Hollweg expédie à Schoen l'ordre d'aller à six heures du soir du même jour porter au gouvernement français la déclaration de guerre de l'Allemagne. Le texte du télégramme étant arrivé mutilé à Paris, Schoen remet au quai d'Orsay, à six heures quarante-cinq, la déclaration suivante, qui correspond en substance au texte publié plus tard à Berlin :

DÉCLARATION DE GUERRE A LA FRANCE.

« Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique en survolant le territoire de ce pays; l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eiffel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg[1].

Je suis chargé et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en présence de ces agressions, l'empire allemand se considère en état de guerre avec la France, du fait de cette dernière Puissance.

J'ai en même temps l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités allemandes retiendront les navires marchands français dans les ports allemands, mais qu'elles les relâcheront si, dans les quarante-huit heures, la réciprocité complète est assurée.

Ma mission diplomatique ayant ainsi pris fin, il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien me munir de mes passeports, et de prendre les mesures qu'elle jugera utiles pour assurer mon retour en Allemagne avec le personnel de l'ambassade, ainsi qu'avec le personnel de la légation de Bavière et du consulat général d'Allemagne à Paris. »

PROTESTATIONS FRANÇAISES.

Viviani proteste aussitôt contre les allégations inexactes de l'ambassadeur allemand, et lui rappelle les violations caractérisées de la frontière française commises depuis deux jours par des détachements de troupes allemandes. Dans une circulaire aux agents français à l'étranger et dans une note aux représentants des puissances à Paris, il proteste encore, et déclare que le gouvernement de la République se conformera, durant les hostilités, et sous réserve de réciprocité, aux dispositions des conventions internationales signées par la France, concernant le droit de la guerre sur terre et sur mer. A Paris, quelques bagarres se produisent dans les rues où des sujets allemands ou austro-hongrois tiennent des magasins. On pille quelques boutiques. Viviani fait rétablir l'ordre. Dans la soirée, il remanie son Cabinet en raison des circonstances. Il conserve seulement la présidence du Conseil, et confie les Affaires étrangères à M. Doumergue, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères dans l'avant-dernier Cabinet.

REMANIEMENT DU CABINET VIVIANI.

1. La veille, 2 août, le ministre de Prusse à Munich avait télégraphié au chancelier pour démentir les nouvelles répandues par le bureau de correspondance de l'Allemagne du Sud au sujet des avions français et des bombes jetées.

III. — LA JOURNÉE DU 4 AOUT

AU PARLEMENT FRANÇAIS.

LE 4 août, dans l'émotion générale, mais sans que l'ordre soit troublé nulle part, le Parlement français se réunit pour entendre les communications du gouvernement. Le message du Président de la République rappelle que, depuis plus de quarante ans, la France, refoulant au fond de son cœur le désir des réparations légitimes, n'a usé de sa force renouvelée et rajeunie que dans l'intérêt du progrès et pour le bien de l'humanité, et qu'elle a le droit de se rendre solennellement cette justice qu'elle a fait jusqu'au dernier moment des efforts suprêmes pour conjurer la guerre qui vient d'éclater, et dont l'empire d'Allemagne supportera, devant l'histoire, l'écrasante responsabilité. Le message, écouté debout par les deux Assemblées frémissantes, et salué d'applaudissements prolongés, proclame « l'union sacrée » de tous les fils de la France.

Viviani expose ensuite longuement les événements et les négociations tels qu'on les connaissait alors, c'est-à-dire d'après les dépêches reçues par les Cabinets de la Triple-Entente et les démarches faites près d'eux. Il insiste sur les préparatifs militaires de l'Allemagne et sur ses récents actes d'hostilité, et conclut par ces mots :

> « Ce qu'on attaque, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses alliées et ses amis sont fiers d'être les défenseurs.
>
> Ces libertés, nous allons les défendre, car ce sont elles qui sont en cause, et tout le reste n'a été que prétextes. La France, injustement provoquée, n'a pas voulu la guerre, elle a tout fait pour la conjurer. Puisqu'on la lui impose, elle se défendra contre l'Allemagne et contre toute puissance qui, n'ayant pas encore fait connaître son sentiment, prendrait part aux côtés de cette dernière au conflit entre les deux pays. Nous sommes sans reproches. Nous serons sans peur (*Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement*). »

L'UNION SACRÉE.

A ces appels, l'union sacrée s'accomplit. De même que la mobilisation des armées se poursuivait dans toute la France en ordre parfait, celle des esprits, celle qui devait préparer les populations à supporter de longues et terribles épreuves, s'effectua dans le calme et le recueillement. Il n'y eut plus de partis. S'inclinant devant l'évidence de l'agression germanique, les socialistes donnèrent tout leur concours au gouvernement. Ils ne cherchèrent point à tirer vengeance de l'assassinat de Jaurès, et, confiant dans leur patriotisme, le Cabinet n'usa point de ses pouvoirs discrétionnaires pour faire arrêter préventivement les plus suspects d'entre eux désignés sur ce qu'on appelait le carnet B. Tout le pays, mû par la même volonté, se dressa du même élan contre l'envahisseur.

LE « LIVRE BLANC » ALLEMAND.

Au même moment, la même union se manifestait en Allemagne. Des conservateurs aux socialistes, tous les partis se rallièrent autour du gouvernement. Le comité directeur de la social-démocratie, qui avait lancé le 25 juillet un manifeste sommant le gouvernement d'exercer son influence sur l'Autriche pour le maintien de la paix, fit cause commune le 4 août avec M. de Bethmann-Hollweg. Il fut convaincu par le *Livre Blanc* publié par le gouvernement. Déposé par le chancelier sur le bureau du Reichstag le 3 août, c'est-à-dire trente et quelques heures après la déclaration de guerre à la Russie, quelques heures avant la déclaration de guerre à la France, cet imposant recueil de documents, précédé d'un long mémoire explicatif, et suivi de la mention « Terminé le 2 août à midi », annonçait que la Russie et la France avaient ouvert les hostilités contre l'Allemagne. Pourtant, il avait fallu du temps pour l'élaborer, le composer, l'imprimer, le brocher et le distribuer. Par quel miracle pouvait-il invoquer contre la France des faits, d'ailleurs inexacts, que M. de Bethmann-Hollweg lui-même ne connaissait pas le matin du 3 août, à plus forte raison le 2 août à midi? Le peuple allemand ne chercha point à le savoir. Quand il apprit successivement que la guerre venait d'éclater avec les trois puissances de l'Entente, il se livra aux manifestations les plus violentes et les plus grossières contre les représentants et les nationaux de ces trois États.

A VIENNE.

Néanmoins, l'enchaînement des événements relatés dans le *Livre Blanc* était si éloquent par lui-même, que, malgré les habiletés d'arrangement, ce recueil produisit à Rome, et même à Vienne, l'impression que l'action des deux empires Centraux contre la Serbie avait été concertée entre eux longtemps d'avance et dans tous les détails. Berchtold s'en aperçut tout de suite. Afin de prévenir les effets de cette impression, il eut encore le front de télégraphier à Rome (10 août) que le gouvernement austro-hongrois s'attendait si peu au rejet de ses justes demandes par la Serbie, qu'il n'avait pris aucune mesure militaire préparatoire.

INVASION DE LA BELGIQUE.

A six heures du matin, M. de Below-Saleske déclare à M. Davignon que, « par suite du refus opposé par le gouvernement de Sa Majesté le roi aux propositions bien intentionnées que lui avait soumises le gouvernement impérial, celui-ci se verra, à son plus vif regret, forcé d'exécuter — au besoin par la force des armes — les mesures de sécurité exposées comme indispensables vis-à-vis des menaces françaises ». En même temps, les troupes allemandes franchissent la frontière belge à Gemmenich; elles se présentent devant Liége, en sommant la place de se rendre. A neuf heures, Jagow reçoit le baron Beyens. Il lui avoue que l'Allemagne ne peut rien

reprocher à la Belgique, qui a toujours été d'une correction parfaite, mais que c'est une question de vie ou de mort pour l'Allemagne de passer par la Belgique pour écraser d'abord la France et se tourner ensuite contre la Russie. Dans la matinée, Davignon envoie ses passeports à Below-Saleske, et prescrit à Beyens de demander les siens. Puis il fait appel à l'Angleterre, à la France et à la Russie, pour coopérer, comme puissances garantes, à la défense du territoire belge.

SOMMATION ANGLAISE A L'ALLEMAGNE.

Sur l'ordre de sir Edward Grey, sir E. Goschen proteste contre la violation du traité du 18 avril 1839 par l'Allemagne, et somme celle-ci de donner, avant minuit, des assurances catégoriques au sujet du respect de cette neutralité, faute de quoi l'Angleterre « se verra obligée de prendre toutes mesures en son pouvoir pour maintenir la neutralité de la Belgique ». M. de Jagow répond, à deux reprises, que la décision du gouvernement est irrévocable, attendu que « c'est une question de vie ou de mort pour l'Allemagne de pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile, de manière à prendre une bonne avance dans les opérations et à s'efforcer de frapper un coup décisif le plus tôt possible ». « Si nous avions passé par la route plus au sud, ajoute-t-il, nous n'aurions pas pu, vu le petit nombre de chemins et la force des forteresses, espérer passer sans rencontrer une opposition formidable, impliquant une grosse perte de temps. Cette perte de temps aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener les troupes sur la frontière allemande. Agir avec rapidité, voilà le maître atout de l'Allemagne; celui de la Russie est d'avoir d'inépuisables ressources en soldats. »

Le plan est clair. A cette phase de la crise, le gouvernement allemand ne le dissimule point. Soit qu'il ne voie pas d'autre explication possible, soit qu'il compte sur un succès foudroyant à la suite duquel on le félicitera de son crime comme d'une combinaison de génie, il reconnaît qu'il commet une injustice. L'après-midi, M. de Bethmann-Hollweg le déclare publiquement devant le Reichstag assemblé pour entendre la voix du destin. Après une harangue de l'empereur, et après avoir présenté lui-même un exposé mensonger ou tendancieux des événements, notamment en ce qui concerne les prétendues attaques des troupes françaises, le chancelier dit :

AU REICHSTAG.

L'AVEU DU CHANCELIER.

« Nous nous trouvons en état de légitime défense, et nécessité ne connaît pas de loi. Nos troupes ont occupé Luxembourg et ont, peut-être, déjà pénétré en Belgique. Cela est en contradiction avec les prescriptions du droit des gens. La France a, il est vrai, déclaré à Bruxelles qu'elle était résolue à respecter la neutralité de la Belgique aussi longtemps que l'adversaire la respecterait. Mais nous savions que la France se tenait prête à envahir la Belgique. La France pouvait attendre. Nous pas. Une attaque française sur notre flanc dans la région du Rhin inférieur aurait pu devenir fatale. C'est

ainsi que nous avons été forcés de passer outre aux protestations justifiées des gouvernements luxembourgeois et belge. L'injustice, je parle ouvertement, l'injustice que nous commettons de cette façon, nous la réparerons dès que notre but militaire sera atteint. A celui qui est menacé au point où nous le sommes, et qui lutte pour son bien suprême, il n'est permis que de songer à percer son chemin (*der darf nur daran denken wie er sich durchhaut!*). »

Quoiqu'il n'ignore plus rien des intentions de l'Angleterre, le chancelier ose encore parler de la neutralité de cette puissance. Pour justifier une agression préméditée depuis longtemps, il impute aux États victimes de ses machinations des desseins belliqueux, mais il ne trouve rien contre la Belgique, et il plaide coupable. Plus tard seulement, il truquera les dossiers diplomatiques afin d'y faire apparaître des traces de la prétendue culpabilité belge. Le 4 août 1914, il avoue l'injustice, et il la fait approuver comme telle par une assemblée enthousiaste, qui, confiante dans les précédents de Sadowa et de Sedan, croit voir s'ouvrir une ère de grandeur et de prospérité illimitées. En termes indignés le président Kaempf dénonce la perfidie des puissants ennemis qui menacent l'Allemagne à droite et à gauche, et qui ont envahi le territoire allemand sans déclaration de guerre. Puis le Reichstag vote cinq milliards de crédits, et s'ajourne au mois de novembre.

LE CHIFFON DE PAPIER.

Le soir, le chancelier joue devant sir E. Goschen la comédie de la surprise. Il affecte d'être stupéfait par l'ultimatum britannique. « Quoi! s'écrie-t-il, pour un mot — neutralité —, pour un bout de papier (*a scrap of paper*), la Grande-Bretagne allait faire la guerre à une nation parente dont le plus vif désir était d'être son amie! » Ce juriste accuse l'Angleterre d'assaillir l'Allemagne comme on frappe par derrière un homme au moment où il défend sa vie contre deux assaillants. Ce ministre qui, depuis le 5 juillet, prépare la guerre avec des raffinements de dissimulation, que ses agents ont averti des conséquences de ses actes, rejette avec véhémence sur la Grande-Bretagne la responsabilité de tous les terribles événements qui vont se dérouler. Sa politique, gémit-il, s'écroule comme un château de cartes. Il ne lui paraît pas croyable que l'Angleterre fasse honneur à ses engagements envers la Belgique. Quand les risques sont si grands, tient-on ses engagements? — Goschen reste abasourdi par ce flux de récriminations. Le chancelier lui débite alors un dernier mensonge : cette rupture est d'autant plus malencontreuse que le Cabinet de Berlin a travaillé jusqu'au dernier moment avec celui de Londres pour maintenir la paix entre l'Autriche et la Russie!

Les accusations du gouvernement contre la Triple-Entente pro-

duisent aussitôt leur effet dans la rue. Vers dix heures du soir, une édition spéciale du *Berliner Tageblatt* annonce la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne, et la foule se met à briser les vitres de l'ambassade britannique. Des cailloux tombent jusque dans les salons où se tient la famille de l'ambassadeur. M. de Jagow vient présenter des excuses; mais, fidèle au système prussien, il allègue que la foule a pu être incitée à la violence par des gestes faits et des projectiles jetés de l'ambassade. Le lendemain matin, Guillaume II envoie un aide de camp exprimer ses regrets sur un ton des plus acerbes : la conduite de la foule « donne une idée des sentiments qu'éprouve le peuple au sujet de l'acte que fait la Grande-Bretagne en se joignant à d'autres nations contre ses vieux alliés de Waterloo » ; en conséquence, l'empereur se dépouille de ses titres de feld-maréchal et d'amiral britanniques. Dès le matin du 5, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne, et les ministres de France et de Russie notifient à M. Davignon que leurs gouvernements coopéreront avec la Grande-Bretagne à la défense du territoire belge.

GUILLAUME II.

DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ANGLETERRE A L'ALLEMAGNE.

IV. — L'AUTRICHE ET L'ALLEMAGNE

LA RÉSERVE DE L'AUTRICHE.

LE gouvernement austro-hongrois était arrivé au dénouement du drame diplomatique. Il semblait qu'il eût dû, comme l'Allemagne, accomplir sans plus tarder les dernières formalités, et déclarer la guerre aux puissances avec lesquelles son alliée se trouvait en hostilité ouverte. Il hésita pourtant plusieurs jours. Mis en joie par la perspective de « punir » la Serbie, les Viennois s'étaient tout d'abord livrés à de tapageuses manifestations. Le lendemain de l'assassinat de Jaurès, M. Weisskirchner, premier bourgmestre de Vienne, avait annoncé, devant plus de 10 000 auditeurs massés sur la place de l'Hôtel de ville, que la révolution sociale avait éclaté à Paris, que les massacres et les incendies dévastaient notre capitale, et que le Président Poincaré avait été mis à mort. Chaque jour des bandes d'individus exaltés proféraient des menaces devant la légation de Serbie et secouaient la grille de l'ambassade de France aux cris de : « Empoisonneurs de fontaines! » Mais, quand les Viennois virent qu'on allait vraiment faire la guerre, ils ressentirent un frisson. Le départ des troupes eut lieu de nuit, afin qu'elles échappassent aux lamentations de longs cortèges de femmes et d'enfants. Berchtold crut devoir en rester à sa déclaration de guerre à la Serbie.

IMPATIENCE DE L'ALLEMAGNE.

Étonné de ce silence, Jagow télégraphia le 5 à Vienne, pour presser l'Autriche de déclarer la guerre à la France, à la Russie et à

l'Angleterre. Berchtold, qui avait demandé à l'empereur, le 3, l'autorisation de principe de déclarer la guerre à la Russie, s'exécuta le 5 au soir vis-à-vis de cette puissance. Mais il sollicita un répit pour les notifications à la France et à l'Angleterre, afin que la flotte austro-hongroise, qui n'était pas encore prête, ne fût pas exposée à de grands dangers. Bethmann-Hollweg accorda un délai de cinq jours expirant le 12.

RUPTURE DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE AVEC L'AUTRICHE.

A Paris, on se montra moins patient. On s'étonnait d'autant plus de la présence du comte Szecsen, que l'on avait des raisons de croire que des troupes d'Innsbruck étaient transportées à la frontière française et que l'artillerie lourde des usines Skoda tirait sur les forts belges. Doumergue demanda donc des explications à Vienne. Berchtold répondit le 10 à Dumaine « qu'aucune troupe austro-hongroise n'avait été transportée vers l'ouest hors du territoire autrichien ». Pourtant le gouvernement français était informé que des fractions de l'armée I. R. agissaient contre la France, soit directement, soit en remplaçant en Allemagne des corps allemands. Comme la position de Szecsen devenait de plus en plus délicate, et que des incidents regrettables pouvaient survenir d'un instant à l'autre, Doumergue fit remettre, le 10, ses passeports à l'ambassadeur, et prescrivit à Dumaine de réclamer les siens. Grey se comporta de même avec Mensdorff, en l'avertissant que l'état de guerre entre l'Autriche et l'Angleterre commencerait le 12 à minuit.

L'ABERRATION AUTRICHIENNE.

Dumaine quitta Vienne le 12 août à huit heures du soir. Il avait l'impression que la Monarchie allait à sa perte. Stürgkh et Berchtold lui rappelaient la parabole du Christ selon saint Mathieu : « Ce sont des aveugles que conduisent des aveugles.... Ils tomberont tous dans le fossé. » L'Autriche venait de commettre, dans les conditions les moins honorables, la pire des imprudences. Elle s'était lancée dans une entreprise où, de gré ou de force, elle serait liée jusqu'au bout à l'Allemagne. Vaincue, elle disparaîtrait de l'Europe comme puissance de premier et même de second ordre. Victorieuse, elle deviendrait la vassale de l'Allemagne, ou plutôt elle se fondrait dans cet immense *Mittel-Europa* des pangermanistes, qui n'eût été que le prête-nom de la Grande Allemagne. Mais, devant l'abîme creusé par un siècle de mauvais gouvernement, elle était prise de vertige. « Croyez-moi, disait à Dumaine un des premiers fonctionnaires du Ballplatz, nous ne pouvions agir autrement que nous n'avons fait. En Serbie, en Russie, dans tous les pays slaves et dans quelques autres qui les soutiennent, la conviction s'est établie que l'Autriche-Hongrie se disloque, et que sa désagrégation complète ne serait plus l'affaire que de quatre à cinq ans. Mieux vaut

précipiter la catastrophe que de tolérer qu'on nous regarde comme condamnés. » C'était bien, en effet, la conclusion du mémoire rédigé avant l'attentat de Serajévo, et joint à la lettre écrite le 2 juillet 1914 par François-Joseph à Guillaume II. L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand ne fut pas la cause de la guerre; il fournit seulement un prétexte à un gouvernement qui avait déjà pris ses résolutions, et qui se croyait, à juste titre, assuré du concours d'un complice.

L'AUTRICHE ET L'ALLEMAGNE.

Ce complice, en réalité, était le pire des ennemis. C'est lui qui, au cours des deux derniers siècles, avait dépouillé, découronné, ravalé les Habsbourg, et rejeté la Monarchie vers les Balkans.

GUILLAUME II

Guillaume II, en couvrant François-Joseph Ier de son armure étincelante, fut-il uniquement poussé par le sentiment de la solidarité monarchique? Non certes. Quoiqu'il éprouvât ce sentiment à un très haut degré, il était trop prussien et trop allemand pour y céder. Abandonné à lui-même, il n'aurait vraisemblablement pas osé ce qu'il fit sous la pression des militaires. Fanfaron, brouillon et poltron, il hésitait au moment d'agir. Mais, chef de la maison de Hohenzollern, il incarnait la dynastie et le pays dont la guerre était l'industrie nationale. Empereur allemand, il était l'instrument plutôt que le frein des passions d'un peuple qui se croyait appelé par décret spécial de la Providence à régir le monde. Il crut voir dans les événements de 1914 l'occasion de réaliser un plan grandiose. Quand il s'aperçut à la fin de juillet que les événements ne se développaient pas comme il l'avait rêvé, il eut envie de reculer. Son entourage militaire lui fit alors connaître son devoir, et son frère Habsbourg lui rappela ses engagements. Il savait que l'Autriche-Hongrie se disloquerait un jour ou l'autre. Comme Charles Ier de Roumanie, il était l'allié des Habsbourg en attendant que leur succession s'ouvrît. En se décidant, sur les instances de Vienne, à la démarche qui rendit inévitable la conflagration générale, il partageait sans doute l'opinion qu'exprimait alors à Vienne un de ses agents diplomatiques à un étranger qui parlait de la fatale désagrégation de l'Autriche : « Croyez bien que, si ce malheur lui arrive, nous nous arrangerons pour en ramasser le plus gros morceau. »

LE PEUPLE ALLEMAND.

Quant au peuple allemand, enclin par ses instincts à la guerre préventive, dupe de la fable de l'encerclement de l'Allemagne, il se complut dans l'exaltation patriotique. Il ne se soucia point de contrôler l'exactitude des affirmations de son gouvernement. Habitué à se laisser gouverner et à croire ses maîtres, il répondit joyeusement à leur appel et déploya une énergie sauvage. Il partit en guerre avec la conviction de rapporter un prodigieux butin. Une foi aveugle dans la victoire et d'irrésistibles instincts de rapine le poussaient à

l'assaut de la France. « *Nach Paris!* » tel fut dès le premier jour son mot de ralliement. Il commença par accabler de grossièretés tous les agents français rappelés d'Allemagne en France. Il continua par les exécutions sommaires, les pillages, les incendies et les déportations. Il se voyait le maître du monde.

V. — LES DERNIÈRES RUPTURES

UNE fois le conflit déchaîné, les diverses puissances intéressées précisèrent leurs positions.

NEUTRALITÉ DE LA HOLLANDE.

Le 4 août, la Hollande établit sur l'Escaut, d'accord avec le gouvernement belge, le balisage de guerre, tout en assurant le maintien de la navigation. Le 6, elle proclama sa neutralité. — Le 6, le Monténégro déclara au ministre d'Autriche-Hongrie à Cettigné qu'il prenait les armes pour la défense de la Serbie. — Le 7, l'ambassadeur des États-Unis à Vienne remit au Ballplatz une lettre de M. Woodrow Wilson à François-Joseph Ier, où le Président offrait à l'empereur, conformément à l'article III de la convention de la Haye, ses bons offices en vue du rétablissement de la paix. L'empereur prit acte de cette offre, en disant qu'il accepterait avec reconnaissance, d'accord avec ses alliés, la médiation américaine, au moment où l'honneur des armes le lui permettrait et où les buts de guerre seraient atteints. — Envahi depuis le 2, le Luxembourg devint une simple annexe de l'Allemagne. Le 8, M. Eyschen dut transmettre au ministre de Belgique près la Cour grand-ducale une invitation du commandant des troupes d'occupation à quitter le grand-duché.

LE MONTÉNÉGRO EN GUERRE.

LE PRÉSIDENT WILSON OFFRE SES BONS OFFICES.

LE LUXEMBOURG ASSERVI.

DERNIÈRE MANŒUVRE ALLEMANDE A BRUXELLES.

Au même moment, le gouvernement allemand tentait à Bruxelles un nouveau coup diplomatique. Les troupes allemandes ayant rencontré devant Liége une résistance imprévue, et n'ayant pu s'emparer que de la ville elle-même sans les forts, il fit annoncer le 10 à M. Davignon, par l'intermédiaire des Pays-Bas, que la forteresse de Liége avait été prise d'assaut, que l'Allemagne regrettait ces rencontres sanglantes, et qu'elle désirait éviter à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre. En conséquence, il se déclarait « prêt à tout accord avec la Belgique qui pouvait se concilier de n'importe quelle manière avec son conflit avec la France », et renouvelait l'assurance solennelle qu'il était toujours prêt à évacuer la Belgique aussitôt que l'état de guerre le lui permettrait. C'était la répétition de la manœuvre du 2 août, sous une forme plus insinuante. Le Cabinet de Berlin pensait que, terrorisés par les premières horreurs de la guerre, les Belges céderaient à une défaillance. Après

entente avec les Cabinets de Londres et de Paris, M. Davignon télégraphia le 12 à la Haye que, fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique réitérait simplement sa réponse à l'ultimatum du 2 août.

LE BASSIN CONVENTIONNEL DU CONGO.

Le 16 et le 17, en réponse à une suggestion belge d'observer la neutralité dans le bassin conventionnel du Congo, la France déclara qu'il importait de frapper l'ennemi partout où l'on pouvait l'atteindre, et qu'elle désirait reprendre la partie du Congo qu'elle avait dû céder à la suite des incidents d'Agadir. Le gouvernement britannique refusa de même, attendu que les troupes allemandes de l'Est africain avaient déjà pris l'offensive contre le protectorat anglais de l'Afrique australe, et que des troupes britanniques avaient déjà attaqué le port allemand de Dar-Es-Salam.

RUPTURE DU JAPON AVEC L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE.

Le 19, le Japon adressa à Berlin un ultimatum sommant l'Allemagne : 1° de retirer sans retard des eaux japonaises et chinoises les vaisseaux de guerre allemands et bâtiments armés de toute sorte, et de désarmer immédiatement ceux qui ne pouvaient pas être retirés ; 2° de livrer, jusqu'au 15 septembre 1914 au plus tard, sans conditions et sans indemnité, aux autorités impériales japonaises l'ensemble du territoire affermé de Kiao-Tchéou, en vue d'une restitution éventuelle de ce territoire à la Chine. Il fixait le 23 août à midi comme dernier délai pour « l'acceptation sans conditions des conseils ci-dessus ». Le matin du 23, le chargé d'affaires du Japon reçut la déclaration verbale suivante : « Le gouvernement allemand n'a aucune réponse à donner aux exigences du Japon. Il se voit donc dans l'obligation de rappeler son ambassadeur à Tokio, et de remettre ses passeports au chargé d'affaires japonais à Berlin ». Le 24, à la suite d'une démarche analogue de l'ambassadeur du Japon à Vienne, Berchtold rappela de Tokio le baron Müller.

DÉCLARATION DE GUERRE DE L'AUTRICHE A LA BELGIQUE.

Le 28, Berchtold s'acquitta d'une formalité pénible entre toutes : il déclara la guerre à la Belgique. Voici le motif qu'il invoqua :

> « Vu que la Belgique, après avoir refusé d'accepter les propositions qui lui avaient été adressées à plusieurs reprises par l'Allemagne, prête sa coopération militaire à la France et à la Grande-Bretagne, qui toutes deux ont déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie, et en présence du fait que, comme il vient d'être constaté, les ressortissants autrichiens et hongrois se trouvant en Belgique ont, sous les yeux des autorités royales, dû subir un traitement contraire aux exigences les plus primitives de l'humanité et inadmissible même vis-à-vis des sujets d'un État ennemi.... »

Enchaînée à l'Allemagne, l'Autriche se trouvait réduite à accuser les Belges de barbarie, alors que les Allemands fusillaient les inoffensifs citoyens du petit royaume neutre, et brûlaient Louvain.

REMANIEMENT DU CABINET VIVIANI.

A ce moment, la Belgique était presque complètement envahie. L'armée française avait perdu la bataille des frontières. Le 26 août, M. Viviani remania de nouveau son Cabinet pour faire un gouvernement d'union sacrée. Il confia la Justice à M. Briand, les Affaires étrangères à M. Delcassé, les Finances à M. Ribot, la Guerre à M. Millerand, la Marine à M. Augagneur, les Travaux publics à M. Sembat, et prit M. Guesde comme ministre d'État sans portefeuille.

DÉCLARATION DU 4 SEPTEMBRE.

Le premier soin de M. Delcassé fut de mettre le sceau à l'Entente cordiale, qu'il avait conclue le 8 avril 1904, et au rapprochement anglo-russe, qui s'était opéré le 31 août 1907 sous ses auspices, en transformant pour toute la durée de la guerre la Triple-Entente en une alliance ferme. Engagées à Londres, les négociations aboutirent promptement à la signature de la déclaration suivante, le 4 septembre, par Paul Cambon, Benckendorff et Grey :

« Les Gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre.

Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des Puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés. »

Finalement, la politique allemande, qui avait tendu constamment à disloquer la Double-Alliance et à ruiner l'Entente cordiale, et qui, jusqu'aux derniers jours de la crise européenne, avait spéculé sur les hésitations de la Russie, la défaillance de la France et l'indifférence de l'Angleterre, réunissait ces trois puissances en un bloc compact. Les deux groupes allaient s'affronter dans une lutte acharnée, jusqu'à ce que l'un des deux réduisît l'autre à merci. Toutes les questions laissées en suspens par la diplomatie allaient être tranchées par l'épée. Le différend austro-serbe passait à l'arrière-plan. Il s'agissait des destinées de l'Europe.

LIVRE II

LES OPÉRATIONS MILITAIRES[1]

CHAPITRE PREMIER

LE PREMIER CHOC[2]

I. LES PLANS DE CAMPAGNE. — II. LES MOBILISATIONS. — III. LES DEUX ARMÉES. — IV. LA PRISE DE LIÉGE. — V. LA CONCENTRATION. — VI. L'OPÉRATION D'ALSACE. — VII. LES HÉSITATIONS AU SUJET DE L'ENNEMI. — VIII. LA RÉVÉLATION DU PLAN ALLEMAND.

DEPUIS le traité de Francfort, l'état-major allemand et l'état-major français se préparaient à une nouvelle guerre. Au cours de quarante-quatre années, les idées concernant cette guerre avaient, dans l'un comme dans l'autre pays, beaucoup varié.

1. Bibliographies. — Faute de bibliographies méthodiques, il faut recourir aux catalogues des collections. Le répertoire le plus complet qui ait été publié est : *Bibliothèque de la ville de Lyon, catalogue du fonds de la guerre*, 18 fascicules, 1917-1919. — M. Henri Leblanc a réuni, depuis le début, tous les documents et souvenirs qu'il a pu se procurer, y compris les imprimés. Le catalogue de sa collection, qui est devenue la Bibliothèque et le Musée de la guerre, a été publié. Il contient une bibliographie. Un catalogue particulier du fonds allemand de cette bibliothèque est à l'impression et formera un volume de 1 000 pages environ. — A. Schinz, *French Literature of the Great War*, New-York, 1920. — Pour les deux premières années de la guerre, J. Vic, *La littérature de guerre, manuel méthodique des publications de langue française, août-1914-août 1916*, Paris, 1918, 2 vol.

Pour la bibliographie périodique, les *Archives de la grande guerre*, depuis le n° 18 (janvier 1921), contiennent une rubrique : *La grande guerre dans les Revues et dans les Livres*, qui est une revue analytique des travaux sur la guerre. — La librairie Berger-Levrault publie depuis janvier 1920 un *Bulletin mensuel de Bibliographie militaire* où les ouvrages concernant l'histoire militaire de la guerre sont mentionnés (6 numéros parus en janvier 1922).

Sources. — Les sources de l'histoire de la guerre sont aujourd'hui inaccessibles. Elles consistent en ordres, en rapports et en correspondances. Les rapports sont très divers : journaux de marche, résumés faits par les états-majors, études, etc.... Un petit nombre de ces documents a été publié, soit isolément, soit dans le texte des historiens. Dans la mesure du possible on a tenté de fonder le présent travail sur ces documents de première main, soit publiés, soit inédits.

Ouvrages généraux. — En France comme en Allemagne, les livres définitifs promis par les états-majors n'ont pas encore paru. Cependant l'état-major français a imprimé, sans le mettre dans le commerce, un ouvrage en forme de tableaux, intitulé : *Notices historiques sur les divisions françaises*. On peut considérer comme une introduction à l'histoire de la guerre la brochure du lieutenant-colonel Revol, *L'effort militaire des Alliés sur le front de France*, Paris, 1921. — De son côté, l'état-major allemand avait commencé une collection de

I. — LES PLANS DE CAMPAGNE

LE PLAN MOLTKE. AU lendemain de sa victoire, le maréchal de Moltke se croyait assez fort, et jugeait la France assez faible, pour qu'il pût, dans une guerre contre la France et la Russie, prendre l'offensive sur les deux fronts. Mais, devant le rapide relèvement de la France, il changea de maximes, et se résolut à garder la défensive sur le front russe et à attaquer sur le front français. On y pouvait attendre la bataille décisive pour la troisième semaine de la guerre. Les Français battus, la diplomatie réglerait le conflit occidental, tandis que l'effort militaire se tournerait vers l'est; là on pouvait admettre que les Russes n'auraient pas atteint la Vistule avant la quatrième semaine.

L'alliance avec l'Autriche, en 1879, transforma encore ces desseins. Moltke se décida à garder la défensive sur le front occidental,

monographies : *Der grosse Krieg in Einzeldarstellungen, unter Benützung amtlicher Quellen*, dont le premier fascicule a paru en 1918; la collection, qui devait comprendre 33 fascicules, a été arrêtée après le 14e. L'état-major allemand a aussi publié *Die Schlachten und Gefechte des grossen Krieges*, Berlin, 1919, qui donne la liste des unités engagées dans chaque action.

Parmi les histoires non officielles : G. Hanotaux, *Histoire illustrée de la guerre de 1914* (t. I, Paris, 1915); général Palat, *La guerre sur le front occidental* (t. I, Paris, 1917); H. Stegemann, *Geschichte des Krieges* (t. I, Stuttgart et Berlin, 1917); tous trois en cours de publication. Comme résumé : Lieutenant-colonel H. Corda, *La guerre mondiale*, Paris, 1922. — Oberst Fr. Immanuel, *Der Weltkrieg*, Berlin, 1920. — Parmi les ouvrages qui, sans être des histoires suivies, sont des études d'ensemble : Général Mangin, *Comment a fini la guerre*, Paris, 1920; J. Bédier, *L'effort français*, Paris, 1919.

MÉMOIRES. — Beaucoup d'acteurs de la guerre ont publié des souvenirs, ou des journaux, ou des récits plus ou moins apologétiques. E. Ludendorff, *Kriegserinnerungen*, Berlin, 1919 à ses mémoires, le général Ludendorff a joint l'année suivante un volume de documents : *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, Berlin, 1920); General feld-marschall von Hindenburg, *Aus meinem Leben*, Leipzig, 1920; Erich von Falkenhayn, *Die Oberste Heeresleitung* (1914-1916), Berlin, 1920; Curt von Morgen, *Meiner Truppen Heldenkaempfe*, Berlin, 1920, etc.... — Général Dubail, *Quatre années de commandement*, Paris, 1921, 4 vol.; général Dubois, *Deux ans de commandement sur le front de France*, Paris 1921, 2 vol.; vice-amiral Ronarch, *Souvenirs de la guerre* (t. I, Paris, 1921), etc.

MONOGRAPHIES. — On ne peut songer ici à en donner un aperçu. Il suffit de signaler les biographies ou études publiées sur les principaux chefs (sur Ludendorff et sur Hindenburg, par le général Buat; sur Foch, par R. Puaux et par R. Recouly; sur Joffre, par Blanchon, Paris, 1916, et par Recouly, New-York, 1916; sur Mangin, par Dutreb et de Cassagnac; sur Gouraud, par Jay), et les historiques d'unités (du général Puypéroux sur la 3e division d'infanterie coloniale, du général de Dartein sur la 56e division, du général Mordacq sur la 130e division, de J. Hétay sur la 5e division de cavalerie, l'historique du régiment d'infanterie coloniale du Maroc, etc.).

Les travaux relatifs à des points particuliers seront indiqués à leur place

[**Note 2 de la page 1**.]

2. H. von Kuhl, *Der deustche Generalstab in Vorbereitung und Durchführung des Weltkrieges*, Berlin, 1920; Colonel Camon, *La genèse du plan de guerre allemand*, dans la Revue militaire française, nos 5 et 6; P. Camena d'Almeida, *L'armée allemande avant et pendant la guerre de 1914-1918*, Paris, 1919; (Anonyme), *Le plan XVII*, Paris, 1920; Maréchal Joffre, *La préparation de la guerre et la conduite des opérations jusqu'à la bataille de la Marne* (mémoire lu à la commission parlementaire d'enquête sur la métallurgie), dans les Archives de la grande guerre, n° 9, p. 257-281 Rittmeister Marschall von Bieberstein, *Lüttich-Namur*, Oldenburg, 1918.

et à attaquer sur le front oriental. Le front occidental se prêtait à la défensive. Long seulement de 160 kilomètres entre la Belgique et la Suisse, il était formé d'une partie protégée par les Vosges, où les chemins de fer couraient parallèlement, et d'une partie ouverte, où ils convergeaient pour amener rapidement des défenseurs. Une violation de la Belgique par les Français ne les mènerait qu'au Rhin; là les Allemands les obligeraient à livrer bataille face au sud, le dos à la Hollande, avec une ligne d'opérations latérale. Si même la rive gauche était conquise, le Rhin resterait à franchir. Les Allemands prendraient ensuite position derrière le Main, entre Mayence et Francfort, et livreraient la bataille décisive à un adversaire affaibli. L'accès de l'Italie à l'alliance austro-allemande renforçait encore la solidité de cette défensive. Tandis qu'une partie des forces françaises serait retenue sur les Alpes, on envisageait la présence de corps italiens sur le Haut-Rhin, pour participer à la défense de l'Alsace; on pensait au siège de Belfort.

LE PLAN SCHLIEFFEN.

Le comte de Waldersee, qui succéda en 1888 au maréchal de Moltke, s'en tint aux mêmes idées. En 1891, le comte Schlieffen remplaça Waldersee. Jusque-là il n'avait pas été question dans les plans allemands d'une violation de la Belgique. Même dans le cas d'une guerre à un seul front contre la France isolée, Moltke comptait percer entre Épinal et Toul. Schlieffen revint au premier projet Moltke, c'est-à-dire à une offensive contre la France, l'Allemagne cherchant la décision sur le front occidental, tandis qu'elle se tiendrait sur la défensive dans l'est. La raison de ce revirement paraît avoir été l'accroissement de force et d'esprit offensif des Français, devenus l'adversaire le plus dangereux, et contre qui une défensive affaiblie eût été imprudente. Mais, en attaquant d'abord les Français, on escomptait leur prompte défaite. Cette décision rapide ne pouvait être attendue d'une attaque frontale, qui se heurterait à une ligne de forteresses. Il fallait procéder par un enveloppement d'aile, c'est-à-dire traverser, soit la Suisse, soit la Belgique. Son armée et son sol défendaient la Suisse; on décida d'envahir la Belgique. « Ce fut, écrit le général von Kuhl, une loi de la nécessité. » Quant à l'appui italien, soit sur le Rhin, soit sur les Alpes, Schlieffen le considérait comme une illusion.

Le plan de campagne contre les Français fut élaboré de 1894 à 1899. L'enveloppement d'aile était combiné avec l'attaque frontale. A l'aile droite, la Ire et la IIe armée passaient la Meuse sur le front Donchery-Stenay, couvertes contre les Belges par la VIIe armée. A l'aile gauche, la IVe et la Ve armée enlevaient Nancy et marchaient sur Neufchâteau, couvertes sur leur flanc sud par la VIe armée. La

IIIe armée reliait les deux groupes, dont l'un passait au sud, l'autre au nord de la puissante barrière Verdun-Toul.

Progressivement, la manœuvre enveloppante fut étendue, tandis que l'attaque frontale était abandonnée. Le rabattement, autour de Metz comme pivot, donnait à l'armée une vaste zone d'opérations à travers la Belgique et le nord de la France. On admit qu'il devait envelopper aussi la seconde ligne des Français, la ligne Reims-la Fère. La presque totalité des forces de l'armée y étaient employées : 23 corps actifs, 12 corps et demi de réserve, 8 divisions de cavalerie. On laissait en Lorraine 3 corps et demi d'active, un de réserve, et 3 divisions de cavalerie; Metz et Strasbourg recevaient, en plus de leurs garnisons de guerre, celle-là 6 brigades de landwehr, celle-ci une division de réserve; ajoutez enfin 3 brigades et demie de landwehr sur le Haut-Rhin et une en Basse-Alsace.

LE SECOND MOLTKE.

Schlieffen se retira le 1er janvier 1906, et le général von Moltke lui succéda. Il conserva les idées essentielles de son prédécesseur, l'offensive contre la France et la manœuvre enveloppante par la Belgique. Seulement il n'osa pas laisser l'Alsace et la Lorraine aussi dégarnies que l'avait voulu Schlieffen. Celui-ci n'avait consacré aux armées d'opérations dans ces provinces que 4 corps et demi; Moltke les porta à 8, dont 6 pour la VIe armée et 3 pour la VIIe.

LE PLAN DE CAMPAGNE FRANÇAIS.

Du côté français, les idées de manœuvre initiale et les plans de concentration qui y correspondent avaient beaucoup varié depuis le plan n° 1, qui est de 1875. A mesure que la concentration pouvait se faire plus rapidement, on la rapprochait de la frontière. En 1887, il fallait encore quinze jours pour réunir les armées; en 1913, les opérations actives pouvaient commencer dès le douzième jour de la mobilisation.

LE PLAN DU GÉNÉRAL MICHEL.

En 1911, dans le plan du général Michel, une offensive allemande à grand rayon par la Belgique est prévue. Dans ce plan, la principale masse offensive des Français, forte de 490 000 hommes, est disposée face à la frontière belge, entre la mer et la Sambre. Une autre masse couvre de Mézières à Belfort notre frontière de l'Est; une troisième masse de 220 000 hommes est réservée en arrière, dans la région de Paris. Le plan du général Michel fut abandonné, et l'on revint, avec les plans 16bis et 16ter, à l'hypothèse que les Allemands ne marcheraient en Belgique que sur la rive droite de la Meuse.

LE PLAN 17.

Enfin, le 18 avril 1913, le plan n° 17 fut présenté au Conseil supérieur de la guerre. Quatre armées, comprenant 18 corps et 8 divisions de réserve, se concentraient en première ligne entre Mézières et Belfort; une cinquième armée, de 3 corps, en seconde

ligne dans la région Sainte-Menehould-Commercy, était prête à s'intercaler dans la première ligne selon les circonstances. L'intention du commandant en chef était, une fois la concentration terminée, de se porter toutes forces réunies à l'attaque des Allemands. Il comptait agir par ses deux ailes, à droite en Lorraine, à gauche au nord de la ligne Verdun-Metz. Les deux offensives étaient soudées par des forces qui agiraient sur les Hauts de Meuse et en Woëvre.

II. — LES MOBILISATIONS

LA MOBILISATION FRANÇAISE.

LE décret de mobilisation générale fut lancé en France le 1er août à quinze heures cinquante-cinq. Les mesures de précaution avaient commencé le 28 juillet. Ce jour-là tous les permissionnaires furent rappelés à leur corps. On rapatria par voie de terre ou de fer les troupes absentes de leurs garnisons. A partir du 31, les troupes de couverture se mirent en place, mais sans s'approcher à moins de 10 kilomètres de la frontière.

La mobilisation commença le 2 août à midi, et fut terminée le 5. Une question fort importante était la formation de divisions de réserve. Le plan 17 révélait, écrit le maréchal Joffre, « le souci d'organiser de plus en plus fortement les formations de réserve ». Leur nombre passait de 22 à 25. De plus, un régiment de réserve était affecté à chaque division active.

LA CONCENTRATION.

Les transports de concentration commencèrent le 5 et furent terminés le 12 pour les troupes actives. Ils avaient exigé 2 500 trains. Outre les divisions de réserve, 11 divisions territoriales furent organisées dans l'intérieur, et furent prêtes le 19. Les hasards de la guerre amenèrent aussi, contre les prévisions, à les jeter au feu. Le transport des divisions de réserve et des divisions territoriales exigea du 12 au 18, 4 500 trains. Certaines régulatrices avaient lancé, à certains moments, 200 trains par jour, soit un train par 8 minutes. — La mobilisation donna à la France 3 781 000 hommes (dont 77 000 indigènes), ainsi répartis : 2 689 000 aux armées et dans les places, 157 000 dans l'Afrique du Nord, 935 000 dans l'intérieur.

Le sentiment du peuple français, devant l'agression, fut celui d'un courage résolu, sans forfanterie ni faiblesse. Puisqu'il lui fallait défendre son existence, il mit à protéger sa terre et ses foyers une abnégation et une ténacité qui s'ajouteront dans l'histoire au courage bouillant du sang gaulois. Pendant toute la guerre, le paysan français s'est battu avec la patience qu'il mettait à labourer son champ. Garder sa tranchée ou monter à l'assaut, c'était avoir

fait son « boulot ». Pour ce travail accompli avec simplicité, et avec une singulière horreur de la déclamation, il donnait son sang, non seulement en obéissant à la nécessité, mais avec l'idée réfléchie que son sacrifice n'était pas inutile, et qu'en mourant il préservait à jamais les siens d'un pareil fléau.

Tandis que la France faisait peu de fond sur ses formations de réserve, l'Allemagne allait faire des siennes, dès le début, un très large emploi. Il en est résulté, chez le commandement français, une erreur de calcul qui a rendu fausses toutes ses déductions, et qui a eu des conséquences capitales sur les premières opérations.

LA MOBILISATION ALLEMANDE.

Dès le commencement de juillet 1914, l'Allemagne appelait des réservistes pour une période inusitée de cinquante-six jours, commençant le 1er août. Des rappels de permissionnaires, des retours aux garnisons d'unités absentes sont fréquents à partir du 26 juillet.

L'état de danger de guerre, qui permet de commencer la mobilisation sans la déclarer, fut proclamé le 31 juillet à midi; l'ordre de mobilisation est du 1er août à cinq heures du soir.

La masse mobilisable en Allemagne était répartie entre l'armée active et sa réserve, les deux bans de landwehr et les deux bans de landsturm; de plus, les hommes en surnombre dans chaque classe et n'ayant pas fait de service actif étaient versés en partie dans une réserve spéciale, dite *Ersatz-reserve*.

Les réservistes des unités qui entraient aussitôt en campagne avaient entièrement rejoint le 4 août, les hommes de la landwehr le 7 août. La formation des unités de landsturm commença dès le 31 juillet, fut étendue le 15 août à tout l'Empire. La mobilisation donna 4 millions d'hommes immédiatement disponibles.

Les hommes de l'*Ersatz-reserve* dans les régions frontières, et surtout les Polonais et les Alsaciens-Lorrains, furent mis en route le 3 août. L'ensemble des douze classes de l'Ersatz commença à être appelé le 7 août. Elles fournirent 900 000 hommes.

La classe 1914, révisée dans le cours de l'année, était prête à être appelée. Elle ne le fut qu'entre le début de novembre 1914 et la fin de janvier 1915. Mais, dès le début de la guerre, des jeunes gens des classes 1914-1916 s'engageaient, au nombre de 300 000.

L'armée comprit 25 corps actifs, à savoir les corps I-XXI, le corps de la garde, et 3 corps bavarois; on forma de plus 113 régiments de réserve, composés d'hommes de vingt-six à trente et un ans, enfin 18 bataillons de chasseurs de réserve. L'emploi des unités de réserve en première ligne fut, comme on l'a dit, une nouveauté et une surprise de la guerre.

L'afflux des hommes dans les dépôts était tel que, les unités actives complétées et les unités de réserve constituées, on pouvait encore former des unités nouvelles, dites bataillons d'Ersatz, qui donnèrent 6 divisions prélevées sur les dépôts des unités actives, 13 bataillons sur les dépôts des unités de réserve, et 17 sur ceux de la landwehr.

Les classes âgées de la landwehr premier ban et les classes jeunes de la landwehr second ban formèrent des brigades de landwehr, engagées dès le 19 août sur des parties secondaires du front. Une d'elles figura à la Marne. Les classes âgées de landwehr deuxième ban et les classes jeunes de landsturm deuxième ban formèrent des unités de landsturm. Elles ne furent pas, au début de la guerre, engagées sur le front occidental.

L'Allemagne a, dès le début, jeté en ligne toutes ses forces disponibles, sans distinction d'âge. Le succès devant être conquis aussitôt, par un coup de force, il ne fallait laisser personne en arrière.

III. — LES DEUX ARMÉES

LES FORCES OPPOSÉES.

LES Allemands engageaient sur le front occidental 44 divisions actives et 28 divisions de réserve, soit 72 divisions, plus 10 divisions de cavalerie, sans compter les formations de landwehr et bientôt 6 divisions d'Ersatz. Ils estimaient les forces françaises à 46 divisions d'infanterie, 20 et demie de réserve et 10 divisions de cavalerie; plus 4 divisions de forteresse, 12 divisions territoriales ou davantage. Il resterait encore de fortes garnisons en Corse et en Afrique. L'exactitude de ces chiffres est remarquable. La France mettait en effet sur pied 45 divisions actives, 2 divisions coloniales, 25 divisions de réserve, 10 de cavalerie et 12 territoriales. De plus, quelques divisions nouvelles d'infanterie furent formées pendant la période de mobilisation et de concentration. On voit au surplus que la prétendue supériorité numérique des Allemands sur le front occidental n'a pas existé.

LES DOCTRINES.

Une quinzaine d'années auparavant, les deux armées avaient des doctrines de guerre opposées. La méthode de guerre préconisée en Allemagne par le maréchal von Schlieffen était d'engager tout de suite tout son monde, sur un large front, sans réserves notables, sans tenir compte des desseins de l'adversaire, en lui imposant sa volonté par une offensive menée à fond et partout. La méthode française, telle qu'on la trouve par exemple dans les écrits du maréchal Foch, était fondée sur l'échelonnement en profondeur et sur la manœuvre : couvert et renseigné par des détachements de

sûreté, le chef engageait au point et au moment voulu la masse de manœuvre gardée dans sa main. Les Allemands recherchaient de préférence l'enveloppement par l'aile, les Français la rupture. Cependant, au moment où la guerre éclata, les idées des Bonnal et des Foch étaient démodées en France. Une école nouvelle, dont le plus brillant représentant était le colonel Loiseau de Grandmaison, avait mis à la mode une doctrine très semblable à la doctrine allemande : engagement sur un large front, à fond et partout, avec toutes les forces. Le trait caractéristique de la nouvelle manière, au moins telle qu'elle avait pénétré dans l'esprit des officiers, était l'offensive à outrance et, dans tous les cas, appuyée, mais non préparée, par l'artillerie. Le combat en retraite n'était pas prévu dans le règlement de 1913. Le combat défensif n'était admis que sous l'empire de la contrainte, et avec l'idée de reprendre l'offensive aussitôt que possible.

LES ARTILLERIES. Une différence essentielle entre les deux armées consistait dans la dotation en artillerie. La dotation totale de l'armée française était de 4 000 canons de campagne de 75 et de 300 canons d'artillerie lourde attelée. La dotation totale des armées allemandes pour le théâtre occidental et pour le théâtre oriental était de 5 000 canons de 77, 1 500 obusiers légers et 2 000 obusiers lourds, mortiers et canons longs. Même en défalquant les matériels nécessaires au front oriental, la supériorité de l'Allemagne en canons lourds et demi-lourds était énorme. Cependant, il existait en France une artillerie de siège et de place, de modèle ancien, mais excellente, dite artillerie de Bange, comprenant au moins 7 500 bouches à feu, qui allait pouvoir être utilisée et, dans une certaine mesure, rétablir l'équilibre.

Notre 75 ne pouvait tirer qu'à trajectoire tendue, tandis que l'obusier allemand exécutait des tirs courbes. Ces tirs courbes lui permettaient d'une part de se défiler plus loin derrière les crêtes, d'autre part de fouiller le terrain. L'artillerie française au contraire restait au voisinage des crêtes. Dans ces conditions, le capitaine commandait sa batterie à la voix. Notre artillerie se trouvait en conséquence très insuffisamment dotée de matériel téléphonique. L'avion d'artillerie n'existait pas chez nous. Au surplus, notre infériorité en aviation était manifeste : 200 appareils environ contre 2 000 chez l'ennemi.

Enfin notre infanterie, admirable de courage et d'élan, n'avait ni la discipline, ni l'instruction de l'infanterie allemande. La proportion des réservistes dans les unités actives était des trois cinquièmes chez nous, des deux tiers chez l'ennemi. Les cadres de réserve

avaient dans l'armée allemande une autorité qu'ils ne possédaient pas dans l'armée française.

IV. — LA PRISE DE LIÉGE

PARTOUT les armées allemandes trouvaient devant elles un long fossé suivi tour à tour par la Moselle et par la Meuse, et gardé au sud par les places françaises, Épinal, Toul, Verdun, au nord par les têtes de pont belges, Namur et Liége.

Ayant le dessein de manœuvrer par sa droite, c'est-à-dire par son aile nord, l'Allemagne avait le plus grand intérêt à saisir aussitôt le passage de la Meuse, avant que les Belges aient eu le loisir de faire sauter les ponts. Avec une extrême hardiesse, elle jeta donc sur Liége, dès le 4 au matin, avant la déclaration de guerre, 6 brigades qui n'avaient même pas été complétées. C'étaient les 11ᵉ, 14ᵉ, 27ᵉ, 34ᵉ, 38ᵉ et 43ᵉ. Elles avaient presque toutes reçu des pionniers, un bataillon de chasseurs, des cyclistes, des fourgons automobiles, et chacune un peu d'artillerie et de cavalerie. Elles formèrent une armée provisoire sous les ordres du général d'infanterie von Emmich. Deux batteries de mortiers avaient été mises à sa disposition, ainsi que les 2ᵉ, 4ᵉ et 9ᵉ divisions de cavalerie, commandées par le lieutenant général von der Marwitz. *L'ARMÉE EMMICH.*

Les brigades se mirent en route le 4, à neuf heures du matin. Elles devaient prendre position le 5 au soir sur un arc de cercle à 1 ou 2 kilomètres des forts, et, dans la nuit du 5 au 6, forcer les intervalles. Ce coup de main sur une grande place était si hardi que les exécutants croyaient peu au succès. La 14ᵉ brigade réussit à passer. Son commandant avait été tué, et le chef d'état-major de la IIᵉ armée, le général Ludendorff, la conduisait. Réduite à 1 500 hommes, elle occupa la ville et la citadelle le 7 au matin. Elle fut rejointe le soir par la 11ᵉ brigade, le lendemain par la 27ᵉ. Il y avait donc le 8 au soir 3 brigades à Liége, sous le commandement du général von Emmich. Mais les forts tenaient.

Pour les réduire, le colonel général von Bülow, commandant la IIᵉ armée allemande, réunit alors sous le commandement du général de cavalerie von Einem trois corps d'armée (IXᵉ, VIIᵉ, Xᵉ) avec de l'artillerie lourde. Les forts du nord devaient être attaqués les premiers pour ouvrir un passage à l'aile droite allemande (Iʳᵉ armée), dont les itinéraires passaient entre Liége et la frontière hollandaise. Le fort de Barchon était tombé dès le 8, à dix-sept heures. Les forts voisins furent attaqués le 9. Le fort *LE GROUPEMENT EINEM.*

d'Évegnée se rendit le 11; le fort de Pontisse, le 13; le fort de Fléron, le 14 au matin. Dans le secteur est, les forts de Chaudfontaine et d'Embourg se rendirent le 13. Les Allemands passèrent alors à l'attaque des forts de l'ouest, Lantin et Loncin. Lantin succomba le 15 dans la matinée, Loncin dans l'après-midi. Le même jour, un fort du secteur sud, Boncelles, s'était rendu. Les deux derniers, Hollogne et Flemalle, se rendirent dans la matinée du 16.

La place avait été défendue par la 3e division belge. Le 6, le général Leman, qui la commandait, la considérant comme épuisée, l'avait rassemblée à l'ouest de la ville entre les forts de Loncin et de Hollogne, d'où il l'avait dirigée sur la Gette, où elle arriva le 8, tandis que lui-même s'enfermait dans le fort de Loncin.

Toute l'armée belge se trouva désormais rassemblée derrière la Gette.

V. — *LES CONCENTRATIONS*

LA CONCENTRATION ALLEMANDE.

TANDIS que les canons allemands réduisaient les forts de Liége, l'aile droite des armées allemandes pénétrait en Belgique, et, le 17 août au soir, au moment où sa concentration était à peu près terminée, elle présentait le dispositif suivant.

A l'extrême nord, la Ire armée, commandée par le colonel-général von Kluck, avait pour front la ligne Hasselt-Saint-Trond. A sa gauche, la IIe armée, commandée par le colonel général von Bülow, munie d'artillerie de gros calibre, avait son aile droite aux forts ouest de Liége, son aile gauche à Farrières, soit à 20 kilomètres au sud du fort d'Embourg.

La IIIe armée, formée principalement des corps saxons et commandée par le colonel général baron von Hausen, était à la lisière orientale des Ardennes, sa droite à 30 kilomètres au sud-ouest de Malmédy. Plus au sud venait la IVe armée, commandée par le colonel-général duc Albert de Wurtemberg. La Ve armée suivait à gauche, commandée par le Kronprinz allemand; elle se terminait à sa gauche aux environs de Thionville.

Enfin l'aile gauche allemande comprenait la VIe et la VIIe armées, commandées l'une par le Kronprinz Rupprecht de Bavière et composée principalement des corps bavarois, l'autre par le colonel-général von Heeringen, celle-ci subordonnée à celle-là.

L'aile droite en Belgique était éclairée et couverte par 2 corps de cavalerie renforcés par de nombreux bataillons de chasseurs. Le IIe corps de cavalerie, sous les ordres du lieutenant général von der Marwitz, éclairait devant la Ire armée; le Ier, sous les ordres du lieu-



Cl. Hachette

RAYMOND POINCARÉ
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE 1913-1920



Cl. Meurisse

PIERRE Ier,
ROI DE SERBIE. 1844-1921



Cl. Branger

MARÉCHAL JOFFRE
Chef d'Etat-major général des armées françaises, le 2 août 1914.



Cl. Press Agency

MARÉCHAL FRENCH
Commandant des troupes anglaises en France en 1914.

tenant général baron von Richthofen, éclairait devant le front des IIe et IIIe armées. Au centre, le IVe corps de cavalerie éclairait devant la IVe et la Ve armée. Enfin, à gauche, le IIIe corps de cavalerie et la division de cavalerie bavaroise éclairaient devant le front de la VIe armée.

LA CONCENTRATION FRANÇAISE.

La concentration de l'armée française, réglée par le plan 17, devait se faire ainsi. A droite, la 1re armée (Dubail) se rassemblait entre Belfort et Lunéville, couverte par le 7e corps de Belfort et le 21e d'Épinal. A sa gauche, la 2e armée (Castelnau) se rassemblait dans la région de Nancy, la gauche vers Nomény : elle était couverte par le 20e corps de Nancy. A gauche encore, la 3e armée (Ruffey) se rassemblait entre la Moselle et Audun-le-Roman, couverte par le 6e corps sur les Hauts-de-Meuse et dans la Woëvre. A l'extrême gauche, la 5e armée (Lanrezac) se rassemblait entre Montmédy et Longuyon, le gros entre Verdun et Mézières, couverte par une division du 2e corps, et prolongée elle-même par un corps de cavalerie de 3 divisions aux ordres du général Sordet, et qui se rassemblait derrière la Meuse.

Enfin, la 4e armée (Langle de Cary) devait se rassembler en arrière, entre Bar-le-Duc et Commercy, prête à s'intercaler, soit au nord, soit au sud de la 3e armée. Mais, dès le 2 août, la violation du Luxembourg ayant averti le commandement français que des forces adverses se massaient sur sa gauche, la 4e armée reçut l'ordre de se concentrer, non plus en seconde, mais en première ligne, en passant au nord de Verdun, et en prenant place entre la 3e et la 5e armée. La 5e armée serrait sur sa gauche pour ouvrir une fenêtre à la 4e.

LE GÉNÉRAL JOFFRE.

Le chef d'état-major général de l'armée française était, depuis le mois de juillet 1911, le général Joffre. Au physique, un homme de haute taille, et d'aspect vigoureux. Les yeux bleus sont profondément enfoncés sous les sourcils en broussailles. Les cheveux, d'un blond dédoré, ombragent le front droit. Le teint est clair, la bouche charnue et rouge. L'impression est celle d'un équilibre tranquille et d'une force assurée. Cet équilibre est pareillement un trait de son caractère. Jaloux de son autorité, mais capable de faire face avec un sang-froid inébranlable aux surprises les plus graves, calme dans le danger, clairvoyant et énergique, le général Joffre a porté sans fléchir, sur ses fortes épaules, le poids des plus lourds événements.

Le 3 août, à seize heures, il réunit les commandants d'armée, et leur rappelle son intention de manœuvrer par les deux ailes. Le 4, ceux-ci rejoignirent leurs quartiers généraux. A l'extrême droite,

le général Dubail gagna Épinal; à l'extrême gauche, le général Lanrezac gagna Rethel. Le 5 août, le général Joffre, jusque-là chef d'état-major général, prit le commandement en chef des armées de la République.

VI. — L'OPÉRATION D'ALSACE

LE même jour, il donna deux ordres importants. Il prescrivit au corps de cavalerie, augmenté de la 4e division de cavalerie, d'explorer en Belgique sur le front Laroche-Audun-le-Roman. Il y avait grand intérêt, en effet, à se rendre compte des forces que l'ennemi assemblait sur notre gauche.

LA PRISE DE MULHOUSE.

En même temps, le général Joffre ordonnait au 7e corps, renforcé par la 8e division de cavalerie et par une brigade prélevée sur la place de Belfort, d'attaquer le 7 en Haute-Alsace. Le dessein de l'opération était d'aller détruire les ponts du Rhin à Istein et à Huningue, d'appuyer ainsi l'aile droite de l'armée au Rhin, et enfin, par l'occupation de Mulhouse et d'une partie de l'Alsace, de frapper l'opinion. Mais le général Bonneau, qui commandait le 7e corps, considérait l'opération comme délicate et hasardeuse. « Il a peur pour son flanc droit et ses derrières, écrit le 6 le général Dubail; il craint de s'engager dans une souricière. » Néanmoins, le 7 au matin, le 7e corps commença son mouvement par divisions accolées, la 41e à gauche descendant la vallée de la Thur, et marchant par Thann et Cernay, la 14e à droite marchant en deux colonnes sur Mulhouse et sur Altkirch. Mulhouse fut atteint le 8 à quinze heures. Les Français furent reçus avec enthousiasme.

LA RIPOSTE ALLEMANDE.

Les Allemands ripostèrent en lançant sur Cernay une division du XVe corps venant de Strasbourg, et sur Mulhouse le XIVe corps, débouchant de la forêt de la Hardt. Le 10, à quatorze heures, les Français commençaient la retraite générale, et se repliaient derrière la frontière.

L'ARMÉE D'ALSACE.

On décida de reprendre l'affaire. Une armée, dite armée d'Alsace, fut créée le 11 août, et confiée au général Pau. Cette armée comprenait le 7e corps, la 8e division de cavalerie, la 44e division d'infanterie et le 1er groupe de divisions de réserve. La limite entre la 1re armée et l'armée d'Alsace était marquée par la ligne Remiremont-la Schlucht.

VII. — LES HÉSITATIONS AU SUJET DE L'ENNEMI

D'APRÈS le plan de concentration, le général en chef gardait à sa disposition les divisions ultérieurement disponibles. Telles étaient, par exemple, la 37e et la 38e divisions, qui venaient d'Afrique. Dans sa première pensée, ces divisions étaient destinées à l'aile droite. Le 6, il ordonna au contraire de les diriger derrière l'aile gauche, sur la gare régulatrice de Laon. C'est qu'en effet l'orage se formait à ce moment-là sur la gauche.

LES HYPOTHÈSES VERS LE 7 AOUT.

Deux armées, au début d'une campagne, sont comme deux adversaires dans la nuit, cachés l'un à l'autre, et qui se cherchent en tâtonnant. Quelles sont les forces, l'emplacement, les desseins de l'ennemi? Le nuage ne se dissipe que peu à peu. Vers le 7 août, le commandement français supposait les forces allemandes réparties en 3 groupes. Le groupe du sud devant notre aile droite ne comprend que 6 corps d'armée. Le groupe du centre, entre Metz et Luxembourg, forme le gros. Enfin un troisième groupe, au nord, est engagé devant Liége.

Deux hypothèses sont à prévoir, selon que Liége tiendra ou tombera. Si la place est prise, l'ennemi, maître du passage de la Meuse, peut manœuvrer par sa droite, c'est-à-dire par le groupe du nord, en Belgique; en même temps son centre se portera en avant face à l'ouest. Si au contraire Liége résiste, l'ennemi devra renoncer à manœuvrer par sa droite, qui se trouvera arrêtée; dans ce cas, au lieu de porter son centre face à l'ouest, il pourra le faire converser face au sud, en pivotant sur Metz, et attaquer la frontière entre Metz et Namur.

L'INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 1 (8 AOUT).

Le commandement français doit donc monter sa manœuvre de façon à faire face à l'une et l'autre hypothèse. Cette manœuvre est expliquée le 8 août, dans l'instruction générale n° 1, destinée aux commandants d'armée.

D'après cette instruction, le général Joffre attaque par sa droite, avec la 1re armée, couverte à droite par le 7e corps et appuyée à gauche par l'aile droite de la 2e armée. Les 6 corps de l'aile gauche allemande auront donc affaire à 8 corps français. Les deux corps de gauche de la 2e armée sont réservés à la disposition du commandant en chef.

Au centre allemand, qui est à ses yeux la principale masse ennemie, le général Joffre oppose la 4e et la 5e armée, qui devront, ou rejeter l'ennemi dans la Meuse s'il l'a passée entre Verdun et Mézières, ou franchir elles-mêmes cette rivière. La 3e armée, qui est

sur les Hauts-de-Meuse, devra, ou appuyer le mouvement de la 4e, en se portant à sa droite en direction du nord, ou la couvrir en contre-attaquant les forces allemandes qui déboucheraient de Metz. Cette vaste place de Metz a préoccupé pendant toute la guerre l'état-major français, inquiet de ce qu'elle pouvait contenir et de ce qui en pouvait sortir.

Contre le groupe allemand du nord, le général Joffre ne prévoit encore, à l'ouest de la Meuse, que l'emploi du corps de cavalerie, qui couvrira vers Marienbourg et Chimay la réunion de l'armée britannique; de plus, le 4e groupe de divisions de réserve fortifiera autour de Vervins une position qui assure un débouché soit vers le nord, soit vers l'est.

LES INQUIÉTUDES DU GÉNÉRAL LANREZAC.

Si le grand quartier français croyait peu à une manœuvre de la droite allemande à l'ouest de la Meuse, le général Lanrezac, commandant la 5e armée, que cette manœuvre menaçait de déborder, était très inquiet. Il envoya le général Hély d'Oissel au grand quartier, qui était à Vitry, et où ce général resta du 7 au 10. Il revint avec le sentiment qu'il n'avait pas persuadé le général Joffre.

Celui-ci, quelle que fût sa pensée, prit pourtant du côté du nord un certain nombre de précautions. Liége avait été occupé le 7 par les Allemands. Le 12, le général Joffre affecta à la 1re armée les deux divisions Muteau et Comby, qui arrivaient d'Afrique, et que, dès le 6, comme nous l'avons vu, il avait dirigées sur Laon. Le 12 également, le général Lanrezac fut autorisé à étendre sa gauche vers le nord, en portant le 1er corps entre Givet et Namur.

VIII. — LA RÉVÉLATION DU PLAN ALLEMAND

LA défaite du 7e corps en Alsace n'arrêta pas l'exécution du plan exposé le 8 dans l'instruction n° 1, et, le 11 août, le général Joffre ordonna au général Dubail de commencer son mouvement le 14. Dans la pensée du commandement français, l'offensive de la droite sera suivie le 15 ou le 16 par celle des 3e, 4e et 5e armées. Tout le front va s'ébranler.

Cependant les nouvelles de Belgique devenaient inquiétantes. A la 5e armée, on est convaincu que les Allemands préparent un mouvement débordant. Le 14, le général Lanrezac se décide à aller voir le général Joffre à Vitry. Son dessein est d'établir la 5e armée en crochet face au nord, de Givet à Maubeuge. Le général Joffre, le général Belin, major général, et le général Berthelot, premier aide-major, lui répondirent : « Nous avons le sentiment que les Alle-

mands n'ont rien de prêt par là. » Rentré à Rethel, le général Lanrezac y trouva le bulletin de renseignements émané du grand quartier lui-même et qui évaluait le groupement allemand du nord, entre Luxembourg et Liége, à 8 corps et à 4 divisions de cavalerie. Dans ces conditions, le mouvement par la Belgique ne pouvait être douteux. Le général Lanrezac écrivit sur-le-champ au général Joffre. Celui-ci lui répondit, à dix-huit heures vingt, en lui permettant d'étudier l'exécution du crochet défensif Givet-Maubeuge. Le 15 au matin, il permit de préparer le mouvement vers le nord de deux autres corps (en dehors du 1er). Enfin, le 14, le commandant en chef proposa au ministre de la Guerre de tendre un barrage entre Maubeuge et la côte, par trois divisions territoriales. Ces divisions (81e, 82e et 84e) furent mises le 16 sous le commandement du général d'Amade, dont le quartier général fut à Arras. Il est visible que le grand quartier commence à croire au mouvement débordant des Allemands par la Belgique; mais il considère l'échéance comme encore lointaine.

LES HYPOTHÈSES ALLEMANDES.

Si les Français étaient incertains des projets et du dispositif ennemis, les Allemands n'étaient guère mieux renseignés. Ils s'étaient fait d'avance une idée fausse de notre concentration. Ils avaient imaginé en première ligne 3 armées chacune de 4 à 5 corps, l'une à Épinal, la seconde à Toul, et la troisième à Rethel-Vouziers, peut-être reliée à la précédente par le 6e corps dans la région Verdun-Saint-Mihiel; et ils avaient cru que la masse principale, ou armée de manœuvre, peut-être articulée en 2 armées et comprenant 7 corps ou davantage, serait rassemblée en arrière, de Neufchâteau à Sainte-Menehould. Enfin ils supposaient un groupe de 4 à 6 divisions de réserve en échelon derrière chaque aile, à droite dans la région Lure-Vesoul, à gauche dans la région Laon-la Fère. Leur erreur consistait en ceci, qu'ils attendaient une attaque centrale quand le commandement français préparait une attaque d'ailes, qu'ils se trompaient sur la nature et l'emplacement de l'armée de seconde ligne, et qu'enfin les armées de première ligne étaient plus fortes qu'ils ne pensaient.

Les Allemands étaient portés à croire que nous allongerions dès le début notre aile gauche pour l'appuyer à Namur. Le 13 au soir, ils avaient identifié 2 divisions de cavalerie (1re et 5e) à l'est de la Meuse. Ils plaçaient notre 1er corps à Namur et au sud; ils croyaient qu'un autre corps, qu'ils supposaient être le 2e, descendait la Meuse par Givet pour se lier au 1er. Ils devinaient en gros le plan français : arrêter de front l'avance allemande en Belgique, et riposter au centre, probablement par une offensive partant

de Verdun et dirigée sur la Lorraine. Namur serait le point de jonction de la gauche française avec l'armée belge.

LE COMBAT DE DINANT.

Le 15, l'ennemi tentait de forcer la Meuse au nord de Givet, à Dinant, avec des forces que le commandement français évaluait à un corps d'armée. En fait, il ne s'agissait que d'une forte reconnaissance de la cavalerie de Richthofen, appuyée par des chasseurs. Dès lors, les dernières hésitations tombent. On admet que les Allemands vont tenter en Belgique le mouvement débordant par leur droite. Pour arrêter ce mouvement, le dispositif de la gauche française doit être remanié.

Le soir du 15, l'état-major français envisage ainsi la situation : « L'ennemi semble porter son principal effort par son aile droite au nord de Givet. Un autre groupement de forces paraît marcher sur le front Sedan-Montmédy-Damvillers. » — Ce sont toujours les deux groupes que nous avons vus le 8; mais on constate maintenant que la principale force est, non pas au centre, mais à l'aile droite. La 5e armée française, au lieu de participer à l'attaque contre le centre allemand, est donc reportée contre cette aile droite. Elle reçoit l'ordre de s'établir à l'ouest de la Meuse, dans la région de Marienbourg ou de Philippeville. Elle abandonne à la 4e armée son corps de droite, le 9e, et 2 divisions de réserve. En revanche, elle reçoit le 18e corps, jusque-là réserve de grand quartier, qui se portera à la gauche de l'armée vers Beaumont.

Au groupe allemand du nord sont donc opposées : 1° la 5e armée française, avec le corps de cavalerie et le groupe de divisions de réserve de Vervins; 2° l'armée anglaise, c'est-à-dire deux corps d'armée et une division de cavalerie, dont le débarquement est précisément terminé le 15 août, et qui sera concentrée le 21 dans le Cambrésis (le 17, le maréchal French dira au général Lanrezac : « Mon armée ne sera pas prête à marcher avant le 24 août, et encore j'aurais besoin d'une semaine de plus pour entraîner mes réservistes d'infanterie »); 3° l'armée belge, à 6 divisions, concentrée en position d'attente derrière la Gette, mais prête à se replier sur Anvers.

Au groupe allemand du centre sont opposées les 4e et 3e armées françaises. La 4e armée doit se tenir prête à déboucher du front Sedan-Montmédy, en direction de Neufchâteau. La 3e armée a deux missions divergentes : l'une d'appuyer face au nord le mouvement de la 4e armée; l'autre d'observer Metz, face à l'est. Aussi, le 16, est-elle scindée en deux. Ses 3 corps actifs appuieront le mouvement de la 4e armée. Ses divisions de réserve, renforcées de la 67e qui vient de Châlons, auront pour mission de commencer l'investissement de Metz ; elles formeront sous le commandement du général

Pol Durand un groupement qui deviendra le 19 l'armée de Lorraine, aux ordres du général Maunoury.

INSTRUCTION DU 18 AOUT

Quoiqu'il fût maintenant certain que les Allemands manœuvreraient par leur droite, le commandement français hésitait encore entre deux projets qu'il leur prêtait. L'un était d'exécuter franchement le mouvement débordant par toute son aile, à l'ouest de la Meuse, entre Givet et Bruxelles. L'autre était de n'engager au delà de la Meuse qu'une partie de sa droite, et de rabattre le reste, face au sud, sur le centre français.

Les instructions données aux armées françaises le 18 août prévoient l'une et l'autre hypothèse. Si l'ennemi manœuvre franchement par sa droite, la 5e armée française, en liaison avec l'armée anglaise et l'armée belge, arrêtera de front l'aile marchante et cherchera à la déborder par le nord; pendant ce temps nos armées du centre, 4e et 3e, mettront hors de cause le centre ennemi; la majeure partie de notre 4e armée se rabattra ensuite dans le flanc de l'aile droite allemande. — Si au contraire l'ennemi rabat une partie de sa droite face au sud pour tomber sur notre centre, la 5e armée française, passant la Meuse d'ouest en est, viendra tomber, face à l'est, dans le flanc des colonnes en marche.

Or, ce jour-là même (18 août), les Ire et IIe armées allemandes, réunies sous le commandement du général von Bülow, se mettaient en marche à l'ouest de la Meuse, vers la ligne Namur-Bruxelles. Plus de doute : l'ennemi manœuvrait par sa droite. Il fallait attendre que son mouvement vers l'ouest fût assez prononcé, et jeter le centre français sur le centre allemand isolé et dégarni. Le 20, le général Joffre estimait que l'heure n'avait pas encore sonné. Mais, le même jour, il recevait la nouvelle de la défaite de sa droite en Lorraine. A vingt heures trente, il donnait au centre l'ordre d'attaquer le lendemain.

CHAPITRE II

LA BATAILLE DES FRONTIÈRES[1]

I. OFFENSIVE DES 1re ET 2e ARMÉES. — II. OFFENSIVE DES 3e ET 4e ARMÉES. — III. LA 5e ARMÉE SUR LA SAMBRE.

I. — OFFENSIVE DES 1re ET 2e ARMÉES

L'OFFENSIVE DE L'AILE DROITE.

LA 1re armée et la 2e avaient commencé leur mouvement le 14 août. Elles avancèrent sans rencontrer de bien vive résistance. Le 20, à huit heures quarante-cinq du matin, le commandant en chef, exposant la situation au ministre de la Guerre, signalait que la 1re armée avait atteint la région de Sarrebourg et se trouvait en face d'une position organisée autour de Phalsbourg. La 2e armée, dans la région des Étangs, n'avait pu déboucher du canal des Salines; mais elle avait occupé Dieuze et les hauteurs immédiatement au nord. Les avant-gardes avaient atteint Mohrange et Delme.

BATAILLE DE SARREBOURG.

En réalité, les VIe et VIIe armées allemandes s'étaient repliées sur une position préparée, d'où elles partirent le 20 pour la contre-attaque. A la 1re armée, le général Dubail, chargé de l'opération principale, sentait depuis le 16 l'orage se former sur sa droite. Il avait en ligne, à partir de la gauche, les 8e, 13e, 21e et 14e corps. Il décida

1. Pour les opérations depuis la mobilisation jusqu'à la bataille de la Marne inclusivement : General-Oberst A. von Kluck, *Der Marsch auf Paris und die Marneschlacht 1914*, Berlin, 1920; General-feldmarschall von Bülow, *Mein Bericht zur Marneschlacht*, Berlin, 1919; General-Oberst Freiherr von Hausen, *Erinnerungen an den Marnefeldzug 1914*, Leipzig, 1920; General der Infanterie von François, *Marneschlacht und Tannenberg*, Berlin, 1920; General Baumgarten-Crusius, *Deutsche Heerfuhrung im Marnefeldzug 1914*, Berlin, 1921. Général Dupont, *Le haut commandement militaire allemand en 1914*, Paris, 1922. — Sur la bataille de Charleroi : Général Lanrezac, *Le plan de campagne français et le premier mois de guerre*, Paris, 1920; Jules Isaac, *Le témoignage du général Lanrezac sur le rôle de la 5e armée (août 1914)*, dans les Archives de la Grande Guerre, n°s 26 et 29. Capitaine Koeltz, *Le premier échec stratégique allemand*, dans la Revue militaire générale (septembre 1920). Pour la bataille de Mohrange, Maréchal Foch, *Le 20e corps à Mohrange*, dans la Revue des Deux Mondes du 15 septembre 1921. Pour la bataille de Longwy : E. von Mutius, *Die Schlacht bei Longwy*, Oldenburg, 1919. Pour celle de Mons : E. Zurborn, *Die Schlacht bei Mons*, Oldenburg, 1919.

de refuser sa droite menacée, et il attaqua par sa gauche qu'il renforça, et qui se liait à l'armée Castelnau. Mais la division d'extrême gauche, qui devait ouvrir le chemin, prise sous les feux d'une puissante artillerie lourde, dont le tir était préparé ou réglé par avions ou par espions, fut contre-attaquée et ramenée. Les Allemands attaquent alors vigoureusement sur toute la ligne. A la droite française, le 21e corps, aidé par la division de droite du 13e, les repousse victorieusement. Ainsi, refoulés à gauche, les Français étaient vainqueurs à droite, et la journée était indécise, quand, à quinze heures, le général Dubail apprit que l'armée Castelnau était refoulée, et que le corps de droite de cette armée avait cédé sur une profondeur de 18 kilomètres, découvrant la gauche de la 1re armée.

BATAILLE DE MOHRANGE.

Le général Castelnau marchait avec trois corps, qui étaient, de gauche à droite, le 20e, le 15e et le 16e. Le 20 au matin, l'armée avait devant elle une ligne de crêtes fortifiées, de Fenestrange à Mohrange, hautes de 280 mètres, et armées d'une artillerie qui prit aussitôt la supériorité du feu. L'intention du général de Castelnau était de manœuvrer par son centre et sa droite. Mais, au lieu d'attaquer, il fut attaqué. Le 16e corps à droite, assailli à Zommange et à Rohrbach, fut rejeté. Au centre, le 15e corps, pris de front et en flanc, reflua sur Dieuze. Enfin, à gauche, le 20e corps, qui, dans la pensée du général de Castelnau, devait faire pivot, fut pris à partie par deux corps allemands, et dut reculer sur Château-Salins. A quatre heures de l'après-midi, le général de Castelnau donna l'ordre de la retraite. L'armée se reporta sur le Grand-Couronné, et plus au sud sur la position Saffais-Belchamp. La 1re armée, contrainte également de se replier, pivota sur sa droite, qui resta accrochée au col du Bonhomme, et retira sa gauche derrière la Vezouse.

Leur offensive en Lorraine ayant échoué, quelle allait être maintenant la mission des armées de droite? Cette mission fut définie le 22 par l'instruction particulière n° 18.

« Il importe actuellement, dans cette partie du théâtre d'opérations, non seulement de durer, mais de maintenir l'ennemi et d'être en état de reprendre ultérieurement l'offensive.

A cet effet :

a) la 2e armée s'efforcera de se maintenir et de se reconstituer sur le Grand-Couronné de Nancy et entre la Meurthe et Moselle....

b) la 1re armée s'efforcera de se maintenir dans la région des Vosges, de manière à se trouver dans le flanc des attaques qui pourraient être menées dans le flanc de la 2e armée et à permettre le passage ultérieur à l'offensive....

c) la mission de l'Armée d'Alsace est de permettre à la 1re armée de se maintenir dans les Vosges, en couvrant son flanc droit et en prenant dès

que possible les opérations à son compte jusque dans la région du col du Bonhomme (inclus).

Tout en maintenant une couverture dans la plaine de Haute-Alsace, cette armée remontera donc par les deux versants des Vosges de manière à atteindre le plus tôt possible la ligne : région de la Schlucht, Bonhomme, Trois-Épis, en se couvrant par l'occupation de la région de Colmar. »

Le 24 août, l'ennemi attaqua de nouveau. Mais, le 25, la 1re et la 2e armée, s'engageant à fond, l'obligèrent le soir même à la retraite. Il s'établit alors une sorte de position d'équilibre, chacune des deux parties se retranchant et exécutant de violentes attaques, où certains points d'appui furent pris et repris. Cette situation d'équilibre dura jusqu'au 5 septembre.

II. — OFFENSIVE DES 3e ET 4e ARMÉES

L'OFFENSIVE DU CENTRE.

TANDIS que l'aile droite se fixait ainsi, le centre français (3e et 4e armées) attaquait le 21 août. Cette attaque, comme celle de Lorraine, échoua.

L'opération principale était confiée à la 4e armée (Langle de Cary), qui, avec six corps, devait tomber par surprise dans le flanc des Allemands en marche à travers le Luxembourg belge. A sa droite, la 3e armée (Ruffey), avec trois corps, seconderait l'opération en marchant sur Arlon.

BATAILLE DES ARDENNES.

La 4e armée avait en ligne, de gauche à droite, les 11e, 17e, 12e corps, le corps colonial et le 2e corps. De plus, le 9e corps, renvoyé de Lorraine, débarquait à son extrême gauche. Les passages de la Semoy étaient tenus par des avant-gardes, les gros étant massés en arrière, au nord de la Meuse et du Chiers. L'armée se trouvait ainsi échelonnée, la gauche en avant, sur un front de 60 kilomètres. Les plus grandes précautions avaient été prises pour surprendre l'ennemi. Le 21 au soir, le général de Langle donna l'ordre d'attaque pour le 22, et toute l'armée se porta en avant, sur une ligne, sans idée de manœuvre. « Le terrain, dit le général Palat, a été découpé en zones de huit à dix kilomètres de largeur, et on lance un corps d'armée dans chacune. » Deux corps d'armée, le 17e et le corps colonial, subirent de graves échecs. Le 23 au matin, cet échec semblait provisoire. Vingt-quatre heures plus tard, il était considéré comme définitif.

BATAILLE DE LONGWY.

Pendant que la 4e armée attaquait face au nord, la 3e armée Ruffey avait pour mission, d'une part de la couvrir à droite, d'autre part de faire face à tout ce qui déboucherait du nord et de l'est. Elle porta donc son corps de gauche, le 4e, à l'ouest d'Arlon,

pour couvrir la droite de Langle de Cary, tandis que son corps de droite, le 6e, déboucherait dans le nord-est de la place de Longwy, qui était attaquée depuis le 20. Au centre, le 5e corps aiderait ses deux voisins, l'un à refouler ce qui sortirait d'Arlon, l'autre à dégager Longwy. On ne signalait devant l'armée que des mouvements sans importance dans le sud du Luxembourg et quelques bivouacs et cantonnements à l'ouest d'Arlon.

LA MARCHE DU KRONPRINZ.

Or, en réalité, la 3e armée française avait devant elle la Ve armée allemande, celle du Kronprinz. Dans le grand mouvement de rabattement commencé le 18 août, la Ve armée formait le pivot. Tandis que sa gauche demeurait appuyée à Thionville, sa droite, formée par le Ve corps, marchait d'Arlon sur Etalle. Plus au sud, le XIIIe corps marchait sur Châtillon. Ayant atteint ces objectifs le 20 août, ces deux corps se trouvaient donc en face de l'armée Ruffey. A leur droite, un détachement de toutes armes, sous les ordres du général de génie Kaempfer, avait été formé pour assiéger Longwy. Et, au sud de Longwy, face aux divisions de réserve Maunoury, se trouvaient sur la frontière le VIe corps de réserve et le XVIe corps; le Ve corps de réserve était encore en arrière vers Bettembourg.

C'est dans la nuit du 21 au 22 que les Allemands connurent les projets d'attaque des Français. Le Kronprinz comprit aussitôt le danger. Son armée était coupée en deux par Longwy. Les Français pouvaient tomber avec des forces supérieures au nord de cette ville sur ses deux corps de droite, et les séparer à la fois des corps de gauche et de l'armée voisine. Pour conjurer au moins ce dernier péril, le Kronprinz demanda la coopération du corps d'aile de la IVe armée, qui était le VIe corps. Cette coopération fut aussitôt accordée, et le 22, le VIe corps allemand surprenait le corps colonial français.

L'armée Ruffey se heurta le 22 à l'armée du Kronprinz. La division de gauche du 4e corps, appuyée par le 2e corps (de l'armée de Langle), réussit à rejeter les Allemands dans les bois au nord de Virton; mais la division de droite dut battre en retraite. Au centre, le 5e corps fut refoulé jusque devant Longuyon. A droite, le 6e corps, pris à partie par deux corps allemands, se retira, la gauche sur Arrancy, la droite derrière l'Othain.

LES CAUSES DE LA DÉFAITE.

Les causes de ces premières défaites sont de divers ordres. Il n'est pas douteux que le quartier général français a sous-estimé la force de l'ennemi, en ne tenant pas compte des corps de réserve. Encore le 23 à huit heures et demie, le général Joffre téléphone au commandant de la 4e armée : « L'ensemble des renseignements reçus ne montre devant votre front que trois corps ennemis

environ. Par suite, il vous faut reprendre l'offensive le plus tôt possible. » D'autre part, la supériorité de l'ennemi en artillerie lourde a été manifeste et écrasante. Son aviation a été active et efficace. De notre côté, la liaison latérale entre les corps a presque toujours manqué. La bataille s'est décomposée en combats partiels et décousus, de telle sorte que les succès locaux n'ont pas eu d'influence sur l'ensemble. Certaines unités ont été mal engagées. A la 3e armée, deux divisions des 4e et 5e corps ont été surprises, et ont compromis le 6e corps, découvert en même temps sur sa droite par l'inaction de la 7e division de cavalerie. A la 4e armée, une division du 17e corps, la 33e, se laissa surprendre. La retraite rapide de ce corps et celle du corps colonial arrêtèrent la progression des autres corps, et entraînèrent leur recul. Les unités n'avaient alors, ni du côté français, ni du côté allemand, la solidité qu'elles acquirent plus tard, et le 15e corps a eu une défaillance en Lorraine. Enfin et surtout, l'instruction de l'armée française laissait beaucoup à désirer. Le 24, à neuf heures trente-cinq du matin, le général Joffre écrivait au ministre : « Les craintes que les journées précédentes m'avaient inspirées sur l'aptitude offensive de nos troupes en rase campagne ont été confirmées par la journée d'hier, qui a définitivement enrayé en Belgique notre offensive générale. » Dans un rapport ultérieur, le commandant en chef écrivait : « La mise en œuvre brutale et rapide de leurs moyens d'action, surtout par le déploiement de leur artillerie, l'engagement progressif et économique de leur infanterie pour assurer le mouvement en avant de leurs tirailleurs, les précautions à prendre pour n'exposer à aucun moment des formations denses devant un adversaire maître encore de ses feux, paraissent avoir été souvent perdus de vue, au cours des premières attaques, par des chefs qui n'avaient pas une habitude suffisante du maniement de leur unité. »

III. — LA 5e ARMÉE SUR LA SAMBRE

BATAILLE DE CHARLEROI.

PENDANT que le centre était battu, que se passait-il à l'aile gauche?

Les trois armées allemandes qui opéraient en Belgique s'étaient mises en mouvement le 18, leur concentration à peine terminée. L'importance du mouvement allemand paraît avoir échappé au commandement français pendant trois jours. En effet, le 20 août, à quinze heures, le commandant en chef téléphonait au général de Langle de Cary, à Stenay : « Les mouvements signalés par aviateurs ne permettent pas de conclure que l'ennemi a déclenché son offen-

sive. Les renseignements reçus d'autre part ne signalent pas de mouvements importants dans la région Givet-Ciney-Huy. Sur les ponts de la Meuse en aval de Namur, il ne paraît pas qu'il soit passé ce matin autre chose que les convois des corps allemands qui marchent contre l'armée belge. »

L'ORDRE PARTICULIER N° 15.

Le 21 août, à sept heures du matin, le général Joffre adressait au général Lanrezac, commandant notre armée d'aile gauche, l'ordre particulier n° 15. Il l'avertissait de l'offensive commencée le matin par nos armées du centre, et il ajoutait : « La 5e armée, s'appuyant à la Meuse et à la place de Namur, prendra pour objectif le groupement ennemi du nord. Le commandant en chef des forces anglaises est prié de coopérer à cette action en se tenant à la gauche de la 5e armée et en portant tout d'abord le gros de ses forces dans la direction générale de Soignies. » — A dix-neuf heures trente, le général Joffre téléphonait au général Lanrezac : « Je vous laisse absolument juge du moment où il conviendra de commencer votre mouvement offensif. »

LA SITUATION AU 20 AOUT.

La 5e armée était alors en pleine période de réunion. Le 20 août, deux de ses corps, le 3e et le 10e, étaient en ligne sur la Sambre; mais le 1er était occupé à droite à garder les passages de la Meuse, attendant d'être relevé par la division de réserve Bouttegourd, tandis qu'à gauche, le 18e corps achevait ses débarquements et marchait sur Thuin, qu'il atteignit le 21 à midi. En arrière, 2 divisions de réserve, la 53e et la 69e, étaient concentrées dans la région Vervins-Hirson. En avant, le corps de cavalerie Sordet tenait le canal de Charleroi à Bruxelles, et couvrait la réunion de l'armée Lanrezac et de l'armée britannique. Celle-ci, qui comprenait 2 corps et une division de cavalerie, sous les ordres de sir John French, terminait sa concentration vers Cambrai et le Cateau, dans la journée du 21; le 22, sir John French la portait en avant, pour prendre position à la gauche de Lanrezac, entre Condé et Binche, sur un front d'une quarantaine de kilomètres. La 5e brigade de cavalerie britannique avait poussé jusqu'à Soignies; le reste de la division de cavalerie était en réserve derrière l'aile gauche.

Cependant les deux armées d'aile droite allemandes, la Ire von Kluck, et la IIe von Bülow, débouchaient du front Bruxelles-Namur, et, conversant vers le sud, arrivaient à la rencontre, celle-là de l'armée britannique, celle-ci de l'armée Lanrezac.

Le général Lanrezac comptait attaquer le 23, quand le 18e corps aurait rejoint, quand l'armée britannique serait en ligne à sa gauche, et quand l'armée Langle de Cary aurait eu le temps de progresser à sa droite. Il comptait alors manœuvrer par sa droite avec le 1er et

le 10ᵉ corps renforcés, tandis que son centre et sa gauche fixeraient l'ennemi. Le 21 au matin, il donna donc l'ordre à l'armée de prendre, en attendant, une position défensive à cinq ou six kilomètres au sud de la Sambre, sur la ligne Fosse-Naisines. Par une singulière coïncidence, le général von Bülow comptait aussi attaquer le 23.

LE COMBAT DU 21 AOUT.

Mais, dès le 21, les avant-gardes de von Bülow prennent contact sur la Sambre, vers treize heures avec le 10ᵉ corps, entre quatorze et quinze heures avec le 3ᵉ corps. « De Charleroi à Namur, écrit le général Lanrezac, c'est un dédale d'habitations et de verdure, où il n'existe que de rares emplacements découverts, d'ailleurs de faible étendue. Une troupe qui doit se battre dans ce maquis n'a pas à compter sur un appui bien efficace de son artillerie : les obusiers allemands peuvent encore quelque chose, nos canons de 75 presque rien. » Après avoir forcé les passages de la Sambre, les Allemands s'élèvent sur les crêtes qui la bordent au sud. Ces combats ne sont de part et d'autre que des affaires d'avant-garde. Les deux corps de gauche de von Bülow y ont seuls pris part, les corps de droite étant encore bien loin dans le nord-ouest.

LE COMBAT DU 22 AOUT.

La bataille véritable s'engagea le 22 au matin. Les Français prirent l'initiative de l'attaque. L'ordre donné par von Bülow le 21 au soir prescrivait à la IIᵉ armée de rester au nord de la Sambre. Mais l'attaque française, mal conduite, ayant été rejetée, le commandant de la IIᵉ armée voulut profiter des circonstances, et il donna l'ordre d'atteindre au sud de la Sambre la région de Mettet. La journée se décompose donc en une offensive française, suivie d'une offensive allemande. En fin de combat, les deux corps français engagés étaient rejetés, la droite au sud de Fosse, la gauche sur la ligne Gerpinnes-Naisines. Au total, les troupes, qui avaient l'ordre de rester sur la défensive, se sont jetées en avant dans de très mauvaises conditions, et se sont fait ramener à peu près sur la ligne que l'ordre du 21 leur prescrivait de tenir.

LA BATAILLE DU 23 AOUT.

Le 23, les deux armées sont au complet, et alignent chacune quatre corps. A l'est du champ de bataille, la garde allemande presse le 10ᵉ corps français; mais le 1ᵉʳ corps français, commandé par le général Franchet d'Esperey, se déploie sur le flanc de la garde, et son artillerie ouvre un feu intense. Il est treize heures, son infanterie va déboucher, quand tout à coup une grave nouvelle arrive au général Franchet d'Esperey. Des Saxons, mal contenus par les réservistes de la division Bouttegourd, ont passé la Meuse derrière lui et occupé le plateau d'Onhaye. Immédiatement, le gros du corps, qui faisait face à l'ouest pour attaquer la garde, est ramené face à l'est pour soutenir la division Bouttegourd et interdire le passage de la

Meuse. L'incident d'Onhaye ne fut d'ailleurs qu'une alerte. Les éléments saxons qui y étaient entrés ne débouchèrent pas, et se dérobèrent pendant la nuit. Malheureusement, à la gauche de l'armée, la division de gauche du 3ᵉ corps se laissa surprendre par une attaque qui la rejeta jusque sur Chastres. Le 18ᵉ corps, qui formait l'extrême-gauche, se trouva découvert, et fut obligé de replier sa droite, tandis que sa gauche continuait à contenir les attaques du VIIᵉ corps allemand sur la Sambre.

En fin de journée, la situation n'est pas mauvaise au 1ᵉʳ et au 10ᵉ corps; mais, à gauche, le 3ᵉ corps est dans un désordre complet; le 18ᵉ est découvert à droite par le 3ᵉ, à gauche par l'armée britannique, et son chef, le général Mas-Latrie, est très inquiet. D'autre part, le général Lanrezac sait qu'à sa droite, l'armée Langle de Cary battue recule sur la Meuse; les forts nord de Namur ont été pris et la ville a été occupée; à gauche, le maréchal French est attaqué par des forces très supérieures à celles qu'il attendait. Dans ces conditions, le général Laurezac prend lui-même le parti de la retraite, et le 23 au soir il donne à l'armée l'ordre de se mettre en marche avant le jour, et de se replier sur la ligne Givet-Maubeuge.

BATAILLE DE MONS.

Pendant ce temps, la Iʳᵉ armée allemande, aux ordres du général von Kluck, attaquait l'armée britannique. Le 22, les têtes de colonne allemandes avaient été engagées avec la cavalerie britannique, qui s'était retirée sur la gauche, dégageant le front de l'armée. Le 23, von Kluck attaqua à la hauteur de Mons, et enleva un saillant entre les deux divisions du 2ᵉ corps britannique. Le général Smith Dorrien, qui commandait ce corps, décida de se replier d'environ 5 kilomètres, pour éviter la rupture. Le repli fut exécuté sans difficulté; à vingt-deux heures vingt, le général Smith Dorrien signalait que tout était calme. Le 1ᵉʳ corps, en échelon refusé à droite du 2ᵉ, n'avait pas été sérieusement engagé.

Mais, à vingt-trois heures trente, sir John French reçut un télégramme du général Joffre, qui l'avertissait de la force présumée de l'armée allemande qui attaquait l'armée britannique. Le commandement français l'estimait à trois corps d'armée et à deux divisions de cavalerie. D'autre part, à une heure du matin, sir John French reçut des renseignements sur la situation générale des armées françaises, et particulièrement de la 5ᵉ armée à sa droite. Il avait déjà donné l'ordre de se replier le 24 à l'aube sur la position Jeulain-Maubeuge.

L'ORDRE DE REPLI DU 24.

Le 24 août, à neuf heures trente-cinq du matin, le général Joffre écrivait au ministre : « ... Force est donc de se rendre à l'évidence. Nos corps d'armée, malgré la supériorité numérique qui leur avait

été assurée, n'ont pas montré en rase campagne les qualités offensives que nous avaient fait espérer les succès partiels du début.... Nous sommes donc condamnés à une défensive appuyée sur nos places fortes et sur les grands obstacles du terrain, en cédant le moins possible de territoire. Notre but doit être de durer le plus longtemps possible en nous efforçant d'user l'ennemi, et de reprendre l'offensive le moment venu. »

LA RETRAITE SUR LA LIGNE ARRAS-VERDUN.

En conséquence, dans la matinée du 24, le commandant en chef ordonna au commandant de la 3e armée de se retirer sur les positions organisées Montmédy-Azannes. A gauche, la 4e armée tiendra les hauteurs de la rive droite de la Meuse entre Mouzon et Stenay; à droite, l'armée de Lorraine tiendra les Hauts-de-Meuse.

Tandis que le centre, ainsi établi sur la Meuse, servira de pivot, l'aile gauche continuera son repli. La 5e armée manœuvrera en retraite, la gauche appuyée à Maubeuge, la droite aux massifs boisés des Ardennes, où elle se liera avec la cavalerie de la 4e armée vers Rocroi et Rimogne,

La mission de l'armée britannique sera de retarder la marche des forces ennemies entre Valenciennes et Maubeuge. En présence de forces supérieures, elle pourra se retirer en direction générale de Cambrai, sa gauche sur la Sensée et le canal qui le redouble d'Arleux à Denain, sa droite vers le Cateau.

A la gauche des Britanniques, des divisions territoriales, sous les ordres du général d'Amade, tendront un barrage entre Valenciennes et Arras, couvertes elles-mêmes par le corps de cavalerie qui renseignera sur la marche de l'aile droite ennemie, et cherchera à la retarder. Deux divisions de réserve seront amenées, dans la nuit du 24 au 25, en renfort au général d'Amade.

En d'autres termes, le 24 au matin, l'état-major français ordonne le repli sur la ligne Arras-Verdun, avec le dispositif suivant : divisions d'Amade entre Arras et Valenciennes, le corps de cavalerie en avant; armée britannique entre Valenciennes et Maubeuge; armée Lanrezac entre Maubeuge et Rocroi; armée de Langle entre Rocroi et Stenay; armée Ruffey entre Montmédy et le nord de Verdun; armée de Lorraine sur les Hauts-de-Meuse, de part et d'autre de Verdun.

CHAPITRE III

LA RETRAITE[1]

I. LES TROIS PREMIERS JOURS DE LA RETRAITE. — II. LA BATAILLE DE GUISE. — III. LA SITUATION AU 2 SEPTEMBRE.

I. — LES TROIS PREMIERS JOURS DE LA RETRAITE

L'INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 2.

L'ÉCHEC du centre, le danger d'enveloppement que court la gauche contraignent le général Joffre à dérober cette aile gauche en pivotant sur la droite. Mais, en même temps, il monte une nouvelle manœuvre qui est expliquée dans l'instruction générale n° 2, du 25 août, à vingt-deux heures. Cette instruction commence ainsi :

« 1° La manœuvre offensive projetée n'ayant pu être exécutée, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer à notre gauche, par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée anglaise et de forces nouvelles prélevées dans la région de l'Est, une masse capable de reprendre l'offensive, pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi.

2° Dans son mouvement de repli, chacune des 3e, 4e, 5e armées tiendra compte des mouvements des armées voisines, avec lesquelles elle devra rester en liaison. Le mouvement sera couvert par des arrière-gardes laissées sur des coupures favorables du terrain, de façon à utiliser tous les obstacles pour arrêter, par des contre-attaques courtes et violentes dont l'élément principal sera l'artillerie, la marche de l'ennemi, ou tout au moins la retarder. »

Entre l'ordre de repli du 24 et l'instruction du 25, il y a cette différence capitale, que la seconde prescrit la reprise d'offensive par une nouvelle masse de manœuvre constituée à la gauche sur la Somme et destinée à agir dans le flanc droit de l'ennemi. Cette masse, composée de forces amenées en chemin de fer, comprendra

1. Mêmes livres à consulter que pour le chapitre II.

le 7e corps, 4 divisions de réserve et peut-être un autre corps actif. Elle sera réunie du 27 août au 2 septembre, soit au nord, soit au sud de la Somme.

L'instruction indique ensuite les positions de fin de repli d'où l'armée repartira pour la nouvelle offensive. La bataille envisagée est une bataille Amiens-Verdun, la gauche sur la Somme, le centre appuyé aux plateaux du Soissonnais puis à l'Aisne moyenne, la droite en barrage entre l'Aisne et la Meuse.

LA RETRAITE BRITANNIQUE.

Ce dessein ne put être réalisé. L'armée britannique avait exécuté dans la matinée du 24 un premier mouvement de retraite, le quartier général du 2e corps s'établissant à Ham, celui du 1er corps à Riz de l'Erelle. A quinze heures, sir John French ordonna un nouveau repli sur la ligne Cambrai-le-Cateau. Ce repli s'exécuta le 25. Dans la nuit du 24 au 25, une nouvelle division, la 4e, avait pris position à la gauche de l'armée, vers Cambrai.

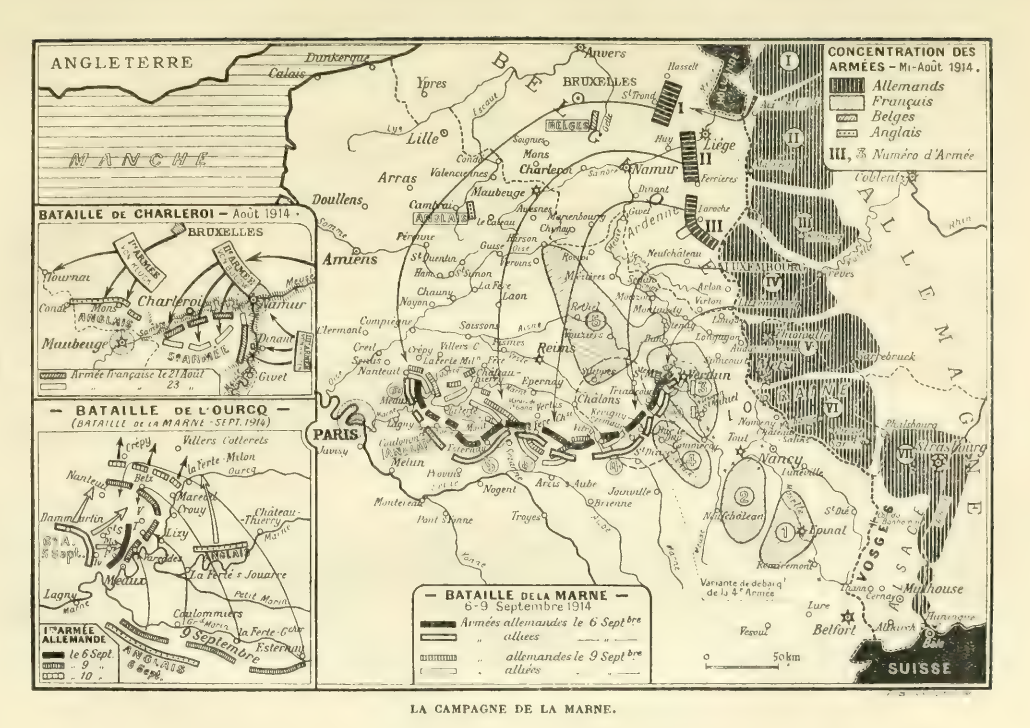
Le 25, le maréchal, ne se jugeant pas en sûreté, ordonna de reprendre le mouvement le 26 à l'aube, et de se retirer derrière la Somme et l'Oise. De leur côté, les Allemands essayaient d'accrocher l'armée anglaise qui se dérobait. Sir Horace Smith-Dorrien, attaqué au Cateau, se laissa fixer, et ne put se dégager qu'avec l'aide des cavaleries Allenby et Sordet et des divisions d'Amade, et avec une perte de 14 000 hommes.

Sir John French jugea alors qu'il était impossible de se rétablir derrière la Somme, et le 26 il ordonna la retraite jusqu'à l'Oise, sur la ligne la Fère-Noyon, qui fut atteinte le 28. Le 29, il donna repos à ses troupes. Mais, rejoint par l'ennemi, et quoique la 5e armée française attaquât ce jour-là sur sa droite, il décida de reculer sur l'Aisne, et, à la fin de l'après-midi, l'armée anglaise commença un nouveau repli qui l'amena à quelques kilomètres au nord de la ligne Compiègne-Soissons. Le 31 au matin, la retraite fut reprise une fois de plus, et le soir l'armée anglaise, ayant franchi l'Aisne, s'établit sur la ligne Crépy-en-Valois-Villers-Cotterets.

Ainsi, tandis que l'instruction du 25 août prévoyait le rétablissement des Anglais derrière la Somme, ils étaient le 31 bien au sud de l'Aisne. De son côté, la 6e armée française, constituée, par un ordre du 26 août, à la gauche des Anglais sous les ordres du général Maunoury, et qui devait se rassembler dans la région d'Amiens du 27 août au 1er septembre, emportée dans ce recul, ne put effectuer ses débarquements.

LA RETRAITE DE LA 5e ARMÉE.

A la droite des Anglais, la 5e armée était rétablie le 24 au soir sur la ligne Givet-Maubeuge. Le 25, elle se retire sur la ligne Avesnes-Marienbourg. Mais elle s'y trouve découverte à droite par la 4e armée,



LA CAMPAGNE DE LA MARNE.

et à gauche par l'armée britannique qui s'est repliée ce jour-là sur la ligne Cambrai-le-Cateau. Le général Lanrezac ordonne donc pour le 26 la retraite sur l'alignement de ses voisins, la gauche au Cateau, la droite à Rocroi. Le 26 au matin, il reçoit l'instruction générale du 25. Il est en même temps appelé à Saint-Quentin, où il rencontre à onze heures le général Joffre et le maréchal French. Revenu à son quartier général de Vervins à quinze heures, il apprend que l'armée anglaise a été attaquée le matin et qu'elle se replie vers le sud, sa droite marchant par la vallée de l'Oise. Il décide alors de replier son armée le 27 une quinzaine de kilomètres plus en arrière qu'il n'avait pensé d'abord, derrière la coupure de la haute Oise et du Thon, sur la ligne Guise-Aubenton.

II. — LA BATAILLE DE GUISE

L'ORDRE D'ATTAQUE DU 27.

LE 27, pendant que l'armée exécute ce mouvement, le général Lanrezac apprend qu'à sa droite la 4e armée a dû resserrer sa gauche sur Mézières, ouvrant un trou entre elle et lui, tandis qu'à sa gauche, les Anglais se retirent derrière l'Oise entre Noyon et la Fère. Il prépare donc l'ordre de repli de la 5e armée, pour le 28, sur la ligne Ribémont-Montcornet. A ce moment, il reçoit du grand quartier l'ordre de se mettre face à l'ouest, et d'attaquer sur Saint-Quentin, dans le flanc de von Kluck qui presse les Anglais.

LES MOUVEMENTS PRÉPARATOIRES DU 28.

Il donne donc pour le 28 l'ordre au 3e et au 18e corps de se porter sur l'Oise, entre Origny et Moy, face à l'ouest, pour déboucher contre Kluck, tandis que le 10e corps restera en flanc-garde, face au nord, pour contenir Bülow, qui poursuit mollement. La cavalerie du général Abonneau et la division Bouttegourd feront à droite la liaison avec la 4e armée. Le 1er corps sera en réserve à Sains.

LES PROJET DE BÜLOW POUR LE 29.

Pendant que ces mouvements s'exécutaient le 28, les Allemands ne soupçonnaient pas l'attaque qui se préparait. La gauche de von Bülow sentit bien une résistance, mais crut avoir affaire à des arrière-gardes. La situation de l'aile droite allemande était alors la suivante. L'armée anglaise, menacée sur sa gauche par von Kluck, avait une tendance à serrer sur sa droite et à venir se coller de plus en plus à l'armée Lanrezac. Elle avait fini par sortir de la zone d'opérations de von Kluck pour venir se jeter dans celle de von Bülow. En effet, celui-ci avait le 28 son corps de droite, le VIIe, à Ham; près de lui, le Xe de réserve avait sa droite à Saint-Simon; ces unités ne devaient pas bouger le 29; mais la gauche du Xe corps de réserve et la droite

du Xe se prépareraient à attaquer la Fère par les deux rives de l'Oise, d'Essigny-le-Grand à Villers-le-Sec, tandis que, plus loin encore vers l'est, la gauche du Xe corps et la garde, passant l'Oise des deux côtés de Guise, devaient atteindre le même jour un front à trois lieues environ au sud de cette rivière. Ainsi la IIe armée marcherait le 29 par sa gauche, sa droite étant immobile. — Ces ordres étaient donnés par Bülow le 28 à vingt heures. Dans la soirée arrivèrent de Luxembourg des ordres du grand quartier allemand, prescrivant à von Kluck de marcher vers la Basse Seine, par la rive ouest de l'Oise; à Bülow, sur la rive est de l'Oise, de marcher directement sur Paris par le front la Fère-Laon. Ces instructions coïncidaient avec les ordres que Bülow avait déjà donnés pour l'attaque de la Fère.

LE COMBAT DU 29.

Les deux adversaires allaient donc marcher le 29 à la rencontre l'un de l'autre. Bülow avait devant lui l'armée britannique en même temps que l'armée Lanrezac. Le général Haig, commandant le corps de droite britannique, à la Fère, proposa spontanément de prendre part à l'action. Le maréchal French s'y opposa.

La 5e armée française attaque donc seule le 29. Mais son 10e corps, faisant flanc-garde au nord, est attaqué, comme on l'a vu dans les ordres de Bülow, par le Xe corps allemand et par la garde. La nécessité de se défendre de ce côté interdit de poursuivre l'attaque sur Saint-Quentin. Le 18e corps est chargé d'observer cette ville, tandis que tout le reste de l'armée se porte face au nord, la division de cavalerie Abonneau et la division Bouttegourd manœuvrant dans le flanc gauche de l'adversaire, par Vervins.

La bataille se livre donc en potence, face au nord de Guise à Vervins, face à l'ouest devant Saint-Quentin. Sur le front Guise-Vervins, la garde et le Xe corps allemands sont bousculés et repassent l'Oise le 30 au matin; mais, en direction de Saint-Quentin, les divisions de réserve Valabrègue ont été rejetées derrière l'Oise et le 18e corps a suivi le mouvement le 29 au soir. D'autre part, à droite, la 4e armée se replie sur Rethel, et à gauche les Anglais se replient le 30 sur l'Aisne. Le général Lanrezac prescrit alors, le 30, à son armée, le repli sur la Serre et la Souche, de façon à se reformer le 31 derrière ces rivières.

LE REPLI DE LA 5e ARMÉE.

Le 31, la 5e armée est donc en avant de Laon, sa droite couverte par les marais de Sissonne, sa gauche au saillant nord de la forêt de Saint-Gobain. Mais les Anglais, qui sont fort en arrière, laissent un vide ouvert sur sa gauche. A la fin de la matinée, le général Lanrezac apprend que la cavalerie de von der Marwitz a reçu l'ordre de profiter de cet intervalle pour passer l'Oise entre les Anglais et lui, à Bailly. Sa gauche risque donc d'être tournée.

Le général Lanrezac jette au-devant de la cavalerie allemande la brigade d'Afrique du colonel Simon, transportée de Laon en chemin de fer, qui sera appuyée par la cavalerie Abonneau, transportée de la droite à la gauche, tandis que le gros de l'armée se dérobera au plus vite derrière l'Aisne. La manœuvre réussit. La cavalerie allemande, qui est elle-même épuisée, s'arrête devant la brigade Simon.

LA RETRAITE DES ARMÉES DU CENTRE.

Au pivot du mouvement, les armées du centre, 4e et 3e, reculent lentement.

Le 4e armée est le 26 derrière la Meuse, et elle tient là deux jours, le 27 et le 28, contre-attaquant l'ennemi qui essaie de déboucher de la rivière. Le 28 au matin, le général Joffre écrit au général de Langle : « Je ne vois pas d'inconvénient à ce que vous restiez sur la Meuse aujourd'hui, pour affirmer votre succès, mais il y aura lieu, dès demain matin, de reconstituer vos gros sur les hauteurs du sud-ouest de la Meuse. » En conséquence, dans la nuit du 28 au 29, la 4e armée se dégage, et ses arrière-gardes occupent le 29, sans avoir été inquiétées, la ligne Buzancy-le Chesne, Bouvellemont.

La 3e armée occupait, le 24, la ligne de l'Othain, entre Velosnes et Spincourt. Elle avait devant elle l'armée du Kronprinz, qui manœuvrait par sa gauche pour essayer de déborder la droite française et de la couper de Verdun. La 3e armée était flanquée sur sa droite par 6 divisions de réserve qui formaient, depuis le 19, l'armée de Lorraine, commandée par le général Maunoury. A 14 heures, ces divisions prennent l'offensive dans le flanc gauche découvert du Kronprinz, formé par le XVIe corps et le corps von Oven (33e division de réserve et 3 brigades de landwehr). L'attaque s'étend à tout le front de l'armée et progresse. Mais, sur l'ordre du général en chef, et en se conformant au mouvement général, la 3e armée arrête son mouvement et gagne les positions qui lui ont été assignées sur les Hauts-de-Meuse. Elle y occupe, le 25 au soir, le front Lion devant Dun-Azannes. Le 26, elle repasse la Meuse, sans être inquiétée, et, le 27, elle appuie par sa gauche les contre-attaques de la 4e armée.

III. — LA SITUATION AU 2 SEPTEMBRE

LE 2 septembre, la situation est la suivante. Devant notre droite, de Belfort à Nancy, les VIe et VIIe armées allemandes se sont retranchées. Au centre, les Ve et les IVe armées allemandes sont en contact avec les 3e et 4e armées françaises entre Verdun et Vouziers,

comme il était prévu par l'instruction du 25 août. Mais à la gauche alliée la situation reste difficile. La IIIe armée allemande a franchi l'Aisne entre Château-Porcien et Attigny. La IIe armée passe l'Aisne dans la nuit du 1er au 2; le 2, elle franchit la Vesle, et, à son aile gauche, la garde entre dans Reims. Le quartier général de von Bülow est le 2 à Fismes.

A l'ouest, la Ire armée a son aile gauche le 2 à Longpont, sans rencontrer de résistance sérieuse. Entre la Ire et la IIe armée, la cavalerie de von der Marwitz pénètre, le 2 au soir, jusque devant Château-Thierry.

LES POSITIONS FRANÇAISES.

Du côté allié, l'aile gauche de la 4e armée forme depuis le 29 août un groupement spécial, qui prend le nom de 9e armée, et qui est commandé par le général Foch. Le 2 septembre, la 9e armée a sa gauche sur le front nord de Reims, où elle est en liaison avec la 5e armée. Celle-ci a sa droite au nord de la Vesle, en aval de Reims, sa gauche en échelon refusé derrière l'Ourcq, de Fère-en-Tardenois à Oulchy-le-Château. La liaison entre la 5e armée et les Anglais est faite par un corps de cavalerie créé le 1er septembre et placé sous les ordres du général Conneau. Il a sa tête au sud de Château-Thierry. L'armée britannique borde la rive gauche de la Marne, qu'elle se prépare à passer. Enfin, à gauche des Anglais, la 6e armée, qui s'est réunie le 1er au nord de Clermont, s'est retirée au nord du camp retranché de Paris, son quartier général à Écouen. Le camp retranché est mis ce jour-là sous les ordres du général Gallieni.

Le général en chef trouve la situation trop aventurée pour reprendre l'offensive. Un récit des opérations envoyé le 21 septembre au ministre de la Guerre et composé au grand quartier s'exprime ainsi :

« Accepter la bataille immédiate avec l'une quelconque de nos armées entraînerait fatalement l'engagement de toutes nos forces, et la 5e armée se trouverait fixée dans une situation que la marche de la Ire armée allemande, préparée et facilitée par l'incursion du corps de cavalerie, rend des plus périlleuses.

Le moindre échec courrait le risque de se transformer en une déroute irrémédiable, au cours de laquelle les restes de nos armées seraient rejetés loin du camp retranché de Paris et complètement séparés des forces anglaises.

Les troupes, qui ont constamment combattu, sont d'ailleurs fatiguées, ont besoin de combler les vides produits dans leurs rangs, et les commandants d'armées, consultés, ne sont pas favorables à l'idée d'un engagement général immédiat. »

L'INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 4.

Le général Joffre décide donc de prendre encore du champ, et, le 1er septembre, par l'instruction générale n° 4, il prescrit :

« Malgré les succès tactiques obtenus par les 3ᵉ, 4ᵉ et 5ᵉ armées dans la région de la Meuse et à Guise, le mouvement débordant effectué par l'ennemi sur l'aile gauche de la 5ᵉ armée, insuffisamment arrêté par les troupes anglaises et la 6ᵉ armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter autour de sa droite. Dès que la 5ᵉ armée aura échappé à la menace d'enveloppement prononcée sur sa gauche, l'ensemble des 3ᵉ, 4ᵉ et 5ᵉ armées reprendra l'offensive. »

LA NOTE DU 2 SEPTEMBRE.

Le lendemain 2 septembre, une note pour les commandants d'armée précise les intentions du général en chef, et indique une ligne de fin de repli sensiblement différente de celle qui était indiquée par l'instruction de la veille. En particulier à l'aile droite, les points d'appui de l'Argonne et de Verdun sont abandonnés. L'armée se retire et se fortifie sur la ligne Pont-sur-Yonne-Nogent-sur-Seine-Arcis-sur-Aube-Brienne-Joinville. Elle se recomplète sur ces positions. Deux corps d'armée prélevés sur les armées de l'est renforcent l'aile droite. Ces renforts reçus, on passera à l'offensive. L'aile gauche est couverte par toute la cavalerie disponible, qui tiendra la Seine entre Montereau et Melun. Au delà de la cavalerie, l'armée anglaise occupera le fleuve de Melun à Juvisy et participera à l'attaque générale. Elle se liera par sa gauche au camp retranché, dont la garnison agira en direction de Meaux.

CHAPITRE IV

LA MARNE[1]

I. LE GLISSEMENT DEVANT PARIS. — II. L'OFFENSIVE FRANÇAISE. — III. LA BATAILLE DE L'OURCQ. — IV. LA DÉFAITE DE LA IIe ARMÉE. — V. LA TENTATIVE DE LA IIIe ARMÉE. — VI. LA TENTATIVE DU KRONPRINZ. — VII. LA BATAILLE DU GRAND-COURONNÉ.

I. — LE GLISSEMENT DEVANT PARIS

LE 3 septembre, vers midi, les avions et les reconnaissances de cavalerie du camp retranché de Paris signalaient que le corps de droite de von Kluck, arrivé à Senlis, au lieu de continuer sa marche sur la capitale, obliquait au sud-est. Ce mouvement fut connu du général Gallieni à dix-huit heures trente. Il le porta le soir même à la connaissance des forces du camp retranché au début de l'ordre qu'il donnait pour le lendemain 4.

« Un corps d'armée allemand, vraisemblablement le IIe, s'est porté de Senlis vers le sud, mais n'a pas poursuivi son mouvement sur Paris et paraît avoir obliqué vers le sud-est. D'une manière générale, les forces allemandes qui se trouvaient en face de la 6e armée paraissent s'être orientées vers le sud-est. »

Pour comprendre les faits, il faut suivre les mouvements de l'aile droite allemande depuis le 28 août.

On se rappelle que ce jour-là l'armée Bülow avait ses deux corps de gauche sur l'Oise, tandis que les deux corps de droite saisissaient, l'un les passages de la Somme près de Ham, l'autre le canal Crozat près de Saint-Simon.

La Ire armée Kluck, qui marchait à l'ouest de la IIe, avait ses deux corps de droite, extrémité occidentale de tout le dispositif alle-

1. Mêmes livres à consulter que pour le chapitre II. — Gallieni, *Mémoires*, Paris, 1920. — Le général Canonge (*La Bataille de la Marne*, Paris, 1918) a mis en évidence le rôle décisif de la 5e armée. — Müller-Loebnitz, *Die Sendung des Oberstleutnants Hentsch*. Berlin, 1921, dans Forschungen und Darstellungen aus dem Reichsarchiv., Heft 1.

mand, placés par erreur l'un derrière l'autre, le IIe en avant, le IVe de réserve en arrière. Ils furent, le 28, engagés contre les éléments de l'armée Maunoury, l'un au nord, l'autre au sud de Péronne. Le IVe de réserve rejeta les Français vers l'ouest en direction de Combles; le IIe conquit les passages de la Somme en amont de Péronne, de Feuillères à Saint-Christ.

LES DEUX TÂCHES DE VON KLUCK.

Ainsi, le 28 au soir, les deux armées allemandes de droite occupent les hauts cours de la Somme et de l'Oise. Jusque-là Kluck avait été subordonné à Bülow; mais, le 27, son indépendance lui a été rendue. Or, Kluck est visiblement en présence de deux tâches contraires. L'une est de faire face à l'ouest, devant les forces françaises nouvelles qui viennent de se révéler sur son flanc extérieur, et qui viennent former la 6e armée Maunoury. Et il sait que ces forces sont importantes. Dès le 29, il a identifié le corps de cavalerie Sordet, le 7e corps, contre lequel il est engagé, ce jour-là même, à Proyart, et 7 autres divisions. L'autre tâche est au contraire de se rabattre au sud-est pour prendre en flanc la 5e armée française qui attaque le 29 l'armée Bülow. Il n'y a pas à tenir compte des Anglais qui, s'étant remis en retraite le 29 au soir, sont en échelon avec un jour d'avance sur Lanrezac, dont ils découvrent le flanc gauche.

LA CONVERSION SUR L'OISE.

Enfin une troisième mission était assignée en même temps à von Kluck par le grand quartier allemand. Établi très loin, à Luxembourg, ce grand quartier a toujours été informé trop tard, et ses instructions ne concordaient plus avec les circonstances. Le 28, il ordonne à von Kluck de marcher à l'ouest de l'Oise vers la Basse Seine. Von Kluck n'obéit pas, et, le 29, au lieu de marcher le long de l'Oise, il se rabat sur ce fleuve, entre Compiègne et Chauny, pour soulager Bülow attaqué. Le quartier général l'approuve le 30.

LA MARCHE SUR PARIS.

C'est là un changement essentiel. Au lieu que l'aile droite allemande marche par les deux rives de l'Oise, la IIe armée sur Paris, la Ire à l'ouest de Paris, voici que les deux armées sont l'une et l'autre à l'est de l'Oise, la IIe armée étendant sa gauche jusqu'à Reims. C'est donc maintenant la Ire armée von Kluck qui marche sur Paris. Le 1er septembre, les instructions du grand quartier sont qu'elle avance le 2 entre l'Oise et Soissons. La IIe armée avancera entre Soissons et Reims, où elle entrera par sa gauche. Et la IIIe armée avancera entre Reims et Châlons.

LE GLISSEMENT AU SUD-EST.

Mais, dans la nuit du 2 au 3, nouvelle instruction, d'une importance capitale. Tandis que, jusque-là, les deux armées allemandes de droite ont marché en faisant colonne au sud, von Kluck orientant sa droite sur Paris, voici que le grand quartier prescrit de manœuvrer, non plus à marcher sur Paris, mais à couper les Français de

Paris. C'est le fameux glissement que Gallieni apprend le 3, vers six heures du soir.

LA MARCHE DE VON KLUCK SUR LA MARNE.

L'état-major allemand confiait cette manœuvre à l'armée Bülow, l'armée Kluck restant à droite et en arrière, en échelon refusé, pour couvrir le dispositif face à Paris. Et une fois de plus von Kluck n'obéit pas. Il ne laisse devant Paris qu'un seul corps, le IVe de réserve, et avec tout le reste il se précipite, la gauche en avant, si fougueusement qu'il franchit la Marne dès le 3 septembre à Château-Thierry. Au lieu d'être en arrière de la IIe armée, il est en avant, et il empiète même sur ses zones de marche. Voici qui est grave. Tandis que, dans la pensée du commandement, la Ire armée tout entière devait couvrir l'ensemble du côté de Paris, cette armée est au contraire aventurée au sud de la Marne, en aile marchante, avec un seul corps devant Paris.

LA MANŒUVRE DE GALLIENI.

Le 4, à neuf heures du matin, le mouvement de von Kluck est assez évident pour que le général Gallieni passe à l'action. Il écrit au général Maunoury, commandant la 6e armée : « En raison du mouvement des armées allemandes qui paraissent glisser en avant de votre front dans la direction du sud-est, j'ai l'intention de porter votre armée en avant dans leur flanc, c'est-à-dire dans la direction de l'est, en liaison avec les troupes anglaises. » En même temps il ordonne de tenir les troupes prêtes à marcher l'après-midi du même jour et à entamer le mouvement général le lendemain 5. Enfin, à vingt heures et demie, donnant les ordres pour le lendemain, il prescrit à la 6e armée de se mettre en mouvement le 5 dans la direction de l'est en se maintenant sur la rive nord de la Marne, de façon à être prête à attaquer le 6 au matin, en liaison avec l'armée britannique.

II. — L'OFFENSIVE FRANÇAISE

DANS cette même journée du 4, le grand quartier général français prend lui-même la résolution de passer à la contre-offensive sur tout le front. Cette résolution est fondée sur deux faits d'ordre général : 1° La manœuvre enveloppante de l'adversaire sur notre aile gauche a échoué. En effet, la 5e armée s'est mise en sûreté le 3 au sud de la Marne, et, le 5, sur la ligne Sézanne-Courchamps, elle est prête à aborder de front l'ennemi. Elle est couverte à gauche par un flanc offensif, formé de l'armée anglaise et de la 6e armée, celle-là au sud de la Marne, celle-ci au nord, toutes deux prêtes à attaquer face à l'est, en direction générale de Meaux.

2° Le transfert de forces de l'aile droite à l'aile gauche et au

centre va être terminé le 6. Les dernières unités transportées sont le 15e corps par voie de terre, le 21e, une division du 9e, les 8e et 10e divisions de cavalerie par voie ferrée. Ces unités ont été prélevées sur la 1re et la 2e armées, au profit de la 3e. Inversement, une division du 6e corps (la 42e) a été prélevée sur la 3e armée au profit du centre. Enfin les divisions de réserve qui tenaient les Hauts-de-Meuse ont rejoint la 3e armée et prendront part avec elle à la bataille décisive.

L'ORDRE GÉNÉRAL N° 6. Le général Joffre envoie donc le 4 à dix-huit heures les instructions aux armées de gauche, sur les dispositions à prendre dans la journée du 5 pour partir à l'attaque le 6. Le 5 au matin, il envoie les instructions aux armées qui formeront la droite du mouvement (4e et 3e). L'ensemble de ces dispositions forme l'ordre général n° 6.

L'idée de la manœuvre est la suivante. L'armée française exécutera une double attaque enveloppante aux deux ailes. A l'aile gauche, la 5e armée attaquera face au nord, tandis que l'armée anglaise et la 6e armée attaqueront face à l'est dans le flanc de l'ennemi, la première sur Montmirail, la seconde sur Château-Thierry. La 9e armée couvrira à droite le mouvement de la 5e, sa droite au sud des marais de Saint-Gond, sa gauche sur le plateau de Brie au nord de Sézanne. A l'aile droite, la 4e armée contiendra de front l'ennemi, que la 3e armée, débouchant face à l'ouest, attaquera dans son flanc gauche. L'opération est donc formée de deux attaques symétriques par l'ouest et par l'est, sur les deux flancs des armées allemandes, tandis qu'au centre, les 5e, 9e et 4e armées attaqueront de front.

Le même jour, par le message n° 3948, le général Joffre avertit les troupes que le moment n'est plus de regarder en arrière ; que tous les efforts doivent être employés à attaquer et repousser l'ennemi ; que toute troupe qui ne pourra plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer.

LA JOURNÉE DU 5. Le 5, la Ire armée allemande, croyant toujours envelopper notre aile gauche, franchit le Grand-Morin entre Chauffry et Esternay. La IIe apparaît vers midi sur la ligne Champaubert-Vertus. La IIIe et la IVe armée atteignent le front Châlons-Bussy-le-Repos. La Ve armée descend des deux côtés de l'Argonne et atteint la ligne Possesse-Triaucourt-Julvecourt.

Dans cette même journée du 5, l'aile gauche alliée exécute les mouvements préparatoires qui doivent l'amener sur ses emplacements de départ pour l'offensive du 6. La 5e armée n'a qu'à resserrer légèrement sur sa gauche et s'établir sur le front Courtacon-

Sézanne. L'armée britannique était le 3 au sud de la ligne Marne-Petit-Morin. Ce jour-là, le général Gallieni fit part au maréchal French du glissement de von Kluck vers le sud-est et de sa propre intention d'attaquer dans le flanc de l'ennemi. Le maréchal, d'abord enclin à participer au mouvement, se reprit, sur les conseils de son chef d'état-major. Pour le 4, il donna repos aux troupes, avec ordre de se tenir prêtes à commencer au premier signal leur retraite derrière la Seine. Dans la journée, les ordres furent donnés d'atteindre le 5 la ligne Ormeaux-Ozoir, et le mouvement, commencé dès le 4, amena ce jour-là l'armée britannique derrière la route de Lagny à Provins. A ce moment-là, le général Joffre lui prescrivait au contraire de se porter le 5 en avant en exécutant un changement de front face à l'est, de façon à atteindre la ligne Coulommiers-Changis. Le maréchal French ne put pas exécuter un mouvement aussi considérable ; tout ce qu'il put faire fut de s'établir à une quinzaine de kilomètres en arrière de la ligne prescrite, au nord et au sud de Rozoy.

La 6e armée devait, le 5, se mettre en mesure de franchir l'Ourcq le 6 au matin entre Lizy et May. Le général Gallieni donna donc à cette armée, le 4 au soir, l'ordre de marcher le 5 vers l'est et d'amener son front à la hauteur de Meaux, de façon à être prête à attaquer le 6 au matin, en liaison avec l'armée anglaise. Mais de son côté Kluck s'était flanc-gardé du côté de Paris, en établissant un de ses corps de seconde ligne, le IVe de réserve, précisément sur ces plateaux à l'ouest de l'Ourcq que la 6e armée devait occuper. Le 4, le général von Gronau, qui commandait ce corps, avait eu connaissance de forces adverses à Dammartin et au sud. Le 5, on lui signale la marche de colonnes françaises dans la région de Saint-Mard. Il prend alors la résolution d'attaquer pour voir ce qu'il avait devant lui, et, à midi, les batteries allemandes ouvrent le feu. Le soir, les Français faisaient le front Penchard-Saint-Soupplets-Ver, bien éloigné de cette ligne de l'Ourcq qu'ils devaient atteindre dans la journée.

LE REVIREMENT DU QUARTIER GÉNÉRAL ALLEMAND.

A Luxembourg, au moment même où le grand quartier français donnait l'ordre d'attaquer, le grand quartier allemand reconnaissait le péril de foncer dans l'arc de cercle des armées françaises, et, voyant dans quel guêpier il tombait, le 4 au soir, il changeait brusquement sa manœuvre. Les nouveaux ordres arrivèrent aux armées le 5 au matin. En voici le texte.

« L'adversaire s'est soustrait à l'attaque enveloppante amorcée par la Ire et la IIe armée et il a réussi à se lier avec Paris par des détachements. Des dépêches et d'autres nouvelles font conclure en outre que l'ennemi prélève des troupes de la ligne Toul-Belfort et les envoie vers l'ouest, en même

temps qu'il amène des détachements d'armée devant le front, depuis la IIIe jusqu'à la Ve armée (allemande). Un refoulement de toute l'armée française en direction du sud contre la frontière suisse n'est donc plus possible. On doit bien plutôt compter que l'ennemi, pour défendre sa capitale et pour menacer le flanc droit de l'armée allemande, réunit des forces considérables dans la région de Paris et y amène des formations nouvelles.

La Ire et la IIe armée doivent en conséquence tenir en face du front est de Paris. Leur mission est d'agir offensivement contre les entreprises que l'ennemi monterait dans la région de Paris, et de s'appuyer réciproquement.

La IIIe armée prend sa direction de marche sur Vendeuvres. Selon les circonstances, elle passera la Seine en direction de l'ouest pour appuyer la Ire et la IIe armée, où elle prendra part aux combats de notre aile gauche dans la direction du sud ou de l'est.

La IVe et la Ve armée sont encore en contact avec un ennemi plus fort. Elles doivent tenter de le rejeter d'une façon continue vers le sud-est. Elles faciliteront ainsi le passage de la Moselle par la VIe armée, entre Toul et Épinal. La question de savoir si elles pourront, en liaison avec la VIe et la VIIe armée, acculer une fraction considérable de l'ennemi au territoire suisse, n'est pas encore à examiner.

La mission de la VIe et de la VIIe armée reste d'abord de fixer les forces qui se trouvent devant leur front. Il faudra passer aussitôt que possible à l'attaque de la Moselle entre Toul et Épinal, en se couvrant contre ces deux places.

Sa Majesté ordonne donc :

1° La Ire et la IIe armée se maintiennent devant le front est de Paris, pour agir offensivement contre les entreprises ennemies partant de Paris. La Ire armée entre l'Oise et la Marne, la IIe armée entre la Marne et la Seine. Le IIe corps de cavalerie à la Ire armée, le Ier corps de cavalerie à la IIe.

2° La IIIe armée doit avancer sur Troyes-Vendeuvres.

3° La IVe et la Ve armée doivent par une poussée continue vers le sud-est ouvrir à la VIe et à la VIIe armée le passage de la Moselle supérieure. L'aile droite de la IVe armée par Vitry, l'aile droite de la Ve armée par Revigny. Le IVe corps de cavalerie éclaire devant le front de la IVe et de la Ve armée.

4° Les missions de la VIe et de la VIIe armée demeurent les mêmes. »

LA REMONTÉE DE VON KLUCK AU NORD DE LA MARNE.

A la manœuvre par la droite, poursuivie depuis le début de la campagne, l'état-major allemand substituait une manœuvre par la gauche, la Ire et la IIe armée n'ayant plus qu'un rôle défensif. Pour jouer ce rôle, qui est de surveiller Paris, il faut que von Kluck remonte au nord de la Marne, tandis que von Bülow descendra au sud, l'un et l'autre côte à côte et face à l'ouest. Le 5, à onze heures du soir, von Kluck donne à ses corps de gauche l'ordre pour le 6 de remonter au nord de la Marne. Or, pendant que ces mouvements s'exécutent, le commandement français a donné de son côté l'ordre d'offensive générale pour le 6 au matin. On voit par quel hasard von Kluck, au lieu de faire face à toute l'armée Maunoury avec un seul corps, comme il l'avait imprudemment risqué, put lui opposer trois corps, le IIIe et le IXe restant seuls au sud de la Marne.

De son côté, Bülow, marchant de la Marne vers la Seine selon les instructions allemandes du 4, vint heurter le 6 la 5e armée française. Depuis le 3 septembre, le général Lanrezac avait passé le commandement au général Franchet d'Esperey. Celui-ci, conformément aux instructions du 4, se portait en avant à la rencontre de l'adversaire, et la bataille s'engagea entre Seine et Marne.

Les deux corps de gauche de von Kluck étaient restés au sud de la Marne. Comme il était impossible à ce général de diriger à la fois une bataille sur l'Ourcq avec sa droite et une bataille sur la Marne avec sa gauche, il passa ces deux corps à von Bülow. Mais, dès le 7 au matin, il les redemandait : « Entrée en ligne IIIe et IXe corps sur l'Ourcq impérieusement désirable. L'ennemi se renforce considérablement; prière de mettre les corps en marche en direction la Ferté-Milon et Crouy. » Ce radio arriva à la IIe armée à onze heures un quart. Un des corps fut immédiatement renvoyé. L'autre, engagé près d'Esternay, fut seulement retiré derrière le Dellau, pour être remis le lendemain à la disposition de la Ire armée. Le 8, Kluck se retrouvait donc sur l'Ourcq toutes forces réunies.

III. — LA BATAILLE DE L'OURCQ

LA COMPOSITION DE LA 6e ARMÉE.

QUAND l'armée Maunoury s'était mise en route face à l'est, le 4, elle comprenait le 7e corps, les 55e et 56e divisions de réserve (groupe Lamaze) et une brigade marocaine. Dès le 4, le général Gallieni lui adjoignait la 45e division algérienne. Le corps de cavalerie Sordet, rattaché à l'armée, prit place le 7 à la gauche, vers Nanteuil-le-Haudoin. Le 4e corps, qui venait de la 3e armée, commença ses débarquements le 4. L'une de ses divisions, la 8e, fut, sur la demande expresse du maréchal French, maintenue à la droite, où elle ne fit rien; la 7e fut, comme nous le verrons, portée le 8 à la gauche menacée. Les 61e et 62e divisions de réserve (groupe Ebener), d'abord chargées de couvrir le front nord du camp retranché, furent mises en ligne, l'une le 7, l'autre le 9.

La 6e armée partit de Dammartin comme centre le 5 au matin, le 7e corps à gauche, les divisions Lamaze à droite, la 45e division en arrière. Elle fut attaquée, comme on a vu, vers Iverny, par le IVe corps de réserve, qui voulait savoir ce qu'il avait devant lui. Les Allemands identifièrent les deux divisions Lamaze, et soupçonnèrent l'existence d'une troisième division. A la nuit, ils se replièrent derrière la Thérouanne.

LA JOURNÉE DU 6.

Le 6, à l'aube, le général Maunoury reprit l'attaque. A dix heures

du matin, le IV[e] corps de réserve allemand fut soutenu par le II[e], commandé par le général Linsingen. Ce corps, ramené au nord conformément aux ordres du grand quartier du 4, devait cantonner le 6 dans la boucle de la Marne, au sud de cette rivière, de Germigny à Isles. Mais, en voyant son voisin engagé, Linsingen marcha au canon. Il passa la Marne et porta sa division de gauche (3[e]) à Vareddes, et sa division de droite (4[e]) par Lizy sur Trocy. Il prit ainsi place par une de ses divisions à gauche et au sud de Gronau, par l'autre à droite et au nord. Cette division de droite, la 4[e], essaya de déborder l'extrémité nord des Français vers Étavigny.

Malgré cette intervention, le général Maunoury refoula l'adversaire sur tout le front, et en fin de journée il avait sa droite à Chambry, sa gauche à Acy, à une dizaine de kilomètres de l'Ourcq.

LA JOURNÉE DU 7. Le 7, renforcé à son tour à son aile nord par la 61[e] division et par le corps de cavalerie, Maunoury essaya à son tour de déborder son adversaire. A seize heures, la 61[e] division atteignait Villers-le-Grand; le corps de cavalerie atteignait Bargny et marchait sur Cuvergnon. Mais il était trop fatigué pour menacer sérieusement le flanc et les communications de l'ennemi.

De son côté, von Kluck avait reçu un puissant renfort : le IV[e] corps actif avait repassé la Marne, et un ordre de vingt-deux heures trente avait prescrit une marche de nuit qui amenât pour l'aube les troupes au centre même de la bataille sur la ligne Trocy-Rozoy. Ainsi, le 7 au matin, les trois corps allemands, leurs unités mélangées, tenaient le front, prolongés à droite par la 4[e] division de cavalerie. Pour parer aux inconvénients du mélange, le général von Kluck répartit ses forces en 3 groupements : groupement du nord fait d'éléments du II[e] et du IV[e] corps, d'Antilly à Acy, sous le général Sixt von Arnim; groupement du centre, avec des éléments du IV[e] corps et du IV[e] de réserve, de Vincy à Trocy, sous le général Gronau; groupement du sud fait d'éléments du II[e] corps et du IV[e] de réserve sous le général von Trossel.

LA JOURNÉE DU 8. Dans la journée du 7, les deux armées étaient donc à peu près à égalité, six divisions d'infanterie contre six, et en fin de journée elles étaient en équilibre. Mais cet équilibre allait être rompu. Les Français acheminaient vers la ligne de feu une division, la 7[e] (4[e] corps), qui avait débarqué dans la journée à Paris. Mais elle est épuisée. Pour qu'elle arrivât à temps sur le champ de bataille, le général Gallieni réquisitionna les auto-taxis de la capitale, et leur fit transporter l'infanterie de la division, qui arriva dans la nuit à l'extrême gauche de l'action, à Nanteuil-le-Haudoin. De leur côté, les Allemands amenaient trois divisions, à savoir deux du

IXe corps et la 6e du IIIe corps. On se rappelle en effet que von Kluck avait redemandé ses deux derniers corps à von Bülow, le 7, à onze heures quinze.

De part et d'autre on appliqua ces forces à l'extrémité nord, à l'extrémité libre de la ligne de bataille. La 7e division française débarqua, comme on vient de le dire, à Nanteuil-le-Haudouin. Les trois divisions allemandes furent portées sur Crouy et la Ferté-Milon. En apprenant que ces longues colonnes marchaient du sud au nord, le commandement français avait cru un peu vite que l'armée von Kluck battait en retraite. Le général Maunoury fut détrompé dès le 8. Loin de se retirer, son adversaire manœuvrait à l'envelopper sur sa gauche. Le 8 au soir, la 6e division allemande entrait en action à Cuvergnon, et le IXe corps à sa droite était prêt à commencer le 9 au matin le mouvement décisif sur la gauche française, en partant de l'Ourcq, sur le front Mareuil-la Ferté-Milon. Enfin une brigade de landwehr était acheminée de Villers-Cotterets à l'extrémité de la ligne.

LA JOURNÉE DU 9.

La journée du 9 est extrêmement dure pour l'armée Maunoury, qui perd Betz et Nanteuil-le-Haudoin, et qui doit replover sa gauche jusqu'à Silly-le-Long. Cependant, plus au sud, on a constaté dans l'après-midi un ralentissement de l'attaque allemande. Des batteries ont cessé de tirer. Des tranchées ont été abandonnées. Que s'est-il passé?

A quinze heures, l'état-major de l'armée Kluck, au moment où il se croyait vainqueur, a vu arriver l'homme de confiance du général de Moltke, le lieutenant-colonel Hentsch. Cette visite a été un des coups de théâtre de la guerre. Voici comment le journal de marche de la Ire armée la relate :

« Le lieutenant-colonel Hentsch apporta la communication suivante : La situation n'était pas favorable. La Ve armée était arrêtée devant Verdun, la VIe et la VIIe devant Nancy-Épinal, la IIe armée était en morceaux. La retraite derrière la Marne était définitive. L'aile droite de la IIe armée ne s'était pas repliée, elle avait été rejetée. Il était donc nécessaire de retirer les armées toutes à la fois, la IIIe au nord de Châlons, la IVe et la Ve en liaison par Clermont-en-Argonne sur Verdun. La Ire armée devait pareillement retraiter, en direction Soissons-Fère-en-Tardenois, ou à la dernière extrémité sur la ligne Laon-la-Fère. — Il dessina au fusain sur la carte du chef d'état-major de la Ire armée, général von Kuhl, la ligne que les armées devaient atteindre.

A Saint-Quentin une nouvelle armée serait rassemblée. Ainsi une nouvelle opération pourrait commencer.

Le général von Kuhl remarqua que la Ire armée était en pleine attaque et qu'une retraite serait rendue très dangereuse par l'enchevêtrement des unités.

Le lieutenant-colonel Hentsch déclara qu'il ne restait pourtant rien

d'autre à faire. Il concéda qu'il était impossible de retraiter du combat actuel dans la direction prescrite, et qu'il fallait le faire en ligne droite, tout au plus sur Soissons, la gauche derrière l'Aisne. Il indiqua que ces directives restaient valables, quelques autres communications qui arrivassent ensuite. Il avait pleins pouvoirs. Le premier quartier-maître de la Ire armée, le colonel von Bergmann, assistait à l'entretien. »

En conséquence, la Ire armée allemande se décrocha dans la nuit du 9 au 10, et le 12 elle était en position défensive au nord de l'Aisne.

II. — *LA DÉFAITE DE LA IIe ARMÉE*

C'EST à la IIe armée qu'il faut chercher les raisons de ce recul. Le 6, von Bülow, marchant, comme on l'a vu, de la Marne vers la Seine, s'est heurté à la 5e armée française de Franchet d'Esperey, qui se portait en avant, conformément à l'ordre général. Le combat fut extrêmement violent. Le départ du IXe et du IIIe corps donna au commandement français l'impression que les Allemands battaient en retraite, et, dès le 7, le grand quartier prescrivait au général Franchet d'Esperey, par l'ordre général n° 7, de suivre l'ennemi dans un dispositif qui, si l'ennemi s'arrêtait, permît d'engager la bataille sans lui laisser le temps de s'organiser. L'armée devait marcher par sa gauche, en soutenant par sa droite la 9e armée. Il y avait dans les vues du grand quartier une part d'illusion et une part de vérité. Ce n'était pas pour retraiter que les colonnes allemandes remontaient vers le nord. Mais leur départ laissait entre l'aile gauche de Kluck et l'aile droite de Bülow une large brèche, par où la 5e armée française pouvait exécuter un mouvement enveloppant sur l'aile de von Bülow.

L'INSTRUCTION PARTICULIÈRE N° 19.

Le 8, la situation devient plus claire encore. Le commandement français a reconnu, sinon le changement de front de von Kluck, du moins l'état de fait créé par cette manœuvre. L'instruction particulière n° 19, de ce jour, constate que les forces allemandes forment deux groupes, l'un opposé à la 6e armée, l'autre à la 5e et à la 9e, et qui ne sont reliés devant le front britannique que par de la cavalerie et des détachements de toutes armes. On ne peut définir plus clairement la situation de Kluck, de Bülow, et du corps Marwitz qui les relie. De son côté, le maréchal French aurait reconnu cette situation, d'après son propre témoignage, dans la nuit du 7 au 8. Il avait franchi le 7 le Grand-Morin, il attaqua le Petit-Morin le 8 au matin, le passa, et atteignit la Marne, entre la Ferté-sous-Jouarre et Nogent-l'Artaud. Le 9, sur la demande du

général en chef, il débouchait au nord de la Marne, en aval de Château-Thierry.

L'ATTAQUE DE LA 5e ARMÉE.

De son côté, le général Franchet d'Esperey avait reçu le 8 l'ordre d'appuyer les Anglais par son corps de gauche, qui passerait la Marne à Château-Thierry, tandis que son corps de droite appuierait la 9e armée. Pendant ce temps, le gros de l'armée, marchant droit au nord, refoulerait au delà de la Marne les forces adverses. Sous ce choc, énergiquement exécuté, la IIe armée allemande plia. Sa droite, formée de la 13e division (VIIe corps) et du Xe corps de réserve, dut être repliée le soir sur la ligne Margny-le-Thoult. Sur les talons de l'ennemi, le général Mangin rentrait à Montmirail. Le 9, il n'y avait plus de doute pour le général von Bülow qu'une puissante masse adverse allait s'insérer entre sa droite tournée et la Ire armée qui allait être tournée à son tour. Ses aviateurs lui signalaient sur la Marne, entre la Ferté-sous-Jouarre et Château-Thierry, quatre longues colonnes, dont les têtes, à neuf heures du matin, arrivaient à Nanteuil, Citry, Pavant et Nogent-l'Artaud. Or, il y avait auprès de von Bülow l'envoyé du grand quartier, le lieutenant-colonel Hentsch, chargé verbalement le 8 d'aller tirer la situation au clair depuis la Ve jusqu'à la Ire armée. D'accord avec lui, le général von Bülow donna, vers onze heures, l'ordre de retraite, la droite sur Damery. Il en avisa von Kluck par un radio qui arriva vers treize heures. Enfin on a vu comment le lieutenant Hentsch est allé porter à celui-ci, dans l'après-midi du 9, l'ordre de la retraite.

V. — *LA TENTATIVE DE LA IIIe ARMÉE*

PENDANT que la IIe armée se mettait en retraite, que se passait-il à sa droite, à la IIIe armée von Hausen

Le 6 au soir et surtout le 7, von Hausen avait parfaitement vu comment il pourrait dégager les deux armées de droite, en attaquant lui-même énergiquement la petite armée Foch, qui lui était opposée. C'est la manœuvre que l'état-major français a plus tard définie en disant que l'ennemi, compromis à la droite, avait cherché la riposte au centre.

LE GROUPEMENT KIRCHBACH ET LE GROUPEMENT D'ELSA.

Von Hausen monta sa manœuvre en s'appuyant à droite sur la 2e division de la garde, mise à sa disposition par la IIe armée, et en se liant à gauche au VIIIe corps, qui était à la IVe armée. Il forma deux groupements : celui de droite, sous les ordres du général von Kirchbach, était opposé à la droite de l'armée Foch, celui de

gauche, sous les ordres du général d'Elsa, était opposé à la gauche de la 4e armée française (Langle de Cary). Ainsi les armées n'étaient pas symétriquement opposées. La gauche de Foch aura affaire à la IIe armée Bülow, malmenée d'ailleurs par Franchet d'Esperey. La droite de Foch (11e corps) portera le poids des 3 divisions de Kirchbach.

LA JOURNÉE DU 8

L'armée von Hausen attaqua le 8 à l'aube. Le groupement Kirchbach refoula la droite de Foch ; au contraire, le groupement d'Elsa ne progressa que péniblement, tandis que le VIIIe corps sur sa gauche était arrêté. Cependant, le 8 au soir, Hentsch, qui était ce jour-là à la IIIe armée, faisait savoir au grand quartier que la situation de cette armée était excellente.

LA JOURNÉE DU 9.

Le groupement Kirchbach, bien que Bülow, pressé par Franchet d'Esperey, lui eût retiré le 8 au soir la division de la garde qu'il lui avait prêtée, continua le 9 ses attaques, et rejeta les Français derrière la ligne de la Maurienne. Les choses en étaient là, quand, à une heure vingt de l'après-midi, arriva la même dépêche qu'avait reçue von Kluck : « La IIe armée bat en retraite, son aile droite sur Damery. »

En même temps que Bülow se repliait, il avait donné à Kirchbach, bien que ce général appartînt à l'armée von Hausen, l'ordre de battre pareillement en retraite à une heure. Kirchbach fit connaître cet ordre à von Hausen, en ajoutant qu'il avait ajourné son repli jusqu'à quatre heures et demie. La bataille continua donc pendant la première partie de l'après-midi.

L'aile droite de l'armée Foch était vivement poussée tandis que l'aile gauche était déjà dégagée. Ce général eut alors l'idée de faire passer la 42e division de sa gauche à sa droite, en la faisant défiler derrière toute la ligne de bataille, pour la jeter dans le flanc des Saxons. Cette manœuvre n'eut pas le temps de donner ses effets. A cinq heures et demie, était arrivé à von Hausen un second télégramme de la IIe armée, confirmant la retraite de celle-ci et annonçant la retraite de von Kluck.

Von Hausen ne pouvait plus que se conformer au mouvement des armées de droite. Dès les premières nouvelles, il avait pris des mesures en vue d'un repli éventuel. Il donna l'ordre de retraite, laissant de grosses arrière-gardes sur la Somme et sur la ligne Soudé-Maisons-en-Champagne, tandis que les gros devaient atteindre la ligne Trécon-Cheppes.

LA NOUVELLE MANŒUVRE DU GRAND QUARTIER ALLEMAND.

Il avait télégraphié ces dispositions au grand quartier quand il en reçut un radio qui lui donnait les intentions du commandement. Celui-ci, pour la quatrième fois en onze jours, montait une nouvelle manœuvre, fondée sur une offensive de la Ve armée (Kronprinz), à l'ouest de Verdun, dans la nuit du 9 au 10. La IIIe armée devait tenir

au sud de Châlons et être prête à repasser à l'offensive, à laquelle la IVe armée se lierait s'il se présentait quelque perspective de succès. Une seconde dépêche du grand quartier arriva à dix heures et demie du soir, et confirma la première. « La IIIe armée reste au sud de Châlons. L'offensive doit être reprise le 10 septembre aussitôt que possible. » — Ainsi, dans cette journée du 9, le commandement allemand, battu à sa droite, n'abandonnait pas la partie. A la défaite de sa droite, il répondait par une offensive de sa gauche.

LA JOURNÉE DU 10.

Pour obéir à ces nouveaux ordres, von Hausen regroupa son armée. Sa droite, grâce à l'épuisement de la droite de Foch, se décrocha aisément; la gauche attendit la nuit. Le XIXe corps, qui formait cette aile, était resté dans ses positions pour donner la main au VIIIe de la IVe armée. Il fut attaqué sur sa droite le 10 par les Français et dégagé par une division du XIIe corps. Pendant ce temps, le reste de l'armée exécutait ses mouvements sans difficulté. Mais, en fin de journée, à dix-neuf heures quinze, la IIe armée fit savoir qu'elle était tellement pressée qu'elle pensait à replier ses arrière-gardes derrière la Vesle; elle souhaitait que la IIIe armée se liât à ce mouvement. A vingt heures, arriva un ordre du grand quartier, daté de dix-sept heures quarante-cinq; cet ordre confirmait le repli de la IIe armée derrière la Vesle, la gauche à Thuisy; la Ire armée devait recevoir des instructions de la IIe; la IIIe devait se lier à la IIe et tenir la ligne Mourmelon-le-Petit, Francheville-sur-Woëvre, abandonnant ainsi la Marne, Châlons, et renonçant à l'offensive; la IVe armée devait se lier par sa gauche à la IIIe et tenir la rive nord du canal de la Marne au Rhin jusqu'à Revigny. Ces positions devaient être fortifiées et maintenues. Le repli s'exécuta dans la nuit. Le 11, toute la IIIe armée avait repassé la Marne; le général von Hausen quitta Châlons le 11 à quatre heures du matin et transféra son quartier général à Suippes.

VI. — LA TENTATIVE DU KRONPRINZ

D'APRÈS l'ordre général du 4, les deux armées françaises qui tenaient le front entre l'Argonne et Verdun devaient se porter en avant le 6 et attaquer, la 4e de front et face au nord, la 3e dans le flanc de l'ennemi et face à l'ouest. — D'autre part, le même jour, c'est-à-dire le 4, le commandement allemand, sentant la victoire lui échapper à sa droite, avait espéré la ressaisir à sa gauche, par une action combinée des IVe, V^e, VIe et VIIe armées. Cependant, dès le 6 septembre, le général de Moltke retirait à la VIe et à la VIIe armée quatre corps qu'il transportait dans le nord de la France

pour en former une nouvelle armée à l'aile droite. Dès ce jour-là, le transport de la VIIe armée était décidé; elle irait à l'autre bout du champ de bataille prolonger à l'ouest la Ire armée. Il semble que l'état-major allemand ait hésité entre la manœuvre par l'une ou l'autre aile, et gaspillé ses forces.

LA BATAILLE A LA IVe ARMÉE ALLEMANDE.

La IVe armée allemande avait pour mission de s'ouvrir un passage vers le sud-est. La Ve armée, à sa gauche, avait pour mission particulière d'isoler Verdun, et de pénétrer dans la région fortifiée de la Meuse. Les deux adversaires, 4e et 3e armées d'un côté, IVe et V^e^ de l'autre, vont donc marcher à la rencontre l'un de l'autre. La IVe armée passe l'Ornain le 6 et elle attaque la droite de la 4e armée française, dont la gauche, comme on l'a déjà vu, est aux prises avec la IIIe armée von Hausen. La 4e armée est refoulée le 7 sur la ligne Humbauville-Maurupt, où elle se maintient. Le commandement a mis à sa disposition le 21e corps, rappelé des Vosges. Le général de Langle porte ce corps à sa gauche vers Sompuis, où il importe de dégager la 9e armée. L'action du 21e corps commence à se faire sentir le 10 : on a vu que le général de Langle peut avec sa gauche ainsi renforcée attaquer la gauche de von Hausen. Enfin, le 10 au soir, arrivait du grand quartier allemand l'ordre de repli; la IIIe armée allemande battait en retraite dans la nuit, et la IVe le 11. Le front de la 4e armée française était dégagé.

LA BATAILLE A LA Ve ARMÉE ALLEMANDE.

La Ve armée du Kronprinz allemand avait eu affaire à la 3e armée Sarrail. Le Kronprinz manœuvrait à déborder l'aile gauche de son adversaire en le coupant de Langle de Cary. Sarrail, de son côté, avait reçu pour directive de tomber dans le flanc gauche du Kronprinz pendant qu'il marcherait vers le sud. La bataille s'engagea le 6 sur le front Vassincourt-Souilly. Le principal danger pour le général Sarrail est sur sa gauche, où un trou le sépare de la 4e armée, et où son aile peut être tournée. Il jette dans cet intervalle le 15e corps qui lui est envoyé de Lorraine, et dont les premiers éléments interviennent dans l'après-midi du 7. Sur le reste du front, le 5e et le 6e corps français prennent nettement la supériorité d'artillerie : le 8, l'artillerie du 6e corps détruira 11 batteries allemandes repérées par avions. Grâce à cette supériorité, l'infanterie des corps d'armée peut progresser légèrement. Mais les Allemands se renforcent en batteries de gros calibre. Les deux armées se retranchent, et combattent sur place. Sur la droite française, les forts de Verdun sont bombardés, et le 9, dans le dos de Sarrail, des forces allemandes venant par la rive droite de la Meuse donnent deux fois l'assaut au fort de Troyon qui résiste.

Le 8, le commandement français a autorisé le général Sarrail à

replier sa droite, c'est-à-dire à lâcher Verdun pour conserver à gauche sa liaison avec la 4e armée. Cependant le général Sarrail réussit à se maintenir sur ses positions. Le 9, l'état-major allemand ordonne pour le lendemain cette suprême attaque du Kronprinz, qui doit, si elle réussit, se poursuivre par une reprise d'offensive de von Hausen et du duc de Wurtemberg. Le Kronprinz lance donc, à l'aube du 10, 2 corps d'armée sur l'aile droite de Sarrail, formée par le 6e corps. Cette attaque échoue complètement. C'est le dernier espoir de l'état-major allemand qui s'évanouit. Le soir même il prescrit définitivement la retraite de la IIIe et de la IVe armée. Le 13 au matin, la Ve armée commence à son tour son repli.

VII. — LA BATAILLE DU GRAND-COURONNÉ

LA manœuvre allemande par la gauche, ordonnée le 4 par le grand quartier, comprenait enfin le passage de la Moselle par les VIe et VIIe armées. La VIe armée est commandée par le kronprinz de Bavière, la VIIe par le général von Heeringen. Elles ont devant elles la 2e armée Castelnau et la 1re armée Dubail.

LA BATAILLE DE LA TROUÉE DE CHARMES.

Après la défaite de Mohrange, la 2e armée française s'était établie face à l'est de la crête de Belchamp au Grand-Couronné, tandis qu'à sa droite la 1re s'établissait face au nord et au nord-ouest, les deux armées formant ainsi un angle d'équerre, dans lequel l'armée bavaroise vint se jeter. Le 24 août au matin, elle attaqua la 1re armée, dans le dessein de forcer la trouée de Charmes, mais elle présentait ainsi le flanc à la 2e armée; le général de Castelnau, manœuvrant par sa gauche, jeta dans le flanc droit du prince de Bavière la 70e division Fayolle et le 20e corps. Puis, le lendemain 25, reportant toute son artillerie à sa droite, le général de Castelnau manœuvra par cette aile, en laissant cette fois sa gauche sur la défensive. L'ennemi, menacé sur la ligne de communication par le 16e corps, abandonne Rozelieures. Toute l'armée Castelnau se porte alors en avant vers trois heures de l'après-midi, obligeant les Bavarois à se replier. Le lendemain 26, tandis que le kronprinz de Bavière continuait son repli, le général von Heeringen, qui commandait la VIIe armée allemande, essaya de rétablir la partie en attaquant furieusement l'armée Dubail. Il réussit à amener sa droite devant Rambervillers et sa gauche à Saint-Dié, où elle entra le 29. Mais, n'étant pas soutenu par la VIe armée, il dut s'arrêter.

LA BATAILLE DU GRAND-COURONNÉ.

L'attaque allemande reprit le 4 septembre dans l'après-midi. Tandis qu'en août l'ennemi, négligeant Nancy, avait cherché à se frayer un chemin plus au sud par la trouée de Charmes, cette fois

il va tenter d'enlever directement Nancy, en emportant le croissant de hauteurs qui, de Sainte-Geneviève au Rembêtant, couvre cette ville vers l'est, et qu'on appelle le Grand-Couronné. Une lutte acharnée s'engage, où les Allemands ont une grande supériorité d'artillerie lourde. Le 7 au matin, la colline de Sainte-Geneviève, extrémité nord du Grand-Couronné, est évacuée par les Français. Le général de Castelnau a préparé les ordres de retraite. Cependant, sur les instances du général Dubail, et en apprenant que Sainte-Geneviève n'avait pas été occupée par l'ennemi, il renonça au repli et continua la lutte. Le 8 septembre, l'attaque allemande commença à mollir. Le 10, la 2e armée française repassait à l'offensive. Le 12 au matin il devint évident que les Allemands se repliaient. A huit heures, les Français rentraient dans Lunéville. On occupa les positions abandonnées par l'ennemi, sans poursuite véritable. Ce fut la fin des grandes opérations en Lorraine. Tout l'intérêt était maintenant dans l'ouest, à l'aile gauche du dispositif général. Le 13 septembre, l'armée Castelnau était disloquée, en vue de renforcer cette aile gauche. Le quartier général était ramené à Commercy où, le 18 septembre, l'état-major recevait l'ordre de s'embarquer pour une autre destination.

L'ARMÉE DUBAIL. Sur le front de la 1re armée Dubail, l'attaque allemande s'était pareillement produite le 4. L'ennemi manœuvrait contre l'aile droite de l'armée, qui fut rejeté sur la Haute-Meurthe. Mais, dès le 6, elle repassait à l'offensive. Cependant, des deux côtés, le haut commandement affaiblissait les armées de l'est au profit des armées de l'ouest. Le 6, l'état-major allemand avait retiré au général von Heeringen le XVe corps, qui fut envoyé par Trèves vers l'ouest; le reste de la VIIe armée avait été rattaché à la VIe. L'état-major de la VIIe armée fut lui-même transporté dans l'ouest. L'armée devait être reconstituée autour de Saint-Quentin, et former l'extrême droite du dispositif. Ces indices d'affaiblissement des forces qui étaient devant lui, connus du général Dubail, l'engagèrent à reprendre l'offensive le 9; mais lui-même avait perdu successivement le 21e corps, et la 6e division de cavalerie; le 9, il reçut l'ordre de tenir prêt au départ un autre corps; il désigna le 13e, qui dut embarquer à partir du 11, dans la région d'Épinal.

Le 11 au matin, il devint avéré que les Allemands battaient en retraite devant la droite de l'armée. Le général Dubail prescrivit donc de poursuivre l'offensive sur tout le front. Mais il reçut ce jour-là même du grand quartier l'ordre de retirer du front un troisième corps pour le constituer en réserve générale de la 1re et de la 2e armée. Il désigna le 8e corps. Le 13 au matin, au moment où il

GOUVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS

Armée de Paris,
Habitants de Paris,

Les Membres du Gouvernement de la Republique ont quitté Paris pour donner une impulsion nouvelle à la defense nationale.

J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur.

Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout.

Paris, le 3 Septembre 1914

GALLIÉNI

AFFICHE PLACARDÉE LE 3 SEPTEMBRE 1914 SUR LES MURS DE PARIS

La bataille de la Marne bat son plein. Pendant qu'il collabore à la victoire, grâce à l'envoi opportun de troupes, le général Galliéni affermit le courage des Parisiens par sa proclamation sobre, digne et d'une admirable énergie.



Cl. Liatl. Tranty

DANS LES CHAMPS DE LA MARNE

Après une bataille de sept jours (6-12 septembre 1914) les Allemands ont reculé, laissant sur le terrain un grand nombre de morts. Les armées germaniques ont gagné des retranchements préparés d'avance où elles s'abriteront de longs mois.

s'apprêtait à poursuivre l'ennemi, ce corps reçut l'ordre de se porter à l'arrière, dans la région de Charmes.

Le départ de la 2e armée étendit la zone d'action de la 1re armée jusqu'au contact de la 3e. En même temps sa composition était modifiée. L'est cessait d'être un théâtre d'opérations actives. Composée désormais de divisions de réserve, la 1re armée se bornerait à garder les positions reconquises.

LA BATAILLE DE LA MARNE.

Les opérations du 6 au 13 septembre, connues sous le nom à jamais glorieux de bataille de la Marne, ont eu une importance décisive dans l'histoire de la guerre. Le dessein initial de l'ennemi, qui était de battre rapidement la France avant l'entrée en ligne de la Russie, avait échoué. La France était victorieuse; dans le même temps la Russie, si elle subissait à l'aile nord une défaite qui la contraignait d'évacuer la Prusse orientale, remportait à l'aile sud des victoires qui l'amenaient sur les Carpathes. Le gouvernement allemand destitua le chef d'état-major, qui était le général von Moltke, et le remplaça par le général von Falkenhayn. Toutefois cette destitution fut tenue secrète jusqu'au milieu de novembre. A la tête de la IIIe armée, le général von Hausen fut remplacé le 13 septembre par le général von Einem.

CHAPITRE V

LA BATAILLE DES FLANDRES[1]

I. LA RETRAITE ALLEMANDE. — II. LA COURSE A LA MER. — III. L'OFFENSIVE ALLEMANDE EN FLANDRE.

I. — LA RETRAITE ALLEMANDE

LE 11 septembre, la Ire armée allemande, battant en retraite entre l'Oise et Soissons, avait atteint l'Aisne; à sa gauche, l'aile occidentale de la IIe armée se retirait par Braisne et Fismes. Devant ces armées, les Alliés atteignent, le 11 au soir, la ligne Forêt de Compiègne-Villers-Cotterets-Fère-en-Tardenois-Épernay-Châlons-sur-Marne.

LA MANŒUVRE SUR LA DROITE ALLEMANDE.

Dès que les Allemands sont en retraite, le commandement français cherche à manœuvrer leur flanc ouest. Le 10, le 1er corps de cavalerie, qui a passé du général Sordet au général Bridoux, reçoit pour mission de « chercher constamment à inquiéter les lignes de communication et de retraite de l'ennemi ». Le 11 septembre, l'instruction 4814 à la 6e armée rappelle que la zone de marche de cette armée n'est pas limitée à l'ouest : si l'ennemi fait tête sur l'Aisne, il faudra déborder sa droite en franchissant la rivière.

Il se peut d'ailleurs que cette droite soit renforcée par des corps de réserve allemands, rappelés, soit d'Anvers que bloque le IIIe corps de réserve, soit de Maubeuge, qui avait été rendu le 8 septembre à midi au VIIe corps de réserve. Aussi la gauche de Maunoury est-elle à son tour renforcée dès le 10 par la 37e division, prélevée sur la 5e armée, et le 12 par le 13e corps, prélevé sur l'armée Dubail.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Louis Madelin, *La mêlée des Flandres*, Paris, 1917 (contient une bibliographie jusqu'à cette date). — Capitaine Schwink, *Die Schlacht an dem Yser und bei Ypern im Herbst 1914*, Oldenburg, 1918.

Le 11 et le 12, la droite ennemie, qui a pris position derrière l'Aisne, a terminé son repli; mais c'est maintenant la gauche allemande qui bat en retraite à son tour. Le 13, tandis que cette retraite s'achève, les colonnes françaises se heurtent sur divers points à des arrière-gardes tenant des positions organisées. Le 14, cette résistance s'accentue. L'ennemi tient un front jalonné par les hauteurs au nord de l'Aisne entre l'Oise et Berry-au-Bac, le canal de Berry-au-Bac à Courcy, les abords est de Reims, la Vesle jusqu'à Prunay, la Suippe à Saint-Hilaire, les collines de Champagne à la hauteur de Souain, l'Aisne à Vienne-la-Ville, les collines au nord de Verdun.

LA BATAILLE DE L'AISNE.

Ainsi, le 14, le front allemand est fixé. Seule l'aile droite ennemie est encore dans une situation très périlleuse. Non seulement elle est découverte sur son flanc extérieur (ouest), mais son flanc intérieur (est) ne paraît relié au gros, dans le sud-est de Laon, que par une nombreuse cavalerie. Le commandement français tente d'enlever cette aile droite isolée. Le 14 septembre, l'instruction particulière n° 25 donne mission à la 6ᵉ armée française, à l'armée britannique et à la 5ᵉ armée française de l'attaquer, pendant que les 9ᵉ et 4ᵉ armées françaises refouleront sur la Meuse ou du moins contiendront le centre ennemi. Les armées de droite, 3ᵉ, 2ᵉ et 1ʳᵉ, couvriront le flanc de l'opération contre une attaque débouchant de Metz. Le 15, la bataille s'engage sur tout le front.

L'extrémité de la droite allemande paraissant être le 14 vers Nampcel, la 6ᵉ armée chercha à l'envelopper le 15 par Puisaleine et Carlepont. Le 16, une division du 13ᵉ corps étendit le mouvement jusqu'à la rive ouest de l'Oise et marcha sur Noyon. Mais les Allemands avaient fait une manœuvre analogue, et les Français furent violemment contre-attaqués le 17 dans leur flanc gauche. Quant à la lacune qu'on avait cru constater sur l'autre extrémité de la droite allemande, elle fut comblée par l'intercalation, entre la Iʳᵉ et la IIᵉ armées, de la VIIᵉ armée von Heeringen, qui avait été, comme on a vu, ramenée de Lorraine. Cette armée comprend d'abord le VIIᵉ corps de réserve, accouru de Maubeuge, et dont les premiers éléments conservent aux Allemands, le 13, le plateau de Craonne, puis le XVᵉ corps, arrivé de l'est. Cette armée, par sa gauche que prolongeait le IIᵉ corps de cavalerie, et la IIᵉ armée par sa droite bouchèrent le blanc par où la cavalerie française avait déjà pénétré jusqu'à Sissonne. Dès le 17, le front est consolidé, entre l'Oise et l'Argonne, et il va se maintenir sans grands changements pendant trente mois, malgré la violence des attaques menées de part et d'autre.

LA GUERRE DE SIÈGE ENTRE L'OISE ET LA MEUSE.

Cette bataille a pris les allures d'une guerre de siège. « De chaque côté, dit un rapport du général en chef au ministre, on per-

fectionne les organisations défensives en améliorant les tranchées, abris et communications; on multiplie les réseaux de fil de fer, on accroît le nombre des batteries lourdes pour le tir desquelles on établit de véritables plans directeurs; sur de nombreux points du front on progresse à la sape et à la mine. »

LA CONSTITUTION DES RÉSERVES.

Dès le 15 septembre, un télégramme du général en chef (n° 5342) a recommandé aux armées de « prendre des mesures méthodiques, d'attaquer avec tous leurs moyens, en organisant progressivement le terrain conquis ». Le 17, l'instruction particulière n° 29 prescrit de profiter de cette organisation du terrain conquis « pour constituer dans chaque armée derrière le front des réserves prêtes à l'offensive. La constitution de ces réserves peut permettre de donner du repos aux troupes et d'opérer des déplacements de troupes en vue de manœuvres ultérieures. » Ainsi, avec la fixation des fronts et la guerre de siège, on voit apparaître aussitôt le principe des relèves, l'échelonnement en profondeur, la constitution de réserves générales.

L'ÉCONOMIE DE MUNITIONS.

En même temps qu'on réalise ainsi entre l'Oise et la Meuse une économie d'effectifs, on y fait pour la même raison une économie de munitions. La consommation d'obus, qui depuis le 7 août était énorme, menaçait d'amener une crise grave. Dès le 24 septembre, le général en chef prescrit aux commandants d'armées de prendre des mesures énergiques. Le 27 septembre, sous le n° 7513, il réduit la dotation des armées en obus de 75, et avertit que, jusqu'au 20 octobre au moins, les armées qui opèrent entre l'Oise et la Meuse ne recevront pas de dotation supplémentaire, sauf au cas de missions comprenant une opération particulièrement importante. En conséquence, ces armées doivent rendre leur front inviolable aux attaques ennemies, mais n'entreprendre elles-mêmes d'opérations offensives qu'avec l'autorisation du général en chef. Elles utiliseront dans la plus large mesure les batteries de gros calibre.

LE RALENTISSEMENT DES OPÉRATIONS AU CENTRE.

Ces économies, soit en munitions, soit en hommes, ont beaucoup ralenti les opérations des armées du centre. En même temps, l'intérêt des opérations s'étant porté ailleurs, on dégarnit cette zone au profit de celle où on cherche la décision. A partir de la mi-septembre, on y prélève la valeur d'environ 13 divisions d'infanterie, et 7 de cavalerie (plus les régiments de cavalerie des corps); 5 états-majors de corps d'armée; enfin toute l'armée britannique, sur sa demande, est enlevée du centre et portée à la gauche.

De son côté, le commandement allemand, par un raisonnement analogue, retira du front du centre presque toute la IIe armée, qui fut le 10 octobre transportée à l'ouest de l'Oise, dans la région de Saint-Quentin ; à la même époque, l'état-major de la IVe armée était

transporté en Flandre. Mais, appauvrie de deux armées, on a vu que cette région en avait reçu le 12 septembre une autre, la VIIe. Ainsi, au milieu d'octobre, les armées allemandes, de l'Oise à la Meuse, se succédaient dans l'ordre suivant : Ire, VIIe, IIIe, V^e. Les armées françaises sont, dans le même ordre, la 6e sur les plateaux du Soissonnais, la 5e sa gauche sur les plateaux, sa droite dans la région de Reims, la 4e en Champagne orientale, la 3e de l'Argonne à Verdun.

LES COMBATS ENTRE L'OISE ET LA MEUSE.

Les principaux épisodes sur ce front ont été les suivants. Le 19 septembre, la 5e armée française est fortement engagée dans la région de Reims, dont la cathédrale est incendiée; la lutte se poursuit le 20 et le 21. Le 20, l'aile gauche de la 6e armée est violemment attaquée entre Tracy-le-Mont et Soissons; 2 divisions de réserve fléchissent, puis reprennent le 21 le terrain perdu. Le 26, les Allemands lancent une offensive sur tout le front. Le 29, le général en chef autorise les commandants des 4e, 9e, 5e et 6e armées à exécuter des offensives partielles pour s'assurer de l'importance des prélèvements que l'ennemi paraît opérer sur son front, et l'empêcher d'en faire d'autres. En même temps le maréchal French est invité à attaquer. Ces offensives ne réussirent pas à progresser. Le 5 octobre, la 9e armée fut disloquée et ses éléments répartis entre les armées voisines. Le 12 octobre, l'armée d'Esperey déclenche une offensive importante, qui dure trois jours, et qui est arrêtée le 15 sans avoir donné de résultat essentiel. Le 26 et 27 octobre, l'ennemi attaque énergiquement, mais inutilement, les positions de la même armée entre Craonne et Berry-au-Bac.

Le 30 et le 31 octobre, l'armée de Langle est autorisée à attaquer sur le front Prosnes-Souain. L'attaque échoue devant les fils de fer et les mitrailleuses; mais la principale activité de l'armée est sur sa droite, en Argonne, où, depuis le 26 septembre, les Allemands cherchent à refouler les forces qui relient la 4e et la 3e armée. On peut dire que la bataille, sur ce terrain, a été ininterrompue jusqu'à la grande attaque allemande de juillet 1915. La lutte sous bois, compliquée d'une guerre de mines, dans des conditions où les Allemands avaient l'avantage de la position, et où ils écrasaient les tranchées françaises avec des minenwerfer auxquels nous n'avions rien à opposer, a été particulièrement meurtrière.

Enfin, sur le front de l'Aisne, les Allemands ont attaqué le 2 novembre la 69e division, qui avait relevé les Anglais dans une position difficile dans la région de Soupir, et qui n'avait pas leurs ressources en artillerie lourde et en hommes. La 69e division fut rejetée sur l'Aisne; le 6, le village et le parc de Soupir étaient repris par une contre-attaque.

L'OFFENSIVE ALLEMANDE SUR SAINT-MIHIEL.

Tandis que le front se fixait ainsi entre l'Oise et la Meuse, les Allemands tentaient, au lendemain même de la Marne, de prendre leur revanche sur la Meuse, en enveloppant la forteresse de Verdun. Dès le début de la guerre, le Kronprinz avait senti l'action de cette place sur son flanc droit. Pendant la bataille de la Marne, il avait manœuvré à l'investir. Entraîné dans la défaite générale, il avait dû suspendre sa manœuvre, mais il la reprit le 20 septembre, au sud-est de Verdun, où il jeta trois corps sur les Hauts-de-Meuse, et le 22 à l'ouest de Verdun, où il attaqua sur la rive gauche avec deux corps.

Du côté français, l'instruction particulière n° 25, du 14 septembre, avait donné pour mission à la 2ᵉ et à la 3ᵉ armée de garantir le flanc droit du dispositif général contre toute attaque débouchant de Metz. « Elles s'appuieront pour cela sur la place de Verdun et sur l'organisation fortifiée des Hauts-de-Meuse.... Une attitude menaçante de la 1ʳᵉ armée, établie entre Moselle et Vosges, doit faciliter la mission des 2ᵉ et 3ᵉ armées. »

Le transport de la 2ᵉ armée à l'ouest, le 18 septembre, fit retomber sur la 3ᵉ et la 1ʳᵉ armée tout le poids de la défensive à l'est de la Meuse. L'instruction particulière n° 30 leur prescrivait, ce jour-là, de conserver le contact de l'ennemi et de se montrer actives et menaçantes, « afin de maintenir l'ennemi dans la région à l'est de Metz ». La 3ᵉ armée devait refouler sous le canon de Metz les détachements allemands qui étaient encore en Woëvre et inquiéter les lignes de communication allemandes passant au nord de Verdun. L'attention de l'armée était attirée sur la nécessité de poursuivre l'organisation des Hauts-de-Meuse, et d'avoir constamment des divisions de réserve en mesure d'occuper cette position.

C'est dans ces conditions que l'attaque allemande se produisit. Sur la rive gauche, elle se heurtait à une suite de positions naturelles disposées en profondeur et flanquées à l'ouest par l'Argonne. Après avoir fait plier le 5ᵉ corps au sud de Varennes, elle dut s'arrêter le 24 devant la ligne des bois de Forges, de Cumières et d'Avocourt. — L'attaque de la rive droite ne rencontra sur les Hauts-de-Meuse que la 75ᵉ division de réserve française, le 8ᵉ corps ayant été retiré par un ordre du 19, c'est-à-dire la veille même de l'attaque, et envoyé à Sainte-Menehould. La préparation d'artillerie allemande se fit le 20 au soir, l'attaque d'infanterie le 21. Le Vᵉ corps à droite, escaladant les hauteurs sur le front Saint-Maurice-les Éparges, arriva en vue du fort de Troyon, à la lisière du bois des Chevaliers. Il fut arrêté là le 24. Le IIIᵉ corps bavarois, escaladant le promontoire de Hattonchâtel, marcha sur Saint-Mihiel et attaqua le 23 le fort du Camp des Romains, qui fut pris. Le XIVᵉ corps allemand couvrait

face au sud le flanc de l'opération. Mais, dès que les rassemblements ennemis en Woëvre avaient été signalés, dans la journée du 20, le général Joffre avait prescrit au général Dubail de porter son 16e corps dans le flanc des Allemands qui attaqueraient les Hauts-de-Meuse. Le 16e corps s'engagea le 23 contre le XIVe allemand sur le front Beaumont-Mancy, et le rejeta sur e front Bois de Mortmare-Regnéville. En même temps le général Joffre rendait au général Sarrail le 8e corps, qui avait été mis en réserve générale à Sainte-Menehould. Ramené sur Saint-Mihiel, ce corps fut disponible dès le 24. Ainsi maintenus aux deux flancs, les Allemands ne purent exploiter le succès de leur centre, et se contentèrent d'occuper Chauvoncourt sur la rive occidentale.

LE FRONT DE VERDUN.

Cependant la place de Verdun restait aux trois quarts investie, et l'ennemi enfoncé en coin à Saint-Mihiel. Le coin de Saint-Mihiel fut l'objet d'une pression constante dans les forêts des Hauts-de-Meuse, vers le bois de Mortmare, au bois Le Prêtre, tandis que la pointe du saillant était attaquée à Chauvoncourt. D'autre part, pour aérer Verdun par le nord, une attaque avait lieu le 22 octobre et nous donnait Ornes, le bois des Caures, les bois d'Hautmont et Brabant. Sur la rive gauche, le 29 octobre, une attaque nous amenait sur la crête de Cuisy au bois des Forges, sans nous donner ni le village ni le bois.

II. — LA COURSE A LA MER

LE RENFORCEMENT DE LA DROITE ALLEMANDE.

NOUS avons laissé l'aile droite allemande résistant sur l'Aisne, tandis que les Français cherchaient à manœuvrer sur l'extrémité libre (ouest) de cette aile. De leur côté, les Allemands se renforçaient sur ce point dangereux. Le 17, le général Joffre, dans l'instruction n° 3 637, disait au général Maunoury : « D'après les renseignements recueillis, il semble que l'ennemi exécute des glissements de troupes vers le nord-ouest, à l'abri de l'organisation défensive puissante établie sur tout le front. Il y a lieu de constituer, à l'aile gauche de notre dispositif, une masse capable, non seulement de parer au mouvement débordant de l'ennemi, mais aussi d'assurer l'enveloppement. »

L'ESSAI D'ENVELOPPEMENT RÉCIPROQUE.

L'échec des Allemands sur la Marne ne changeait pas leur dessein, et l'état-major, sous son nouveau chef, continuait à penser qu'il fallait d'abord assurer la sécurité du front occidental par une offensive victorieuse. De là une série de tentatives des deux adversaires pour déborder réciproquement leur extrémité occidentale, qui, prolongée par chaque tentative, remonta constamment vers le nord

jusqu'à ce que la rencontre de la mer mît fin à ces tentatives. De là, le nom de course à la mer donné à cette phase des opérations.

La première tentative de Maunoury pour déborder la droite de von Kluck se fit, comme on l'a vu, sur la rive gauche de l'Oise, à Carlepont. Le général Maunoury porta à cet effet, à l'est de la rivière, deux brigades et un groupe du 13ᵉ corps. Mais le reste du corps, demeuré sur la rive droite, fut attaqué le 17 par le IXᵉ corps de réserve allemand, l'ennemi faisant une manœuvre analogue à celle des Français. Le général Maunoury dut alors retirer du front le 4ᵉ corps, et le porter à la gauche du 13ᵉ.

LE TRANSPORT DE LA 2ᵉ ARMÉE.

La 6ᵉ armée n'ayant pas réussi à envelopper l'ennemi, le commandant en chef décida le 18, par l'ordre particulier nº 31, de former à sa gauche une nouvelle armée, qui comprendra le 13ᵉ corps et le 4ᵉ, qui sont déjà à l'ouest de l'Oise, le 14ᵉ et le 20ᵉ prélevés sur les armées de l'est et transportés par voie ferrée, le corps de cavalerie Conneau acheminé par voie de terre. Cette armée sera commandée par le général de Castelnau, et portera le nom de 2ᵉ armée. Sa mission est définie par l'ordre particulier nº 32, du 19 septembre. Elle doit se rabattre sur l'aile droite allemande pour dégager la 6ᵉ armée, et permettre à cette armée et par conséquent à l'ensemble de nos forces de reprendre le mouvement en avant.

Les débarquements de la 2ᵉ armée seront couverts par un groupe de 4 divisions territoriales sous les ordres du général Brugère.

Or, deux jours avant le transfert de la 2ᵉ armée de Lorraine à l'ouest de l'Oise, c'est-à-dire le 16 septembre, le commandement allemand avait pris une mesure analogue, et il avait transféré la VIᵉ armée de Lorraine à Lille. Les transports de troupes durèrent jusqu'au 23.

Le 22, le commandement français apprend que l'ennemi fait des débarquements à Cambrai. Ordre au général de Castelnau de redresser vers le nord ses deux corps de gauche, pour les maintenir en position débordante. Mais, pendant ce temps, sa droite, formée par le 13ᵉ corps, est fortement engagée le 21 et le 22 devant Lassigny. Ce massif de Lassigny est un point très important, une grande île montueuse et boisée que l'Ile-de-France projette au nord sur les plaines picardes. Il reste partagé entre les deux adversaires. Le 22 au soir, tandis que le 13ᵉ corps est retranché aux lisières de Lassigny, sur une position désormais immuable, le 4ᵉ corps atteint Roye, le 14ᵉ Montdidier, le 20ᵉ Ailly et Conti. Ainsi toute l'armée est étendue entre l'Oise et la Somme, de Lassigny à Amiens. De son côté, l'ennemi a fait remonter, à droite du IXᵉ corps de réserve, le IIᵉ, le XXIᵉ, et

enfin le Ier bavarois. L'une et l'autre armée sont couvertes sur leur extrémité par de la cavalerie, — du côté français, 4 divisions de cavalerie renforcées par un régiment d'infanterie, un détachement territorial, et une brigade mixte, vers Péronne, le 23, — du côté allemand, le corps de cavalerie von der Marwitz.

Le 24, les deux corps du centre Castelnau sont vivement engagés. Le 25, toute l'armée est en pleine action. A gauche, le 20e corps, débouchant au sud de Bray, a tourné et refoulé le Ier corps bavarois. En fin de journée le front est jalonné par la ligne Ribécourt-Lassigny-Fresnay-les-Roye-Lihons-Dompierre-Maricourt. Là encore il restera fixé de longs mois.

Au nord de la Somme, nous n'avons que le corps de cavalerie sur la Tortille et les divisions territoriales. Les forces allemandes se prolongent vers le nord, de Feuillères à Marquion. Les divisions territoriales, engagées sur le front Combles-Bapaume, sont obligées de se replier derrière l'Ancre où elles se retranchent. Il faut donc amener au plus vite de nouvelles forces dans la région d'Amiens. Le 11e corps et le 10e sont prélevés sur la 9e armée et sur la 5e. Le 11e corps débouche le 29 dans la région de Thiepval, avec le dessein de tourner la droite allemande. Mais il échoue devant le plateau de Thiepval, long promontoire à vues étendues qu'enveloppe le coude de l'Ancre. Le 10e corps prend place à la gauche du 11e. Puis, les transports en cours achevés et les voies ferrées redevenues libres, les deux divisions de réserve Barbot et Fayolle, prélevées sur la 1re armée, commencent leurs embarquements le 28. Viennent ensuite la 8e division de cavalerie, la 4e, enfin le 21e corps qui s'embarque le 30 dans la région de Châlons.

LA CRÉATION DU DÉTACHEMENT MAUDHUY.

Le front étant ainsi démesurément accru, le général de Maudhuy est mis par un message du 29 septembre à la disposition du général de Castelnau pour commander sous ses ordres une partie de la 2e armée. Il prend le commandement du 10e corps et des forces placées à sa gauche.

Mais les Allemands, de leur côté, ont fait remonter des forces nouvelles. Aux corps déjà énumérés s'ajoutent le IIe corps bavarois, le XIVe de réserve, la garde, le IVe corps, le Ier bavarois de réserve. Deux corps de cavalerie couvrent l'extrémité du dispositif. Du côté français aussi, au corps Conneau (1re, 3e, 10e divisions de cavalerie) est ajouté le second corps de la même arme (5e, 4e, 6e) sous les ordres du général de Mitry. Enfin le général de Castelnau dispose de la 8e division de cavalerie et le général de Maudhuy de la 7e. La mission des deux corps de cavalerie est fixée par l'instruction no 78 du 1er octobre. Le corps Conneau, au sud de la Scarpe, couvre

le flanc des colonnes françaises. Le corps de Mitry, au nord de la Scarpe, masque les mouvements de nos troupes. Il doit tenter des coups de main sur les communications de l'ennemi et se mettre en liaison avec les troupes de la garnison de Dunkerque. Ces troupes sont les 87e et 89e divisions territoriales du général Bidon et, à partir du 8, la brigade de fusiliers marins du vice-amiral Ronarc'h, envoyée de Paris. Enfin le corps de Mitry doit encore chercher le contact avec les troupes alliées qui opéreraient vers Lille et en Belgique.

Pendant que les mouvements s'achèvent, les combats continuent sur le nouveau front. Le 2, le détachement Maudhuy est vivement attaqué. Le 10e corps est fortement pressé au sud d'Arras; mais au nord les deux divisions de réserve Barbot et Fayolle, qui viennent de débarquer à Arras et à Lens, se maintiennent autour de ces deux villes.

Le 3, le 21e corps débarque à son tour, pour prolonger la gauche. Il devait débarquer dans la région de Lille, de façon, dit l'instruction particulière n° 33, du 2 octobre, à pouvoir déborder les forces allemandes engagées contre le détachement Maudhuy. En fait, il débarqua sensiblement en arrière, vers Armentières, Merville et Saint-Pol, et fut immédiatement ramené au sud dans la région de Lens, où la colline de Notre-Dame de Lorette va devenir son domaine.

LA CRÉATION DE LA 10e ARMÉE.

Le 4, le détachement Maudhuy est pressé plus vivement encore. Il recule sur le front Boiry-Saint-Martin-Petit-Vimy. Lens est occupé par l'ennemi. Le général de Castelnau pense à reporter sa ligne en arrière. Le général en chef lui télégraphie aussitôt (n° 801) : « Je ne puis admettre un recul qui donnerait l'impression d'une défaite et enlèverait toute possibilité des manœuvres ultérieures. » Et il fait remarquer que le général de Maudhuy, ayant encore la 45e division et le 21e corps non engagés, a les moyens de reprendre le terrain perdu. En même temps le détachement Maudhuy est constitué en armée indépendante qui prend le nom de 10e armée. Le général Foch est désigné comme adjoint au commandant en chef pour coordonner l'action de la 2e armée, de la 10e et des divisions territoriales.

Le 6, la situation se consolide à l'armée Maudhuy; mais l'armée Castelnau maintient son front avec difficulté. Le général en chef télégraphie au général de Castelnau, le 7, pour interdire les rectifications en arrière. Il ajoute dans un autre télégramme : « Devez absolument tenir coûte que coûte. Fortifiez-vous le plus possible sur tout votre front; agissez avec toute l'énergie possible. Nous étudions les moyens de vous amener des renforts. » Et, en effet, il lui obtient

l'appui de la cavalerie britannique du général Gough, qui faisait mouvement derrière la 2e armée; il lui donne la 53e division venant de la 5e armée, et une brigade de la 6e. Avec cette aide, le front de la 2e armée se consolide, et il va désormais rester à peu près invariable.

LE TRANSPORT DE LA IVe ARMÉE ALLEMANDE.

A l'extrême gauche, la cavalerie et les troupes de la garnison de Dunkerque tiennent, le 7, le front Lille-Cassel, en face de huit divisions de cavalerie allemande, dont le groupe de droite, refoulé de la région d'Armentières, vient de se replier au nord-ouest de Tourcoing. Derrière cette couverture, l'ennemi constitue du 8 au 10 octobre une nouvelle armée, qui doit prendre place à gauche de la VIe; c'est la IVe, commandée par le duc Albert de Wurtemberg, et qui était jusque-là en Champagne.

LA RELÈVE BRITANNIQUE.

A la fin de septembre, sir John French avait demandé que son armée reprît sa place à la gauche. Il fut convenu que le corps du centre serait relevé par extension des deux corps qui l'encadraient, et dirigé sur Compiègne, où ses embarquements pour le nord commenceraient le 5 octobre. Le même jour, une division de réserve de la 5e armée, la 69e, serait dirigée sur Soissons et substituée au corps anglais de droite. Ce corps, relevé le 6, s'embarquerait à Compiègne le 9. Le dernier corps britannique serait retiré ultérieurement. En réalité il fut remplacé par la 6e armée, et ses deux divisions s'embarquèrent le 13 et le 15.

LE SIÈGE D'ANVERS.

Les Allemands avaient commencé le 30 septembre le siège d'Anvers. Le gouvernement belge sollicitait une aide militaire française; le commandement français au contraire eût souhaité que l'armée belge, sortant d'Anvers, prît sa place à la gauche de la masse anglo-française formée dans le nord. Le 5 octobre, le général Pau fut envoyé en mission auprès du gouvernement belge, avec des instructions dans ce sens.

Pour faciliter la sortie de l'armée belge, la 7e division britannique avait débarqué à Anvers; 6 000 fusiliers marins français furent acheminés de Dunkerque sur cette place; le général Pau les arrêta à Gand.

LES POSITIONS DU 11.

Le 9, Anvers succombait. Le 11, l'armée belge, péniblement évadée, se rassemblait sur l'Yser, couverte par les détachements anglais et français. A l'extrême gauche française, la 87e division territoriale, sortie de Dunkerque, tient une ligne Cassel-Saint-Omer, avec un détachement à Aire. Le corps de cavalerie de Mitry tient les passages de la Lys entre Aire et Estaires, d'où il a chassé l'ennemi; Merville, sur la rive nord, pris et repris, reste dans ses mains. Au sud-ouest de Lille, les Français, violemment attaqués,

tiennent le front Laventie-la Bassée-Loos. Lille est occupé par un détachement territorial qui s'est enfermé dans la place.

Le 12, l'armée britannique apparaît en ligne des deux côtés de la cavalerie française, son 2e corps à droite sur le front Cambrin-la Gorgue, son 3e corps à gauche, au nord-est d'Hazebrouck, précédé par la cavalerie qui est sur le mont des Cats. De leur côté, les Allemands ont amené à la droite de la VIe armée deux corps de plus, le XIIIe et le XIXe. Le 12, le XIXe corps prend Lille.

L'ATTAQUE ALLIÉE DU 13 OCTOBRE.

Une offensive générale des Alliés était prévue pour le 13. La gauche française devait marcher sur Lille et Tournai. L'armée britannique devait attaquer, sa droite marchant au nord de l'axe Lille-Tournai, tandis que sa gauche, formée par le corps de secours d'Anvers, commandé par le général Rawlinson et concentré à Roulers, devait marcher sur Courtrai. Enfin l'armée belge, avec trois divisions en première ligne entre Ostende et Thourout, devait faire face aux forces allemandes qui débouchaient de Gand.

L'armée britannique n'engagea que son aile droite, c'est-à-dire le 2e corps, dans la région de la Bassée. Mais à gauche le 3e resta inactif jusqu'au 20 ; le 1er était encore en voie de transport, ainsi que la division de Lahore. Affaiblie par les lenteurs de l'armée britannique, contrariée par la chute d'Anvers qui rendait le corps de siège disponible, l'offensive alliée n'obtient pas de résultat décisif. Le 16, la ligne passe par les collines qui entourent Ypres, de Passchendaele à Messines, puis à l'ouest d'Armentières et à l'ouest de la Bassée. Sur l'extrême gauche, au nord de Passchendaele, le corps de cavalerie de Mitry occupe la lisière est de la forêt de Houthulst. Les 87e et 89e divisions territoriales organisent dès le 15 la position d'Ypres. La liaison avec l'armée belge se fait vers Dixmude. Le front s'étend maintenant d'une manière continue de la mer à la Suisse, sur une ligne qui pendant plus de deux ans ne subira plus que des modifications locales.

III. — L'OFFENSIVE ALLEMANDE EN FLANDRE

« LES tentatives d'enveloppement faites par l'ennemi à la fin de septembre et au début d'octobre étaient parées, écrit le général von Falkenhayn, mais nos propres desseins d'enveloppement n'avaient pas été réalisés. » Trois fois le mouvement allemand avait été arrêté : à l'ouest de Roye, à l'ouest de Bapaume, à l'ouest de Lille. Il ne restait plus qu'une chance de le réaliser : c'était en Flandre. Là, non seulement on débordait l'aile gauche française, mais on interceptait une partie des communications anglaises avec le continent.

Dans ce dessein nous avons vu que l'état-major de la IVe armée avait été le 8 transporté en Belgique. On lui donna 3 divisions occupées au siège d'Anvers, et que la chute de cette place le 9 octobre rendait libres. C'étaient les 5e et 6e de réserve, et la 4e d'Ersatz. Enfin on lui confia 4 corps de nouvelle formation. Dès le début de la guerre, les volontaires avaient afflué en Allemagne. En quelques jours, d'après le témoignage de l'état-major allemand, ils étaient plus d'un million. Quoiqu'il fallût les instruire et les équiper, leur présence sous les drapeaux avait permis au ministère de la Guerre prussien de créer, dès le 16 août, quatre corps, XXIIe-XXVIe. De son côté, la Bavière forma une 6e division de réserve; la Saxe et le Wurtemberg formèrent ensemble un XXVIIe corps. Ces corps étaient composés de volontaires dans la proportion de 75 p. 100. Le reste était composé d'hommes instruits de landwehr et de landsturm, et d'hommes de l'Ersatz appelés en septembre. L'âge variait de seize à cinquante ans. Des régiments entiers se composaient d'étudiants, engagés avec leurs professeurs. L'enthousiasme animait ces soldats. Le 10 octobre, les XXIIe, XXIIIe, XXVIe et XXVIIe corps, puis bientôt la 6e division bavaroise de réserve furent envoyés sur le front occidental. Ils allaient former la masse de cette IVe armée qui devait chercher la décision en Belgique. Les débarquements étaient en cours le 13 dans la région de Bruxelles. Le 14, les quatre corps se portent sur la ligne Eecloo-ouest d'Audenarde. Le reste de l'armée, c'est-à-dire les 3 divisions venues d'Anvers et qui forment le IIIe corps de réserve, sous les ordres du général von Beseler, est arrivé en combattant sur la ligne Bruges-Thielt. Le même jour, à l'aile droite de la VIe armée, le XIIIe corps wurtembergeois et le XIXe saxon se sont portés sur la Lys, couverts par trois corps de cavalerie (1, 2, 4), et font en avant de Lille un demi-cercle Menin-est d'Armentières.

LES NOUVEAUX CORPS DE RÉSERVE.

Dans cette même journée du 14, une instruction du quartier général allemand définit ainsi la mission des forces allemandes entre Lille et la mer. La VIe armée, de Menin à la Bassée, devait rester sur la défensive, en attendant l'attaque de la IVe armée. Celle-ci devait pousser sa droite, c'est-à-dire le IIIe corps de réserve, en échelon avancé le long de la côte. Ce corps porte donc le 15 sa droite à Ostende, et sa gauche à la chaussée Thourout-Roulers. Il ne devait pas aller plus loin pour ne pas éveiller prématurément l'attention, et se contenterait de patrouiller vers l'Yser. A mesure que les nouveaux corps entreraient en ligne, il serrerait sur sa droite pour leur faire place. Le 17, ces corps arrivèrent à 10 kilomètres à l'est de Courtrai; le IIIe corps de réserve dégagea alors le front devant eux. Sa mission de couverture avait été si bien remplie

L'INSTRUCTION DU 14 OCTOBRE.

que le maréchal French n'identifia les nouveaux corps que le 21.

Néanmoins, sir John French n'était pas sans remarquer, depuis le 15, un accroissement des forces allemandes. Il croyait que le meilleur moyen de parer à l'offensive possible de l'ennemi était d'attaquer lui-même. Le 19 au soir, il donna des instructions à sir Douglas Haig, commandant le 1er corps. Il pensait que l'ennemi n'avait encore en ligne entre Ostende et Menin, c'est-à-dire entre la mer et la Lys, que le IIIe corps de réserve, avec 1 ou 2 divisions rattachées, mais que d'importants renforts étaient en marche. Le 1er corps anglais attaquerait donc par Thourout sur Bruges. Toutefois, cette opération était ajournée jusqu'au moment où la situation s'éclaircirait. Pour le moment, il n'était encore question que de faire marcher la droite du 1er corps d'Ypres sur Roulers. Ainsi des deux côtés on se préparait à l'attaque, quoique avec une décision inégale.

LA MARCHE DE LA IVe ARMÉE. La IVe armée allemande marchait échelonnée la droite en avant, de telle sorte que, le 18, les nouveaux corps arrivèrent à l'étape sans avoir rencontré d'adversaires, tandis que le IIIe corps de réserve, qui formait l'extrême droite, vint donner sur les Belges qui gardaient l'Yser. Malgré une énergique résistance, la 4e division d'Ersatz, au nord, enleva Westende; la 5e division de réserve, au centre, Saint-Pierre-Cappelle et Schoore; la 6e, au sud, Leke et Keyem, mais sans pouvoir forcer le passage de l'Yser. D'une façon générale, les Allemands étaient arrivés à 1 ou 2 kilomètres de cette rivière. Mais la journée avait montré que le passage serait malaisé. Il était énergiquement défendu, le pays était difficile, l'artillerie des bateaux anglais prenait d'enfilade et de revers le flanc droit de l'attaque. Le général von Beseler renonça à porter la 4e division d'Ersatz contre Nieuport, en l'exposant au feu de la mer. Il en ramena le gros derrière la 5e division de réserve, pour attaquer avec elle entre Nieuport et Dixmude, et laissa des détachements sur la côte, pour s'opposer à un débarquement.

Le 19, la 4e division belge, une brigade de la 5e et la brigade française de fusiliers marins redescendus de Gand, essayèrent en vain de reprendre Keyem. En même temps les nouveaux corps allemands, qui avaient fait étape le 18 sans rencontrer d'adversaire, arrivèrent au contact; le XXIIe se déploya devant Beerst et Dixmude; la division de droite du XXIIIe enleva Handzaeme et Gits et entra sans combat dans Cortemarck; la division de gauche enleva Staden dans la nuit après un vif combat; le XXVIe corps prit Roulers aux Français et Moorslede aux Anglais; enfin le XXVIIe refoula la 3e division de cavalerie anglaise de Rolleghem-Cappelle. La journée avait démontré aux Allemands que, non seulement Belges et

Français tenaient l'Yser, mais que Français et Anglais tenaient les collines à l'est d'Ypres. La situation était éclaircie, les adversaires en présence; la véritable bataille allait commencer le 20.

LE DÉTACHEMENT D'URBAL.

Le principal effort devait être fourni par la IVe armée; la VIe devait l'appuyer par des attaques qui retiendraient les forces adverses; à cet effet, le XIIIe corps fut relevé de ses positions sur la Lys entre Menin et Warneton, où il fut remplacé par le IVe corps de cavalerie. — Du côté allié, la 42e division française, retirée de la région de Reims, débarque à Dunkerque, et, dès le 20, étaie à Nieuport la gauche des Belges, dont les fusiliers marins étayent la droite à Dixmude. La 31e division d'infanterie et la 9e de cavalerie, en réserve générale près de Compiègne, sont acheminées vers le nord, l'infanterie en camions. Elles arrivent à Ypres, celle-là dans la nuit du 25 au 26, celle-ci le 26 au matin. Le général Joffre annonce le 21 à sir John French qu'il transporte également dans le nord le 9e corps; ce corps, amené en camions, aura sa 17e division engagée le 23, la 18e le 24. Enfin le général en chef prend des dispositions pour transporter dans le nord une brigade de tirailleurs sénégalais.

Le 20, les forces françaises du nord sont groupées en un détachement d'armée, qui devint la 8e armée, et qui fut mis sous les ordres du général d'Urbal. Il comprenait au début la 42e division, la brigade des fusiliers marins, les 87e et 89e divisions territoriales, le 9e corps, la 9e division de cavalerie, et le corps de cavalerie de Mitry (4e, 5e, 6e, 7e divisions).

LA BATAILLE D'YPRES : PREMIÈRE PHASE (20-27 OCTOBRE).

Le 20, la bataille s'allume sur un front de plus de 100 kilomètres. A la droite, le corps Beseler s'engage à fond contre l'Yser, sans pouvoir le franchir pendant deux jours; mais, le 22 au matin, quelques éléments de la 6e division de réserve forcent le passage dans la boucle de Tervaete. Le 23, 10 bataillons allemands ont passé sur la rive gauche.

Pendant que l'action s'engage ainsi assez mal à la gauche alliée, le général Foch ordonne devant Ypres une attaque générale pour le 23. Cette offensive dure jusqu'au 26; mais, à partir de ce jour-là, la supériorité ennemie est telle que la bataille, du côté allié, est réduite à la forme défensive. Le même jour, à la gauche, les Belges, qui se sont retirés de l'Yser sur le remblai du chemin de fer qui sous-tend l'arc de la rivière, perdent un moment cette ligne. L'ordre est alors donné, le 27, d'inonder la région comprise entre l'Yser et la voie ferrée. Des travaux étaient commencés depuis le 25 pour aveugler les issues par où l'eau pourrait s'échapper, à l'ouest du remblai, et pour lui permettre au contraire de s'étendre librement dans la région à inonder. On ouvrit ensuite les écluses de Nieuport

à l'heure du flux, et on les referma avant le reflux, de manière à garder l'eau captive. Le 28, cette eau emprisonnée commençait à gagner vers l'intérieur.

LE GROUPEMENT FABECK.

Les Allemands préparaient le coup final. Pour le donner, ils avaient formé le 27 octobre un groupement sous les ordres du général von Fabeck, avec les XVe et IIe corps, la 6e division de réserve bavaroise et la 26e. Le secteur d'attaque était le sud-est d'Ypres. Le 30 octobre, le groupement Fabeck attaquerait dans cette région le front britannique ; il serait appuyé à droite par une attaque générale de la IVe armée, à gauche par une attaque de la VIe.

A la IVe armée, l'attaque principale était menée contre le remblai du chemin de fer, dans le secteur Parvyse-Ramscappelle, par le IIIe corps de réserve. L'assaut fut donné à six heures trente. Mais le terrain était devenu marécageux sous les pas des assaillants. Ils réussirent néanmoins à conquérir Ramscappelle, et à pénétrer dans Pervyse, tandis qu'entre ces deux villages, ils atteignaient ou dépassaient la voie ferrée. Mais, à vingt-trois heures trente, la 6e division fit savoir que l'attaque ne pouvait pas être poursuivie le lendemain, à cause de la montée des eaux. Déjà une plaine liquide, large de deux à trois kilomètres, séparait les assaillants de l'arrière. Le général von Beseler ordonna la retraite qui se fit pendant la nuit. Désormais le secteur de l'Yser allait rester neutralisé.

Pendant ce temps, le groupement Fabeck attaquait entre Gheluvelt et Messines. La préparation d'artillerie commençait à sept heures quarante-cinq, l'assaut était donné à la fin de la matinée. Il échouait à gauche devant Messines, à droite devant Gheluvelt ; mais, au centre, Zandvoorde et Hollebeke étaient emportés. Le 31, les Allemands essayèrent d'élargir leur succès ; à droite ils enlevèrent Gheluvelt ; à gauche une bataille furieuse s'engagea pour le plateau Wytschaete-Messines, qui flanque toute cette partie du champ de bataille.

INTERVENTION DES FRANÇAIS.

Le choc avait porté sur les trois divisions de cavalerie du général Allenby, qui s'étendaient de Messines à Hollebeke, et sur la droite du 1er corps britannique commandé par sir Douglas Haig. Le 9e corps français met à la disposition de sir Douglas Haig, d'abord cinq bataillons et un groupe d'artillerie, formant le groupement Moussy, puis encore trois bataillons. D'autre part, la 32e division, qui vient de débarquer à Elverdinghe, est dirigée au sud d'Ypres, où son action se fait sentir dès le 31. Sur le plateau de Messines en effet, la 6e division de réserve bavaroise renouvelait ses attaques sur Wytschaete et la 26e division sur Messines. Wytschaete était pris, mais reconquis par des éléments de la 32e division française.



C. Antony, Ypres

YPRES EN FLAMMES
NOVEMBRE 1914

Incendie à distance, crime sauvage et inutile des Allemands qui se vengent ainsi de n'avoir pas pu s'emparer de la ville.



C. Rol

UNE VUE DE TERMONDE
APRÈS LE BOMBARDEMENT

Le bombardement de villes ouvertes fit partie du système de terreur pratiqué par les Allemands.



C. Branger

RUINES DE LOUVAIN AOUT 1914

Destruction totale et réfléchie. Les Allemands y entrent le 19 août, attendent six jours et, quartier après quartier, font sauter la ville. Cité d'art et de science, sans valeur stratégique et dont la merveilleuse bibliothèque fut traitée en forteresse vaincue.

Un autre détachement de trois bataillons de la même division agit plus à l'est, sur le canal, en direction de Houthem, et, avec lui, la 9e division de cavalerie française venue de Poperinghe.

LES COMBATS DU 1er NOVEMBRE.

Le 1er novembre, attaque générale des Allemands, le XXVIIe corps sur Poezelhoek qu'il enleva, le XVe corps sur les bois d'Heerentage dont il atteignit la lisière, le IIe corps bavarois sur le canal d'Ypres à Comines, la 6e division de réserve bavaroise sur Wytschaete, la 26e division sur Messines qui fut pris. La prise de Messines rendait inévitable la prise de Wytschaete, position jumelle sur le plateau; mais la 6e division de réserve bavaroise n'était plus en état de fournir seule ce dernier effort, et il fallut l'appuyer à sa gauche par une division fraîche que les Allemands jettent dans la lutte, la 3e division prussienne (IIe corps). Wytschaete fut pris après une défense acharnée le 1er novembre, mais ce fut le seul succès important de la journée. Partout ailleurs, le 1er et le 2, l'ennemi est contenu ou refoulé par des contre-attaques. Pour l'empêcher de déboucher du plateau de Messines vers l'ouest, un détachement de cavalerie française, dit détachement Mazel, entre en ligne en avant de Kemmel le 2 au matin. Pour barrer la route d'Ypres par le sud, un détachement de zouaves tient à Saint-Éloi. A sa gauche, le détachement Moussy, du 9e corps, s'empare le 2 d'Osthoek. Plus loin encore à gauche, sept bataillons du 16e corps formant le détachement Vidal étaient à cheval sur la route d'Ypres à Menin; tout cela entremêlé aux troupes d'Allenby et de Haig.

LES NOUVEAUX RENFORTS FRANÇAIS.

En même temps, à l'arrière, de nouveaux renforts arrivaient : le 1er corps de cavalerie française se porte de Merville sur Ypres; la 43e division, prélevée sur la 10e armée, est amenée en camions à l'ouest de Wytschaete; enfin et surtout, le 20e corps est retiré du front de la 2e armée par le général en chef; sa 39e division est envoyée vers le nord, et elle interviendra dès le 3; sa 11e division est maintenue provisoirement à Aubigny. Le 6, le général Foch, ayant entièrement dépensé la 39e, reçoit la disposition de la 11e, sous réserve qu'elle ne sera employée qu'en cas d'extrême nécessité. Elle est réunie le 7 à Vlamertinghe.

C'est qu'en effet le commandement français est préoccupé de voir ainsi toutes les réserves françaises acheminées vers le nord. Le 4 novembre, le général Joffre écrit au général Foch, et résume la situation de la façon suivante. Ni l'attaque française sur Roulers et Thourout, ni l'attaque allemande sur Calais n'ont donné de résultat. Les offensives des deux adversaires se sont neutralisées. D'autre part, les mouvements de l'ordre de bataille ennemi semblent annoncer un nouvel effort sur une autre partie du front. Il importe donc de

« reconstituer les réserves d'armée qui toutes ont été dirigées vers le nord, de manière à pouvoir enrayer, si possible, dès qu'elles se produiront, les tentatives ennemies, jusqu'au jour prochain où la situation de nos munitions nous permettra de prendre énergiquement l'offensive dans des régions convenablement choisies ».

De leur côté, les Allemands, après les combats du 1er et du 2, jugent que le groupement von Fabeck est incapable par ses moyens de réaliser la percée qu'on avait attendue de lui; leurs aviateurs voient les lignes de repli se constituer à l'arrière des lignes alliées. S'ils veulent éviter une stabilisation du front dans cette région, il leur faut faire un nouvel effort. Le groupement Fabeck reçoit donc de nouveaux renforts : d'abord 2 divisions de cavalerie; puis le reste du IIe corps, l'état-major du XXIVe corps avec la 25e division de réserve; enfin deux brigades de la garde, réunies en une division provisoire aux ordres du général von Winckler. Il est encore renforcé en artillerie lourde; on le dote puissamment en munitions.

LE GROUPEMENT LINSINGEN.

Le 4, le grand quartier allemand prescrivit pour la nouvelle attaque le secteur immédiatement au nord du canal d'Ypres à Comines, autrement dit le secteur Est, au lieu du secteur Sud, où avait eu lieu l'attaque du 30 octobre. Les nouvelles troupes seraient en mesure d'attaquer le 10 novembre. Le commandement fut encore dédoublé, et un nouveau groupement, aux ordres du général von Linsingen, s'inséra à la droite du groupement Fabeck. Cependant, il ne fallait pas permettre à l'adversaire de respirer, et, en effet, les attaques allemandes continuèrent jusqu'au 7; le 8 et le 9 furent relativement calmes, et, le 10, l'action décisive se déclencha.

COMBATS DU 10 NOVEMBRE.

A la IVe armée, le XXIIe corps réussit à prendre Dixmude, mais sans pouvoir déboucher à l'ouest du canal. Le XXIIIe corps à sa gauche vint border le canal entre Noordschoote et Bixschoote. Le IIIe corps de réserve, inutile sur l'Yser inondé, était venu se placer à gauche du XXIIIe, renforcé lui-même à sa gauche par la 9e division de réserve. Après des progrès initiaux, ce corps fut arrêté partout.

COMBATS DU 11 NOVEMBRE

Le groupement Linsingen n'avait pu être en place pour le 10, et le brouillard avait gêné ses reconnaissances. Son attaque, aussi bien que celle de von Fabeck, avait été remise d'un jour. Le groupement Linsingen se composait de deux corps, le XVe à gauche, et le corps von Plattenberg, composé de la 4e division et de la division de la garde, à droite. La garde formait l'extrémité. Le 11, sous une pluie torrentielle, l'assaut fut donné. La garde attaqua à dix heures, après une préparation d'artillerie de deux heures et demie, le 3e régiment sur le bois du Polygone, le 1er sur le bois des Nonnes, le 2e et le 4e de part et d'autre de la route de

Menin, dans les bois d'Heerentage, où ils s'accrochèrent sans pouvoir avancer. Dans le combat, le 1er régiment et le 2e avaient fini par se trouver en saillant d'équerre l'un par rapport à l'autre. C'est sur la pointe de cette équerre qu'une contre-attaque, exécutée par les gardes anglaises, déboucha à dix-sept heures du bois des Nonnes. Les deux gardes s'affrontèrent dans un combat épique. Enfin la lutte s'immobilisa. Sur le reste du front, sauf au XVe corps qui avait conquis au sud d'Ypres une importante colline, la cote 60, avec des vues sur la ville, l'assaut allemand n'avait pas été plus heureux.

Ainsi, après la bataille Fabeck du 30 octobre, la bataille Linsingen du 11 novembre était un échec pour les Allemands. Ce fut la fin de cette grande tentative. Le 17 novembre, la IVe armée renonça à poursuivre les attaques, et le grand quartier approuva cette résolution. Dès le 20, des éléments de la VIe armée étaient transportés vers le front russe.

CHAPITRE VI[1]

LES TRANCHÉES

I. LE FRONT STABILISÉ. — II. LA GUERRE DE TRANCHÉES.

I. — LE FRONT STABILISÉ

LE 12 novembre, au moment même où la bataille d'Ypres finissait, la IXe armée Mackensen prenait l'offensive sur le front oriental. Cette offensive aboutissait à la bataille de Lodz. Les Allemands reconquéraient une partie de la Pologne, et s'arrêtaient, à la corde du grand arc que forme la Vistule, sur un front fortifié, dit front des Quatre-Rivières. Ainsi, sur les deux théâtres, les adversaires se trouvent fixés l'un devant l'autre, et, sans qu'aucun l'ait voulu, les forces étant en équilibre, la guerre de siège succède à la guerre de mouvement.

L'ASSIETTE DES TRANCHÉES.

Comment est établi ce front occidental qui va rester presque immobile pendant quarante et un mois?

L'ILE-DE-FRANCE.

Paris, assis sur le calcaire où sont creusées les catacombes, y est au centre d'une dépression. Ce calcaire, enterré, se relève autour de la capitale, affleure et, devenu le terrain visible, prend l'aspect d'un plateau. Le bord extérieur de ce plateau est taillé à pic, et il apparaît sur les plaines qui le supportent comme une falaise sur la mer. Ainsi l'Ile-de-France est bien une île, dont le rivage escarpé présente son abrupt au nord à la Picardie, à l'est à la Champagne. Pour achever la ressemblance, l'Ile-de-France projette au delà de ses rivages des îlots, qui surgissent au milieu des plaines extérieures. Le front nord est précédé à l'ouest de l'Oise par le massif de Lassigny, à l'est de l'Oise par le massif de Laon, exacte-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Général Berthaut, *De la Marne à la mer du Nord*, Paris, 1920. — Colonel Normand, *L'évolution de la fortification de campagne en France et en Allemagne, 1914-1918*, Paris, 1921. — Henri René, *Lorette : Une bataille de douze mois*, Paris, 1916.

ment comme l'Armorique est précédée par Ouessant, ou la Cornouaille par les Sorlingues.

LES PLAINES DE PICARDIE ET D'ARTOIS.

Pénétrons dans ces plaines qui enveloppent l'Ile-de-France. Du côté du nord, elles sont formées par une étendue de craie, qui, comme une mer calme, est une suite de houles. Toutefois, à 150 kilomètres environ dans le nord de Paris, l'une de ces houles se rompt, comme une vague qui déferle. Le pli, au lieu de former un bombement, se brise, et présente un abrupt vers le nord-est. Cet abrupt, dans sa partie occidentale, s'appelle colline de Notre-Dame de Lorette, dans sa partie orientale la colline de Vimy; entre ces deux collines, il s'écrête et laisse passer la Souchez; la ville de Souchez se trouve dans le col, que suit une très ancienne route, menant de Paris à Béthune. Au pied nord de l'escarpement se trouvent des formations houillères, de telle sorte que, du haut des collines de Lorette et de Vimy, en regardant vers l'extérieur, vers le nord ou vers l'est, on voit partout une région industrielle, avec ses crassiers, ses puits de mines, ses cheminées, ses chevalements, ses cités agglomérées.

LA FLANDRE.

La plaine de craie qui baigne l'Ile-de-France finit à son tour à quelques kilomètres au nord, et l'on en débouche, par des défilés entre des bourrelets, dans une autre plaine en contre-bas, horizontale, composée d'argile : c'est la Flandre. Le contraste est saisissant. Les ondulations de la craie offraient des espaces secs et nus, de gros villages entourés de vergers et pareils à des bois, de rares vallées touffues au fond desquelles les villes se cachaient. L'argile des Flandres porte au contraire des eaux partout abondantes, qui nourrissent des haies vives et des rideaux de peupliers. Aux grandes fermes blanches de la Picardie, succèdent de petites maisons de briques, partout disséminées, et dont les longues files bordent les routes. Au contact de la craie et de l'argile, des villes se sont installées, comme un cordon frontière entre les deux provinces : Lillers, Béthune, la Bassée.

La Flandre elle-même n'est pas absolument plate. Les mêmes mouvements du sol, que nous avons vus dans la craie, y font bomber l'argile, conjugués avec d'autres rides à angle droit; quelquefois deux de ces systèmes orthogonaux de collines, en se joignant l'un à l'autre, donnent l'impression d'une équerre ou d'une faucille : tel est l'arc de hauteurs qui entoure Ypres. Les crêtes portent, au-dessus de l'argile, du sable qui se couronne de bois. Quelle ne fut pas la satisfaction ingénue des soldats canadiens, quand, en 1917, ayant enfin conquis Passchendaele par des assauts poursuivis dans des torrents de boue gluante, ils trouvèrent sur la crête le sable sec!

LA FLANDRE MARITIME.

Des fonds argileux, des collines parfois sableuses; sur ceux-là des eaux stagnantes qui les transforment en boue, sur celles-ci des boqueteaux, voilà la Flandre ; mais, si on continue vers le nord, avant d'atteindre la mer, le paysage change encore une fois; les dernières collines expirent en dominant Dixmude, et on entre dans une région plate et sans arbres, où l'Yser coule en méandres; golfe desséché, que la mer n'a fini d'évacuer qu'au XIIe siècle. Des canaux entre des digues, des routes sur des remblais le sillonnent, et s'élèvent au-dessus au niveau moyen du sol.

LA FALAISE ORIENTALE DE L'ILE-DE-FRANCE.

Voilà le terrain au nord de Paris, jusqu'à la mer. Sortons maintenant de la capitale par l'est. Le rebord de l'Ile-de-France tombe à pic, vers Sézanne, sur la plaine de Champagne. La ville même de Sézanne est cachée dans les mouvements de la falaise. Suivons ce rebord comme si nous cabotions le long d'une côte. A une cinquantaine de kilomètres au nord de Sézanne nous trouvons un cap boisé, qui est la montagne de Reims. La ville même de Reims est enfermée entre la falaise à l'ouest et des îlots protecteurs à l'est, comme au fond d'une rade. Plus au nord, la falaise tombe sur la plaine par une suite d'éperons, formés de tables plates et de socles boisés. Ces éperons sont parfois très découpés. Tel est, au nord de l'Aisne, celui de Craonne, rattaché à la masse par l'isthme de Heurtebise.

LA CHAMPAGNE.

Au pied et à l'orient de ces hauteurs, s'étend la plaine de Champagne : un sol sec et crayeux, des buttes convexes, de maigres boqueteaux de pins, des maisons en torchis, la solitude. La Champagne à son tour se relève vers l'est, pour retomber pareillement par un à-pic sur une autre dépression. A une cinquantaine de kilomètres dans l'est de Reims, la craie est déjà exhaussée à plus de 200 mètres; et elle s'arrête brusquement en formant une falaise qui domine la haute vallée de l'Aisne. Cette falaise, de craie tendre, s'est laissé découper par les eaux; l'un de ses éperons est la main de Massiges, qui devait devenir si célèbre en 1915; un autre, un peu plus au sud, porte le moulin de Valmy.

ARGONNE ET HAUTS-DE-MEUSE.

Mais voici qu'une troisième fois le phénomène recommence; la plaine née au pied des falaises extérieures de la Champagne se relève à son tour, et s'achève vers l'est par un bord rehaussé, et ce bord, formé d'une roche siliceuse, blanchâtre et poreuse sous un manteau de forêts, s'appelle l'Argonne; au pied est de l'Argonne, nouvelle chute du relief, nouvelle plaine, nouvel exhaussement progressif de cette plaine vers l'est, cette fois jusqu'à près de 400 mètres de hauteur, et nouvelle chute brusque, par une falaise qui s'appelle les Hauts-de-Meuse. La Meuse elle-même a un cours très singulier; elle coule en rainure, parallèlement aux crêtes, sur la plaine qui

s'élève, de sorte que sa rive droite est beaucoup plus haute que sa rive gauche; la rive gauche ne dépasse pas 304 mètres, cote que la guerre a rendue célèbre, et 310 mètres un peu au sud; la rive droite atteint 388 mètres, à Douaumont et à Souville. La Meuse, coulant du sud au nord parallèlement à l'arête du pays, redouble de son fossé le mur que cette arête oppose à l'envahisseur venu de l'est. A ce barrage naturel, les hommes ont ajouté le renforcement d'une forteresse, qui est Verdun.

LA WOËVRE ET LES COLLINES DE LA MOSELLE.

Au pied est des Hauts-de-Meuse, nouvelle plaine argileuse tout imprégnée d'eau qui miroite au soleil, la Woëvre. Et, pour la cinquième fois, le terrain se relève; l'argile est remplacée par un calcaire sec, qui s'achève, comme tous les terrains précédents, par un mur à pic, et ce mur domine la Moselle. On voit la différence entre la Moselle et la Meuse : la Meuse coule à dos de plateau, à l'ouest de la falaise; la Moselle coule au pied du plateau, à l'est de la falaise, comme un ruisseau au bas d'un trottoir. Sur sa rive orientale, il n'y a plus que des hauteurs isolées, comme le rocher de Mousson, ou comme la file de collines, distinctes comme des îles, et dont l'archipel, couvrant Nancy à l'est, a reçu le nom de Grand-Couronné.

LES POSITIONS ET LES ADVERSAIRES.

C'est sur cette succession de terrains variés que les deux adversaires se sont mutuellement fixés, et qu'ils restent immobilisés, au hasard des positions de fin de combat. Nous décrivons ces positions, et l'ordre de bataille sommaire, tel qu'il était au milieu de 1915.

Dans l'ensemble, la ligne a la forme d'une grande équerre, avec une branche nord-sud, de Nieuport à Noyon, et une branche ouest-est, de Noyon à Pont-à-Mousson.

LE SECTEUR DES DUNES.

Si le hasard de la lutte a fixé le détail des positions, on reconnaît cependant dans l'ensemble un certain dessein. A l'extrême gauche, entre la mer et l'Yser débordé, il y a, le long de la côte, une étroite bande praticable, formée par les dunes. Les deux adversaires s'y poussent jusqu'au 22 janvier 1915, où le combat s'arrête. Les Allemands restent en possession de la grande dune, qui domine toutes les autres, et d'où ils auront un observatoire excellent. Dans le sable de ces dunes, les deux adversaires font leurs terriers. Du côté français, qui est tenu par la 38e division, ces terriers sont des galeries hautes et propres, bien boisées, dont les couloirs sont éclairés de lampes électriques; le pavage est fait avec les briques des maisons démolies. Sur le bord même de l'estran, un boyau camouflé sous des toiles est en balcon sur la mer, qu'on entend frémir et dont on voit l'ourlet.

LE SECTEUR BELGE.

Au sud de Nieuport commence le secteur belge, en grande partie inondé, et très soigneusement aménagé, avec tout un sys-

tème de caillebotis aboutissant à des postes d'écoute. C'est un paysage léthéen, une eau livide et des roseaux. L'armée belge comprend 6 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie.

LE SECTEUR DE STEENSTRAETE.

Au sud des Belges, le secteur de Steenstraete est occupé par deux divisions françaises, le 45e et le 87e territoriale, qui les encadrent au midi, comme la division de Nieuport les encadre au nord. Ces trois divisions forment le 36e corps, commandé par le général Hély d'Oissel, quartier général à Rosebrugge. Le secteur de Steenstraete, avec ses terrains bas, humides, où les tranchées sont impossibles et où les travaux sont en superstructure, ce marécage étoilé de trous d'obus, dominé par la rive ennemie qui forme banquette, est extrêmement pénible.

LA ZONE D'OPÉRATIONS BRITANNIQUE.

Au sud commence, avec le secteur d'Ypres, la zone d'opérations des armées britanniques. A gauche, de Langhemarcq à Armentières, s'étend la 2e armée, commandée par le général Smith Dorrien. A droite, d'Armentières à Vermelles, s'étend la 1re armée, commandée par le général Douglas Haig.

Pendant la course à la mer, chaque adversaire a essayé de saisir les points d'appui, villes ou collines importantes, qui étaient sur le parcours. Ypres, et une partie des collines à l'est, est resté aux Alliés. Au sud de la ville, les Allemands occupent le plateau dominant de Messines-Wytschaete. En face d'eux, les Alliés les tiennent en respect à l'ouest par l'observatoire du mont Kemmel, au sud par la forêt de Ploegsteert. Par ce système de positions les deux adversaires se neutralisent.

LA IVe ARMÉE ALLEMANDE.

En face des Français, des Belges, et de la gauche britannique, les Allemands maintiennent, de la mer jusqu'à l'est d'Ypres, la IVe armée, du duc de Wurtemberg, toujours formée des quatre corps nouveaux amenés en octobre, et encadrés au nord par un corps de marine, au sud par deux brigades de landwehr.

LA VIe ARMÉE ALLEMANDE.

La VIe armée lui succède au sud. Elle occupe Lille, tandis que les Alliés occupent Armentières, et les tranchées passent entre les deux villes, à quatre lieues environ dans l'est d'Armentières. Plus au sud, d'Armentières à la Bassée, les Allemands occupent un long mouvement de terrain orienté du nord-est au sud-ouest, qui s'appelle la crête d'Aubers, d'où ils dominent les lignes anglaises qui bordent le pied des hauteurs. Enfin, les Allemands ont saisi le gros point d'appui de la Bassée, où les chemins de fer, les routes, les canaux se rassemblent, et ils le couvrent à l'ouest et au sud.

Au sud de la Bassée, ils avaient gravi la colline de Notre-Dame de Lorette. Le 21e corps les a refoulés, sans parvenir à les déloger

LA GUERRE DE TRANCHÉES



Cl. Section Photo Armée

A LA FERME NAVARIN

Une tranchée de première ligne, « fortification » temporaire d'où s'élance le combattant.



Cl. Section Photo Armée

AUX ÉPARGES

Un « boyau » clayonné reliant les tranchées de première et de seconde ligne.



Cl. Meurisse

GUETTEURS DANS UNE TRANCHÉE DE PREMIÈRE LIGNE

Dissimulés dans leur poste, les « guetteurs » ont remplacé l'ancienne sentinelle. Des appareils téléphoniques les relient aux casemates et autres abris souterrains.

entièrement. Ils restent accrochés à l'extrémité est. En arrière, ils occupent toute l'agglomération de Lens, la crête de Vimy par laquelle ils couvrent la plaine de Douai, et ils viennent jusqu'aux abords d'Arras. Mais Arras est aux Français, avec ses avancées est et sud. Là s'arrête la VI[e] armée allemande. Du côté allié, la 1[re] armée britannique finit à Vermelles; la 10[e] armée française lui succède au sud et s'étend jusqu'à la Somme.

LA II[e] ARMÉE ALLEMANDE.

Au sud d'Arras, les Allemands tiennent un point d'appui important : c'est le plateau de Thiepval, dans le coude de l'Ancre, sorte de forteresse couverte par ce fossé, et qui donne des vues lointaines dans les positions alliées. Les lignes passent ensuite à l'est d'Albert, franchissant la Somme à Frise, et courent désormais sur l'étendue plate du Santerre. Les Allemands ont Chaulnes et Roye.

Toute cette région est occupée par la II[e] armée Bülow. C'est une région tranquille. Aussi les effectifs, très considérables à la IV[e] et à la VI[e] armée, deviennent beaucoup plus clairsemés. Il y a 8 corps et demi à la VI[e] armée ; la II[e] n'en comprend que 4 et demi avec une brigade de landwehr. Du côté allié, le front est tenu, de la Somme à l'Oise, par la 2[e] armée française.

LA I[re] ARMÉE ALLEMANDE.

Au sud-est de Roye, on voit se dessiner sur l'horizon le massif de Lassigny, cet îlot projeté au nord par l'Ile-de-France. Les deux adversaires s'y sont accrochés, et ils s'affrontent dans ses replis boisés. Les lignes passent ensuite l'Oise vers Pimprez. A l'est de l'Oise, le front, après s'être moulé sur la forêt de l'Aigle, court à travers le grand plateau agricole étendu au nord de l'Aisne. Cette partie de l'Ile-de-France est une table calcaire, qui repose sur un socle de sable. Deux rivières la limitent, l'Ailette au nord, l'Aisne au sud. Elle ne présente pas à l'Aisne un mur rectiligne. Des vallons l'ébrèchent et y dessinent des concavités où sont logés des villages. A son extrémité est, l'entaille est si profonde que le promontoire de Californie est presque rescindé, et ne tient à la masse que par un pédoncule étroit, l'isthme sur lequel se trouvait la ferme de Hurtebise.

Ce front est tenu du côté français par la 6[e] armée, qui s'étend entre l'Oise et la Vesle. Du côté allemand, la I[re] armée est à cheval sur l'Oise : densité de secteur tranquille, 4 corps et 2 brigades de landwehr.

LA VII[e] ARMÉE ALLEMANDE.

A l'est du plateau de l'Ile-de-France, s'étend en contre-bas la plaine de Champagne. Les lignes, partant de l'éperon de Craonne, se dirigent vers le sud-est, et viennent s'appuyer, au sud de Berry-au-Bac, sur un mamelon, la cote 108, partagée entre les deux adversaires. De là, elles suivent le canal en direction de Reims, par la rive ouest jusque vers Loivre, ensuite par la rive est. Et elles enve-

loppent Reims, laissant aux Français la ville, aux Allemands les hauteurs qui l'encadrent au nord et à l'est. Le front depuis la Vesle jusqu'à Reims était tenu par la 5e armée française. Elle avait en face d'elle la VIIe armée allemande, accourue d'Alsace pendant la bataille de la Marne, et qui comprenait à la fin de 1914 quatre corps et 1 brigade de landwehr. Comme sa voisine la Ire armée, la VIIe a été réduite à une densité de pure défensive.

LA IIIe ARMÉE ALLEMANDE.

A partir de Reims, les lignes tournent vers l'est, encadrant par le sud les massifs de Nogent et Moronvilliers, qui sont aux Allemands. A l'est de ces hauteurs, le front barre jusqu'à l'Aisne une plaine désolée, mamelonnée de buttes de craie plantées elles-mêmes de boqueteaux de sapins. C'est la zone d'action de la 4e armée française, opposée à la IIIe armée allemande.

LA Ve ARMÉE ALLEMANDE.

Après qu'on a traversé l'Aisne, on arrive dans la masse boisée de l'Argonne. La 3e armée française y lutte contre l'aile droite de la Ve armée allemande, l'armée du Kronprinz. Les Français tiennent l'unique bonne route qui traverse le massif d'est en ouest, celle qui va de Varennes à Vienne-le-Château. Les Allemands essaient de la débloquer par une pression continue.

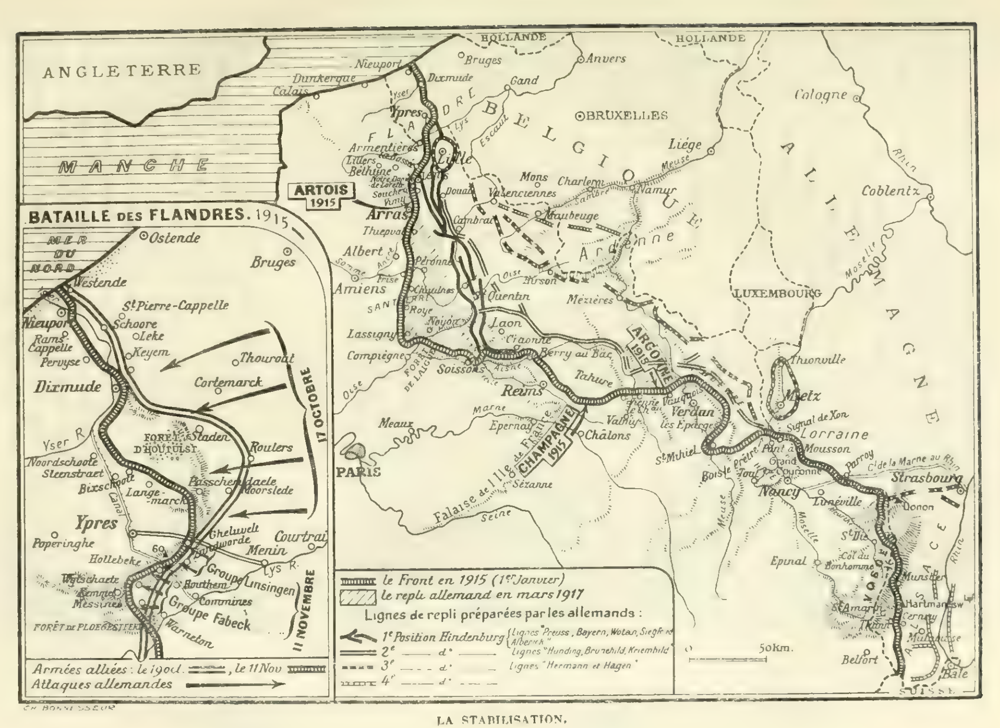
Le reste de l'armée du Kronprinz enveloppe Verdun. Le détachement von Strantz la prolonge à gauche, jusqu'à la Moselle, à travers la Woëvre et la Haye. Du côté français, à droite de l'armée Sarrail, s'étend la 1re armée.

DE LA MOSELLE À LA FRONTIÈRE SUISSE.

De la Moselle à la frontière suisse, les Allemands n'ont que des formations d'Ersatz et de landwehr qui forment les détachements Gaade et Falkenhausen. Les lignes passent au nord de Pont-à-Mousson. La rive gauche de la Moselle est escortée d'une file de plateaux tabulaires, couronnés de bois. Le front s'est fixé sur celui qui porte le Bois le Prêtre, qu'on se dispute furieusement. Sur la rive droite, la ligne française s'appuie entre la Moselle et la Seille à une butte qu'on appelle le Signal de Xon.

Immédiatement au sud, commence l'arc de collines qui couvre Nancy. Le front passe dans la plaine, au pied est de ces hauteurs. Il s'en va ainsi rejoindre la dépression qui suit le canal de la Marne au Rhin, en s'appuyant à la forêt de Parroy conquise arbre par arbre. Au sud du canal, il n'y a plus de lignes proprement dites. On se couvre par des grand'gardes et par des petits postes, comme dans l'ancienne guerre de manœuvres.

Nous voici aux Vosges. Le front les coupe obliquement; à partir du col du Bonhomme et plus au sud, les Français ont franchi la ligne de faîte qui sert de frontière depuis 1871, et ils ont pénétré plus ou moins profondément dans les vallées qui vont au Rhin.



LA STABILISATION.

Dans celles qui descendent sur Munster, ils atteignent, par des combats qui durent du milieu de juin 1915 jusqu'au dernier tiers d'août, la ligne Lingekopf-Reichackerkopf-Braunkopf. Dans la vallée plus méridionale de Saint-Amarin, ils ont poussé jusqu'au débouché en plaine à Thann, les Allemands restant en face d'eux à Cernay. La montagne qui couvre Thann au nord, le Hartmannswillerkopf, est violemment disputée entre les deux partis. En janvier 1915, les Allemands enlèvent le sommet à la faible grand'-garde française qui le tient. Les Français mirent un mois d'assauts continus à le reprendre, du 25 février au 26 mars.

De Thann, les lignes vont droit au sud, à travers la Haute Alsace, s'appuyer à la frontière suisse, en longeant le cours de la Largue. Du côté français, le front est tenu en Lorraine par le détachement d'armée de Lorraine (D. A. L.), et en Alsace par la 7e armée.

LES GROUPES D'ARMÉES.

Dans le cours de 1915, les deux adversaires sont amenés à créer, entre le commandement suprême et les différentes armées, un échelon intermédiaire, le groupe d'armées. Du côté français, trois groupes d'armées sont définitivement constitués le 13 juin : groupe d'armées du nord (Foch) avec le 36e corps, les 10e et 2e armées; groupe d'armées du centre (Castelnau) avec les 6e, 5e et 4e armées; groupe d'armées de l'est (Dubail) avec les 3e et 1re armées, le D. A. L. et la 7e armée.

Les Allemands suivirent lentement l'exemple. Ils créèrent un premier groupe pour le Kronprinz allemand le 26 septembre 1915; puis un autre pour le kronprinz de Bavière le 28 août 1916; enfin un troisième pour le duc de Wurtemberg le 25 février 1917.

II. — LA GUERRE DE TRANCHÉES

COMMENT S'ÉTABLIRENT LES TRANCHÉES.

SUR ces lignes, les deux adversaires se sont fait peu à peu une installation de plus en plus compliquée. Sur le plateau de Lorette, domaine du 21e corps, voici comment les choses se sont passées. Un bataillon français arrive sur le plateau le 8 octobre, pour reprendre la Chapelle occupée par les Allemands. Le bois de Bouvigny est enlevé, et le 9 au matin les tirailleurs atteignent une petite crête à l'est de ce bois; ils s'y terrent dans des trous individuels. A onze heures ils se reportent en avant, et à dix-sept heures ils sont arrivés à une haie qui est devant la Chapelle. La nuit est venue. Un bataillon frais vient relever celui qui vient de se battre. Ce bataillon organise le terrain et creuse des tranchées. Le 10 au soir,

il enlève la Chapelle, où il laisse une section; dans la nuit, il a relié la Chapelle à la Haie, par de petites tranchées de demi-section, échelonnées en arrière et à droite. De leur côté, les Allemands remuent la terre à l'est de la Chapelle. Le bataillon français au repos a employé le temps à creuser des abris sur le revers nord du plateau.

Dans les semaines suivantes, le plateau se couvre d'ouvrages. Un retour offensif des Allemands a chassé les Français de la Chapelle et les a ramenés sur la Haie. La première ligne est là avec des tranchées à 100 ou 200 mètres plus à l'est. Mais le plateau de Lorette, allongé comme le fuselage d'un avion, est encadré de villages en contre-bas. A son pied sud, les Allemands tiennent Ablain, d'où ils envoient des feux dans le flanc droit des troupes qui sont sur le plateau. Il faut donc faire face de ce côté. Un éperon descend sur Ablain. Dans le dernier tiers d'octobre, des patrouilles françaises, venant du plateau, se sont glissées sur cet éperon ; une section les a suivies : un petit fortin s'y ébauche.

LE RÉSEAU DÉFENSIF EN NOVEMBRE.

Cependant les Allemands, grands remueurs de terre, ont fait de longues tranchées qui montent de Souchez. L'exemple de l'ennemi agit par contagion sur les Français, et aussi la nécessité de se garer des 77, 105, 150 et 210, concentrés autour du plateau. « Nous aurons donc, nous aussi, écrit le commandant Henri René, notre réseau défensif établi et réalisé d'après un plan logique, avec des lignes de feu et d'abris, avec des gîtes pour les unités réservées, avec des « boyaux » pour les communications avec l'arrière, avec des magasins pour les munitions, avec des postes de commandement pour les officiers, avec des téléphones, voire même avec un petit Decauville. » En même temps, l'artillerie lourde française commence à riposter. Deux batteries de 120 long travaillent dans le secteur. Quelques 220 sont même envoyés sur Ablain.

Vers le milieu de novembre, la continuité de la première ligne, hérésie théorique, mais nécessité pratique, sera réalisée. La position est en équerre, une tranchée en belvédère face au sud, avec une ramification sur l'éperon au-dessus d'Ablain, où l'on voit les Allemands à la lorgnette ; une tranchée face à l'est, à la Haie, à 100 mètres seulement de la tranchée allemande. Aussi est-il très difficile de la couvrir d'un réseau de fils de fer. Fantassins et sapeurs vont à contre-cœur à cette besogne dangereuse, et l'obstacle passif reste insuffisant. Il y a plus. Depuis une huitaine de jours, les Allemands s'approchent la nuit à 20 mètres, lancent des grenades et s'enfuient en courant : les Français restent d'abord stupéfaits de cette résurrection d'une arme archaïque; puis ils fabriquent des grenades à leur tour. Derrière la première ligne, une deuxième ligne

s'ébauche. En arrière, dans le bois, se multiplient les abris : ceux des artilleurs, près de leurs pièces, profonds; ceux des fantassins, éparpillés en village nègre, et plus propres à les défendre des intempéries que des obus. La vie s'organise : corvées d'eau, rondes de brancardiers. Les postes de secours sont poussés en avant. Mais les cimetières aussi se multiplient.

UN ASSAUT EN DÉCEMBRE 1914.

En décembre, les Allemands, par une vigoureuse attaque partie d'Ablain, ont enlevé le fortin qui les dominait sur le Grand-Éperon. Sur l'autre face de la position, ils ont organisé, sous les ruines de la Chapelle, un réduit d'où ils envoient les ordres à leur artillerie, et d'où débouchent d'incessantes attaques. Leurs minenwerfer écrasent les tranchées françaises sous d'énormes torpilles.

Il faut en finir, et, le 17 décembre, les Français attaquent. On a amené des pièces de siège, et on a fait une préparation d'artillerie, consistant en trois reprises d'artillerie lourde et de campagne, séparées par des repos de vingt minutes. Les obus lourds sont destinés à la destruction, les obus de campagne à la contre-batterie. Les mitrailleuses tirent pendant les repos pour contribuer à détruire les réseaux. L'infanterie doit donner l'assaut à la fin de la troisième reprise, vers treize heures dix, sans que le départ ait été fixé à une minute près, comme on fera plus tard. Les unités sortant les unes après les autres, les premières sont écrasées sous des feux concentrés, les secondes hésitent, celles dont le retard était plus considérable sont clouées dans leurs tranchées par des barrages d'obus et des gerbes de mitrailleuses. Les liaisons entre l'infanterie et l'artillerie sont rompues, et celle-ci allonge ses salves au jugé. Cependant quelques tranchées sont prises; et le front est sinueux et incertain. Une partie de ces tranchées est reperdue; on en établit de nouvelles à leur contact immédiat. Telle est une bataille d'assaut à la fin de 1914.

LES PROGRÈS DE LA GUERRE DE SIÈGE.

L'hiver passe, si rude dans les tranchées qu'il a fallu multiplier les relèves : sinistre cortège d'hommes changés en blocs de boue, et qui s'avancent par les boyaux, en file indienne, dans la nuit profonde, sous la pluie. Toute la nuit, les grenades tombent avec un claquement sourd, les torpilles éclatent avec une détonation formidable. La perte est chaque jour de 10 à 15 hommes par bataillon. L'artillerie contrebat les batteries ennemies, entretient sur les tranchées allemandes un tir de démolition, coupe les boyaux les plus fréquentés, arrose les zones où des mouvements de troupes sont signalés, bombarde parfois, mais avec circonspection et à regret, les villages, bat la nuit les itinéraires de relève, enfin cloue par les terribles barrages du 75 les attaques ennemies. — Le rôle de

l'aviation est encore incertain. Les reconnaissances n'ont plus autant d'intérêt dans cette guerre fixée, et l'hiver y est peu favorable. Le bombardement aérien ne dispose pas encore de moyens puissants. Mais déjà l'aviation développe sa collaboration aux réglages d'artillerie. Elle rapporte aussi des clichés précieux.

Les tranchées se multiplient : on pousse vers l'ennemi des sapes dont les têtes forment des postes d'écoute. Depuis l'affaire du 17 décembre, il y a des tranchées qui appartiennent en partie aux Français, en partie aux Allemands, et où les adversaires cohabitent, séparés par des sacs à terre. Nez à nez, les adversaires se fusillent, se battent à la grenade, s'insultent, se bousculent à coups de crosse. Des sapes souterraines poussent leurs galeries sous la position ennemie qu'on va faire sauter; à l'arrière, les territoriaux dévident le ruban des boyaux et des parallèles de soutien.

LES COMBATS DE MARS.

Le 3 mars, les Allemands attaquent à leur tour. Ils ont fait le 2 une débauche d'obus et de torpilles. A cet ouragan a succédé une nuit silencieuse; puis, le 3, à sept heures du matin, une formidable rafale, obus, torpilles, sans doute explosion de mines, a éclaté. L'infanterie allemande s'est jetée en masse sur les tranchées françaises et les a occupées avant que les défenseurs aient pu saisir leurs armes. L'artillerie allemande arrose les bois en arrière pour empêcher les réserves de s'y rassembler. Au nord, les assaillants ont dépassé la Haie et pénétré dans les boyaux ; mais au sud le boyau de la crête méridionale est resté aux mains de défenseurs énergiques, qui se trouvent avoir une position de flanc sur l'adversaire, et qui l'arrêtent. La leçon que les Français tirent de l'aventure du 3, c'est qu'un front, pour être inviolable, doit comporter, derrière la tranchée de tir, une deuxième tranchée « tenant la première sous son feu et pouvant servir, en cas de malheur, de base de départ pour une contre-attaque immédiate. »

Cette contre-attaque, les Français, remontés dans les bois, la donnent le 5. Ils reprennent les premiers boyaux. Sur les tranchées suivantes, l'artillerie fait une préparation de 75 en feu roulant à pleine vitesse pendant une heure, ce qui ne s'était jamais entendu. Après quelques secondes de silence, les chasseurs chargent en rangs serrés et reprennent le terrain jusqu'à la Haie.

Le 15 mars, les Français attaquent, sur la face sud de la position, les tranchées du Grand-Éperon, que les Allemands ont conquises en novembre. Préparation violente. Les officiers d'artillerie sont dans la tranchée avec les fantassins, presque au point d'arrivée de leurs obus, reliés à leurs batteries par le téléphone. Après cette préparation, le bataillon d'infanterie chargé de l'assaut a enlevé la

position allemande en cinq minutes. Mais alors la situation se retourne. Ce sont les batteries allemandes qui concentrent un feu formidable sur la position conquise. Ces représailles seront le danger de toutes les attaques partielles.

Les fantassins tiennent. Le 18 au soir, ils sont relevés par les chasseurs. Ceux-ci, avant d'avoir bien pu connaître la position, sont surpris le 20 au matin par une contre-attaque et perdent la plus grande partie de l'éperon. Ni leurs retours offensifs, ni les attaques d'un bataillon d'infanterie qui leur succède, ne peuvent regagner le terrain perdu. Enfin, le 15 avril, réédition de l'affaire du 15 mars. Un bataillon français reprend définitivement le Grand-Éperon. Cette fois, un élément nouveau a pris part à la préparation : ce sont les canons de tranchée de 58, qui lancent une torpille à ailettes.

Telle est la physionomie et tels sont les progrès de la guerre de tranchées depuis l'automne de 1914 jusqu'au printemps de 1915.

LA GUERRE DES OBSERVATOIRES.

Dans la vie quotidienne des tranchées, les positions relatives des deux adversaires ont une importance considérable. Celui qui voit dans les lignes de l'autre le gêne et prend aussitôt un grand avantage. De là, une véritable guerre locale pour les observatoires, pendant toute la fin de 1914 et toute la première partie de 1915. Tels sont, à l'est de l'Argonne, les combats pour l'observatoire de Vauquois, à l'est de Verdun, les combats pour l'observatoire des Éparges, qui nous reste, et pour celui des jumelles d'Ornes, que nous ne réussissons pas à enlever.

CHAPITRE VII

LES TRANSFORMATIONS DE LA GUERRE[1]

I. L'ARMEMENT DE L'INFANTERIE. — II. LES TRANSFORMATIONS DE L'ARTILLERIE. — III. LES ARMES NOUVELLES.

I. — L'ARMEMENT DE L'INFANTERIE

EN même temps que la guerre se fixait sur un front de tranchées, les problèmes nouveaux que cette guerre de positions donnait à résoudre, le désir de vaincre un adversaire égal par un outillage supérieur, amenaient une transformation des armements en concurrence. Et cette transformation se prolongea jusqu'à la fin de la guerre.

LE FUSIL.

Le fantassin, dans toutes les armées, était parti en guerre avec un fusil à répétition, alimenté par un magasin ou par un chargeur, d'un calibre variant de 6,5 à 8 millimètres, d'une portée supérieure à 2 000 mètres, la vitesse initiale du projectile étant un chiffre entre 600 et 850 mètres. Cette arme répondit, en somme, aux besoins, et ne fut changée dans aucun des camps pendant la guerre. Chaque pays se flattait d'avoir un modèle de fusil automatique; mais, dans aucun, il ne fut mis en service en grand nombre.

LA MITRAILLEUSE.

Naturellement, on désirait, d'un côté comme de l'autre, augmenter la rapidité du tir et par conséquent la densité des balles, sans augmenter le nombre des hommes en ligne. Le problème était résolu dès le temps de paix par la mitrailleuse. Dans toutes les armées, la mitrailleuse avait la munition d'infanterie. Elle diffé-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Lieutenant-général M. Schwarte, *Die Technik im Weltkriege*, Berlin, 1920; Commandant Bouvard, *Les leçons militaires de la guerre*, Paris, 1920; Lieutenant-colonel Pellegrin, *La vie d'une armée pendant la guerre*, Paris, 1922. — Ch. Moureu, *La Chimie et la guerre*, Paris, 1920. — Colonel Dutil, *Les chars d'assaut. Leur création et leur rôle pendant la guerre*, Paris, 1919; P. Lestringuez, *Sous l'armure*, Paris, 1919. — Commandant Ortlich, *L'aéronautique*, Paris, 1920. L'ouvrage du général Pedoya, *La Commission de l'armée pendant la grande guerre*, Paris, 1921, traite surtout du matériel.

rait d'un pays à l'autre par le système de refroidissement à eau ou air et par l'affût.

Les Allemands entrèrent en guerre avec une mitrailleuse pesant au total 53 kilos; les Français avec une mitrailleuse pesant 58 kilos. Le nombre des mitrailleuses était sensiblement le même : une compagnie de 6 tubes par régiment dans l'armée allemande, une section de 2 tubes par bataillon dans l'armée française. L'armée française possédait au début de la guerre 5 100 mitrailleuses, dont 2 020 dans les corps de troupes.

On s'aperçut aussitôt de l'extrême puissance de cette arme; on eut tendance à la multiplier. D'autre part, on reconnut l'avantage d'avoir une mitrailleuse légère, qui pût être enlevée à temps d'une tranchée perdue ou suivre une offensive. Les Français résolurent le problème par le fusil mitrailleur, qui pesait 9 kilos et qui était en usage au moment de la bataille de la Somme, — les Allemands par la mitrailleuse légère 08/15, qui en pesait 17. Un modèle ultérieur, 08/18, ne pesait plus que 13 kilos et demi. A la fin de la guerre, un bataillon allemand avait 12 mitrailleuses lourdes et 24 légères, un bataillon français 12 mitrailleuses et 36 fusils mitrailleurs. — Une sorte particulière de mitrailleuses fut créée pour les avions, à la fois très légère et montée sur un affût qui lui permit de tirer dans tous les azimuts.

MUNITIONS SPÉCIALES.

Les progrès de la guerre transformant les objectifs, il fallut, pour percer les parapets, boucliers, sacs à terre et autres engins de protection, transformer le projectile. L'armée allemande tira une balle à noyau d'acier. Mais cette balle se trouva elle-même impuissante, dans l'automne de 1917, contre les chars d'assaut. Il fallut employer contre eux un fusil d'un calibre plus fort, le fusil T, avec une cartouche plus lourde. Contre les buts aériens, pour suivre la projection, on usa des balles lumineuses; pour faire exploser les ballons et allumer les réservoirs d'essence des avions, des balles incendiaires.

LES GRENADES.

Pour le combat rapproché, les Russes et les Japonais avaient fait usage, devant Port-Arthur, de la grenade à main, puis de la grenade à fusil. Quand, en 1914, les adversaires d'égale force, immobilisés l'un par l'autre et demeurés au contact, commencèrent à s'enfoncer dans les tranchées, en se dérobant au tir tendu du fusil, ils cherchèrent à s'atteindre en envoyant à la main, par-dessus le parapet, des charges d'explosifs dans des boîtes à conserves ou des bouteilles d'eau minérale, munies d'un détonateur. Ces engins primitifs furent remplacés par la grenade qui se révéla une arme très puissante. La grenade elle-même fut, ou lancée à la main, le bras

tendu, ou par le fusil, comme la grenade V. B. de l'armée française, ou enfin par des appareils spéciaux, comme le *granatwerfer* et le *minenwerfer* léger de l'armée allemande.

ARTILLERIE DE TRANCHÉE.

L'armée allemande possédait, dès avant la guerre, pour écraser un objectif à petite distance, sous une forte charge d'explosif, une arme tenue secrète et nommée *minenwerfer*. Destiné à remplacer l'artillerie lourde dans des conditions de petite portée et de bonne observation, ce *minenwerfer* lourd appartenait au matériel de siège. Mais, une pareille arme n'étant pas moins utile pour la défense, l'armée allemande avait adopté un *minenwerfer* moyen, destiné à démolir les sapes de l'assaillant, et qui appartenait au matériel de place.

Cette arme exclusivement allemande fit ses preuves dès les premiers sièges. La guerre de position lui donna un emploi plus général. D'abord en très petit nombre et faiblement approvisionnés, les *minenwerfer* furent construits fiévreusement. L'inconvénient est qu'ils concentraient sur eux les feux de l'artillerie adverse : il fallut les retirer un peu en arrière de l'infanterie. D'autre part, le système défensif de chaque parti se développant tous les jours en profondeur, il leur fallait battre une zone plus profonde. Ces deux raisons amenèrent à accroître leur portée. On s'étudia aussi à accélérer leur tir.

Ils formèrent ainsi une arme économique et très puissante, que les Allemands développèrent largement. Tandis que le programme Hindenburg demandait le doublement de la production pour tout le reste du matériel, il multipliait par 5 ou 6 celle des minenwerfer. Dans l'été de 1915, il eut dans chaque corps d'armée une *Abteilung* de minenwerfer légers, moyens et lourds. La création de ces unités permit des concentrations de feux et un nouvel emploi tactique de l'arme. Des bataillons de minenwerfer furent en outre constitués et laissés à la disposition du grand quartier.

Dans l'automne de 1915, chaque division reçut une compagnie de minenwerfer, qui en comprit d'abord 2 lourds, 4 moyens, 6 légers, puis 3 lourds, 6 moyens et 12 légers. En 1916, le nombre des compagnies fut porté à 2 par division, chaque armée ayant de plus un bataillon. Il fut de plus formé des compagnies de montagne (4 moyens, 8 légers).

Arriva, le 1er juillet 1916, la bataille de la Somme. Sous le feu écrasant des Alliés, minenwerfer lourds et moyens furent mis en pièces, tandis que les légers échappèrent et jouèrent un rôle important dans la défense. On les sépara donc des autres en les donnant aux compagnies d'infanterie et en ne laissant aux troupes spéciales

que les lourds et les moyens. Pour familiariser le fantassin avec sa nouvelle arme, on créa des écoles aux armées.

Cependant les changements tactiques exigeaient plus de portée, le renforcement des défenses plus de pénétration pour les mines lourdes, la reprise de la guerre de mouvement plus de mobilité pour les minenwerfer légers, le péril croissant des tanks une adaptation nouvelle. Contre les tanks, on tira à trajectoire plus tendue. La mobilité fut donnée par un nouvel affût. Il y eut, comme dans les munitions d'artillerie, des mines incendiaires, des mines éclairantes, des mines donnant des nuages. En 1917, une adaptation spéciale à l'envoi des gaz constitua le *gaswerfer*. Enfin, dès l'hiver de 1916-17, des mines spéciales tirées vers l'arrière envoyèrent des renseignements jusqu'à 1 800 mètres : ce sont les *nachrichtenminen*. Le minenwerfer a retardé la défaite de l'Allemagne.

Les Français, de leur côté, après avoir tiré des arsenaux les vieux mortiers lisses, construisirent des crapouillots. En 1918, cette artillerie de tranchée a joué un rôle essentiel dans la destruction des premières lignes allemandes.

L'ARTILLERIE D'ACCOMPAGNEMENT.

En outre, l'infanterie française a reçu pendant la guerre un petit canon à tir tendu, le canon de 37, tirant un obus à pointe d'acier animé d'une grande vitesse, et un mortier d'accompagnement, envoyant sur une trajectoire courbe un obus de plusieurs kilos. Des deux armes, fusils et mitrailleuses, dont elle disposait en 1914, elle a passé en 1918 à 9 modèles d'armes différentes.

UN BATAILLON EN 1918.

Cet armement varié amène une variété analogue dans l'intérieur du bataillon. En 1918, celui-ci comprend 3 compagnies, plus une compagnie de mitrailleuses et une section d'engins d'accompagnement (1 canon de 37 et 1 mortier). La compagnie met en ligne 100 voltigeurs (c'est le nom donné aux hommes armés de fusils) et 40 fusiliers mitrailleurs formant 12 groupes. Le bataillon de 1914, qui comprend 1 000 hommes uniformément armés du fusil, plus 2 mitrailleuses, a comme premier approvisionnement 123 000 cartouches. Le bataillon de 1918, avec 750 hommes, dispose de 142 000 cartouches, 1 200 grenades et 400 projectiles pour les engins d'accompagnement.

II. — LES TRANSFORMATIONS DE L'ARTILLERIE

L'ARTILLERIE FRANÇAISE EN 1914.

L'ARMÉE française était entrée en campagne avec un canon de 75, qu'on estimait suffisant pour toutes les tâches. L'artillerie divisionnaire était de 36 pièces, l'artillerie de corps d'armée de 48, ce qui faisait pour un corps d'armée à deux divisions

120 canons. Au total, les armées disposaient de 3 793 canons de 75.

L'artillerie lourde n'existait ni à la division, ni au corps, mais seulement à l'armée, et en petit nombre, au total 300 matériels répartis entre quatre types : quelques 105 longs 1913, tirant à 11 000 mètres ; le 120 court 1890, obusier léger à portée de 5 000 mètres ; le 120 long 1878, tirant à 9 000 mètres ; le 155 court 1904, le Rimailho, tirant à 6 000 mètres.

L'ARTILLERIE ALLEMANDE EN 1914.

L'armée allemande a comme canon de campagne un canon de 77, à raison de 108 pièces seulement par corps d'armée. Mais elle a de plus à la division 18 obusiers légers de 105, tirant à 6 000 mètres, au corps 16 obusiers lourds de 150, tirant à 8 000 mètres, à l'armée des groupes de mortiers de 210 tirant à 9 000 mètres, et de canons longs, 100, 130, 150, tirant à 10, 13, et 14 kilomètres. Soit au total 2 000 pièces lourdes, 1 500 obusiers légers de 105 et 5 000 canons de 77.

La supériorité de l'armée allemande en artillerie moyenne et lourde est écrasante. Il existait heureusement en France, dans les arsenaux et dans les forts, un matériel dit matériel de Bange, construit entre 1877 et 1882, en très bon état, canons de campagne de 80 et de 90, canons de 95, de 120 long, de 155 long, de 155 court, mortiers de 220 et de 270, au total au moins 7 500 bouches à feu approvisionnées à 60 millions de coups. On commença à les utiliser à la fin d'août 1914. C'est l'artillerie de Bange qui fera les opérations de 1915, y compris la Champagne, exécutant la contre-batterie avec ses canons longs et le pilonnage avec ses pièces courtes. Elle sera encore le principal de l'artillerie lourde à Verdun (hiver et printemps 1916) et même sur la Somme (été et automne 1916). Mais ses calibres moyens, qui jouent le rôle principal, ne font que du tir tendu.

LE PROBLÈME DES MUNITIONS.

Comme munitions, l'artillerie française partit avec un approvisionnement de 1 390 coups par pièce. On avait de plus prévu une production journalière de guerre de 14 000 coups de 75, et de 405 obus de 155.

En somme, les défauts de l'artillerie étaient les suivants : nombre insuffisant de munitions, manque de pièces à tir courbe, manque d'artillerie lourde moderne.

Dès le milieu de septembre, le commandement en chef demandait 40 000 coups par jour, d'extrême urgence ; le 2 janvier 1915, 80 000. Il fallut recourir à toutes les offres, sans garanties suffisantes ; le 10 novembre, on fabriquait 18 000 obus par jour, fin décembre 56 000, en janvier 1916 63 000. Malheureusement, cette « vulgarisation » donna des obus qui faisaient éclater les pièces. Il se produisit en 1915 une véritable crise et il fallut monter la fabrication de canons

neufs. Enfin la production se régularisa. Elle atteignit, en 1916, 150 000 obus de 75 par jour, et une quinzaine de tubes. Elle s'éleva ensuite à 200 000 obus. Le 21 mars 1918, les stocks dépassaient 21 millions de coups de 75, 750 000 de 105, et 3 500 000 de 155.

LES EXPLOSIFS. La fabrication des explosifs prit un énorme développement. Avant la guerre, la France fabriquait par an 1 200 000 tonnes d'acide sulfurique par le procédé des chambres de plomb, et 6 000 tonnes d'acide fumant, dit oleum; à la fin de la guerre, la production annuelle avait passé à près de 2 millions de tonnes d'acide des chambres, et 300 000 tonnes d'oleum. La consommation de nitrate était avant la guerre de 320 000 tonnes, dont les 7/8 pour l'agriculture; en 1916, elle fut de 540 000 tonnes, entièrement pour les munitions. Ces nitrates étaient traités par l'acide sulfurique, pour obtenir l'acide nitrique. Mais on obtenait encore celui-ci synthétiquement, soit par l'oxydation de l'azote dans l'arc électrique, ce qui se pratiquait à Pierrefitte, soit par l'oxydation de l'ammoniaque. On fit ainsi plus de 60 000 tonnes d'acide nitrique synthétique. Quant à la production totale d'acide nitrique, elle passa de 15 000 à 50 000 tonnes par mois.

Le problème de l'alcool était très compliqué, l'ennemi occupant une partie de nos distilleries. On réussit néanmoins à fabriquer de 1 500 000 à 2 millions d'hectolitres par an; on importa le reste, 1 200 000 hectolitres en 1916, 1 400 000 en 1917. L'éther était fabriqué par le procédé classique, en chauffant l'alcool avec l'acide sulfurique.

La nitration du coton donne le coton-poudre; gélatinisé par le mélange alcool-éther (ou par d'autres solvants), le coton-poudre devient la poudre B. Le plan de mobilisation avait prévu la fabrication journalière de 24 tonnes; en juillet 1917, elle était voisine de 500 tonnes. La production totale pendant la guerre a été de 310 000 tonnes; en outre, 120 000 tonnes ont été importées des États-Unis.

Les explosifs brisants sont constitués par des hydro-carbures aromatiques (benzène et toluène), ou des phénols tirés de la houille. La production du phénol passa de 1 tonne par jour à 250. La nitration du phénol donnait la mélinite, dont la fabrication atteignait 500 tonnes par jour et fut de 230 000 tonnes pour toute la guerre. La nitration du toluène donna la tolite, dont la fabrication passa de 150 kilos à 60 tonnes par jour et atteignit pour toute la guerre 40 000 tonnes.

L'ARTILLERIE LOURDE. L'accroissement des matériels lourds se fit assez lentement. Dans la première moitié de 1916, les canons de 105 étaient arrivés

à former un groupe par corps d'armée; mais on les ménageait, leur usure étant rapide. Les nouveaux canons courts de 155 (Schneider ou Saint-Chamond) ne comptaient pas encore. Ils ne sont entrés en ligne en grand nombre qu'à la fin de 1917.

LE PROGRAMME DU 30 MAI 1916.

Ce n'est que le 30 mai 1916 que le programme d'artillerie lourde a été réellement établi. On commanda 4690 matériels, formant la dotation en artillerie lourde à tir rapide de 90 divisions d'infanterie (155 court), de 40 corps d'armée (155 long), plus 10 régiments à tracteur court (48 matériels par régiment), 10 régiments à tracteur long, enfin 800 pièces sur voie ferrée.

Ce programme n'était pas terminé au moment de l'armistice, en novembre 1918. Toutefois l'offensive finale de juillet 1918 a pu être faite, pour la première fois, avec des moyens suffisants. On donnera une idée du développement de l'artillerie en disant que les artilleurs comptaient, en mai 1915, 394 000 combattants et, en octobre 1918, 401 000. Dans le même temps, l'infanterie était tombée de 1 526 000 combattants à 851 000. Les effectifs de l'artillerie, comparés au nombre total des combattants, représentaient 18,4 p. 100 en mai 1915, 32,7 en octobre 1918. — L'artillerie légère avait passé de 4 000 pièces à près de 5 000, l'artillerie lourde de 300 à plus de 5 000. De leur côté, les Allemands avaient, en 1918, 12 500 pièces d'artillerie légère, dont un tiers (et non plus un quart) d'obusiers, et 7 860 pièces lourdes.

III. — LES ARMES NOUVELLES

LES GAZ ASPHYXIANTS.

LE 29 juillet 1899, au congrès de la Haye, les nations européennes s'étaient interdit l'emploi de projectiles ayant pour effet unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères. Cependant l'invulnérabilité relative de l'adversaire dans les tranchées engagea les Allemands à manquer une fois de plus à leur parole, et à essayer dès la fin de janvier 1915 un obus dont l'action principale était due aux gaz qu'il émettait en se brisant, l'obus T. Mais d'une part la saison était peu favorable, et d'autre part il parut plus efficace de concentrer le gaz dans des récipients et de le faire porter par le vent. On constitua pour leur manipulation une troupe spéciale, et la première émission en grand eut lieu le 22 avril 1915 à Langemark, au nord d'Ypres, sur un front de 6 kilomètres. L'émission dura 5 minutes, par un vent de 2 à 3 mètres à la seconde, et créa un nuage de 600 à 900 mètres de profondeur. L'effet fut foudroyant. Heureusement les Allemands n'exploitèrent pas à fond leur succès tactique. Les Anglais exécutèrent à leur tour une attaque

aux gaz de grand style à Loos le 25 septembre 1915. Ce fut le tour des Allemands, qui n'avaient pas cru à ce danger, d'être surpris.

L'emploi de la nappe de gaz dans une attaque était très délicat. La longueur des préparatifs, la dépendance du vent, le danger permanent que les bouteilles chargées représentaient pour les troupes amies, la difficulté de suivre le nuage à bonne distance, le perfectionnement des masques et de la discipline chez le défenseur firent qu'en somme aucun grand succès n'a été dû à l'emploi de ces nappes. Elles ont été surtout un moyen d'inquiéter l'adversaire et de lui infliger des pertes.

Au printemps de 1917, les troupes britanniques employèrent des torpilles à gaz qui, lancées à la fois et en grand nombre (plusieurs centaines), créaient un nuage si fort et si subit, que les mesures ordinaires d'alarme étaient impraticables et l'emploi même du masque difficile. Les Allemands employèrent à leur tour ce procédé en Italie en octobre 1917. Peu à peu ce système plus commode remplaça celui des nappes. L'armée allemande comprit 9 bataillons de *gaswerfer*.

LES OBUS A GAZ.

Cependant il était bien évident qu'un emploi vraiment souple, efficace et précis des gaz dans une action de grand style ne pouvait être fait que par l'artillerie. Ce fut en Argonne, dans l'été de 1915, que les Allemands employèrent dans ce dessein un nouvel obus, l'obus K, qui agissait plus violemment que l'obus T sur les organes de la respiration. Mais ces obus étaient encore médiocrement en faveur. La consommation ne dépassait pas 24 000 coups par mois. Un progrès décisif fut obtenu par l'apparition de l'obus à croix verte, au mois de mai 1916.

L'OBUS A CROIX VERTE.

Celui-ci était fondé sur une idée expérimentée avec succès par les artilleurs français dès le printemps de 1916. C'était la suppression de la charge d'explosif, qui contrariait la formation du nuage. L'obus français à phosgène qui causa des pertes aux Allemands était construit sur ce principe. Ils l'employèrent à leur tour dans l'obus à croix verte, qu'ils tirèrent en grande quantité à Verdun dans l'été de 1916.

L'effet de cet obus ne dépendait plus de la direction du vent. Il demandait seulement un vent faible. Les divers calibres reçurent des munitions vertes. Leur principal emploi était de créer des barrages ou de neutraliser des zones (*gassümpfe*). Du coup le problème de la contre-batterie, jusque-là insoluble, se trouvait résolu. Dans l'été de 1917, les Allemands firent un nouveau et important progrès par l'emploi de deux munitions nouvelles, la jaune et la bleue. En



GROUPE DE TANKS RENAULT SE RENDANT AU COMBAT

Les tanks Renault jouèrent un rôle prépondérant dans les attaques françaises de 1918 et reçurent alors le nom populaire qui les a consacrés : ce sont les « Chars de la Victoire ».



CANON DE 400 EN POSITION DE TIR

Notre artillerie lourde était notoirement insuffisante au début de la guerre. La création d'un matériel nouveau doté, entre autres types, d'un canon de 400 sur truck, permit d'exécuter l'offensive de 1918 avec des moyens suffisants.

particulier, la munition jaune, c'est-à-dire l'ypérite, infectait une région pour des jours entiers en été, pendant des semaines entières en hiver. L'obus faisait peu de fumée, la présence de poison était difficile à déceler, et son action se manifestait par des brûlures. Les objets infectés corrodaient la peau. Les aliments ypérités devenaient mortels. Employée d'abord en Flandre en juillet 1917, la munition à croix jaune fut bientôt produite à raison de 1 000 tonnes par mois. Une combinaison d'ypérite et d'explosif donna l'obus brisant ZB. La munition à croix bleue, qui apparut dans le même temps, était un composé de l'arsenic, qui donnait un gaz lourd, produisant un nuage très actif (il suffisait de trois milligrammes pour mettre un homme hors de combat pendant un quart d'heure), et qui présentait la propriété de traverser les masques. On combina la munition bleue avec l'explosif de façon à donner un obus à la fois brisant et toxique, dont la production dépassa un million de coups par mois. On tira aussi l'obus bleu avec l'obus vert, le premier contraignant l'adversaire à retirer son masque, et à se livrer à l'action du second. L'emploi de ces obus a été constant, soit dans la campagne défensive des Allemands en 1917, soit dans leur campagne offensive de 1918.

L'YPÉRITE.

LA MUNITION BLEUE.

Les Alliés se trouvèrent pris au dépourvu par l'agression des gaz. En France, une première commission se réunit le 28 avril 1915; le service fut définitivement organisé, sous le nom de Service du matériel chimique, par un arrêté du 17 septembre 1915. Dirigé par le général Ozil, ce service comprenait un organe d'études, l'Inspection des Études et Expériences chimiques, et un organe de fabrications, la Direction du Matériel chimique de guerre.

LE SERVICE DU MATÉRIEL CHIMIQUE.

L'Inspection des Études était elle-même divisée en deux sections, Section des produits agressifs et Section de protection. La protection fut d'abord faite par des moyens de fortune : lunettes et tampons. La Commission des Études chimiques adopta le 28 juillet 1915 une compresse imprégnée d'huile de ricin, contre le chlore et le bromure de benzyle; le 16 août, une seconde compresse au sulfonitrate de soude, contre le phosgène; enfin, le 31 août, une troisième compresse à l'acétate basique de nickel contre l'acide cyanhydrique; le 25 octobre, les deux dernières compresses furent réunies en une seule modifiée; et ce système dura jusqu'à la fin de 1917. Quant à l'appareil même de protection, on adopta, à la fin de 1915, le masque M_2, avec des viseurs en cellophane, remplacé en février 1918 par le masque A. R. S., très léger et très commode. On fabriqua 30 millions de masques M_2 et 5 millions de A. R. S. Ceux-ci exigèrent le travail de 12 000 ouvriers. En même temps qu'on se protégeait, il fallait riposter.

LA PROTECTION.

LA FABRICATION DES GAZ EN FRANCE.

Le seul gaz suffocant dont l'emploi fût immédiatement possible était le tétrachlorosulfure de carbone, proposé par le professeur Urbain, et qui se fabriquait avec du sulfure de carbone et du chlore gazeux. On en chargea un grand nombre d'obus pour l'offensive de Champagne. Mais il n'était qu'un moyen de fortune, et insuffisamment agressif. On pensa au phosgène et à l'acide cyanhydrique, qu'on employa dans un mélange nommé vincennite. On attendit que les Allemands eussent eux-mêmes employé des produits de tonicité égale, et les premiers obus au phosgène furent tirés à Verdun en février 1916, les premiers obus à la vincennite sur la Somme en juillet. La vincennite foudroie, mais, à dose non mortelle, elle ne laisse pas de traces; le phosgène, quelques heures après l'inhalation, produit un malaise, suivi de mort subite. On se servit encore en 1916 de chloropicrine. L'acroléine servit à charger les grenades. Enfin, quand les Allemands se furent servis d'ypérite (sulfure d'éthyle dichloré), on chercha à fabriquer ce corps : le problème fut résolu au commencement de 1918. On en fabriqua 240 kilos en mars, 7 tonnes en avril, pour arriver à 510 tonnes en octobre. Au total on chargea en produits toxiques, du 1er juillet 1915 au 11 novembre 1918, 13 millions d'obus de 75, 4 millions d'obus lourds et de bombes, sans compter 1 100 000 grenades à acroléine.

LES CHARS D'ASSAUT.

Devant les ravages du feu, on chercha à rendre invulnérable l'infanterie qui attaquait. « C'était au cours de la retraite, en septembre 1914, écrit le lieutenant Lestringuez; le colonel Estienne, qui commandait alors le 22e régiment d'artillerie, cheminait silencieusement à pied, tenant son cheval par la bride, lorsque, longeant un champ de terre grasse et molle, le colonel s'arrêta court et, se tournant vers son état-major : Celui qui le premier pourra faire rouler là-dessus des cuirassés de terre, armés et équipés, dit-il, aura gagné la guerre. » Le 1er décembre 1915, le même officier écrivait au général en chef : « J'estime qu'il faut six mois et dix millions pour réaliser le matériel nécessaire au transport d'une vingtaine de mille hommes, force suffisante pour enlever par surprise les lignes successives sur 40 kilomètres de front et permettre l'irruption des masses disposées en arrière. » Le 12, le colonel Estienne exposa au général Janin son système : il partait de la chenille, voie ferrée articulée et sans fin, que l'appareil déroule sous ses roues, et qui est en usage dans les tracteurs agricoles. Il adaptait au tracteur Holt un blockhaus d'acier, qui recouvrait l'équipage, l'armement (un canon et deux mitrailleuses) et le moteur. L'appareil était long de 4 mètres et pesait 12 tonnes. Les chars d'assaut devaient partir au petit jour, surprendre l'ennemi, atta-

quer les tranchées et ne les dépasser qu'après les avoir livrées à l'infanterie.

Il construisit avec l'ingénieur Brillé, du Creusot, un char, dit char Schneider. En février 1916, 400 de ces chars furent commandés par l'état-major. De son côté, le ministère de l'Armement commanda aux forges de Saint-Chamond 400 chars d'un type plus lourd. Enfin les Anglais étudiaient de leur côté le même problème en 1915, et réalisaient deux types, le petit et le grand Willie. Au début de 1916, M. Winston Churchill obtint que 125 grands Willies fussent commandés à la maison Foster; pour assurer le secret, les plaques de blindage passeraient pour être destinées à des réservoirs de pétrole pour la Russie. De là nom de réservoir, *tank*, donné à l'appareil.

Les tanks britanniques sortirent pour la première fois sur la Somme le 15 septembre 1916, et emportèrent quatre villages; mais l'effet de surprise se trouvait dépensé. D'autre part, les chars d'assaut français furent mal engagés le 16 avril 1917, et parurent discrédités. Les choses en étaient là, quand, le 20 novembre 1917, les troupes britanniques exécutèrent sans préparation d'artillerie une attaque par les tanks, par surprise et en masse, devant Cambrai. Cette fois les formidables lignes de la position Siegfried furent traversées.

LES CHARS LÉGERS.

Cependant, dès le 27 novembre 1916, le général Estienne avait proposé un char léger, le char Renault. Les essais eurent lieu en mars 1917, et prouvèrent les qualités offensives du nouvel engin. Les combattants le réclamaient. Il commença à sortir en séries à la fin de 1917. La première unité armée fut constituée le 1er janvier 1918. C'était un bataillon, comprenant en théorie 75 chars, montés par 20 officiers, 48 sous-officiers, 56 brigadiers et 247 hommes. En août, il existait 15 de ces bataillons, avec plus de 1 100 chars, et en novembre 25 bataillons avec plus de 2 000 chars. Du 31 mai au 18 juillet, les chars légers gardent la lisière de la forêt de Villers-Cotterets, et couvrent les préparatifs de la grande attaque Mangin du 18 juillet, où ils jouent un rôle essentiel. Bientôt ils reçoivent le nom populaire qui les a consacrés : ce sont les chars de la victoire.

Au moment de l'armistice, l'artillerie d'assaut (A. S.) comprend 8 régiments (501-508). Chaque régiment comprend un groupement de chars lourds (Schneider ou Saint-Chamond) et 3 bataillons de chars légers. Les régiments sont groupés en 3 brigades.

Ce fut une des erreurs de l'Allemagne de n'avoir pas compris l'importance des chars d'assaut. Cette arme n'a pour ainsi dire pas existé dans l'armée allemande.

L'AVIATION.

On peut dire que la guerre dans les airs s'est développée entiè-

rement pendant les opérations. Au moment où elles commencent, l'aéronautique possède trois sortes d'instruments, le ballon captif, le ballon dirigeable et l'avion. Mais l'avion a déjà, si récent qu'il soit, éclipsé les deux autres. Les ballons captifs ont été complètement condamnés : les compagnies d'aérostiers ont disparu des formations de campagne. Il ne subsiste que les compagnies des quatre grandes places de l'est : Verdun, Toul, Épinal, Belfort. Elles se servent de ballons sphériques. — Comme dirigeables, nous possédons seulement quelques unités de type souple, ne dépassant guère 9 000 mètres cubes; après un moment de défaveur devant le succès de l'avion, on a mis en chantier une nouvelle série, toujours de type souple, mais de grande dimension, dépassant 20 000 mètres cubes. Les dirigeables de cette série sont en chantier quand la guerre éclate : ils firent leurs essais à la fin de 1914. Ce fut un échec; mais, à ce moment, l'expérience avait déjà exclu le dirigeable de la guerre terrestre. — L'avion était apparu aux manœuvres de Picardie en 1910; en 1912 et 1913, le service avait été organisé, chaque parti disposant d'un groupe de 3 escadrilles, destiné à l'exploration stratégique. A la mobilisation, chaque armée dispose de 4 à 5 escadrilles, qui sont simplement des organes de reconnaissance. Ces reconnaissances, ordonnées par l'armée, sont faites par des officiers rattachés au deuxième bureau de l'état-major. Leur chef s'appelle chef des reconnaissances aériennes. Les avions sont, ou des biplans sans fuselage, ou des monoplans, à moteur fixe ou rotatif. Les vitesses de vol varient de 80 à 115 kilomètres à l'heure. Presque tous les appareils montent très lentement, s'élevant à 2 000 mètres en une heure et demie; seuls le biplan Caudron et le monoplan Morane atteignent cette hauteur en vingt-cinq à trente minutes.

L'aviation allemande est à peine équivalente, mais l'aérostation allemande est très supérieure.

LA MISSION DE L'AVIATION.

Pendant la première phase de la guerre, jusqu'à la bataille de la Marne, le rôle des avions est surtout la recherche des colonnes ennemies. Mais, dès le 10 septembre, une note du Grand Quartier prescrit l'affectation d'avions aux artilleries de corps d'armée, dès que le rôle stratégique de ces avions diminue d'importance.

Les lignes une fois stabilisées, et le travail de reconnaissance stratégique n'ayant plus de raison, l'aviation reçoit pour mission de reconnaître les tranchées à détruire, d'observer le tir de l'artillerie, enfin de coopérer à ce tir par des bombardements.

En 1915, il existe ou il doit exister, par armée, un groupe de deux escadrilles; par corps d'armée, une escadrille; par régiment d'artillerie lourde, une section d'avions. Cette aviation est affectée à

l'observation et au réglage. L'aviation de bombardement reste aux ordres du haut commandement; elle se compose, en mai 1915, de 4 groupes à 4 escadrilles, composés d'avions Voisin, portant des obus de 90 et de 155. Dès leur première sortie, ils bombardent Ludwigshafen; peu après, Carlsruhe. Les 4 groupes sont réunis à Malzéville, sous le commandement du commandant Roisin.

L'AVIATION DE CHASSE.

Les Allemands ripostent en créant l'aviation de combat. Leurs avions de chasse rendent le bombardement onéreux : l'expédition sur Sarrebruck, le 9 août, coûte 9 avions. Le Voisin ne peut plus sortir le jour. Non seulement le bombardement fait faillite, mais l'observation est gênée par les chasseurs de l'ennemi. — De leur côté, les Français se donnent une aviation de combat, en utilisant en monoplace le biplan Nieuport. Au début de 1916, il y a par armée une escadrille Nieuport à deux fins, chasse et exploration.

L'AVIATION A VERDUN.

Quand les Allemands attaquent le 21 février à Verdun, ils ont sur le champ de bataille la supériorité absolue de l'air. Le commandement français concentre alors à Verdun 8 des escadrilles Nieuport (sur 15), les équipe en monoplaces et en fait un groupement de combat sous les ordres du commandant de Rose. La tactique suivie par celui-ci est d'envoyer de grosses patrouilles dans les lignes ennemies, entre le front et l'alignement des drachen, et d'attaquer dans cette zone tous les avions rencontrés. L'ennemi, pour couvrir ses appareils, est contraint de lâcher les nôtres, qui peuvent accomplir leur mission d'observation. Celle-ci se développe extrêmement. Les péripéties de la bataille sont connues par les renseignements d'avions. Les photographies sont envoyées jusqu'aux commandants de compagnies et de batteries, ce qui impose jusqu'à 5000 tirages. Enfin, de même que le terrain a été divisé en secteurs de corps d'armée à l'intérieur desquels les divisions se remplacent sans que le corps bouge, il est divisé en secteurs aéronautiques, où l'installation et le commandement sont permanents.

L'AVIATION SUR LA SOMME.

Pour la bataille de la Somme, en juillet, on crée à Cachy le groupe de combat Brocard. Il a pendant les premières semaines la domination complète du ciel. Mais les Allemands renforcent leur aviation, qui redevient mordante. Pour que les observateurs français puissent remplir leur mission, il faut qu'ils soient protégés. Il faut, à côté de l'aviation de combat offensive, une aviation de combat défensive. Elle remplira sa mission par un jeu de patrouilles hautes et basses, entre lesquelles il existera pour les aviations d'observation une zone de sécurité. L'observation se perfectionne. Dans l'action, l'avion relève l'emplacement de l'infanterie amie, et le fait connaître

au commandement par des cartes où il l'a tracé. Il réalise ainsi le problème des liaisons.

L'AVIATION EN 1917.

Cependant, au cours de la bataille, l'ennemi reprend la maîtrise de l'air. Nos avions sont démodés. De nouveaux modèles sortent pour l'offensive du 16 avril 1917. Mais le temps est déplorable. De plus, l'ennemi, convaincu, comme l'écrit von Below après la Somme, que la maîtrise de l'air dans la guerre de position est une nécessité primordiale, a renforcé son aviation de chasse. Elle protège une aviation d'observation instruite et entreprenante. Ses balles lumineuses brûlent nos saucisses, tandis que l'attaque générale que nous tentons le 6 avril contre ses drachen échoue. Il a trouvé le moyen de se garder contre la fusée Leprieur. Enfin, dans l'été de 1917, les Allemands, qui n'avaient encore pratiqué que le bombardement de nuit (apparu à la fin de la bataille de la Somme), entreprennent le bombardement de jour, grâce au Gotha-Friedrichshafen.

LES PROGRAMMES D'OCTOBRE 1917 ET D'AVRIL 1918.

A l'automne de 1917, le commandement français fait un effort considérable. Un programme de 2 870 avions avait été prévu pour le 1er mars 1918; il est remplacé en octobre 1917 par un programme de 4 000, auquel succède un programme de 4 200, réalisable le 1er octobre 1918. Enfin, en avril 1918, le programme est porté à 6 000, à réaliser en octobre 1919.

Ces programmes ne furent pas complètement exécutés. Au 1er avril 1918, l'armée française avait en ligne 2 750 avions, dont 930 de chasse, 420 de bombardement et 1 400 d'observation; au 1er août, 2 975; à l'armistice, 3 437. Il y avait 25 escadrilles en service en août 1914; il y en a 258 en novembre 1918.

L'accroissement en nombre amène, en 1918, la formation de grandes unités : l'escadre à 3 groupes, et la division aérienne à 2 brigades de 2 escadres. Enfin les appareils de 1917, démodés aussitôt qu'apparus, sont remplacés par ceux qui termineront la guerre : pour l'observation le Salmson et le Spad biplace, pour le combat le Spad monoplace 220 HP, pour le combat et l'observation le R II triplace Caudron, pour l'observation et le bombardement le Bréguet.

L'AVIATION EN 1918.

A ses anciennes missions d'observation et de maîtrise de l'air, l'aviation ajoute une mission nouvelle, qui est l'attaque des points faibles de l'adversaire, par la bombe et par la mitrailleuse. Il y aura donc une aviation offensive, composée d'escadres de combat et de bombardement, à la fois pour assurer la supériorité dans l'air et pour attaquer les objectifs au sol. Au 1er mars 1918, l'aviation offensive est répartie en deux masses : 1° l'aviation réservée du groupe d'armées du nord (580 avions), qui va devenir la division aérienne



GUYNEMER INTERROGEANT UN AVIATEUR ENNEMI

Parmi les héros de l'air, qui composent une phalange inoubliable, le capitaine Guynemer occupe la première place. Par le nombre de ses exploits, par sa hardiesse et sa virtuosité inouïes dans les luttes d'avions, par sa mort au champ d'honneur, il s'est acquis une gloire légendaire.



AVION DE CHASSE EN PLEIN VOL

La guerre aérienne s'est développée. Son plus remarquable engin est l'avion de chasse, biplan monoplace qui fait la police de l'air, survole les positions ennemies et en photographie le dispositif, attaque drachen et tous appareils de l'adversaire, etc...

(630 avions au 1er août, 732 à l'armistice); 2° l'escadre II (145 avions), massée dans l'est. Le mode d'emploi est de concentrer toute cette aviation offensive sur le point que l'ennemi attaquera; cette concentration suppose elle-même des terrains d'aviation échelonnés sur tout le front; on y travaille depuis 1917. C'est ainsi que, quand les Allemands attaquent le 21 mars en Picardie, l'aviation réservée, qui était d'abord massée en Champagne, porte un de ses groupements à Airaine (près d'Amiens) et l'autre à Beauvais, tandis que l'escadre II se porte de Vaucouleurs sur la Ferté-Milon.

L'AVIATION OFFENSIVE EN 1918.

La guerre ayant repris la forme du mouvement, l'emploi de l'aviation offensive comporte trois phases. Au début de l'action, aussitôt après la rupture d'un front, que l'ennemi avance ou qu'il recule, on revoit des colonnes sur route; bombardiers et chasseurs les attaquent à basse altitude. Cette période dure peu. Vient alors une phase où les bombardiers poussent jusqu'aux grandes gares qui sont les centres de l'activité ennemie. Mais ces expéditions même deviennent de plus en plus difficiles, et, à partir de septembre 1918, l'aviation se borne aux opérations du champ de bataille.

L'AVIATION DÉFENSIVE EN 1918.

L'énorme extension des fronts de combat en 1918 a rendu d'autre part plus difficile le rôle de l'aviation défensive, qui, en rassemblant les quatre cinquièmes de ses forces, pouvait bien en 1917 interdire le front de 15 kilomètres de la Malmaison, mais qui doit protéger le 15 juillet 1918 un front de 130 kilomètres. Or, les forces de protection sont une escadrille de combat par armée et des groupes de combat isolés (6 au 15 juillet), dotation notoirement insuffisante.

L'OBSERVATION AÉRIENNE EN 1918.

Enfin le rôle de l'observation a été lui-même transformé par la grande innovation de 1918, la réapparition de la surprise dans la guerre, inaugurée par les Anglais à Cambrai le 20 novembre 1917. Comme on sait qu'on sera attaqué par surprise, le renseignement prend une valeur énorme : l'aéronautique de la 4e armée a prévu et éventé l'attaque du 15 juillet. Il en résulte que l'on crée de nouveaux organes de recherche. Le groupe d'armées a un groupe de reconnaissance à deux escadrilles. Une des deux escadrilles de combat de l'armée est remplacée par une escadrille d'observation. On voudrait descendre jusqu'à l'escadrille divisionnaire. Mais, la création de ces 110 escadrilles étant impossible, on se borne à donner une escadrille à chacune des 16 divisions volantes, une escadrille à chacun des 19 corps à 2 divisions, et 2 escadrilles à chacun des 14 corps à 4 divisions : au total, 63 escadrilles.

CHAPITRE VIII

LES TENTATIVES DE RUPTURE EN 1915[1]

I. LÀ BATAILLE D'HIVER EN CHAMPAGNE. — II. LA BATAILLE D'ARTOIS. — III. LA BATAILLE D'ARTOIS-CHAMPAGNE.

I. — LA BATAILLE D'HIVER EN CHAMPAGNE

L'INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 8.

CONTRAINT d'arrêter la bataille d'Ypres, le commandement allemand pensa un moment reprendre l'offensive sur quelque point du front occidental que les Français auraient dégarni au profit des Flandres. Il songea à faire exécuter une attaque par la IIe armée von Bülow, qui tenait les lignes en Artois et en Picardie. Mais la pauvreté des dépôts et la rareté des munitions, d'une part, et d'autre part les événements du théâtre oriental firent renoncer à ce projet. Il fallut en effet, pour pousser à fond les succès de Mackensen en Pologne, prélever des troupes sur le front occidental. Sept divisions d'infanterie environ et une de cavalerie furent transférées sur le théâtre oriental. Du coup, le front occidental était réduit à la défensive.

De son côté, le commandement français, également désireux d'attaquer, méditait de serrer aux deux flancs la vaste poche que formaient les lignes allemandes. Dès le 8 décembre 1914, le général Joffre adressait aux généraux commandant les armées l'instruction générale n° 8, qui est capitale pour la conduite de la guerre. En voici le texte.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Général Palat, *Les batailles d'Artois et de Champagne en 1915*, Paris et Bruxelles, 1920. Capitaine Arndt von Kirchbach, *Kaempfe in der Champagne*, Oldenburg, 1919. Prince Oscar de Prusse, *La bataille d'hiver en Champagne* (trad. fr. dans les Archives de la grande guerre, n° 1, p. 65-82). Général Pétain, *Rapport sur les opérations de la 2e armée en Champagne et enseignements à en tirer*, dans les Archives de la grande guerre, n° 10, pp. 5-30.

« 1° La reconstitution de nos unités et de nos approvisionnements en munitions est actuellement en voie d'achèvement. Il ressort d'autre part de nombreux indices que les Allemands ont commencé à transporter vers la Pologne une partie de leurs forces.

Le moment est donc venu de reprendre l'offensive pour rejeter l'ennemi vers le nord-est et préparer une action ultérieure de notre part sur ses communications.

2° Cette offensive revêtira la forme de *deux attaques principales*, se développant dans les zones les plus favorables.

L'une, partant de la région d'Arras, en direction de Cambrai et de Douai, sera conduite par la 10e armée renforcée;

L'autre, en Champagne, aura pour direction Attigny et sera menée par la 4e armée renforcée.

3° Les actions secondaires ci-après, menées en terrain favorable et dans les régions où l'ennemi parait le moins organisé, auront pour but de fixer l'adversaire, de détourner son attention, et de préparer nos actions ultérieures :

La 8e armée et la gauche de l'armée anglaise attaqueront concentriquement en direction de Werwicq;

La 2e armée attaquera en direction de Combles;

La 3e armée attaquera entre Argonne et Meuse, de manière à couvrir la droite de l'offensive de la 4e armée;

La 1re armée continuera son action progressive en direction de Thiaucourt;

Le détachement d'armée Putz élargira d'abord notre zone d'action en Haute-Alsace, puis, par des mouvements de rabattement successifs, il s'emparera des hautes vallées alsaciennes des Vosges.

4° Sur la partie du front où les armées visées au paragraphe précédent ne prendront pas l'offensive, ainsi que sur le front des 5e et 6e armées, on renforcera encore le système défensif déjà organisé, conformément aux indications de l'instruction n° 7135 du 30 novembre. Partout on se tiendra prêt à se porter en avant dès que les attaques principales en donneront la possibilité.... »

On reconnaît dans cette instruction la pensée qui ne cessera d'animer le quartier général français : rejeter l'ennemi sur la base trop étroite des Ardennes, et opérer ensuite sur ses communications, ce qui peut se faire par une attaque sud-nord le long de la Meuse, ou par une attaque en Lorraine; le principe apparaît déjà en août 1914, et ce sera la manœuvre du maréchal Foch en 1918.

L'INSTRUCTION PARTICULIÈRE N° 36.

Pour le moment, c'est-à-dire en décembre 1914, le commandement français n'avait nullement les moyens d'exécuter une opération de si vaste envergure. L'attaque de la 10e armée en Artois fut ajournée; seule, celle de la 4e armée eut lieu en Champagne. Elle était définie par l'instruction particulière n° 36, adressée pareillement le 8 décembre à cette armée, et qui, tout en lui laissant toute initiative pour décider des conditions où se ferait l'offensive, précisait :

« Il semble qu'en prenant comme axe de votre attaque principale la route Suippes-Attigny, vous aurez l'avantage de la conduire dans un pays largement

ouvert, sans obstacles naturels, et où la profondeur des défenses de l'ennemi paraît moins forte que sur les autres parties du front.

Afin de la faciliter, je prescris à la 3e armée de couvrir votre droite en attaquant contre Argonne et Meuse avec les unités qui opèrent dans cette région, renforcées par les éléments de cette armée qui pourront être rendus disponibles. »

Le commandement mettait de plus à la disposition de la 4e armée, en dehors de la 10e division, déjà cédée par la 3e armée, le 1er corps, venant de la 5e armée. Il promettait du matériel, engins de destruction des défenses accessoires et canons de 155. — L'attaque devait avoir lieu avant le 20 décembre.

L'ATTAQUE DU 20 DÉCEMBRE.

La 4e armée, ainsi renforcée, comprenait le 11e corps, la 60e division de réserve, le 17e corps, le corps colonial, le 2e corps, le 1er corps et la 10e division. L'ordre d'attaque fut donné pour le 20, l'opération devant être faite par le 17e corps et le corps colonial. Le corps colonial enleva la partie sud de la main de Massiges. Le 17e corps attaqua des deux côtés de Perthes. A l'est de ce village, dans la région au nord du Mesnil, il n'enleva que le 23, 400 mètres de tranchées; à l'ouest, il fut plus heureux et, sur la cote 200, pénétra en deux points de la position allemande où il se maintint. Le 12e corps attaqua à son tour le 21, à l'ouest de Souain, et fut repoussé.

Les Allemands, qui tenaient le front avec le VIIIe corps de réserve à droite et le VIIIe actif à gauche, reçurent le 24 et le 25 des renforts : une brigade d'Ersatz, 6 bataillons actifs venus des Vosges, des bataillons des armées voisines groupés en un régiment provisoire, une batterie de mortiers, une batterie d'obusiers lourds, et, un peu plus tard, une brigade de la garde. De leur côté, les Français firent monter en ligne le 1er corps, jusque-là réserve d'armée, et firent venir de Picardie le 4e.

Le 30 décembre, les Français attaquèrent de nouveau; puis une trêve suivit dans les premiers jours de l'année. Les combats reprirent le 8 janvier, attaques et contre-attaques se succédant. Toutefois les opérations furent ralenties, dans le mois de janvier, par le mauvais temps. Un récit officiel, signé du général Joffre et adressé au ministre le 17 mars, explique : « Dans le courant de janvier, les attaques subissent un ralentissement inévitable; leur préparation est longue et minutieuse; le sol détrempé rend les travaux d'approche et l'établissement des places d'armes longs et pénibles; la brume fréquente entrave les réglages d'artillerie et empêche l'emploi des avions; enfin la pluie continuelle augmente la fatigue des troupes. »

LES NOUVELLES FORMATIONS ALLEMANDES.

Mais, plus importante que ces circonstances locales, la situation générale avait changé. Sur le fonds de la classe 1914, incorporée à

la fin de l'année, l'Allemagne avait prélevé, à la fin de novembre, 72 bataillons, dont elle fit, au début de janvier, 24 régiments nouveaux. Ces régiments formèrent eux-mêmes 4 corps d'armée numérotés de XXXVIII à XLI. Ces corps sont à 2 divisions de 3 régiments, la division étant ainsi à 9 bataillons. Le système ternaire fait son apparition. La diminution du nombre des fusils dans la division est compensée par l'accroissement de l'artillerie, qui est portée à deux régiments de 6 batteries, soit 48 bouches à feu. L'effectif des pionniers est porté à 3 compagnies par corps au lieu de 2. En même temps, la Bavière forme une division nouvelle à 4 régiments, la 8e de réserve.

L'état-major français crut que ces formations étaient destinées à la France et impliquaient la pensée d'une offensive allemande, à laquelle il faudrait faire face, sur le front occidental. Le général Joffre écrivait le 19 janvier à sir John French :

« L'état-major français considère comme possible et même probable l'éventualité d'une offensive allemande prochaine, et fonde son sentiment sur la certitude que nos adversaires constituent en ce moment, avec les réserves d'hommes dont ils disposent, une nouvelle série de corps d'armée....

Il faut en conséquence, et tout d'abord, que nous soyons sûrs d'empêcher l'ennemi de nous percer en un point quelconque de notre front, ce qui pourrait avoir les conséquences les plus graves, particulièrement au point de vue des communications des forces alliées du nord, au cas où cet accident se produirait dans la région Roye-Montdidier par exemple.

Il faut, en outre, que nous soyons en mesure de prendre l'offensive au point et au moment où elle nous paraitra possible, et aussi de poursuivre et d'exploiter les actions qui sont actuellement en cours. »

Le général Joffre conclut à la nécessité de former des réserves, qui ne pourront être tirées que de la région d'Ypres. Il demande donc la relève des corps français engagés dans cette région, grâce à l'arrivée aussi prompte que possible de renforts britanniques.

LA NOTE DU 19 JANVIER.

Une note du même jour précise la constitution des réserves, qui comprendront 10 divisions actives, 4 divisions territoriales et 7 divisions de cavalerie. C'est sur cette réserve que seront prélevées les forces que nous verrons engagées en Champagne : 16e, 4e et 2e corps.

La même note du 19 janvier indiquait le programme d'action suivant :

1° L'offensive de la 4e armée en Champagne, qui est l'opération principale, sera poursuivie aussi énergiquement et rapidement que possible, par les moyens dont dispose la 4e armée, l'exploitation du succès étant faite par des divisions qui pourraient être tirées de la réserve générale.

2° Des opérations secondaires seront exécutées. Le détachement d'armée de Belgique en fait une à Nieuport; la 10e armée continue à préparer en Artois l'action d'ensemble prévue dans la note du 8 décembre et qui n'a pu avoir lieu; la 3e armée reprendra dès qu'elle le pourra ses actions offensives vers le nord, pour coopérer à l'attaque de la 4e armée en Champagne; la 1re armée continuera ses offensives sur les deux flancs du détachement von Strantz, ainsi que la préparation d'une offensive en Woëvre dès que les circonstances le permettront; enfin le détachement d'armée des Vosges poursuivra les opérations en cours.

3° Les autres armées, 2e, 6e, 5e, constituant des secteurs passifs d'Arras à Reims, renforceront leurs premières lignes de défense, construiront des secondes lignes, constitueront des réserves partielles et mettront au repos le plus de forces possible.

4° Les opérations partielles sont interdites.

L'attaque allemande prévue en France n'eut pas lieu, les nouveaux corps allemands étant partis pour la Prusse orientale qu'ils allaient délivrer. Le commandement français retrouve donc sa liberté d'action. D'autre part, il s'est constitué des disponibilités. Plusieurs corps d'armée sont en réserve. On a économisé les munitions. Le général en chef décide alors de donner plus de développement à la bataille de Champagne.

LA BATAILLE D'HIVER EN CHAMPAGNE.

Le 16 février, les Français montent une grande attaque : c'est le début de ce que les Allemands appellent la bataille d'hiver de Champagne. Le 1er et le 17e corps attaquent, de Perthes à Beauséjour. Le 19, deux nouveaux corps français étoffent les deux corps engagés, le 2e dans la zone du 1er, et le 4e dans la zone du 17e.

La position allemande était établie sur une longue crête, au nord du Mesnil et au nord de Beauséjour. Elle était étayée par deux gros ouvrages : l'un était à la cote 196 au nord du Mesnil; l'autre, sur un isthme étroit entre deux ravins, portait le nom de fortin de Beauséjour. La lutte se concentra sur ces deux points. Le 16 février, le 1er corps avait pénétré dans l'ouvrage de la cote 196. Le 27, cette cote fut conquise.

Le 23, la bataille s'élargit aux deux ailes, par la participation des deux corps voisins. A gauche, le 12e corps fait quelques progrès vers Auberive; à droite, le corps colonial enlève le saillant du fortin de Beauséjour. Le reste de l'ouvrage fut emporté le 27.

Après l'affaire du 23, la 16e division de réserve allemande, qui tenait le front attaqué, était si épuisée qu'il fallut remplacer tous les régiments en ligne, sauf un. Enfin la 1re division de la garde arriva en soutien. Après l'affaire du 27, et la double prise, ce jour-là, du

fortin de Beauséjour et de la cote 196, le général von Einem engage la 2e brigade, dont un régiment reprend le 3 mars le sommet de la cote 196.

Le 10, il se fait une accalmie. Le général von Einem en profite pour remplacer la 2e brigade de la garde, qui est fatiguée, par la 1re, qui est fraîche. Il met à la gauche de cette brigade 2 régiments frais tirés de deux corps de l'armée. Mais, du côté français, le 16e corps, renforcé par la 48e division, relève le 12 le 1er et le 2e corps. La bataille recommence, mêlée d'attaques et de contre-attaques; enfin, le 16, un vigoureux effort des Français reprend la cote 196. Le terrain conquis est élargi le 18. Du revers nord de cette hauteur les Français avaient des vues sur l'intérieur des positions allemandes.

FIN DE LA BATAILLE D'HIVER.

La bataille de Champagne s'arrêta sur ce succès, le 20 mars. Dès le 17 mars, dans un rapport au ministre, le général Joffre écrivait :

« Quant aux opérations qui se déroulent en Champagne, elles avaient pour but, en dehors de l'objectif principal que nous poursuivons, de venir en aide aux Russes engagés dans des combats importants au nord de la Vistule.

Les résultats cherchés ont été complètement atteints en ce qui concerne le concours apporté à nos alliés et le maintien, par l'offensive, du moral élevé de nos troupes. Nous avons obtenu des succès d'ordre militaire appréciable : la ligne principale de défense de l'ennemi a été enlevée; le terrain conquis a été partout conservé; de nombreux prisonniers ont été faits, des mitrailleuses, des canons-revolvers ont été pris.

Nos troupes ne demandent qu'à poursuivre leurs attaques; leurs pertes sont très inférieures à celles qu'ont subies les Allemands. Grâce aux recomplètements déjà effectués, l'effectif total des corps d'armée qui ont pris part à l'action est revenu à ce qu'il était au début de l'opération.

J'estime cependant qu'il y a lieu de modifier momentanément le caractère des opérations entreprises de ce côté, pour les raisons suivantes :

a) L'ennemi s'est renforcé considérablement devant notre front d'attaque en y amenant toutes ses réserves disponibles sur le théâtre occidental; les avantages résultant d'une surprise n'existent donc plus.

b) Une certaine fatigue des troupes engagées ne permet plus, malgré leur allant et leur moral excellent, de continuer *sans interruption* l'opération avec autant de vigueur que précédemment.

c) Enfin la consommation des munitions a été considérable. Elle nous a contraints pendant la durée des attaques de Champagne à ralentir l'intensité de nos actions sur le reste du front. Elle ne permet plus, sans danger pour l'avenir, de prolonger momentanément la lutte avec la même intensité. »

La bataille d'hiver de Champagne était finie. La rupture du front n'avait pas été obtenue. Mais il était démontré qu'elle était possible. La cote 200, la cote 196, le fortin de Beauséjour, en un mot la position allemande sur un front de 7 kilomètres et une

profondeur de 3, était conquise. La maxime qui avait cours depuis 1870, que les fronts fortifiés sont inviolables, était démentie par les faits.

L'ASPECT D'UNE BATAILLE D'ASSAUT.

L'aspect de cette première bataille d'assaut était le suivant. L'action d'infanterie était précédée d'une préparation d'artillerie qui durait en général deux à trois heures. Elle paraissait considérable à l'époque, et les Allemands parlent avec épouvante de cette averse de fer dont ils désignent la cadence sous le nom de *Trommelfeuer*, feu roulant. Comme les Français était encore pauvres en artillerie lourde, cette préparation était faite surtout avec des 75. D'après un récit du prince Oscar de Prusse, cent mille obus seraient tombés en un jour sur un petit espace, et le programme français aurait été de placer dix-huit obus par mètre de tranchée à bouleverser. Après cette dépense, l'artillerie française était obligée de se taire pour se ravitailler et de laisser ainsi du répit à l'ennemi.

Les Allemands distinguaient, selon l'effectif, deux sortes d'attaques françaises, attaques partielles et attaques en masse, les unes et les autres se succédant d'ailleurs suivant un plan concerté. Quand une attaque partielle avait enlevé une tranchée, les Français, après s'y être consolidés, choisissaient entre deux partis. Ou bien ils lançaient à quelques centaines de mètres plus loin une autre attaque partielle, et, si cette attaque réussissait, ils pouvaient espérer rejoindre les deux terrains conquis en attaquant par les deux bouts l'espace intermédiaire; ou bien ils se servaient de la tranchée conquise pour en faire déboucher une attaque en masse, dans le dessein de crever la ligne allemande. Ces attaques en masse étaient exécutées par une ligne dense de tirailleurs, suivis de colonnes de compagnie ou de bataillon.

LA TACTIQUE DÉFENSIVE DES ALLEMANDS.

L'artillerie allemande avait renoncé à contre-battre l'artillerie adverse. Mais, aux signes précurseurs d'une attaque, elle concentrait son tir sur les tranchées françaises. C'est ce qu'on appelle la contre-préparation. Si les troupes d'assaut étaient déjà parties, du moins les réserves étaient arrêtées. Quant à l'infanterie allemande, son procédé était, dès qu'une position était perdue, d'exécuter immédiatement une contre-attaque, avant que les Français se fussent consolidés. Le 107e, au fortin de Beauséjour, pris sous des feux croisés, exécuta même une évacuation volontaire suivie d'un retour offensif dès que les Français eurent pénétré dans les tranchées. C'est une première ébauche de défense élastique. Dans ces retours offensifs, les Allemands faisaient largement usage des grenades, dont nos troupes étaient encore peu pourvues.

LES DÉFAUTS DE L'ATTAQUE.

L'attaque de Champagne était montée d'une façon encore très

imparfaite. L'aménagement des tranchées de départ, des boyaux, des cheminements était défectueux, et la circulation était très difficile. Il y avait des tranchées mal tracées, que les mitrailleuses ennemies enfilaient. Les reconnaissances étaient insuffisantes. La liaison entre l'infanterie et l'artillerie était médiocre. Le 75 ne suivait pas la progression. Il lui arrivait de tirer dans le dos des fantassins. Les obus, mal fabriqués, éclataient dans les pièces. L'arrière n'était pas aménagé : il n'y avait à proximité qu'une seule voie ferrée, celle de Châlons à Verdun. Les routes ne suffisaient pas au trafic, les pistes dans les champs étaient des fondrières. Les villages même, comme Suippes, quartier général de la 60e division, et Somme-Suippes, quartier général du 17e corps, étaient des mares de boue gluante.

II. — LA BATAILLE D'ARTOIS

L'élargissement du front d'attaque.

COMME l'écrivait le général Joffre au ministre de la Guerre, le 23 août 1915, l'opération de Champagne avait donné au commandement français la conviction « qu'une offensive puissante développée sur un large front pouvait réussir si elle était exécutée dans le même temps qu'une ou deux opérations analogues, mais de moindre envergure, organisées sur d'autres points du front ». Dès le début, le commandement français a vu que l'une des conditions du succès était d'attaquer sur un front aussi large que possible. Mais l'étendue du front dépendait des moyens dont disposait le commandant en chef. Aussi voyons-nous ce front s'étendre à mesure que les moyens augmentent. La note du 17 mars indiquait ce progrès.

« Dans l'ensemble, le mois de décembre a été marqué par des opérations de *corps d'armée* qui nous ont donné des succès partiels. L'arrivée des renforts anglais, l'utilisation sur notre front de nouvelles divisions territoriales, en nous facilitant la constitution de réserves importantes, une première augmentation des fabrications en munitions nous ont permis d'entamer une opération d'*armée*, qui nous a donné des résultats appréciables. L'appoint de nouveaux renforts anglais et surtout des unités en voie de création à l'intérieur, l'extension de la fabrication des munitions jusqu'au chiffre reconnu comme nécessaire dans nos prévisions, nous donneront progressivement la possibilité d'entreprendre des actions combinées de *plusieurs armées*. »

A l'attaque simple allait succéder une attaque combinée, comprenant une opération principale et des opérations secondaires. L'opération principale fut confiée à la 10e armée, au nord d'Arras, sur un terrain jugé favorable pour l'offensive tactique et pour l'exploitation stratégique du succès. Les opérations secondaires

furent confiées, l'une à l'armée britannique au sud d'Armentières, l'autre à la 2e armée française dans la région de Chaulnes. « Ces attaques étaient suffisamment espacées pour que l'ennemi fût obligé d'y faire face en dispersant ses moyens, suffisamment rapprochées pour que l'exploitation concordante de leurs résultats procurât un résultat décisif. » (Lettre du 23 août.)

La bataille de Champagne avait fini le 20 mars. Les deux mois qui la suivirent furent occupés à créer les disponibilités en infanterie et en artillerie lourde, nécessaires pour l'attaque, et à répandre parmi les troupes les enseignements de la bataille.

Entre temps, une affaire était montée en Woëvre, où elle échouait complètement. Les Allemands, de leur côté, attaquaient à Ypres et sur les Hauts-de-Meuse.

Le terrain choisi pour la nouvelle bataille était la région entre Lens et Arras. Elle est caractérisée, comme on l'a vu, par un accident de terrain formant une longue arête, appelée dans sa partie occidentale la colline de Notre-Dame-de-Lorette et dans sa partie orientale la falaise de Vimy.

LE CHAMP DE BATAILLE.

La colline de Lorette est une crête, allongée d'ouest en est, et qui domine au loin le paysage. Elle culmine à 165 mètres et porte une chapelle. A l'ouest de la chapelle, un bois est jeté sur cette crête, comme un tapis sur le dos d'un cheval : c'est le bois de Bouvigny. Du côté du nord, la colline s'abaisse par une pente régulière et assez douce vers le fond de Buval. Quand, du sommet, on regarde de ce côté, on ne voit en contre-bas qu'une énorme agglomération de toits rouges, avec des cheminées d'usines, des réservoirs d'eau brillant au loin comme des turquoises, çà et là un dos de terrain pelé, et de grands cônes couleur de plomb, qui sont des crassiers. C'est la plaine des charbonnages, avec Angres, Liévin et Lens, grandes villes presque confondues. — Du côté de l'est, le regard plonge dans la dépression qui sépare la crête de Lorette de celle de Vimy; la Souchez y coule, et le bourg de Souchez la verrouille. — Du côté du sud, le paysage change; la colline de Lorette a de ce côté des pentes abruptes et découpées en éperons qui lui donnent la ressemblance d'une patte de lion. Cette patte repose sur un socle, qui porte le village d'Ablain-Saint-Nazaire; ce socle est lui-même terminé du côté du sud par un fossé, où coule la Carency et que flanque en caponnière le village de Carency. Au sud de ce fossé, le terrain descend en glacis sur Arras.

LES LIGNES ALLEMANDES.

Les lignes allemandes étaient à cheval sur l'éperon de Lorette, à l'ouest de la Chapelle. Sur le socle de la colline elles s'appuyaient à Ablain, dans le fossé extérieur à Carency. De là, elles s'infléchis-

saient au sud-est pour contourner Arras, qui était aux Français. Entre Carency et Arras, elles rencontraient le village de Neuville-Saint-Vaast, long de plus de deux kilomètres. Mais, après Neuville-Saint-Vaast, elles ne trouvaient plus où s'étayer sur ce vaste plateau agricole. Dans cette étendue, les Allemands avaient construit sur la route de Lille une véritable place du moment, lacis de tranchées et d'abris de plus d'un kilomètre de côté, que les Français appelaient le Labyrinthe. Ainsi, la ligne allemande entre la crête de Lorette et Arras était fixée sur cinq points d'appui : Ablain, Carency, les ouvrages blancs (ouvrage intermédiaire établi sur le plateau entre Carency et Neuville), Neuville-Saint-Vaast, le Labyrinthe. En somme, cinq bastions reliés par des courtines, le rôle de la courtine étant tenu par trois lignes de tranchées.

La défense allemande était fondée sur les principes suivants. La tranchée de première ligne était occupée par peu d'hommes, mais par beaucoup de mitrailleuses sous casemates disposées de façon à fournir des feux flanquants. Un grand nombre d'abris étaient creusés pour l'infanterie. Les boyaux, armés de mitrailleuses, étaient garnis des deux côtés de banquettes de tir et couverts par des réseaux, de telle sorte qu'ils pouvaient se transformer instantanément en tranchées de tir, donnant des feux flanquants en arrière de la ligne et dans l'intervalle des points d'appui. Dans le même esprit, les localités étaient organisées sur toutes leurs faces, ce qui leur permettait de résister même investies, de maintenir l'ossature de la ligne, et de faciliter les contre-attaques. Les voûtes des caves étaient redoublées par du béton; des abris étaient encore creusés dans le sol de ces caves, et une circulation souterraine était organisée.

Le front qui allait être attaqué par les Alliés était, comme on l'a vu, celui de la VI[e] armée allemande, commandée par le kronprinz de Bavière. Il avait en ligne, d'Arras jusqu'au sud de la colline de Lorette, le II[e] corps de réserve bavarois. A droite de celui-ci s'étendait le XIV[e] corps, qui tenait la colline de Lorette par sa gauche, et qui étendait sa droite vers le canal de la Bassée. Au nord de ce canal, le front était tenu, devant la 1[re] armée britannique, par le VII[e] corps, renforcé d'une division bavaroise.

LA BATAILLE DU 9 MAI.

L'ordre de bataille français était le suivant, de la gauche à la droite : au nord de Notre-Dame-de-Lorette, le 9[e] corps, dont une division attaquait les hauteurs au nord de Lens; sur la colline de Lorette, le 21[e] corps; au sud de la colline, le 33[e] corps; devant Neuville-Saint-Vaast, le 20[e] corps; devant le Labyrinthe, une division du 17[e] corps; enfin, tenant le front d'Arras, le 10[e] corps.

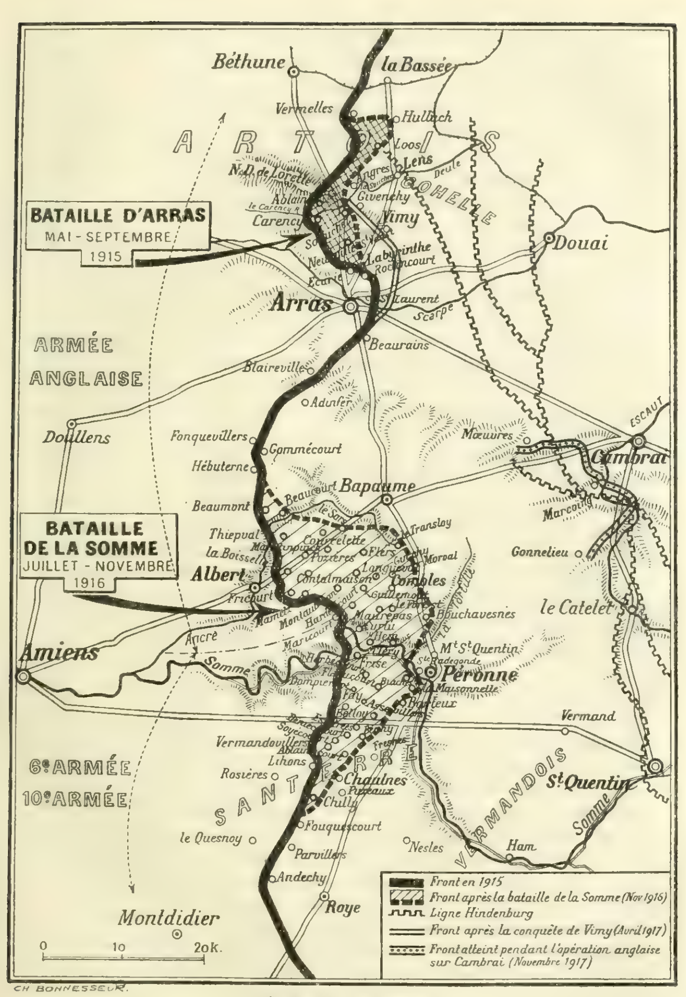
L'attaque eut lieu le dimanche 9 mai. Sur le front du 33[e] corps,

LE SUCCÈS DU 33e CORPS.

commandé par le général Pétain, et qui avait minutieusement préparé l'action, le succès fut foudroyant. Un calme profond avait régné jusqu'à six heures du matin. Après une aube brumeuse, il faisait une matinée ensoleillée. A six heures, un bombardement formidable commence. Dix-sept fourneaux de mines éclatent, chacun chargé à 300 kilos, et bouleversent les défenses ennemies. A dix heures, l'artillerie allonge le tir, l'infanterie part, marquant sa progression par des fanions. Derrière les vagues d'assaut, des téléphonistes déroulent leur fil, des mitrailleuses viennent se mettre en place, des sapeurs visitent les ouvrages conquis. Le plan est de masquer les points d'appui et de passer par les intervalles. Tandis qu'à la gauche du corps la 70e division, ayant enlevé d'un bond trois lignes de tranchées, masque Carency, le centre et la droite (77e division et division marocaine), traversent d'un élan la position allemande, et, une heure et demie après le départ, à onze heures trente, les Français sont sur la cote 119, et découvrent la plaine de Douai. Ils ont avancé de 4 kilomètres. La ligne allemande est percée.

LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE LA BATAILLE

Seulement, il n'y a pas de réserves à proximité. Les réserves d'armée (18e et 53e divisions, 2e corps de cavalerie) ont été placées à 12 kilomètres en arrière. La zone battue étant de 8 kilomètres, on estimait cette distance nécessaire pour leur permettre de manœuvrer et de s'engager sur le point utile. Personne ne pensait à une avance aussi rapide. Faute de troupes fraîches, le succès ne put être ni exploité, ni maintenu. Le 11, la 70e division, ayant débordé Carency par l'est, l'enlève; les défenseurs se replient sur Ablain, qui est à son tour enlevé en grande partie dans la nuit. Ce village est extrêmement long. La partie orientale, avec l'église et le cimetière, fut emportée par une nouvelle attaque le 28 et le 29. Sur le front des autres corps la lutte était très dure. La division du 9e corps engagée sur Loos subissait de grosses pertes. Le 21e corps, après un combat très violent, soutenu sur sa droite par les progrès du 33e, emportait la chapelle de Lorette dans la nuit du 12 au 13. Au 20e corps, la 39e division, qui formait la gauche, arrivait brillamment aux premières maisons de Neuville, mais devait s'arrêter devant cet obstacle; la 11e division, qui formait la droite, avançait sa brigade de gauche d'une profondeur de 3 kilomètres dans l'intervalle entre Neuville et le Labyrinthe, et, débordant Neuville par l'est, arrivait à 300 mètres du cimetière, qui fut pris le 11; mais la brigade de droite était arrêtée par le Labyrinthe, où elle réussissait seulement à prendre pied. Plus au sud, le 17e corps échouait devant des réseaux intacts, et le 10e corps subissait un sanglant échec devant Arras.



L'ARTOIS ET LA SOMME.

Les combats continuèrent. L'objectif était maintenant d'enlever la crête de Vimy, un instant atteinte le 9, et qui barre comme un mur tout l'est du champ de bataille. Derrière ce mur, il y avait la plaine de Douai, les communications allemandes, la victoire. Mais la crête de Vimy était encore couverte par deux bastions, Neuville-Saint-Vast, qui résistait toujours, et, plus au nord, le gros bourg de Souchez, au fond de son vallon. Il fallait, avant de donner l'assaut définitif, faire sauter ces positions avancées.

« Les opérations en cours, dit une note du 17 mai, ont pour objet la conquête de ces deux points d'appui, tandis que, sur tout le front d'attaque, une minutieuse préparation est activement poussée. On peut espérer que cette préparation sera complète au moment où tomberont les deux bastions attaqués. Il sera alors possible d'enlever d'un seul élan toute la crête de Vimy et de rompre le front allemand. » On comptait que les deux points d'appui tomberaient « dans une huitaine de jours », c'est-à-dire vers le 25. Il n'en fut pas ainsi. Tout ce qu'on put faire fut d'enlever, le 31, la sucrerie qui est à l'ouest de Souchez.

LA BATAILLE DU 16 JUIN.

On passa outre, et une action générale fut préparée pour le 16 juin. Elle donna de médiocres résultats. A gauche, on réussit bien à enlever, au pied nord de Notre-Dame-de-Lorette, le redoutable fond de Buval, le 18. Devant Souchez, au moment où les troupes sortaient, l'artillerie allemande mit un barrage, qui arrêta les soutiens. Au nord du village, les assaillants de la cote 119, isolés, doivent se replier, mais ils se maintiennent sur les pentes ouest. Au sud du village, le château de Carleul est pris, mais Souchez, débordé des deux côtés, tient toujours. Dans Neuville on se bat depuis un mois, et l'îlot ouest seul est en notre pouvoir. Néanmoins, le 20e corps, renforcé de la 153e division, doit attaquer le 16 entre Neuville et le Labyrinthe, pour aborder la crête de Vimy vers la Folie et Thélus. Il échoue complètement; un nouvel assaut, le lendemain, n'est pas plus heureux. Au Labyrinthe, on se bat depuis le 9 mai, derrière des barricades de sacs à terre. Le 16, l'extrémité nord, qui tenait encore, est attaquée et, le 19, tout le Labyrinthe est aux Français. Enfin, à l'extrême droite du champ de bataille, le 10e corps renouvelle sans plus de succès son attaque du 9 mai entre Écurie et Arras. En somme, la bataille du 16 juin est nettement un échec. Après avoir voulu subdiviser l'opération et enlever d'abord Souchez et Neuville, et ultérieurement la crête de Vimy, on a tout attaqué à la fois. Aucun des objectifs essentiels n'a été atteint. La bataille s'achève ainsi.

LA BATAILLE DE FESTUBERT.

De son côté, l'armée britannique avait déclenché le 9 mai une attaque, sur le front de la 1re armée, de Fromelles au canal de la

Bassée, avec le 4e corps, le 1er corps et le corps indien. Cette attaque ne réussit pas, sauf au 4e corps, dont la 8e division emporta la première ligne ennemie, mais ces gains eux-mêmes ne purent être maintenus. Le maréchal French modifie alors son projet primitif, et monte une nouvelle attaque sur le front de 3 divisions seulement ; la 2e, la 7e et la division de Meerut. Cette attaque était fortement nourrie en profondeur, et appuyée par 400 pièces environ d'artillerie lourde. Elle fut exécutée le 16 mai. La division indienne ne put gagner de terrain, mais la 2e et la 7e avaient conquis, le 18, 7 à 800 mètres en profondeur sur un front de 3 kilomètres, et enlevé sur cette étendue la première ligne allemande. Elles furent relevées ce jour-là par la division canadienne et par la division des Highlanders, qui continuèrent l'attaque. La 47e division s'engagea avec elles le 24 mai. Les gains furent ainsi étendus à un front de près de 7 kilomètres. Le 25 mai, l'attaque fut arrêtée. La bataille a reçu des Anglais le nom de bataille de Festubert.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA BATAILLE.

Dès le 20 mai, une note du grand quartier formulait les enseignements de la bataille d'Artois. Le premier et le principal était la nécessité de pousser les réserves en avant le plus possible.

« Cette règle s'applique, non seulement aux renforts et réserves partielles destinés à alimenter le combat, et dont l'engagement doit être organisé d'avance en vue d'une poussée continue et automatique, mais aussi aux réserves générales destinées à exploiter le succès. L'heure du succès est fugitive, et l'occasion est perdue si les troupes réservées n'interviennent pas sur-le-champ. Il en résulte que les réserves doivent être articulées en largeur, par grosses unités tactiques, à proximité immédiate des parties du front où une rupture de la ligne ennemie peut être exploitée. Leur dispositif doit permettre de les engager immédiatement. »

En d'autres termes, tandis que jusque-là les troupes réservées étaient gardées dans la main du chef pour exécuter telle manœuvre sur tel point qui dépendait des circonstances, et que par conséquent elles restaient en arrière, articulées de façon à se porter où besoin serait, voici que la bataille du 9 mai apprend que cette manœuvre est impossible. Dès le début de l'action, le commandement renonce à disposer librement de ses réserves. Il les colle au dos des troupes d'attaque, en dispositif large, sur leurs points d'intervention future, et il ne pourra plus que les porter en avant. C'est le premier pas vers le programme réglé d'avance, la bataille à déroulement automatique que nous verrons de plus en plus nettement à partir de 1916.

Le second enseignement, c'est qu'il fallait encore élargir le front des attaques :

« Il est nécessaire de procéder par attaques simultanées et jointives, sur un grand front, de manière que l'ennemi soit contraint de disperser ses moyens. Toute attaque étroite et détachée de l'ensemble des attaques échoue, ou procure un succès qui ne peut être maintenu ; l'ennemi peut en effet concentrer sur elle, grâce à la grande portée des armes, les feux provenant des parties voisines et non attaquées de son front. »

Ce front d'attaque étendu, sur lequel les troupes sont disposées dans un ordre dense et profond pour donner à la lutte un caractère continu d'extrême violence, suppose des forces considérables. On ne devra donc, en principe, engager une active offensive que si l'on y peut consacrer des effectifs importants. C'est la fin, au moins en théorie, des attaques partielles.

Enfin, la note conclut par la nécessité d'équiper d'avance les fronts offensifs. Cet équipement de tout le front n'a été réalisé qu'en 1917. Mais le principe était posé dès le printemps de 1915 :

« Partout où l'on envisage qu'une offensive pourrait être prise..., on doit aménager le terrain en arrière des tranchées.... Ces travaux, exécutés sur diverses parties du front, inquiéteront l'ennemi et le tiendront dans l'incertitude des points d'attaque réellement choisis par nous. Ils nous permettront de gagner beaucoup de temps dans la préparation immédiate de nos offensives ultérieures. »

LA QUESTION DES EFFECTIFS BRITANNIQUES.

Dans sa correspondance, le général Joffre revient à plusieurs reprises sur cette idée qu'il faut augmenter les moyens d'action, étendre le front d'attaque, empêcher l'ennemi de concentrer ses moyens sur le front attaqué. Mais comment augmenter les moyens d'action? La France a sur le front 2 200 000 hommes, et, tout ce qu'elle peut faire, c'est de maintenir son armée à ce chiffre, sans l'augmenter. Au contraire, la Grande-Bretagne avait sur pied à la fin de mai 58 divisions, dont 53 anglaises, 2 indiennes, 3 provenant du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Sur ce nombre, il y en avait 21 en France, 3 aux Dardanelles et 34 en Angleterre. L'envoi de 4 nouvelles divisions en France et d'une division aux Dardanelles était prévu. Il y aurait à ce moment 25 divisions en France et 29 en Angleterre. Le général Joffre aurait voulu qu'une vingtaine de ces divisions maintenues inutilement en Angleterre fût envoyée en France (lettre du 29 mai au ministre de la Guerre). Ce renfort était d'autant plus nécessaire que les Allemands avaient monté en avril une puissante offensive en Galicie contre les Russes, sous le commandement du général Mackensen, et les avaient complètement battus. On pouvait donc prévoir que les Allemands récupéreraient sur le front oriental plusieurs corps d'armée.

Le commandement français eût voulu que l'armée britannique renforcée eût deux zones d'opérations : 1° la zone d'opération actuelle en Flandre, élargie à gauche au nord d'Ypres, à droite au sud du canal de la Bassée; 2° une zone d'opérations nouvelle allant du sud d'Arras à la Somme. Les armées britanniques encadreraient ainsi la 10e armée française opérant au nord d'Arras, avec leur effort principal à la gauche de cette armée et en liaison avec elle.

Le 24 juin, le commandant en chef insiste encore auprès du ministre pour que les divisions anglaises nouvellement formées soient envoyées en France.

« A la suite des opérations du 9 mai, puis du 16 juin, dans la région d'Arras, ma conviction reste entière que la décision sur notre front doit être recherchée par l'augmentation de puissance de nos actions.

Ainsi que je vous l'exposais dans ma lettre du 30 mai, jamais l'occasion n'a été aussi propice pour qu'un effort considérable soit fait en France. Mais l'envergure des opérations que j'envisage ne dépend pas seulement des disponibilités qu'il m'a été possible de créer. Elle est également fonction de l'arrivée en France des armées anglaises de création récente.

Je crois le moment venu de vous demander à nouveau que le gouvernement français intervienne auprès du gouvernement anglais en vue d'obtenir l'envoi en France des divisions anglaises actuellement formées, dès qu'elles seront prêtes.... »

LA QUESTION DU COMMANDEMENT COMMUN.

Le même jour, le général Joffre demandait au ministre que la conduite supérieure de la guerre fût centralisée au grand quartier français, où les plans d'ensemble et les directives d'opérations seraient élaborés.

« Si la campagne de 1914, disait-il, s'est ouverte avec un plan de guerre et un plan d'opérations arrêtés l'un et l'autre par entente entre la France, la Russie et l'Angleterre, la phase actuelle de la guerre, qui se déroule dans des conditions différentes à tous points de vue, ne se présente pas de la même manière. Les rapports des Alliés entre eux et avec l'Italie qui vient de se joindre à nous restent cordiaux; mais les différentes armées opèrent chacune pour leur compte, sans coordination d'ensemble. L'impression se généralise que la guerre, du côté des Alliés, n'est pas conduite...

En ce qui concerne particulièrement le théâtre d'opérations français, où agissent les armées française, anglaise et belge, la nécessité d'une coopération étroite et constante s'impose.

Si l'on ne veut pas dire que le commandant en chef français donne des ordres, du moins est-il indispensable pour vaincre que les commandants en chef des armées anglaise et belge suivent ses instructions.

C'est seulement ainsi qu'il serait possible de coordonner tous nos efforts et de les faire converger avec ses adversaires, chez qui la conduite de la guerre est certainement aux mains d'une seule des puissances belligérantes. »

Ainsi apparaît l'idée du commandement unique, qui ne sera réalisée que le 26 mars 1918.

III. — LA BATAILLE D'ARTOIS-CHAMPAGNE

PENDANT qu'il poursuivait l'attaque en Artois, le commandement français se préoccupait de la reprendre en Champagne. Dès le 14 juin, une instruction adressée aux commandants de groupes d'armées la laissa entrevoir.

L'INSTRUCTION DU 12 JUILLET.

Le 12 juillet, une nouvelle instruction aux commandants des groupes d'armées précise l'intention d'une attaque combinée en Artois et en Champagne :

« Le groupe du nord, dont les opérations seront conjuguées avec l'offensive anglaise et belge, recherchera la rupture du front ennemi dans la région d'Arras. Il disposera pour cette attaque environ de 12 divisions d'infanterie, 2 divisions de cavalerie, d'un nombre de canons lourds qui pourra s'élever à 300.

Le groupe du centre conduira dans le même but sur le front actuel des 3e et 4e armées des attaques menées avec des moyens puissants comportant 27 divisions d'infanterie, 2 corps de cavalerie, 550 canons lourds environ.

Le groupe de l'est gardera provisoirement une attitude défensive, n'excluant pas les coups de main et les actions locales. Toutefois, à l'issue des opérations dans la vallée de la Fecht, le commandement en chef décidera de l'attitude à conserver sur cette partie du front.

Un certain nombre de divisions resteront à la disposition du commandant en chef. »

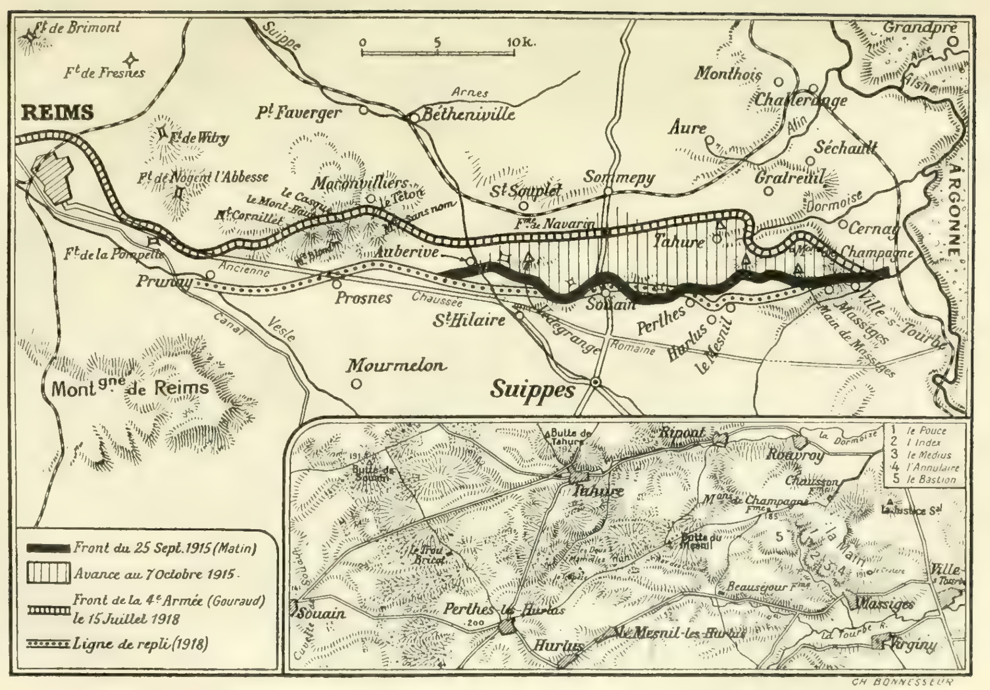
L'INSTRUCTION AU GÉNÉRAL FOCH.

Une instruction particulière pour le général Foch, commandant le groupe des armées du nord, assignait comme objectif à l'attaque la rupture du front ennemi, ou au moins la conquête de la crête 119-140, c'est-à-dire de la crête de Vimy. Enfin, le paragraphe IV de l'instruction ajoutait :

« Aussitôt qu'elle aura reçu les troupes de renfort qui lui sont annoncées, l'armée britannique en France relèvera sur leur front actuel la 56e division et le 11e corps.... J'ai l'intention, en conséquence, d'étendre jusqu'à la droite anglaise la zone de la 6e armée. L'état-major de la 2e armée, devenu ainsi disponible, sera affecté au groupe d'armées du centre pour faciliter l'articulation de la masse d'attaque principale. »

L'INSTRUCTION AU GÉNÉRAL DE CASTELNAU.

Une instruction du même jour, au général de Castelnau, commandant le groupe d'armées du centre, précise l'organisation de l'offensive de Champagne. L'attaque principale aurait lieu entre Moronvilliers et l'Aisne. Elle serait appuyée à droite par une action menée par la 3e armée avec ses propres forces; cette armée passait le 20 juillet au groupe d'armées du centre. — En même temps, une action était préparée à gauche, avec 2 ou 3 corps d'armée, entre



LES BATAILLES DE CHAMPAGNE.

Craonne et Brimont, pour ouvrir ultérieurement les débouchés de l'Aisne. — Le paragraphe V de cette instruction disait :

« Il est bien entendu que toutes dispositions seront prises pour rechercher et exploiter à fond le succès initial. La bataille que vous livrerez en Champagne, dans le même temps que le général Foch et le maréchal French attaqueront dans le nord, est l'opération principale de la campagne de 1915. Elle sera le signal de l'offensive sur le front des armées de la République. »

L'INSTRUCTION DU 12 SEPTEMBRE. Enfin, une dernière instruction est adressée, le 12 septembre, aux commandants de groupes d'armées. En voici les principaux passages :

« 1° Les attaques prévues par mon instruction générale du 12 juillet seront exécutées par la 1re armée britannique et les 10e, 5e, 4e, 2e et 3e armées françaises, dans les conditions suivantes :

1re armée britannique et 10e armée française, sur le front général la Bassée-Ficheux ;

4e, 2e et 3e armées, entre le massif de Moronvilliers et l'Argonne ;

La progression de ces dernières armées sera facilitée par une attaque de la 5e armée, entre le massif de Craonne et la vallée de l'Aisne, que le général commandant le groupe d'armées du centre déclenchera dès qu'il le jugera utile.

2° Aussitôt les premiers succès tactiques obtenus, il importe de rechercher au plus tôt une exploitation stratégique, que facilitera la forme enveloppante de notre front entre la mer et la Meuse.

Ce résultat ne peut être atteint que par une manœuvre simple, comportant une poussée brutale et ininterrompue, visant les communications adverses, et respectivement exercée par les armées droit devant elles, en direction générale de l'est et du nord.

Toute recherche de rabattement latéral ferait le jeu de l'ennemi en lui laissant le temps d'occuper avec des réserves les lignes de défense successives qu'il a préparées. Il importe, dans le mouvement en avant, de persuader aux exécutants qu'ils ne doivent pas s'attendre les uns les autres et qu'ils n'ont pas à se préoccuper des intervalles.

3° D'une façon générale, le premier front à viser sera : pour le groupement, 1re armée britannique, 10e armée, Fresnes-le Buissenal-le Quesnoy ; pour les armées du général de Castelnau, Le Nouvion-Sedan.... »

Une fois ce front atteint, une nouvelle manœuvre devra être organisée, en raison du resserrement de la zone d'action et de la présence de la zone boisée forêt de Saint-Michel-Ardennes. Enfin le paragraphe IV prévoit l'organisation de la poursuite par la cavalerie.

C'était donc la libération du territoire et la défaite définitive de l'ennemi qu'on attendait comme résultat final de cet ensemble d'opérations, dont le premier acte devait être la rupture du front par de vastes attaques simultanées, la principale de ces attaques ayant lieu en Champagne.

LE FRONT ALLEMAND EN CHAMPAGNE.

Ce front était tenu, on s'en souvient, par la III[e] armée allemande von Einem. Le VIII[e] corps de réserve, sous le nom de groupement Fleck, occupait avec trois divisions le secteur de Souain à Massiges, c'est-à-dire la presque totalité du front que les Français comptaient attaquer.

Le système défensif avait été renforcé. Pendant la bataille d'hiver, une seconde position avait été creusée à 1 kilomètre environ derrière la première. Mais la bataille d'Artois prouva que ce système pouvait être percé. La leçon que les Allemands tirèrent de leur aventure du 9 mai sur la crête de Vimy fut la création d'une position choisie à 3 ou 4 kilomètres en arrière de la première, et qui prit le nom de position de réserve (*Reserve-Stellung*). Sur le champ de bataille de Champagne, elle fut jalonnée par une ligne de crêtes et de buttes qui allait de la ferme de Navarin, par la butte de Tahure, jusqu'aux hauteurs au nord de la Dormoise. Sa particularité fut d'être établie à contre-pente, c'est-à-dire invisible aux observateurs français et invulnérable à l'artillerie française. Une autre invention fut le creusement dans la craie tendre de Champagne de tunnels qui servaient de voies d'accès vers les positions avancées.

Derrière le front, les Allemands, qui avaient souffert de la difficulté des charrois en hiver, construisirent solidement quatre routes qui se dirigeaient vers les lignes : la route des Russes à l'ouest du champ de bataille, derrière le XII[e] corps de réserve; la route Engelbrecht, qui s'embranchait sur la transversale de Somme-Py à Aure; la route Karcher, qui conduisait à Gratreuil; enfin la route de Fontaine-en-Dormois, chemin français élargi qui s'embranchait sur la route Séchault-Cernay. Les gares de la voie ferrée Bazancourt-Challerange, qui était la voie de rocade à l'arrière, furent améliorées, avec des rampes et des voies pour le déchargement. Une grande gare fut installée près du tunnel de Somme-Py. De cette artère principale, des chemins de fer de campagne se dirigèrent vers les lignes.

Dans ce pays sans villages, les troupes furent installées dans des camps, comme celui de Kaisertreu, au nord de Somme-Py, dont les petites maisons carrées rappelaient les villages du nord de l'Europe.

Dans le cours de l'été, une patrouille allemande ramassa un document important : c'était une instruction française (probablement celle du 16 avril) sur l'attaque. Elle contenait les leçons de la bataille d'hiver de Champagne. Au lieu des colonnes d'assaut, trop vulnérables, elle prescrivait l'attaque en vagues de tirailleurs, par unités accolées sur un front très étroit. Celui d'une division ne devait pas dépasser 1000 à 1 200 mètres, avec trois régiments côte à côte, chaque régiment articulé en profondeur, et fournissant

lui-même les soutiens à ses éléments de tête, ce qui empêchait le mélange des unités. Une telle attaque ne pouvait évidemment pas déboucher des tranchées. Il lui fallait, pour se mettre en place, des endroits de rassemblement, composés de tranchées parallèles, rapprochées à 100 ou 150 mètres de l'ennemi. Pour amener les troupes à ces parallèles de départ, l'instruction prescrivait l'établissement de boyaux, un au moins par front de régiment, et d'une longueur de 4 à 5 kilomètres, correspondant à la zone où l'artillerie ennemie avait tout son effet. Ces travaux seraient faits par des unités de travailleurs, les troupes qui devaient attaquer étant gardées fraîches pour l'assaut.

LES PREMIERS SYMPTOMES DE L'ATTAQUE FRANÇAISE.

Bientôt le commandement allemand vit des symptômes plus précis. Il s'aperçut que les meilleures divisions françaises étaient retirées du front, où leur place était prise par des divisions de cavalerie ou des formations territoriales nouvelles. Des divisions anglaises de formation récente relevaient au commencement d'août les Français au nord de la Somme. Que devenaient les divisions françaises ainsi relevées? Le commandement allemand l'ignorait. Encore au milieu d'août, il ignorait l'emplacement de dix d'entre elles. Il sut plus tard qu'on les entraînait dans des camps à Toul, Châlons et Compiègne.

Le 12 août, la IIIe armée allemande signale pour la première fois la probabilité d'une attaque en Champagne. Les avions français étaient plus actifs, les ballons plus nombreux, de nouvelles batteries faisaient leurs réglages. Des tranchées, les soldats français criaient : *Allemagne kapout.* Ils élevaient des écriteaux avec la même inscription. Le trafic sur les voies et les routes entre Châlons et le front augmentait.

Le 25 août, sur toutes les parties du front où les tranchées n'étaient pas à distance d'assaut, les Français commencèrent à les avancer. Ils camouflaient leur ouvrage sous des toiles brunes, longues de 50 mètres environ; mais les Allemands voyaient les parapets blancs dans l'interstice. Une de ces toiles se déplaça, et il n'y eut plus de doute sur ce qu'elles cachaient. Les réseaux disparaissaient du front des tranchées, pour reparaître le lendemain, hâtivement tendus devant la tranchée nouvelle.

Le 31 août, un déserteur qui passa dans les lignes allemandes à Auberive signala que les renforts arrivaient depuis trois semaines et qu'il fallait compter sur une attaque française dans 10 à 15 jours. D'ailleurs, les signes se multipliaient. L'artillerie française devenait chaque jour plus hardie. Trois à quatre obus tombaient dans un endroit jusque-là tranquille. Le fantassin n'y prenait pas garde,

mais l'artilleur reconnaissait un réglage. Discrètement, il se faisait des réglages sur les ponts, sur les cheminements, sur les pentes où une batterie pouvait s'établir. Les aviateurs français, plus nombreux qu'on ne les avait jamais vus, aidaient à ces réglages, et les soldats allemands les voyaient avec colère passer dans le ciel du soir, dorés par le soleil d'une fin d'été. Les reconnaissances se poursuivaient la nuit. Les aviateurs, volant plus bas, cherchaient à reconnaître à leurs lumières les camps et les convois. Du haut de nombreux ballons captifs, les lorgnettes françaises fouillaient le terrain. Un dirigeable, *Alsace*, alla jeter des bombes sur Vouziers. Il fut ensuite abattu près de Tagnon. En face de cette menaçante accumulation de forces, l'artillerie allemande était relativement peu nombreuse. Le commandement, qui préparait une expédition en Serbie pour le mois d'octobre, était avare de munitions. Les avions allemands étaient inférieurs en nombre.

Le 5 septembre, le temps se mit au beau. Des hauteurs de Moronvilliers, les Allemands voyaient les travaux français avancer. Ils reconnaissaient les boyaux qui partaient de la route Prosnes-Saint-Hilaire. Les parallèles de départ étaient commencées; on y distinguait des types différents, dont le contact indiquait la frontière de deux unités. Du côté allemand on se préparait à la lutte. A partir du 5 septembre, les permissions furent supprimées.

Les Français faisaient peu de patrouilles, ne se souciant pas de laisser des prisonniers, qui parleraient. Les Allemands avaient cependant identifié 8 divisions, contre 6 qu'ils avaient en ligne. Mais ils voyaient aussi des relèves, qu'ils ne comprenaient pas. Ils surent plus tard que leurs adversaires mettaient les divisions d'assaut en ligne quelque temps, pour leur rendre le terrain familier, et les retiraient, pour les garder fraîches.

LA PRÉPARATION D'ARTILLERIE.

Le 21, un déserteur annonça que l'attaque était pour le lendemain. Il parlait de masses de cavalerie, et d'artillerie lourde en nombre inouï.

Le 22, à sept heures du matin, la préparation d'artillerie commença, d'abord par places, puis sur tout le front entre les hauteurs de Moronvilliers et l'Argonne.

Ce furent d'abord moins les premières lignes allemandes que les points importants situés en arrière qui reçurent le feu. Les postes de commandement d'artillerie furent bombardés sans exception, et quelques-uns mis hors de service. Les centraux téléphoniques situés dans leur voisinage furent pareillement atteints : à Saint-Souplet, un coup direct coupa toutes les communications. Les localités, les communications recevaient des feux d'une violence

inconnue. Les gares de Bazancourt et de Challerange étaient bombardées par des obus du plus gros calibre qui interrompaient le trafic sur cette rocade essentielle. Les gares intermédiaires n'étaient pas épargnées. Chassés des villages, les Allemands s'installaient dans des camps de fortune. Le feu continuait la nuit; à peine pouvait-on réparer quelques dégâts, rendre les postes de commandement utilisables, les boyaux praticables.

LA JOURNÉE DU 23 SEPTEMBRE.

La journée du 23 ne fut pas moins terrible. Les abris, si leur toit tenait bon, livraient accès par leurs crevasses aux gaz empoisonnés. Aux premières lignes, le fracas monstrueux des torpilles s'ajoutait au miaulement des obus. Les tranchées écrasées n'étaient plus que des trous informes. Cependant l'artillerie allemande essayait de réagir, et, dès ce jour, se renforçait. Une batterie des mortiers les plus puissants s'installait au sud-est de Sainte-Marie-à-Py pour battre la cuvette de Souain; dans la zone du VIII[e] corps de réserve venaient s'établir deux batteries de mortiers et trois d'obusiers. D'autres renforts étaient en route.

LA JOURNÉE DU 24 SEPTEMBRE.

Une nuit passa encore, illuminée d'éclatements. Le 24, le ciel se couvrit : un peu de pluie tomba. Cependant le feu roulant continuait. La craie martelée montrait partout ses blessures blanches. Des nuages de poussière et de terre, mêlés d'éclats de bois et de débris de roche, tourbillonnaient sur tout le champ de bataille. Les entrées des abris étaient obstruées, les hommes enterrés vifs. Les guetteurs à leur poste continuaient à surveiller l'apparition attendue de l'infanterie française. Cette attente de l'assaut à subir était un des plus intolérables supplices. Parfois, le feu de l'artillerie française cessait. Les fantassins allemands, croyant le moment venu, sortaient des abris et se jetaient dans les tranchées. Aussitôt un nouvel ouragan d'obus s'abattait sur eux. Des patrouilles françaises venaient voir si quelque chose vivait encore dans les lignes bouleversées. Un feu de mousqueterie les accueillait, et l'artillerie française reprenait aussitôt son œuvre de mort. Enfin arriva la journée décisive du 25 septembre.

LES TRAVAUX DES FRANÇAIS.

Les Français avaient fait pour cette bataille, qui devait délivrer le pays, de formidables préparatifs. Des gares de la vallée de la Suippe, on avait déroulé vers le front un réseau de chemins de fer de campagne. Les routes, améliorées ou nouvelles, se chargeaient dès le commencement d'août de convois ininterrompus. L'arrière se couvrait de dépôts et de cantonnements. Les boyaux avaient été portés à 9 ou 12 par front de corps d'armée, soit un tous les 300 ou 400 mètres, les uns pour le service montant, les autres pour le service descendant, assez unis pour qu'une bicyclette y roulât, assez

larges pour qu'une brouette y passât, munis d'écriteaux, suivis par des fils téléphoniques en double et en triple. Pour le rassemblement des troupes d'assaut on avait creusé des places d'armes, dont l'une, capable de contenir un bataillon, et garnie de 20000 sacs à terre, s'appelait la place de l'Opéra. Les troupes, reposées, habillées de neuf, portant l'uniforme bleu et le casque à la bourguignotte, étaient splendides. Les positions ennemies étaient repérées dans le détail, et les cartes des tranchées et des abris ennemis avaient été distribuées aux combattants. L'attaque était préparée dans le moindre détail.

LES EFFECTIFS FRANÇAIS.

Les deux armées Langle de Cary et Pétain avaient 19 divisions en première ligne, 4 en seconde ligne. D'autres réserves encore étaient préparées en arrière. Au total, dans le groupe d'armées du centre, 35 divisions devaient prendre part aux opérations, avec 900 pièces lourdes. Pendant ce temps, le groupe d'armées du nord attaquerait en Artois avec 17 divisions et 400 pièces lourdes, l'armée britannique avec 13 divisions et 300 pièces lourdes. Pour exploiter le succès, 10 divisions de cavalerie française, 5 de cavalerie anglaise étaient prêtes. Les trois quarts de l'armée française, soit en Artois, soit en Champagne, participeraient à l'action.

L'ORDRE GÉNÉRAL N° 43.

Le 23 septembre, le général en chef adressait aux troupes l'ordre général n° 43 :

« Soldats de la République,

Après des mois d'attente qui nous ont permis d'augmenter nos forces et nos ressources, tandis que l'adversaire usait les siennes, l'heure est venue d'attaquer pour vaincre, et pour ajouter de nouvelles pages de gloire à celles de la Marne et des Flandres, des Vosges et d'Arras.

Derrière l'ouragan de fer et de feu déchaîné grâce au labeur des usines de France, où vos frères ont nuit et jour travaillé pour vous, vous irez à l'assaut tous ensemble, sur tout le front, en étroite union avec les armées de nos Alliés.

Votre élan sera irrésistible.

Il vous portera d'un premier effort jusqu'aux batteries de l'adversaire, au delà des lignes fortifiées qu'il nous oppose.

Vous ne lui laisserez ni trêve ni repos jusqu'à l'achèvement de la victoire.

Allez-y de plein cœur pour la délivrance du sol de la patrie, pour le triomphe du droit et de la liberté. »

Le front allemand représentait un système de 5 gros centres de résistance, reliés entre eux par des lignes de tranchées. Le commandement français concevait la bataille comme un assaut simultané sur tout le front, les troupes d'attaque étant dosées de façon à masquer seulement les centres de résistance, et au contraire à crever les lignes dans les intervalles entre ces centres. Progressant ainsi

entre les centres, les isolant et les annihilant sans les prendre, les assaillants se portaient sur les batteries de l'adversaire. Les batteries prises, l'ennemi était hors de combat.

L'ASSAUT (25 SEPTEMBRE).

Les troupes qui devaient attaquer en première ligne avaient passé la nuit, les unes dans les boyaux de première ligne, les autres dans les parallèles de départ. Vers neuf heures, elles surent que l'heure de l'attaque était fixée à neuf heures quinze.

« Les ordres passent de bouche en bouche, écrit un témoin; on approvisionne les fusils; les baïonnettes sont assujetties au bout des canons. Comme il pleut toujours et que la boue couvre tout, les mouchoirs sont utilisés pour essuyer les fusils. Tout le monde se serre les mains : quelques-uns s'embrassent et se souhaitent bonne chance; les uns ont les yeux brillants d'impatience; quelques-uns, très calmes, vérifient soigneusement tous les détails de l'équipement; d'autres sont pâles et ont un peu d'angoisse dans le regard. »

A neuf heures quinze, l'artillerie allonge un peu son tir :

« Sur un front immense, écrit le même témoin, les fantassins jaillissent des tranchées, les musiques jouent la *Marseillaise* avec acharnement; les clairons et les tambours, sortis avec les autres, jouent la charge, et toujours il en sort, poussant des clameurs, l'arme haute, les baïonnettes jetant un éclair au bout des fusils. »

LE CHAMP DE BATAILLE.

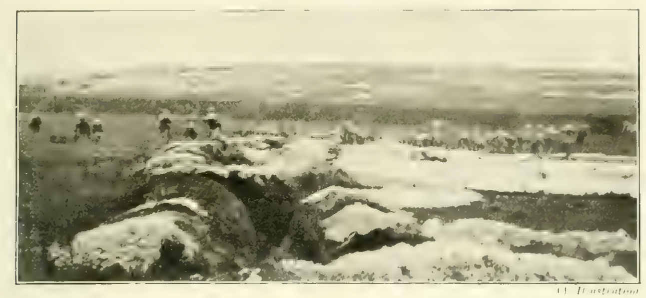
Devant la 4e armée française, le front se divisait nettement en deux secteurs. A gauche, un grand glacis s'élève lentement d'une trentaine de mètres, depuis les fonds de la Suippe, jusqu'à la cote 152 et l'épine de Vedegrange ; à droite, au contraire, le terrain a la forme d'une cuvette entourée de bois, dite cuvette de Souain. A l'est de la cuvette de Souain, une arête boisée sépare les zones d'action de la 4e et de la 2e armée. Devant celle-ci, le terrain commence à gauche par une région compartimentée en petites buttes, qui s'étend sur 3 kilomètres environ. Plus à l'est, règne une crête unie, qui portait la ferme de Maisons de Champagne. De cette crête un ruisseau descend au sud-est, et la coupure qu'il trace, isolant un coin de falaise, en fait un promontoire découpé, dit la Main de Massiges.

LE SYSTÈME DÉFENSIF DE L'ENNEMI.

Comment ce terrain avait-il été organisé par l'ennemi? A l'extrémité ouest, le glacis de Vedegrange était défendu par deux gros ouvrages, l'un à l'est d'Auberive, l'autre à l'ouest de Souain. Le centre d'Auberive, non seulement résista, mais, prenant en flanc le corps Berthelot qui progressait par l'intervalle, le paralysa. Au contraire, le centre de résistance à l'ouest de Souain fut magnifiquement enlevé par le 7e corps.

Un second intervalle était formé par la cuvette de Souain. Le

L'OFFENSIVE DE CHAMPAGNE EN 1915



© L'Illustration

ATTAQUE D'UNE DEUXIÈME LIGNE SUR LA BUTTE WAGRAM



© L'Illustration

TROUPES DE SOUTIEN SORTANT DES PARALLÈLES DE DÉPART



© Sect. Photo Armée

LA "MAIN DE MASSIGES" VUE DE LA LIGNE DE DÉPART 29 SEPT. 1915

2e corps colonial s'y précipita, creva complètement la ligne allemande, et des unités arrivèrent jusqu'à la deuxième position. — A l'est de la cuvette de Souain, un centre de résistance était établi sur une grande crête nord-sud, qui fait le partage entre les eaux qui coulent vers l'ouest et celles qui coulent vers l'est. Ce faîte, couronné de bois, dits bois du Trou Bricot, fut débordé à gauche par le 2e corps colonial, à droite par le 14e corps. Tout ce qui était dans les bois fut pris.

A l'est du centre du Trou Bricot, on trouvait de nouveau un intervalle, dit trouée de Perthes. Le 14e corps y arriva, lui aussi, jusqu'à la seconde position allemande, avançant par endroits de plus de 4 kilomètres. La trouée de Perthes est bordée à droite par un quatrième centre de résistance, au nord du village du Mesnil, prolongé à l'est par la butte du Mesnil. Cette forteresse extrêmement puissante avait en outre l'avantage d'être dissimulée aux vues derrière la crête, qui non seulement appartenait à l'ennemi, mais était couverte en avant par un pli de terrain, une tête de vallon, dite ravin des Cuisines, d'où les Allemands n'avaient pu être délogés. La Butte du Mesnil fut attaquée en vain par la division de gauche du 20e corps. La division de droite, la 39e, au contraire, pénétra dans l'intervalle situé à l'est de la Butte en direction de Maisons de Champagne. La position fut prise et les batteries allemandes enlevées.

Enfin le champ de bataille se terminait à droite par un dernier centre de résistance sur la Main de Massiges. Il fut attaqué par le 1er corps colonial. La partie est (cote 191) et la partie ouest (index et médius) furent enlevées avec une rapidité foudroyante. Un témoin, bien placé pour observer, note sur son carnet : « 9 h. 15, départ; 9 h. 37, 191 est pris; 9 h. 45, la première batterie d'accompagnement est partie; 9 h. 50, la 39e division est sur la crête du Bastion (la colline immédiatement à l'ouest du chemin de Massiges à Maisons de Champagne); 10 heures, la 4e et la 5e vague du corps colonial dépassent le cratère, l'infanterie amie paraît sur le poignet, la 2e division couronne l'annulaire et le médius. » Mais une mitrailleuse allemande restée intacte au centre, sur l'éperon dit l'annulaire, empêcha d'enlever les dernières tranchées et le sommet.

LES RÉSULTATS DE LA JOURNÉE.

Au total, sur cinq centres de résistance, deux avaient été fortement entamés, à l'ouest de Souain, et à la Main de Massiges; un troisième, celui des bois du Trou Bricot, avait été enveloppé et pris. De chaque côté de celui-ci, le 14e corps à droite, le 2e corps colonial à gauche avaient atteint la deuxième position ennemie. A gauche du corps colonial, le 7e corps l'atteignait également. Ces succès, complétés les jours suivants, nous amenaient le 28 à border la deuxième

position allemande sur une longueur de 13 kilomètres, du sud de Saint-Souplet à l'ouest de Tahure.

SUR LA SECONDE POSITION.

Cette seconde position était établie à contre-pente, derrière les crêtes et sur les versants nord d'une série de hauteurs que les Français attaquaient par le sud. Il en résultait d'une part que le tir sur ces positions défilées était difficile et qu'elles étaient restées à peu près intactes; d'autre part, que l'assaillant, quand il arrivait sur la crête qui masquait la position, était exposé aux vues et balayé.

Dans la journée du 25, la seconde position allemande avait été atteinte en plusieurs points. Elle se trouvait alors dégarnie. Toutefois, le succès ne put être exploité, faute de liaison. Les plus grands efforts avaient cependant été faits pour maintenir pendant l'assaut la liaison entre l'infanterie et l'artillerie. Les hommes portaient un carré de toile blanche dans le dos, et ils étaient munis de fanions pour les signaux à main ou de grands rectangles de toile blanche qui, placés sur le sol, formaient, suivant leur disposition, divers signaux. Tous ces signaux devaient être observés par des avions qui préviendraient l'artillerie par T. S. F. Le mauvais temps gêna beaucoup l'observation des avions, qui durent se maintenir très bas, à portée des feux d'infanterie de l'ennemi. L'artillerie française, insuffisamment instruite de la marche rapide de l'infanterie, l'arrêta par ses propres tirs. Quand le malentendu fut dissipé, il était trop tard, l'ennemi s'était ressaisi, et avait garni ses deuxièmes positions, qui devinrent invulnérables.

Le 26, les troupes lancées sur ces positions furent décimées sur les fils de fer. Le 27, après une préparation d'artillerie insuffisante, d'autres troupes furent lancées à l'assaut de ces mêmes lignes, sans qu'on eût vérifié la destruction des réseaux. « Ceux-ci étaient intacts, dit un rapport, et les troupes d'élite qui marchèrent à l'assaut, alignées, l'arme sur l'épaule, baïonnette au canon et au pas, comme à la parade, ... perdirent près de 75 p. 100 de leur effectif en se heurtant à ces défenses accessoires intactes. Le 28, l'attaque fut recommencée dans les mêmes conditions et sans plus de succès; c'est à ce moment-là seulement que l'on comprit qu'il fallait faire une nouvelle préparation d'artillerie. »

De son côté, le général Joffre écrivait au ministre, le 3 octobre :

« ... L'offensive entamée le 25 fut poursuivie sans arrêt pendant les journées du 25 au 30 septembre. Mais, malgré tous les efforts de nos troupes, la deuxième position ne put être sérieusement entamée, la préparation de l'artillerie sur les tranchées, généralement situées à contre-pente, n'ayant pas été suffisamment précise pour assurer la destruction des réseaux de fils de fer et des flanquements.

La 4e armée réussit pourtant dans la soirée du 28 à ouvrir à l'ouest de la ferme de Navarin une brèche que l'on chercha à élargir dans toute la journée du 29. Mais cette brèche, dont on ne put détruire les flanquements, demeura trop étroite pour qu'il fût possible de faire rapidement déboucher des forces importantes. Les éléments l'ayant franchie furent arretés par des contre-attaques et des barrages d'artillerie dont l'étroitesse du front facilita l'exécution pour l'ennemi.

Il devint dès lors évident que, pour forcer la seconde position, il fallait reprendre une préparation d'artillerie sur l'ensemble du front des attaques, de façon à ouvrir la brèche sur une large étendue.

Pour réussir cette préparation, il est nécessaire de disposer de quelques journées de beau temps permettant des réglages minutieux par avions.

D'autre part, le nouvel assaut ne peut être donné que par des troupes fraîches ou reposées ; il nécessite la reconstitution et la remise en ordre des unités, l'arrivée de renforts complémentaires, et exigera de nouveau une importante consommation de munitions.

Toutes ces raisons m'ont obligé à marquer un temps d'arrêt et à suspendre momentanément les attaques. »

LA JOURNÉE DU 6 OCTOBRE.

La nouvelle attaque eut lieu le 6 octobre. Le 5, on amena à l'arrière des obusiers de 370 pour écraser les lignes allemandes derrière les crêtes. D'autre part, nos lignes étant suffisamment rapprochées, les canons de 58 purent envoyer des milliers de torpilles qui écrasèrent les défenses ennemies. Le 6, la deuxième position allemande fut forcée, et les troupes françaises arrivèrent jusqu'à la voie ferrée de Somme-Py. « Elles assistèrent, dit le rapport déjà cité, à la fuite éperdue de l'ennemi fuyant dans les trains sous pression et, après une lutte sanglante avec les derniers défenseurs ennemis, attendirent pendant deux heures des renforts qui ne venaient pas, malgré l'envoi de nombreux agents de liaison qui n'étaient jamais revenus. A ce moment l'artillerie française commençait à ouvrir un feu formidable qui décima ces malheureuses troupes. Celles-ci, privées de tout secours, n'eurent d'autres ressources que de se replier. » La journée du 6 octobre n'eut donc, comme résultat durable, que des gains de terrain sur deux points, dans la région de la ferme de Navarin, dans la région de Tahure, où la butte et le village furent pris. Dans la région du Mesnil, la mamelle nord a été enlevée dans la nuit du 1er au 2 octobre, et le trapèze le 8.

Un ordre général du 30 septembre énumérait les trophées : « 25,000 prisonniers, 350 officiers, 150 canons, un matériel qu'on n'a pu encore dénombrer sont les trophées d'une victoire dont le retentissement en Europe a donné la mesure. » Cependant la rupture du front ennemi n'avait pas été réalisée. Dans sa lettre du 3 octobre au ministre, le général Joffre, après avoir déclaré que la bataille était une victoire incontestable, ajoutait : « Nous devons avoir la convic-

tion que, en augmentant nos ressources en munitions, en perfectionnant notre organisation matérielle, en donnant plus d'ampleur encore à nos attaques, nous parviendrions à briser les lignes allemandes que nos dernières opérations ont réussi à entamer si largement. Contraints de lutter sur deux fronts, nos adversaires ne pourront pas se constituer de disponibilités aussi fortes que les nôtres, tant que nous n'aurons de notre côté qu'un front à alimenter. »

LA BATAILLE EN ARTOIS.

En même temps que les armées Castelnau attaquaient en Champagne, la 10e armée française et l'armée britannique, en liaison l'une avec l'autre, exécutaient une opération secondaire en Artois.

L'armée britannique partait la première à l'assaut. Après une préparation faite au petit jour avec des gaz suffocants, l'infanterie attaqua à six heures et demie du matin, entre le canal de la Bassée et Grenay. Sur un front de plus de 8 kilomètres, les troupes britanniques enlevèrent deux lignes de tranchées. Elles emportèrent d'assaut le village de Loos et s'avancèrent sur Hulluch. A quinze heures, l'infanterie allemande qui tenait encore entre Loos et Hulluch se rendit, faute de cartouches. La profondeur de terrain gagnée dépassait 3 kilomètres. Les Allemands avaient amené de Lille en toute hâte la 2e division de réserve de la garde. Ils réussirent à reprendre pendant la nuit les carrières au nord-ouest d'Hulluch, qu'ils avaient perdues pendant la journée. Ils les reperdirent le lendemain, et le front britannique demeura fixé sur les pentes nord-ouest de la cote 70, Loos, les carrières au nord-ouest d'Hulluch et la fosse 8 de Béthune.

L'armée française attaqua à droite des Britanniques, sur le front entre Angres et Blaireville. La préparation d'artillerie commença le 20, vers dix heures. Le 25, l'infanterie française sortit des tranchées à douze heures vingt-cinq. En fin de journée, elle avait pénétré dans la première position allemande sur un front de 7 kilomètres, atteignant au nord la route d'Angres à Souchez, et arrivant au sud à mi-distance entre Neuville-Saint-Vaast et Thélus. Le gros de la bataille fut au centre, où le 33e corps Fayolle attaquait Souchez. Une combinaison de temps avait été prévue pour la première fois, je crois, entre les bonds de l'infanterie et les tirs d'accompagnement de l'artillerie. Le barrage français se posa de douze heures vingt-cinq à douze heures vingt-sept derrière les premières lignes allemandes, puis, à douze heures vingt-sept, se déplaça à hauteur de la Souchez. Cette rivière devant être franchie à douze heures quarante par l'infanterie, le barrage se déplaça une seconde fois, et alla se poser à mi-hauteur de la côte de Givenchy, sur l'ouvrage de la Déroute. Mais l'infanterie, ne réussissant pas à passer la Souchez, demanda

par fusées rouges que le barrage redescendît jusqu'à la rivière. Le 25, le parc et le château de Carleul furent pris. Le 26, le village de Souchez fut enlevé. Enfin, le 28, la crête de la côte de Givenchy fut atteinte. L'assaut s'arrêta là.

LES OFFENSIVES LOCALES DES ALLEMANDS EN 1915.

Pendant toute l'année, les Allemands s'étaient tenus sur la défensive : il n'y a à signaler de leur part qu'un petit nombre d'actions locales.

La 6e armée française ayant attaqué le 8 janvier au nord de Soissons pour élargir ses positions, les Brandebourgeois du général von Lochow contre-attaquèrent le 12 dans le flanc droit de l'adversaire, et rejetèrent les Français au sud de l'Aisne. — Le 25 janvier, les Saxons du général d'Elsa exécutèrent une autre opération partielle dans la région de Craonne.

Le 22 avril, les Allemands lancèrent au nord-est d'Ypres la première attaque par les gaz. Les Britanniques contre-attaquèrent dès le lendemain avec deux divisions, et, le 24, le général Foch monta une contre-offensive avec des éléments prélevés sur la 10e armée. Le front resta agité pendant tout l'été; en mai et en juin, les Allemands gagnèrent du terrain dans le secteur nord-est. Le 30 juillet, ils prirent le château d'Hooge à l'est de la ville, et la cote 60 au sud. Mais les Britanniques reprirent le château d'Hooge le 9 août.

La lutte fut pareillement constante en Argonne. Le 20 juin, la Ve armée allemande enleva par surprise les hauteurs au nord de la vallée de la Biesme, près de la Harazée. Les Allemands firent d'autres progrès le 28 et le 29 juin, le 2 juillet, et surtout le 13 et le 14 juillet. Cette suite de revers determina le rappel du général Sarrail, qui fut remplacé à la tête de la 3e armée par le général Humbert.

CHAPITRE IX

VERDUN[1]

I. LES PROJETS DES DEUX ADVERSAIRES POUR 1916. — II. LA PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE ALLEMANDE. — III. LA BATAILLE DE VERDUN.

I. — LES PROJETS DES DEUX ADVERSAIRES POUR 1916

LA CONFÉRENCE DE CHANTILLY.

LES Alliés n'avaient pas réussi, en 1915, à coordonner leur action. Mais, dès la fin de l'automne, on put compter sur un outillage suffisant pour que cette action d'ensemble fût possible au printemps de 1916. Les 6, 7 et 8 décembre, le général Joffre réunit à Chantilly, dans une conférence, les représentants des armées alliées, pour décider de la conduite à tenir.

Il fut posé en principe que la décision devait être recherchée sur les théâtres principaux, où l'ennemi maintenait le gros de ses forces, c'est-à-dire sur les fronts russe, franco-anglais et italien. On admit que les conditions du succès étaient la puissance de ces attaques et leur concordance dans le temps. On agirait le plus tôt possible, pour enlever à l'ennemi sa liberté d'action. Toutefois, la date, en raison des conditions climatériques et du degré de préparation des diverses armées, ne pouvait être encore fixée. Enfin, on convint que si l'ennemi, devançant l'offensive générale des Alliés, attaquait une des puissances séparément, celle-ci pourrait demander l'aide des autres, qui devraient attaquer avec toutes leurs ressources du moment.

Le 15 décembre, le général Joffre prescrivit aux commandants

1. BIBLIOGRAPHIE. Louis Gillet, *Verdun*, Paris, 1920; lieutenant-colonel de Thomasson, *Les préliminaires de Verdun*, Paris, 1921; H. Bordeaux, *Les derniers jours du fort de Vaux*, Paris, 1916; *Les captifs délivrés*, 1917; *La bataille devant Souville*, 1920 (l'auteur a joint à ce volume un historique de la bataille). Du même auteur, s. n. et hors commerce : *La Victoire de Verdun*; *Une bataille de 120 jours*, 1916. J. Reinach, *L'année de Verdun*, Paris, 1918, P. Heuzé, *La voie sacrée*, Paris, 1919.

de groupes d'armées de faire les études préparatoires dans une série de secteurs qui semblaient propres à une grande offensive. Le groupe d'armées du nord étudiera la région comprise entre la Somme et Lassigny. Le groupe d'armées du centre étudiera la région entre les hauteurs de Craonne et celles de Berru, ainsi que la région entre Moronvilliers et l'Aisne, autrement dit toute la plaine de Champagne, des deux côtés du massif de Reims. Le groupe d'armées de l'est étudiera la région entre la forêt d'Apremont et le bois le Prêtre (front de Woëvre et de Haye), la région entre la forêt de Bazange-la-Grande et les Vosges, enfin la trouée de Belfort.

LE PROJET D'OFFENSIVE SUR LA SOMME.

Il y avait intérêt que l'attaque française et l'attaque britannique fussent jointives : elles n'auraient que deux flancs au lieu de quatre, et réaliseraient au mieux l'unité dans le temps et l'espace. Sir John French venait d'être remplacé à la tête des armées britanniques par sir Douglas Haig. Le général Joffre soumit la question au nouveau commandant anglais, dès la première visite que celui-ci fit à Chantilly au milieu de décembre : les Britanniques pourraient attaquer sur le front de leur 3e armée, entre Arras et la Somme; l'activité y était assez faible pour qu'on pût espérer surprendre l'ennemi. Si les Britanniques acceptaient d'attaquer sur ce front, l'action principale des Français aurait lieu au sud de la Somme.

Le général Haig avait des préférences, qu'il garda toujours, pour une attaque en Flandre. Cependant, il adhéra le 14 février 1916 à l'idée de l'attaque jointive sur la Somme, dont les Français prendraient à leur compte les deux rives. Cette attaque aurait lieu vers la fin de juin.

Assuré de la coopération britannique, le général Joffre avertit aussitôt les commandants de groupes d'armées que son intention était « de rechercher la rupture du dispositif ennemi par une offensive générale des forces franco-britanniques sur le front des armées du nord, tenue prête pour le 1er juillet ».

Des attaques secondaires, destinées à attirer les réserves de l'ennemi, seront exécutées quelques jours avant l'offensive principale, en Champagne par le groupe d'armées du centre, en Lorraine et en Alsace par le groupe d'armées de l'est.

Le général Foch, qui aura la direction de l'offensive principale, disposera de 39 divisions d'infanterie et de 3 divisions territoriales, formant 3 armées, avec environ 1 700 pièces lourdes largement approvisionnées. Ces moyens doivent permettre une offensive sur un front de 43 kilomètres environ, de la Somme à Lassigny. Elle sera prolongée au nord par l'offensive britannique de la Somme à Hébuterne. Le front total de l'attaque sera ainsi de 70 kilomètres.

L'offensive alliée était donc décidée et ses grandes lignes arrêtées, quand brusquement, le 21 février 1916, les Allemands attaquèrent sur Verdun.

LES PROJETS DES EMPIRES CENTRAUX.

En 1915, l'armée allemande avait réussi, très péniblement, à se maintenir sur le front occidental. Sur le front oriental elle avait infligé un coup sévère à la Russie. Les armées du tsar avaient été rejetées sur une profondeur qui atteignait 500 kilomètres. L'état-major allemand jugeait la Russie hors d'état de l'inquiéter. « Si les chefs et les troupes des puissances Centrales faisaient leur devoir, écrit le général von Falhenhayn, aucun péril sérieux n'était plus à craindre de là. Déjà des éclairs lointains, mais nettement reconnaissables, annonçaient les orages de la révolution qui se levait sur l'empire des tsars. »

Au mois d'octobre, la Bulgarie s'était jointe aux puissances Centrales, et avait pris en flanc les armées serbes, qui avaient été écrasées. L'anéantissement de la Serbie était un soulagement considérable pour l'Autriche. Enfin, à travers la Bulgarie, les puissances Centrales communiquaient librement avec la Turquie. Le blocus de la Russie par la mer Noire était devenu définitif.

L'année 1915 avait été incontestablement très favorable pour les empires Centraux Quels plans formaient-ils pour la campagne de 1916?

L'Autriche-Hongrie proposait une offensive contre l'Italie. Elle demandait le concours de 9 divisions allemandes, en dehors de celles qui opéraient déjà en Galicie, pour rendre disponibles autant de divisions autrichiennes du front Galicien. En revanche, l'Italie hors de cause, l'Autriche-Hongrie promettait 400 000 hommes disponibles pour enlever la décision sur le front occidental. L'état-major allemand ne se laissa pas plus tenter par cette diversion que l'état-major français ne se laissait tenter par une diversion en Orient. Le 16 décembre, le général von Falkenhayn répondit au commandement autrichien, non seulement en refusant les divisions demandées, mais en demandant à son tour que toutes les forces qui ne seraient pas indispensables sur le front italien fussent employées à relever les divisions allemandes sur le front russe au sud du Pripiat. Ces divisions deviendraient ainsi libres pour les opérations actives que l'état-major allemand projetait, et dont le lieu n'était pas encore fixé.

LE RAPPORT DE NOEL 1915.

A la Noël, le général von Falkenhayn remit à l'empereur d'Allemagne un rapport, qui contenait les idées de l'état-major sur la campagne de 1916. Ce rapport présentait la France comme arrivée aux limites de l'épuisement, la Russie comme rendue inoffensive, la Serbie comme anéantie, l'Italie comme déçue, mais toutes maintenues par la volonté de la Grande-Bretagne qui renouvelait contre



C. Manuel

ALEXANDRE Ier
ROI DE SERBIE



Cl. Chusseau-Flaviens

FERDINAND Ier
ROI DE ROUMANIE



C. Illustration

LE GRAND CONSEIL DE GUERRE DES ALLIÉS, EN DÉCEMBRE 1915

Dans une conférence qui dura trois jours, les 6, 7 et 8 décembre 1915, le Général Joffre réunit à Chantilly, au Grand Quartier général français, les représentants des armées alliées pour décider de la conduite à tenir en 1916. De gauche à droite : Général Pellé (France), Général Porro (Italie), Général Wiellmann (Belgique), Maréchal French (Angleterre), Général Huguet, Général Joffre, président (France), Général Golinsky (Russie), Général Stefanovitch (Serbie).

l'Allemagne ce qu'elle avait fait contre Napoléon. Malheureusement elle était très difficile à atteindre, soit dans ses possessions lointaines, par des opérations qui ne sauraient être décisives, soit dans son île, soit sur le continent. En Flandre, le sol empêche de l'attaquer avant le milieu du printemps. Entre Arras et la Somme, sur le front de l'armée Allenby, une offensive exigerait 30 divisions. En faisant sur les fronts orientaux les plus extrêmes prélèvements, l'Allemagne ne pouvait réunir sur le théâtre occidental qu'une réserve de 25 à 26 divisions. Il faudrait les employer toutes, en laissant sans secours possible tous les points dangereux du front, Champagne, Woëvre, Lorraine.

L'INSUCCÈS DES GRANDES ATTAQUES FRONTALES.

De plus, l'état-major allemand était arrivé dès ce moment à attendre peu de succès de ces grandes attaques frontales, comme les Français venaient d'en faire une en Champagne : « Les leçons que l'on peut tirer, dit le rapport, de l'échec des assauts en masse de nos adversaires, se prononcent nettement contre une imitation de ces méthodes de combat. Les tentatives de rupture en masse contre un adversaire moralement intact, bien armé et qui n'est pas trop inférieur en nombre, même en accumulant les hommes et le matériel, ne peuvent pas être considérées comme ayant beaucoup de chances de succès. Le défenseur réussira dans la plupart des cas à verrouiller les zones enfoncées. Cela lui est facile s'il se résout à rompre volontairement. Il est à peu près impossible de l'en empêcher. Les poches, fortement exposées à l'action des feux de flanc, menacent de devenir un cimetière pour les masses qui les occupent. La difficulté technique de conduire et de ravitailler ces masses devient si grande qu'elle paraît presque insurmontable. »

Quant à attaquer l'armée britannique avec des forces moindres, il n'y fallait pas songer; car les forces à employer étaient fonction de l'objectif à atteindre, et cet objectif ne pouvait être que de rejeter les Anglais à la mer et les Français derrière la Somme. Un moindre résultat, exigeant de moindres forces, ne servirait de rien. Ce but même atteint, l'Angleterre ne renoncerait pas à la lutte, et la France pas davantage. Il faudrait donc une seconde opération. Il était douteux que l'Allemagne disposât des forces nécessaires. Quant à en créer cet hiver même de nouvelles, on ne le pouvait sans soumettre le pays à une tension dangereuse.

L'Angleterre ne pouvait être frappée directement. Mais elle pouvait être désarmée. Ses armes étaient les forces militaires de l'Entente. Supposez-les hors de combat, l'Angleterre devrait renoncer à ses desseins : si ce n'était pas une certitude, c'était du moins une forte vraisemblance; il est rare qu'à la guerre on puisse obtenir davan-

tage. Naturellement, il faudrait en même temps lui porter le plus grand préjudice possible sur son propre sol, soit en s'alliant aux nations encore enchaînées dans sa dépendance (c'était l'affaire des politiques), soit en poussant à l'extrême la guerre sous-marine. C'était là, selon les termes du rapport, une arme comme une autre. D'après les données de l'amirauté allemande, la guerre sous-marine contraindrait l'Angleterre à plier dans le cours même de l'année 1916. Dès lors, l'hostilité des États-Unis, que cette guerre provoquerait, serait sans effet, l'intervention de l'Amérique étant impossible dans ce délai.

Le problème se posait donc ainsi : comment l'Allemagne briserait-elle les instruments de l'Angleterre sur le continent, c'est-à-dire les armées de l'Entente? Où rechercherait-elle la décision? Le rapport repoussait la suggestion autrichienne d'une opération en Italie, parce que sa répercussion sur l'Angleterre serait à peu près nulle. Il écartait pareillement l'opération contre la Russie, parce que le climat ne permettait de la commencer qu'en avril, et parce que la seule direction possible, celle de l'Ukraine, manquait de communications, et présentait le flanc à la Roumanie. Quant à une opération sur Pétersbourg, elle n'amènerait pas de décision. Une marche sur Moscou, c'est l'entrée dans l'illimité. Il ne reste donc plus qu'une offensive possible, contre la France.

L'OFFENSIVE CONTRE LA FRANCE.

La France est à la limite des sacrifices qu'elle peut faire, et qu'elle fait avec courage. Si on démontre au peuple français qu'il n'a pas à espérer de victoire militaire, la limite sera franchie. Il n'est pas nécessaire de recourir au moyen douteux, et très onéreux pour l'Allemagne, de la rupture en masse. On peut arriver au but avec de moindres forces. Il y a, derrière le front français, à petite distance, des points tels que le commandement français est contraint d'engager jusqu'au dernier homme pour les défendre. S'il le fait, l'armée française s'épuise dans cette défense, que l'objectif soit pris ou non par l'assaillant. S'il ne le fait pas, et si l'objectif tombe aux mains des Allemands, l'effet moral est immense en France. Ainsi, de toutes façons, le but est atteint. L'opération, limitée en étendue, n'exige pas de forces très considérables, et il reste à l'Allemagne assez de forces pour répondre aux diversions que l'Entente pourra tenter sur d'autres points. Les objectifs réalisant ces conditions sont Belfort et Verdun.

LE CHOIX DE VERDUN.

« Ce qu'on vient de dire, conclut le rapport, s'applique à ces deux places. Toutefois, Verdun mérite la préférence. Les lignes françaises y sont toujours à 20 kilomètres des communications allemandes. Verdun est le plus puissant point d'appui pour toute tentative que ferait l'ennemi de rendre intenables, avec des frais relati-

vement peu élevés, tout le front allemand en France et en Belgique. Écarter ce danger est un objectif accessoire si important, du point de vue militaire, que l'évacuation de la Haute-Alsace, succès politique qu'entraînerait l'opération sur Belfort, pèse bien peu auprès de lui. »

Tel est le sens de la bataille de Verdun. Les Allemands ont voulu mettre les Français dans un de ces cas de défense obligée, dont on sait qu'ils sont désastreux pour le défenseur.

Le projet de guerre sous-marine fut écarté en février par le chancelier.

Le commandement allemand avait eu soin, pour tromper amis aussi bien qu'ennemis, de faire exécuter les travaux préparatoires à une attaque en Haute-Alsace. Des préparatifs analogues, mais moins importants, furent prescrits aux IVe, V^e^, VIe et IIIe armées. Ces travaux continuèrent après que ceux de Verdun eurent commencé, de sorte que les Français restèrent longtemps incertains du point où ils seraient attaqués. D'après Falkenhayn, ce furent des conversations imprudentes à Berlin et les révélations d'un déserteur qui leur fournirent les premières nouvelles sûres, à la fin de janvier, ou même en février. Il est exact que le commandement français fut averti le 8 février, par un déserteur, de la présence du IIIe corps et du VIIIe de réserve, et, le 11, par un agent, d'une concentration de troupes, où figurait le XVe corps, et d'artillerie lourde sur la rive droite de la Meuse. Mais dès le mois de janvier les préparatifs ennemis avaient été décelés par les aviateurs, et, tout en doutant s'il ne serait pas attaqué en Artois ou en Champagne, le commandement français s'était préoccupé de Verdun.

II. — LA PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE ALLEMANDE

LA RÉGION FORTIFIÉE DE VERDUN.

L'AUTONOMIE des places fortes avait été supprimée par deux décrets du 5 août 1915. On avait besoin de leur artillerie, inutile à Langres ou à Épinal, pour l'offensive de Champagne (2 300 pièces lourdes approvisionnées à 1 600 000 coups, et 1 800 pièces de campagne à 1 450 000 coups). On avait besoin de leurs garnisons pour les travaux du front. Une seule de ces places était vraiment sur la ligne de combat : Verdun. Un ordre du 10 août en fit une région fortifiée, dite R. F. V., qui fut mise sous les ordres du général Herr, commandant le 2e corps. Le 15, deux autres régions fortifiées furent créées à Dunkerque et à Belfort.

La région fortifiée de Verdun allait de Béthincourt, à gauche,

à Kœur-la-grande, à droite. Elle était rattachée au groupe d'armées de l'est. Dès le 9 août, le général Dubail indiquait au général Herr le rôle de la R. V. F. Ce rôle, purement défensif, était d'assurer l'inviolabilité du front en reliant la 3e armée, en Argonne, à la 1re, en Woëvre. Pour cela, il fallait transformer la place, organisée circulairement, en un système parallèle de défenses successives. Le 8 novembre, une instruction du groupe d'armées définit les travaux à exécuter : quatre positions, les deux premières sur les deux rives, et les deux autres en arrière, sur la rive gauche. De son côté, le haut commandement, inquiet de la poussée du XVIe corps allemand en Argonne, prescrivait, dans une suite d'ordres dont le premier est du 14 août, la création d'une série de défenses sur la rive gauche, pour le cas où il aurait fallu évacuer Verdun.

Le général Herr s'est donc trouvé en présence d'une double obligation : d'une part renforcer son front sur les deux rives et se souder aux armées voisines ; d'autre part préparer un repli éventuel sur la rive gauche, et organiser cette rive. Or le général Herr disposait de moyens très restreints. « Il était fatal, écrit le lieutenant-colonel de Thomasson, que les organisations défensives de la rive droite, comme celles de la rive gauche, fussent incomplètes. »

LES DÉFENSES DE VERDUN.

Le 1er février 1916, il existait théoriquement sur la rive droite quatre positions : une première position Brabant-Ornes, une deuxième Samogneux-Bezonvaux, une troisième côte du Talou-massif d'Haudromont, une quatrième Froideterre-Douaumont, avec une avancée Bras-Douaumont. Deux positions intermédiaires à contre-pente étaient prévues, entre la première position et la seconde, entre la troisième et la quatrième. Mais, en fait, la première position seule existait. En arrière, tout restait à faire. Entre la première position et la deuxième il n'existait pas de boyaux. Les deuxième, troisième, quatrième positions avaient été commencées à la fin de 1914, selon les idées alors reçues ; mais les travaux, sans cesse abandonnés, n'étaient pas utilisables, sauf ceux de la quatrième position.

L'INTERVENTION DU COLONEL DRIANT.

Le colonel Driant, député de Nancy, qui commandait un groupe de chasseurs dans la région fortifiée de Verdun, au bois des Caures, communiqua ses inquiétudes à ses collègues de la commission de l'armée, le 1er décembre. Le président de la commission, général Pedoya, avertit le ministre de la Guerre, général Gallieni. Le colonel Driant aurait vu aussi le président du Conseil, M. Briand ; celui-ci pria par téléphone Gallieni de recevoir Driant, et, au Conseil des ministres, lui demanda d'écrire au général Joffre.

LA LETTRE DE GALLIENI.

Le 16 décembre, Gallieni écrivit au commandant en chef que des défectuosités lui étaient signalées dans la mise en état de défense du

front; qu'en particulier dans la région de la Meurthe, de Toul et de Verdun, le réseau des tranchées ne serait pas complet. Il ajoutait que cette situation présentait les plus graves inconvénients, et qu'une rupture du front, dans ces conditions, engagerait la responsabilité du gouvernement tout entier. Les enseignements les plus récents de la guerre prouvant que les premières lignes pouvaient être forcées, mais que les lignes suivantes pouvaient arrêter quand même l'attaque, il priait le général Joffre de le mettre en mesure « de pouvoir donner l'assurance que, sur tous les points de notre front, l'organisation au moins sur deux lignes a été prévue et réalisée avec tous les renforcements indispensables en obstacles passifs (fils de fer, blancs d'eau, abatis, etc.). »

LA RÉPONSE DU GÉNÉRAL JOFFRE.

Le général Joffre répondit le 18 décembre en se référant à son instruction du 22 octobre précédent. Cette instruction ordonnait :

« 1° L'amélioration des 1re et 2e positions existant sur tout notre front et comprenant chacune plusieurs lignes de tranchées;

2° L'organisation en arrière de ces 1re et 2e positions d'un ensemble de régions fortifiées dont une partie était déjà à cette époque (22 octobre) en voie d'organisation. »

Le général Joffre ajoutait :

« Les défenses existantes de nos grandes places de l'Est ont été transformées pour entrer dans ce système de régions fortifiées où elles présentent plusieurs lignes de défense successives.

Toute cette organisation, étudiée d'après un plan d'ensemble, est en voie de réalisation depuis longtemps et achevée sur nombre de points du front. (Ici le général Joffre ajoutait en note : A ce sujet la construction des obstacles passifs a été retardée et continue à être retardée, malgré mes nombreuses demandes, par l'insuffisance des ressources en fil de fer barbelé. Je puis néanmoins donner au gouvernement l'assurance que, sur tout le front, au moins les deux positions principales de défense sont munies des obstacles passifs nécessaires pour leur assurer toute la résistance voulue). »

Le commandant en chef concluait :

« En définitive, j'estime que rien ne justifie les craintes que vous exprimez au nom du gouvernement dans votre dépêche du 16 décembre.... »

LA MISSION DU GÉNÉRAL DE CASTELNAU.

Cependant, quand les préparatifs de l'ennemi furent manifestes, le général Joffre envoya en mission dans la région fortifiée, le 20 janvier, le général de Castelnau. Celui-ci était devenu le 11 décembre 1915 major-général de l'armée. Le général de Langle de Cary lui avait succédé dans le commandement du groupe d'armées du centre, remplacé lui-même à la tête de la 4e armée par le général Gouraud.

Le général de Castelnau visita sur le front nord le bois des

Caures, le bois d'Haumont (rive droite) et le bois des Corbeaux (rive gauche); sur le front sud, le bois des Chevaliers. Il reconnut que l'organisation de la première position correspondait aux directives du général en chef. Il y prescrivit seulement la création d'abris-places d'armes pour les réserves, et l'établissement de réduits fermés en arrière et à contre-pente. Quant à la deuxième position, qui était encore très faible, il prescrivit de la renforcer, et de reporter la ligne de résistance à contre-pente. A son retour, le général de Castelnau demanda et obtint que les moyens d'action fussent augmentés. Le général Herr reçut l'autorisation d'employer aux travaux la 51e, puis la 67e division, qui étaient en réserve. Les unités combattantes furent aussi renforcées. « Du 11 au 16 février, dit un rapport, après des discussions où la manière de voir du chef d'état-major général finissait par l'emporter, le commandant en chef mettait à la disposition du groupe des armées du centre, pour renforcer plus particulièrement la région de Verdun, six divisions d'infanterie, six régiments d'artillerie lourde attelée et à tracteurs, de l'artillerie lourde à grande puissance et de l'artillerie lourde sur voie ferrée. »

L'ORDRE DE BATAILLE EN FÉVRIER 1916.

Le 1er février, la R. F. V. passa du groupe d'armées de l'est au groupe d'armées du centre. A cette date, elle avait, pour défendre un front de 112 kilomètres, 53 bataillons actifs et 34 territoriaux. Une seule division, la 72e, occupait, à cheval sur la Meuse, tout le front de Béthincourt à Ornes. — Le 20 février, le front, porté à 166 kilomètres, était défendu par 130 bataillons, dont 80 en ligne. Le secteur de la rive gauche était tenu par le groupement Bazelaire (29e et 67e division); sur la rive droite, le groupement Chrétien (30e corps et troupes territoriales) avait deux divisions, 72e et 51e, entre la Meuse et Ornes, sur le plateau, et la 14e division avec les troupes territoriales plus à droite, en Woëvre. — A la droite du groupement Chrétien, le 2e corps (132e, 3e et 4e divisions) formait le retour, de Fromezey aux Paroches. Deux divisions, la 37e et la 48e, étaient en réserve de groupe d'armées. — L'artillerie comprenait, sur le front qui allait être attaqué, pour l'une et l'autre rive, 388 pièces de campagne et 244 lourdes.

LA VOIE SACRÉE.

Un des points faibles de Verdun, c'étaient les communications. Tandis que les Allemands avaient dès le mois de décembre construit quatorze voies ferrées de pénétration, le front français ne pouvait rien attendre des voies normales, dont l'une, venant du sud, était déjà coupée par l'ennemi, et dont l'autre, venant de l'ouest, serait évidemment coupée, et le fut en effet, dès le commencement des opérations, au coude d'Aubréville. Restait un tortillard, le Meusien, et une route, qui venait de Bar-le-Duc par Souilly, parallèle au Meusien.

Le Meusien avait été amélioré. Mais sa capacité était au maximum de 800 tonnes par jour. Or, il fallait amener à Verdun 2000 tonnes de munitions par jour; ravitailler en vivres et matériels divers quinze ou vingt divisions, à raison de 100 tonnes par division; transporter, tant en troupes montantes que descendantes, 15 à 20000 hommes par jour; etc. Restait la route. Le 18 février, le service automobile reçut l'ordre de se préparer pour une poussée allemande sur la Meuse. Le 19, une réunion des représentants des différents organes de transport eut lieu à la gare de Bar-le-Duc. Le capitaine Doumenc, représentant le service automobile, prit l'engagement de transporter par jour 2000 tonnes et 12000 hommes, sous réserve que le service automobile serait le maître absolu de la route. La première commission régulatrice automobile fut immédiatement instituée.

LE RÈGLEMENT DE CIRCULATION.

Le 20 février, la circulation était organisée. « La route de Verdun, écrit le commandant Doumenc, se présentait sous la forme d'une route à double circulation construite en matériaux tendres. Il fut décidé qu'on aurait un courant montant et un courant descendant, qu'on exclurait complètement de cette route tous les convois à chevaux et à pied, en les rejetant sur des itinéraires parallèles; enfin qu'on n'interromprait en aucun cas la circulation pour faire des réfections méthodiques de la chaussée... (Les convois non automobiles la traversaient, mais sans pouvoir s'y engager). Quant à l'entretien, il ne pouvait être fait qu'en répartissant le long de la route des matériaux routiers provenant, en principe, de carrières ouvertes à proximité même : le calcaire tendre serait jeté tout le long des chemins sous les roues des voitures....

« Cette artère unique à double voie devait être outillée comme une voie ferrée. Elle avait des « cantons », avec un système de bloquage analogue à celui des chemins de fer, chaque canton possédant des moyens de liaison, de surveillance et de dépannage qui devaient lui permettre de garder libre sa portion de route. Toute voiture qui ne pouvait être remorquée devait être jetée au fossé. Personne n'avait le droit de s'arrêter, sauf panne grave; aucun camion ne pouvait en dépanner un autre. »

Les troupes étaient embarquées en camions au saut du train, dans la région Revigny-Bar-le-Duc-Ligny; les munitions, à Bar-le-Duc et à Baudonvilliers. Le débarquement se faisait pour les munitions dans de véritables gares de camions, le long des circuits de Regret et de Nixéville, pour les hommes dans de véritables gares de personnel. Il y eut, dès le 29 février, 3000 camions qui montaient et redescendaient en une chaîne sans fin; il y en eut bientôt 3500,

formant 51 groupes, qui transportaient par semaine 90 000 hommes et 50 000 tonnes de munitions. Il faut y ajouter près de 2 000 voitures de tourisme, 48 sections sanitaires avec 800 voitures, 27 sections de R. V. F. avec 200 voitures, enfin tous les véhicules des services des armées, soit au total 9 000 voitures automobiles, et 11 500 au mois de juin. Sur cette petite route départementale, large au plus de 7 mètres, qui sinue au flanc de collines basses, il passa, dit M. Heuzé, « jusqu'à 6 000 véhicules en un seul point par vingt-quatre heures, soit une moyenne d'un véhicule par quatorze secondes. Les fréquences de passages furent parfois d'un véhicule par cinq secondes pendant des heures. »

Cette route de Bar-le-Duc à Verdun, ainsi gardée sur 75 kilomètres, s'appelle, pour l'histoire, la Voie Sacrée. Les vivres étaient transportés par le Meusien.

Ainsi la défense s'organisait quand l'attaque commença le 21. Le service automobile devait commencer à fonctionner le 22 à midi. Le même jour, le 20e corps devait débarquer dans la région de Bar-le-Duc. Le 1er corps était en marche.

LE CHAMP DE BATAILLE.

Réduit à sa forme géométrique, le champ de bataille de Verdun est un plateau de calcaire dur, incliné vers l'ouest où il plonge sous les collines d'Esnes, à l'altitude de 250 mètres, et relevé vers l'est, où il culmine à 388 mètres, et où il se termine net, en dominant la Woëvre par un à-pic. La Meuse s'est creusé dans ce plateau un couloir nord-sud, sur la corniche duquel s'est placée la ville de Verdun.

La régularité de ce plan incliné a été altérée par le travail des eaux. Sur la rive droite surélevée, les eaux de pluie, assemblées en ruisseaux, ont dû, pour descendre soit à la Meuse, soit à la Woëvre, s'encaisser profondément. Le ravin qui aboutit à la Meuse près de Bras descend de 140 mètres sur la longueur d'une lieue. Les ravins opposés qui descendent vers la Woëvre sont dans des conditions analogues : celui du Bazil naît entre Fleury et Douaumont, à 320 mètres; à moins d'une lieue plus loin, après avoir longé le village de Vaux, il entre en Woëvre à 250 mètres seulement. Ces ravins donnent au paysage son aspect tourmenté, presque montagneux. Ce ne sont que têtes de vallons aux creux profonds, éperons et replis, isthmes qu'on suit entre les dépressions, arêtes transversales qui barrent l'horizon, hautes murailles qui enferment des vallons. Les forêts qui couvraient les versants ont été hachées, les trous d'obus jointifs martèlent partout le sol. La roche broyée a pris le contour mou des dunes, et les fonds sont changés en hideux marécages. Le paysage silencieux est tantôt blanc et tantôt d'un roux brun; les cratères pleins d'eau sont couleur de turquoise. Les forts eux-mêmes,

écrasés par tant d'obus, ressemblent à des écueils rongés par la mer; une broussaille de fer rouillé sort du ciment.

DOUAUMONT.

Entre les deux systèmes de ravins, ceux qui se dirigent à l'ouest vers la Meuse et ceux qui se dirigent à l'est vers la Woëvre, règne une arête qui les sépare, et qui dans ce terrain découpé forme le seul faîte continu. Ce faîte domine le pays et commande dans tous les sens toutes les têtes de ravins : c'est le plateau de Douaumont. A son point culminant se trouve un fort. Vue de l'autre rive, la colline qui porte ce fort s'élevait comme un cône couronné de fumées. De la rive droite au contraire, elle semble une île longue à profil tourmenté.

Sur la rive gauche de la Meuse, le plateau s'abaisse, et va s'enfouir sous les collines d'Esnes, qui le dominent par un front à pic d'éperons très découpés. Un de ces éperons allait jouer un rôle dans la bataille sous le nom de cote 304. De même qu'une côte est précédée d'îles, les falaises d'Esnes ont projeté vers l'est des îles, qui s'élèvent entre les collines et la Meuse, posées sur le sol comme des verrues. Tel est, en face de la cote 304, l'observatoire du Mort-Homme. C'est un petit massif formé de deux collines jumelles, la plus basse (265 mètres) au nord-ouest, la plus haute (295 mètres) au sud-est. Le chenal entre 304 et le Mort-Homme s'appellera, comme tant d'autres ravins, le Ravin de la Mort.

LES POSITIONS DES DEUX ADVERSAIRES

Les positions allemandes, depuis 1914, entouraient Verdun sur la plus grande partie de la circonférence. Les Français avaient seulement réussi, à la fin de 1914 et en 1915, à desserrer l'étreinte et à se donner un peu d'air. Les lignes commençaient, à l'ouest, à la butte de Vauquois, partagée entre les deux adversaires. De là, elles tournaient vers l'est, les Allemands bordant la lisière sud du bois de Cheppy et les Français la lisière nord de la forêt de Hesse, les deux adversaires étant séparés par la vallée de la Buanthe. Puis les lignes s'infléchissaient au nord-est, les Allemands suivant toujours la lisière des bois, les Français s'appuyant sur Avocourt. Elles traversaient ensuite, sans changer de direction, la corne sud-est des bois de Malancourt. A la sortie de ces bois, c'était le ruisseau de Forges qui séparait les deux fronts, jusqu'à la Meuse, les Allemands tenant sur la rive nord le bois de Forges, les Français, sur la rive sud, la côte de l'Oie.

Sur la rive droite, les positions françaises avançaient en saillant par Brabant, conquis le 15 octobre 1914, la corne sud-est du bois de Consenvoye, conquise le 21 décembre 1914, le bois d'Hautmont (15 octobre 1914), le bois des Caures, et l'Herbebois. Là elles butaient à un monticule isolé, les Jumelles d'Ornes, qui, malgré tous les efforts, n'avaient jamais pu être enlevées. Elles en contournaient donc le pied, dessinaient dans la plaine de Woëvre une large poche conquise

au printemps de 1915, et revenaient au sud-ouest retrouver les Hauts-de-Meuse aux Éparges. Elles se prolongeaient, toujours en direction du sud-ouest, pour repasser la Meuse au nord de Saint-Mihiel, qui était à l'ennemi.

En somme, il y avait sur le front de Verdun quatre grands secteurs : la rive gauche, de Vauquois à la Meuse ; puis, en passant sur la rive droite, le secteur nord-est, où les positions françaises faisaient un bombement comprimé à l'ouest par le bois de Forges, à l'est par les Jumelles d'Ornes ; le secteur est, tout entier dans la plaine de Woëvre ; le secteur sud-est, en retour des Éparges à Saint-Mihiel, sur un plateau boisé et difficile.

LE SECTEUR D'ATTAQUE.

Les Allemands choisirent pour la rupture le secteur nord-est. L'attaque par la Woëvre les eût menés par un terrain détrempé au pied des Hauts, qu'il eût fallù escalader : opération extrêmement difficile. L'attaque par le secteur sud-est, que le commandement français avait d'abord crainte, devait traverser des taillis impraticables, où les troupes se disloqueraient. Restaient les secteurs nord, sur la rive gauche et sur la rive droite, de Vauquois à Ornes. C'était un front d'attaque de 40 à 50 kilomètres. Pour l'utiliser dans toute son étendue, dit Falkenhayn, il aurait fallu beaucoup plus de troupes, d'artillerie et de munitions que l'armée allemande n'en pouvait employer. Sur 26 divisions disponibles pour le front occidental, celle-ci devait en garder un tiers en réserve générale, pour parer aux contre-offensives de diversion, le front allemand n'étant tenu par les divisions en ligne qu'à la densité d'un homme par mètre courant. L'état-major allemand avait pensé raccourcir le front en supprimant le saillant de Noyon, et en prenant la corde d'Arras à Laon ; mais, à l'étude, on s'aperçut qu'on récupérerait seulement 2 ou 3 divisions ; et, pour ce maigre avantage, il aurait fallu abandonner des positions améliorées depuis plus d'un an, en faire construire de nouvelles par des milliers de travailleurs, perdre du matériel, désorganiser l'arrière, renoncer à des communications importantes. D'autre part, on ne pouvait ni créer de nouvelles unités, ni prélever des renforts sur les armées alliées : les soldats turcs n'avaient pas l'instruction nécessaire ; les Bulgares ne s'étaient pas obligés à intervenir sur le front occidental ; les troupes autrichiennes supporteraient mal la rude guerre du front français, et, si on prenait les meilleures, la double monarchie se trouverait en péril.

L'ATTAQUE SUR LA RIVE DROITE.

Au total, l'armée allemande ne disposait donc pour l'opération sur Verdun que de 17 ou 18 divisions. Elle comptait en consacrer 9 à la première attaque. L'état-major allemand ne doutait pas que cette attaque ne dût avoir lieu sur la rive droite. On a vu en effet que les

positions françaises formaient là un bombement qui pouvait être battu de feux concentriques. Évidemment, après une certaine avance sur la rive droite, les Allemands étaient exposés à recevoir des feux de flanc de la rive gauche. Ils devraient donc avancer aussi leurs positions sur cette rive. Mais ils ne pouvaient prélever pour cette seconde attaque que fort peu de divisions. Elle se présentait d'ailleurs mal, purement frontale, sur un espace étroit, en mauvais terrain, et elle rejetait les Français sur des positions de plus en plus fortes. Avec des forces si faibles, l'opération de la rive gauche, si elle était menée simultanément avec celle de la rive droite, ou si elle la précédait, avait chance d'échouer; or, on n'avait pas les moyens de la renouveler, et son échec paralyserait toute la bataille. Au contraire, si l'on attendait pour attaquer à l'ouest de la Meuse que le succès fût déclaré à l'est, on trouverait la ligne française probablement dégarnie. On pourrait de plus l'attaquer en potence sur deux faces. Le commandement décida donc de retarder l'attaque de la rive gauche après le succès sur la rive droite. Ce retard avait encore cet avantage, que les divisions destinées à l'attaque de la rive gauche restaient provisoirement disponibles, si les Alliés tentaient une diversion.

LE RETARD DE L'ATTAQUE SUR LA RIVE GAUCHE.

Le 26 septembre 1915, au lendemain de l'attaque française en Champagne, le commandement avait formé pour le Kronprinz allemand un groupe d'armées, le premier du front occidental, qui comprenait la IIIe armée, attaquée en Champagne, la Ve qui était devant Verdun, et les détachements qui tenaient la ligne jusqu'à la Suisse. Quelques jours avant la Noël, avant donc que le rapport qu'on a vu fût soumis à l'empereur, le Kronprinz fut averti, mais seulement de vive voix, et sous la condition du secret, que l'attaque devant Verdun était résolue, et qu'il la dirigerait. Pour ne pas disperser son action, on le débarrassa du soin de la IIIe armée, et on lui laissa seulement, avec la Ve armée, les détachements von Strantz en Woëvre, von Falkenhausen en Lorraine et Basse-Alsace, et Gaede en Haute-Alsace. On mit à sa disposition pour l'attaque 9 divisions d'élite. D'autres furent désignées pour relever les divisions d'assaut. On réserva 3 divisions particulièrement choisies pour l'attaque éventuelle sur la rive gauche. Enfin, pour détourner l'attention des Français et les inquiéter, la IIIe armée attaqua le 9 janvier à Maisons-de-Champagne, le 12 février à Sainte-Marie-à-Py, le 13 à Tahure. La IIe armée enleva le 28 et le 29 janvier le village de Frise au sud de la Somme. La VIe armée attaqua le 26 janvier à Neuville-Saint-Vaast, le 8 février à l'ouest de Vimy, le 21 février à l'est de Souchez. Le détachement Gaede assaillit le 13 février les lignes françaises à Seppois-le-Haut.

LES FORCES DU KRONPRINZ.

ATTAQUES DE DIVERSION.

III. — LA BATAILLE DE VERDUN

LA PRÉPARATION D'ARTILLERIE.

« LE 21 février, à quatre heures du matin, écrit le correspondant de la *Gazette de Francfort*, la place forte de Verdun fut réveillée de son assoupissement par un obus lourd allemand. C'était un coup de canon de réjouissance, et il signifiait le commencement des grands combats autour de la ceinture fortifiée de la place. » Le bombardement véritable commença à sept heures quinze.

Ce fut une formidable avalanche d'obus de tous les gros calibres, depuis le 420 jusqu'au 210, en passant par le 380 et le 305 autrichien. L'artillerie au-dessous du 210 ne prit point part à la préparation. La densité du tir était extraordinaire. Les aviateurs français qui volent sur la forêt de Spincourt « s'accordent à dire que cette région est le centre d'un véritable feu d'artifice. Le petit bois de Gremilly, au nord de la Jumelle, accuse une telle densité d'ouvertures de feu que les observateurs en avions renoncent à pointer sur leurs cartes les batteries qu'ils voient en action » (*Bulletin des armées*, récit du 22 mars). Ces régions, farcies de canons, ne présentent plus aux aviateurs qu'un nuage traversé d'innombrables lueurs.

A quatre heures de l'après-midi, l'intensité du feu redouble. Enfin, vers cinq heures, la première attaque d'infanterie allemande est lancée contre notre centre. La bataille est engagée. C'est le moment de définir la tactique particulière que les Allemands y ont employée.

LA TACTIQUE ALLEMANDE.

Ils sont partis de cette idée que l'on ne pouvait faire lutter des hommes contre du matériel. En conséquence, ils ont mis beaucoup de soin dans la préparation d'artillerie. Leur système ordinaire a été de choisir un objectif restreint, 500 mètres de front par exemple, qu'ils arrosaient d une manière méthodique, jusqu'à les avoir transformés en labour.

POSITIONS DE DÉPART.

Ils ont creusé beaucoup moins de boyaux que nous ne l'avions fait en Champagne. Ils n'ont pas établi de parallèles de départ. C'est la tranchée de première ligne qui en a servi, creusée d'abris profonds où les troupes s'entassaient, et protégée par une masse couvrante. Ils n'ont pas cherché non plus à pousser ces tranchées jusqu'à la distance d'assaut. Dans certains secteurs, par exemple devant l'Herbebois, ils ont attaqué à la distance, presque incroyable dans cette guerre, de 1 100 mètres. Cette absence de parallèles et cette distance au départ ont servi à la surprise, les Français croyant les préparatifs inachevés. Les Allemands reprendront la même méthode contre la 5e armée britannique, le 21 mars 1918, et la surprendront de même.

TACTIQUE D'INFANTERIE.

Les assauts ont été exécutés sur des objectifs précis, démolis par l'artillerie. Pour s'assurer de l'écrasement des lignes, une reconnaissance conduite par un officier se portait en avant, forte à l'ordinaire d'une quinzaine d'hommes, mais en comprenant parfois jusqu'à 60. Venait ensuite la première vague d'assaut. Elle était déployée en tirailleurs à très larges intervalles; chaque peloton des compagnies d'assaut y avait détaché un ou deux groupes, qui étaient accompagnés de grenadiers et de pionniers. La deuxième vague comprenait le gros des pelotons en ligne dense. Enfin, une dernière vague, reste de chaque peloton, venait combler les vides, apportait les matériaux nécessaires pour retourner la position conquise et les munitions pour la défendre. Les vagues se succédaient à 20 ou 30 pas de distance. — Si l'infanterie rencontrait un obstacle non détruit, elle s'arrêtait, et la préparation d'artillerie recommençait. Si, au contraire, le nivellement de la position avait été suffisant pour que la défense fût impossible, l'infanterie prenait possession du terrain, s'y retranchait, et ne poussait pas plus avant. C'était, en somme, l'artillerie qui conquérait, et l'infanterie qui occupait. On pensait, par ce procédé, avancer avec très peu de pertes.

ORDRE DE BATAILLE.

Le plan d'ensemble des Allemands n'était pas moins bien calculé que leur tactique de détail. Ils avaient mis sur le plateau, à l'est de la Meuse, trois de leurs quatre corps de choc : c'étaient, de leur droite (ouest) à leur gauche, le VIIe de réserve, le XVIIIe et le IIIe. Le dernier, le XVe, était plus à l'est, dans la plaine de Woëvre. La 113e division, qui complétait les troupes d'assaut, était en soutien. Cette masse était elle-même encastrée dans l'armée du Kronprinz, qui lui avait fait place, entre le VIe corps de réserve et le Ve.

ENGAGEMENT DES GRANDES UNITÉS.

Le premier choc a été donné par les trois corps placés sur le plateau, à l'est immédiat de la Meuse, entre Brabant et Ornes. Pendant ce temps, le XVe corps attendait, avec le dessein sans doute de se porter contre la droite française quand la victoire serait dessinée sur le plateau, et de compléter ainsi la rupture frontale par une attaque de flanc. Le reste de l'armée s'engagea plus tard encore, le VIe corps de réserve le 6 mars seulement, et le Ve corps de réserve le 8 mars. On peut donc admettre, comme nous l'avons déjà indiqué, que les Allemands comptaient sur une rupture brutale et centrale, les conséquences de cette victoire devant être ensuite exploitées par les ailes, qui se refermeraient pour ainsi dire sur les masses françaises rompues et pelotonnées dans la région sans issue de la Meuse.

Tout indique que les Allemands comptaient que ce mécanisme de précision fonctionnerait avec une exactitude foudroyante. Avant la bataille, tous les commandants de régiments avaient été appelés

à Charleville, au grand quartier général, et là, en présence de l'empereur, sur un terrain analogue à celui de Verdun, ils avaient exécuté une véritable manœuvre de cadres, une répétition générale de la bataille. Jamais une grande action militaire n'a été préparée avec plus de méthode, outillée avec plus de puissance, machinée avec plus de calcul, déclenchée enfin avec un mélange plus étonnant de circonspection et de vigueur.

LES QUATRE PREMIERS JOURS.

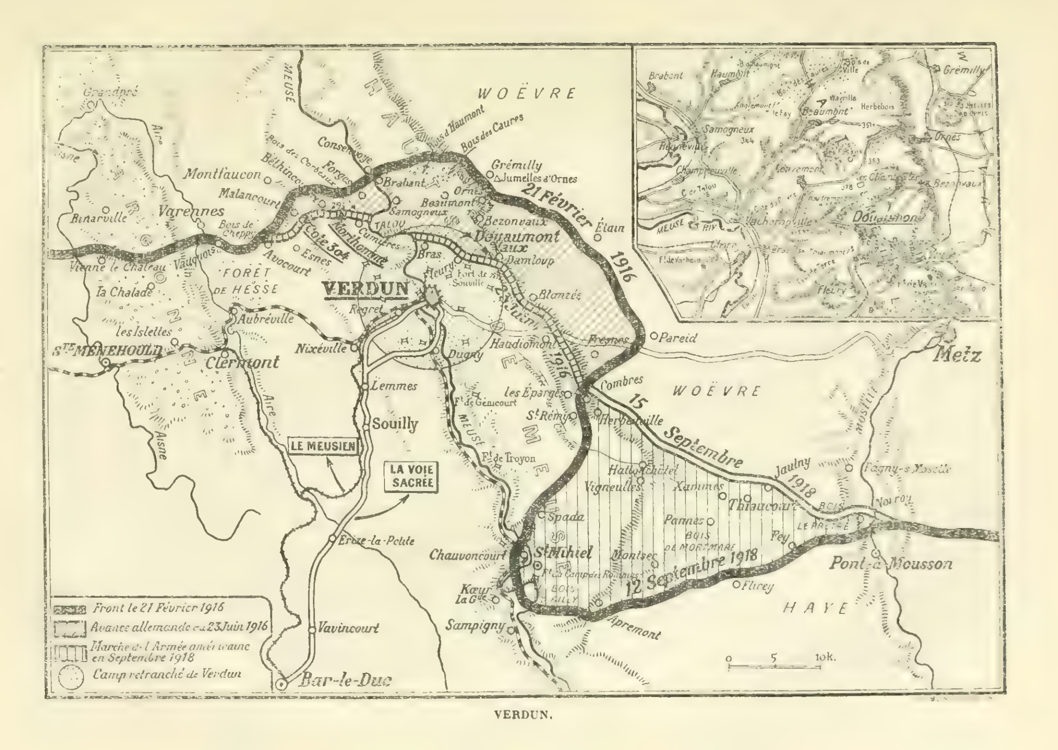
La première attaque d'infanterie, le 21 février vers seize heures quarante-cinq soir, par une froide journée d'hiver, fut lancée sur le bois d'Haumont. Ce bois, malgré la disposition en glacis du terrain qui l'entoure et qui favorise la défense, fut enlevé. Le bois des Caures, attaqué à dix-sept heures, fut également perdu par nous, mais sa partie méridionale fut reprise. Plus à droite, dans le bois de Ville, dans les taillis de l'Herbebois, l'ennemi, maître des tranchées avancées, fut arrêté sur les positions de soutien.

Le 22, la lutte recommença sous la neige. La perte du bois d'Haumont ouvrait dans la ligne un trou par où les Allemands prirent à revers le bois des Caures, qui fut perdu ce jour-là, ainsi que la bois de Ville. La perte de ces positions découvrit la Wavrille, c'est-à-dire la corne sud-est du bois de Ville, qui fut prise le 23, et la perte de la Wavrille, découvrant à son tour le flanc gauche de l'Herbebois, en amena la perte le même soir après un furieux combat.

LA PERTE DE LA SECONDE POSITION.

Le 23 au soir, la première position était perdue. La seconde position tenait dans son ensemble. A la gauche seulement, Samogneux avait été pris, mais l'ennemi ne pouvait en déboucher. Au centre, il ne pouvait déboucher davantage de la Wavrille. Mais, dans la matinée du 24, la seconde position tombe brusquement. C'est l'événement capital de ces premiers jours. L'ennemi, qui s'est renforcé d'une division prélevée à son extrême gauche sur le Ve corps de réserve, débouche par sa droite de Samogneux, en débordant la cote 344, qui est prise. Au centre, il emporte Beaumont et le bois des Fosses; à sa gauche, le bois des Chaumes. A deux heures de l'après-midi, toute la seconde position est perdue. L'ennemi exploite aussitôt son succès. Au centre, il lance une masse fraîche, qui pénètre jusqu'à Louvemont; à droite, il emporte la ferme des Chambrettes et pénètre dans le bois de la Vauche. A l'extrême gauche, la côte du Talou est abandonnée et n'appartient à personne.

La situation était si grave que le général de Langle de Cary, commandant le groupe d'armées du centre, incertain de savoir si l'on tiendra sur la rive droite, donne aux troupes établies plus à l'est en Woëvre, et qui, en cas de rupture du front de Verdun, auraient été très compromises, l'ordre de se replier dans la direction



Front le 21 Février 1916
Marche de l'Armée américaine en Septembre 1918
Camp retranché de Verdun
VERDUN
Metz
Pont-à-Mousson
Bar-le-Duc
WOËVRE
HAYE
MEUSE
21 Février
1916
15 Septembre
1918
12 Septembre 1918
LA VOIE SACRÉE
LE MEUSIEN
Cote 304
Mort-homme
Douaumont
Vaux
Damloup
Bezonvaux
Gremilly
Jumelles d'Ornes
Bois des Caures
Bois d'Haumont
Ornes
Beaumont
Samogneux
Brabant
Forges
Consenvoye
Béthincourt
Montfaucon
Malancourt
Varennes
Binarville
Grandpré
Vienne le Château
Vauquois
FORÊT DE HESSE
Avocourt
Esnes
Cumières
Bras
Regret
Aubréville
les Islettes
La Chalade
Ste MENEHOULD
Clermont
Nixéville
Lemmes
Souilly
Érize-la-Petite
Vavincourt
Aire
Aisne
Étain
Blanzée
Pareid
Fresnes
Haudiomont
Dugny
Combres
les Éparges
St Rémy
Herbeuville
Hattonchâtel
Vigneulles
Xammes
Thiaucourt
Jaulny
Fey
Pannes
Spada
St Mihiel
Chauvoncourt
Montsec
Flirey
Apremont
Sampigny
Fagny-s-Moselle
0 5 10k.

VERDUN.

de l'ouest, sur les Hauts-de-Meuse. Ce mouvement doit s'effectuer dans la nuit même du 24 au 25.

A Chantilly, les mauvaises nouvelles arrivent dans la soirée du 24. Aussitôt le général Joffre constitue une nouvelle armée avec les troupes actuellement sur la rive gauche de la Meuse, et celles qui y débarqueront prochainement. Il met en même temps de nouveaux effectifs en mouvement. Cette nouvelle armée a pour mission, dans le cas où les troupes engagées seraient obligées de se replier sur la rive droite, de les recueillir, et, en tout cas, d'interdire le passage de la Meuse à l'ennemi.

LE VOYAGE DU GÉNÉRAL DE CASTELNAU

Mais il faut voir la situation sur place. Dans cette même soirée du 24, le chef d'état-major général, le général de Castelnau, à qui le commandant en chef donne pleins pouvoirs, part pour Verdun. Il s'arrête à Avize, quartier général du groupe d'armées du centre, le 25, à quatre heures du matin. Le moment est grave, certes, mais non désespéré. Les deux divisions de première ligne, qui se battent depuis quatre jours contre cinq divisions allemandes, ont dû céder le terrain, mais elles ne sont pas submergées. Déjà les premiers soutiens sont arrivés; la 37e division a relevé la 72e, les 31e et 306e brigades ont formé, sur les ordres du général Deligny, un groupement qui a appuyé la 51e. Enfin, le 25, à 10 heures du matin, le 30e corps est relevé par le 20e.

L'ORDRE DE TENIR SUR LA RIVE DROITE.

D'autre part, l'ennemi, qui a avancé devant notre gauche de 7 kilomètres, va être obligé de déplacer son artillerie. On a donc le temps, le 25, d'organiser les positions de combat sur la rive droite et de faire passer de nouvelles divisions. Dans ces conditions, il n'y a plus de doute. Après avoir prévu le pire, le commandement français pouvait ordonner le mieux. On tiendrait sur la rive droite. Le chef d'état-major téléphone au commandant de la région fortifiée de Verdun : « La défense de Verdun se fait sur la rive droite. Il ne peut donc être question que d'arrêter l'ennemi à tout prix sur cette rive. » Lui-même arrive à Verdun le 25 vers sept heures du matin, et renouvelle son ordre : tenir coûte que coûte, là où l'on est.

A Verdun, le général de Castelnau trouve un extrême désordre. A l'état-major du général Herr, il est impossible d'avoir une situation d'ensemble, une carte des emplacements des troupes, une idée exacte des ordres donnés. Sur les routes encombrées, les hommes des dépôts et des services de la place, mêlés à des réfugiés et à des convois, refluent vers l'arrière. Il faut avant tout remettre de l'ordre. Or, il y a en février 1916 un état-major d'armée disponible : celui de la 2e armée, commandée par le général Pétain, et qui a été retirée du front après la bataille de Champagne.

L'ARRIVÉE DU GÉNÉRAL PÉTAIN.

Le 24, Pétain a été appelé par dépêche à Chantilly. Il s'y est rendu dans la matinée du 25. Il a reçu le commandement de l'armée qu'on forme en arrière de Verdun, et qui va donc devenir la 2e armée. Parti sur-le-champ pour Bar-le-Duc, il a reçu à Châlons une dépêche de Castelnau, qui le mande à Verdun. Il arrive à Dugny, près de Verdun, le 25 au soir, et il reçoit la direction de la bataille. Il entre en fonctions à minuit. Il prend le commandement des troupes de la région fortifiée et des troupes disponibles de la rive gauche. Il a pour unique mission d'enrayer l'effort de l'ennemi. La région fortifiée de Verdun cesse d'exister : elle devient simplement le front de la 2e armée. C'est une nouvelle phase qui commence.

LES COMBATS DU 25.

Pendant que ces événements se passent, dans la journée du 25, les Allemands font encore de nouveaux progrès. Journée confuse, dont l'histoire est mal éclaircie. Devant la gauche française, formée maintenant par la 37e division, une patrouille de trois soldats allemands apparaît à l'aube sur la cote 344; à deux heures de l'après-midi, toute la position est aux mains de l'ennemi; en fin de journée, il a descendu la pente sud, et enlevé au pied de cette pente le moulin de Cotelettes, une de nos anciennes positions d'artillerie.

La 37e division se replie sur la côte de Belleville, découvrant la côte du Talou et la côte du Poivre. Mais l'ennemi est arrêté par une batterie de cent pièces de 75 spontanément formée à Froideterre par le colonel Tardy. Ce barrage donne le temps à la 39e division du 20e corps de dépasser la 37e en retraite, et de couvrir la ligne Bras-Houdromont. Cette division s'aperçut de plus qu'en avant de son front les Allemands n'avaient pas occupé la côte du Poivre, et elle s'y établit le 27. Quant à la côte du Talou, pareillement intenable pour les deux adversaires, ce fut une région neutralisée.

Revenons à la journée du 25. Pendant que se produit à la gauche l'incident de la 37e division, les Allemands sont contenus au centre devant Louvemont, qui se défend jusqu'au lendemain.

LA PERTE DE DOUAUMONT.

A la droite française, les Allemands enlèvent le village de Bezonvaux. Les éléments du groupement Deligny, qui avaient poussé le 24 au soir jusqu'au ravin de Bezonvaux, sont ramenés vers le sud, et des éléments du IIIe corps brandebourgeois, poussant jusqu'à la ligne des forts de la défense permanente, pénètrent par surprise dans le fort de Douaumont. Cette prise de Douaumont, quoiqu'elle fût l'effet d'un incident de combat, et non d'une attaque de vive force, était un événement grave.

LA RÉORGANISATION DE LA BATAILLE.

Le double succès du 25 est en même temps la fin de l'avance allemande. La réorganisation du commandement et de l'état-major, l'arrivée des renforts vont maintenant faire sentir leurs effets. A son

arrivée, le général Pétain a voulu aller à Verdun. Son automobile s'est égarée. Il est revenu à Souilly, qui va être son quartier général, avec une congestion pulmonaire dont son médecin aura seul le secret. Pendant huit jours, il garde la chambre. C'est de là qu'il organise le champ de bataille. Il trace d'abord la ligne qui doit être inviolable. C'est la ligne Bras-Houdromont-Douaumont, confiée au 20e corps. A l'abri de cette barrière il organise le terrain. Le champ de bataille est divisé en quatre secteurs : Duchesne en Woëvre, Balfourier de la Woëvre à Douaumont, Guillaumat à cheval sur la Meuse, et Bazelaire sur la rive gauche, jusqu'à Avocourt. L'artillerie qui arrive est répartie entre ces quatre commandements. De nombreuses positions de batteries sont établies, et reliées par des fils téléphoniques. Les avions reprennent la maîtrise de l'air. Une division entière, la 59e, est employée à creuser une nouvelle ligne de défense, de la côte de Froideterre au bois de l'Hôpital. Des ponts sont jetés sur la Meuse. Treize bataillons sont employés à l'entretien de la Voie Sacrée.

LES COMBATS DEVANT DOUAUMONT (26 FÉVRIER-5 MARS).

Le 26 au matin, cinq énergiques contre-attaques reportent le front en avant du fort de Douaumont ; un petit groupe de Brandebourgeois reste cramponné dans les ruines ; entouré de trois côtés, il réussit à maintenir par un boyau ses communications avec les lignes allemandes, et reste là en flèche. Les Allemands essaient en vain d'élargir ce coin. A l'ouest, ils attaquent sur le village de Douaumont, qui est du 25 au 29 le théâtre de combats furieux. A l'est, ils enlèvent la position d'Hardaumont et attaquent les bois de la Caillette. Enfin, le 29, épuisés, ils s'arrêtent. C'est la première trêve après huit jours de lutte acharnée. Le général de Castelnau juge la situation calée et rentre à Chantilly.

Le 2, la lutte recommence autour de Douaumont, menée à l'ouest par le 21e division allemande qui se fait massacrer au bois Chauffour, à l'est par la 113e division, remplaçant le IIIe corps désorganisé, et qui le 4 enlève le village de Douaumont. Les Français se retranchent à 200 mètres du village.

De la masse de choc allemande, deux corps sont hors de combat, le XVIIIe et le IIIe ; le VIIe de réserve a une division retirée et au repos ; l'autre division est à la côte du Poivre, ayant perdu relativement peu de monde ; le XVe corps n'a été engagé que partiellement ; la 113e division a fortement souffert à la prise de Douaumont. La première mise des Allemands est en grande partie dépensée sans que le but ait été atteint.

L'ATTAQUE AUX DEUX AILES (6 MARS).

Cependant, la crainte de voir les Français tenter une diversion avait disparu ; toutes les disponibilités françaises filaient sur Verdun ; pour les accroître, les Anglais avaient étendu leur front, ce qui sup-

primait momentanément le danger d'une diversion britannique. Les Allemands, tranquilles de ce côté, pouvaient donc, à leur tour, employer leurs réserves à Verdun. Or, une opération s'imposait à eux : c'était d'avancer sur la rive gauche, d'où l'artillerie française paralysait leur avance sur la rive droite.

Dès le premier jour, le général Pétain avait craint cette attaque. Il avait donné au général de Bazelaire toute l'artillerie du 7e corps; il lui avait prescrit d'établir une ligne Avocourt-cote 304-Charny, et d'achever, plus en arrière, la ligne commencée Esnes-cote 310-fort de Marre.

LE COMBAT DU 6 MARS SUR LA RIVE GAUCHE.

Le 6 mars, les Allemands attaquèrent sur la rive gauche avec le VIe corps de réserve, appartenant à l'armée du Kronprinz et en ligne dans cette région, et avec le Xe corps de réserve, tiré de la réserve générale, et qui apparaît pour la première fois dans l'action. Après une très violente préparation d'artillerie, ils enlevèrent par leur gauche, le long de la Meuse, la côte de l'Oie. Le 10, ils emportèrent, à l'ouest de cette colline, le bois de Cumières, qui, logé dans un pli de terrain, leur donnait une bonne position de départ pour attaquer la double hauteur du Mort-Homme. L'attaque sur le Mort-Homme eut lieu le 14. L'infanterie allemande, qui marchait sous la protection d'un barrage d'artillerie, enleva le sommet inférieur (cote 265). Le sommet supérieur (cote 295), intenable pour les deux adversaires, devint un *no man's land*, avec les tranchées allemandes sur le versant nord, et les tranchées françaises sur le versant sud.

LE COMBAT DU 20 MARS AU BOIS D'AVOCOURT.

La ligne française s'appuyait, comme sur deux piliers, sur le Mort-Homme et plus à l'ouest sur la colline 304. Le 20 mars, le Kronprinz lança sur 304 une division fraîche, la 11e bavaroise. Elle s'empara du bois d'Avocourt, qui couvre la position; mais, dès qu'elle apparut en terrain nu, elle fut prise sous de tels feux croisés qu'elle dut renoncer à poursuivre l'attaque.

En même temps qu'il attaquait sur la rive gauche, l'ennemi étendait son front d'attaque à l'aile opposée, entre Douaumont et le fort de Vaux. Il remettait en ligne le IIIe corps et la 21e division du XVIIIe corps, unités relevées et recomplétées. Le IIIe corps avait été regarni avec des recrues de la classe 1916, qui dans certains régiments formaient jusqu'aux deux cinquièmes de l'effectif. Le 8 mars, une attaque est lancée sur le front Douaumont-Hardaumont, avec le IIIe corps, la 113e division et deux régiments du XVe corps. Sauf devant l'ouvrage de Hardaumont, qui fut pris, l'attaque échoua; le IIIe corps épuisé fut définitivement renvoyé à l'arrière. Le 9, le front d'attaque fut élargi des deux côtés : à l'ouest, le VIIe corps de réserve attaqua la côte du Poivre, et la 21e division acheva de se faire mas-

LE COMBAT DU 8 MARS SUR LA RIVE DROITE.

sacrer dans la région de ravins et de crêtes comprise entre la côte du Poivre et Douaumont; — à l'est, le Ve corps de réserve attaqua le village et le fort de Vaux, où il subit le 9 et le 10 un sanglant échec. Une nouvelle attaque entre le village et le fort eut lieu le 16 et fut renouvelée le 18. Toutes deux échouèrent avec de lourdes pertes. Un calme relatif s'établit dans le secteur de Vaux.

Ainsi, vers le dernier tiers de mars, la double attaque d'ailes qui, sur la rive gauche comme sur la rive droite, avait succédé à l'attaque centrale du début, était à son tour arrêtée. Une trêve suivit, du 22 au 28 mars.

Mais abandonner Verdun eût été pour les Allemands l'aveu d'un tel désastre qu'ils ne voulurent pas considérer la partie comme finie. Ils avaient amené de nouvelles forces encore : la 192e brigade paraît sur la rive gauche; — 3 divisions au centre (121e, 58e, et 29e de réserve) viennent avec la 113e remplacer le XVIIIe et le IIIe corps définitivement hors de combat; une division de Russie est signalée à la gauche. Le 28 mars, une troisième bataille commence.

LA TROISIÈME TENTATIVE ALLEMANDE (28 MARS).

Elle débuta sur la rive gauche. Nous avons vu que, de ce côté, les Français tenaient en février une avant-ligne Avocourt-Forges, derrière laquelle se dressaient les deux piliers de la ligne principale, la colline 304 et le Mort-Homme. Les Allemands avaient forcé l'avant-ligne aux deux bouts, à l'est par Forges (6 mars), à l'ouest par le bois d'Avocourt (20 mars). Maître des extrémités de l'avant-ligne, l'ennemi avait cru en pouvoir négliger la partie centrale, et se porter directement de là sur les positions principales, de Forges par le bois des Corbeaux sur le Mort-Homme, du bois d'Avocourt sur la colline 304. Mais ces tentatives avaient échoué le 14 et le 22 mars : le Mort-Homme avait résisté, et la colline 304 n'avait pas même pu être attaquée. Il fallait donc revenir à une avance méthodique, et faire tomber tout ce qui restait de notre avant-ligne, de Malancourt à Béthincourt. Ce fragment demeuré debout de notre position initiale formait désormais une pointe très avancée, avec des ailes repliées, *eine Sackstellung*, disaient les Allemands. Il s'agissait pour eux de réduire ce sac.

L'opération commença mal pour l'ennemi. Le 28, la 11e division bavaroise, renforcée par la 192e brigade, attaqua sur Malancourt et Haucourt; l'attaque échoua; pris sous le feu à découvert, les assaillants tourbillonnèrent, et quelques éléments purent seuls atteindre les lisières nord de Malancourt, où ils se barricadèrent. Le 29, les Français reprennent le bois d'Avocourt qu'ils avaient perdu le 20, et s'y maintiennent malgré le bombardement et les

contre-attaques. Mais Malancourt, placé en saillant, et défendu maison par maison, ne peut être conservé. L'église tient encore le 31 mars. Dans la nuit du 31 mars au 1er avril, le général Pétain donne l'ordre de reporter la défense au sud du ruisseau de Forges, qui, avec ses fonds fangeux hérissés de fils de fer, couvrira maintenant notre première ligne. Béthincourt seul sera conservé. L'ennemi ne s'aperçoit pas du mouvement. Le 2, il exécute une préparation d'artillerie intense sur les tranchées vides de la rive nord, leur donne l'assaut, n'y trouve personne, et, comme il s'y installe, il reçoit de l'artillerie française le feu le plus meurtrier. *PERTE DE MALANCOURT (1er AVRIL).*

Deux jours de calme relatif suivent. Puis, le 4, les Allemands attaquent notre nouveau front, formé à gauche par Haucourt (immédiatement au sud-est de Malancourt) et à droite par Béthincourt. Ils échouent devant Béthincourt, où ils laissent le terrain couvert de cadavres. Haucourt tient jusqu'au 5 avril, défendu par deux compagnies du 79e, puis par une troisième qui a réussi à les renforcer. Il faut pour l'enlever une brigade entière. — Béthincourt, le seul village qui nous restât désormais sur le ruisseau de Forges, fut évacué le 8 avril. Ainsi les Français avaient entièrement perdu leur avant-ligne. Leurs tranchées s'appuyaient maintenant à gauche au réduit d'Avocourt, passaient aux premières pentes de la colline 304, au versant sud du Mort-Homme et au nord de Cumières. *PERTE D'HAUCOURT (5 AVRIL).* *PERTE DE BÉTHINCOURT (8 AVRIL).*

Sur la rive droite, la fin de mars a été marquée aussi par une avance allemande. Le 31 mars, le même jour où il achevait de prendre Malancourt, l'ennemi attaquait la partie ouest de Vaux, que nous tenions encore. On voit aisément le but de ces attaques combinées sur l'une et l'autre rive : elles affaiblissent nos réserves en les divisant. Après une forte préparation, l'îlot ouest du village est attaqué en trois vagues, fortes chacune d'un bataillon. La première est fauchée, les deux autres enveloppent les trois compagnies françaises qui tenaient la position. Ainsi le village de Vaux est enlevé. Le 2, l'étang qui est derrière le village est pris à son tour, tourné du nord par le bois de la Caillette. Le 3, un régiment français reprend les tranchées de la Caillette, et pousse le 5 ses postes d'écoute jusqu'à la crête de Douaumont. *PERTE DE VAUX (31 MARS).*

C'est à ce moment que, le 2 avril, le secteur de la rive droite est mis sous le commandement du général Nivelle, le secteur de la rive gauche étant sous le commandement du général Berthelot. De leur côté, les Allemands, ayant élargi en mars leur front d'attaque, l'avaient subdivisé en secteurs, le général von Mudra dirigeant les opérations sur la rive droite, le général von Gallwitz sur la rive gauche. Ils furent eux-mêmes remplacés, le général von Mudra par *NOUVEAUX COMMANDEMENTS.*

le général von Lochow en avril, le général von Gallwitz par le général von François en juillet.

L'ATTAQUE DU 9 AVRIL

Le 9 avril, le Kronprinz lance sur les deux rives, d'Avocourt à la crête du Poivre, une attaque d'une violence et d'une ampleur qu'on n'avait pas vues depuis les premières attaques de février. Sur la rive gauche, où a lieu le gros de l'attaque, il a disposé entre Haucourt et la Meuse onze régiments, dont trois appartiennent à des divisions neuves, la 43e de réserve et le 105e. La préparation d'artillerie égale celle des premiers jours. L'attaque d'infanterie se déclenche à midi. Le résultat est insignifiant : quelques progrès des deux côtés du Mort-Homme, et la prise d'un bois près de la côte du Poivre. « Le 9 avril, dit le général Pétain dans son ordre du jour du 10, est une journée glorieuse pour nos armées. Les assauts furieux des soldats du Kronprinz ont été partout brisés.... Les Allemands attaqueront sans doute encore. Que chacun travaille et veille pour obtenir le même succès qu'hier. Courage. On les aura. »

Il fallait dégager le Mort-Homme, que les progrès faits par les Allemands le 9 enserraient. Après deux petites opérations, le 12 et le 18, l'attaque a lieu le 20, à cinq heures du soir, après une minutieuse préparation d'artillerie. La ligne est reportée au-delà du sommet. L'ennemi réagit aussitôt et, du 21 avril au 1er mai, une lutte acharnée se poursuit pour la possession du Mort-Homme. Malgré les efforts des Allemands, les Français ont reconquis leur ligne du 8 avril. Un nouveau succès, le 3 mai, au nord-ouest de la colline, le consolide. La gloire de cette lutte épique revient à la 40e division.

A la fin d'avril, le général Pétain, appelé au commandement du groupe d'armées du centre, passe la 2e armée au général Nivelle.

LES COMBATS DE MAI.

Le 3 mai, les Allemands, qui viennent d'échouer devant le Mort-Homme, renouvellent l'attaque sur l'autre pilier de la rive gauche, la colline 304. Après une préparation formidable qui dure le 3 et le 4, ils enlèvent les pentes nord et la crête militaire, sans pouvoir arriver au sommet. Le combat continua avec fureur jusqu'au 10. Le 8, l'ennemi avait occupé, à l'ouest de 304, le bois Camard. Il essaya en vain d'en déboucher le 13 et le 16. Il jeta alors dans la lutte un corps frais, le XXIIe de réserve. C'est ce XXIIe corps, et les deux divisions du XIe (54e et 58e), qui vont fournir le grand effort sur la rive gauche du 18 au 24 mai. Le 22, une division nouvelle, la 22e de réserve, y prendra part à son tour.

Cette lutte acharnée, confuse, mêlée d'attaques et de contre-attaques, aboutit le 24 à la prise de Cumières par les Allemands. Mais, pendant ce temps, sur la rive droite de la Meuse, les Français ont monté une attaque sur Douaumont. Les Allemands, obligés de

parer de ce côté, n'ont plus de disponibilités pour relever les unités fatiguées qui tiennent Cumières. Les Français en profitent pour contre-attaquer le 26, et reprendre une partie de leurs tranchées.

LA CONTRE-OFFENSIVE FRANÇAISE SUR DOUAUMONT (22 MAI).

Le 19, en effet, les Français avaient commencé sur la rive droite un tir de destruction sur Douaumont. Le 22, trois régiments de la 10e brigade partent à l'assaut, l'un sur le fort, les deux autres à gauche et à droite. Le soir, la superstructure est conquise; mais l'ennemi occupe les casemates, sauf celle de gauche. Malheureusement, le régiment de droite a été arrêté net, et celui de gauche n'a pas atteint ses objectifs. Le 24, l'ennemi, tournant le fort par la gauche, en chasse les Français, qui se maintiennent immédiatement au sud. Leur flanc gauche, un instant compromis le 25, est rétabli le 26. Dans ces combats, les Allemands ont engagé le Ier corps bavarois récemment arrivé, et qui était primitivement destiné à la rive gauche. De ce fait, les attaques sur la rive gauche sont enrayées.

LA SOMME ET VERDUN.

Sur ces entrefaites, la bataille a changé de caractère. Les Allemands ont remarqué les préparatifs d'offensive sur la Somme, devant le front de leur IIe armée. Ils ont vu d'autres préparatifs devant la VIe et la VIIe armée, et devant le détachement Falkenhausen. Ces dernières attaques, qui se font sur le front français, sont visiblement des feintes, et les Allemands ne s'y laissent pas prendre. Car, comment croire que les Français aient les moyens de monter seuls une attaque de grand style? En revanche, l'attaque britannique devant la IIe armée leur paraît sérieuse. La question est de savoir si les Français y participeront. L'état-major allemand pense que, par l'emploi intensif des troupes coloniales, les Français pourront recompléter au moins une partie de leurs réserves, redevenues capables de reprendre le combat. « Pour interrompre ces processus, écrit Falkenhayn, un nouveau succès sur la Meuse était devenu nécessaire ». De là les grandes attaques de juin.

De leur côté, les Français, qui préparent leur offensive sur la Somme, ont intérêt à retenir sur la Meuse le plus grand nombre de divisions ennemies qu'il se pourra. Ils y arriveront par d'énergiques contre-offensives, comme celle du 22 mai sur Douaumont. A l'état-major français il y a, sinon unanimité, du moins forte tendance à créer ce qu'on y appelait alors des foyers ouverts, où l'ennemi vînt se fondre. Verdun était le principal de ces foyers. D'autres objectaient que le défenseur s'épuisait autant et peut-être plus que l'assaillant. Le commandant de la 2e armée attend, non sans impatience, dans le mois de mai, que l'attaque de la Somme vienne le délivrer. Pour la même raison, les Allemands sentent qu'il faut en finir.

La principale position de défense des Français sur la rive droite est maintenant formée par la ligne Côte de Froide-Terre-Fleury-Fort de Souville. Elle est couverte à l'est par le fort de Vaux, à l'ouest par la crête de Thiaumont. Sur la crête de Thiaumont, il y a un ouvrage; en avant de l'ouvrage, vers l'ennemi, une ferme. A gauche, le terrain s'abaisse dans un profond et vaste ravin, le plus tragique paysage sans doute de tout le champ de bataille, le ravin de la Dame. Ce sont ces deux positions de Vaux et de Thiaumont que les Allemands doivent d'abord enlever.

LA PERTE DU FORT DE VAUX.

Le 31 mai, le bombardement s'accroît sur toute la région du fort de Vaux, depuis la Caillette jusqu'à la Laufée. L'ennemi a en ligne, sur un front de 4 kilomètres, trois divisions, la 1re, la 50e, et une division composée d'un régiment de la 1re, et de deux régiments du XVe corps (126e et 105e); au total, 8 régiments, qui seront renforcés le 5 juin par une brigade du corps alpin. Les Français ont en ligne deux régiments, le 101e et le 142e. L'attaque commence le 1er juin. Après une résistance héroïque, le fort est pris le 9 juin.

LES COMBATS DE THIAUMONT.

En même temps qu'il attaquait le fort de Vaux, l'ennemi attaquait plus à l'ouest la position de Thiaumont. Le 1er juin, il prend la ferme de Thiaumont. Il la reperd le 2, la reprend le 9; du 12 au 17, il attaque en vain l'ouvrage de Thiaumont, et ne réussit qu'à occuper, à gauche et en contre-bas, le ravin de la Dame.

LES COMBATS SUR LA RIVE GAUCHE.

Pendant ce temps, il a également repris son attaque sur la rive gauche, interrompue le 24 mai. Elle recommence le 29, débouchant du bois des Corbeaux; non plus à l'ouest contre le Mort-Homme, mais au sud contre Cumières. Le 30, les Français doivent se replier. Le 31, l'ennemi cherche à rompre définitivement leur ligne et à s'ouvrir ainsi un passage qui lui permette de tourner le Mort-Homme par le sud. Mais il échoue.

Il reprend alors l'attaque par l'autre bout des positions de la rive gauche, sur le flanc ouest de la cote 304. Il y a là un bois, dit le bois Camard, dont il est maître. Le 4 juin, il essaie en vain d'en déboucher. Le 9, il renouvelle quatre fois ses tentatives, accompagnées de jets de flammes, à cinq heures, cinq heures trente, neuf heures et douze heures. Elles sont repoussées par des troupes du 15e corps et de la 38e division.

Ainsi, sur les pentes sud-ouest de 304 comme au Mort-Homme, l'ennemi a été repoussé. Le 15 juin, ce sont les Français qui passent à la contre-attaque. Deux bataillons enlèvent un kilomètre de tranchées sur les pentes du Mort-Homme.

LA SITUATION AU 20 JUIN.

Telle est la situation vers le 20 juin. Cependant le temps presse de plus en plus l'ennemi. Le 4 juin, en Volhynie, le général



Cl. Section Photo Armée

LA COTE DU POIVRE

Face au plateau de Douaumont, elle domine une région de crêtes où se porta l'effort de l'ennemi pendant les combats de mars-avril 1916.



Cl. Section Photo Armée

LA COTE 304

La Cote 304 fut un des points les plus ardemment disputés du champ de bataille de Verdun (rive gauche de la Meuse).



SUR LES PENTES DE DOUAUMONT

Le plateau de Douaumont élève ses 388 mètres au-dessus de la plaine de Woëvre ; il s'abaisse vers l'ouest, coupé par la Meuse, et se heurte aux hauteurs du Mort-Homme et d'Esnes (310 m.).

Broussiloff a déchaîné une offensive qui s'est rapidement étendue du Styr au Pruth, et qui a obtenu d'éclatants succès. Un autre orage s'amoncelle sur la Somme. Il faut emporter Verdun au plus vite. « On a pu savoir, dit un récit officieux français, que le kaiser avait donné des ordres au début du mois de juin pour que les attaques fussent brusquées et que le drapeau allemand y flottât le 15. »

De son côté, le général Joffre, dans son ordre général du 9 juin, adjurait la 2e armée de tenir coûte que coûte. « Pour permettre à l'offensive générale des Alliés de continuer à développer ses succès, il faut que l'armée de Verdun tienne toujours et ne recule pas d'un pas. Le salut de la France est en jeu; aucun sacrifice ne sera trop lourd pour l'assurer. » Et, le 12 juin, annonçant aux troupes françaises les victoires de Galicie, le commandant en chef leur dit :

« Soldats de Verdun, c'est à votre héroïque résistance qu'on le doit, c'est elle qui a été la condition indispensable du succès, c'est sur elle que reposent nos victoires prochaines ; car c'est elle qui a créé sur l'ensemble du théâtre de la guerre européenne une situation d'où sortira demain le triomphe définitif de notre cause. »

LA BATAILLE DU 23 JUIN.

C'est dans ces conditions que l'ennemi va faire sur la rive droite la grande tentative du 23 juin.

Pour arriver à Verdun, l'ennemi doit enlever une première position, jalonnée, comme nous l'avons vu, par l'ouvrage de Froideterre à notre gauche, le village de Fleury au centre et le fort de Souville à notre droite. Il aura ensuite à emporter une seconde position, la dernière ceinture de collines qui couvre Verdun du nord à l'est, la ligne Belleville-Saint-Michel-Belrupt. Le revers intérieur de cette dernière position donne directement sur la conque de Verdun.

Le 21, le bombardement commence. Les Allemands, résolus à en finir, ont avancé leurs batteries et amené les plus gros calibres, de 380 et de 420. Le 22 au soir, ils couvrent de plus de 100 000 obus asphyxiants le plateau de Souville, la côte de Froideterre, et les ravins à l'arrière. L'objectif est, d'après les prisonniers, d'enlever toute la ligne Froideterre-Fleury-Souville. L'attaque s'étend à l'ouest jusqu'au bois Nawé, à l'est jusqu'au bois Fumin, les ailes extrêmes ayant surtout pour mission de retenir des forces françaises. Elle sera exécutée par 19 régiments, appartenant à 7 divisions. L'attaque centrale est menée par 12 régiments, dont 7 engagés pour la première fois. L'assaut commence dans la nuit du 21 au 22. La journée du 22 fut indécise. Le 23, le général Nivelle adressait

aux troupes un ordre pressant : « Les Allemands lancent sur notre front des attaques furieuses, dans l'espoir d'arriver aux portes de Verdun, avant d'être attaqués eux-mêmes par les forces unies des armées alliées; vous ne les laisserez pas passer, mes camarades. » Au centre, le corps alpin enleva Fleury. A l'ouest, le corps bavarois prit l'ouvrage de Thiaumont, et des éléments arrivèrent jusqu'à l'ouvrage de Froideterre, où ils furent refoulés. A l'est, la 103e division enleva la première ligne devant Souville, et fut écrasée devant la seconde. L'ennemi avait enlevé un objectif seulement sur trois. Cependant la situation des Français était si critique que, le 23 juin, le général Pétain avertit le général Joffre. « Le fléchissement est plus considérable qu'on n'avait pu le prévoir, écrit J. Reinach dans l'*Année de Verdun*. Les Allemands ont pris pied dans les têtes des ravins qui descendent de Froideterre vers la Meuse, menaçant de couper la retraite aux défenseurs de la côte du Poivre.... Il réitère son avis que, si l'ennemi atteint la ligne de contre-pente, il faudra songer à passer sur la rive gauche. La décision sera à prendre trois ou quatre jours avant l'exécution du mouvement. Le tiers de l'artillerie est sur la rive droite. Il la faut évacuer avant que l'artillerie ennemie ne batte les ponts de la Meuse. » Le 27, le général Joffre répondit par l'ordre formel de continuer la défense sur la rive droite. Le 24, les tirs de préparation de la bataille de la Somme avaient commencé. La bataille de Verdun va dès lors entrer dans une nouvelle phase. Le 11 juillet, une dernière attaque est menée par 12 régiments, depuis le fort de Vaux à gauche jusqu'au fort de Souville, qui est l'objectif principal, à droite. Elle expire sur les pentes mêmes de Souville. Une nouvelle offensive, menée par 8 divisions, échoue encore le 1er août. Le 3 août, les Français reprennent l'ouvrage de Thiaumont, le 4 le village de Fleury. Le 8, les Allemands reprennent l'ouvrage de Thiaumont. Une lutte locale acharnée dure tout le mois d'août. Une dernière offensive allemande a lieu le 3 septembre.

LE CARACTÈRE DE LA BATAILLE.

Si violentes et si acharnées qu'aient été les poussées d'infanterie qu'on vient d'énumérer, ce qui donne à la bataille sa physionomie propre, c'est le duel d'artillerie d'une violence incroyable qui s'est poursuivi pendant ces quatre mois. Sur toute la surface du champ de bataille jusqu'aux arrière-lignes, une pluie de fer s'est abattue jour et nuit sans interruption. Des crêtes situées en arrière de Verdun, on voyait l'horizon entièrement recouvert par les explosions comme par les nuées d'un éternel orage. Sous cette averse épouvantable, les troupes qui montaient et qui descendaient perdaient, pour arriver aux lignes, le quart de leur effectif. Les corvées, les

communications se faisaient sous cette tempête mortelle. C'est là ce qui est proprement la bataille de Verdun. Sous ces explosions continues, il n'y avait plus de tranchées. Dans les premières lignes, les hommes tenaient comme ils pouvaient dans des trous d'obus. Les relèves, très difficiles et très coûteuses, devaient néanmoins être fréquentes. C'est dans ces conditions qu'est née l'idée de laisser sur le champ de bataille d'une façon fixe des organisations permanentes, artillerie lourde, aviation, états-majors de corps d'armée, et de faire défiler ces divisions à l'intérieur de corps d'armée immobiles. Cette idée deviendra la règle des batailles suivantes.

Du 21 février au 15 juin, en cent seize jours, la 2e armée, avec un effectif moyen de 24 divisions, en a vu passer sur son front 66. (Le nombre total des divisions françaises était alors de 95). L'artillerie, qui se compose de 1 100 pièces de 75, de 225 pièces de 80 à 105, de 590 pièces d'artillerie lourde et d'artillerie à grande puissance, a consommé 10 300 000 coups de 75, 1 200 000 coups de 80 à 105 et 2 600 000 coups de gros calibres.

Quant aux Allemands ils avaient engagé du 21 février au 1er juillet, 42 divisions et demie. Mais ce nombre de divisions, inférieur à celui des divisions françaises, ne rend pas compte de l'usure. En effet, tandis que les Français remplaçaient les divisions, les Allemands les alimentaient sur place, à l'aide de dépôts installés à 20 ou 30 kilomètres derrière le front. Les corps engagés dans la bataille ont pu, grâce à ces réservoirs, se renouveler plusieurs fois sans être relevés.

CHAPITRE X

LA SOMME[1]

I. AVANT L'OFFENSIVE FRANCO-BRITANNIQUE. — II. LA BATAILLE DE LA SOMME.

I. — AVANT L'OFFENSIVE FRANCO-BRITANNIQUE

L'OFFENSIVE franco-britannique était arrêtée dans ses grandes lignes, et la préparation immédiate allait commencer, quand les Allemands lancèrent le kronprinz contre Verdun. Arrêtés devant Verdun, ils continuèrent la bataille, dans le dessein évident d'épuiser d'avance notre offensive d'été. La violence de leurs attaques décroîtrait seulement quand notre propre offensive sur la Somme les contraindrait à parer les coups au lieu de les porter.

LA RELÈVE DE LA 10e ARMÉE.

Pour le commandement français, le problème était donc de préparer la Somme tout en alimentant Verdun. Une clause de la conférence de Chantilly lui donnait le droit de faire appel à ses alliés; il n'en usa pas. Il demanda seulement le 22 février au commandement britannique de relever la 10e armée française. Cette relève avait déjà été admise en principe par sir Douglas Haig. Dès le 23, il répondait qu'il avait donné des ordres pour relever immédiatement la 18e division française, puis le 17e corps; qu'il comptait en outre aller de sa personne à Londres pour obtenir des renforts d'Égypte. A son retour, il téléphona au général Joffre : « J'ai pris mes dispositions pour la relève complète de votre 10e armée; j'irai demain à Chantilly vous serrer la main et me mettre à votre entière disposition. »

Le 17e corps fut relevé le 4 mars, et le reste de la 10e armée le 14.

Dès que le front allemand fut fixé à Verdun (26 février), le général Joffre reprit la préparation de la Somme. Le 3 mars, il écrit

1. OUVRAGES A CONSULTER. — *Enseignements tirés de la bataille de la Somme par la Ire armée allemande* (ce rapport, daté du 30 janvier 1917, a été traduit et édité hors commerce par l'état-major français).

au général Haig : « Étant donné l'importance capitale de l'effort ennemi, il est indispensable que nous fassions mieux que repousser ses attaques ». Le 27 mars, au moment où les Allemands attaquent la côte 304 et le Mort-Homme, le général Joffre écrit encore :

« L'offensive violente que les armées allemandes ont entreprise dans la région de Verdun ne doit pas avoir pour effet de nous détourner de l'exécution du plan d'action que nous avons arrêté d'un commun accord.... Notre intention doit toujours être de battre l'ennemi en cherchant à rompre son front d'Hébuterne à Lassigny. »

LA RÉDUCTION DES MOYENS D'ATTAQUE.

Le général Foch a préparé, sur les bases du 18 février, un projet qui est approuvé le 16 mars. Pour que l'attaque puisse s'étendre jusqu'au Hamel, le général en chef renonce aux opérations secondaires qu'il avait d'abord prescrites aux autres groupes d'armées.

Cependant, malgré toute l'économie possible, il a déjà fallu à la fin d'avril envoyer 45 divisions à l'armée de Verdun. Le général en chef écrit le 26 avril au général Foch :

« Mes intentions restent les mêmes, mais la puissance des moyens de toute nature que je pourrai mettre à votre disposition se trouve réduite par la consommation qui est faite autour de Verdun.

Cette réduction de moyens vous impose d'envisager un front d'action plus réduit que celui de votre projet primitif, mais restant toujours jointif au front des attaques anglaises : ce nouveau front devra être considéré comme un minimum qu'il faudra s'efforcer de dépasser au fur et à mesure que s'apaiseront les actions autour de Verdun, et que s'accroîtront, par suite, nos disponibilités actuelles. Les travaux devront être poursuivis sur l'entier développement du front primitif, d'après un ordre d'urgence que vous fixerez, mais l'effort maximum devra s'appliquer au nouveau front. »

Au début de mai, l'ennemi attaque si violemment tout le front de Verdun, les relèves de la 2e armée deviennent si multipliées, que le général Pétain ne peut plus les assurer avec ses seules ressources; il faut laisser à sa disposition les unités en réserve dans la zone du groupe d'armées du centre.

Le 20 mai, le général Foch est averti qu'il n'aura définitivement à sa disposition que 26 divisions et 700 pièces environ d'artillerie lourde. Le 22, le général en chef écrit au général Haig pour l'avertir qu'il est obligé de réduire la participation française à l'offensive commune.

« La réduction des moyens mis à la disposition du général Foch l'amèneront certainement à modifier son plan d'action. Mais il apparaît d'ores et déjà que les modifications qu'apportera le général Foch à son plan initial n'affecteront pas la coopération directe des armées françaises à l'action des forces britanniques au nord de la Somme. Le général Foch est amené à remanier complètement son plan initial et à le remplacer par une attaque de la seule 6e armée,

à cheval sur la Somme, en liaison avec l'armée anglaise vers Maricourt, et limitée au sud à la route Amiens-Péronne : cette attaque devra être conduite par 3 corps d'armée en première ligne, un agissant au nord de la Somme, et deux au sud. »

C'est ce projet qui a été définitivement approuvé et exécuté.

LA DATE DE LA BATAILLE.

Le 8 mai, le général Haig avait demandé un ajournement de l'attaque, tout délai devant augmenter ses moyens : il attendait 200 canons lourds le 15 août. Au contraire, le 7 mai, le général Pétain avait tenté de faire avancer la date de l'offensive, afin que Verdun fût dégagé. Il fera une nouvelle démarche dans ce sens le 11 juin. Le 23 juin, c'est le général Foch qui demandera une remise. Mais, le 24, après la prise de Fleury et de l'ouvrage de Thiaumont par les Allemands, le ministère insiste à son tour sur les conséquences qu'aurait, en cas d'accident à Verdun, le retard de l'attaque anglaise.

D'autres événements concouraient à fixer la date de la bataille. L'armée italienne, attaquée dans le Trentin, avait le 19 mai demandé l'appui de l'armée russe ; celle-ci avait en conséquence avancé la date de son offensive, et l'avait fixée au 4 juin. Or, d'après les conventions de Chantilly, l'attaque franco-anglaise devait suivre celle des Russes à quinze jours environ d'intervalle.

Le 26 mai, dans une conférence qui eut lieu à Bauquesne, le général Joffre exposa au général Haig les intentions du général Alexeieff. Le général Haig répondit que la question devait être envisagée comme s'il n'y avait actuellement qu'une seule armée sur le front franco-anglais, et qu'il fallait attaquer ensemble. Il accepta la date du 1er juillet.

Le 20 juin, dans une nouvelle entrevue à Beaurepaire, l'attaque d'infanterie fut avancée au 29 juin, la préparation d'artillerie devant commencer le 24 ; mais le temps fut si mauvais, en particulier le 28, que l'attaque fut une seconde fois remise au 1er.

LES MESURES DÉFENSIVES DE L'ENNEMI.

Le front allemand menacé était celui de la IIe armée. « Dès février 1916, écrit le général von Below, nos aviateurs signalèrent la construction de nouveaux baraquements de chaque côté de l'Ancre, devant l'aile droite de l'armée. Peu après se produisit une augmentation des divisions sur le front anglais au nord de la Somme ; au bout de quelques semaines, des opérations de patrouilles bien réussies firent connaître que ces divisions avaient été relevées pour la plupart. A la fin d'avril, le nombre des divisions anglaises au nord de la Somme s'était déjà élevé à 12 : en face d'elles se trouvaient seulement 4 divisions allemandes ».

L'état-major allemand pensa prévenir l'attaque prévue par une contre-offensive, mais il y renonça, faute de moyens. En avril, il renforça la IIe armée d'une division, qui fut dirigée au nord de l'Ancre, point où la supériorité numérique des Anglais était particulièrement marquée. De ce fait, à l'aile droite de l'armée, le front moyen de division ne fut plus que de 6 kilomètres; dans le reste de l'armée, il était de 7 kilomètres. Mais cette amélioration ne dura point. En mai, le commandement allemand préleva sur l'armée deux divisions et les remplaça par une division encore fatiguée de Verdun. Il préleva également des batteries lourdes qui furent remplacées par des pièces prises aux Français.

On ne savait pas encore si les Français prendraient part à la bataille. Mais, en juin, en même temps que les indices précurseurs de l'attaque se multipliaient, deux divisions françaises apparaissaient immédiatement au nord de la Somme, dans un secteur tenu jusque-là par les Anglais. « On eut d'abord un moment l'impression, écrit von Below, que cette mesure était de nature défensive et avait pour but de permettre un plus grand échelonnement en profondeur des forces anglaises destinées à donner l'assaut plus au nord; mais cette opinion changea dès que des opérations de patrouilles eurent établi la présence au nord de la Somme du 20e corps français, réputé comme particulièrement solide et corps d'attaque. Au sud de la Somme, on reconnut également des préparatifs d'attaque augmentant constamment, de sorte qu'à la fin de juin, il apparaissait clairement que la zone probable de l'attaque s'étendait depuis la région de Gommécourt (aile nord) jusqu'à la voie romaine, environ 8 kilomètres au sud de la Somme (aile sud). » Le commandement allemand prit de nouvelles mesures. La IIe armée reçut en juin une division d'infanterie, l'artillerie de campagne d'une autre division, et, vers la fin du mois, 17 batteries d'obusiers légers de campagne. Un groupement fut créé au nord de la Somme, réunissant sous un état-major de corps d'armée les cinq divisions de ce secteur; les 4 divisions au sud de la Somme formèrent un autre groupement. Celui du nord avait un front de 36 kilomètres, celui du sud un front de 33.

LE CHAMP DE BATAILLE.

Le terrain où allait se produire l'attaque franco-britannique se décompose naturellement en trois secteurs : au nord de l'Ancre, — entre l'Ancre et la Somme, — au sud de la Somme.

Au nord de l'Ancre, ce sont de lents mouvements de terrain, où les villages, tantôt couronnent des glacis nus, comme Gommécourt, et tantôt sont cachés comme des pièges dans des entonnoirs, ce qui est le cas de Beaumont-Hamel. Dans le premier cas, le défenseur a d'admirables champs de tir; dans le second, il est invulnérable et

invisible dans son trou, d'où il abat tout ce qui paraît sur les crêtes.

Entre l'Ancre et la Somme, s'élève un promontoire d'où les vues sont magnifiques et que les Allemands avaient saisi en 1914 : c'est le plateau de Thiepval. Au sud de ce plateau, le front allemand se recourbait à l'est d'Albert, dans un pays ondulé, et passait la Somme à Frise.

Au sud de la Somme, c'est le vaste plateau nu et horizontal du Santerre. Les Allemands y occupaient Dompierre; les Français, à l'ouest, sur la pente qui monte vers le plateau, occupaient la sucrerie. Les tranchées adverses s'affrontaient sur la crête. Puis le front continuait vers le sud, laissant aux Allemands Soyécourt et Chaulnes.

Des assises de craie blanche recouvertes d'un épais limon; de vastes étendues agricoles, avec çà et là des boqueteaux, le plus souvent sur les hauteurs; des chemins creux favorables à la défense; de gros villages distants de 3 à 4 kilomètres, dans une ceinture de vergers qui les fait ressembler de loin à des bois; ni ruisseaux, ni sources, ni étangs; deux rivières seulement, l'Ancre et la Somme, coulant au fond de très larges vallées, profondes et touffues, qui contrastent avec la nudité du plateau agricole : tel est le pays.

LA TACTIQUE DE LA SOMME.

La méthode employée sur la Somme fut fondée sur l'expérience de Champagne et sur celle de Verdun. Le problème était d'empêcher l'ennemi d'aveugler avec des divisions fraîches la brèche faite dans ses lignes. Après la bataille de Champagne, le 1er novembre 1915, dans un rapport célèbre, le général Pétain avait conseillé de procéder, avant la bataille proprement dite, à une usure générale de l'ennemi sur tout le front des armées.

« Dans ce premier acte offensif, ce que l'on veut, c'est faire subir à l'ennemi des pertes telles qu'il sera possible plus tard de l'attaquer à fond, en quelques points choisis, du fort au faible. Et ces pertes seront le fait, non de l'assaut poussé à la limite extrême des forces de l'assaillant, mais d'attaques exécutées par de faibles effectifs et préparées par un bombardement formidable et l'emploi de tous les engins de destruction connus (obus explosifs, asphyxiants, incendiaires, émissions de gaz, de flammes ou d'ondes électriques, etc.). »

Quand ce combat d'usure, mené principalement par une artillerie supérieure à celle de l'adversaire, aura suffisamment épuisé les réserves ennemies, on pourra passer à l'attaque décisive sur un point choisi. C'est toujours l'ancienne méthode de l'école française, la préparation précédant la décision. Cette bataille elle-même, le général Pétain la voyait sous la forme d'assauts successifs, chacun

ayant un objectif précis et limité. C'est la conclusion à laquelle les Allemands étaient arrivés de leur côté, et on a vu qu'ils employèrent cette tactique à Verdun.

« Nous disons : sous la forme d'assauts successifs. C'est qu'en effet, après un assaut, les pertes subies par la troupe d'infanterie et surtout par les cadres sont telles que celle-ci est impuissante à produire un deuxième effort analogue au premier. Elle peut faire les quelques travaux indispensables à l'occupation du terrain conquis, rien de plus. L'artillerie, après avoir fait un bond en avant, doit reprendre une préparation minutieuse de son tir. Il faut donc relever l'infanterie et donner le temps à l'artillerie d'exécuter son nouveau travail de préparation. Il en résulte des temps d'arrêt obligés entre les attaques successives. »

Les circonstances de 1916 ne permirent pas d'exécuter le programme d'usure générale que recommandait le général Pétain ; ou plutôt, ce programme fut réalisé, sous une autre forme, par la bataille de Verdun. En revanche, on adopta le système des attaques successives à objectif limité. Un terrain défini était écrasé par l'artillerie, puis occupé par l'infanterie. Le travail destructeur de l'artillerie arriva à une perfection telle, que certains marmitages, par exemple devant Dompierre, créaient, sur l'emplacement des tranchées allemandes, un labour d'une régularité parfaite. Rien ne survivait, et l'infanterie entra dans Dompierre l'arme à la bretelle. On combinait ainsi la conquête du terrain et l'usure des réserves ennemies. A chaque fois que l'ennemi reconstruisait le mur, on l'abattait. Il devait arriver un moment où la brèche ne pourrait plus être aveuglée. A ce moment seulement se produirait la décision.

LA DIRECTIVE DU 20 JUIN.

C'est ce que marque bien la directive que le général Joffre adressa le 20 juin au général Foch et à sir Douglas Haig.

« La rupture ne sera opérée que le jour où la brèche sera suffisamment large et profonde pour ne plus pouvoir être aveuglée par l'ennemi, faute de forces encore aptes à combattre. Nous devons donc nous attendre à livrer dans la Somme une dure et longue bataille, dont le dénouement sera marqué par l'usure des moyens que l'ennemi aura pu mettre en œuvre sur ce théâtre de lutte.... »

Le but de l'opération est ainsi défini :

« Le but essentiel des opérations qui vont être entreprises sur la Somme est de porter une masse de manœuvres sur le faisceau de lignes de communication de l'ennemi qui jalonnent Cambrai-le-Cateau-Maubeuge, etc....

« Je compte obliger ainsi l'ennemi, soit à abandonner ses positions sur une partie importante du front actuel, soit à accepter la bataille hors du système fortifié sur lequel il est établi. La route Bapaume-Cambrai devra donc être l'axe de notre progression initiale.

Le front initial à atteindre est jalonné par Miraumont, le Sars, Ginchy, Guillemont, Maurepas, Hem, le plateau de Flaucourt; en partant de cette base, les opérations devront s'orienter dans la direction de Bapaume-Cambrai. »

L'ORDRE DE BATAILLE ALLIÉ.

On se rappelle que le front d'attaque, primitivement fixé à 30 kilomètres, avait été réduit à 12. Cependant les travaux avaient été continués sur l'ensemble du front primitif, ce qui permettait une extension éventuelle de l'action vers le sud. Conformément à cette hypothèse, le front du groupe d'armées du nord fut réparti le 24 juin entre trois armées : la 6e armée Fayolle, qui fut limitée au secteur d'attaque ; quartier général à Boves ; la 10e armée, sur la partie du front où l'attaque pourrait éventuellement s'étendre ; quartier général à Breteuil ; la 3e armée, rappelée d'Argonne, sur la partie du front destinée à rester passive, de Lassigny à Soissons; quartier général à Verberie.

Tandis que l'armée britannique attaquerait de Gommécourt à Maricourt, sur un front de 25 kilomètres, avec 26 divisions, la 6e armée attaquerait de Maricourt à Foucaucourt, avec le 20e corps au nord de la Somme, 1er corps colonial et 35e corps au sud. Le général Foch mettrait en œuvre dès le début 14 divisions. Il disposait en outre de 4 divisions de cavalerie et de 4 divisions d'infanterie, déjà rassemblées en arrière du front d'attaque. Trois autres divisions d'infanterie devaient lui être envoyées aussitôt que les opérations seraient engagées.

L'artillerie de l'attaque comprenait, outre l'artillerie de 75 des corps d'armée engagés, 216 pièces de 90 à 105, 516 pièces de 120 à 180, 122 pièces d'artillerie à grande puissance et 1 100 pièces d'artillerie de tranchée. L'approvisionnement prévu était, pour un mois de bataille : 6 millions de coups de 75; 3 100 coups par pièce de 90 à 105; 2 630 coups par pièce de 120 ou de 155; 1 700 coups par pièce de 220; 400 000 coups d'artillerie de tranchée.

LES POSITIONS ALLEMANDES.

Devant le front français, la première position allemande, profonde de 500 à 1 000 mètres, et généralement composée de trois lignes de tranchées avec abris intermédiaires et de points d'appui formés par les villages, partait de la croupe au sud de la briqueterie de Montauban, et passait aux lisières ouest de Curlu, de Frise, de Dompierre, de Fay et de Soyecourt. La deuxième position, une tranchée simple avec réseaux et abris pour mitrailleurs, à une distance de 3 à 5 kilomètres de la première, passait à Maurepas, Herbecourt, Assevillers, Belloy-en-Santerre, Ablaincourt et Puzeaux. Dans certaines régions, par exemple à Estrées et à Deniecourt, il existait une ligne intermédiaire. Enfin, sur la Somme, entre Maurepas et Herbecourt, la deuxième position se dédoublait en deux lignes.

L'ORDRE DE BATAILLE ALLEMAND.

A la date du 25 juin, l'ennemi avait en ligne, au nord de la Somme, dans le secteur d'attaque du 20e corps français, le 53e régiment (12e division); en arrière, la 10e division bavaroise était au repos dans la région Fresnoy-le-Grand-Bohain. Au sud de la Somme, le front était tenu jusqu'à Soyecourt par les 3 régiments de la 121e division; en arrière du front, la 11e division était au repos dans la région de Misery.

Pendant la préparation, les Allemands tentèrent une relève; mais elle se fit sous le bombardement, avec tant de retard et de désordre, que le jour de l'attaque les Français trouvèrent la première position occupée par des unités mêlées de le 12e division et de la 10e bavaroise au nord de la Somme, de la 121e et de la 11e au sud.

II. — LA BATAILLE DE LA SOMME

LA PREMIÈRE PHASE DE LA BATAILLE.

« Le 22 juin, écrit von Below, le feu de l'artillerie ennemie commença déjà à devenir très violent. A partir du 24 juin se déclencha un feu roulant presque ininterrompu : l'ennemi employa beaucoup de pièces du plus gros calibre et des canons lourds à très grande portée et à tir de plein fouet. Le 1er juillet, vers huit heures du matin, se produisit entre Gommécourt et la région à l'ouest de Vermandovilliers, sur un front de 40 kilomètres, la grande attaque d'infanterie franco-anglaise, pendant que l'artillerie ennemie canonnait également de larges espaces de chaque côté de la zone d'attaque. L'ennemi pénétra dans de très nombreux points de notre ligne de défense, qui avait été fortement endommagée par le tir de notre artillerie au nord de l'Ancre; des contre-attaques menées jusqu'au 2 juillet nous permirent de reprendre toutes nos positions en infligeant aux Anglais de très lourdes pertes en morts et en prisonniers. Au sud de l'Ancre également, nous parvînmes, le soir du 3 juillet, à les rejeter de nos positions jusques et y compris le plateau de Thiepval. Mais, de chaque côté de la Somme, les Anglais et les Français avaient produit un grand enfoncement dans notre ligne de défense. Nos pertes sur ce point-là étaient tellement élevées, qu'il n'y avait littéralement plus de forces pour exécuter les contre-attaques voulues. »

En un mot, les Allemands tinrent bon ou rétablirent leur position à leur droite, dans le secteur de l'Ancre, tandis qu'ils furent enfoncés à leur gauche sur les deux rives de la Somme. Devant ce résultat, sir Douglas Haig renonça à poursuivre la bataille sur l'Ancre. Il confia les deux corps engagés de part et d'autre de cette rivière au général Gough, avec mission de maintenir seulement la pression sur l'ennemi, sans exécuter d'attaque de grand style. Au contraire, les corps engagés sur la Somme, depuis Contalmaison jusqu'au contact avec les Français, restèrent confiés au général Rawlinson, et reçurent mission de continuer la bataille face au nord. Du 1er au 5 juillet, l'armée britannique avait refoulé les

Allemands sur une profondeur de 2 kilomètres, entre la Boisselle et l'est de Montauban, c'est-à-dire sur un front de 10 kilomètres. Elle avait pris 4 villages (Montauban, Mametz, Fricourt et la Boisselle) et fait prisonniers 5 724 hommes et 94 officiers. La première position allemande était entièrement conquise. La pression continua les jours suivants. Du 7 au 11, à la gauche de l'armée, le bois de Mametz et le village de Contalmaison furent occupés. A la droite, le bois des Trônes fut atteint le 8, et disputé les jours suivants.

L'ATTAQUE BRITANNIQUE SUR LES SECONDES POSITIONS.

L'occupation du bois de Mametz et du bois des Trônes permettait à Rawlinson de passer à l'attaque de la seconde position allemande. L'attaque fut décidée pour le 14. La préparation d'artillerie commença le 11. Dans la nuit du 13 au 14, les troupes se portèrent à distance d'assaut, avançant de 1 000 à 1 500 mètres dans l'obscurité, sous le couvert de fortes patrouilles, sans que l'ennemi s'aperçût de leur mouvement. A trois heures vingt-cinq du matin, quand il y eut assez de jour pour reconnaître l'ami de l'ennemi, l'assaut fut donné. Précédées d'un barrage d'artillerie bien exécuté, les troupes britanniques entrèrent partout dans la position allemande. L'ennemi fut surpris, et son barrage tardif tomba derrière les assaillants. En deux jours, la seconde position allemande était enlevée sur un front de 5 kilomètres, et les avant-postes britanniques étaient au contact de la troisième.

L'ATTAQUE FRANÇAISE AU 20e CORPS.

Sur le front français, l'attaque avait été exécutée au nord de la Somme, le 1er juillet à sept heures trente, par le 20e corps sur un front de 5 kilomètres. Une relation officieuse s'exprime ainsi :

« Il avait à conquérir les premières positions allemandes, faites de 3 et 4 lignes de tranchées, reliées par des boyaux nombreux, avec des bois organisés et avec le village fortifié de Curlu.... D'un bond les ouvrages allemands furent emportés. En escaladant à l'est du village de Curlu les pentes d'une falaise crayeuse baptisée le Chapeau de gendarme, les soldats de la classe 16, qui voyaient le feu pour la première fois, agitaient leurs mouchoirs et criaient : « Vive la France ! » On arriva aux premières maisons de Curlu et, comme on pénétrait dans le village, des mitrailleuses installées aux abords de l'église se dévoilèrent. Selon les ordres du commandement, on stoppa aussitôt pour reprendre la préparation. Une demi-heure durant, de dix-huit heures à dix-huit heures trente, l'artillerie de destruction fut mise sur le village. A la nuit, l'infanterie française était complètement maîtresse de la place, et y repoussait 3 contre-attaques, parties de la direction de Hardecourt et fauchées par nos tirs de barrage. »

Les trois jours suivants furent employés à organiser la position conquise ; puis, le 3, l'attaque commença contre la seconde position, établie sur la ligne Hem-Hardecourt. Elle se fit d'abord à la droite

contre Hem, qui fut enlevé le 5; le 8, la division de gauche attaqua à son tour et enleva Hardecourt.

L'ATTAQUE AU 1er CORPS COLONIAL.

Au sud de la Somme, l'assaut avait été donné deux heures après l'assaut de la rive droite, par le 1er corps colonial prolongé à droite par la 61e division du 35e corps. Le soir du 1er juillet, la première position était enlevée; le 2 au soir, la seconde position était enlevée dans sa partie nord, de la Somme au sud d'Herbécourt, tandis que les Français étaient seulement au contact de sa partie sud. Le 3, le progrès continua, toujours la gauche en avant. Flaucourt, en pleine troisième position, fut enlevé par un coup de main hardi. Au centre, Assevillers, dans la deuxième position, fut emporté. Le 4, à la droite, Belloy et Estrées étaient conquis.

Le 9, le mouvement en avant était repris par la gauche, qui enlevait Biaches. L'important observatoire de la Maisonnette était conquis le 10. On était maintenant devant Péronne. Les soldats descendaient jusque dans les jardins de Sainte-Radegonde. Le succès était magnifique. Les troupes françaises avaient pénétré dans les lignes ennemies à une profondeur qui allait jusqu'à 10 kilomètres; elles avaient enlevé aux Allemands 80 kilomètres carrés d'organisations fortifiées de tout genre : tranchées, villages, carrières changées en forteresses, bois transformés en réduits, 85 canons, 235 officiers et 12 000 hommes.

LA SUPÉRIORITÉ DES ALLIÉS DANS LES AIRS.

Dans le rapport qu'il fit sur la bataille de la Somme, le général von Below attribue les échecs allemands du début à « l'action en masse de l'ennemi, surtout dans le domaine de l'aviation et de l'artillerie, action à laquelle nous ne pouvions répondre immédiatement dans la même mesure ». Les Alliés avaient la maîtrise absolue de l'air avec une proportion d'avions de 10 contre 1. Le 22 juin, les Allemands n'avaient que 3 escadrilles d'artillerie, 5 escadrilles de campagne, 13 escadrilles de combat et 2 escadrilles de chasse. Quant aux ballons, ils en avaient 5, contre 25 ou 30 chez l'adversaire. « Le début et les premières semaines de la bataille de la Somme, écrit encore von Below, ont été caractérisés par une infériorité absolue de nos forces combattantes aériennes. »

LES RELÈVES ALLEMANDES.

Des quatre divisions que nous avons vues sur le front allemand en face des Français, trois (12e, 121e et 11e) furent relevées le 5 par des divisions de réserve immédiatement appelées. Une de ces divisions, la 185e, accourue de Champagne et engagée le 2, dut elle-même être en partie relevée dès le 4. Sur 13 divisions qu'ils avaient en réserve générale, les Allemands, du 1er au 9 juillet, en avaient dépensé 11. — Le commandement fut également réorganisé. Aux deux groupements créés avant la bataille, vint s'en ajouter un troisième, de telle sorte que le champ de bataille fut divisé en trois

secteurs : à la droite allemande, le groupement von Stein, avec l'état-major du XIV corps de réserve ; au centre, jusqu'à la Somme, le groupement von Gossler, avec le VI corps de réserve (arrivé le 3 juillet de Cambrai) ; au sud, de la Somme à Soyecourt, le groupement von Quast avec l'état-major du XII corps de réserve. — La II armée, pour qui la charge de soutenir la bataille était trop lourde, fut dédoublée le 19 juillet, en II armée au sud de la Somme, et I armée au nord, celle-ci commandée par le général F. von Below. Le même jour, les deux armées furent réunies en un groupe d'armées sous les ordres du général von Gallwitz, qui venait de Verdun, et qui en outre commanda personnellement la II armée. Ce groupe dura jusqu'au 28 août.

LA REORGANISATION DE L'AVIATION ALLEMANDE.

L'artillerie allemande fut renforcée et réorganisée. L'aviation fut employée tout entière et coûte que coûte à assurer l'observation de l'artillerie et les reconnaissances photographiques. « On sacrifia à ce but, écrit von Below, toutes les autres missions des aviateurs de combat. » Ainsi l'artillerie cessa de travailler les yeux bandés. D'autre part, l'aviation se renforça progressivement. En particulier, de puissants appareils de chasse sortirent. La tactique employée fut de procéder par gros rassemblements d'avions sur les points essentiels. « En concentrant sur les parties les plus exposées du front tous les éléments dont nous disposions, en exécutant ainsi des contre-attaques contre les aviateurs ennemis, nous parvînmes à reconquérir la maîtrise de l'air sur ces points, au moins dans les moments décisifs. »

Les avions allemands devinrent enfin assez nombreux pour être rendus à leurs diverses missions : escadrilles d'artillerie, escadrilles de protection, escadrilles d'infanterie. Au lieu de se borner à un barrage défensif, les avions reçurent l'ordre d'attaquer et de surveiller au delà des lignes ennemies. Les avions allemands n'exécutaient pas comme les chasseurs français des raids isolés. Ils volaient toujours en escadrilles, le chef, qui volait sur le plan supérieur, engageant et finissant le combat.

TACTIQUE NOUVELLE DES ALLEMANDS.

Les autres procédés de reconnaissance et de liaison furent également perfectionnés. La coopération de l'artillerie et de l'infanterie devint meilleure. Enfin l'infanterie elle-même reçut une tactique nouvelle. Au lieu de garnir fortement les premières lignes, elle augmenta son échelonnement en profondeur, préludant au système de défense élastique de 1917. Tandis qu'à Verdun les Allemands usaient les divisions à la limite de leurs forces, ici les relèves furent multipliées, selon la méthode dont les Français s'étaient servis sur la Meuse. Les divisions en position d'attente derrière le front furent employées à creuser de nouvelles positions, que les Alliés trouvaient

devant eux après chaque avance. Ainsi, peu à peu, les Allemands rétablirent l'équilibre des forces, rompu au début de l'action.

L'ATTAQUE DU 20 JUILLET.

La seconde attaque d'ensemble des Français eut lieu le 20 juillet, de Hardecourt à gauche jusqu'à Vermandovillers à droite. Ils engageaient 14 divisions, dont 8 en première ligne, sur un front de 19 kilomètres. Mais l'attaque était attendue, et elle échoua, sauf à la gauche française, où une division allemande céda sur un front de 3 kilomètres et une profondeur de 800 mètres. L'extrême droite française s'empara aussi, entre Soyecourt et Lihons, du bois Étoilé.

Après l'affaire du 20, et une attaque malheureuse de l'armée Rawlinson le 23, les Allemands crurent les Alliés à bout de souffle. Cependant, le 25, à gauche de l'armée Rawlinson, l'armée Gough enlevait Pozières.

Du 1er au 10 juillet, les Allemands avaient engagé sur la Somme 18 divisions; du 10 à la fin du mois, ils en amenèrent 12 nouvelles, et ramenèrent une seconde fois 3 de celles qui avaient déjà combattu. Une usure si rapide ne permettait plus de boucher les trous avec les seuls moyens de la réserve générale. L'habitude s'établit alors de considérer les secteurs calmes du front comme lieu de repos, et de tirer les divisions de soutien, non seulement de la réserve, mais de ces secteurs, où d'autre part les divisions fatiguées allèrent se refaire.

La bataille elle-même changea de caractère. Devant les lignes allemandes reconstituées, les Alliés commencèrent une bataille d'usure, visant moins à des conquêtes de terrain qu'à l'épuisement des forces allemandes. C'est avec ce caractère que la lutte continua pendant le mois d'août. Le 12 août, au nord de la Somme, le 1er corps français attaqua Maurepas, qui fut définitivement conquis le 17.

L'ATTAQUE DU 3 SEPTEMBRE.

Le 3 septembre, les armées françaises et britanniques exécutèrent pour la troisième fois une grande attaque d'ensemble. Le front est de 22 kilomètres, dont 15 aux Britanniques, qui engagent 10 divisions, et 7 aux Français, qui engagent 8 divisions. Les troupes britanniques enlevèrent par leur droite Guillemont, village tapi dans un creux, balayé par le feu des positions suivantes, et qui avait résisté jusque-là. Les Français emportèrent le Forest et Cléry. Le lendemain, la 10e armée française, entrant dans la bataille, attaquait au sud de la Somme, à gauche de la 6e, avec 11 divisions, sur plus de 18 kilomètres. Elle enlevait une partie de Vermandovilliers, Chilly et la lisière du bois qui couvre Chaulnes. Le 5, elle arrivait aux lisières du parc de Deniecourt; le 6, elle emportait une partie de Berny. La 6e armée, de son côté, continuait à progresser le 5. L'armée britannique enlevait le bois de Leuze le 6 et Ginchy le 9.

LA PRISE DE BOUCHAVESNES.

La 6e armée française était maintenant au contact d'une grande ligne de défense naturelle qui allait de Morval au nord jusqu'à la Somme au sud, et qu'on appelait la tranchée des Berlingots. Cette position était longue de 8 kilomètres, 2 devant les Anglais, 6 devant les Français. Ceux-ci attaquèrent le 12 avec 5 divisions, surprirent les Allemands en pleine relève, enlevèrent la tranchée des Berlingots en une demi-heure, poussèrent jusqu'à la seconde position située à 2 kilomètres de là, et en fin de journée enlevèrent dans cette position Bouchavesnes, qui n'était pas dans les objectifs. Il n'y avait plus devant le 7e corps victorieux qu'une seule tranchée. On décida de reprendre l'attaque le lendemain. Mais les Allemands s'étaient ressaisis, et la journée du 13 ne donna pas de résultats décisifs.

LA SURPRISE DES TANKS.

Trois jours après les Français, les Britanniques attaquaient à leur tour, le 15. Les tanks, qui apparaissaient pour la première fois, contribuèrent fortement à la victoire, qui fut éclatante. Nos alliés avancèrent de 2 kilomètres sur 10 de front, enlevèrent trois villages (Flers, Courcelette et Martinpuich), le bois des Foureaux, et prirent 4 000 prisonniers, dont 127 officiers. — La 10e armée française attaqua à son tour le 17, avec 6 divisions sur 11 kilomètres, et enleva Vermandovillers et Berny.

LA PRISE DE COMBLES.

Une forte contre-attaque allemande échoua le 20. Le 25, la ligne alliée s'ébranla de nouveau, sur un front de 18 kilomètres, de Martinpuich à la Somme. Les Français mettaient en ligne 7 divisions. La limite commune de l'armée française et de l'armée britannique était le ravin qui mène à Combles, gros bourg invisible au fond d'un entonnoir. Les Britanniques avaient devant eux une ligne de défense Gueudecourt-Morval; les Français, une ligne Rancourt-Frégicourt. L'une et l'autre furent emportées. Combles se trouva ainsi débordé, et les Alliés y entrèrent le lendemain 26, les Britanniques par le nord, les Français par le sud. Sir Douglas Haig profita de la victoire de sa droite pour porter sa gauche en avant, et le 26 il jeta l'armée Gough sur le plateau de Thiepval, qui fut en grande partie conquis. Il avança ensuite au centre sur le Sars, qui fut emporté le 7 octobre. Le même jour, la droite britannique prenait pied sur le dernier éperon qui masque le Transloy; la 6e armée française, avec 4 divisions, atteignait la route transversale de Bapaume à Péronne près de Sailly et bordait le bois de Saint-Pierre-Vaast; la 10e armée attaquait sur l'angle Boves-Vermandovillers-Chaulnes.

LA PRISE DE SAILLY.

L'affaire reprit le 9, au nord de la Somme, sur le front Courcelette-bois de Saint-Pierre-Vaast; au sud de la Somme sur le front Fresnes-Chaulnes. Ces combats furent couronnés, du 13 au 18, par la

LA SOMME 1916



ASSAUT DE VERMANDOVILLERS (3 SEPTEMBRE 1916)

Les Britanniques enlèvent, par leur droite, Guillemont, et les Français emportent le Forest et Clery. Le lendemain, la 10e armée française attaque au sud de la Somme. La photo ci-dessus, prise en avion, montre la progression de nos troupes sur Vermandovilers à travers un terrain découvert et criblé de trous d'obus.

prise de Sailly par la 6e armée. Au sud de la Somme, la première position allemande fut enlevée le 14 sur un front de 2 kilomètres à l'est de Belloy. Plus au sud, le hameau de Genermont et la sucrerie furent conquis. Ce sont les dernières convulsions de la bataille de la Somme, qui est réellement finie au milieu d'octobre.

LES RESULTATS DE LA BATAILLE.

L'épuisement de l'armée allemande après la Somme n'est pas douteux. Du 1er juillet au 17 septembre seulement, les Allemands avaient engagé sur la Somme 67 divisions différentes et 17 bataillons, à raison de 310 bataillons contre les Anglais et 312 contre les Français. Dans un rapport du mois de décembre, sir Douglas Haig ne peut douter que les pertes de l'ennemi en hommes et en matériel « aient été beaucoup plus considérables que celles des Alliés, tandis que la balance de l'avantage moral penche encore plus de notre côté ». Les quatre cinquièmes des divisions allemandes du front occidental ont été engagées sur la Somme, plusieurs deux fois, quelques-unes trois fois. Beaucoup ont très bien combattu, même dans les dernières affaires, « mais la résistance d'un nombre plus grand encore est devenue à la fin décidément plus faible qu'elle n'était dans les premières phases de la bataille ». Il y a donc détérioration certaine de la force de résistance de l'ennemi.

De leur côté, les Alliés avaient fourni un effort considérable. Les Britanniques, qui avaient alors 57 divisions en France, avaient eu 60 passages de divisions au feu. Les Français avaient engagé 44 divisions, avec 81 passages. Et 30 d'entre elles avaient déjà pris part à la bataille de Verdun. L'armée française, avec 95 divisions, a, dans l'année 1916, à Verdun et sur la Somme, fourni 165 engagements de divisions.

LA REPRISE D'OFFENSIVE A VERDUN.

La bataille de la Somme avait dégagé Verdun. Ce dégagement permit aux Français de passer à leur tour à la contre-offensive sur la Meuse. Le 17 septembre, le général Mangin exposait, dans un rapport au général Nivelle, le projet d'une opération d'ensemble. Elle eut lieu le 22, et fut exécutée par trois divisions suivant une tactique nouvelle.

LA REPRISE DES FORTS DE DOUAUMONT ET DE VAUX.

Après une préparation d'une violence extrême, un barrage d'artillerie s'avançait suivant un horaire fixé, précédant la première vague d'infanterie, qui collait à ses éclats. Jusque-là le barrage avait ressemblé à un écran qu'on lève et qu'on pose plus loin. Maintenant il progressait d'une manière continue, au pas du fantassin, avec des insistances sur les points difficiles, et des pauses pour permettre la réorganisation des troupes sur les objectifs conquis. De son côté, l'infanterie a répété son rôle sur un terrain analogue à celui de l'attaque, et elle le sait par cœur. L'assaut est réglé comme le mouvement d'une machine.

L'effet fut foudroyant. La brume favorisa encore l'assaillant. Les barrages allemands ne se déclenchèrent que douze minutes après le départ de la première vague d'assaut. Le soir, le fort de Douaumont était pris, avec 3 500 prisonniers. Vaux, évacué dans la nuit du 1er au 2 novembre, fut occupé le 2.

LA BATAILLE DE LOUVEMONT (15 DÉCEMBRE).

Une seconde opération eut lieu le 15 décembre, préparée avec la même minutie, et exécutée cette fois par quatre divisions en première ligne et quatre en seconde ligne. Pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi, la cadence du tir ne fut pas accélérée avant l'assaut. Pendant que le barrage roulant précédait les vagues d'assaut, des tirs d'encagement par pièces à tir courbe plaçaient derrière l'ennemi un second barrage qui lui interdisait la retraite. C'est ainsi que, les troupes allemandes étant clouées dans leurs abris par des tirs d'interdiction posés à l'issue, le nombre des prisonniers put être calculé d'avance. Des tirs de peignage, barrage roulant en sens inverse, ramenaient dans la zone de mort tout ce qui tentait d'échapper. Le résultat dépassa encore celui du 24 octobre. En quelques heures 11 000 prisonniers furent ramassés. Le front fut reporté à la ligne côte du Poivre-Louvemont-ferme des Chambrettes-Bezonvaux.

CHAPITRE XI

L'OFFENSIVE DE 1917[1]

I. LES PLANS D'OPÉRATIONS POUR 1917. — II. LE REPLI ALLEMAND. — III. LA BATAILLE DU 16 AVRIL. — IV. LA FIN DE L'OFFENSIVE.

I. – LES PLANS D'OPÉRATIONS POUR 1917

LA CONFÉRENCE DU 16 NOVEMBRE.

DÈS que l'offensive de la Somme put être tenue pour terminée, le commandement allié se préoccupa de la campagne de 1917. Le 16 novembre 1916, une conférence réunit à Chantilly le général Joffre, sir Douglas Haig et les chefs de mission de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie, de la Belgique, de la Serbie et de la Roumanie.

LES NOUVELLES UNITÉS ALLEMANDES.

L'Allemagne avait formé dans l'été et l'automne de 1916 des unités nouvelles. La classe 1917 avait été appelée, partie en mars, partie en mai, partie en août. Ses derniers éléments furent convoqués, les cultivateurs en septembre après la fin des travaux des champs, les employés d'industrie fin octobre et début de novembre. De cette classe les Allemands, formèrent des divisions nouvelles, où les jeunes conscrits comptaient pour la moitié de l'effectif. Ce furent les divisions 201-204, et la 12e division bavaroise. On constitua d'autre part des régiments nouveaux par divers prélèvements et remaniements, de telle sorte que l'armée allemande qui, au début de 1916, comprenait 173 divisions, en comprenait, six mois plus tard, 208; du 1er juin au 1er décembre, le nombre des divisions s'accrut de 20 p. 100, et celui des bataillons de 13 p. 100, passant de 1 950 à 2 214. Du 1er janvier

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Parmi les nombreux ouvrages qui ont paru sur l'offensive de 1917, celui de M. de Pierrefeu, *L'offensive du 16 avril* (Paris, 1918), donne l'opinion défavorable au général Nivelle. On trouvera au contraire l'apologie de ce dernier dans l'ouvrage du commandant de Civrieux, *L'offensive de 1917* (Paris, 1919). La polémique a été rouverte par les articles de M. Painlevé, *Comment j'ai nommé Foch et Pétain*, dans la Revue de Paris, 15 décembre 1921 sq. — Ch. Normand, *La position Hindenburg*, Revue du génie militaire, mai 1921, pp. [illegible]-476.

au 1[er] décembre, l'artillerie de campagne s'était accrue de 500 batteries; l'artillerie lourde de 550. A la fin d'octobre, chaque bataillon d'infanterie possédait sa compagnie de mitrailleuses.

Cette formation d'unités nouvelles montrait clairement chez les Allemands la volonté de reprendre l'initiative. Il importait de l'en empêcher. De leur côté, les alliés s'étaient renforcés. Les armées britanniques comprenaient 62 divisions d'infanterie et 5 de cavalerie; les armées françaises 109 divisions d'infanterie et 6 de cavalerie. Deux brigades russes étaient en France depuis l'été de 1916; deux divisions portugaises renforceraient en juin l'armée britannique. Les alliés disposaient pour la bataille, sur le front occidental, le 23 février 1917, de 1 945 bataillons. C'était, en un an, un accroisment d'un quart.

On décida donc que les armées de la coalition seraient prêtes à entreprendre des offensives d'ensemble, avec tous les moyens dont elles disposeraient, dès la première quinzaine de février 1917.

LE PLAN JOFFRE. L'INSTRUCTION DU 27 NOVEMBRE.

En ce qui concerne le front français, le plan d'opérations est fixé par le général Joffre, dans son instruction du 27 novembre. Il annonce une offensive d'ensemble du groupe d'armées du nord, entre la Somme et l'Oise, pendant que les armées britanniques exécuteront une opération semblable, entre Bapaume et Vimy. L'offensive devra être prête pour le 1[er] février, la date exacte dépendant de la situation générale. Quinze jours plus tard, une armée du groupe du centre, la 5[e], attaquera entre Craonne et Reims.

Entre les deux zones d'attaque, le général Joffre laissait un vaste secteur passif, de l'Oise à Craonne. Cette région était en effet considérée comme inabordable. C'est un plateau de calcaire compact, dont l'Aisne borde le pied sud. Le plateau est subdivisé en deux masses, l'une au sud, l'autre au nord de la coupure est-ouest où coule l'Ailette. Le pays apparaît comme une énorme forteresse, faite de deux remparts et de deux fossés, qui donnent à l'ennemi deux positions successives élevées par la nature.

La surface seule est calcaire. Elle repose sur une masse de sable, où les eaux creusent des ravins courts et profonds. Ces ravins évident, dans la masse comprise entre l'Aisne et l'Ailette, c'est-à-dire dans la première position allemande, des indentations comme celles d'une feuille de chêne. Dans la seconde position, au nord de l'Ailette, le travail des eaux a été encore plus complet, et la masse a été morcelée. Au nord de cette seconde position s'étend la plaine; mais des buttes, fragments détachés du plateau, s'y élèvent encore comme des îles dans la mer. Telle est la butte de Laon, réduit de tout le système.

Entre l'Aisne et l'Ailette, un chemin se détache de la route de Soissons à Laon à la hauteur de l'Ange gardien, parcourt le grand axe du plateau, puis descend à l'Ailette, et remonte vers le nord pour gagner le château de la Bove. Ce chemin a été fait pour les filles de Louis XV, quand elles allaient à ce château. Il doit à son origine le nom désormais illustre de Chemin des Dames.

Comme on le voit par le plan d'offensive, l'intention du général Joffre n'était pas d'attaquer ce plateau, mais de le déborder par les plaines qui l'encadrent, à l'ouest entre la Somme et l'Oise, à l'est entre Craonne et Reims.

L'INSTRUCTION DU 16 DÉCEMBRE.

Quant au mode de l'attaque, il fut fixé par l'instruction du 16 décembre 1916, qui codifiait les expériences de la Somme et de Verdun. Cette instruction rappelle d'abord trois grands principes déjà posés par l'instruction de janvier 1916, parfois perdus de vue dans le cours de l'année, et confirmés définitivement par les faits : 1° il faut attaquer sur un front aussi large que possible, pour empêcher l'ennemi de concentrer ses feux et de diriger ses éléments réservés ; 2° il faut viser à l'enlèvement de la ligne d'artillerie ennemie, pour désorganiser la défense par la perte de ses canons; 3° les attaques doivent se succéder dans le plus court délai, pour exploiter à fond le succès et réduire le temps laissé à l'ennemi pour se réorganiser.

Ces principes rappelés, l'instruction, renonçant aux objectifs limités en profondeur qui avaient été la règle sur la Somme, pose en maxime qu'une offensive d'ensemble comprend deux phases, la rupture des positions ennemies, l'exploitation énergique et audacieuse du succès. Rupture et exploitation se font d'après un plan qui contient une idée de manœuvre. On applique les moyens les plus puissants dans les zones de terrain où la progression peut être la plus rapide. On occupe, en marchant vers les objectifs, les lignes du terrain sur lesquelles l'ennemi pourrait se rétablir et les débouchés dont on a soi-même besoin. On enveloppe toute aile créée dans le dispositif adverse, de façon à élargir le front de combat initial et à détruire la plus grande partie possible des forces ennemies. — En d'autres termes, répartition intelligente des forces de l'attaque, choix d'objectifs qui soient des points vitaux, manœuvre enveloppante sur les bords de la brèche, exploitation à fond du succès : nous sommes loin de la bataille d'usure de la Somme.

LE PLAN NIVELLE.

Trois jours avant que parût l'instruction du 16 décembre, le général Joffre avait été nommé, par décret du 13, conseiller technique auprès du gouvernement en ce qui concerne la direction de la

guerre, le commandement des armées du nord-est étant donné le 12 au général Nivelle.

Le nouveau commandant en chef, par ses instructions du 28 et du 30 décembre, élargit le plan de son prédécesseur. Il prévoit au préalable, sur le front britannique, deux larges rectifications de front, l'une par la 1re armée sur la crête de Vimy, l'autre par la 3e et par la 5e qui réduiraient la poche existant encore sur l'Ancre. Puis une action d'ensemble sera exécutée par les armées britanniques entre Arras et Bapaume et le groupe français du Nord opérant entre la Somme et l'Oise sous les ordres du général Franchet d'Esperey, qui vient de remplacer le général Foch. Enfin, un peu plus tard, une puissante offensive sur l'Aisne et en Champagne sera déclenchée de Vailly à Reims, par un groupe nouveau, le groupe d'armées de réserve (G. A. R.) sous les ordres du général Micheler. Ce groupe comprend : 1° à gauche la 6e armée dont le général Mangin vient de prendre le commandement; 2° à droite la 5e armée Mazel, qui occupait le secteur d'attaque depuis 1914 et qui a serré sur sa droite pour faire place à la 6e; 3e en réserve, pour exploiter le succès, la 10e armée Duchêne qui se concentrera au sud de l'Aisne. La 6e armée doit enlever de vive force ce plateau du Chemin des Dames, que le plan Joffre se contentait de déborder; la 5e armée doit, comme dans le plan Joffre, attaquer entre Craonne et Reims.

LA DATE DE L'OFFENSIVE.

L'opération ne put avoir lieu en février, qui était la date choisie d'abord. Le 25 janvier, le général en chef annonça qu'elle aurait lieu seulement en mars. Le 25 et le 26 février, une conférence interalliée eut lieu à Calais; l'attaque y fut prévue pour le commencement d'avril; de plus, le gouvernement britannique, comprenant qu'un commandement unique était presque nécessaire, subordonna pour ces opérations sir Douglas Haig au général Nivelle. « C'était là un point capital, a écrit le général Mangin; pour la première fois les troupes britanniques allaient combattre sous un chef étranger. »

II. — LE REPLI ALLEMAND

LES INQUIÉTUDES DE L'ENNEMI.

Au début de 1917, Hindenburg et Ludendorff envisageaient l'avenir sous un jour assez sombre. Ils constataient l'inégalité des forces, et l'accroissement constant de leurs adversaires. « Nous ne pouvions songer à une attaque, écrit Ludendorff. Il nous fallait tenir nos réserves disponibles pour la défensive. Nous ne pouvions espérer l'effondrement d'une des puissances de l'Entente. La prolon-

gation de la guerre semblait entraîner inévitablement notre défaite. » Il faut ajouter encore les soucis que l'intérieur donnait au Général feld-marlchals et à son quartier-maître général. Ils voyaient la détresse économique et craignaient le fléchissement du moral. Dès le mois de septembre, ils avaient prescrit la création de grandes positions de repli. L'une, qui s'appelait la position Siegfried, et que les alliés appelèrent la ligne Hindenburg, s'étendait d'Arras à Vailly, et sous-tendait l'arc de Noyon. L'autre, qui s'appelait la position Michel, sous-tendait l'arc de Saint-Mihiel.

LA LIGNE HINDENBURG.

La ligne Hindenburg, considérée sur un point où elle était parfaite, par exemple dans la région de Bullecourt, couvrait toute la pente d'une colline. Au pied du versant s'étendait une avant-ligne; puis venait une première ligne; enfin, vers le sommet, la ligne principale était composée de deux tranchées. La première de ces deux tranchées était bastionnée de fortins en ciment, armés de mitrailleuses. Des descentes coffrées menaient à un couloir souterrain percé de chambres, et d'où un second escalier descendait à un second étage d'abris plus profonds encore. De cette seconde cave partaient des couloirs, dont les uns, dirigés vers l'arrière, allaient rejoindre les abris de la tranchée suivante, tandis que les autres, dirigés vers l'avant, menaient à des nids de mitrailleuses isolés dans la campagne et noyés dans les fils de fer. — Enfin une cinquième tranchée, abritée à contre-pente, servait de position de repli, et balayait l'assaillant quand il apparaissait sur la crête.

Cette description ne comprend qu'une position; mais en réalité l'ensemble du système était formé de positions successives : entre Lille et Cambrai, 3 positions, sur une profondeur de 15 kilomètres; entre Cambrai et l'Oise, 4 positions. Cambrai faisait partie de la troisième position.

LE SERVICE AUXILIAIRE.

Ces lignes furent construites par la main-d'œuvre civile, et l'armée fut instruite à la guerre défensive. La création de 13 divisions nouvelles augmenta sa capacité de manœuvre. Le commandement aurait voulu le service obligatoire pour tous, hommes et femmes, jusqu'à soixante ans. Le gouvernement lui donna une demi-satisfaction en instituant le service auxiliaire, par la loi du 2 décembre 1916. Des travailleurs belges et polonais furent transportés en Allemagne. La fabrication des munitions et celle des gaz fut encore activée. L'infanterie reçut une mitrailleuse légère, une balle à noyau d'acier, de nouvelles armes à tir rapide, un fusil anti-tank. Les chevaux devenant de plus en plus rares, on développa la construction de voitures automobiles, dont on voyait l'Entente user avec tant de bonheur pour déplacer ses troupes. On accrut encore l'aviation.

Et l'ensemble de ces mesures prit le nom de programme Hindenburg.

LA GUERRE SOUS-MARINE.

Enfin, réduite à se défendre sur terre, l'Allemagne prit l'offensive sur mer. Le 30 janvier, elle notifia la guerre sous-marine à outrance. La guerre sous-marine entraîna la rupture avec les États-Unis. Dès le 3 février, le président Wilson déclara au Congrès que les relations avec l'Allemagne étaient rompues. Le 5 et le 6 avril, le Sénat et la Chambre des représentants reconnurent l'état de guerre avec l'Allemagne.

LA RÉVOLUTION RUSSE.

Mais, tandis que la rupture avec les États-Unis s'accomplissait, la révolution éclatait en Russie, du 7 au 12 mars. Le nouveau gouvernement promit fidélité à l'alliance, mais, la force militaire disparaissant avec la discipline, il fut évident qu'il ne fallait plus compter sur une offensive russe au printemps.

LE REPLI ALLEMAND.

Pour attendre l'exécution du programme Hindenburg, les effets de la guerre sous-marine et ceux de la révolution russe, l'Allemagne avait intérêt à gagner du temps. La Direction suprême de l'armée, au lieu de recevoir l'offensive des Alliés sur le front occidental, décida de la disloquer d'avance en se repliant spontanément sur la ligne Hindenburg. L'ensemble des travaux d'évacuation et de destruction avait été étudié par le groupe d'armées du prince Rupprecht sous le nom de programme Alberich. Le 4 février, l'ordre fut donné d'exécuter ce programme, le premier jour de l'exécution étant le 9 mars. Le mouvement de retraite devait commencer le 16. Sous la pression des Alliés, des reculs partiels furent effectués le 11 au nord, et le 13 au sud. Mais le grand mouvement de repli, écrit Ludendorff « commença conformément à nos plans le 16 mars, et fut exécuté d'un seul mouvement effectué par bonds successifs. »

LES HÉSITATIONS DE SIR DOUGLAS HAIG.

Cependant, dès le 1er mars, un repli local sur l'Ancre, devant la 5e armée britannique, avait déterminé le maréchal Haig à envoyer, le 2, au comité de guerre anglais une note où il examinait l'hypothèse d'une retraite allemande de grande envergure, prélude, croyait-on, d'une attaque allemande. Le maréchal envisageait le cas où l'offensive des Alliés devrait être abandonnée. Il craignait en particulier pour son aile gauche, c'est-à-dire pour la 2e armée, en Flandre. Un double de cette note fut envoyé à l'état-major français. M. Briand, président du Conseil, répliqua le 6 par une note très vive à M. Lloyd George, où il se plaignait de la mauvaise volonté de sir Douglas Haig. M. Lloyd George proposa la réunion d'une conférence à Londres. Elle eut lieu le 12 et le 13. Le général Nivelle et sir Douglas Haig se mirent d'accord. Sur ces entrefaites, le général

Nivelle reçut le 13 à Londres la nouvelle que les lignes allemandes étaient évacuées dans la région de Lassigny. Revenu le 14 à son quartier général, il ordonna la poursuite.

LA NOTE DU 17 MARS.

Mais la retraite de l'ennemi changeait les conditions de l'offensive. Le 17, le général Nivelle adressa aux commandants de groupes d'armées une note sur la situation nouvelle. L'ennemi s'étant dérobé au nord de l'Oise, l'attaque principale aura lieu en partie contre le formidable massif qui s'étend de Soissons à Craonne, en partie plus à l'est, dans la plaine de Champagne et sur les collines qui entourent Reims. Au nord de l'Oise, le groupe d'armées du nord se contentera de suivre les Allemands jusqu'à la ligne Hindenburg, qu'il n'attaquera point. Le front se rétrécissant au cours de cette poursuite, le groupe se trouvera en fin de course réduit à une seule armée, la 3e. La 1re armée, devenue ainsi disponible, fut constituée en armée de réserve derrière la 10e.

L'INSTRUCTION GÉNÉRALE DU 4 AVRIL.

Le 4 avril, le général Nivelle précisa ses intentions dans une instruction générale. Le but à atteindre étant la destruction de la masse principale des forces ennemies sur le front occidental, les opérations comporteraient deux phases : « 1° une bataille prolongée dans laquelle nos armées d'attaque devront rompre le front adverse, puis battre les disponibilités ennemies; 2° une phase d'exploitation intensive à laquelle participeront toutes les forces disponibles des Alliés. » La phase de rupture devait être exécutée par des attaques combinées d'un groupe d'armées britanniques entre Givenchy et Quéant, du groupe d'armées du nord sur Saint-Quentin, du groupe d'armées de rupture entre l'Oise et Reims, enfin de la 4e armée enlevant à l'Est de Reims le massif de Moronvilliers.

Le lendemain 5, une note du général en chef aux commandants d'armées justifiait l'opportunité d'une offensive immédiate. Cette note constatait qu' « à la veille de l'offensive, le commandement, à certains échelons, montre la petite hésitation de rigueur ». En réalité, les appréhensions des exécutants étaient plus graves. Elles amenèrent, le 6 avril, la convocation à Compiègne d'un Conseil de guerre, où prenaient part le Président de la République, le président du conseil, les ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Armement, le général Nivelle et les quatre généraux commandants de groupes d'armées. Le général Nivelle exposa les raisons qui rendaient l'offensive urgente, avant que l'ennemi fût à même d'exploiter la défaillance de la Russie, et de faire intervenir les 22 divisions qu'il créait en ce moment. Quant à la forme de la bataille, il se défendit de pouvoir la décrire d'avance, et posa seulement le principe de l'exploitation à fond.

LE CONSEIL DE GUERRE DU 6 AVRIL.

Les généraux furent consultés sur l'opportunité de l'offensive. Le général Franchet d'Esperey se tint sur la réserve; le général Micheler reconnut que l'offensive était nécessaire, et déclara que l'enlèvement des trois premières lignes allemandes pouvait être considéré comme certain; le général Pétain, tout en se ralliant à l'opinion générale sur l'opportunité de l'offensive, insista pour qu'elle fût limitée à des objectifs définis, les forces françaises n'étant pas suffisantes pour pousser plus loin l'opération. Quand les commandants de groupes d'armées eurent donné leur avis, le général Nivelle reprit la parole, mais pour offrir sa démission. Puis, sur l'insistance de tous, il revint sur cette résolution. On décida enfin d'arrêter l'offensive, si elle ne réussissait pas dans un bref délai. D'après des témoignages verbaux, le succès immédiat avait été défini par le général Nivelle lui-même comme la condition de la victoire.

III. — L'OFFENSIVE DU 16 AVRIL

LES CONDITIONS DE L'OFFENSIVE.

L'ARMÉE britannique s'engagea la première le 9 avril et enleva brillamment la falaise de Vimy, mais sans pouvoir déboucher dans la plaine de Douai. L'attaque française eut lieu le 16 avril, la 6e armée à gauche jusqu'à Heurtebise, la 5e armée à droite, de Heurtebise à Reims. Elles avaient devant elles à l'ouest la VIIe armée Bœhn, et à l'est la Ire armée Fritz von Below.

La 6e armée attaquait sur un front de 15 kilomètres, la 5e sur un front de 25. La dotation en artillerie lourde était d'une pièce par 19 mètres à la 6e armée, une par 22 mètres à la 5e; mais le terrain à battre, ce calcaire dur percé de cavernes, était très difficile. D'une part, les destructions ne furent pas faites; d'autre part, l'artillerie française ne domina pas l'artillerie allemande, qui, disposant d'excellents observatoires terrestres, et servie par ses avions, tira comme à la cible. La difficulté de la préparation fut encore augmentée par le temps, qui fut très mauvais. Enfin l'aviation se montra insuffisante, et les transports furent très défectueux.

L'ORDRE DE BATAILLE A LA 6e ARMÉE.

La 6e armée avait en ligne, de gauche à droite, le 1er corps colonial, le 6e corps, le 20e et le 2e corps colonial. L'armée était en équerre, le 1er corps colonial, à gauche, de Vauxaillon à Laffaux, faisant face à l'est, tandis que les trois corps de droite, de Soupir à Heurtebise, faisaient face au nord. A l'angle de l'équerre, entre le 1er corps colonial et le 6e corps se trouvait, devant Soissons, depuis Laffaux à l'ouest jusqu'à Soupir à l'est, un secteur passif, tenu par deux brigades territoriales.

D'une façon générale, la première position allemande couvrait d'un lacis de tranchées, de bretelles, de cavernes organisées, le plateau du Chemin des Dames; la seconde position couvrait le plateau symétrique, mais plus découpé et rompu, qui redouble le premier au nord de l'Ailette. Par la gauche, la 6e armée était au contact de la position Hindenburg, qui faisait un retour d'équerre juste au nord de Soissons, et qui était puissamment organisée sur l'étendue plate et dominante où s'élevait, entre Soissons et Laon, le moulin de Laffaux.

L'ATTAQUE A LA 6e ARMÉE.

L'attaque fut déclenchée à six heures du matin par un temps couvert et brumeux. A gauche, le 1er corps colonial débouche bien; mais, après une première progression, il est arrêté. Le village de Laffaux est pris et repris. L'avance en fin de journée n'est que de 500 mètres, et, dans la nuit, une contre-attaque allemande ramène le corps sur ses tranchées de départ. Au centre, le 6e corps enlève rapidement les deux premières lignes ennemies; mais les Allemands démasquent des mitrailleuses qu'ils ont abritées dans les cavernes du plateau calcaire, et l'avance est arrêtée. Il en est de même au 20e corps, qui, après un bon débouché, est arrêté par les mitrailleuses. Le 2e corps colonial, remporte d'abord un brillant succès : la 10e division Marchand qui forme l'extrême droite, conquiert à l'ouest d'Heurtebise toute la largeur du plateau, crève la première position allemande en entier, et des éléments du 53e régiment colonial descendent dans la vallée de l'Ailette jusqu'au village d'Ailles; mais les Allemands ont conservé à l'est le plateau de Californie, à l'ouest le plateau de la Bovelle. Non seulement leurs feux écrasent les occupants d'Ailles, mais ils leur interdisent le retour. Bien peu ont pu remonter sur le plateau et rejoindre les lignes françaises. Le 2e corps colonial est si abîmé, que, le 17, le 11e corps, tenu en réserve, reçoit l'ordre de le relever.

Le 17, la situation change peu. Le 18, les Allemands se replient devant le centre de la 6e armée, où les progrès de la droite les mettaient en saillant dangereux : ils évacuent Vailly, Aizy, Sancy et Jouy, et se retirent sur le Chemin des Dames. Au témoignage de Ludendorff, cette évacuation se fit avec de grosses pertes. En même temps qu'ils se refusent au centre devant le 6e et le 20e corps, les Allemands essaient de se dégager aux ailes, et ils attaquent avec violence à l'est le 11e corps, à l'ouest le 1er colonial, qui occupe néanmoins Nanteuil-la-Fosse et Sancy.

LA BATAILLE A LA 5e ARMÉE.

La 5e armée, depuis Heurtebise à gauche jusqu'à Courcy (au nord de Reims) à droite, comprenait le 1er corps, le 5e, le 32e, et le 7e.

Le 1er corps fut rapidement arrêté par les mitrailleuses devant le plateau qui domine Craonne, et qu'on appelle le plateau de Californie ; sa division de droite, la 2e, avait à enlever, à l'est du plateau, la forte position du bois de Chevreux ; la préparation avait été très insuffisante : du côté français 32 batteries, dont 6 lourdes seulement, contre 38 batteries allemandes, dont les deux tiers de pièces lourdes ; des munitions arrivant au compte-gouttes ; les avions allemands réglant librement le tir et repérant les positions. Le matin de l'attaque, l'artillerie allemande commence à cinq heures un tir violent sur les tranchées ; cependant l'attaque débouche bien : mais les mitrailleuses ennemies se démasquent, sur le front, sur les flancs, et la division est ramenée sur ses tranchées avec d'énormes pertes. Plus à droite, le 5e corps enleva le bois des Buttes ; le 32e, entre l'Aisne et la Miette, pénétra jusque dans la deuxième position ennemie ; le 7e enleva Courcy, Loivre et Bermericourt, c'est-à-dire les villages qui encadrent la butte de Brimont, la plus septentrionale des collines de Reims. Mais, après ces combats, vers midi, l'infanterie était épuisée.

LES CHARS D'ASSAUT.

Deux cents chars d'assaut, sur le front de la 5e armée, devaient participer à l'action. D'après le règlement du 1er janvier 1917, leur action était réservée pour l'attaque de la seconde position. Ils formaient deux groupements, Bossut et Chaubès. Le groupement Bossut avait mission de pénétrer dans la deuxième position ennemie entre la Miette et l'Aisne, avec le 32e corps. Le groupement Chaubès, à l'ouest de la Miette, devait marcher avec le 5e corps : mais, dès la sortie des bois de Beaumarais, il fut pris sous le feu et ne put avancer ; presque tous les chars furent détruits. Le groupement Boussut, après avoir traversé le terrain bouleversé de la première position allemande, atteignit à onze heures la ligne des batteries. Le commandant Boussut est tué au passage de la seconde position. A midi, cinq chars, qui ont débordé Juvincourt, se trouvent à mi-chemin entre ce village et l'Aisne. « Ils nettoient le terrain, écrit le lieutenant Lestringuez, et font désespérément appel à l'infanterie, en manœuvrant le panneau signal qui se dresse à l'arrière du char. Vains efforts ! L'infanterie, décimée, éparpillée, est à bout de souffle ; de petits groupes de tirailleurs tiennent çà et là dans des trous d'obus, mais la grande vague est brisée, et ses efforts dispersés se heurtent à la résistance allemande qui, le premier désordre passé, s'organise solidement. Les chars iront seuls de l'avant vers leur objectif, inutile sacrifice qu'ils accomplissent en soldats, comme un honnête ouvrier achève consciencieusement la tâche commencée. »

Cependant les Allemands ont adopté dans l'hiver un procédé de défense nouveau : ils tiennent prêtes des divisions dites divisions d'intervention, qui, au lieu de renforcer le défenseur, tomberont sur l'assaillant désuni. Ces divisions d'intervention exécutent dans l'après-midi des contre-attaques très énergiques ; l'une d'elles, qui part de la région de Prouvais, est prise sous des feux d'artillerie lourde ; mais une autre, près de Juvincourt, arrête la progression des tanks; une troisième, contre le 7e corps, reprend Bermericourt.

Il y avait eu dans cette journée de terribles mécomptes. Si la première ligne allemande avait été détruite par l'artillerie de tranchées, si l'attaque avait, en général, bien débouché, la conquête des autres lignes de la première position, quand elle avait pu être faite, avait été très pénible. La seconde position n'a été abordée que par un seul corps, le 32e. L'artillerie allemande n'a pas été dominée. Les réserves allemandes ont réagi avec vigueur. « Les armées assaillantes, écrit M. Bérenger dans son rapport au Sénat, durent s'arrêter dès les premières heures; et les encombrements, les embouteillages, les confusions de toute sorte aggravèrent encore la déception d'un arrêt aussi brusque. » Le 16 au soir, au quartier général du général Micheler, l'impression était que l'offensive était manquée, et qu'il fallait l'arrêter ; seul, le général Mangin affirmait le succès et demandait que l'attaque fût poursuivie.

Le général Nivelle se rendit, le 17 au matin, chez le général Micheler, se fit rendre compte, et décida, par un ordre daté de dix heures quinze, de renoncer à l'offensive sur le front de la 6e armée, qui se bornera à achever la conquête des hauteurs du Chemin des Dames. Au contraire, la 5e armée continuera son attaque en direction du nord-est, en prenant pour base le terrain conquis la veille.

L'ATTAQUE DES MONTS PAR LA 4e ARMÉE.

Le même jour, la 4e armée Anthoine attaquait, en Champagne, l'aile droite de la IIIe armée von Einem. L'attaque, menée avec trois corps sur un front de 8 kilomètres, avait lieu en direction du nord, de façon à converger, au delà du massif de Reims, avec les efforts de la 5e armée.

La 4e armée avait devant elle une longue file de hauteurs de craie très abruptes, couvertes de sapinières. Vues de profil, de l'observatoire de Verzy, elles semblent une île escarpée sur la mer. Vues de face, elles découpent une crête livide et dentelée sur le ciel nuageux de Champagne. Les sommets se nomment, de l'ouest à l'est, le Cornillet, le mont Blond, le mont Haut, le Casque et le Téton. Au sud-est du Téton, vers les lignes françaises, s'avance un avant-mont, une coupole surbaissée de craie, que les Français appelaient le mont Sans Nom.

Par sa gauche, la 4e armée s'empara, le 17 au matin, du Cornillet et du mont Blond; à la droite, une avance de deux kilomètres lui donna le mont Sans Nom. Pour exploiter ce succès, le 10e corps, qui était à la 1re armée, vient renforcer la 4e. Le 22, la crête du mont Haut fut enlevée; mais elle ne fut pas dépassée. D'autre part, les attaques de la 5e armée n'obtinrent que des résultats insignifiants.

IV. — LA FIN DE L'OFFENSIVE

OPINIONS DIVERSES SUR LA SUITE A DONNER A L'OFFENSIVE.

On a vu que, dès le 16 au soir, un mouvement d'opinion s'était manifesté pour l'arrêt de l'offensive. Le 18, M. Albert Thomas, ministre de l'Armement, déclarait au premier ministre anglais que « le cabinet de guerre français était déterminé à ne pas s'engager dans une lutte prolongée avec l'ennemi, comme celle qui eut lieu pendant la bataille de la Somme, à moins que les opérations françaises en cours ne donnent pendant les quelques premiers jours de combat une promesse de gains matériels importants à une date rapprochée. » L'impression de M. A. Thomas était que l'état des effectifs français ne permettait pas de consentir aux lourdes pertes d'une bataille d'usure, et qu'il fallait attendre du temps qu'il rétablît les Russes et amenât les Américains.

M. Lloyd George consulta sir Douglas Haig, lequel répondit, le 19, que l'arrêt de l'offensive serait très contraire à la sagesse. Le ministre anglais eut, le 20, au quai d'Orsay, un entretien avec M. Ribot et le général Nivelle. Il fut nettement d'avis que l'offensive fût continuée. Le Conseil des ministres français avait entendu le général Nivelle le matin; celui-ci avait exposé les ordres qu'il avait donnés les jours précédents; aucune objection n'avait été faite.

LA BATAILLE DE RUPTURE CHANGÉE EN BATAILLE D'USURE.

Le 21, le général Nivelle écrivait au général Wilson : « Bien que la progression des armées d'attaque soit moins rapide que nous l'avions escompté, je ne change rien aux instructions générales pour l'offensive.... En particulier, aucun arrêt des opérations n'est à envisager. Les armées du groupe d'armées de réserve et du groupe d'armées du centre poursuivent activement la préparation des prochaines attaques devant tout leur front. Celles-ci seront déclenchées à des dates très rapprochées.... » Le commandant en chef français demandait que l'armée britannique profitât des attaques françaises pour augmenter l'ampleur des siennes, menacer l'adversaire et le contraindre à engager des réserves. Il est visible que, dans sa pensée, la bataille, conçue d'abord comme une rupture de vive force, a maintenant le caractère d'une lutte d'usure. Le 25 avril, à l'Elysée, il

fait valoir, pour prolonger l'offensive, que les réserves allemandes, fortes d'abord de 52 divisions, n'en comprennent plus que 12.

Le 26, MM. Ribot et Painlevé déclaraient encore à sir Douglas Haig que la bataille devait être poursuivie. Mais les idées du gouvernement français changeaient aussitôt. Le 28, le général Pétain, notoirement hostile à la poursuite de l'offensive stratégique, était nommé chef d'état-major général de l'armée auprès du ministre de la Guerre, et, le 29, le commandant en chef recevait l'ordre de surseoir à l'attaque de la 5e armée au nord de Reims, sur Brimont. Le 30 au soir, une conversation eut lieu à Châlons entre le général Nivelle et le général Pétain. Le second demanda et obtint que l'attaque des hauteurs de Brimont, qui effrayait le gouvernement, fût distraite de l'offensive projetée.

LES CONFÉRENCES DU 4 MAI.

Le 4 mai au matin, une conférence eut lieu à Paris entre les deux chefs d'état-major, général Robertson et général Pétain, et les deux commandants en chef, sir Douglas Haig et général Nivelle. On décida à l'unanimité de poursuivre les opérations offensives sur le front occidental. Toutefois il ne s'agissait plus de rompre l'adversaire, mais de l'user. « Il ne peut plus être question, dit le procès-verbal, de viser à rompre le front ennemi et à atteindre des objectifs éloignés. La question est maintenant d'user et d'épuiser la résistance ennemie.... Nous sommes unanimement d'avis que notre but ne saurait être atteint qu'en attaquant sans répit, avec un objectif limité. » Le général Nivelle se ralliait donc à l'opinion du général Pétain, et on revenait aux doctrines de la Somme et de 1916.

Dans l'après-midi, une conférence eut lieu entre les chefs des gouvernements. M. Lloyd George insista pour la continuation de l'offensive. M. Painlevé la promit. « Ce que nous voulons, dit-il, c'est une méthode quasi scientifique pour obtenir le rendement maximum. La bataille devra continuer avec tous les moyens en notre pouvoir et toute l'énergie possible. Le gouvernement n'a jamais dévié de cette ligne. » M. Ribot promit, d'une façon plus vague, que nous saurions occuper l'armée allemande sur notre front.

LES COMBATS DU 5 MAI.

Le lendemain 5, l'offensive recommençait sur le plateau du Chemin des Dames. Elle donnait à l'ouest l'importante position du moulin de Laffaux, et à l'est le plateau de Californie, enlevé par la 10e armée, qui, primitivement réservée, était entrée en ligne, avec quatre corps, entre la 6e et la 5e. Le 10 mai, le général Nivelle fut mandé à Paris par M. Painlevé, qui lui apprit que son remplacement était décidé. Pendant cinq jours, le gouvernement essaya d'obtenir la démission du général en chef, qui la refusa. Enfin, le 16 mai, le

LE REMPLACEMENT DU GÉNÉRAL NIVELLE.

général Nivelle fut averti qu'il était remplacé par le général Pétain,

La bataille était nettement perdue. La rupture du front ennemi, qui était la raison de l'action, n'avait pas été obtenue. Partout la seconde position allemande restait intacte et, sur beaucoup de points, la première position n'avait pas été emportée. Soixante-cinq divisions françaises avaient été engagées. Les pertes avaient été, du 16 au 25 avril, de 32 000 morts, 5 000 prisonniers, et 80 000 blessés, dont 20 000 légèrement.

LES MUTINERIES. En France, une propagande pacifiste aux armées s'exerçait ouvertement et dès longtemps. Dans un rapport du 28 février 1917, le général Nivelle écrivait au ministre de la Guerre : « Depuis plus d'un an, des tracts, brochures, journaux pacifistes, parviennent aux Armées. Il en sévit maintenant une véritable épidémie. » Le général Nivelle signalait encore les réunions où, sous couleur de traiter les questions corporatives, les chefs syndicalistes et socialistes exposaient devant les permissionnaires les théories pacifistes; enfin quelques soldats étaient en correspondance suivie avec les meneurs.

L'échec du 16 avril fut désastreux pour le moral de l'armée. D'après le rapport d'un officier de la section d'information du grand quartier, les troupes enlevées du 1er corps et du 2e colonial traversent en convois automobiles la région d'Épernay et de Château-Thierry et mettent au courant de la situation les troupes qu'elles rencontrent. A Château-Thierry, des cris de *Vive la paix!* se font entendre. Les hommes disent couramment : « On nous a fait assassiner! » Toutefois il ne se produit aucune scène de désordre. Les troupes sont en proie à la tristesse; quelques-unes manifestent leur fureur de l'échec; mais aucune insubordination. Dans les hôpitaux, les blessés sont tous dans un morne découragement. Ils disent qu'on s'est heurté à des défenses non détruites.... Un train chargé de troupes fraîches portait sur ses wagons ces inscriptions à la craie : *Vive la paix! A la boucherie!*

Les premières mutineries éclatèrent après le 20 mai dans des corps d'armée au repos depuis plusieurs mois. « C'est par leurs dépôts divisionnaires, situés à l'arrière, écrit le général Mangin, que les troupes du front sont contaminées; la marche de la contagion de l'arrière vers l'avant est très nette, et elle s'exerce d'abord sur les troupes stationnées le plus près de Paris, qui doivent y venir proclamer la révolution; le mouvement est d'autant plus actif que la troupe est restée plus longtemps au repos, soumise aux impressions délétères de l'arrière. »

Certains corps refusèrent de monter aux tranchées; d'autres saisirent des trains ou des camions pour marcher sur Paris. Les



C. Section Photo Armée

POMMIERS DE LA SOMME

La retraite allemande s'accompagne de dévastations systématiques : il faut détruire pour les Français ce qui est irrémédiablement perdu pour les Allemands. Ici, au long d'une route de la Somme, les arbres fruitiers sont tués d'un coup de scie.



C. Section Photo Armée

LA DESTRUCTION DE L'OUTILLAGE INDUSTRIEL MINES DE LIÉVIN

Dans les villes industrielles, dans les centres miniers, le matériel qui ne peut être emporté est détruit : les bâtiments sautent, les machines sont réduites en pièces ; tout ce qui est mécanique ne forme plus qu'un amas de ferraille.

mutins forment des soviets à l'exemple des Russes et élisent des délégués. Ces délégués proclament que la guerre a assez duré. Souvent ils se bornent à déclarer qu'ils se défendront si les Allemands attaquent, mais qu'ils ne veulent plus d'offensive nouvelle. En général, ils restent respectueux de leurs officiers; ils affectent une tenue correcte; une exagération des signes de respect précède souvent la mutinerie.

LA GUÉRISON DU MORAL.

Le général Pétain s'efforça de faire disparaître les causes particulières de mécontentement : irrégularité des tours selon lesquels les troupes montaient aux tranchées; irrégularité des permissions, etc...; il s'efforça de soustraire les permissionnaires aux influences dangereuses ou à l'abandon où ils étaient laissés; il s'efforça de rétablir la confiance entre les exécutants et le commandement. « A partir du 17 mai 1917, écrit M. Bédier, par une série de notes et de mesures appropriées, le Commandement s'ingénie à les mieux persuader qu'ils peuvent, au contraire, et qu'ils doivent dire à leurs chefs leurs doutes, et qu'à tout échelon leurs chefs doivent leur savoir gré de les dire »; que « l'attitude bienveillante du chef en de tels cas est conforme aux traditions les plus nobles de l'armée française; que le confident professionnel de l'officier, c'est son chef; que le chef doit justifier cette confiance, qui repose sur l'estime réciproque et le commun dévouement au pays ». Le général en chef visita lui-même toutes ses divisions. Il groupe les officiers en cercle autour de lui, dit un témoin, il les interroge avec simplicité. « Les chefs de corps et de bataillon s'enhardissent alors; ils dépeignent en toute sincérité l'état physique et moral de leurs hommes; ils disent leur fierté des résultats obtenus et leur angoisse des épreuves endurées; ils demandent pour les soldats des permissions, des décorations, des fourragères. » Ainsi, par des remèdes plutôt que par des répressions (le nombre des condamnations capitales ne dépassa pas une vingtaine), le trouble, qui aurait pu devenir très grave, disparut. L'ennemi n'en eut pas connaissance sur-le-champ. Au milieu de juin, l'armée française était remise en main.

CHAPITRE XII

LA PÉRIODE D'ATTENTE[1]

I. LES PREMIÈRES DIRECTIVES DU GÉNÉRAL PÉTAIN. — II. LES OFFENSIVES LIMITÉES.

I. — LES PREMIÈRES DIRECTIVES DU GÉNÉRAL PÉTAIN

LE GÉNÉRAL PÉTAIN

LE général Pétain avait succédé le 15 mai 1917 au général Nivelle. C'était un officier d'infanterie, ancien professeur de tactique à l'École de guerre. Un homme de haute taille, au masque de marbre, au regard droit : un accueil froid et un langage ironique, qui cache, dit-on, quelque timidité; une simplicité qui déteste le faste, la réclame et l'apparat; peu de goût pour le discours, mais une sensibilité profonde; très occupé de ses soldats, très ménager de leur sang, les aimant et aimé d'eux. Il a eu au plus haut degré le sentiment du possible, et l'intelligence des moyens. Ceux qui ont un goût plus marqué du risque l'accusent de rester en deçà de ce possible. Selon d'autres, c'est sa ferme prudence qui, en reconstituant l'armée et en sachant patientier jusqu'à l'achèvement des moyens de guerre, et jusqu'à l'arrivée de l'armée américaine, a permis la victoire. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas chercher dans son œuvre une doctrine immobile. Cet esprit clair agit selon les conditions présentes, et, en 1918, il mènera l'offensive, dont le temps sera venu, aussi énergiquement qu'il a prescrit sagement la défensive en 1917.

LA DIRECTIVE N° 1.

Par la directive n° 1, il indiqua aux commandants de groupes d'armées et d'armées qu'ils avaient à se borner provisoirement à préparer des attaques à objectifs limités, dont le dessein était d'user

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Commandant Laure, *Au 3e bureau du 3e G. Q. G.*, Paris, 1921; capitaine Delvert, *Les opérations de la première armée dans les Flandres (juillet-novembre 1917)*, Paris, 1921; *Résumé de l'opération de la Malmaison* (document officiel) dans Les Archives de la grande guerre, janvier 1920.

les réserves ennemies. Ces attaques devaient être conçues de façon que le terrain gagné ne fît point une poche sur le flanc de laquelle l'ennemi pourrait jeter une contre-offensive. Dans l'exécution, il faudra rechercher davantage la surprise et augmenter les moyens matériels d'appuyer l'infanterie. D'une façon générale, il faudra instruire celle-ci dans l'emploi des nouveaux engins, et l'entraîner de nouveau à la manœuvre. Enfin, pour rendre la surprise possible, pour laisser au commandement le choix du point d'attaque, et pour donner ainsi de la souplesse à la manœuvre, il faudra équiper offensivement tout le front.

LES DIRECTIVES N° 2 ET N° 3.

La rééducation des troupes, prévue dans la directive n° 1, est confirmée dans la directive n° 2, qui est de la seconde quinzaine de juin. Cette directive va, écrit un officier du bureau des opérations, « jusqu'à instituer une sorte d'école supérieure pour les chefs de corps et officiers généraux ». — Au début de juillet, la directive n° 3, adressée aux commandants de groupes d'armées, prescrit l'échelonnement des forces en profondeur: moins d'hommes sur les positions avancées, plus d'hommes à l'instruction et au repos. C'est, une fois de plus, la lutte contre la tendance, qui existe depuis le début de la guerre, à combattre sur les avants; le commandement français, comme le commandement allemand l'a fait six mois plus tôt, ne veut considérer les tranchées que comme des avant-postes, les gros étant retirés sur des positions en arrière, d'où ils partiront pour la contre-attaque ou pour l'offensive. Cet échelonnement vise à constituer des réserves générales aussi fortes que possible. Le maniement de ces réserves donnera une importance nouvelle à un échelon jusque-là insuffisamment utilisé : le groupe d'armées. Au quartier général même, le commandant en chef décentralise le commandement : il met à la tête de l'artillerie le général Herr, à la tête des chars d'assaut le général Estienne, à la tête de l'aéronautique le colonel Duval.

LES OFFENSIVES LIMITÉES.

Après la bataille du 16 avril, on pouvait considérer que les forces des deux adversaires étaient en équilibre. Il était donc impossible de chercher une décision qui supposât une supériorité de forces chez l'assaillant. La rupture en grand et son exploitation stratégique étaient des projets qu'il fallait ajourner. Que pouvait-on faire? On devait, en attendant des circonstances plus favorables, travailler à rompre l'équilibre entre les adversaires en usant l'ennemi tandis qu'on subirait soi-même le minimum de pertes. Ce dessein ne supposait ni grosses opérations ni objectifs éloignés. Il s'agissait, au contraire, par des surprises minutieusement préparées, d'enlever à coup sûr et au prix minimum des objectifs limités.

LE CHOIX DES OBJECTIFS.

Le choix des objectifs était fixé par le caractère même des opérations. Puisqu'on devait se limiter à une conquête de terrain, il fallait choisir le point où ce terrain était le plus précieux : devant Verdun, où il y avait grand intérêt à dégager nos positions de la rive gauche; à la racine ouest du Chemin des Dames, où une pointe pouvait faire tomber par une menace de flanc, toutes les positions du plateau, avec leur transversale d'arrière le long de l'Ailette. En fait, cette dernière opération, connue sous le nom de bataille de la Malmaison et exécutée le 23 octobre, fut mise en projet dès le mois de mai.

LA TACTIQUE.

On posait en principe que dans une attaque, même partielle, on devait enlever la totalité des défenses ennemies en profondeur, et arriver à la ligne des batteries (en fait, une instruction de Ludendorff, du début de 1918, qui posait les mêmes principes, admet que l'avance doit être d'environ 8 kilomètres). Ce plan suppose une préparation d'artillerie profonde, pareillement étendue à toute l'organisation ennemie. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que toutes les tranchées soient détruites. Il suffit que certains points sensibles soient convenablement préparés. D'autre part, l'occupation de toute la position ennemie amène une rupture locale, qui doit être suivie d'une exploitation hardie, selon les circonstances. En résumé, le dessein du général Pétain était, sans chercher la décision définitive, de réaliser l'usure de l'ennemi par une série d'opérations faites sous une puissante préparation d'artillerie et exploitées à fond. On pouvait, si ces opérations étaient bien conduites, en considérer le succès comme certain, et l'un des plus importants résultats serait de redonner aux troupes une pleine confiance en la victoire.

II. — LES OFFENSIVES LIMITÉES

LA PREMIÈRE ARMÉE EN FLANDRES.

LA première des offensives partielles ainsi définies fut exécutée en Flandres, en liaison avec l'armée britannique. La grande pensée de sir Douglas Haig était de dégager la côte belge par une offensive dans la région d'Ypres. Cette opération commença le 7 juin par une brillante victoire. La 2e armée britannique enleva au sud d'Ypres le plateau de Messines-Wytschaete.

Dès la fin de mai, les commandants en chef français et britannique s'étaient mis d'accord sur la participation de l'armée française. Une convention signée le 7 juin précisa les zones et les rôles. La 1re armée française, forte de 6 divisions, s'intercalait entre la droite de l'armée belge et la gauche de la 5e armée britannique. Elle

occupa un front de 7 kilomètres, le long du canal de l'Yser, entre Noordschoote et Boesinghe. Le commandement fut donné au général Anthoine, qui établit le 16 juin son quartier général à Rospoede. Il avait sous ses ordres le 36e corps, qui occupait la région de Nieuport, et le 1er, qui était au repos depuis la bataille de Craonne.

LES POSITIONS ALLEMANDES.

Les Allemands avaient construit trois positions successives, la première sur la rive est du canal, de Driegrachten à Pilkem, la seconde de Luyghem à Langemarck, la troisième de l'étang de Blankaart à la forêt d'Houthulst. Dans ce pays où l'on trouve l'eau à un mètre, il est impossible de creuser des tranchées. Les ouvrages étaient donc en superstructure, et consistaient principalement en fortins de béton qui faisaient des cuves noires dans le paysage. La région était tenue par une garnison normale de secteur calme, 10 bataillons, dont 7 de landwehr, n'ayant en première ligne que 8 compagnies, soit un homme au créneau tous les dix mètres. En revanche, une forte artillerie : une centaine de batteries furent signalées en activité pendant le mois de juin; autant d'emplacements inoccupés furent repérés.

L'ÉQUIPEMENT DU FRONT.

L'état-major de l'armée Anthoine, installé le 16, avait un mois pour équiper son front, c'est-à-dire pour compléter les routes, construire les voies ferrées et les gares; amener l'artillerie, choisir et installer les emplacements de batteries; organiser les centres de ravitaillement; établir les hôpitaux; aménager, dans ce marécage sans eau potable, tout le système des eaux, usines de stérilisation, réservoirs, conduites; répartir et aménager les cantonnements des troupes; établir les plans d'engagement.

On entretint avec soin et on surveilla sévèrement les 135 kilomètres de chemins existants; on en élargit 35; on en construisit 14. On créa 48 kilomètres de chemin de fer à voie normale, 10 kilomètres à voie métrique, 80 kilomètres (fin juillet) à voie de 60. On établit des gares; celle de Rousbrugge, qui n'était le 24 juin qu'une étendue herbeuse, permettait le 13 juillet de charger 484 voitures et 288 camions. Ces gares alimentaient les parcs de l'artillerie, qui devaient fournir à près de 900 bouches à feu, — du génie, avec ses stocks de rondins, soliveaux, poutrelles, tôles ondulées, caillebotis, macadams, — de l'intendance, qui devait nourrir et entretenir 135 000 rationnaires, fournir de fourrage 40 000 chevaux, et alimenter d'essence 3 000 véhicules, dont les moteurs consommaient 30000 litres et quelquefois 60 000. On établit pour le service de santé trois centres de triage à proximité des lignes, dirigeant les blessés sur trois centres chirurgicaux où on les opérait, et d'où les hôpitaux d'éva-

cuation les transportaient sur les centres hospitaliers de l'arrière. Pour les chevaux, un groupe mobile de remonte, établi près du champ de bataille, soignait les non-évacuables, et dirigeait les autres sur deux dépôts de chevaux malades, à Gravelines et à Aire. Le service des eaux fut installé par le directeur des Eaux de Versailles. Il eut l'idée hardie d'alimenter les troupes avec l'eau de l'Yser, traitée sur un bateau épurateur d'abord à l'alun, puis dans des filtres à sable, enfin au chlorure de chaux. Ainsi clarifiée et stérilisée, elle était refoulée par des pompes dans des réservoirs, d'où une machine élévatrice l'envoyait par des conduites, longues de 22 kilomètres, dans toute la zone de l'avant. Les branchements de ces conduites aboutissaient à 200 réservoirs où les unités venaient la prendre.

LE PLAN D'ACTION DE L'ARMÉE.

Le plan d'action de l'armée fut fixé par une instruction générale du 6 juillet. L'armée qui servait de pivot à la gauche des armées britanniques devait, comme objectif final, atteindre la ligne du Steenbeck, entre l'étang de Blankaert et la forêt d'Houthulst. Cet objectif serait atteint par des opérations successives, la première visant l'enlèvement des deux premières lignes ennemies (en fait, cette première opération fut réalisée par les deux attaques du 31 juillet et du 16 août).

LES MOYENS DE L'ATTAQUE.

L'armée disposait d'une masse formidable de 893 pièces de canons, soit une pièce pour 2 m. 50 de front. Le programme d'artillerie fut fixé dans deux instructions générales du 10 et du 19 juillet. Il comprenait trois phases. La première était destinée à la destruction des batteries ennemies, en donnant la priorité aux batteries contre avions, puis aux batteries les plus gênantes, puis aux plus gros calibre, les tirs commençant à l'aube et ne cessant qu'à la chute du jour, et constamment observés et contrôlés. Puis venait la deuxième phase, consacrée à la destruction des organisations défensives de l'ennemi, à commencer par les postes de commandement, les centraux téléphoniques et les observatoires. On varie les cadences pour déconcerter l'adversaire, lui faire croire à des attaques, et brouiller les interprétations qu'il peut faire du régime du tir. Les tirs de destruction sont accompagnés de tirs d'interdiction continus sur les arrières, et de tirs d'obus à gaz sur les zones où peuvent être rassemblées les réserves. Enfin la troisième phase était la préparation immédiate, qui, sans changement de cadence, se changeait enfin en tir de barrage derrière lequel s'avançait l'infanterie. L'allure du barrage, réglée sur le barrage anglais, était de 100 yards (90 mètres) en quatre minutes.

LA PRÉPARATION D'ARTILLERIE.

La préparation commença le 15 juillet à six heures. La première phase (destruction des batteries) dura jusqu'au 23. La seconde phase

(destruction des défenses) commença le 23 au matin, par un tir de l'artillerie de tranchées, destiné à mettre à nu les blockhaus bétonnés de la première ligne, et protégé par le concert des autres calibres. Il faisait ce jour-là un splendide soleil, et le ronflement des 900 pièces se prolongeait à droite par le grondement des pièces britanniques. Les tirs de torpilles lancés par l'artillerie de tranchée commencèrent à sept heures quarante-cinq. A quinze heures, trois officiers français allaient voir dans les lignes allemandes où en était le travail; ils parcouraient le chaos des lignes bouleversées et ramenaient 19 prisonniers, dont 3 sous-officiers, aphones et pareils à des bêtes traquées. Un feu effroyable roula jusqu'au 30. Les Allemands avaient renforcé leurs garnisons, mais elles fondaient sous cet orage. Le 104e régiment dura quatre jours. Les relèves n'étaient pas moins meurtrières. Elles se faisaient à découvert sur un terrain où, dans chacune des dernières journées, il tombait cent mille obus en vingt-quatre heures. Enfin, le 31, l'assaut fut donné par la 1re division à droite et la 51e à gauche. Les objectifs furent emportés. Une seconde action, le 16 août, amenait les troupes au contact de la seconde position allemande, devant un ruisseau qui s'appelle successivement Kortebek, Saint-Jansbek, Martjevaart. Du 16 juillet au 16 août, l'artillerie française tira 1 902 807 obus, contre 86 600 environ tirés par l'artillerie allemande.

L'ASSAUT.

Le 20 septembre, commença une troisième action, où les Français participèrent également, et qui dura jusqu'au 30 octobre.

La 1re armée française, la 5e et la 2e armées britanniques étaient engagées en Flandre. Pour faciliter leur tache, la 1re armée britannique combattait autour d'Arras : d'autre part, les armées françaises continuèrent à entretenir une lutte d'usure très active sur les champs de bataille du mois d'avril. Sur le Chemin des Dames les combats continuèrent en mai, juin et juillet; sur les monts de Champagne, l'usure dura jusqu'au mois d'août.

VERDUN ET LA MALMAISON.

Sur le front de Verdun, la 2e armée, commandée par le général Guillaumat, commença le 13 août la préparation d'artillerie exécutée par 2 500 pièces : elle dura jusqu'au 19. La bataille elle-même dura du 20 au 25, sur un front de 17 à 20 kilomètres, de part et d'autre de la Meuse. Elle fut menée le premier jour par 8 divisions. Elle aboutit sur la rive gauche à la reprise de la cote 304 et du Mort-Homme; sur la rive droite, à la prise de la cote du Talou et de la cote 344. L'ennemi réagit énergiquement sur la rive droite, qui resta un secteur d'usure très actif jusqu'au 15 septembre, les unités en ligne perdant jusqu'à 15 p. 100 de leur effectif. Au total, 18 divisions furent dépensées. En revanche, le but était parfaitement atteint.

Non seulement on avait repris le terrain, signe de la victoire, mais on avait enlevé à l'ennemi 10 300 prisonniers, 30 canons et 203 mitrailleuses.

La bataille de la Malmaison est plus encore le type de la bataille telle que le général Pétain l'avait conçue pour cette période, c'est-à-dire peu coûteuse et rémunératrice.

L'opération fut confiée à la 6e armée du général Maistre, et exécutée à gauche par le 14e corps Marjoulet, au centre par le 21e corps Degoutte, à droite par le 11e corps Maudhuy et deux divisions du 39e corps. Le front d'attaque, long de 11 kilomètres, était disposé sur les flancs d'un saillant obtus formé par les positions allemandes au nord de Soissons. La proportion d'artillerie était un canon tous les six mètres.

La préparation d'artillerie a duré du 17 au 22 octobre, la bataille elle-même du 23 au 26. Elle est clairement délimitée dans l'espace : le choix du terrain, c'est-à-dire le grand plateau à cheval sur la route de Soissons à Laon, a été tel qu'une poussée, d'étendue et de durée définies, exécutée là sur la droite des positions allemandes du Chemin des Dames, a obligé toute la ligne à évacuer le plateau et à se replier derrière l'Ailette. La bataille est aussi clairement délimitée dans le temps, puisque après ce repli ennemi, le 1er novembre, elle s'arrête complètement, sans être suivie de la période d'usure qu'on a vue à Verdun. Non seulement elle liquide la question du Chemin des Dames, mais elle coûte à l'ennemi 11 558 prisonniers (dont 241 officiers), 200 canons, 720 mitrailleuses et 222 minenwerfer. Les pertes françaises en blessés, tués ou disparus étaient de 14 700 hommes. On avait tiré, du 16 au 26, 2 millions de coups de 75, et 850 000 coups d'artillerie lourde. Un document officiel évalue le prix de revient à 600 millions de francs.

L'ŒUVRE DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN 1917.

Dans le cours de l'année 1917, l'armée française avait eu 170 engagements de divisions. Les Allemands, de leur côté, avaient eu, sur le seul front d'Aisne-Champagne, d'avril à novembre. 150 engagements de divisions (dont 93 sévères), et, sur le front de Verdun, d'août à décembre, 36.

Enfin, le 27 octobre, la 10e armée sous les ordres du général Fayolle, partit pour l'Italie. Quatre divisions furent envoyées d'abord, suivies par le 12e corps. Elles prirent part à la défense du Grappa, sur la gauche des divisions britanniques qui défendaient le Montello. Plus tard, et plus à l'ouest, elles prirent également part à la défense du plateau d'Asiago.

Au total, dans cette année si dure, où il avait fallu reconstituer le moral de l'armée et se recueillir en vue des grands événements à

attendre pour 1918, les divisions françaises avaient pourtant fourni un rude labeur. Les nécessités économiques avaient de plus fait renvoyer dans l'intérieur, d'avril 1917 à janvier 1918, 488 000 hommes. Quoiqu'on ait incorporé 400 000 hommes, quoique le taux des pertes ait décru régulièrement, l'effectif des armées du nord-est n'a pu être maintenu. De 2 802 000 hommes en janvier 1917, il est tombé en septembre à 2 661 000. Il a fallu supprimer des unités; le nombre des divisions tombe de 109 à 97.

L'ARMÉE FRANÇAISE A LA FIN DE 1917.

A la fin de 1917, l'armée française est constituée, à peu de chose près, comme elle sera jusqu'à la fin de la guerre. Des transformations importantes ont eu lieu depuis la mobilisation. Celle-ci avait donné 45 divisions actives, 25 divisions de réserve, 11 divisions territoriales, 2 divisions coloniales, soit 83 divisions d'infanterie, et 10 divisions de cavalerie.

A la fin de 1917, 8 divisions territoriales ont été dissoutes; 2 ont été transformées en divisions actives, dont l'une deviendra en janvier 1918, la 1re division de cavalerie à pied. On a créé, d'octobre 1914 à août 1915, 9 divisions territoriales nouvelles (96-105) mais 7 ont été dissoutes et les deux autres transformées; l'une deviendra en janvier 1918, la 2e division de cavalerie à pied. A l'armistice, il n'y aura plus qu'une division territoriale, la 83e, affectée au gouvernement militaire de Paris.

Deux divisions de réserve (76 et 77) ont été constituées dès le 1er octobre 1914 par dédoublement de la 44e active. Deux autres ont été dissoutes; la 55e le sera en août 1918.

On a créé 49 divisions actives, dont 1 le 20 mars 1915, 5 le 8 avril, 10 le 1er juin, 3 le 3 juillet, 2 autres en juillet et en août, et 4 divisions coloniales, dans la même année. Après le grand effort du milieu de 1915, 10 divisions ont été encore créées dans les trois derniers mois de 1916 et en janvier 1917, correspondant au nouvel effort de rupture. Il n'y aura plus désormais de créations proprement dites, mais seulement des transformations. La 1re division marocaine avait été formée dès août 1914; la 2e le sera en juillet 1918 par transformation de la 63e division de réserve; la 63e deviendra la 1re division polonaise en août 1918.

Des 10 divisions de cavalerie, 3 ont été dissoutes au printemps et dans l'été de 1916, et 1 le 23 août 1917. Il en reste 6, qui subsisteront jusqu'à l'armistice.

CHAPITRE XIII

LA BATAILLE DE SAINT-QUENTIN[1]

I. LES ALLEMANDS REPRENNENT L'INITIATIVE. — II. L'OFFENSIVE ENTRE LA SOMME ET L'OISE.

I. — LES ALLEMANDS REPRENNENT L'INITIATIVE

LA FIN DE 1917.

DEUX fois, l'offensive commune des alliés avait échoué. A la fin de 1917, la France, après les pertes des années précédentes et l'échec du Chemin des Dames, refaisait son armée. La Grande-Bretagne, qui s'était entêtée à attaquer seule à Ypres, avait réussi au prix de lourds sacrifices à enlever les collines qui entourent la ville; à Cambrai, un succès éphémère le 20 novembre avait été annulé le 30 par une riposte allemande. Ypres et Cambrai avaient coûté à nos alliés, de juin à décembre, 26 459 officiers et 428 004 hommes. Les pertes totales de l'armée britannique sur le front occidental étaient pour l'année 1917 de 36 116 officiers et 614 457 hommes.

La Russie était à terre. La révolution, commencée en mars 1917, avait abouti en novembre à l'avènement du parti communiste, dit bolchéviste. L'armée était en dissolution. Ainsi le groupe d'armées du nord, fort en 1916 de 45 divisions d'infanterie et 13 de cavalerie, était réduit, en janvier 1918, à 175 000 hommes, dont 15 000 seulement sur la ligne de combat. Les hommes rentraient chez eux. A une station de la voie ferrée, il passa pendant l'hiver 10 000 déserteurs par jour. Cette ruine de l'armée russe laissait seule, et nécessaire-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Pour toute la campagne de 1918, L. Madelin, *La bataille de France*. Paris, 1920; R. Recouly, *La bataille de Foch*. Paris, 1921. — Pour le Conseil supérieur de guerre, P. E. Wright, *At the supreme war Council*. London, 1921; capitaine C. Buguet, *Historique du Conseil supérieur de guerre depuis sa création (7 novembre 1917-11 novembre 1918)*, dans la Revue militaire générale, février 1921, pp. 81-103.

ment vouée à la destruction, l'armée roumaine, forte de 18 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie.

Les États-Unis d'Amérique étaient la grande ressource de l'avenir; mais les premiers éléments de leur première division avaient débarqué seulement le 26 juin 1917; la division avait été complète au mois d'août; en décembre, ils n'avaient encore en France que 3 divisions et demie. En février 1918, ils en auront 6; mais 2 seront une sorte de dépôt; 2 seront réparties par régiments dans des corps français; 2 tiendront un secteur calme en Woëvre. Une septième, composée de troupes de couleur, débarquera en mars et sera mise à l'instruction au sud de Châlons.

L'Italie, attaquée, le 25 octobre 1917, par un petit noyau de divisions allemandes, avait eu sa 2e armée anéantie à Caporetto; la 3e, qui était à droite de l'armée défaite, dut battre en retraite. Le général Cadorna perdait un demi-million d'hommes, moitié tués et blessés, et moitié prisonniers. Vingt-quatre heures après la nouvelle du désastre, les Français avaient commencé à faire mouvement pour secourir leurs alliés; 6 divisions françaises, suivies de 5 divisions anglaises, étayèrent l'armée italienne; le général Cadorna voulait se retirer derrière le Mincio : le général Foch réussit à le persuader de tenir derrière la Piave.

LA CREATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE GUERRE.

Le 7 novembre, une conférence fut tenue à Rapallo. L'expérience avait suffisamment montré que les échecs répétés des alliés étaient dus au défaut d'entente. Un Conseil supérieur de guerre fut donc fondé, qui devait coordonner l'action militaire sur le front occidental, veiller à la conduite générale de la guerre, préparer les éléments de décision pour les gouvernements, s'assurer que ces décisions étaient exécutées et en rendre compte. Une fois par mois au moins, il se réunirait à Versailles. Il était formé, pour chaque grande nation combattante sur le front occidental, du président du Conseil et d'un autre ministre. Un état-major permanent de représentants militaires jouait le rôle de conseil technique, et coordonnait les efforts des forces alliées. Ces représentants furent sir Henry Wilson pour la Grande-Bretagne; le général Weygand pour la France; le général Cadorna pour l'Italie; et, plus tard, le général Bliss pour les États-Unis.

Dans sa session de décembre 1917, le Conseil supérieur prescrivit aux commandants en chef de donner aux représentants militaires à Versailles tous les renseignements possibles. Les représentants ainsi informés purent proposer des solutions aux principaux problèmes interalliés. Ils procédaient par des notes, au nombre de 2 ou 3 par semaine.

LES FORCES EN PRÉSENCE.

Quelles étaient, dans la seconde moitié de février 1918, les forces en présence?

Les Allemands avaient sur le front occidental 178 divisions, estimées à 1 232 000 fusils et 24 000 sabres; 8 800 canons de campagne et 5 500 pièces lourdes. Les alliés pouvaient leur opposer 167 divisions, dont 97 françaises, 57 britanniques, 10 belges, 1 américaine et 2 portugaises : soit 1 480 000 fusils, 74 000 sabres, 8 900 canons de campagne et 6 800 pièces lourdes.

Ainsi les Alliés avaient moins d'unités à mettre en ligne que les Allemands, 1 585 bataillons contre 1 630; mais, leurs unités étant plus fortes, ils disposaient de plus d'hommes et de plus de matériel.

Les Allemands avaient encore 58 divisions sur le front oriental, mais en grande partie de qualité inférieure. On estimait qu'ils pouvaient en ramener 40 sur le théâtre occidental, à raison de 10 par mois. Ils atteindraient donc leur puissance maxima sur ce théâtre au mois de mai avec 200 à 210 divisions. Mais, à ce moment, les divisions américaines, dont une seule était actuellement disponible, commenceraient à entrer en ligne.

Sur les autres théâtres, les forces en présence étaient les suivantes. En Italie, 11 divisions anglaises ou françaises, et 50 divisions italiennes, donc 61 divisions, contre 46 divisions et demie, dont 3 allemandes. Malgré Caporetto, les alliés étaient donc supérieurs aux Centraux dans la proportion de 3 à 2 : 633 000 fusils contre 439 000; 6 400 sabres contre 3 400; 3 700 canons de campagne contre 3 000; 2 100 canons lourds contre 1 500.

Comme les Allemands, les Autrichiens pouvaient ramener des divisions du théâtre oriental, où ils en avaient encore 34; mais, de leur côté, les Italiens pouvaient reconstituer des divisions avec les troupes battues à Caporetto; ils devaient en former plus tard la 6e armée.

Dans les Balkans, il y avait 23 divisions bulgares, 2 allemandes et 2 autrichiennes, contre 8 divisions françaises, 4 1/2 britanniques, 2 1/2 italiennes (dont 1 en Albanie), 3 grecques, 6 serbes, soit 27 divisions aux Centraux contre 23 aux alliés, 294 bataillons contre 271; mais les effectifs étaient presque égaux, et l'artillerie des alliés était légèrement plus nombreuse; enfin la mobilisation grecque n'était pas terminée, et elle pouvait au printemps décider du nombre en faveur des alliés.

En Palestine et en Mésopotamie, les alliés étaient très supérieurs en nombre. Sans doute les Turcs opposaient en Palestine 11 divisions turques et une allemande (de seconde valeur) aux 8 divisions du général Allenby; mais les troupes turques étaient à ce point réduites par la désertion, que leurs 107 bataillons ne faisaient que

29 000 fusils, contre 100 000 au général Allenby. Elles opposaient 3 000 sabres à 16 000, et 200 ou 300 canons à 503, dont 93 lourds. La supériorité était écrasante. En Mésopotamie pareillement, les Turcs ne pouvaient mettre en ligne que 18 000 fusils contre 125 000, 1 000 sabres contre 9 000, et 100 canons contre 350.

LE PLAN DE CAMPAGNE DES ALLIÉS.

Tels étaient les chiffres dont disposait le Conseil de Versailles, et sur lesquels fut établi le plan de campagne de 1918, œuvre du général Foch et de sir Henry Wilson. Il comprenait deux articles : 1° sur le front occidental, considéré comme s'étendant de la mer du Nord à l'Adriatique, rester sur la défensive, jusqu'au moment où les Américains entreraient en ligne ; 2° attaquer en Palestine la Turquie épuisée, dont la défaite aurait des conséquences impossibles à évaluer, mais peut-être décisives. Le Conseil supérieur de guerre adopta ce plan dans sa session du 1er février ; il fit seulement cette réserve qu'aucune troupe blanche ne serait retirée de France pour l'expédition de Palestine.

LE COMITÉ EXÉCUTIF ET LA RÉSERVE GÉNÉRALE.

Le théâtre occidental étant considéré comme front unique de Nieuport à la Piave, et destiné à la défensive, il fallait y constituer une réserve générale qui pût être portée sur le point menacé ; et il semblait que cette réserve dût être nécessairement aux mains d'un chef unique pour tout ce front. Ainsi l'unité de commandement paraissait s'imposer. On n'alla cependant pas jusque-là. On se contenta de former le 2 février à Versailles un Comité exécutif, avec le général Foch comme président, et comme membres les généraux Bliss, Cadorna et un général anglais qui fut d'abord le général Wilson, puis le général Rawlinson. Ce Comité exécutif fut chargé de fixer la force et la composition de la réserve générale, la contribution de chaque pays à cette réserve, son stationnement et son emploi.

Le raisonnement du général Foch était le suivant. Ludendorff, disposant de 200 divisions, en laissera 100 en ligne, et constituera avec les 100 autres une masse de manœuvre qu'il peut jeter sur Pétain, sur Haig ou sur Diaz. D'où la nécessité d'une réserve générale prête à intervenir. En même temps, les Français demandaient une réduction de leur front. Ils faisaient valoir que le front de chaque division britannique était plus étroit que celui d'une division française ou d'une division allemande ; ainsi sir Douglas Haig pouvait, en diminuant la densité de ses lignes, occuper raisonnablement un front plus étendu. Les Français auraient voulu être relevés jusqu'à Berry-au-Bac. Le Comité exécutif, sur les avis concordants du général Bliss et du général Cadorna, décida la relève jusqu'à l'Ailette ; le maréchal Haig et le général Pétain se mirent d'accord pour fixer leur frontière commune à Barisis. Mais le maréchal Haig,

au lieu d'étendre ses fronts de division, fit occuper le nouveau front par des divisions tirées de sa réserve.

Le Comité exécutif fixa la réserve générale au septième de la force totale des armées, soit à 30 divisions, et demanda le 6 février à chacun des trois commandants en chef de fournir sa contribution. Le général Foch avait proposé d'employer ainsi les forces réservées. Étant donné que Ludendorff attaquerait vraisemblablement sur une des deux faces de l'équerre que formait le front en France, soit sur la face ouest dans la région de Cambrai, soit sur la face sud dans la région de Reims, la réserve générale serait disposée en trois masses : l'une à droite en Dauphiné, prête à intervenir si par hasard une attaque se dessinait soit en Italie, soit en Suisse; l'autre à gauche, vers Amiens, pour étayer l'aile droite britannique, formée par la 5e armée Gough, et qui était la partie la plus faible du front; enfin le gros au centre, dans la région de Paris, prête à tomber dans le flanc de la poche formée par l'attaque allemande, qu'elle eût lieu à Cambrai ou à Reims.

Le 19, le commandant en chef français et le commandant en chef italien donnèrent leur assentiment. Le général Pétain promit et désigna les divisions demandées; elles devaient former deux armées : la 1re sous le général Debeney, et la 3e sous le général Humbert. Mais, le 22, le général Pétain et sir Douglas Haig se rencontraient au grand quartier français, et convenaient entre eux d'une autre méthode : chacun d'eux, si l'autre était attaqué, devait l'aider en le relevant sur une partie non attaquée de son front, et en libérant ainsi un certain nombre de ses divisions. Cet arrangement forme le document 5476. Après avoir ainsi réglé les choses, sir Douglas Haig répondit le 2 mars au Comité exécutif par un refus catégorique de contribuer à la réserve générale autrement que par les divisions britanniques qui étaient déjà en Italie. Immédiatement, le général Cadorna déclara que l'adhésion de l'Italie à la formation de la réserve devait être annulée. La réserve générale s'évanouit, et avec elle le Comité exécutif.

Le Conseil supérieur s'inclina. Réuni à Londres dans la première quinzaine de mars, il renonça donc au plan qu'il avait adopté au début de février. Il limita la réserve générale aux 11 divisions anglaises et françaises d'Italie. En vain le général Foch demanda la création d'un commandement unique avec un état-major interallié. Le 15, il fit une sortie violente, où il prédisait le désastre. Six jours plus tard, le désastre avait lieu.

LES PRINCIPES DE L'OFFENSIVE ALLEMANDE.

Tandis que les Alliés adoptaient le système de la défensive sur le front occidental, Ludendorff y préparait l'offensive.

LA SITUATION DE L'ALLEMAGNE.

L'Allemagne, ayant conclu le 9 février la paix avec l'Ukraine, le 3 mars avec la République russe des soviets, et le 5 avec la Roumanie, n'avait qu'un front à défendre. Elle avait éprouvé un mécompte avec la guerre sous-marine, qui n'avait pas amené la décision. A la fin de 1917, l'Amirauté allemande était encore pleine d'espoir; mais Ludendorff, plus sceptique, n'espérait pas que les sous-marins empêchassent l'arrivée de nouvelles formations américaines, dont il aurait à tenir compte au printemps. Le rapport des forces deviendrait de moins en moins favorable. Dès la fin de l'automne 1917, le grand quartier allemand se demandait s'il devait attaquer au printemps, ou rester sur la défensive. Mais il était convaincu que la coalition des Empires Centraux n'était plus maintenue que par l'espoir d'une victoire des armes allemandes. L'Autriche-Hongrie était au bout de ses forces. La Bulgarie avait atteint tous ses buts de guerre et voulait la paix. La Turquie était fidèle, mais épuisée, et l'état-major allemand se rendait compte que la Palestine serait une proie facile, si l'armée turque, dont une partie n'existait que sur le papier, n'était pas renforcée. En Allemagne, l'esprit public baissait. L'armée avait tenu en 1917, mais au prix de lourdes pertes, et son moral était moins bon. Les moyens matériels des Alliés étaient énormes, et il était certain qu'instruits par l'expérience, ils chercheraient à faire des offensives par surprise, très dures à supporter. L'armée allemande maintiendrait-elle son front en 1918 par la défensive pure? On en pouvait douter. L'état-major allemand se résolut à chercher une décision rapide dans l'offensive. On ramena les divisions d'Italie à la fin de l'année. On en rappela de Macédoine, où elles furent remplacées par des divisions bulgares. L'entraînement de l'armée fut poussé assez vite pour que l'attaque fût fixée au milieu de mars. « Les chevaux trouveraient à manger dans les prairies, écrit Ludendorff. Le manque de fourrage nous forçait à penser à ce détail. »

LA NOUVELLE TACTIQUE.

Dans l'offensive de 1917, les Français s'étaient plus préoccupés du résultat stratégique que du succès tactique, ou, si l'on veut, de l'exploitation de la victoire que de cette victoire même : les Allemands, instruits par cette expérience, s'occupèrent surtout du succès tactique. L'état-major fit paraître une nouvelle instruction sur « la bataille offensive dans la guerre de positions ». Les principes furent les suivants. Le combat était soutenu par des groupes de tirailleurs, constituant de véritables unités, comprenant des mitrailleuses légères et des fusiliers. Deux armes d'accompagnement suivaient ces groupes, le minenwerfer léger, qui appartenait au bataillon, et la mitrailleuse lourde. Pour réduire les nids de résis-

lance, on attribua aux bataillons des canons de campagne. De plus, chaque division avait une compagnie de minenwerfer moyens, qu'on attribuait aux bataillons suivant les besoins. Enfin les lance-flammes attaquaient de près les abris et les caves. L'état de l'industrie ne permettait pas de construire des tanks. On développa l'avion d'infanterie, en créant des groupes spéciaux dont la mission était d'intervenir dans le combat à terre.

LA PRÉPARATION D'ARTILLERIE.

La densité d'artillerie prévue pour préparer une grande opération était de 100 canons au kilomètre. Pour pouvoir bouleverser les défenses de l'adversaire sur une grande profondeur, les pièces étaient amenées tout contre les premières lignes. Cette position aventurée ne permettait pas les longues préparations. L'assaut devait être exécuté après un feu violent de quelques heures. Les obus à gaz donnaient le moyen, vainement cherché jusque-là, de paralyser les batteries ennemies, tandis que la violence du feu enfermait l'infanterie dans ses abris. — Naturellement, il ne pouvait être question de réglage de tir. On y suppléa en précisant avec la dernière rigueur l'emplacement des objectifs, soit à l'aide des photographies d'avions, soit par des repérages aux lueurs ou au son. Le service météorologique fit connaître tous les matins aux batteries les conditions de l'atmosphère (vent, pression). Le régime de chaque pièce avait été étudié d'avance à l'arrière; son état était soigneusement observé. Des tables permettaient de trouver rapidement la valeur numérique des corrections. — Des méthodes analogues étaient d'ailleurs suivies chez les Alliés. Ils en viennent, eux aussi, à raccourcir la préparation d'artillerie et même à la supprimer; le groupe de combat apparaît dans l'armée française en 1917.

LA TACTIQUE D'INFANTERIE.

Dans le système allemand comme dans le système français, la destruction des premières lignes fut confiée aux minenwerfer. Après quelques heures de feu très intense, l'artillerie allongeait son tir, et l'infanterie partait sous le barrage, qui la précédait comme une première vague. Les Allemands avaient adopté l'invention française du barrage roulant, progressant suivant un horaire fixé, plus lentement sur les lignes plus fortes : la vitesse fut en moyenne de 1 kilomètre à l'heure.

Quand l'infanterie avait dépassé la profondeur où le barrage pouvait atteindre, il fallait déplacer l'artillerie. L'infanterie avançait alors, appuyée par ses propres armes d'accompagnement et par des canons donnés à cet effet. A partir de ce moment, l'attaque ne pouvait plus suivre un programme réglé. L'initiative des chefs reprenait ses droits. C'était à eux de guider leurs hommes, et au besoin de les entraîner par leur exemple. Les officiers, jusque-là ménagés,

LES DÉVASTATIONS ALLEMANDES



G. Rol

LA CATHÉDRALE DE REIMS INCENDIÉE ET BOMBARDÉE

La Cathédrale de Reims fut de tout temps un des plus puissants symboles de la gloire, de l'art, de la piété françaises. Elle était toute désignée pour que sa destruction fût un des plus éclatants témoignages du vandalisme allemand. Incendiée le 7 septembre 1914, elle fut bombardée ultérieurement à plusieurs reprises.

devaient donc payer largement de leur personne. Quant au soldat, il fallut le remettre au dressage. De fait, les troupes allemandes montrèrent des qualités manœuvrières très remarquables. Cette perfection et cet ordre dans la manœuvre, assurés par un système de liaisons établi immédiatement sur le terrain conquis, ont permis les grandes avances que nous allons voir. Cette avance, le commandement allemand souhaitait qu'elle fût menée le plus longtemps possible par les mêmes troupes qui étaient engagées d'abord en première ligne. La relève en marchant, le dépassement, en honneur chez les Alliés, ne fut pas adopté par Ludendorff. Il arrivait cependant un moment où l'attaque se heurtait à un nouveau front. Le commandement devait alors arrêter les troupes, les remettre sur la défensive et les échelonner en profondeur. C'était un des moments délicats à déterminer.

Tel était le combat offensif tel qu'il était compris, au début de 1918, par l'état-major allemand. En janvier et en février, les divisions destinées à l'attaque furent retirées des lignes, ramenées à l'arrière, entraînées et équipées. Comme dans l'armée française, on fit des cours même pour les commandants de grandes unités et les officiers d'état-major. Les Allemands avaient sur le front occidental une supériorité d'une trentaine de divisions. Le point faible, c'était le chiffre des réserves. Le commandement allemand, pour combler les pertes de l'attaque, ne disposait pas de plus de 100 000 hommes. Mais il jugeait que les Alliés n'étaient pas mieux partagés : la Grande-Bretagne avait dû ramener ses divisions de 12 bataillons à 9; la France avait dissous, depuis la bataille de printemps de 1917, plus de 100 bataillons. D'autre part, Ludendorff estimait l'offensive qu'il allait faire moins coûteuse que la défensive qu'il allait imposer.

II. — L'OFFENSIVE ENTRE LA SOMME ET L'OISE

LE CHOIX DU POINT D'ATTAQUE.

APRÈS avoir pesé les chances d'une attaque, soit à droite par Ypres, soit à gauche par Verdun, l'état-major allemand se décida pour une attaque au centre dans la zone de la IIe armée, sur les deux flancs du saillant que les troupes britanniques formaient devant Cambrai. « Si nous percions, écrit Ludendorff, le succès stratégique pouvait être énorme, car nous coupions de l'armée française le gros des forces anglaises en le poussant à la côte. »

LES DEUX ARMÉES NOUVELLES.

Deux armées nouvelles vinrent encadrer la IIe armée : au nord, la XVIIe armée Otto von Below; au sud, la XVIIIe armée von Hutier. L'armée Below avait fait Caporetto; l'armée Hutier avait fait Riga. La rupture était confiée à des spécialistes de la rupture.

La XVIIe armée devait attaquer au nord du saillant britannique

entre Croisilles et Mœuvres; la IIe armée devait attaquer au sud du saillant, et toutes deux, combinant leur manœuvre, devaient envelopper les forces britanniques qui étaient dans la poche de Cambrai; puis avancer face à l'ouest, sur le front Croisilles-Péronne. La XVIIIe armée, devant Saint-Quentin, devait couvrir cette manœuvre du côté du sud.

La IIe et la XVIIe armée étaient rattachées au groupe d'armées du prince Rupprecht ; la XVIIIe, au groupe du Kronprinz. Le dessein de ce rattachement a été dévoilé par Ludendorff. « Je tenais, écrit-il, à exercer la plus grande influence sur la bataille, ce qui était délicat, si elle était dirigée par un seul groupe d'armées. »

LE SECRET DE LA CONCENTRATION.

La façon mystérieuse dont les divisions d'attaque ont été amenées à pied d'œuvre par des marches de nuit, sans être décelées, a été pour les Alliés une des surprises de la méthode allemande, et cette surprise a été une des raisons de l'événement. Mais il faut admettre qu'elle a été imprévue pour les Allemands eux-mêmes, et qu'ils n'y comptaient pas. « Le 20 mars au matin, écrit Ludendorff, sur tout le front de l'attaque, les batteries et les lance-mines étaient prêts; leurs munitions se trouvaient derrière, à l'intérieur et même au-devant des lignes avancées. C'était un résultat important, et c'était aussi un miracle que l'ennemi n'eût rien vu et n'eût pas entendu, la nuit, tout ce trafic.... La concentration de 40 à 50 divisions n'avait pas été non plus remarquée par l'ennemi.... Sans doute, les marches s'effectuaient de nuit, mais les troupes passaient en chantant dans les villages. On ne peut cacher des masses d'hommes pareilles. Les aviateurs ennemis n'avaient pas observé non plus les mouvements de transports par voie ferrée dans la direction du front d'attaque, qui duraient depuis le milieu de février.... Enfin l'ennemi n'avait rien su, en aucune façon, je suis forcé de l'admettre, car autrement ses préparatifs de défense se seraient montrés plus efficaces et ses réserves seraient arrivées plus vite. »

L'ATTAQUE DU 21 MARS.

Le 20, à midi, l'ordre d'attaque fut donné pour le lendemain. Le 21, à cinq heures du matin (quatre heures à l'heure allemande), la préparation d'artillerie commença. Pendant deux heures elle fut concentrée sur les batteries britanniques pour les neutraliser par des obus à gaz. Puis la plus grande partie des feux fut reportée sur les tranchées, contre lesquelles les minenwerfer entraient également en action. Enfin, à dix heures, le tir de démolition se changea en un puissant tir de barrage, derrière lequel l'infanterie s'avança. Il faisait un brouillard épais.

L'ÉCHEC DE LA XVIIe ARMÉE.

A la droite allemande, entre Cambrai et Arras, la XVIIe armée allemande se trouvait en face de la 3e armée britannique. L'infan-

terie allemande ne put suivre le barrage, et, privée de sa protection, fut arrêtée devant la deuxième ligne : elle ne put gagner non plus de terrain le 22.

LE DÉSASTRE DE L'ARMÉE GOUGH.

Il en allait autrement entre Cambrai et la Fère, sur le front des IIe et XVIIIe armées allemandes. Elles étaient opposées à la 5e armée britannique du général Gough. Celle-ci, étirée entre Gouzeaucourt et Barisis, ne comprenait que 14 divisions d'infanterie et 3 de cavalerie. Elle fut attaquée sur toute la longueur de son front. Les secrets allemands étaient restés moins secrets que ne pensait Ludendorff. Dès le 4 février, le général Gough s'attendait à être attaqué. Il savait que, dans l'intérieur d'un cercle tracé avec un rayon de 75 milles à partir du centre de sa propre armée, les Allemands avaient de 30 à 50 divisions qui pouvaient être concentrées et jetées sur lui en trois jours. Mais, s'il s'attendait à une attaque sur sa gauche, il ne pensait pas que sa droite pût être menacée. Les lignes ennemies étaient en effet à grande distance. Comme à Verdun, les Allemands partirent à plus d'un kilomètre de l'adversaire.

Ainsi s'explique-t-on l'inégale fortune des deux armées allemandes qui attaquèrent le 21 l'armée Gough. La IIe armée pénétra bien dans la deuxième position, mais sans pouvoir atteindre les objectifs fixés par le plan général. La tentative d'enveloppement de la poche de Cambrai échoua. Au contraire, devant Saint-Quentin, la XVIIIe armée von Hutier, qui marchait avec 23 divisions contre un front tenu par 4 divisions britanniques complètement surprises, les bouscula le 21, et le 22 les balaya.

L'INTERVENTION FRANÇAISE.

Le général Gough demanda du renfort. Il reçut du grand quartier britannique une réponse désespérante. La bataille s'était engagée le jeudi matin. Il ne pouvait espérer qu'une seule division de renfort, le dimanche matin. Elle arriva en effet, venant de Saint-Omer. C'était la 8e division. Aucune autre ne pouvait être attendue avant le mercredi 27. Encore n'en vint-il pas à cette date. Et le général Gough fut relevé le 28 du commandement d'une armée qui n'existait plus, n'ayant reçu, en une semaine de bataille, qu'une seule division britannique.

Restait l'appui des Français. D'après les arrangements pris entre sir Douglas Haig et le général Pétain, celui-ci ne devait intervenir que le troisième jour de la bataille. De plus, le gros des réserves allemandes étant à égale distance des deux côtés de l'équerre, le commandant en chef français pouvait craindre qu'après une attaque sur le front britannique vers Amiens, Ludendorff n'en exécutât une autre sur le front français vers Reims, tandis qu'une armée d'exploitation, passant entre ces deux murailles ébranlées, se porterait directement sur Paris.

Cependant, dès le matin du 21, les officiers de liaison signalent que la situation est inquiétante à l'extrême droite britannique. Le général Pétain fait dans la journée alerter le 5e corps du général Pellé, qui est en réserve derrière la gauche du front. Dans la nuit, il le rapproche de Noyon, mais le maréchal Haig, qui ne se rend probablement pas compte de la gravité de la situation, n'en souhaite pas encore l'intervention. Le 22, il la demande. Dès lors, le commandement français va jeter dans l'action toutes ses disponibilités. La 125e division, qui était au sud de Barisis, et qui formait l'extrémité de la 6e armée, appuya sur sa gauche, et arriva la première sur le champ de bataille dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23. A sa gauche s'engagent la 55e division, puis la 1re division de cavalerie à pied, qui fait partie du 5e corps. Cependant von Hutier continue à pousser devant lui l'armée Gough, qui se disloque de plus en plus. Le samedi 23 à midi, les Allemands atteignent la Somme à Ham, qui n'est pas défendu, et franchissent la rivière.

LA 3e ARMÉE FRANÇAISE.

Dans l'après-midi du même jour, arrivent les 9e et 10e divisions du 5e corps, la 1re de cavalerie, puis, le dimanche, la 62e et des éléments de la 22e. Les renforts se succèdent. Sur la route d'Estrées-Saint-Denis à Roye, les camions roulent sur quatre files, deux montantes et deux descendantes. Le 2e corps de cavalerie est établi à la gauche du 5e corps. Le 36e corps vient du nord, le 6e de Lorraine. Les unités qui arrivent constituent, à partir du 23, la 3e armée Humbert. Par sa droite, elle est en liaison avec la 6e armée française. Sur sa gauche, les bataillons qui débarquent prolongent la ligne à mesure, en se déployant dans les champs aux environs de la route, pour boucher le trou ouvert par le recul de la droite anglaise, et pour empêcher l'armée d'être tournée par l'ouest. Ce sont des combats très durs, par petits paquets, en plein champ, sans trop savoir où l'on est. C'est la course à la Somme, pour rétablir le contact avec les Britanniques.

LE COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL FAYOLLE.

Pour coordonner les efforts, le général Fayolle a reçu, le 25 au matin, le commandement de toutes les forces alliées entre l'Oise et la Somme, 5e armée britannique à gauche, 3e armée française à droite, et bientôt, entre les deux, la 1re armée Debeney, ramenée de Lorraine.

Le 25, les Allemands sont à l'est d'Albert, à l'est de Chaulnes, à l'ouest de Nesles. Les débris de l'armée Gough reculent toujours. Le trou reste ouvert entre la droite britannique et la gauche française, malgré la remontée constante des divisions françaises. Enfin, le 26 à midi, la liaison est rétablie vers Chaulnes. La ligne française s'est allongée de 50 kilomètres. Le quartier général français a amené

17 divisions d'infanterie et 4 de cavalerie; dans les sept jours suivants, il amènera encore 21 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie.

LA CONFÉRENCE DE DOULLENS.

Dès le 24, sir Douglas Haig, éclairé enfin, a demandé à son gouvernement qu'un général fût nommé pour prendre les décisions suprêmes et avoir la pleine disposition des réserves. Dans ce dessein, il souhaitait qu'un membre du gouvernement britannique, muni de pleins pouvoirs, fût envoyé aussitôt en France. Cette mission fut confiée à lord Milner. Il arriva en France le 25. Une première réunion eut lieu ce jour-là à Compiègne entre le Président de la République, le président du Conseil, lord Milner, le général Foch et le général Pétain. On décida de tenir le lendemain 26, à la mairie de Doullens, une conférence où la question du commandement unique serait réglée entre les représentants civils et militaires de la Grande-Bretagne et de la France.

A Doullens, le général Foch reçut des gouvernements français et britannique « la mission de coordonner l'action des armées alliées sur le front occidental. Il s'entendra avec les généraux en chef qui lui communiqueront tous les renseignements utiles. »

La conférence à peine terminée, le général Foch se rendit à Dury, chez le général Gough, et lui donna ses directives. Pas de relève en cours de bataille. Il faut que la 5e armée, malgré sa fatigue, tienne sur place, et poursuive sa mission, qui est de couvrir Amiens. Il fixe une ligne de conduite analogue au général Pétain, à qui il écrit le lendemain : « Il n'y a plus un pouce de sol français à perdre ».

LA PERTE DE MONTDIDIER.

La journée a été mauvaise. Les Anglais ont perdu Rosières-en-Santerre, les Français Montdidier, où les Allemands entrent à dix heures du soir. Ainsi l'ennemi approche Amiens par l'est à moins de 30 kilomètres, et il menace en outre d'envelopper la ville par le sud. Dans ces circonstances difficiles, Foch tient bon. Il empêche Gough de reculer son quartier général; il empêchera Rawlinson, successeur de Gough, de faire une relève de 6 divisions qui lui paraissent épuisées. Du côté français, Debeney et Humbert contre-attaquent le 28 et progressent un peu.

L'ÉCHEC DE LA IIe ARMÉE.

La prise de Montdidier ayant porté en avant l'aile droite de la XVIIIe armée allemande, il faut que l'aile gauche de la IIe, qui la prolonge au nord, se porte à sa hauteur. Dans ce dessein, les Allemands exécutent une attaque générale le 30. Les Anglais reculent largement jusque vers l'est de Villers-Bretonneux, mais dans l'ensemble la ligne française tient bon. On a le sentiment que l'ennemi est à bout de souffle.

Le 30, le général Foch donne aux généraux en chef sa première directive d'opérations : non seulement il confirme ce qu'il dit depuis

cinq jours au sujet de la défense sur place, mais il prévoit et organise, au dixième jour d'une si rude défaite, la reprise de l'offensive.

« Arrêter avant tout l'ennemi en maintenant une liaison étroite entre les armées britanniques et françaises : 1° par le maintien et l'organisation d'un front défensif solide sur les positions actuellement tenues ; 2° par la constitution de fortes réserves de manœuvres destinées à répondre à l'attaque ennemie ou à prendre l'offensive :

Au nord d'Amiens par les forces anglaises ;

Au nord et au nord-ouest de Beauvais par les forces françaises.

Pour constituer cette masse de manœuvre, aussi rapidement et aussi fortement que possible, prélever résolument sur les fronts non attaqués. »

LES RÉSULTATS DE L'OFFENSIVE.

L'ennemi, qui a réussi le 30 mars à mettre sa IIe armée face à Amiens, la porte à l'attaque le 4 avril, avec l'aile gauche de la XVIIIe ; l'affaire ne donne pas de résultats. La bataille est terminée. Une dernière tentative, le 24 avril, donna aux Allemands vers Villers-Bretonneux un gain de terrain qui ne fut pas maintenu.

Ainsi finissait cette formidable offensive. Pour la première fois, sur le théâtre occidental, le front avait été rompu. Les Allemands avaient avancé de 60 kilomètres. Les seules troupes britanniques avaient perdu en dix jours 8 840 officiers et 164 881 soldats, presque autant que dans tout le premier mois de la bataille de la Somme. La liaison entre les armées alliées était devenue précaire. Et cependant, la bataille s'achevait pour les Allemands par un désenchantement. « Nous n'avions pas réussi, écrit Ludendorff, à prendre Amiens, ce qui aurait rendu particulièrement difficile la liaison du front ennemi entre le nord et le sud de la Somme ; c'était une grande désillusion pour nous. »

La poche de terrain conquise par les Allemands avait allongé le front de 100 kilomètres. La presque totalité de cet allongement était tombée à la charge des Français, qui avaient pris 95 kilomètres de front nouveau. Après avoir mis en ligne au nord de l'Oise la 3e et la 1re armée, le commandement français établit le 5e armée Micheler derrière la 3e, à Méru, et la 10e, ramenée d'Italie, derrière la 1re. Le 5 avril, les Français ont au nord de l'Oise 30 divisions d'infanterie affectées à la 1re et à la 3e armée, 9 divisions d'infanterie et 3 de cavalerie à la 5e, 4 divisions d'infanterie et 3 de cavalerie à la 10e, enfin un corps d'armée à deux divisions sur l'Oise. Au total, 45 divisions d'infanterie et 6 de cavalerie, presque la moitié de toutes les forces françaises.

L'ennemi avait essayé d'augmenter l'effet moral de son offensive en bombardant Paris par avions, et par une pièce à très longue portée. Ces mesures n'ont pas eu d'effet militaire.

CHAPITRE XIV

LES ALLEMANDS SUR LA MARNE[1]

I. L'ATTAQUE ALLEMANDE EN FLANDRE. — II. L'ATTAQUE ALLEMANDE SUR L'AILETTE.

I. — L'ATTAQUE ALLEMANDE EN FLANDRE

LES ALLEMANDS DÉCIDENT UNE OFFENSIVE EN FLANDRE.

LA bataille de Saint-Quentin était à peine terminée, qu'à une soixantaine de kilomètres dans le nord la VIe armée allemande, qui prolongeait à droite la XVIIe, attaquait à son tour, le 9 avril.

Le dessein de cette bataille reste assez confus. Les *Souvenirs* de Ludendorff font entrevoir que la VIe armée devait, dans le dessein primitif du 21 mars, élargir le front d'attaque après que la XVIIe armée, à sa gauche, se serait portée en avant. Mais on a vu que, dès le premier jour, la XVIIe armée fut arrêtée sur place par l'armée Byng. Toutefois la défaite de Gough contraignit l'armée Byng à se replier, en laissant sa voisine de gauche, l'armée Horne, en saillie à son tour à l'est d'Arras, sur les ondulations nues qui s'étendent au nord de la Scarpe. Le 30 mars, la XVIIe armée attaqua l'armée Horne, au sud de Notre-Dame-de-Lorette. Le lendemain, la VIe armée devait attaquer sur le flanc nord de Lorette, les deux armées conjuguant leur action de part et d'autre de la colline. Mais, l'attaque de la XVIIe armée ayant encore échoué, celle de la VIe n'eut pas lieu.

L'état-major allemand changea alors de projet. Au lieu que la VIe armée attaquât par sa gauche vers Lens, il fut décidé qu'elle attaquerait par sa droite dans la plaine de la Lys, région

OUVRAGES A CONSULTER : Mêmes ouvrages qu'au chapitre XIII. — Colonel Boullaire. *L'arrêt de l'offensive allemande sur l'Ourcq en 1918* (monographie du 2e corps de cavalerie) dans la Revue militaire générale, octobre 1920, pp. 638-673.

gardée, du côté allié, par 1 division portugaise, et 3 divisions britanniques fatiguées.

Le pays semblait mal destiné à une offensive. Une fois la Lys franchie, l'armée assaillante se trouverait dans un véritable cirque dominé de toutes parts. Au sud, le canal d'Aire à la Bassée comprimerait sa gauche; à l'ouest, elle se heurterait à un cul-de-sac fermé, en avant d'Hazebrouck, par la forêt de Nieppe; au nord, elle aurait sa droite écrasée par une file de hauteurs, sorte d'archipel escarpé qui domine la plaine des Flandres. La plus orientale de ces îles s'appelle le mont Kemmel. C'est un admirable observatoire, d'où l'on découvre tout le champ de bataille d'Ypres. C'est cette ligne de hauteurs, cette barrière septentrionale du champ clos qu'il s'agissait de faire sauter. Ce serait l'œuvre de la IVe armée agissant à droite de la VIe. Ces hauteurs une fois enlevées, la position britannique à Ypres, débordée et dominée par le sud, serait intenable. Leur conquête était un ancien projet du prince Rupprecht, commandant le groupe d'armées. Du côté allemand comme du côté britannique, on envisageait depuis longtemps une offensive décisive en Flandre.

LES PROJETS DU GÉNÉRAL FOCH.

Ainsi, dans les premiers jours d'avril, l'offensive sur la Somme étant arrêtée, les Allemands se préparaient à exécuter une seconde offensive en Flandre. Le général Foch, de son côté, prévoyait qu'ils poursuivraient leur attaque au nord de la Somme, dans la région d'Arras. C'était bien, comme on l'a vu, le dessein primitif des Allemands, qui comptaient attaquer par la gauche de la VIe armée, et qui n'en furent détournés que par l'échec du 30.

Pour parer à l'offensive qu'il prévoyait sur Arras, le général Foch donnait le 3 avril aux commandants en chef une directive fondée sur les principes suivants : au sud d'Arras, organiser rapidement le front jusqu'à l'Ancre, de façon à pouvoir y maintenir la défensive; et, pour déjouer l'attaque au nord d'Arras, tenir prête une forte réserve française au nord de Beauvais.

Mais il ne se bornait pas à ces mesures de prudence. La meilleure façon d'assurer la défense était d'attaquer pour regagner du terrain, lequel commençait à faire terriblement défaut. Les armées alliées avaient été si profondément repoussées vers la mer, qu'il n'y avait plus derrière elles aucune voie de rocade. La voie ferrée de Paris à Amiens par Saint-Just était sous le feu. Derrière celle-ci, il n'y en a point d'autre. On en construisait une en toute hâte, mais il était urgent de se donner de l'air. Le général Foch prescrivait donc deux opérations, sur les flancs de la poche formée par l'avance même des Allemands : une offensive française,

des deux côtés de Montdidier; une offensive britannique, à cheval sur la Somme. On dégagerait ainsi la voie ferrée Paris-Amiens, et on rendrait l'attaque ultérieure des Allemands moins dangereuse.

Dans l'après-midi du même jour, à l'hôtel de ville de Beauvais, les représentants des gouvernements français et britannique étendaient la décision de Doullens en donnant au général Foch la direction stratégique des opérations militaires, les commandants en chef conservant la conduite tactique. M. Lloyd George annonçait que le Président Wilson affectait au transport des soldats américains tous les bateaux disponibles, et qu'on pouvait compter sur 120 000 hommes par mois.

Le 8 avril, sir Douglas Haig, le général Fayolle, et les deux exécutants, le général Rawlinson (dont l'armée a remplacé l'armée Gough) et le général Debeney, se rencontrent à Breteuil pour régler la double contre-offensive de la Somme et de Montdidier. C'est juste à ce moment que les Allemands attaquent sur la Lys.

LA BATAILLE DE LA LYS.

Les lignes, entre le canal de la Bassée au sud et la Lys au nord, passaient à Givenchy, Neuve-Chapelle, Bois-Grenier, et, à l'est d'Armentières, dans une zone basse et marécageuse. Les Allemands attaquèrent le 9, sous la protection d'un barrage d'artillerie et d'un feu de minenwerfer. L'affaire avait été improvisée avec les ressources de l'armée. Les troupes n'étaient pas, comme au 21 mars, des divisions d'assaut, supérieurement entraînées. C'étaient de simples divisions de position, engagées sur un terrain très difficile. « Les troupes d'assaut, écrit le maréchal Hindenburg, s'avançaient, non pas en larges vagues d'assauts, mais en petits détachements et en très minces colonnes, à travers un marais bouleversé par les obus et les torpilles, entre de profonds entonnoirs remplis d'eau ou sur les rares bandes de terrain à peu près solide. » Les Portugais, complètement surpris, furent dispersés. Des divisions britanniques au repos derrière les lignes étaient engagées dès dix heures du matin.

A la gauche, les divisions allemandes furent promptement arrêtées. La principale avance fut au centre, en direction de la Lawe et de la Lys. Cette rivière fut atteinte le 9 au soir. Estaires, au confluent de l'une et de l'autre, fut enlevé le 10. Le 11, Merville, à 7 kilomètres dans l'ouest d'Estaires, était pris. Le même jour, l'aile droite enlevait Armentières. Ainsi les troupes d'assaut, pivotant sur leur gauche, avançaient par le centre et par la droite, en dessinant un front convexe. Mais le succès du 11 était leur dernier effort; dès le 12, leur puissance offensive s'épuisait.

Cependant, le 10, la IV[e] armée était entrée en action au nord de la VI[e]. Dès ce jour elle prenait le plateau de Messines, au sud

d'Ypres. La situation devenait rapidement inquiétante. Les Allemands poussaient en direction de Bailleul, tournaient la ligne des Monts par le sud. Le 13, on se battait sur la ligne Neuve-Église-Wulverghem. Dans ces conditions, le général Plumer, commandant la 2e armée britannique, jugea le saillant d'Ypres trop étendu et trop dangereux, et, abandonnant les positions si chèrement conquises l'année précédente, il ramena le front aux abords mêmes de la ville.

LE DÉTACHEMENT DE MITRY.

Dès le début de l'offensive, le 2e corps de cavalerie française, commandé par le général Robillot, était rapidement remonté vers le nord, et il était allé boucher le fond de la poche. Après ces 3 divisions de cavalerie, 5 divisions françaises d'infanterie vont en moins de huit jours prendre le front des Flandres. Elles sont constituées en détachement d'armée du nord, sous les ordres du général de Mitry. Enfin, la 10e armée, que nous avons vue au sud de la Somme, remonte au nord d'Amiens, à Doullens, prête à étayer les armées britanniques.

L'offensive de la VIe armée allemande s'éteint peu à peu; elle est finie le 18. Mais il n'en est pas de même de la IVe armée, qui poursuit l'attaque sur les monts. Le 14, Neuve-Église est pris; le 15, Meteren, et, dans le sud d'Ypres, Wytschaete. Il se fit une accalmie du 19 au 24. L'infanterie allemande était épuisée; elle avait beaucoup souffert des nids de mitrailleuses; le ravitaillement à travers les marais de la Lys était très difficile. Mais il était aussi dangereux de s'arrêter que de poursuivre l'attaque. Le 25, la IVe armée repartait à l'assaut sur tout le front de Wytschaete à Dranoutre, et enlevait, après un violent combat, le plus oriental des monts, le Kemmel. Elle n'alla pas plus loin. Le 26, la ligne alliée était maintenue sur le front Sharpenberg-Vormezele. Une dernière attaque allemande, le 29, n'aboutissait qu'à la prise de Locre. Ludendorff constata que de nouvelles attaques n'auraient plus eu de chances de succès. Il voyait les divisions françaises arriver de plus en plus nombreuses. Il y en avait, à la fin du mois, 10 d'infanterie et 3 de cavalerie. De plus, 4 divisions, qui constituaient la 10e armée, étaient derrière le front britannique. La manœuvre allemande eût été d'étendre le front d'attaque au nord d'Ypres, vers Langhemarcq par exemple. Mais la IVe armée n'avait plus la force de porter ce nouveau coup. La bataille s'arrêta. « Le 1er mai, écrit Hindenburg, nous passons en Flandre à la défensive, ou, comme nous l'espérions alors, à la défensive provisoire. »

II. — L'ATTAQUE ALLEMANDE SUR L'AILETTE

L'ARMÉE ALLEMANDE APRÈS LA LYS.

LA bataille de la Lys fut suivie d'une trêve d'un mois. L'armée allemande commençait à donner des signes inquiétants de lassitude et de démoralisation. Les pertes en officiers avaient été énormes. Il n'y avait pas un moment à perdre pour arracher la décision. Mais il fallait perfectionner encore l'outil tactique, en profitant de l'expérience des derniers combats. « Il fallait, dit Ludendorff, réaliser une désarticulation encore plus grande de l'infanterie, ajouter plus d'importance encore à la tactique des troupes de choc, à l'amélioration de la liaison entre les groupes et les armes d'accompagnement, l'infanterie et l'artillerie. » Une division modèle, la 28e, fut chargée de faire près d'Avesnes des exercices devant des officiers supérieurs et des généraux. D'autre part, si on voulait employer à la nouvelle attaque les divisions qui avaient fait celle du 21 mars, on ne pouvait pas compter sur elles avant la fin de mai. Il fallait le même délai pour les préparatifs matériels.

LE PLAN DE HINDENBURG.

Le plan allemand, d'après Hindenburg, consistait à ébranler l'édifice de l'adversaire par des coups partiels étroitement combinés, de sorte qu'il finît par s'écrouler accidentellement. « Deux fois, poursuit le feld-maréchal, l'Angleterre, dans la crise plus aiguë, avait été sauvée par la France; peut-être réussirions-nous, à la troisième fois, à battre définitivement cet adversaire. L'attaque sur l'aile nord de l'armée anglaise restait le point de vue directeur de nos opérations. A mon avis, l'heureux succès de cette attaque décidait de la guerre. »

Pour battre les Britanniques en Flandre, il fallait d'abord amener le retrait des troupes françaises qui se trouvaient sur ce front. Le meilleur moyen était d'ouvrir d'abord une crise sur le front français, et naturellement dans la direction la plus sensible, celle de Paris. Or, ce front se trouvait justement très dégarni sur le Chemin des Dames. Seulement, ce secteur, où les Allemands avaient été, à la fin de 1917, rejetés au nord de l'Ailette, était un terrain d'attaque très difficile. Il fallait partir des fonds de l'Ailette et escalader le mur abrupt du plateau. Une pareille opération ne pouvait être faite que par surprise. Mais, sous la protection d'une puissante action d'artillerie, la difficulté était plus apparente que réelle. Dès la fin d'avril, le Kronprinz reçut l'ordre de présenter un projet d'attaque entre Pinon et Reims.

L'APPEL AU KRONPRINZ.

Le groupe d'armées du Kronprinz comprenait les XVIIIe, VIIe et Ire armées. Il fut décidé que la VIIe et la Ire armée attaqueraient sur

le front Anizy-Berry-au-Bac. Une extension de l'opération fut prévue à droite entre Anizy et l'Oise, à gauche entre Berry-au-Bac et Reims. Enfin, au delà de l'Oise, la XVIII[e] armée attaquerait en direction générale de Compiègne. Le rôle de toute l'opération est nettement défini par Ludendorff : « On ne pouvait prévoir, dit-il, à quelle distance cette poussée nous conduirait. J'espérais qu'elle aurait comme conséquence une dépense de forces telles, du côté de l'ennemi, que nous pourrions continuer alors l'attaque en Flandre. »

LES PROJETS DU GENERAL FOCH.

Le général Foch, qui avait enfin reçu le 14 avril le titre de commandant en chef des armées alliées en France, avait mené la bataille des Flandres selon ses principes habituels : se défendre là où l'on est, en ne se retirant volontairement sous aucun prétexte sur des positions de repli; tenir avec les divisions en ligne, jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, les divisions de réserve étant destinées, non à faire des relèves, mais à intervenir par des contre-offensives sur les points utiles. D'autre part, il avait réalisé une union plus étroite entre les armées alliées, en obtenant que les divisions britanniques fatiguées fussent mises au repos dans des secteurs français, et que les unités des deux nations fussent de plus en plus interchangeables. Le 2 mai, ses pouvoirs sont étendus au front italien et, le 7, il demande au général Diaz de prendre l'offensive.

Le 20 mai, il pense lui-même à reprendre cette offensive dont il a été frustré six semaines plus tôt, et, par la directive n° 3, il demande aux généraux en chef de préparer deux opérations, l'une entre l'Oise et la Somme pour le dégagement de la voie ferrée de Paris-Amiens, l'autre dans la région de la Lys pour dégager les mines de Béthune et de Bruey. Ces opérations préparatoires, dirigées d'ouest en est, sont la première ébauche du grand plan d'opérations que le général en chef exécutera dans la seconde moitié de 1918.

Au moment où cette directive arrive le 21 au quartier général français, les dispositions y étaient bien différentes. Le général Pétain n'estimait pas le moment venu pour une offensive poussée à fond. On a, autour de lui, le sentiment que les Allemands, disposant maintenant de 200 divisions contre 180, reconstituent leurs disponibilités, les regroupent au centre de l'arc convexe de leurs lignes, dans la région Avesnes-Hirson, et que Ludendorff songe à les jeter contre les Français. Le général Pétain est donc pris entre les ordres du général Foch qui, le 26 avril, le 6 mai, le 12 mai, prescrit l'offensive par la gauche entre la Somme et l'Oise, et ses propres craintes d'être attaqué sur son centre. C'est ainsi qu'ayant commencé, le 16 mai, à transporter le 21[e] corps vers l'Oise pour

l'offensive ordonnée, il en retient aussitôt une division à Épernay.

Le 20 mai, le bureau des opérations établit un rapport où il conclut à la probabilité d'une attaque allemande entre le 20 et le 30 mai, soit sur la région Arras-Amiens, soit sur la région Aisne-Champagne. Malheureusement, ces inductions ne sont pas appuyées sur des renseignements positifs. A l'arrière de l'ennemi, on ne voit toujours que les gros rassemblements centraux, qui peuvent être aussi bien portés à l'ouest qu'au sud. Une reconnaissance en forces de la division aérienne vers Laon est ordonnée le 21, et n'apporte aucune précision. Ce n'est que le 26 au soir que des prisonniers faits par la 6e armée française donnent le renseignement : l'attaque allemande est pour le lendemain matin. Il est trop tard pour parer le coup.

LA BATAILLE DU 27 MAI.

Le 27 mai au matin, les Allemands attaquaient de Reims à leur gauche, jusqu'à Vauxaillon à leur droite.

Le front français était tenu depuis la forêt de Pinon jusqu'à Reims par la 6e armée française. Elle avait en ligne deux corps, le 11e (Maudhuy) de la forêt de Pinon à Heurtebise, et à sa droite le 30e (Chrétien). — Dans le 30e corps se trouvaient incorporées quatre divisions anglaises envoyées au repos; trois d'entre elles étaient en secteur depuis Craonne jusqu'à Bermericourt. Elles se liaient à droite à la 45e division française. — La 25e division anglaise était en réserve.

Du côté allemand, le front était tenu, de Noyon à l'est de Craonne, par la VIIe armée von Bœhn avec 9 divisions en secteur; de l'est de Craonne à Auberive, par la Ire armée Fritz von Below, avec 8 divisions. La densité des troupes était peu considérable, les divisions ayant en moyenne des secteurs de 6 kilomètres.

Le chiffre des divisions allemandes qui furent affectées à la nouvelle attaque n'a pas été publié. On l'estime, avec les réserves immédiates, à une quarantaine. Beaucoup avaient pris part à la bataille du 21 mars, et connaissaient la manœuvre. La préparation fut la même : secret absolu, précautions minutieuses pour le transport des troupes qui sont acheminées à la dernière minute dans leur secteur d'attaque; pas de pistes nouvelles, pas de camps d'aviation, pas d'hôpitaux; les avions alliés survolent les lignes sans être inquiétés, les prisonniers ne savent rien. Le 26 au soir, les divisions d'attaque et l'artillerie étaient massées dans les bois. A vingt-trois heures trente, un dernier obus français parti de la vallée de l'Aisne fut tiré sur Laon. Puis le silence s'établit. A minuit, un calme profond régnait sur tout le front. L'air était chaud et lourd. La lune se leva, et un léger brouillard s'étendit sur les fonds. Brusquement, à une heure trente, éclata le tonnerre de l'artillerie allemande.

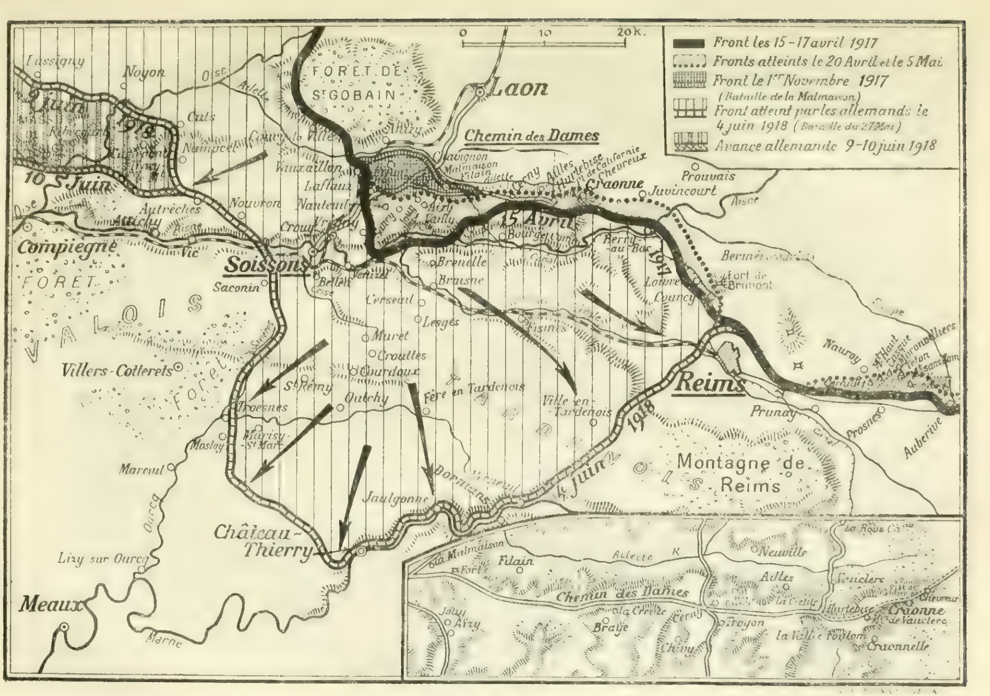
Devant Reims, la 45e division française avait commencé, dès le 26 à sept heures du soir, des tirs énergiques d'interdiction et de contre-préparation qui désorganisèrent l'attaque allemande; mais à sa gauche les trois divisions anglaises furent percées; la 28e division allemande enleva en une heure le plateau de Californie, où la 50e division britannique fut à peu près anéantie. Enfin, à la gauche des Britanniques, le 11e corps français, dont les trois divisions tenaient le plateau du Chemin des Dames, fut enfoncé.

L'ANÉANTISSEMENT DU 11e CORPS.

Le 11e corps occupait ces mêmes plateaux de calcaire percés de creutes, qui avaient résisté aux Français en avril 1917, et qui n'avaient pu être conquis qu'une fois débordés par la Malmaison, en octobre. La première position consistait en trois lignes, les deux premières en contact de l'ennemi, la troisième formée d'une ligne de réduits, à 3 ou 4 kilomètres en arrière, derrière la crête du Chemin des Dames; une position intermédiaire était établie plus en arrière, à 6 kilomètres du front; enfin une seconde position, celle-là en mauvais état, se trouvait sur la rive sud de l'Aisne. Sur ce terrain considéré comme imprenable, les trois divisions en ligne occupaient des fronts très étendus : la 61e, 11 kilomètres, la 21e, 9 kilomètres, la 22e, 13 à 14 kilomètres. Les mitrailleuses de position étaient nombreuses. L'artillerie avait été renforcée sans être suffisante : au total, le 11e corps disposait de 304 pièces pour un front de 33 kilomètres, soit une pièce pour tous les 100 mètres. De plus, il semble que cette artillerie resta à peu près passive dans la nuit du 26 au 27, pendant que l'ennemi amenait ses divisions d'infanterie et ses masses d'artillerie non protégées.

A quatre heures du matin, l'infanterie allemande monta à l'assaut. Les divisions françaises, malgré tant de leçons et d'instructions, malgré les directives précises du commandant en chef, avaient été entassées sur l'avant, au lieu d'être échelonnées en profondeur; la 21e division, par exemple, avait 4 bataillons en première ligne, 3 en seconde ligne, et les deux derniers entre la première position et la position intermédiaire. Ce serrage sur la tête fut, de l'avis commun, la cause principale de la défaite. C'est ainsi qu'à la gauche, la 61e division, débordée à l'ouest par le ravin de Vauxaillon, à l'est par celui de Chavignon, fut complètement encerclée; les hommes continuèrent à se battre jusqu'à midi, quand les Allemands étaient déjà très loin derrière eux, sur l'Aisne.

Le désastre du 11e corps fut complet; dès sept heures quarante-cinq du matin, tous les canons étaient pris ou détruits, toutes les divisions enveloppées; de la 61e division, il resta 800 hommes, de la 21e, quelques centaines, et de la 22e, 500.



LE CHEMIN DES DAMES.

L'INTERVENTION DES RÉSERVES.

Le manque de profondeur dans les divisions de tête amena les divisions de réserve à s'engager prématurément, et elles furent soufflées à leur tour. La 157ᵉ, qui était derrière la 22ᵉ, et qui devait tenir la rive sud de l'Aisne, reçoit à cinq heures du matin l'ordre de faire passer 3 bataillons sur la rive nord. Par erreur, elle en fait passer 4. A peine au débouché des ponts, un peu avant huit heures, ces bataillons rencontrent l'ennemi qui a déjà franchi tout le Chemin des Dames, et qui descend sur l'Aisne; ils se déploient, et sont enlevés. Un cinquième bataillon, poussé à la même heure à Bourg-et-Comin, a le même sort. A huit heures du matin, il ne reste déjà plus de cette division de seconde ligne que 4 bataillons pour garder les 12 kilomètres de la seconde position, sur la rive gauche. Ces bataillons sont à leur tour débordés, et, à quatorze heures, les Allemands sont derrière eux, sur les batteries.

La 74ᵉ division qui était à Soissons, et la 1ʳᵉ, au repos au nord de Compiègne, et aussitôt enlevée en camions, furent engagées par bataillons, sans artillerie, au milieu des camions refluant, et ne pesèrent pas davantage dans la bataille. Les ponts de l'Aisne, qui ne pouvaient être détruits que sur un ordre de l'armée, restèrent intacts. Dès la journée du 27, les Allemands, dépassant l'Aisne, arrivaient sur la Vesle à Fismes.

Le 27 au soir, la VIIᵉ armée allemande bordait le rivage nord de la Vesle, de Braisne à Fismes. Elle continua à avancer. Le 29, Soissons tomba. Le 30 au soir, les Allemands étaient établis sur les collines qui dominent la Marne, de Château-Thierry à Dormans : ils avaient avancé de 55 kilomètres et fait 45 000 prisonniers.

L'ITINÉRAIRE DE LA 1ʳᵉ DIVISION DE LA GARDE.

Voici, comme exemple, l'itinéraire de la 1ʳᵉ division de la garde. Elle avait eu affaire à la 22ᵉ division française. Ayant passé l'Aisne, et poussé des éléments vers la Vesle, ces éléments ramenèrent le soir du 27 des prisonniers de la 157ᵉ division. Le 28, au matin, un nouvel adversaire se révéla : ce fut la 39ᵉ division française amenée en camions de la région de Villers-Cotterets; en même temps la résistance se fit plus énergique. La division allemande voisine était arrêtée devant Brennelle; il fallut qu'un des régiments de la garde déboîtât de son axe pour aller l'aider. Le soir du 28, Braisne, Corseuil et Lesges étaient pris : ce dernier village est à 4 kilomètres au sud de la Vesle. Le 29, la garde enleva une position préparée, que les Allemands appelaient *Pariser Stellung*, et que les ingénieurs français avaient habilement dissimulée sur les contre-pentes du plateau. Sur cette position, la garde rencontra des éléments de la 1ʳᵉ division et de la 43ᵉ accourue le 27 du sud de Compiègne. Malgré une vive résistance, la première ligne fut enlevée à 16 heures, mais,



LE MARÉCHAL FOCH, COMMANDANT EN CHEF DES ARMÉES ALLIÉES EN FRANCE

Investi du pouvoir suprême le 14 avril 1918, le maréchal Foch s'en montra digne en arrachant la victoire à l'ennemi après sept mois d'une campagne sans équivalent dans l'histoire. La loi du 17 novembre 1918 l'a mis au rang des hommes qui « ont bien mérité de la Patrie ».

le lendemain, une résistance plus énergique encore, et accompagnée de contre-attaques, fut opposée par la 4e division française qui venait de la région de Revigny. Les villages de Muret et des Crouttes furent enlevés par le 1er régiment de la garde, mais les bois au sud, très bravement défendus, ne furent évacués qu'après un mouvement enveloppant exécuté par un bataillon du 2e régiment. Les Français se retirèrent alors sur la seconde ligne de la *Pariser Stellung*, appuyée aux buttes qui sont au sud de Courdoux. On était au 31 mai. Vers 8 heures du soir, la position était prise. Au moment où les soldats allemands, qui marchaient depuis cinq jours et cinq nuits, allaient se reposer, l'ordre de poursuivre arriva. Ils atteignirent tard dans la nuit Saint-Remy. A l'aube du 1er juin, une nouvelle division française, la 131e, était identifiée sur leur flanc droit. En même temps l'aviation française se faisait très énergique. Dans la journée, la division avança encore de 10 kilomètres, franchissant l'Ourcq et atteignant les hauteurs de Marizy-Saint-Marc. Déjà les contours de la forêt de Villers-Cotterets se dessinaient à l'horizon. De vigoureuses contre-attaques en débouchaient, où apparaissaient les éléments de 3 divisions de cavalerie. Les Allemands atteignirent le 2 au soir la ligne Troesnes-Masloy, et la lutte se poursuivit en combats sur place.

Le centre de la VIIe armée von Bœhn ayant fait ce bond, son aile droite était contrainte de s'étirer pour former un flanc face à l'ouest, devant la forêt de Villers-Cotterets. De là, elle repassait au nord de l'Aisne par Nampcel et Autrèche, pour rester en liaison, sur l'Oise, avec l'armée von Hutier. Quant à la gauche de von Bœhn, elle se liait avec la Ire armée Fritz von Below, laquelle, contenue devant Reims, avait exécuté un rabattement par sa droite autour de cette ville, et l'enveloppait de trois côtés.

TOTAL DES RENFORTS AMENÉS.

Les Alliés avaient en réserve générale, le 27, entre Compiègne et l'Argonne, 9 divisions d'infanterie et 3 de cavalerie, qui pouvaient être amenées dans le délai d'un ou deux jours; elles furent acheminées vers la bataille le 27 et le 28; on y joignit 3 divisions d'infanterie du groupe d'armées de l'est, 3 divisions de cavalerie et 7 d'infanterie prélevées sur le groupe d'armées de réserve. « Comme à la fin de mars, écrit un officier du 3e bureau du grand quartier, la course à la bataille recommence, les unités entrent en ligne dès leurs débarquements, sans attendre d'être regroupées, et sans être orientées sur la situation; le reflux s'oppose au flux, et la digue cherche à se dresser sur les plateaux du Tardenois que les Allemands gravissent en vitesse. » On intercale, à la droite de la 6e armée, la 5e; à la gauche, la 10e, rappelée le 30 de Picardie.

L'ARRÊT DE L'ENNEMI

Le 29, le général Pétain prescrit une contre-offensive d'ensemble, de Soissons à Reims, avec les premiers bataillons organisés de chars légers. Cette contre-offensive a lieu le 31, et ne réussit pas. La situation est devenue très grave; les réserves intactes sont peu nombreuses. Les commandants d'armée reçoivent le 1er juin l'ordre, au lieu de les jeter dans la bataille comme on l'a fait depuis cinq jours, de les établir sur la ligne Marne-Ourcq-forêt de Villers-Cotterets. C'est sur cette ligne que le cercle où l'ennemi allait être enfermé se constitua. Les divisions allemandes y arrivent à bout de souffle. Elles réussissent bien, le 2 juin, à enlever Château-Thierry; mais elles ne peuvent exploiter plus loin leur avantage.

LA SITUATION TACTIQUE DES ALLEMANDS.

Le succès des Allemands était brillant; mais la situation tactique leur était peu favorable. Le front atteint sur la Marne par le centre de von Bœhn n'avait que 23 kilomètres. Le ravitaillement était difficile, la seule voie normale, dans l'intérieur de la poche, étant celle de Soissons à Reims par Fismes. Cette voie se prolongeait au nord de Soissons sur Laon, mais par un tunnel, sous le plateau de Laffaux, qu'il fallait déblayer. Enfin, les flancs de la poche étaient bloqués à l'est par Reims, à l'ouest par la forêt de Villers-Cotterets.

Ainsi enfermé dans sa propre victoire et contraint de se donner de l'air, le Kronprinz décida une attaque de son armée de droite, c'est-à-dire de l'armée von Hutier, à l'ouest de l'Oise. Cette attaque fut projetée pour le 7, entre Noyon et Montdidier. Elle devait être appuyée par la VIIe armée, qui attaquerait au sud-ouest de Soissons. Il y avait grand intérêt à ce qu'elle succédât au plus vite à la prise de Château-Thierry. Mais les préparatifs d'artillerie ne furent pas terminés à temps, et von Hutier n'attaqua que le 9.

LA SÉANCE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU 1er JUIN.

Tandis que les Allemands hâtent fiévreusement l'offensive, les Alliés s'organisent contre ce péril, le plus grand peut-être qu'ils aient couru. Le 1er, se tient à Versailles une séance du Conseil supérieur de la guerre. Le 2, il y est convenu que 170 000 Américains seront amenés en France en juin, 140 000 en juillet; 5 divisions américaines, actuellement à l'instruction dans la zone anglaise, seront immédiatement envoyées en ligne sur les parties calmes du front français; le 3, le général Foch prie le maréchal Haig d'établir à sa droite 3 divisions à cheval sur l'Oise. Haig se plaint qu'on lui enlève des divisions au moment où il va peut-être être attaqué à son tour. De son côté, Pétain expose, le 4 juin, qu'il a engagé en dix jours 42 divisions d'infanterie [1] et 6 de cavalerie; qu'il lui reste en réserve, pour faire face à une nouvelle attaque, 14 divisions, et 2 qui reviennent

[1] 35 françaises, 5 britanniques, 2 américaines.

de Flandre. Or la nouvelle attaque allemande est imminente. Elle aura lieu sur le front Noyon-Montdidier, où von Hutier doit attaquer la 3e armée Humbert.

Il ne faut plus refaire la faute du 27 mai. Il faut alléger le dispositif de la première ligne, livrer bataille sur la seconde position. Il faut en revenir aux dispositions de la directive n° 4, qui reproduisait elle-même les idées, vieilles de dix-huit mois, de Ludendorff sur la défensive élastique. Mais il n'est pas facile de faire accepter aux divisions l'idée d'un abandon éventuel de leurs premières positions, dont quelques-unes, comme le Plémont, leur paraissent inexpugnables. Même le général Foch n'accepte qu'à demi des idées si opposées à son tempérament. Certes, il a toujours été partisan de l'échelonnement en profondeur, des contre-offensives préparées et foudroyantes; mais, encore dans sa directive du 6 juin, il ordonne la défense pied à pied du territoire, il condamne le repli volontaire ou seulement consenti; on sent reparaître sa maxime de la Marne et d'Ypres, celle qui a sauvé les Alliés en mars 1918 : « On se bat où on est. »

LA BATAILLE DU 9 JUIN.

Dès les premiers jours de juin, le général Humbert sait qu'il va être attaqué par von Hutier. Le 4, il reporte la défense sur les réduits de la première position, en attendant que la seconde position soit organisée de façon à devenir la ligne de résistance principale. Le 6, il annonce à son armée que l'attaque est imminente.

Le 9, à minuit, l'artillerie allemande commence sa préparation, de Grivesnes à Carlepont. A quatre heures vingt, l'infanterie donne l'assaut, de Montdidier à l'Oise. La première position française est enlevée, la seconde abordée; les unités françaises de première et de seconde lignes se trouvent mélangées. A gauche, la 18e division française réussit à se maintenir. A droite, les deux buttes qui couvrent le massif de Lassigny, le Plémont à gauche, le mont Renaud à droite, ayant été perdues l'une à midi, l'autre à dix heures, le front passait dès le 9 au soir par le centre du massif; et, le 10, le massif entier était enlevé. Mais c'était surtout au centre que la ligne avait fléchi. Les deux positions françaises avaient été enlevées, et, l'ennemi, progressant de 9 kilomètres par l'axe de la Matz, avait atteint Ressons-sur-Matz. Le 9 au soir, les troupes françaises faisaient au sud de ce bourg le front Saint-Maur-Marquéglise.

Le général Fayolle, commandant le groupe d'armées, a immédiatement imaginé la manœuvre de riposte. Il a encore 3 divisions à portée d'intervention. Le 10, à neuf heures du matin, il en fait demander d'autres au grand quartier, qui lui donne la 48e et la 133e; embarquées dans l'après-midi, ces divisions arriveront à pied

d'œuvre le lendemain 11. Assuré des moyens, le général Fayolle confie l'exécution au général Mangin.

LE GROUPEMENT MANGIN.

Mangin arrive à Noailles, au début de l'après-midi. Le général Foch arrive aussi, insiste pour que l'attaque ait lieu le lendemain; le général Mangin se déclare prêt à agir aussitôt. Le général Fayolle lui remet l'ordre, daté de seize heures, qui définit l'opération projetée : c'est une riposte, face à l'est, dans le flanc droit de von Hutier qui marche au sud.

« Une masse de contre-attaque de 5 divisions d'infanterie est en voie de rassemblement dans la zone Maignelay-la-Neuville-Roy. Elle est placée sous le commandement du général Mangin. Elle comprendra les 129ᵉ, 152ᵉ, 165ᵉ, 133ᵉ et 48ᵉ divisions d'infanterie. La mission du général Mangin est de contre-attaquer en flanc l'ennemi qui progresse dans la direction de Gournay-sur-Aronde. Le 35ᵉ corps d'armée est placé sous les ordres du général Mangin avec toutes les troupes qui s'y trouvent. Les groupements de chars d'assaut de Saint-Just. Moutiers, L'Eglantier, Moyenneville sont à la disposition du général Mangin. La contre-attaque aura lieu le plus tôt possible dans la journée du 11 juin. Le front de départ sera orienté d'après la situation de l'ennemi; il ne peut être orienté dès maintenant.... »

Mangin se rend au 35ᵉ corps, à Pronleroy. Il explique ses vues : 4 divisions attaqueront face à l'est, chacune sera appuyée par un groupement de chars. La 133ᵉ marchera en réserve derrière le centre. Les ordres écrits seront distribués dans la nuit. Mais la phrase finale est déjà nette dans l'esprit du général : « L'opération de demain doit être la fin de la bataille défensive que nous menons depuis près de deux mois; elle doit marquer l'arrêt des Allemands, la reprise de l'offensive, et aboutir au succès. Il faut que tout le monde le comprenne. » Il veut que cette phrase soit portée à la connaissance des troupes.

Les unités ne pouvaient être en place qu'à neuf heures du matin. Interrogé sur l'heure du débouché, « le général Mangin, raconte le commandant Laure, semble hésiter un moment; il promène son regard sur tous ses auditeurs, s'arrête sur le plan directeur, le lève à nouveau droit devant lui, et lance d'une voix douce, comme s'il donnait l'indication la plus naturelle du monde : — Dix heures! »

LA RISPOTE DU 11 JUIN.

C'était d'une audace incroyable. On ferait sortir en plein jour, hors du masque des bois, 5 divisions d'infanterie et 4 groupements de chars, en pleine vue du repaire d'artillerie de Boulogne-la-Grasse? On le fit. « Le 11 juin, à dix heures, écrit le même témoin, tous les canons de la 3ᵉ armée entrent en action. Le massif de Boulogne-la-Grasse, où ils cherchent à neutraliser l'artillerie ennemie, se couvre de la fumée des éclatements, et nos barrages commencent à aveugler le plateau de Méry, principal objectif de la contre-attaque. Nos batail-

lons et nos chars s'avancent à l'est, méthodiquement, très en ordre; des hauteurs de Coivrel, leur mouvement apparaît, impressionnant. Les voici, bientôt, qui sont saisis par les obus ennemis, rares et hésitants d'abord, puis arrivant en trombe. Les divisions de gauche, 129e et 152e, sont un moment dissociées par l'avalanche et semblent avoir des pertes sérieuses; elles prennent quelque retard sur les divisions de droite, mais poursuivent cependant leur progression. Les 165e et 48e divisions, au contraire, plus éloignées de l'artillerie flanquante de Boulogne-la-Grasse, ne tardent pas à prendre contact avec la ligne d'infanterie ennemie, et la font ployer sous leur pression. »

LE RÉSULTAT DE LA BATAILLE.

On n'avança que de 2 ou 3 kilomètres; mais l'effet obtenu fut très important. L'armée von Hutier, — qui s'était avancée jusque sur l'Aronde, où la 69e division se maintenait par d'héroïques efforts, — a été surprise par ce coup brusque dans les côtes. L'affaire avait été montée avec une rapidité incroyable, déclenchée sans préparation, menée par des fantassins qui avaient passé la nuit en camion, et par des artilleurs qui avaient fait par terre une étape de 80 kilomètres. Au début, les états-majors, qui avaient gagné leurs postes de commandement, s'y trouvaient en avant des troupes. Le général Mangin, portant le képi brodé d'or, sans masque, riait sous les obus à la victoire prochaine. Dès le 11, le commandement allemand suspendait l'offensive de l'armée von Hutier. La VIIe armée, qui attaquait le 12 au sud-ouest de Soissons, gagnait un peu de terrain, et le reperdait le 13. La grande offensive commencée le 27 mai par le groupe d'armées du Kronprinz était arrêtée.

CHAPITRE XV

LA PÉRIPÉTIE[1]

I. LA DERNIÈRE BATAILLE DÉFENSIVE (15 JUILLET). — II. LA PREMIÈRE BATAILLE OFFENSIVE (18 JUILLET).

I. — LA DERNIÈRE BATAILLE DÉFENSIVE

LES DESSEINS ALLEMANDS.

DEUX groupes d'armées allemandes tenaient le front entre la mer du Nord et Verdun. Celui du prince Rupprecht avait fourni les offensives de Saint-Quentin et de la Lys; depuis la fin d'avril il n'avait pas engagé d'action importante. Le groupe du Kronprinz avait participé par sa droite (armée von Hutier) à l'offensive de Saint-Quentin; il avait ensuite fourni seul les offensives du 27 mai et du 9 juin. Elles avaient eu cet effet, de ramener au sud de la Somme les divisions françaises qui avaient été portées en Flandre au printemps. C'est ce que voulait l'état-major allemand. Dans sa pensée, c'était maintenant au prince Rupprecht de porter le coup décisif. Sans doute, l'armée britannique, sur laquelle ce coup serait frappé, était elle-même au repos depuis deux mois, et se reconstituait; mais on estimait que sa reconstitution n'était pas plus rapide que celle des armées allemandes qui lui étaient opposées. — Quant à l'armée française, elle avait engagé, depuis le 21 mars jusqu'à la fin de juin, 93 divisions, dont quelques-unes plusieurs fois. Au milieu de juin, elle n'avait de réserve disponible, d'après l'état-major allemand, que 8 à 10 divisions; mais ces réserves augmentaient rapidement; en mettant les divisions fatiguées en ligne dans des secteurs calmes, en introduisant dans l'ordre de bataille des divisions américaines et italiennes, on récupérait des troupes fraîches; les Français avaient ainsi de nou-

1. OUVRAGES A CONSULTER. J. de Pierrefeu, *La deuxième bataille de la Marne*, Paris, 1920. — General von Zwehl, *Die Schlachten im Sommer 1918 an der Westfront*, Berlin, 1921.

veau, à la connaissance des Allemands, 30 à 34 divisions en réserve au début de juillet. Quant aux Américains, ils avaient en France à la fin de mai 17 divisions. C'est ce que les Allemands avaient escompté. Mais ils n'avaient pas prévu le rapide accroissement qui suivit, et qui au début d'août avait porté ce nombre à 26.

Cependant, avant de frapper le coup définitif en Flandre, le commandement allemand décida d'exécuter une attaque préliminaire sur un point faible. Il choisit les environs de Reims et le milieu de juillet. « Aussitôt après cette intervention, écrit Ludendorff, nous avions l'intention de jeter sur le front des Flandres l'artillerie, les lance mines et les formations d'aviation, pour frapper en ce point, si possible, quinze jours plus tard. On pouvait espérer trouver dans les Flandres un affaiblissement critique de l'ennemi si nous réussissions à Reims. »

LES DESSEINS ALLIÉS.

De son côté, le commandement allié, après l'échec de l'attaque allemande sur Compiègne, s'attendait à un nouveau coup de l'ennemi. Le 13 juin, le général Foch prescrit au général Pétain et au maréchal Haig d'établir de concert un plan de transport de leurs disponibilités au profit de l'une et de l'autre des armées. « Les réserves alliées doivent être à la bataille, là où elle se livre. » Il est d'ailleurs vraisemblable que l'attaque se produira sur le front britannique.

Enfin, le 1er juillet, une directive du général Foch envisage une attaque allemande, soit sur les bases anglaises, soit sur Paris, et rappelle la nécessité de maintenir inviolable le front Lens-Château-Thierry, qui couvre l'une et l'autre direction. En même temps des diversions allemandes sont à prévoir, soit en Flandre, soit en Champagne. — Presque aussitôt les renseignements viennent confirmer la dernière hypothèse. Dans les premiers jours de juillet, il devient évident que les Allemands préparent une offensive en Champagne. La façon d'y résister a été indiquée par le général Pétain, le 24 juin, dans une note sur la définition et le rôle des positions d'armée : les gros seront sur la position de résistance, où toute infiltration de l'ennemi doit être arrêtée; en avant, on ne tiendra que de simples avant-postes, qui sauront par une consigne précise les conditions de résistance ou de repli; en arrière, les unités de renforcement seront prêtes à rétablir l'intégrité de la position de résistance.

Mais, en même temps qu'il assure la défensive, le commandement allié songe à reprendre l'offensive. Le 27 juin, le général Foch demande au général Pétain de rédiger une directive pour la conduite du combat offensif. C'est la directive n° 5, du 12 juillet. « Dès maintenant les armées doivent envisager la reprise de l'offensive.... Le commandement à tous les échelons s'y préparera : il orientera

sa résolution vers la pratique de procédés d'attaque simples, audacieux et rapides. La troupe sera instruite dans le même sens, et son esprit offensif développé au maximum. » Les prescriptions de la directive portent sur les mesures propres à assurer le secret, à obtenir la surprise, à développer rapidement les actes successifs de la bataille en visant des objectifs éloignés, à exploiter le succès à fond et rapidement. Comme l'écrit un officier du 3e bureau, l'esprit offensif est à nouveau et définitivement débridé.

DÉFENSIVE AU GROUPE D'ARMÉES DU CENTRE. OFFENSIVE AU GROUPE D'ARMÉES DE RÉSERVE.

Les deux états-majors de Foch et de Pétain travaillent donc à la fois à arrêter l'offensive allemande devenue certaine en Champagne, et à reprendre eux-mêmes l'offensive : la 10e armée, commandée depuis le 16 juin par le général Mangin, va frapper au flanc les Allemands, dont les positions forment maintenant une vaste poche jusqu'à la Marne vers Château-Thierry. Toutes les communications par voie ferrée dans l'intérieur de cette poche passent par Soissons. Dès le 14 juin, le général Foch a prescrit de préparer une action offensive contre cette ville. Le 16, le général Pétain envoie le même ordre au général Fayolle, commandant le groupe d'armées. Le 20, le général Mangin fixe le programme de l'action. Il améliorera par des actions préliminaires sa base de départ au débouché de la forêt de Villers-Cotterets; puis, dans une phase ultérieure, il s'établira sur les plateaux entre la forêt et Soissons. Ces dispositions sont approuvées le 27; le 28, le général Mangin passe à l'exécution. Le 20e corps enlève le ravin de Saint-Pierre-Aigle. Le 3 juillet, une autre opération, au nord de l'Aisne, réussit également. Le même jour, le général Mangin écrit : « On est en droit de penser qu'une attaque se produisant sur les plateaux au sud-ouest de Soissons... non seulement présenterait les meilleures chances de succès, mais encore pourrait comporter un certain développement, résultant de l'exploitation immédiate de l'effet de surprise et visant la réduction de la poche de Château-Thierry. »

Le 7 juillet, Pétain et Foch se voient à Provins. Après cet entretien, Pétain envoie, le 8, à Fayolle une lettre qui approuve les projets de Mangin; il ordonne de préparer l'opération, de telle façon qu'elle puisse être déclenchée quatre jours après le commencement de la concentration, et que cette concentration puisse commencer le 15 juillet. A ce moment, le plan du général Pétain est le suivant : recevoir et arrêter l'attaque allemande prévue pour le 12 ou 13 juillet sur le front de la 4e armée à l'est de Reims ou de la 5e à l'ouest de cette ville; contre-attaquer immédiatement avec ces mêmes armées sur le flanc de la nouvelle poche que cette attaque aura formée ; quelques jours plus tard, vraisemblablement vers le 19, attaquer avec l'armée

Mangin dans les flancs de la grande poche de Château-Thierry.

LE PROJET FOCH DU 9 JUILLET.

Mais, le 9, le général Foch a l'idée d'une opération plus vaste. Ce n'est plus seulement une armée qui opérera sur le flanc de la poche de Château-Thierry, mais trois : la 10e sur le flanc droit, la 6e sur le fond, la 5e sur le flanc gauche. On pourra ainsi contraindre l'ennemi à évacuer tout le saillant dans des conditions très difficiles. Dans la pensée du général Foch, cette opération, indépendante de l'action défensive en Champagne, aura lieu en tout état de cause, quelle que soit l'attitude de l'ennemi.

Il faut donc que l'état-major français concilie les deux plans, celui de Foch et celui de Pétain. C'est ce qu'il fait dans les instructions du 12, adressées aux deux commandants de groupes d'armées, le général Maistre (groupe d'armées du centre) et le général Fayolle (groupe d'armées de réserve). Ces instructions sont approuvées le 13 par le généralissime. Dans la nuit du 13 au 14, au groupe d'armées de réserve, le général Mangin commence à concentrer pour l'offensive les 1er, 20e, 30e et 11e corps. Au groupe d'armées du centre, au contraire, on se prépare à la défensive. La 4e armée Gouraud, qui a des positions admirablement organisées, replie ses divisions de première ligne sur sa position de résistance, en évacuant les monts et les buttes, si chèrement conquis en 1915 et en 1917; elle établit ses divisions de deuxième ligne en barrage sur leurs emplacements de réserve. A sa gauche, la 5e armée Berthelot a malheureusement des lignes moins bien délimitées, et l'exécution de la manœuvre défensive y sera plus difficile. Entre la 10e armée et la 5e, est intercalée la 6e armée Degoutte; mais, réduite à ses seules forces et n'ayant qu'une division en réserve, elle n'a pas grands préparatifs à faire.

Tout est donc prêt : la 10e armée se concentre pour attaquer, la 6e armée attend les événements, la 5e et la 4e se préparent à la défense. Le 14, Foch va voir Pétain; ils conviennent définitivement que la contre-offensive française sera déclenchée en riposte à l'attaque allemande, dès que celle-ci aura été arrêtée. Dans la nuit du 14 au 15, à minuit dix, le tir de préparation de l'artillerie allemande commence, de Château-Thierry à l'Argonne, et, le 15, au lever du jour, l'infanterie allemande sort de ses tranchées.

LA BATAILLE DU 15 JUILLET.

L'attaque allemande était exécutée par l'aile gauche de la VIIe armée, à l'est de Reims, de la Pompelle à la Butte de Tahure; par les Ire et IIIe armées, entre Château-Thierry et Reims.

Devant les Ire et IIIe armées, le front était tenu par la 4e armée Gouraud, qui s'étendait de Prunay à Massiges, avec 7 divisions en première ligne et 7 en soutien ou en réserve. Le système défensif,

LE SYSTÈME DÉFENSIF DES FRANÇAIS.

constituait un piège où les Allemands allaient tomber. La première position, Monts de Champagne à l'ouest, ligne des Buttes à l'est, terre glorieuse et chère, avait été abandonnée, et n'était plus occupée que par des détachements, braves gens qui avaient fait le sacrifice de leur vie, et qui devaient signaler la marche de l'ennemi et la retarder par leurs mitrailleuses. Ainsi le choc de l'assaillant sur cette première position frappera à vide. L'artillerie française, renforcée depuis quinze jours, se démasquera alors, écrasant d'obus l'infanterie allemande déjà dissociée; si l'assaillant se réfugie dans les abris de notre première position il les trouvera ypérités et intenables; ses tanks, s'ils échappent aux obus, sauteront sur un cordon d'explosifs; enfin, si, après cette traversée meurtrière, il atteint notre ligne de résistance, il la trouvera garnie de troupes fraîches.

L'INQUIÉTUDE DU GÉNÉRAL GOURAUD.

Le point délicat de ce mécanisme, c'est qu'il ne pouvait être monté qu'au dernier moment : l'abandon des premières lignes, l'ypéritage des abris, la pose des explosifs ne devaient précéder l'attaque allemande que de quelques heures. Le 14 juillet, à 20 heures, des éléments du 10e corps français firent un coup de main et ramenèrent 27 prisonniers, lesquels annoncèrent que la préparation commencerait à minuit et l'attaque entre trois et cinq heures. Une demi-heure avant que l'artillerie allemande ouvrît le tir, l'artillerie française la prévint et commença un tir de contre-préparation. Ce fut pour le général Gouraud le moment de l'anxiété. Il épiait l'heure, son chef d'état-major auprès de lui. Si la défense avait joué à vide, la situation devenait mauvaise. Enfin, à minuit dix, une formidable explosion éteignit les lumières. Les batteries allemandes ouvraient le feu. Jamais obus ne fut reçu plus volontiers. Le commandant de la 4e armée respira. Les Allemands attaquaient. La bataille était gagnée.

L'ATTAQUE ALLEMANDE.

Sur le front du 4e corps à gauche, et du 21e au centre, l'ennemi exécuta un bombardement formidable, qui décroissait à droite, sur le front du 8e corps. Les obus tombaient en grande partie sur la première position aux trois quarts vide. A quatre heures quinze, l'infanterie allemande sortit des lignes. Mais les détachements français laissés sur les positions abandonnées se défendirent avec une telle énergie, que, sur le front du 4e corps, deux heures après le départ, l'ennemi se battait encore sur la première position. Il n'arriva sur la ligne de résistance qu'à sept heures trente; il y trouva une défense inattendue et si vigoureuse qu'elle l'arrêta presque partout. A Prunay et près de Prosnes il pénétra dans la position, et en fut chassé après un violent corps à corps. Plus à droite, devant

le front du 21ᵉ corps, les bataillons ennemis, émiettés dans la lutte sur la première position, s'étaient reformés et s'avançaient sous la protection des tanks; tout à coup les tanks, arrivés sur la ligne des explosifs, sautèrent. L'infanterie allemande continua bravement. Sept fois elle donna l'assaut à la ligne de résistance; Perthes changea quatre fois de mains; enfin, là aussi, les Allemands reculèrent, laissant des monceaux de cadavres. Les bataillons qui se repliaient se heurtèrent aux troupes d'exploitation qui avançaient. Les uns et les autres, pris sous les rafales de l'artillerie française, tourbillonnèrent et refluèrent jusqu'aux batteries démolies.

LA BATAILLE DE LA 5ᵉ ARMÉE.

La journée avait été moins bonne sur le front de la 5ᵉ armée. Cette armée avait sa droite à l'est de Reims; puis, contournant la ville qu'elle couvrait, elle barrait la vallée de l'Ardre vers Bligny, et appuyait sa gauche sur la Marne à Dormans. La Iʳᵉ armée allemande attaqua à l'est de Reims, la VIIᵉ armée sur l'Ardre et la Marne. A l'est de Reims, le fort de la Pompelle fut enlevé. Sur l'Ardre, le 2ᵉ corps italien fut refoulé en perdant sa première et sa deuxième positions, jusqu'à Pourcy. Plus à gauche, c'était pis encore : la Marne était franchie par l'ennemi à l'ouest d'Œuilly. La droite de la 6ᵉ armée ayant cédé comme la gauche de la 5ᵉ, les Allemands formaient en fin de journée une large poche au sud de la rivière, sur 15 kilomètres de long et 5 de profondeur. Le flanc est de cette poche allait de Comblizy à Mareuil-le-Port; elle s'avançait au centre jusqu'à la Chapelle-Monthodon et Saint-Agnan; d'énergiques contre-attaques du 38ᵉ corps avaient limité le flanc ouest à la vallée du Surmelin.

Le 16, la VIIᵉ armée allemande, qui avait réussi à jeter six divisions au sud de la Marne, tenta en vain d'élargir son gain. Si à gauche elle réussit à prendre Reuil-sur-Marne, elle perdit au centre la Chapelle-Monthodon et Saint-Agnan. Pour pousser plus loin son infanterie, il lui eût fallu amener au delà de la rivière une forte artillerie. L'infanterie réduite à ses moyens était fixée sur le terrain conquis. Le 16, une armée française qui était disponible, la 9ᵉ, aux ordres du général de Mitry, fut mise à la disposition du groupe d'armées du centre, pour exécuter une contre-offensive au sud de la Marne, et, avec la 5ᵉ, elle rejeta l'ennemi au nord de la rivière.

D'autre part, le 17, la 10ᵉ et la 6ᵉ armée achevaient leurs dispositions pour la contre-offensive entre l'Aisne et la Marne, qui devait avoir lieu le lendemain.

II. — LA PREMIÈRE BATAILLE OFFENSIVE

LES PRÉCAUTIONS DE L'ENNEMI.

DANS la première moitié de juillet, le commandement français et le commandement allemand sont dans une situation curieusement symétrique. Tous deux préparent à la fois une défensive et une offensive. Le commandement français prépare la défensive en Champagne et sur la Marne, et une offensive à son aile gauche, entre la Marne et l'Oise. Inversement, le commandement allemand, tout en préparant son offensive de Château-Thierry à Massiges, s'attend à être attaqué dans son aile droite, repliée en flanc défensif. Les petites attaques que, depuis la fin de juin, le général Mangin ne cesse de diriger sur ce flanc, en lui enlevant des places d'armes, puis des lignes naturelles de défense, annoncent une attaque de plus grande envergure. Un ordre de la 6e division, qui était en ligne au sud de l'Aisne, dit, le 4 juillet : « Les différentes petites attaques françaises peuvent être considérées comme les signes précurseurs d'une attaque de grande envergure. » Le 11 juillet, un ordre de la 42e division, qui est en ligne à Saint-Pierre-Aigle, parle dans le même sens.

Le commandement ennemi est donc en garde. Il s'attend à être attaqué au sud de l'Aisne. Au surplus, il ne peut attaquer le 15 juillet en Champagne, sans avoir couvert son flanc droit. Dans ce dessein, il a pris deux ordres de mesures. Il a d'abord accentué le dispositif en profondeur des unités en ligne. Un ordre du jour de la VIIe armée, le 2 juillet, dit : « Je prie les généraux de corps d'armée d'étudier à nouveau, sans retard, dans quelles parties de leur secteur il serait possible de procéder à un échelonnement beaucoup plus grand en profondeur. » Le terrain doit être équipé en zones de combat successives; les divisions se constitueront, à l'arrière, des réserves qu'elles prélèveront sur les premières lignes (ordre du corps Winckler, du 15 juillet).

En second lieu, l'ennemi, à partir du 11 juillet, concentre des divisions en réserve à l'arrière immédiat du front. Après un court repos, la 14e division revient de Coucy-le-Château, le 11; la 34e revient de Laffaux, le 13; la 6e revient de Terny-Sorny, le 13, et certains de ses éléments ont reçu l'ordre de retour avant même d'avoir atteint leurs cantonnements de repos; la 14e division de réserve, retirée du secteur de Longpont et dirigée vers Noyant, est ramenée en cours de route. — Comme, d'autre part, la 45e division de réserve était maintenue en secteur depuis la fin de juin dans la région de l'Ourcq, et que quatre divisions étaient amenées de secteurs étrangers, l'ennemi avait donc le 17 juillet 9 divisions disponibles.

Enfin, pour soulager le commandement de la VIIe armée, qui va porter son effort le 15 dans l'offensive sur la Marne, le front entre l'Oise et l'Ourcq est confié à une nouvelle armée, la IXe (von Eben), venue de Russie, qui s'intercale entre Hutier et Boehn. Ces mesures donnent à l'ennemi une sécurité suffisante pour qu'il porte toute son attention sur l'attaque de Champagne.

LA BATAILLE DU 18 JUILLET.

La 10e armée commença ses préparatifs d'attaque le 14 juillet. La bataille du 15 les fit suspendre quelques heures seulement.

Le 18, à trois heures du matin, les troupes d'attaque étaient disposées de la façon suivante. A droite, la 6e armée attaque entre la Marne et l'Ourcq. La 10e armée, au nord de l'Ourcq, a sa droite sur la Savières, formée par le 11e corps. Puis viennent, de droite à gauche, le 30e corps, le 20e, enfin le 1er qui est à cheval sur l'Aisne. Le 2e corps de cavalerie est derrière l'aile gauche. — Le 18e corps prolonge la ligne, en secteur passif, jusqu'à l'Oise.

L'ennemi a en ligne, de l'Oise au delà d'Autrèches, c'est-à-dire devant le 18e corps français, le groupement von François; à cheval sur l'Aisne, c'est-à-dire devant le 1er et le 20e corps français, le groupement Staabs; puis, jusqu'au buisson de Hautwison, c'est-à-dire devant toute la droite de l'armée Mangin (30e et 11e corps), le groupement von Watter; enfin, plus au sud, devant la gauche de la 6e armée, le groupement von Winckler.

Quoique les Allemands s'attendissent à être attaqués, les avions français, maîtres de l'air, leur avaient interdit de reconnaître les préparatifs sous les hêtraies de la forêt de Villers-Cotterets. Mais surtout, le défaut de préparation fit la surprise foudroyante. En effet, le système de défense de l'ennemi était fondé sur l'avertissement que nos tirs devaient lui donner. Il devait alors se replier, le mot conventionnel « Conrad » donnant le signal du repli. Il ne laisserait en première ligne que des patrouilles pour demander le tir quand les Français déboucheraient (ordre du corps Winckler du 5 juillet).

Au contraire, l'artillerie française ayant ouvert le feu sur toute la ligne à quatre heures trente-cinq, l'infanterie, au sud de l'Aisne, se mit aussitôt en mouvement, sans préparation, sous le barrage roulant; au nord de l'Aisne, la préparation dura jusqu'à cinq heures vingt. Plusieurs centaines de chars légers, presque invisibles dans les hauts champs de blé, accompagnaient l'infanterie.

Ce fut une éclatante victoire. Le 19 au soir, toute la vaste zone de plateaux entre la forêt de Villers-Cotterets et Soissons était conquise. L'ennemi laissait aux mains de la 10e armée 15000 prisonniers, dont 2 colonels avec leurs états-majors au complet, et

300 canons. De son côté, l'armée Degoutte, au sud de l'Ourcq, avec le 2e corps, le 7e et le 1er américain, avait rompu la ligne allemande sur un front de 18 kilomètres, et sur une profondeur de 6 à 7.

L'ÉVACUATION DE LA POCHE ALLEMANDE.

Le pourtour de la poche allemande, de Soissons à Reims, était bordé par quatre armées françaises : Mangin, Degoutte, de Mitry, dont l'armée a été constituée le 17, et Berthelot. Le danger le plus immédiat pour l'ennemi, c'est évidemment le coin que Mangin vient d'enfoncer en direction de Soissons. Si cette région cède, c'est toute la base de la poche, sur l'Aisne, qui est coupée. L'état-major allemand jette en trois jours dix divisions de renfort dans cette direction, et la situation y est à peu près stabilisée le 24. En même temps qu'il étaie sa droite menacée, il replie son centre qu'il ramène au nord de la Marne, avant que l'armée Mitry ait pu le saisir; et la gauche tient bon contre Berthelot, qui essaie d'avancer dans la vallée de l'Ardre.

Ainsi l'ennemi, fortement appuyé à ses deux ailes, devant Soissons et devant Reims, peut replier son centre en utilisant les points d'appui, et en défendant le temps nécessaire ceux dont la perte eût amené un désastre. C'est ainsi que, devant l'aile droite de Mangin, s'étend une ligne de hauteurs Grand-Rozoy-Cramaille, qui est, suivant le mot d'un officier allemand prisonnier, le verrou de la position. L'ennemi y jette quatre divisions fraîches qui maintiennent tant bien que mal la situation jusqu'au 31.

Tandis que l'armée Mangin, après sa victoire du 18, se trouve ainsi fixée par les réserves allemandes, l'armée Degoutte a affaire à cette partie des forces ennemies qui, après les trois premiers jours de combat de rupture, commencent un large mouvement d'évacuation vers le nord. La poursuite commence le 21. La gauche de la 6e armée atteint la grande route Château-Thierry-Soissons. Puis les combats recommencent le 22, autour du bois du Châtelet et d'Épieds, pris et repris 5 fois par les Américains. En même temps, la bataille s'élargit vers la droite, sur le front du 83e corps. Ces combats aboutissent le 24 à une nouvelle phase d'exploitation, le centre de l'armée faisant un bond de 6 kilomètres jusqu'aux abords de Beuvardes. Là, un nouveau combat avait lieu le 25 et le 26, suivi d'une nouvelle exploitation, qui amène l'armée le 29 sur la ligne Fère-en-Tardenois-Courmont.

CHAPITRE XVI

LA VICTOIRE[1]

I. LA BATAILLE DU 8 AOUT 1918. — II. LA BATAILLE DU 26 SEPTEMBRE. — III. LA POURSUITE.

I. — LA BATAILLE DU 8 AOUT 1918.

L'ARMÉE ALLEMANDE LE 1er AOUT 1918.

DÉSORMAIS le changement de signe est accompli; la victoire est dans le camp des Alliés; les événements vont se précipiter.

D'après les renseignements que l'état major français possède à ce moment, voici comment il se représente, au 1er août, l'état de l'adversaire. La loi militaire, en Allemagne, a touché, au 1er juillet 1918, 13 800 000 hommes. Le déchet, inaptes, tués, prisonniers, réformés, etc., est de 8 027 000 hommes. Ce qui reste en état de servir comprend, aux armées et dans les services de l'intérieur, 5 484 500 hommes; dans les dépôts, 288 000 hommes.

Des cinq millions et demi d'hommes aux armées, la plus grande partie, 3 796 900, est sur le front occidental. Pendant toute la guerre, la plus grande partie de l'armée allemande, près des deux tiers et souvent davantage, a été sur le front français : 94 divisions sur 120 au début, 105 sur 138 en novembre 1914, 103 sur 172 en 1915, 125 sur 172 en 1916, 153 sur 222 au 16 avril 1917, 190 sur 242 au 21 mars 1918, et enfin 206 sur 248 au 27 mai.

Dans le courant de juillet, les dépôts allemands ont reçu 473 000 hommes (dont 100 000 de la classe 1920), ajoutés aux 288 000 qui s'y trouvaient déjà. Mais, d'autre part, ces mêmes dépôts ont

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Commandant Daille, *La manœuvre de Montdidier*, Revue militaire française (septembre-décembre 1921); Henry Bidou, *La troisième bataille de la Somme*, Revue des Deux Mondes (1er juillet 1919). — Lieutenant-colonel de Chambrun et capitaine de Marenches, *L'armée américaine dans le conflit européen*, Paris, 1919. — (Anonyme), *Les chars d'assaut à la butte de Tahure*, dans les Archives de la grande guerre, mai 1921. Pour les pertes alliées, voir : *Les pertes des nations belligérantes au cours de la grande guerre*, dans les Archives de la grande guerre nos 19-21. Pour les pertes allemandes, General-leutnant v. Altrock, *Vom Sterben des deutschen Offizierkorps*, Berlin, 1921.

fourni aux armées 218 000 hommes, dont 30 000 de la classe 1919. Il reste donc au total dans les dépôts, au 1er août, 543 840 hommes.

Mais, sur ces 543 840 hommes, 300 000 sont de jeunes conscrits de la classe 1920, qui ne seront pas disponibles avant le mois de septembre. En fait, dans ces semaines tragiques, on voit l'Allemagne hésiter à envoyer au feu ces enfants, suprême ressource du pays; elle en fait des régiments spéciaux, numérotés à partir de 600, et qui servent de réservoirs; de là elle les envoie par paquets au front, et finalement elle les en retire; on assiste à l'angoisse du commandement, devant ce sacrifice.

En retranchant les 300 000 conscrits de la classe 1920, il reste donc dans les dépôts allemands 245 000 hommes seulement pour boucher les pertes de l'armée allemande. Or, il va falloir relever immédiatement 29 divisions qui sont engagées dans la bataille, et qui en sortiront avec une perte qu'on peut évaluer à 87 000 hommes. Ce trou une fois bouché, resteront disponibles 160 000 hommes environ, soit moins de 100 000 fusils.

L'Allemagne avait donc les plus graves soucis en ce qui concerne l'alimentation de la bataille; quant à ce qui concerne les divisions en ligne, leur état n'était pas moins inquiétant. D'après un tableau établi le 18 juillet par le grand quartier britannique, il y avait sur le front français à cette date 204 divisions allemandes, dont 61 excellentes, 120 moyennes, 21 très médiocres, et 2 non identifiées. De ces 204 divisions, 177, c'est-à-dire la presque totalité de celles qui étaient capables de tenir leur place dans une offensive de grand style, avaient été engagées depuis le 21 mars; mais, comme beaucoup avaient repassé deux, trois, quatre et même cinq fois au feu[1], le nombre des engagements de divisions était très supérieur au nombre des divisions engagées, et atteignait, le 22 juillet, 291. Ces engagements se décomposaient ainsi. A la bataille du 21 mars, dite bataille de la Somme par les Anglais et bataille de Saint-Quentin par les Allemands, les Allemands avaient engagé 112 divisions fraîches; à la bataille de la Lys, 51 divisions, dont 41 fraîches, et 10 déjà engagées à la bataille de la Somme. Ainsi, en six semaines, 153 divisions ont passé au feu, avec 163 engagements; ce sont ces mêmes divisions qui vont pour la plupart fournir l'effort des batailles suivantes. La bataille du 27 mai consommera 44 divisions, dont 11 nouvelles et 33 déjà employées; la bataille du 9 juin sur Compiègne engagera 19 divisions, dont 3 nouvelles; la bataille de Champagne du 15 juillet est menée par 32 divisions, dont 4 nouvelles.

1. La 4e division de la garde avait été engagée trois fois sur la Somme et une fois dans la bataille du 9 juin; la 5e division de la garde, 2 fois dans la Somme et 2 fois sur l'Aisne; la 19e division, 4 fois sur la Somme et une fois dans la bataille du 9 juin, etc.

LES COMMANDANTS EN CHEF



C. Manuel

MARÉCHAL PÉTAIN

Commandant en chef des armées françaises.



C. M[illegible]

MARÉCHAL DOUGLAS HAIG

Commandant en chef des armées britanniques.



C. Manuel

GÉNÉRAL DIAZ

Commandant en chef des armées italiennes.



[illegible]

GÉNÉRAL PERSHING

Commandant en chef des armées américaines.

Il est impossible de n'être pas frappé de la décroissance de l'effort allemand : dans le coup décisif du 21 mars, monté à loisir et qui doit donner la victoire, ils ont mis 112 divisions; l'affaire de la Lys, improvisée le 9 avril, engage encore 31 divisions; mais le caractère de diversion des batailles suivantes apparaît clairement; la bataille du 27 mai, malgré son succès et son extension inespérée, n'a employé que 44 divisions; la tentative de réunion des deux saillants, le 9 juin, 19. L'attaque de Champagne du 15 juillet s'annonçait pour plus importante; quoique arrêtée aussitôt, elle a engagé 32 divisions. Enfin la riposte française, le 18, a rendu nécessaire en cinq jours, du 18 au 22, la mise en ligne de 27 divisions.

L'armée allemande est donc arrivée, à la fin de juillet, à un état d'usure extrême. Elle n'a plus dans ses dépôts que de très faibles ressources pour alimenter la bataille; les attelages font défaut et leur absence va paralyser l'artillerie de campagne. Ludendorff, qui tait ces misères, parle longuement de l'indiscipline. La thèse allemande est en effet que l'armée allemande a été minée par le mauvais esprit; en réalité, elle a été usée par le feu, et battue militairement.

LE CONSEIL DE GUERRE DU 24 JUILLET.

Le 24 juillet, les commandants en chef étaient réunis chez le général Foch, au château de Bombon. Foch leur communiqua un mémoire, où le plan des opérations ultérieures était exposé. Ces opérations se décomposaient en deux séries : une série d'attaques immédiates devait dégager les voies de rocade; ce premier résultat obtenu, si la saison n'était pas trop avancée, il y avait lieu « de prévoir dès maintenant, pour la fin de l'été ou de l'automne, une offensive d'importance, de nature à augmenter nos avantages et à ne pas laisser de répit à l'ennemi ».

Les opérations immédiates étaient au nombre de cinq :

1° dégagement de la voie ferrée Paris-Avricourt dans la région de la Marne : il devait être obtenu par l'offensive que les généraux Mangin et Degoutte poursuivaient depuis le 18 juillet;

2° dégagement de la voie ferrée Paris-Amiens; il sera poursuivi par une offensive conjuguée anglo-française;

3° dégagement de la voie ferrée Paris-Avricourt dans la région de Commercy, par la réduction du saillant de Saint-Mihiel; il sera confié à l'armée américaine;

4° dégagement des mines de Béthune et de Bruay par une offensive britannique sur le front Festubert-Robecq;

5° dégagement de Calais et d'Ypres par la reprise du Kemmel.

Le dégagement de la voie Paris-Avricourt dans la région de la Marne fut rapidement accompli : le 30 juillet, le général Mangin reprenait l'offensive, et, le 1er août, à l'aile droite, la crête Grand

Rozoy-Cramaille était enlevée. A l'aile gauche, une reconnaissance de la 69e division, commandée par le lieutenant Rivain, entrait à Soissons. A droite de la 10e armée, la 6e avait repris l'offensive le 29, et, en quatre jours de combats violents, enlevé Sergy, Cierges, le Bois Meunière et Goussancourt. Dans la nuit du 1er au 2, les Allemands se mettaient en retraite précipitamment; le 4, ils évacuaient la rive gauche de la Vesle, et, le 5, l'opération était terminée. Le 7, le général Foch était nommé maréchal de France; le décret résumait les résultats de la bataille qui se poursuivait depuis le 18 juillet : « Paris dégagé, Soissons et Château-Thierry reconquis de haute lutte, plus de 200 villages délivrés, 35 000 prisonniers, 700 canons capturés, les espoirs hautement proclamés par l'ennemi avant son attaque écroulés, les glorieuses armées alliées jetées d'un seul élan victorieux des bords de la Marne aux rives de l'Aisne, tels sont les résultats d'une manœuvre aussi admirablement conçue par le haut commandement que superbement exécutée par des chefs incomparables. »

[illegible] du 8 août.

Le second des objectifs préliminaires fixés par le maréchal Foch le 24 juillet était le dégagement de la voie ferrée Paris-Amiens. Le 28 juillet, le général Weygand remettait à sir Douglas Haig les directives du généralissime. L'armée Debeney était mise pour cette opération sous les ordres de sir Douglas Haig. Le 8 août, l'offensive était déclenchée par la 1re armée française (Debeney) et la 4e britannique (Rawlinson).

Les Allemands avaient en ligne, entre Arras et Soissons, quatre armées, qui étaient, du nord au sud : 1° la XVIIe (Otto von Below), de la crête de Vimy à Albert; 10 divisions en ligne, et 4 en réserve; 2° la IIe (von der Marwitz), à cheval sur la Somme, d'Aveluy à Moreuil; 10 divisions en ligne et 7 en réserve; 3° la XVIIIe armée (von Hutier), du nord de l'Avre à l'est de l'Oise; 11 divisions, et en réserve 3 divisions fraîches et 1 fatiguée; 4° la IXe (von Eben), intercalée en juillet entre la XVIIIe et la VIIe, entre l'Oise et l'Aisne, qu'elle coupe à Fontenoy.

Devant von Below se trouvait la 3e armée britannique (Byng); devant von der Marwitz, la 4e (Rawlinson); devant von Hutier, les 1re et 3e armées françaises (Debeney et Humbert); devant von Eben, l'aile gauche de la 10e (Mangin).

Le plan de l'opération était le suivant : Rawlinson, attaquant von der Marwitz face à l'est, enlèverait d'abord la ligne des défenses extérieures d'Amiens (Le Quesnel-Morcourt), puis pousserait jusqu'à la ligne Chaulnes-Roye, ce qui le mettrait sur les communications de von Hutier.

Debeney, en liaison avec Rawlinson, attaquerait von Hutier avec sa gauche au nord de Montdidier, puis avec sa droite au sud-est de cette ville. Attaqué de front et à gauche par Debeney, débordé à droite par Rawlinson, von Hutier, qui a derrière lui la Somme et le canal Crozat, peut se trouver dans une situation très critique.

L'ARRIVÉE DU 3e CORPS BRITANNIQUE ET DES AUSTRALIENS.

Pour que l'armée Rawlinson pût attaquer von der Marwitz en forces, il fallait masser, dans l'angle étroit des routes Amiens-Albert et Amiens-Roye, trois corps d'armée, sans que l'ennemi s'en aperçût. C'étaient le 3e à gauche, le corps australien au centre et le corps canadien à droite. Les bois favorisaient ces mouvements. Les Australiens appuyèrent à droite pour faire place au 3e corps. Quant aux Canadiens, pour dissimuler leur présence en Picardie, on les fit voir en Flandre devant le Kemmel. D'une façon générale, on fit croire aux Allemands qu'ils seraient attaqués en Flandre. Pendant ce temps, les derniers préparatifs s'achevaient sur la Somme. Les Canadiens venaient très secrètement prendre place derrière les Australiens, en attendant d'entrer en ligne à leur droite. Les tanks et la cavalerie ne furent rassemblés qu'au dernier moment.

L'ATTAQUE DE RAWLINSON.

Le 8 août, à quatre heures trente du matin, dans le grand silence, on entendit un, deux, trois coups de canon; puis toute l'artillerie britannique ouvrit le feu. Les batteries allemandes furent aussitôt dominées, quelques-unes sans avoir pu entrer en action. En même temps, les tanks et l'infanterie se portèrent à l'assaut. Un brouillard épais favorisait l'attaque. L'ennemi fut complètement surpris. La ligne des premiers objectifs, passant par Demuin et Cerisy, fut rapidement enlevée; après une halte de deux heures, infanterie, cavalerie et tanks légers, coopérant avec précision, continuèrent l'avance. Au sud de la Somme, cette avance variait en fin de journée de 10 à 12 kilomètres. La ligne des défenses extérieures d'Amiens, le Quesnel-Morcourt, était enlevée sur toute sa longueur. Seul, à l'extrême droite, le village du Quesnel résistait encore et fut emporté dans la nuit. Au nord de la Somme, le 3e corps avait eu une plus rude journée. Les Allemands, qui étaient sur leurs gardes dans ce secteur, avaient réussi à se maintenir dans une position très forte, une sorte de cuve entourée de crêtes et de bois, où se trouve le village de Chipilly. Malgré cette résistance à la gauche, la journée était une éclatante victoire. L'ennemi laissait aux mains des Britanniques 13 000 prisonniers et 3 à 400 canons.

Le 9, l'armée Rawlinson exploite son succès. La cavalerie britannique travaillait maintenant en avant de l'infanterie. Le 12 au soir, le front de combat était reporté, à la droite britannique, sur les vieilles lignes allemandes de la première bataille de la Somme,

en 1916. L'arrivée sur les anciennes lignes fortifiées marquait une nouvelle phase du combat. L'exploitation du succès initial était finie. L'ennemi trouvait là des points d'appui très forts, sur lesquels les attaques britanniques échouaient le 13. Cependant les résultats des cinq premiers jours étaient magnifiques. Treize divisions d'infanterie britannique, avec un régiment américain, 3 divisions de cavalerie et 400 tanks avaient battu 20 divisions allemandes et leur avaient enlevé 400 canons et 22 000 prisonniers. L'ennemi, culbuté, avait cédé une profondeur de terrain de 20 kilomètres.

L'ATTAQUE DE DEBENEY.

Le 8 août, à l'heure même où les Canadiens attaquaient, l'artillerie française commençait la préparation. Elle dura trois quarts d'heure. A cinq heures cinq, l'infanterie du 31e corps donnait l'assaut.

L'armée Debeney comprenait, de gauche à droite, le 31e corps, le 9e, le 10e et le 35e. Le 31e corps, dont la zone d'opérations s'étendait de la Luce jusqu'à Moreuil, possédait sur la rive droite de l'Ardre une tête de pont, d'un front de 4 kilomètres; il s'agissait d'élargir cette tête de pont et de la rendre praticable pour une armée. Les deux divisions en ligne, 42e et 37e, attaquèrent face au sud-est, et débordèrent Moreuil, qui fut nettoyé par la 66e.

A droite du 31e corps se trouvait le 9e; à la faveur du progrès de son voisin, ce corps se porta en avant à neuf heures du matin, passa l'Ardre, et enleva le bois de Genouville et la Neuville-Sire-Bernard.

Le 10e corps, primitivement à la droite du 9e, au lieu de chercher comme lui à forcer le passage de front, appuya à gauche, et une de ses divisions passa le 9 au matin dans la tête de pont élargie la veille par le 9e corps. Elle se substitua à ce corps, qui se retira de la ligne de bataille, laissant ainsi le 10e corps en contact avec le 31e. — Quand la division de gauche du 10e corps eut effectué ce mouvement, la division de droite, étayée par le progrès de sa voisine, enleva de front, à la hauteur de Gratibus, le passage du ruisseau des Doms, mais sans pouvoir le dépasser.

Pendant ce temps, à gauche, au 31e corps, les deux divisions qui étaient restées en réserve la veille, exécutant un passage de lignes, dépassèrent les deux divisions qui avaient combattu. En fin de journée le corps avait atteint la ligne Arvillers-sud d'Hangest.

Dès onze heures du matin, au moment où le 31e corps avait enlevé le village d'Hangest, Montdidier s'était trouvé débordé par le nord. Le général Debeney avait jugé le moment venu de faire donner sa droite, c'est-à-dire le 35e corps, au sud de cette ville. Pour appuyer cette attaque, il transporta rapidement toute sa masse d'artillerie qui était derrière sa gauche, et la ramena à l'aile opposée.

L'ordre d'attaque fut donné à midi, et exécuté à seize heures. En fin de journée, le front Faverolles-Piennes était atteint, la route de Montdidier à Roye coupée. Le 31ᵉ corps à gauche, le 35ᵉ à droite marchaient à la rencontre l'un de l'autre, menaçant d'envelopper toute l'armée von Hutier.

La résistance que le centre de cette armée avait opposée au 10ᵉ corps la sauva. Dans la nuit du 9 au 10, elle évacua la poche dangereuse qu'elle formait entre Arvillers, Gratibus et Faverolles. Le 10, l'armée Debeney se retrouva en ligne face à l'est, et se porta en avant. Un nouveau passage de lignes permit à des divisions fraîches de remplacer celles qui ont combattu le 9, et amena l'armée sur le front Guyencourt-Cessier, où elle retrouva l'obstacle des vieilles tranchées élevées pendant les années de la guerre de position.

L'ATTAQUE DE HUMBERT.

Telle est cette manœuvre où l'armée Debeney mettait en jeu les ressources les plus délicates de la guerre de mouvement. Le 10, à quatre heures vingt du matin, la 3ᵉ armée Humbert était à son tour entrée en action à droite de la 1ʳᵉ. Elle avait, à l'ouest de l'Oise, deux corps, le 34ᵉ et le 15ᵉ. Le premier enleva le massif de Boulogne-la-Grasse, tandis que le second se moulait sur le massif de Lassigny, où il pénétra les jours suivants. De toutes parts, les Allemands étaient ramenés, de la Somme à l'Oise, aux anciennes positions de la guerre de tranchées. Sur cette zone difficile, von Hutier, qui venait de se tirer avec beaucoup d'énergie du mauvais pas de Montdidier, commença une résistance acharnée, et la bataille piétina jusqu'au 18.

L'ATTAQUE DE MANGIN.

Le 18, la 10ᵉ armée Mangin entre à son tour en action à droite de la 3ᵉ. Cette nouvelle extension du front d'attaque était prévue par les Allemands, et ils avaient pris leurs mesures. Ils avaient renforcé de deux divisions les quatre divisions en secteur entre l'Oise et l'Aisne. Ils avaient augmenté la densité de leur artillerie, et reculé leurs batteries de défense de 2 kilomètres. Ils avaient échelonné leurs forces en profondeur, ne laissant sur les avant-lignes (*Vorfeldzone*) que des éléments légers et retirant les gros sur la ligne de résistance (*Grosskampfzone*). En un mot, ils avaient pris des mesures analogues à celles que le général Gouraud avait prises pour recevoir l'attaque du 15 juillet. Toute la question était donc de savoir comment le général Mangin s'y prendrait pour venir à bout de cette tactique défensive.

Il s'en tira en subdivisant son attaque. Le 17 et le 18, il enlèvera la Vorfeldzone dans des actions préliminaires; et, après un jour d'intervalle, qui sera le 19, il arrivera frais le 20 au combat décisif sur la ligne de résistance principale.

L'armée avait en ligne, de gauche à droite, le 18e corps, le 7e, le 30e et le 1er. Le 11 août, une note du groupe d'armées assignait comme objectif à l'opération de porter la gauche de l'armée dans le coude de l'Oise. Le 15, un ordre de l'armée élargit singulièrement les objectifs : le 18e corps devait atteindre le confluent de l'Ailette, le 7e l'Ailette, le 30e la ligne Crécy-Juvigny, le 1er le rebord nord du ravin de Juvigny. Il ne s'agissait plus seulement de porter la gauche dans le coude de l'Oise, mais d'avancer tout le front entre l'Oise et l'Aisne, en portant le centre sur l'Ailette et la droite usqu'à la route de Coucy à Soissons.

Le 17, à cinq heures, le 7e et le 30e corps, attaquant par surprise, portèrent leur ligne sur le plateau au nord d'Autrèches. A huit heures du matin, les objectifs étaient atteints. Sur 5 kilomètres le front avait été avancé de 1 500 mètres.

Le 18, tous les corps attaquèrent à six heures du soir, avec les divisions en secteur. Sur un front de 15 kilomètres, l'armée avança de 1 500 à 2 000 mètres. Elle était maintenant au contact de la ligne de résistance principale. La journée du 19 fut consacrée à monter l'attaque. Elle eut lieu le 20, à sept heures dix. L'ennemi dut céder le terrain sur une profondeur de 5 kilomètres, en laissant 8 000 prisonniers et 100 canons.

L'exploitation de la victoire commença le 21. Dès ce jour-là, le 18e corps bordait l'Oise jusqu'à l'Ailette. Dans la nuit du 21 au 22, une division du 7e corps arrivait en coin sur l'Ailette, entre Quincy-Basse et l'Aveloire. Ce coin est immédiatement élargi ; à gauche l'ennemi est rejeté sur l'Ailette, à droite sur les plateaux entre l'Ailette et Soissons.

L'armée von Eben ainsi rejetée, l'armée von Hutier se trouve découverte sur son flanc gauche. La situation devient intenable, et le 21 elle décolle devant l'armée Humbert, abandonne le massif de Lassigny et se retire derrière la Divette.

L'ATTAQUE DE BYNG.

Dans cette même journée du 21, le front d'attaque s'élargissait une fois de plus, cette fois à l'extrême gauche. La 3e armée britannique entrait en action au nord de la 4e, au delà de l'Ancre. Elle avait en ligne, de gauche à droite, les 4e, 6e et 5e corps. Comme l'avait fait le général Mangin du 18 au 20, le général Byng décompose l'action. Le 21, le 4e et le 6e corps enlevèrent la zone de couverture. Le 22 fut consacré à la préparation de l'attaque décisive, tandis que la 4e armée Rawlinson portait sa gauche en avant entre l'Ancre et la Somme et enlevait Albert. Enfin, le 23, les deux armées donnèrent l'assaut sur un front de 53 kilomètres. Le 6e corps enleva Gommécourt ; mais le succès décisif fut remporté plus au nord par

le 4ᵉ corps, qui non seulement creva les défenses ennemies, mais prit, bien au delà, Bertincourt, Ervillers, Boyelles, Boiry-Becquerelle et ramena 5000 prisonniers.

A une heure du matin, dans la nuit du 23 au 24, l'exploitation commença. Elle dura cinq jours, refoulant d'abord largement les Allemands, puis trouvant une résistance de plus en plus forte. Le 23, le 4ᵉ et le 6ᵉ corps arrivaient sur la position Hindenburg, puissant obstacle qui les contraignait de s'arrêter, devant une ligne Heudecourt-Bullecourt. Plus au sud, Bapaume était pris, et le 3ᵉ corps formant l'aile gauche de Rawlinson enlevait Combles.

Le centre et la gauche de la XVIIᵉ armée allemande, ainsi enfoncés, découvraient la IIᵉ et la XVIIIᵉ, qui, plus au sud, tenaient, depuis le 13, les anciennes lignes de 1916. Le 26, ces deux armées, qui formaient un saillant devenu dangereux, commencèrent un large repli. Sur les talons de la XVIIIᵉ armée, la 1ʳᵉ armée française (Debeney) entra dans Roye. Le 28, elle reprit Nesle. Le 29, les armées alliées bordaient la Somme de Péronne à Nesle. Les Allemands avaient vraisemblablement l'intention de tenir sur cette coupure; mais la 2ᵉ division australienne, par un brillant exploit, enleva, le 31, le Mont Saint-Quentin qui commande Péronne.

L'ATTAQUE [illegible]E.

Tandis que le centre de la XVIIᵉ armée allemande était, depuis le 21, bousculé par Byng, la droite de l'armée (Iᵉʳ corps bavarois de réserve) n'était pas atteinte par la bataille et restait immobile dans ses positions à l'est d'Arras, à cheval sur la Scarpe. Le 26, elle fut attaquée à son tour par la 1ʳᵉ armée britannique du général Horne, qui, après la 4ᵉ et la 3ᵉ, entrait dans la bataille.

L'aile droite de l'armée Horne était formée par le corps canadien. Ce corps attaqua le 26, à trois heures du matin, avec trois divisions, sur un front de 9 kilomètres. L'attaque réussit brillamment. Au sud de la route Arras-Cambrai les villages de Wancourt et de Guémappe, au nord de la route le redoutable piton de Monchy-le-Preux étaient pris à midi; au delà de la Scarpe, le 51ᵉ division avait pris Rœux et la colline entre Rœux et Gavrelle.

L'exploitation continua les jours suivants, et amena les Canadiens jusque devant une ligne fortifiée que les Allemands avaient tendue en 1917 devant Douai. On l'appelait la ligne Wotan, et elle s'embranchait à Quéant sur la ligne Hindenburg. Le 2 septembre, elle fut attaquée par le corps canadien et par le 17ᵉ corps, celui-ci formant la gauche de la 3ᵉ armée et n'ayant pas encore donné. Le corps canadien creva la ligne Wotan, pendant que le 17ᵉ corps en faisait sauter la charnière. Les deux corps avaient gagné 5 kilomètres de terrain dans une région puissamment fortifiée, et fait 8000 prisonniers.

LA RETRAITE ALLEMANDE DU 3 SEPTEMBRE.

Mais le résultat de la journée fut plus considérable encore. Tourné sur son extrême droite, l'ennemi commençait dans la nuit du 2 au 3 une nouvelle retraite générale. La XVIIe armée, avec son aile écrasée, allait prendre position derrière le canal du Nord. Le lendemain, la IIe armée décollait de la Somme au sud de Péronne, et se retirait sur la ligne Havrincourt-Vermand. Puis le mouvement de recul s'étendait à la XVIIIe armée, qui se repliait devant les Français ; ceux-ci rentraient le 6 septembre dans Ham et dans Chauny, et arrivaient le 8 sur le canal Crozat. La retraite dura jusqu'au 18, et fut désastreuse pour les Allemands. Rien que sur le front britannique, ils durent engager 20 divisions contre 15 et perdirent 12000 prisonniers.

LES RÉSULTATS DE LA BATAILLE.

Telle est cette grande bataille, l'une des plus importantes et des plus décisives de toute la guerre. Les Allemands se trouvaient ramenés à peu près sur les lignes qu'ils occupaient avant le 21 mars, c'est-à-dire, dans l'ensemble, sur la position Hindenburg. Leur front passait par Marquion, Havrincourt, Vermand, couvrait Saint-Quentin à 7 kilomètres, coupait l'Oise en aval de la Fère, et, comme l'hiver précédent, se moulait sur la forêt de Saint-Gobain et la haute forêt de Coucy par Barisis et Quincy-Basse. Ils étaient ramenés à leur lancer. Mais dans quel état ! Depuis le 21 mars, 182 divisions allemandes avaient été engagées, beaucoup deux fois et plus, de sorte qu'elles avaient fourni 398 engagements. Elles revenaient fourbues, ayant fait des pertes énormes en hommes et en matériel.

« Le 8 août, écrit Ludendorff, est le jour de deuil de l'armée allemande dans l'histoire de cette guerre.... Le 8 août marqua le déclin de notre force militaire et m'enleva l'espoir, étant donnée notre situation au point de vue des réserves, de trouver des expédients stratégiques qui eussent pu consolider la situation en notre faveur.... La conduite de la guerre prenait donc, selon l'expression que j'employai alors, le caractère d'un jeu de hasard injustifiable, que j'ai toujours tenu pour néfaste. La destinée du peuple allemand était un enjeu trop haut pour le hasard ; il fallait terminer la guerre. »

Le 13, un entretien réunit dans le bureau de Hindenburg le chancelier, le secrétaire d'État von Hintze et Ludendorff. Celui-ci exposa la situation. Il déclara que l'on ne pouvait plus amener l'ennemi à faire la paix ni par l'offensive, ni par la défensive, et qu'il fallait finir la guerre par la voie diplomatique. Une nouvelle conférence eut lieu et, comme conclusion, von Hintze télégraphia au ministre des Affaires étrangères « que Sa Majesté et le haut commandement étaient d'accord en ce qui concernait une démarche immédiate près de la reine de Hollande ».

LA BATAILLE DU 12 SEPTEMBRE.

La troisième opération préliminaire prévue par le maréchal Foch

était le dégagement de la voie ferrée Paris-Avricourt par la réduction du saillant de Saint-Mihiel. Dès le 4 août, dans une conférence tenue à Bombon, le général Pétain avait été invité à préparer cette offensive avant la fin du mois. Le général Pershing devra hâter la constitution dans ce secteur de l'armée américaine, dont ce sera la première action d'ensemble.

LE REPLI ALLEMAND.

Le groupe d'armées Gallwitz, qui tenait le front entre la Meuse et la Moselle, comprenait, avec la Ve armée, les anciens groupements Falkenhausen, Gæde et Strantz, qui s'appelaient depuis 1916 les groupements A, B, C. Le groupement C, formé du Ve corps actif et du XIIe de réserve, occupait le saillant que les armées allemandes faisaient depuis 1914 entre la Meuse et la Moselle, et dont la pointe était à Saint-Mihiel. Une ligne de repli avait été tracée en arrière et s'appelait la position Michel. Le 8 septembre, le commandement allemand ordonna l'évacuation du saillant et le repli sur la position Michel. Il était trop tard, et les travaux d'évacuation n'étaient pas encore très avancés, écrit Ludendorff, quand le 12 les Alliés attaquèrent sur les deux faces du saillant.

L'ATTAQUE DE LA 1re ARMÉE AMÉRICAINE.

L'opération avait été confiée à la 1re armée américaine. Pour la première fois, les troupes du général Pershing allaient exécuter par elles-mêmes une grande opération. Elles comprenaient, de la droite à la gauche, le 4e corps américain Liggett, le 3e Dickmann, le 2e corps colonial français Blondlat, le 5e corps américain Cameron. L'attaque eut lieu le 12, à cinq heures, après une préparation d'artillerie de quatre heures, sous la protection de puissantes forces aériennes.

Sur la face sud du saillant, l'attaque progressa rapidement. Le corps Liggett enleva Thiaucourt; le corps Dickmann, marchant au nord-ouest, atteignit Nonsard. A la charnière, le corps Blondlat attaquait dans la région de Saint-Mihiel, et enlevait, malgré une vive résistance, Apremont au sud-est et la cote 331 au nord. Sur la face nord, le corps Cameron enlevait Combres, Saint-Remy et Dammartin. On avait fait le premier jour plus de 6000 prisonniers.

Les Allemands s'évadèrent pendant la nuit, et le lendemain les Alliés ne trouvèrent plus de résistance. Le corps Cameron marchant au sud-est par les Hauts-de-Meuse et le corps Dickmann venant du sud-est par la Woëvre allaient à la rencontre l'un de l'autre dans la direction de Vigneulles. La jonction se fit le 13 au matin. Tandis que les deux corps américains fermaient ainsi à l'est le sac de Saint-Mihiel, le corps français, arrivant rapidement de l'ouest et du sud, pressait pour ainsi dire le fond du sac, et nettoyait le secteur. Un compte rendu du 13 au soir écrit : « Les troupes françaises ont net-

toyé le triangle entre Heudicourt, Chaillon et Vigneulles. » Les Alliés avaient fait 16 000 prisonniers et pris 440 canons.

II. — LA BATAILLE DU 26 SEPTEMBRE

Ainsi, au milieu de septembre, les opérations préliminaires ordonnées le 24 juillet par le maréchal Foch étaient terminées. Les voies de rocade Paris-Amiens et Paris-Avricourt étaient largement dégagées. Quant au saillant de la Lys, les Allemands l'avaient évacué d'eux-mêmes. Les succès remportés dépassaient d'ailleurs de beaucoup le programme fixé. On pouvait maintenant passer à l'attaque décisive.

LE DISPOSITIF ALLEMAND.

L'armée allemande était alors articulée en cinq groupes d'armées de la mer à la Scarpe, le groupe Rupprecht (de Bavière); de la Scarpe à l'Oise, le groupe Bœhn; de l'Oise à l'Argonne, le groupe du Kronprinz; de l'Argonne à la Moselle, le groupe Gallwitz; de la Moselle à la Suisse, le groupe Albrecht (de Wurtemberg). Elle était d'une manière générale établie sur de puissantes lignes fortifiées, position Wotan devant Douai, position Siegfried (ligne Hindenburg des Alliés) de l'ouest de Cambrai au sud de Laon, position Michel entre Meuse et Moselle. — D'autre part, on construisait en arrière de ces lignes de nouvelles lignes de repli, auxquelles on travaillait avec acharnement : ligne Hermann derrière les groupes Rupprecht et Bœhn, lignes Hunding et Brunnhild derrière le groupe du Kronprinz, et, plus en arrière encore, ligne Hagen.

L'IDEE DE MANŒUVRE DU MARÉCHAL FOCH.

L'idée de manœuvre du maréchal Foch apparaît à la fin d'août. Elle est inspirée par ce fait que les positions allemandes en France peuvent être comparées à une vaste poche dont toutes les communications passent obligatoirement à travers la Meuse. Les lignes d'opérations de près de deux cents divisions allemandes se pressent sur ce fleuve et les franchissent toutes entre la frontière hollandaise et Verdun, sur une largeur de moins de 250 kilomètres. Il est évident qu'un rétrécissement de cette zone de passage pourrait devenir fatal à l'ennemi. C'est sur la Meuse qu'est la victoire, et l'opération décidée par le maréchal Foch est une vaste attaque concentrique *en direction générale de Mézières.*

LA DIRECTIVE DU 3 SEPTEMBRE.

Une directive aux commandants en chef, le 3 septembre, définit ces actions d'ensemble que les Alliés doivent exécuter dans des directions convergentes. Les armées britanniques, appuyées par la gauche des armées françaises, viseront à rompre la ligne Hindenburg entre Cambrai et Saint-Quentin. Le centre des armées françaises

s'efforcera de rejeter l'ennemi au delà de l'Ailette et de l'Aisne. Enfin, l'armée américaine exécutera, vers le 20 ou le 25, une offensive le long de la Meuse, en direction de Mézières, couverte à droite par ce fleuve et appuyée à gauche par la 4e armée.

LA DIRECTIVE DU 8 SEPTEMBRE.

Le 8, une nouvelle directive élargit encore ce plan vers le nord. Une grande offensive aura lieu en Flandre, en direction de Bruges et de Gand, pour libérer la côte belge. L'ensemble de l'armée belge y prendra part, ainsi que la 2e armée britannique, trois divisions d'infanterie et un corps de cavalerie française, le tout sous les ordres du roi des Belges. Le 9, le principe de cette offensive est accepté par le roi; le plan des opérations est décidé à Cassel, où la 2e armée britannique avait son quartier général. Le général Degoutte sera adjoint au roi des Belges comme chef d'état-major général, et il amènera avec lui son état-major d'armée.

C'est de là qu'est sortie la grande bataille, dont le déclenchement devait se faire en quatre jours : le 26 septembre, à l'aile droite, attaque franco-américaine sur la Meuse; le 27, au centre gauche, attaque des 1re et 3e armées britanniques en direction de Cambrai; le 28, à l'aile gauche, offensive des Flandres; le 29, au centre droit, attaque de la 4e armée britannique et de la 1re armée française sur Busigny.

Dans la pensée du maréchal Foch, l'attaque décisive était celle qui allait être faite le long de la Meuse par l'armée américaine, appuyée à gauche par l'armée Gouraud. Chaque progrès sur la Meuse rétrécissait en effet l'ouverture du sac où il s'agissait de prendre les Allemands.

L'ATTAQUE FRANCO-AMÉRICAINE 26 SEPTEMBRE.

L'armée américaine avait en ligne, à l'ouest de la Meuse, le 3e corps, entre ce fleuve et Malancourt, puis, en poursuivant vers la gauche, le 5e entre Malancourt et Vauquois, et enfin le 1er entre Vauquois et Vienne-le-Château, c'est-à-dire dans toute l'épaisseur de l'Argonne. Les Américains avaient devant eux la Ve armée allemande, formant la droite du groupe Gallwitz.

LES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE AMÉRICAINE.

Le 26, la droite américaine, crevant les défenses allemandes, arriva d'un élan magnifique à la ligne Montfaucon-Septsarges-Bois du Juré; le 27, elle enleva ce redoutable piton de Montfaucon, haute vigie qu'avaient vue au nord tous les combattants de Verdun; le long de la Meuse, les Américains arrivèrent le 27 au soir jusqu'à Dannevoux, à 7 kilomètres en avant des lignes les plus avancées de 1916. C'était un splendide succès, que 10 000 prisonniers confirmaient. Malheureusement l'inexpérience des états-majors, la lourdeur des unités, l'état du terrain amenèrent dans les arrières de cette armée victorieuse un embouteillage sans exemple, qui la paralysa. Rien n'arrivait plus aux premières lignes, et le succès ne put être

exploité à fond. Cependant, malgré ces difficultés, malgré la résistance acharnée des Allemands qui sentaient là le point vital du champ de bataille, la droite américaine atteignit le 28 la ligne Nantillois-Brieulles. Au contraire, la gauche, enlisée dans l'Argonne, piétinait, et son retard découvrait la droite. Le 29, le front resta fixé; l'opération était manquée. Elle fut arrêtée le 30.

LES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE GOURAUD.

La 4e armée Gouraud avait été chargée d'appuyer à gauche les Américains. Le 8 septembre, elle reçut les instructions du général en chef. « Une immense activité, dit un récit, fut aussitôt déployée à tous les échelons pour mettre en œuvre les moyens accordés par le G. Q. G. Du 8 au 15 septembre, vaste travail d'état-major pour arrêter en tous détails le plan d'opérations; du 16 au 25 septembre, exécution matérielle des mouvements qui devaient amener les unités de renfort de leurs cantonnements de repos à leur emplacement d'assaut. Les divisions nouvelles mises à la disposition de l'armée se trouvaient dans les régions les plus diverses : certaines étaient jusque dans les Vosges. Il fallut, pour ne pas éveiller l'attention de l'ennemi, les amener peu à peu à pied d'œuvre par des marches ou des transports de nuit. Toute cette préparation s'exécuta en moins de dix jours, sans à-coups, avec un ordre parfait.... »

La préparation d'artillerie commença le 25 à onze heures du soir. « Ce spectacle, écrit un témoin, était à la fois effroyable et magnifique.... Face au nord, les éclatements éclairaient d'une lueur fulgurante les tranchées ennemies, produisant une impression diabolique. » On se contenta d'ouvrir des brèches dans la position ennemie; les troupes reçurent pour achever le passage 1 000 cisailles par division; elles s'engagèrent dans les brèches en formations d'approche, le 26, à cinq heures vingt-cinq du matin, entre la Suippe et l'Argonne.

L'armée comprenait, de gauche à droite, le 4e corps, placé au sud des Monts, de la ferme des Marquises à Auberive, et qui, par des feux d'artillerie et une démonstration de 5 bataillons d'infanterie sur 12 kilomètres, fit croire à l'ennemi qu'il allait attaquer les Monts, mais qui en réalité se trouvait hors de l'attaque; — puis le 14e corps, le 11e, le 21e, le 2e, le 9e, et le 38e. Elle avait devant elle 8 divisions de la IIIe armée allemande; 2 autres divisions furent ramenées en toute hâte de Laon, et engagées le 27.

Dès le premier jour, l'armée Gouraud enleva, de la ferme de Navarin à Cernay-en-Dormois, cette célèbre ligne des Buttes, qui formait en 1915 la seconde position allemande, et qui n'avait pu alors être réduite. La réaction de l'artillerie allemande avait été très faible. Les principaux obstacles avaient été l'enchevêtrement des organisa-

tions ennemies, les innombrables réseaux et le tir des mitrailleuses.

Le 27, la résistance de l'ennemi s'accentua, quoique son artillerie, reportée très loin en arrière, intervînt peu. Les nids de mitrailleuses, bien organisés, tinrent énergiquement; les contre-attaques furent plus fortes et plus nombreuses. Les corps du centre réussissent cependant à avancer de 2 à 3 kilomètres. Le 28, la résistance des Allemands se poursuit avec une extrême âpreté; l'action de leur artillerie devient plus violente. Le seul progrès sérieux est au 11e corps, qui enlève le village de Somme-Py. — Le 29, le 11e corps fait un bond de 4 kilomètres, qui, par Ardeuil et Séchault, le porte jusqu'au bord de l'Alin. — Enfin, le 30, l'ennemi, tout en tenant énergiquement devant la gauche, cède devant le centre et la droite : le 11e corps prend pied au nord de la Py; le 21e enlève les fonds difficiles du ravin d'Aure; le 2e corps dépasse l'Alin, le 9e dépasse Marvaux et arrive à un kilomètre de Monthois; le 38e corps suit en échelon à droite et borde le bois de la Malmaison; à droite de l'Aisne, la 1re division de cavalerie à pied prend Condé-les-Autry et borde le chemin Autry-Binarville.

Après cinq jours, la 4e armée a avancé de douze kilomètres, dans le terrain le plus formidablement organisé, sur l'ancien champ de bataille de 1915, où l'ennemi a encore accumulé depuis trois ans toutes les ressources de la fortification. Les Allemands ont perdu 13 000 prisonniers, plus de 300 canons, des milliers de mitrailleuses, un matériel énorme.

L'ATTAQUE DE LA 5e ARMÉE.

Le recul de la IIIe armée allemande mettait dans une situation difficile la Ire armée à sa droite. Celle-ci se trouvait devant la 5e armée française, qui l'attaqua le 30 septembre à cinq heures trente du matin. Les prisonniers rapportèrent que l'ordre avait été donné de se replier sur l'Aisne en cas d'attaque. En effet, les Allemands se mirent en retraite dans la nuit sur tout le front entre l'Aisne et Reims. Le 1er octobre, la 5e armée couronnait les hauteurs qui, au nord-ouest de Reims, commandent la dépression du canal, sa gauche vers Concevreux, sa droite à la Neuvilette. Le 2, la lutte était reportée sur ce canal de l'Aisne à la Marne qui avait marqué le front pendant trois ans. Cependant, dès le 4, on remarque des incendies en arrière du front allemand dans la région de Beine, et le 5 au matin dans celle de Brimont. Ce sont les préparatifs de l'évacuation. Le 5, la Ire armée allemande se met en retraite vers la Suippe. Le 6 au soir, les Français bordaient la rivière par leur droite et leur centre, de Bazancourt au confluent avec l'Aisne; mais les Allemands interdisaient énergiquement à la gauche le passage de l'Aisne.

Le lendemain du jour où l'attaque franco-américaine se déclenchait à l'aile droite, une attaque franco-britannique se déclenchait au centre, où l'ennemi, depuis le milieu de septembre, s'était retiré, comme on l'a vu, sur la position Hindenburg.

L'OFFENSIVE FRANCO-BRITANNIQUE ([illegible] SEPTEMBRE)

L'ordre du maréchal Haig, du 22 septembre, portait que l'attaque aurait lieu sur tout le front entre Cambrai et Saint-Quentin. La droite de la 1re armée Horne attaquerait en direction de Cambrai; plus au sud, la 3e armée Byng, franchissant l'Escaut, marcherait sur Solesmes et le Cateau; quarante-huit heures après la 3e armée, la 4e armée Rawlinson, après avoir rompu les défenses ennemies entre l'Escaut et l'Oise, marcherait en direction Busigny-Bohain; enfin, à l'extrême droite, la 1re armée française attaquerait Saint-Quentin, qu'elle envelopperait par le nord et par le sud.

La 1re et la 3e armée britanniques partirent à l'assaut le 27 au matin. L'attaque s'étendait au sud jusqu'à Gouzaucourt, au nord jusqu'à Marquion. La 3e armée mettait en ligne, de droite à gauche, les 4e, 6e et 7e corps, la 1re armée mettait en ligne le corps canadien. La gauche de l'attaque avait immédiatement devant elle le formidable obstacle du canal du Nord. Le canal fut à la fois enlevé de vive force et tourné par le sud. Le gain de la journée était dix villages, 10 000 prisonniers et 200 canons. Le canal du Nord franchi, restait, pour atteindre Cambrai, l'obstacle de l'Escaut. Il fut abordé et franchi à Marcoing le 28. Toute la rive gauche de l'Escaut, de Marcoing à Vendhuile, était nettoyée le 29.

L'avance de la 3e armée permettait à la 4e de se porter en avant à son tour avec son flanc gauche couvert. Le général Rawlinson attaqua donc le 29 de Vendhuile à Holnon, avec les 9e et 3e corps britanniques, et le 2e corps américain. A gauche, les Britanniques enlevaient les hauteurs de Vendhuile; au centre, les Américains emportaient Bony, Bellicourt et Nauroy; plus au sud, les Britanniques, franchissant avec un rare élan le canal à Bellenglise, enlevaient Thorigny, Magny-la-Fosse, et atteignaient par leur extrême droite les abords du Tronquoy. Les profondes défenses de la position Hindenburg étaient partout emportées de vive force.

Au sud de l'armée Rawlinson, l'armée Debeney avait pareillement attaqué le 29. L'ordre du 25 portait que le 15e corps, à gauche, déboucherait quand la droite de Rawlinson aurait franchi le canal, et tournerait Saint-Quentin par le nord, tandis que le 31e attaquerait au sud de la ville le plateau d'Ervillers, couvert à droite par le 8e corps. Entre le 15e et le 31e, le 36e était directement face à la ville qu'il avait mission de nettoyer quand elle aurait été débordée des deux côtés. Toute l'armée se porterait alors face à l'est, en direction générale de Guise.


Calais
Boulogne
Dunkerque
Zeebrugge
Bruges
HOLLANDE
Cassel
Ypres
FLANDRE
Gand
Armentières
Lille
Bruay
Bethune
Lens
ARTOIS
Doullens
Arras
Douai
Tournai
BRUXELLES
Amiens
Albert
Cambrai
Valenciennes
Mons
Péronne
St Quentin
Maubeuge
Charleroi
Namur
Montdidier
Noyon
Compiègne
La Fère
Chimay
VALOIS
Soissons
Laon
PARIS
Meaux
Mézières
Sedan
Reims
Epernay
Châlons
CHAMPAGNE
Verdun
St Mihiel
Commercy
Toul
Metz
Longwy
ARMÉES FRANÇAISES
ARMÉE AMÉRICAINE
BELGIQUE
ARDENNE
0 25 50
Kilom.
Front au début de Juillet 1918
Front le 11 Novembre (Armistice)
Zones d'opérations des armées
Vimy
Bailleul
Gavrelle
ARRAS
Rœux
Monchy
Guémappe
Wancourt
St Martin
Boyelles
Croisilles
Heudecourt
Boves
Villers-Bret.
Chipilly
Cerisy
Morcourt
Moreuil
Demuin
Genonville
La Neuville-sire-Bernard
le Quesnel
Hangest
Arvillers
Grivesnes
Montdidier
Goyencourt
Faverolles
Piennes
Roye
CH. BONNESSEUR.

LA VICTOIRE.

Ce plan ne put être exécuté; Saint-Quentin fut bien occupé le 2, mais les corps de droite de l'armée furent arrêtés par une énergique défense sur la position Hindenburg, qu'ils ne purent forcer. A gauche seulement, le 15e corps, se liant à la droite de Rawlinson, prenait Morcourt le 4 et Remaucourt le 6. Pendant ce temps, en effet, l'armée Rawlinson achevait de passer la position Hindenburg. Le 5, de Cambrai à Saint-Quentin, cette position était complètement dépassée.

L'OFFENSIVE DES FLANDRES (28 SEPTEMBRE).

En Flandre, un groupe d'armées comprenant l'armée belge, la 2e armée britannique (Plumer) et la 6e armée française, secrètement transportée de la Vesle, avait été formé le 19 septembre. Le 21, un ordre du maréchal Foch exposait la mission du groupe, qui était de chasser l'ennemi de la région au nord de la Lys.

Le 28, l'assaut est donné du sud de Dixmude au sud d'Ypres, sur un front de 20 kilomètres. La IVe armée allemande, dont le centre est ainsi assailli, est complètement surprise. La première position est prise, la seconde est entamée. Le 29, cette seconde position est à son tour enlevée; c'était cette ceinture de collines qui s'étend de Dixmude à la Lys, en enveloppant Ypres, et où les efforts des Alliés s'étaient brisés pendant quatre ans. Au nord, Dixmude était pris; à l'est, Roulers était presque atteint. Au sud d'Ypres, l'armée Plumer reprenait le plateau de Messines. Les Allemands laissaient 9 000 prisonniers et plus de 200 canons.

Le succès s'arrêta là, sauf à l'extrême droite, où l'armée Plumer continuait à gagner du terrain. L'opération fut suspendue. La IVe armée allemande tenait encore par ses deux ailes sur ses anciennes positions, la droite sur l'Yser en aval de Dixmude, la gauche à Armentières. Mais le centre, rejeté des collines d'Ypres, avait dû s'incurver profondément jusqu'à Roulers et à Menin, et toute l'armée se trouvait dans une situation très tendue.

III. — LA POURSUITE

LA SITUATION AU DÉBUT D'OCTOBRE.

L'OFFENSIVE concentrique des 26-29 septembre n'avait pas donné tous les résultats espérés. Aux deux ailes, en Flandre et sur la Meuse, les Allemands, s'ils avaient perdu du terrain, avaient tenu bon. Au centre seulement, ils avaient subi une grave défaite, qu'ils avaient bien pu limiter devant Cambrai et à l'est de Saint-Quentin, mais qui entre ces deux villes n'était pas encore enrayée.

Vers le 6 octobre, la situation générale est la suivante. Toute l'armée allemande, ou peu s'en faut, est engagée dans la suprême



ATTAQUE DE CANTIGNY PAR LES TROUPES AMERICAINES

Ici les troupes américaines soutenues par des chars d'assaut attaquent dans la région entre Argonne et Meuse.



LA GUERRE DE MOUVEMENT : FANTASSINS TIRANT A DÉCOUVERT

C'est en rase campagne et placés comme en battue que nos fantassins, à bonne portée de fusil tirent sur l'ennemi arraché enfin à ses tranchées.



LA GUERRE DE MOUVEMENT : TROUS DE COMBATTANTS

Il n'est pas inutile de s'abriter, le cas échéant, dans les trous d'obus aménagés. Ces « trous de combattants » sont d'excellents postes de surveillance du terrain.

partie sur le front occidental. Cette armée compte 226 divisions, dont 38 seulement sur le théâtre russe, et 188 (plus 2 divisions austro-hongroises) sur le théâtre franco-belge. Les 226 divisions allemandes se décomposent en 52 actives, qui sont toutes, sauf une, sur le théâtre occidental; 44 de réserve, qui sont toutes sur le front occidental; 46 de formation ultérieure, dont 39 sur le front occidental; 35 d'ersatz, dont 32 sur le front occidental. La proportion se renverse pour les médiocres divisions de landwehr; il n'y en a que 18 sur le front occidental, et 27 sur le front oriental.

LE GROUPE D'ARMÉES DU PRINCE RUPPRECHT.

Sur le front des Flandres, l'offensive du groupe d'armées du nord était arrêtée depuis le 3 par la résistance de la IVe armée allemande, qui, arcboutée sur les ailes et le centre replié, défendait la ligne Roulers-Menin.

Au sud de la Lys, la VIe armée allemande, quoique non attaquée, s'est mise en retraite pour ne pas former un saillant trop dangereux. Le 2 octobre, elle abandonne la ligne Armentières-Lens pour une ligne Frelinghien-Vimy. A l'aile nord, les Alliés ne sont plus qu'à 9 kilomètres de Lille; à l'aile sud, ils réoccupent le bassin de Lens.

Ces deux armées constituent le groupe d'armées du prince Rupprecht; on peut résumer la situation en disant que ce prince résiste par sa droite (IVe armée), et replie méthodiquement sa gauche (VIe armée).

LE GROUPE D'ARMÉES BŒHN.

Au sud de la Scarpe commence le groupe d'armées Bœhn. A la droite du groupe, la XVIIe armée contient Byng dans de durs combats aux abords de Cambrai. Mais, plus au sud, la IIe armée von der Marwitz, chassée de la position Hindenburg, est dans la pire situation; le vrai vainqueur de ces journées est Rawlinson. Le maréchal Haig compte profiter du succès pour commencer le 8 une nouvelle offensive. Au sud de von der Marwitz, von Hutier a réussi à maintenir à l'est de Saint-Quentin l'armée Debeney, qui ne peut plus avancer. Autrement dit, le groupe Bœhn tient par les deux ailes, quoiqu'elles aient subi l'une et l'autre de graves échecs, mais le centre est complètement battu.

LE GROUPE D'ARMÉES DU KRONPRINZ.

A l'est de l'Oise commence le groupe du Kronprinz, qui s'étend jusqu'à l'Argonne. Le recul de von Hutier d'une part, le choc subi par sa gauche d'autre part, ont contraint le Kronprinz à reculer ses armées de droite, IXe, VIIe et Ire. Elles ont été énergiquement suivies par Mangin et Berthelot. Un nouveau recul est ordonné et commencé le 5.

Quant à l'armée de gauche du Kronprinz, la IIIe, elle a eu à supporter depuis le 26 le choc de l'armée Gouraud. Celle-ci, arrêtée

par l'arrêt de l'armée américaine à sa droite, est repartie à l'assaut le 3 octobre. Nous l'avons laissée la droite en avant. Elle progresse maintenant par le centre. La 2e division américaine enlève les hauteurs difficiles du Blanc-Mont. Plus à l'ouest, le 11e et le 21e corps font tomber le plateau de Notre-Dame-des-Champs. Le 4 au soir, la ligne va de Saint-Martin-l'Heureux au nord d'Orfeuil, pour redescendre à droite au sud du Monthois.

L'avance du centre de Gouraud déborde par l'est la région des Monts, que les Allemands évacuent le 5. Le 4e corps qui les poursuit franchit la crête dans la matinée. L'armée atteint la ligne de l'Arnes, prolongeant la droite de la 5e armée qui est sur la Suippe et sur l'Aisne. Mais, derrière ces coupures, les Allemands opposent une violente résistance.

En résumé, le Kronprinz replie son aile droite pour l'aligner, tandis que sa gauche, martelée par l'armée Gouraud, recule pas à pas, du 26 septembre au 5 octobre, de l'ancien champ de bataille de 1915 jusque sur l'Arnes, où elle se maintient.

LE GROUPE D'ARMÉES GALLWITZ.

A l'Argonne commence le groupe Gallwitz avec la Ve armée ; on a vu comment cette armée, enfoncée le 26 septembre par les Américains entre l'Argonne et la Meuse, s'était maintenue par sa droite, tandis que sa gauche se repliait au nord de Nantillois. Le 4, l'attaque avait recommencé, et, le soir, le front Exermont-bois du Fays avait été atteint.

LA DÉTRESSE DES ALLEMANDS.

Cet état des fronts ne donne pas l'idée de la détresse profonde où l'armée allemande était tombée. « Les effectifs des bataillons, écrit Ludendorff, étaient réduits à 240 hommes, et l'on ne pouvait maintenir ce chiffre qu'en dissolvant 22 divisions, c'est-à-dire 66 régiments. »

L'ARMISTICE BULGARE.

D'autre part, un grave événement s'était produit dans les Balkans. Le 15 septembre, l'armée d'Orient a pris l'offensive sous le commandement du général Franchet d'Esperey. Le 27 septembre, les Bulgares ont demandé un armistice. On peut prévoir que l'Autriche va s'effondrer à son tour.

LA PROPOSITION ALLEMANDE D'ARMISTICE.

Le 28 septembre, à Spa, Ludendorff descendit chez Hindenburg, dont le bureau était à l'étage au-dessous. Il lui exposa ses idées sur un armistice : le devoir était de le proposer, et d'agir avec clarté et promptitude. « Le général feld-maréchal m'écouta avec émotion. Il répondit qu'il avait voulu me dire le soir même précisément la même chose, qu'il avait constamment pensé à la situation, et qu'il tenait cette démarche pour indispensable. » Dans la pensée des deux chefs, l'armistice comprendrait à l'ouest l'évacuation des territoires occupés, et permettrait de reprendre la lutte sur la frontière alle-

mande. « Nous nous séparâmes, le général feld-maréchal et moi, avec une poignée de main ferme, comme des hommes qui viennent d'accompagner au tombeau des êtres chers. »

LA NOTE AU PRÉSIDENT WILSON.

Le lendemain 29, ils exposèrent leurs vues au secrétaire d'État von Hintze. Celui-ci fut d'avis de s'adresser au Président Wilson. L'empereur, qu'ils virent ensuite, approuva cette démarche. Dans l'après-midi du même jour, un rescrit impérial établissait le régime parlementaire en Allemagne. Le chancelier Hertling se retira, et fut remplacé par le prince Max de Bade.

Le haut commandement avait, dès le 29 au soir, envoyé à Berlin le commandant von Bussch, pour éclairer le Reichstag. Le 2 octobre, celui-ci fut mis en présence des chefs de parti. Il leur exposa la situation et conclut que la guerre ne pouvait plus être gagnée. « L'armée allemande est encore assez forte pour contenir l'ennemi pendant des mois, obtenir des succès locaux et exiger de l'Entente de nouveaux sacrifices. Mais chaque jour rapproche l'ennemi de son but, et le rendra moins disposé à conclure avec nous une paix que nous puissions supporter. Aussi il n'y a pas de temps à perdre. Chaque jour la situation peut empirer, et donner à l'adversaire l'occasion d'apercevoir plus clairement notre faiblesse actuelle. » Cette déclaration atterra les députés; elle fut aussitôt répandue dans le public, qu'elle acheva de démoraliser.

Cependant le maréchal Hindenburg avait accompagné le 30 l'empereur à Berlin. Le 3, eut lieu un conseil de Cabinet où le maréchal assista. Il consigna son avis dans une note écrite : « Le commandement suprême s'en tient à la demande, qu'il a faite le lundi 29 septembre, d'expédier immédiatement à nos ennemis une offre de paix. Par suite de l'écroulement du front de Macédoine, de l'affaiblissement consécutif de nos réserves sur le front occidental et de l'impossibilité de compenser les pertes considérables que nous avons faites dans les batailles des jours derniers, il n'y a plus d'espoir, autant que l'homme peut en juger, d'imposer la paix à l'ennemi.... » — Le maréchal revint à Spa le 4, et la note à Wilson fut envoyée le 5.

LA SUITE DES OPÉRATIONS.

Tandis que les négociations commençaient, la bataille se poursuivait. Le 5, le maréchal Haig ordonne, pour le 8, une attaque de sa droite (3e et 4e armées) en direction de Bohain-Busigny, en liaison avec les Français. Le même jour, en effet, le général Pétain prescrit à l'armée Debeney, arrêtée, comme on a vu, à l'est de Saint-Quentin, de pousser sur Guise.

Le 8, les troupes britanniques crèvent les lignes allemandes entre Cambrai et Sequehart, et avancent de 5 kilomètres. Dans la nuit, la IIe armée allemande, battue une fois de plus et n'ayant pas

LA RETRAITE DU GROUPE BŒHN.

de réserves, reçoit l'ordre de se mettre en retraite pour gagner la position Hermann, c'est-à-dire la ligne de la Selle à la hauteur du Cateau. A gauche, la XVIIIe armée se retire en même temps derrière l'Oise, qu'elle occupe de la Fère à Bernot. — A droite, la XVIIe armée replie son centre et sa gauche pour se relier à la IIe, à mi-chemin entre Cambrai et Valenciennes, tandis que sa droite se rapproche de Douai. Ainsi, du 8 au 10, tout le groupe Bœhn s'est replié une fois de plus.

LA RETRAITE DU KRONPRINZ.

En même temps, le groupe du Kronprinz avait commencé une retraite générale vers sa deuxième position de repli, appelée position Hunding-Brunnhild-Kriemhild. Cette position suivait la Serre au nord de Laon (Hunding), puis, par les marais de Sissonne, atteignait l'Aisne qu'elle suivait de Rethel à Vouziers (Brunnhild), et enfin barrait la Meuse au sud de Dun (Kriemhild). Pour empêcher le rétablissement du Kronprinz sur ces lignes, le général Pétain a donc ordonné le 5 à l'armée Gouraud de pousser sa gauche sur Rethel et de devancer ainsi les Allemands sur l'Aisne.

LA DIRECTIVE DU 10 OCTOBRE.

C'est sur ces données que le maréchal Foch construit sa directive du 10 octobre. Son plan d'action est maintenant complètement renversé. Des trois offensives commencées à la fin de septembre, une seule, celle du centre, a donné des résultats décisifs. Le généralissime allié va mettre à profit cette situation. Le 3 septembre, il avait prévu la manœuvre par la droite, sur la Meuse. Cette manœuvre a échoué. Il va maintenant manœuvrer par son centre, qui attaquera avec le plus de forces possible. Combinée avec l'offensive des Flandres, cette poussée du centre fera tomber Lille, qui se trouvera débordée par le sud en même temps que par le nord. Combinée avec l'attaque de Gouraud et des Américains, elle fera tomber la ligne Hunding-Brunnhild-Kriemhild, qui sera débordée par l'ouest en même temps que par l'est.

Le 11, le maréchal Haig donne à la 3e et la 4e armées britanniques l'ordre de s'établir, l'une au nord du Cateau, sur la Selle, l'autre au sud, entre le Cateau et Wassigny. Mais, avant de reprendre l'attaque, il doit remettre de l'ordre dans ses communications. A sa gauche, le général Degoutte prépare la reprise d'offensive en Flandre pour le 14. A sa droite, le général Pétain monte l'attaque débordante sur les deux extrémités de la ligne de la Serre et de l'Aisne, à l'ouest par la 1re armée Debeney, à l'est par la 4e armée Gouraud et les Américains.

L'attaque en Flandre eut lieu le 14. Le premier jour, Roulers était pris et le front atteignait Cortemark et Iseghem. Le 15, à l'aile droite, l'armée Plumer enlevait Menin et Courtrai. Le 16, l'assaut

était donné sur un front de 30 kilomètres, et l'ennemi était refoulé de 6 kilomètres.

LA DISSOLUTION DU GROUPE BŒHN.

La IVe armée allemande s'était bien battue, mais elle était à bout. Le haut commandement décida de la retirer sur la ligne Hermann, c'est-à-dire sur le canal d'Eecloo et sur la Lys inférieure. C'était un dur sacrifice, car c'était l'abandon de la côte des Flandres et des principales bases de la guerre sous-marine. De plus, le repli de la IVe armée entraînait le repli de sa voisine du sud, la VIe. Celle-ci abandonna Lille dans la nuit du 17 au 18. La XVIIe armée suivit à son tour le mouvement de la VIe. Ce repli général sur la ligne Hermann entraîna la dissolution du groupe Bœhn. La IIe armée fut rattachée au groupe du prince Rupprecht, la XVIIIe au groupe du Kronprinz. Dans ce dernier groupe, la IXe armée fut supprimée.

Avant que le repli fût commencé, le 17, le maréchal Haig avait attaqué par sa droite, avec l'armée Rawlinson, l'armée Byng et la droite de l'armée Horne. L'armée Debeney prolongeait au sud l'armée Rawlinson et attaquait pareillement. Les armées allemandes prises à partie étaient la IIe et la XVIIIe, qui depuis une semaine s'étaient repliées, l'une sur la Selle, l'autre sur l'Oise, c'est-à-dire sur les avancées des lignes Hunding et Hermann. Elles firent cette fois une très vive résistance; le résultat de la bataille, qui dura jusqu'au 20, fut de les rejeter sur les lignes elles-mêmes.

LA MANŒUVRE CONTRE LE KRONPRINZ.

On a vu que le Kronprinz avait replié déjà son aile droite le 2 octobre, et qu'il s'était laissé prendre alors en flagrant délit de retraite par Mangin et Berthelot, qui l'avaient secoué; le 5, il avait replié son centre devant Reims, et l'avait ramené derrière la Suippe. Depuis lors, il tenait la ligne Arnes-Suippe-Aisne, devant la 4e et la 5e armées françaises. Dans la nuit du 9 au 10, il continua son repli, pour gagner cette fois la position Hunding-Brunnhild. Le 13, le mouvement était achevé, et les VIIe, Ire et IIIe armées allemandes étaient établies sur la Serre et l'Aisne moyenne. L'armée Mangin vint s'y heurter le 15.

Le dessein du commandement allié était de déborder cette ligne des deux côtés, à l'ouest avec l'armée Debeney, à l'est avec l'armée Gouraud et les Américains. Mais, entre l'armée Gouraud et la 1re armée américaine, s'élevait la masse de l'Argonne; pour établir la liaison, il fallait enlever le défilé de Grandpré, qui traverse l'Argonne. Le 14, le défilé fut attaqué de l'ouest par le 38e corps français, de l'est par le 1er corps américain. Le soir, la liaison était établie. — D'autre part, le général Pershing a formé le 12, sur la rive droite de la Meuse, une seconde armée américaine, à la droite de la 1re.

Cette 2e armée doit attaquer le plateau de Damvillers, qui est la charnière orientale de la position Kriemhild.

En somme, vers le 20 octobre, toutes les armées allemandes, de la mer à la Meuse, se sont retirées sur leur second système de défense : ligne Hermann de la mer à l'Oise, ligne Hunding-Brunnhild-Kriemhild de l'Oise à la Meuse. Elles sont résolues à y tenir coûte que coûte.

L'ASSAUT FINAL.

Or, le 19, le maréchal Foch a ordonné l'assaut final. La directive du 19 est la dernière qu'il donnera. L'action des différentes armées alliées y est ainsi définie. Le groupe d'armées des Flandres marchera en direction générale de Bruxelles, sa droite de Pecq sur Hal. — Au sud de cette ligne, les armées britanniques rejetteront l'ennemi sur le massif impénétrable des Ardennes; leur droite marchera par Philippeville sur Agimont (au nord de Givet). — La 1re armée française marchera par la Capelle sur Givet, appuyant à gauche le mouvement des armées britanniques, et tournant par sa droite la ligne de la Serre et la position Hunding. — La 5e armée française attaquera la ligne de l'Aisne (position Brunnhild) par l'ouest, en direction de Chaumont-Porcien, la 4e armée française et la 1re armée américaine l'attaqueront par l'est, en direction du Chesne. L'objectif commun de ces trois armées est Mézières.

L'OFFENSIVE DE LORRAINE.

Toutes ces actions ont pour objectif de rejeter les Allemands sur la Meuse. Mais, pour faire tomber leur résistance sur ce fleuve, le maréchal Foch pense à une autre manœuvre, à une offensive qui réédite plus à l'est, et avec plus de bonheur, celle du 26 septembre, autrement dit, une offensive par la Lorraine sur les voies de communication de l'ennemi. Le 20 octobre, il écrit au général Pétain : « Il y a lieu de préparer des attaques de part et d'autre de la Moselle, en direction de Longwy-Luxembourg d'une part, en direction générale de la Sarre d'autre part. » Aussitôt le général Pétain relève de la ligne la 10e armée Mangin; c'est elle qui, avec la 8e (Gérard), sous le commandement du général de Castelnau, exécutera l'opération à l'est de la Moselle. Un premier projet est envoyé par Pétain à Foch le 23.

LES COMBATS DE LA FIN D'OCTOBRE.

L'opération des Flandres commença dans la nuit du 21 au 22. Mais les Allemands résistèrent énergiquement, et elle ne réussit pas. Le 26, le général Degoutte commença à monter une autre opération pour le 31. Les armées britanniques, de leur côté, ayant atteint le 25 les réseaux de la position Hermann, s'arrêtèrent. De même, à l'aile droite, les 5e et 4e armées françaises et l'armée américaine marquèrent le pas devant une résistance acharnée. Seule, dans cette dernière semaine du mois d'octobre, l'armée Debeney remporta un vrai succès entre l'Oise et la Serre, pénétrant le 27 jusqu'aux faubourgs de Guise,

et obligeant l'ennemi à abandonner la Serre devant l'aile gauche de la 10e armée. Ce jour-là même, la 10e armée était relevée et remplacée par la 3e.

LE DERNIER QUART D'HEURE.

Sur ces entrefaites, la réponse du Président Wilson arriva; elle exigeait des conditions telles que l'Allemagne ne pût reprendre les armes. Or, le commandement allemand ne voulait d'armistice que pour se refaire et reprendre la lutte sur les frontières de l'empire. Le 24 au soir, Hindenburg adressa une proclamation aux troupes : « La réponse de Wilson exige la capitulation militaire. Par là même, elle est inacceptable pour nous, soldats.... La réponse de Wilson ne peut donc être, pour nous autres soldats, qu'une invitation à continuer la résistance jusqu'à l'extrême limite de nos forces. » Mais déjà le gouvernement était d'un autre avis; le résultat de cet ordre du jour fut la disgrâce de Ludendorff, qui fut relevé de ses fonctions le 26.

Cependant, le 23, l'armée italienne avait repris l'offensive, d'une part entre la Brenta et la conque d'Asiago, d'autre part sur la Piave. Partout les Autrichiens furent chassés de leurs positions. Le commandement ordonna la retraite le 29. Il était trop tard. Ce fut, écrit le colonel Immanuel, un désastre comme l'histoire de la guerre n'en a pas connu. Un armistice entra en vigueur le 4 novembre. Les Italiens ramassèrent jusqu'au milieu de novembre 7 000 canons et 450 000 prisonniers.

LES COMBATS DE NOVEMBRE.

Sur le front occidental, la bataille reprit en Flandre le 31 octobre, et, sur le reste du front, le 1er novembre.

LA RETRAITE DE LA IVe ARMÉE ALLEMANDE

Le 31 octobre, le groupe d'armées du Nord donne l'assaut. L'armée belge, à gauche, bordait depuis le 20 le canal, de la frontière hollandaise jusqu'à Deynze. Elle tenta vainement de le franchir. Au centre, la 6e armée française, qui était commandée depuis le 14 par le général de Boissoudy, avait en ligne trois corps, 34e, 30e et 7e. Elle conquit la crête des hauteurs qui séparent la Lys de l'Escaut, sans pouvoir la franchir. Au sud, la 2e armée Plumer attaquait face à l'est, avec 2 corps, 2e et 16e, sous un barrage roulant d'une puissance formidable. Les objectifs atteints, l'armée, pivotant sur sa gauche, se redressa face au nord-est, en avançant sa droite le long de l'Escaut. La IVe armée allemande, enfoncée et courant le risque d'être débordée sur l'Escaut, commença le 1er un large repli, suivie par les trois armées alliées, leur cavalerie en tête. Le 3 novembre, celles-ci formaient un front nord-sud, de la frontière hollandaise à l'ouest de Gand, puis se repliaient au sud-ouest, en bordant approximativement l'Escaut, puis son canal jusqu'à Valenciennes, en laissant à l'ennemi Tournai et Condé. Le vaste saillant formé par ces deux villes, et qui était demeuré passif pendant

l'action, correspondait à l'aile gauche de la 1re armée britannique.

LA PRISE DE VALENCIENNES.

Le combat recommençait à la hauteur de Valenciennes, c'est-à-dire à l'aile droite de la 1re armée britannique. La ville, attaquée le 1er, fut conquise le 2 par une manœuvre très hardie : les troupes qui attaquaient au sud de la ville, face à l'est, exécutèrent un à gauche, face au nord, de telle sorte qu'à un moment les canons britanniques furent entre leur infanterie et l'ennemi. Mais tel était l'état de l'armée allemande que de pareilles manœuvres pouvaient être exécutées.

LES COMBATS ENTRE L'ESCAUT ET LA SAMBRE.

Valenciennes pris et dépassé, la bataille s'engagea le 4 entre l'Escaut au nord et la Sambre au sud. Elle était menée à gauche par la droite de la 1re armée (22e corps et corps canadien), et plus au sud par la 3e armée (6e et 18e corps à gauche, 4e au centre, 14e corps à droite). Le 4e corps emporta le Quesnoy, et le 14e traversa la forêt de Mormal, débordant Landrecies par le nord. Pendant ce temps, cette ville était attaquée et prise par la 4e armée Rawlinson, qui achevait à droite l'ordre de bataille britannique. Le 5 au matin, les Britanniques victorieux avaient fait 20 000 prisonniers et pris 450 canons. La Sambre était franchie de Landrecies à Oisy, et les armées allemandes commençaient un large mouvement de repli.

LES COMBATS ENTRE LA SAMBRE ET L'OISE.

A la droite de Rawlinson, Debeney avait attaqué le 3 la XVIIIe armée entre la Sambre au nord et l'Oise au sud, en direction générale de la Capelle. On se rappelle que le dessein de cette attaque était de tourner l'extrémité ouest de la position Hunding sur la Serre et d'arriver derrière elle. Ce dessein serait réalisé par la prise de Guise. L'armée, franchissant le canal qui relie la Sambre et l'Oise, arriva à Lesquielles-Saint-Germain. Guise était débordé par le nord et à la merci d'une nouvelle attaque.

LES COMBATS ENTRE L'AISNE ET LA MEUSE.

A l'autre extrémité de la position Hunding, la 4e armée Gouraud et la 1re armée américaine avaient attaqué le 1er novembre entre l'Aisne et la Meuse. Les deux armées étaient en potence l'une sur l'autre, l'armée Gouraud bordant l'Aisne face à l'est, avec une tête de pont sur la rive droite à Vouziers, l'armée américaine s'étendant face au nord, entre l'Aisne et la Meuse, la liaison entre les deux armées se faisant par Grandpré, dans l'Argonne. Les deux attaques convergeaient donc à angle droit, celle du général Gouraud ayant pour objectif le Chesne, celle du général Liggett ayant pour objectif Buzancy.

Le général Gouraud avait en ligne, à gauche, le 11e corps, qui devait, en liaison avec la 5e armée, exécuter des attaques locales à l'ouest de Rethel, puis, en allant vers la droite, le 14e corps, le 9e et le 38e. Le 1er novembre, tandis que le 9e corps tenait la tête de pont

de Vouziers, le 14e corps l'élargissait au nord en prenant Voncq, et le 38e corps l'élargissait au sud en prenant Falaise. De la base de départ ainsi constituée, l'armée se portait en avant le 2, poursuivant les Allemands qui se repliaient et atteignant le front Semuy-Longwé.

De leur côté, les Américains, attaquant le 1er novembre entre l'Argonne et la Meuse, rompirent la ligne allemande entre Champigneulles et Brieulles. Le 5e corps, qui était au centre, avança en pointe de 12 kilomètres jusque dans l'est de Buzancy. Le lendemain, le 1er corps, qui était à gauche, attaquait à son tour. Toute la ligne se portait en avant avec une impétuosité accrue par la victoire. En fin de journée, les 5e, 1er et 3e corps faisaient le front Longwé-Buzancy-Villers.

Le 3, les deux armées Gouraud et Liggett, dépassant l'Argonne au nord et désormais bien liées, avançaient sur un large front, en gagnant une profondeur de 5 à 10 kilomètres. Le 4, toute la ligne américaine se porte en avant, enlevant la forêt de Dieulet, tandis qu'à l'armée Gouraud, le corps de droite passe le canal des Ardennes; le corps de gauche (14e) ne réussit pas à la franchir. En quatre jours, l'armée Gouraud a avancé de 20 kilomètres vers Sedan.

LE REPLI SUR LA POSITION HAGEN.

C'en est fait de la seconde position de repli des Allemands. Entre l'Escaut et l'Oise, la position Hermann est rompue. De l'Oise à la Meuse, la position Hunding-Brunnhild-Kriemhild est tournée à l'ouest par Debeney, rompue à l'est par Gouraud et Liggett. Il faut se replier sur la troisième position, cette ligne Hagen, inachevée, qui se moule sur le massif des Ardennes, de Hirson à Sedan. Le 5, puis le 6, les IIe, XVIIIe, VIIe, Ire, IIIe et Ve armées allemandes se mettent en retraite sur un front de plus de 200 kilomètres, en s'appuyant à gauche à la Meuse, à droite au moyen Escaut.

LA POURSUITE.

Aussitôt informées de ce repli, les armées alliées se mettent à la poursuite. Le 6, Gouraud, franchissant le canal des Ardennes, pousse au nord, et arrive à 10 kilomètres de Sedan, à 20 kilomètres de Mézières. A sa gauche, Guillaumat et Humbert, devant qui les Allemands se retirent, occupent sans combat la position Hunding et avancent à grande allure. Le 6 au soir, ils font le front Vervins, sud de Novion-Porcien. A la gauche d'Humbert, Debeney, poussant à l'est, borde le 6 au soir la route Vervins-Avesnes. Rawlinson arrive à 6 kilomètres d'Avesnes. Byng marche sur Maubeuge et Horne sur Mons; mais ces deux généraux sont à la charnière du repli ennemi. Il serait très grave pour les Allemands de s'y laisser enfoncer; aussi font-ils une défense désespérée : Byng est arrêté à l'est de la forêt de Mormal; Horne est arrêté sur le Honnelle, qu'il franchit pourtant le 6.

Sous le ciel bas de novembre, par la pluie et le vent, les colonnes de l'infanterie allemande refluent, perdant les prisonniers par milliers. Les avions allemands ont disparu du ciel. Les aviateurs alliés, volant à petite hauteur, rapportent tous les mouvements de l'ennemi, le bombardent et le mitraillent. Derrière les avions, l'infanterie alliée, harassée, mais victorieuse, suit malgré la résistance des derniers mitrailleurs, et les malheureux habitants, délivrés de quatre ans d'esclavage, l'acclament éperdument.

Le 8, la 4e armée Gouraud arrive sur la Meuse, et occupe les hauteurs de la rive sud, de Sedan à Mézières. Guillaumat, débouchant du Porcien, atteint après un vif combat la ligne Mézières-Aubenton; Humbert rencontre également une vive résistance sur la ligne du Thon et de l'Aube, qu'il ne réussit pas à franchir, sauf au sud d'Hirson, où il établit une tête de pont. Devant Debeney aussi la résistance s'accentue le 8. Après les fortes avances du 6 et du 7, il ne fait plus ce jour que 3 kilomètres, en se battant, entre Hirson et Avesnes. Rawlinson, dans la région d'Avesnes, ne put lui aussi avancer le 8 que de 2 kilomètres. Les armées allemandes étaient arrivées à bout de repli. Elles pouvaient donc maintenant abandonner le vaste saillant Audenarde-Tournai-Condé, qui avait servi de support au mouvement, et replier leur aile droite. Dans la nuit du 7 au 8, des explosions se faisaient entendre devant la 1re et la 5e armées britanniques : l'ennemi abandonnait les deux têtes de pont de Condé et de Tournai, et, le 9 et le 10, il évacuait toute la boucle de l'Escaut. Plus au nord, il se repliait le 8 devant le groupe d'armées des Flandres, et, décollant pareillement de l'Escaut, il allait s'établir la droite à Gand et la gauche sur les collines de Renaix. Il était mainnant partout sur sa troisième position défensive : en Belgique sur la ligne Gand-Renaix; en France sur la ceinture du massif des Ardennes, d'Hirson à Sedan. Mais il était à bout. La discipline n'existait plus; les troupes étaient désorganisées, les routes embouteillées. D'autre part, l'offensive de Lorraine était prête. Elle devait se déclencher le 13. Enfin, la révolution avait éclaté à Berlin; l'empereur, ayant abdiqué, s'était retiré le 8 au soir en Hollande.

LA RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE.

Le 7 novembre, à minuit trente, le maréchal Foch avait reçu du commandement allemand le radio suivant :

LA DEMANDE D'ARMISTICE.

« Le gouvernement allemand, ayant été informé par les soins du Président des États-Unis que le maréchal Foch a reçu le pouvoir de recevoir ses représentants accrédités et de leur communiquer les conditions de l'armistice, fait connaître les noms de ses plénipotentiaires et demande l'endroit où ils pourront pénétrer dans les lignes françaises. Il demande aussi une suspension d'armes dans l'intérêt de l'humanité. »

A une heure vingt-cinq, le maréchal répondit que les plénipotentiaires allemands devraient se présenter aux avant-postes sur la route de Maubeuge à la Capelle. De là ils furent menés à Rethondes, dans la forêt de l'Aigue, entre Compiègne et Soissons. A 700 mètres de la gare, une voie de garage formait un épi. Le train du maréchal Foch fut placé sur une des voies, celui des plénipotentiaires sur l'autre.

L'ENTREVUE DE RETHONDES.

L'entrevue eut lieu le 8, à neuf heures du matin. Les délégués allemands étaient M. Erzberger, président; le comte Oberndorf, le général von Winterfeld, le capitaine de vaisseau Vanselow, les capitaines Geyer et Helldorf. A neuf heures, ils descendent de leur train, et, par un chemin de caillebotis posé sur le sol boueux, gagnent le train du maréchal. Ils sont reçus dans le wagon-bureau par le général Weygand et l'amiral Hope. Puis le général Weygand va chercher le maréchal Foch, qui entre suivi de l'amiral Wemyss.

Foch s'arrête sur le seuil, fait le salut militaire, puis s'approche de la table, ôte son képi et dit : « A qui ai-je l'honneur de m'adresser? » Erzberger répond en allemand : « Les plénipotentiaires envoyés par le gouvernement germanique. » Il tend les lettres de crédit au maréchal, qui les prend et dit : « Je vais les examiner ». Et il sort avec l'amiral Wemyss. Tout le monde attend, debout. Il revient, et le dialogue suivant s'engage.

FOCH (*debout*). — Quel est l'objet de votre visite?

ERZBERGER. — Nous venons recevoir les propositions des Puissances alliées pour arriver à un armistice sur terre, sur mer et dans les airs (*l'interprète Laperche traduit sa réponse*).

FOCH. — Je n'ai pas de proposition à faire.

OBERNDORFF. — Si monsieur le Maréchal préfère, nous pourrons dire que nous venons demander les conditions auxquelles les Alliés consentiraient un armistice.

FOCH. — Je n'ai pas de conditions.

ERZBERGER *tire de sa poche et lit la note du Président Wilson disant que le maréchal Foch est autorisé à faire connaître les conditions de l'armistice.*

FOCH. — Demandez-vous l'armistice? Si vous le demandez, je puis vous faire connaître à quelles conditions il pourra être obtenu.

ERZBERGER et OBERNDORFF *déclarent qu'ils demandent l'armistice.*

FOCH. — Je vais donc vous faire donner lecture des conditions arrêtées par les gouvernements alliés.

LES CONDITIONS DE L'ARMISTICE.

Le maréchal, puis tous les plénipotentiaires s'assoient; un texte des conditions est remis à Erzberger, tandis que le général Weygand les lit à haute voix. Ces conditions avaient été arrêtées le 4 entre les gouvernements alliés. Elles comprenaient l'évacuation dans le délai de quinze jours des territoires occupés, y compris l'Alsace-Lorraine ; la livraison de 5000 canons, 30 000 mitrailleuses, 3 000 minen-

verfer, 2 000 avions; l'évacuation dans le délai de trente jours de la rive gauche du Rhin, qui restera administrée par les autorités locales sous la surveillance des armées alliées, augmentée de trois têtes de pont de 30 kilomètres de rayon sur la rive droite, à Cologne, Coblentz, Mayence, l'entretien des garnisons étant aux frais de l'Allemagne; la neutralisation d'une zone de 10 kilomètres à l'est du fleuve et des têtes de pont; la livraison de tous les approvisionnements militaires laissés après les délais d'évacuation; la livraison de 5 000 locomotives, 150 000 wagons, 5 000 camions; la livraison de 160 sous-marins dans le délai de quinze jours; l'internement, dans le délai de sept jours, de 6 croiseurs de bataille, de 10 cuirassés d'escadre, de 8 croiseurs légers et de 50 destroyers; la libération des prisonniers faits par l'Allemagne, sans réciprocité; l'évacuation immédiate de l'Autriche-Hongrie, de la Roumanie, de la Turquie et, au moment fixé par l'Entente, de la Russie; l'annulation des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest, l'évacuation de tous les ports de la mer Noire; la restitution des navires de guerre russes et de tous les bateaux de commerce; l'évacuation de l'Afrique orientale; la réparation des dommages de guerre.

La durée de l'armistice était de trente-cinq jours, et pouvait être prolongée. Le délai accordé pour accepter ou refuser ces conditions était de soixante-douze heures. Le terme du délai fut donc fixé au lundi 11 novembre, à onze heures du matin. Le maréchal Foch refusa une suspension d'armes. Bien au contraire, le 9, à quatorze heures trente, il télégraphiait aux commandants en chef : « L'ennemi, désorganisé par nos attaques répétées, cède sur tout le front. Il importe d'entretenir et de précipiter nos actions. Je fais appel à l'énergie et à l'initiative des commandants en chef et de leurs armées, pour rendre décisifs les résultats obtenus. »

LA SITUATION LE 9 AU SOIR.

Le 9 au soir, la situation était la suivante. La 1re armée américaine, ayant poussé sa droite à l'est de la Meuse, faisait le front Ornes-Mouzon. L'armée Gouraud avait occupé Mohon et Mézières, et une de ses divisions avait jeté 2 bataillons sur la rive droite de la Meuse. L'armée Guillaumat était sur la Sormonne, c'est-à-dire juste aux abords de la grande forêt des Ardennes. L'armée Humbert, passant le Thon et l'Aube, était pareillement venue se mouler sur l'Ardenne, en faisant la ligne la Neuville aux Joutes-Signy-le-Petit.

Cependant l'offensive de Lorraine est prête. L'armée Mangin comprend 14 divisions, l'armée Gérard, à sa droite, 6. A gauche, la 2e armée américaine doit attaquer à l'ouest de Metz. Quant aux chances de l'opération, on peut les résumer ainsi. Le maréchal Foch dispose de 205 divisions : 102 françaises, 60 britanniques, 12 belges,

29 américaines, 2 italiennes. Sur ce total, il a 103 divisions en réserve. Les armées allemandes n'ont plus sur le front occidental que 187 divisions, dont 17 seulement en réserve; leur grande ligne de rocade Hirson-Sedan est perdue; les renforts sont incapables de se porter à temps sur le champ de bataille. L'armée allemande est bien perdue.

Le 10, à sept heures du soir, le général Desticker téléphone au maréchal Foch que nos postes ont intercepté le radio du gouvernement allemand aux plénipotentiaires : « Les plénipotentiaires sont autorisés à signer. » A minuit et demie, ils reviennent dans le wagon-bureau du train du maréchal; la discussion dure toute la nuit. Enfin, à cinq heures, les signatures sont échangées. L'armistice entra en vigueur six heures plus tard, c'est-à-dire à onze heures.

LA JOURNÉE DU 10.

Le 10 au soir, le groupe d'armées des Flandres avait encore réussi une longue avance par son centre et sa droite. La 6e armée française avait par son aile sud progressé de 15 kilomètres jusqu'à Segelshem, prolongée au sud par l'armée Plumer à Nederbrehelles. Le 11 au matin, les armées britanniques jalonnaient la ligne Nederbrehelles-Mons. Elles se liaient par Eppes-Sauvage à l'armée Debeney, qui avait avancé le 10 de 8 kilomètres. La 3e armée, qui avait en cinq jours gagné 60 kilomètres, occupait Rocroi le 11 à l'aube. La 5e armée, suivant pas à pas l'ennemi sur les hauteurs de l'Ardenne, avait atteint le 10, à seize heures, le front Bel-Air-Renwez. La 4e armée, après de durs combats, le 10, pour le passage de la Meuse, avait réussi à jeter six bataillons sur la rive droite, entre Vrigne et Lumes. Le compte rendu du 11 au matin ajoutait : « Hier soir, à partir de dix-huit heures, l'ennemi a bombardé Mézières avec des obus incendiaires, mettant le feu à l'hôpital qui a dû être évacué par les malades et les blessés qui l'occupaient. Depuis ce matin, les Allemands exécutent sur la ville, où se trouvent plus de 20 000 habitants, des tirs par toxiques et mitrailleuses. » L'armée américaine avança le 11 au matin jusqu'au jalonnement Stenay-Dieppe.

LA CESSATION DU FEU.

A onze heures du matin, le feu s'arrêta partout, après deux cent trente-deux jours de bataille ininterrompue. Les soldats étaient comme stupéfaits de pouvoir se montrer sans risquer une balle ou un obus. A quatre heures de l'après-midi, toutes les cloches des églises de France sonnèrent. Paris, qui avait pendant quatre ans et trois mois supporté stoïquement l'inquiétude, le bombardement et la victoire même, laissa enfin éclater sa joie. La foule parcourait les boulevards en chantant : « Fallait pas, fallait pas qu'y aille ». On acclamait les soldats, on fraternisait. On promenait en triomphe les canons

ennemis, dont M. Clemenceau avait fait une allée triomphale de l'Étoile à la Concorde. Le maréchal Foch adressa le 12 aux troupes alliées une proclamation qui disait : « Vous avez gagné la plus grande bataille de l'histoire et sauvé la cause la plus sacrée : la Liberté du monde. Soyez fiers! D'une gloire immortelle vous avez paré vos drapeaux. La postérité vous garde sa reconnaissance[1]. »

LES MORTS Pour cette lutte, la France avait mobilisé 8 410 000 hommes. Le chiffre total des morts fut de 1 383 000; celui des blessés, 2 800 000. L'empire britannique comptait 984 000 morts, l'Italie 512 000, la Belgique 51 000. Les pertes des Allemands ont été de 1 822 545 morts.

1. En dehors du front français, les troupes françaises se sont battues aux Dardanelles, en Macédoine, en Palestine, en Italie et aux colonies,

I. Le 18 mars 1915, l'escadre alliée, sous les ordres de l'amiral de Robecq, avait en vain tenté de forcer le passage des Dardanelles. Le 25 avril, un corps expéditionnaire allié, comprenant une division française, débarqua à l'extrémité de la péninsule de Gallipoli. Pour faciliter l'opération, un détachement français (175e régiment d'infanterie et 6e régiment mixte colonial) fut débarqué sur la côte d'Asie, et rembarqué le lendemain, pour être transporté dans la péninsule. Les Français y prirent la droite des troupes britanniques. Ils furent arrêtés par le ravin de Kereves-Déré, qu'ils ne purent franchir, mais où ils se maintinrent malgré les contre-attaques turques. Le 28 avril, à six heures du soir, le front était fixé pour tout le reste de la campagne.

Du 25 avril au 4 juin, aucune grande opération ne fut tentée par les Alliés. Le général d'Amade, qui commandait le corps expéditionnaire français, fut remplacé par le général Gouraud, qui arriva le 14 mai. A la fin de mai, les forces françaises étaient de 2 divisions. Le 4 juin, une nouvelle attaque fut exécutée par les Alliés, et ne réussit pas. Les Français, qui avaient engagé une division et demie, prirent, au delà de Kereves-Déré, la hauteur de Haricot, et la reperdirent. Le 29 juin, ils la prirent une seconde fois, et définitivement, dans une opération de détail. Le 30 juin, le général Gouraud fut grièvement blessé. Le général Sarrail, nommé à sa place le 22 juillet, exigea que le corps expéditionnaire devînt l'armée d'Orient. Il fut nommé commandant de cette armée le 5 août.

De nouveaux renforts britanniques et français débarquèrent à la fin de juin, ce qui porta à 10 divisions les troupes commandées par sir Jan Hamilton. On fit pendant tout le mois de juillet des opérations de détail, sanglantes et sans résultat. Enfin, le 6 août, le général anglais exécuta sans succès une grande attaque, purement britannique, à la fois au cap Hellès, à Gaba-Tepe et à Sovla. Les troupes françaises n'y prirent point de part active.

Cependant, le 4 octobre, les ministres de France, de Russie et d'Angleterre à Sofia avaient reçu leurs passeports. Les Bulgares attaquaient la Serbie par l'est, tandis que les Austro-allemands l'attaquaient par le nord.

La 156e division du général Bailloud avait déjà été rembarquée au cap Hellès, et arriva à Lemnos le 29 septembre, d'où elle fut dirigée sur Salonique, où elle débarqua le 5 octobre. La division qui restait devant les Dardanelles et les éléments d'armée furent commandés par le général Brulard. Le 16 octobre, le général Hamilton fut remplacé par le général Monro. Au milieu de novembre, lord Kitchener vint inspecter les fronts, et conclut à l'évacuation. L'embarquement commença à la fin de l'année. Il fut terminé le soir du 7 janvier.

II. La 156e division française et la 10e division britannique, venant des Dardanelles et débarquées à Salonique le 5 octobre 1915, formèrent le premier noyau de l'armée d'Orient, dont le commandement était donné au général Sarrail, qui arriva le 12 octobre. La 57e division débarqua au milieu d'octobre, et une de ses brigades fut aussitôt jetée en flèche vers la région de Krivolak, pour donner la main aux Serbes tandis que la 156e tenait le Vardar en aval vers Strumitsa.

Une troisième division, la 122e, arriva le 1er novembre. Le général Sarrail attaqua le 3 novembre avec la 156e division, en direction de Kosterino, tandis qu'à gauche la 57e saisissait le 30 octobre les ponts de la Cerna et se portait, le 5 novembre, sur les arrières des Bulgares qui attaquaient Prilep. Elle fut elle-même violemment attaquée par les Bulgares du 6 au 15 novembre. Sa résistance permit à l'armée serbe de s'écouler sur l'Albanie. Sa tâche remplie, l'armée d'Orient commença à se replier sur Salonique, le 2 décembre, par échelons de divisions. Elle atteignit, le 12, la frontière grecque, que les Bulgares ne franchirent pas.

Un camp retranché fut établi à Salonique. Rejointe en avril et mai 1916 par l'armée serbe, renforcée de contingents italiens, grecs, russes et britanniques, l'armée d'Orient atteignait 300 000 hommes. En août, les Bulgares attaquèrent par les deux ailes. Cette attaque arrêtée, l'armée d'Orient passa elle-même à l'offensive le 12 septembre, et, avançant par sa gauche, occupa Monastir le 19 novembre.

Le front resta ainsi fixé pendant deux ans. Le 4 juin 1918, le général Franchet d'Esperey arrivait à Salonique, et, le 15 septembre, il commençait l'offensive. Il disposait de 29 divisions, dont 8 françaises. Dès le premier jour, la première position bulgare fut enlevée en plein centre de la ligne, sur 15 kilomètres, par les 122e et 17e divisions françaises, et par la division serbe de la Choumadia. Le 18, le front bulgare était emporté sur 25 kilomètres du front et 15 de profondeur, et la poursuite commençait le 19 avec rabattement à gauche et à droite. Le 22, les ailes bulgares se repliaient à leur tour. En dix jours, l'avance au centre atteignait 100 kilomètres. La XIe armée allemande (composée en réalité de troupes bulgares), encerclée, capitulait le 29, livrant 77 000 hommes, 1 600 officiers, 500 canons. Le même jour, la Bulgarie signait un armistice à Salonique.

III. En Italie, les Austro-allemands ayant battu, le 14 octobre 1917, la 2e armée italienne à Caporetto, ce qui entraînait le repli de toute la ligne, la 10e armée Duchêne, forte de 6 divisions, débarqua dans la région de Vérone du 31 octobre au 2 novembre. Le commandement supérieur des forces françaises fut exercé successivement par le général Foch, arrivé le 28 octobre, puis, à partir du 28 novembre, par le général Fayolle.

La 10e armée entra en ligne le 3 décembre, de Rivasecca à l'osteria de Monfenera, avec deux divisions en ligne. La 47e division française enleva la crête Mont-Tomba-Monfenera, le 30 décembre. Après l'offensive allemande de mars 1918 en France, quatre divisions françaises furent rappelées. Il ne resta en Italie, sous les ordres du général Graziani, que le 12e corps, à deux divisions, entré en secteur du 18 au 22 mars sur le plateau des Sette-Communi; le 15 juin, les Autrichiens ayant prononcé une attaque générale, le 12e corps maintint brillamment ses positions et porta secours au 13e corps italien, situé à sa droite. — En septembre, une grande offensive est décidée sur la Piave; le général Graziani reçoit le commandement de la 12e armée, où entre la 23e division française, la 24e restant en secteur avec la 6e armée italienne, sur les Sette-Communi, où elle exécute le 11 octobre un coup de main sur le Sisemol. — Cependant l'offensive sur la Piave commence le 26 octobre. Les ponts sont plusieurs fois coupés et reparés. Enfin, le 29 au soir, toute l'infanterie de la 23e division a passé la rive gauche. Dans la nuit du 30 au 31, les Autrichiens se mettent en retraite. Le 1er novembre, le commandement italien ordonne l'offensive sur tout le front, et le 3 les Autrichiens signent l'armistice. La 23e division, sur la Piave, avait fait 3 000 prisonniers, la 24e, sur le plateau d'Asiago, 1 174.

IV. Enfin des troupes françaises ont pris une part importante à la conquête du Togo et à celle du Cameroun. Le Togo fut attaqué, le 7 août 1914, par une colonne anglaise forte de trois compagnies, venue de la Côte d'Or, et par une colonne française, forte de quatre compagnies, venue du Dahomey : au total, 1 200 hommes. Ces colonnes réunies marchèrent sur Kamina. Un combat eut lieu à Chra, le 24 août; le 26, les Alliés étaient en vue de Kamina. Le lendemain, les Allemands se rendaient.

Le Cameroun fut attaqué par sept colonnes marchant concentriquement. Au nord, une colonne française partant du Tchad et une colonne anglaise partant de la Nigeria devaient converger sur Garoua. Dans l'est, deux colonnes françaises partant, l'une de l'Oubanghi, l'autre du Congo, marchaient sur Yaoundé, qui est le centre du pays. Du littoral, une colonne anglo-française devait occuper Duala, la côte et l'hinterland. Dans le sud, deux colonnes françaises partaient du Gabon. — A la fin de 1915, les diverses colonnes encerclaient le réduit central formé par le plateau de Yaoundé. Ce fut la colonne partie du littoral qui y entra le 1er janvier 1916, précédant de quelques jours les colonnes du nord et de l'est. Au milieu de février, la conquête du pays était achevée.

V. Tandis que la direction des opérations navales appartenait à la Grande-Bretagne dans la mer du Nord, la Manche et l'Atlantique, elle était laissée à la France dans la Méditerranée. — La marine française n'a pris part qu'à une seule grande action, la tentative de forcement des Dardanelles, le 18 mars 1915. La division de l'amiral Guépratte marchait en tête de la flotte alliée. Elle comprenait le *Suffren*, le *Bouvet*, le *Charlemagne* et le *Gaulois*. Elle entama le combat à midi avec les ouvrages turcs, et fut relevée à quatorze heures par la division britannique. Dans les évolutions du retour, le *Gaulois* heurta une mine dérivante et dut s'échouer. Le *Bouvet*, pareillement heurté par une mine, s'engloutit en trois minutes, tout l'équipage sur le pont et acclamant la France. Le *Suffren* dut s'échouer comme le *Gaulois*.

Faute de grandes batailles, la marine française fit bravement l'obscur, fatigant et périlleux travail de la surveillance, du transport, du ravitaillement, de la lutte contre les sous-marins et des expéditions de bombardement.

LIVRE III

LES INTERVENTIONS ET LES NÉGOCIATIONS [1]

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE POUR LES ALLIANCES

I. LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ITALIE. — II. LES NÉGOCIATIONS AVEC LA ROUMANIE. — III. LA GUERRE AVEC LA TURQUIE ET LES NÉGOCIATIONS ORIENTALES. — IV. LES NÉGOCIATIONS AVEC LA GRÈCE ET LE PARTAGE DE LA TURQUIE.

I. — LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ITALIE

EN déclarant sa neutralité dès le 2 août, l'Italie ne trahissait point ses partenaires de la Triple-Alliance. Aucune clause du pacte triplicien ne l'obligeait à s'associer à une agression des empires centraux contre des tiers. Au contraire, ces derniers avaient manqué à leurs engagements en entreprenant un remaniement du *statu quo* balkanique sans s'être préalablement concertés avec le Cabinet de Rome. En outre, celui-ci était lié envers la France par un accord en date du 1er novembre 1902, aux termes duquel l'Italie s'obligeait à garder une stricte neutralité au cas où la France serait l'objet d'une agression directe ou indirecte de la part d'une ou de plusieurs puissances, et aussi au cas où la France, par suite d'une provocation directe, se trouverait réduite à prendre, pour la défense de son honneur et de sa sécurité, l'initiative d'une déclaration de guerre. Dans les lettres échangées à cette occasion entre M. Prinetti,

L'ACCORD PRINETTI-BARRÈRE.

1. SOURCES. — *Livre Rouge* austro-hongrois sur les relations avec la Roumanie du 22 juillet 1914 au 27 août 1916; *Livres Blancs* grecs sur les événements de 1913 à 1917; *Cinq ans d'Histoire grecque* (1912-1917), discours de M. Venizélos à la Chambre; *Souvenirs* de Take Jonesco; *Livre Vert* italien de mai 1915; *Livre Rouge* austro-hongrois sur les événements du 20 juillet 1914 au 23 mai 1915, *L'Affaire grecque*, par Auguste Gauvain, *M. Jonnart en Grèce*, par Raymond Recouly; *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, par G. Deville; *Im Weltkriege*, par le comte Czernin.

ministre des Affaires étrangères d'Italie, et M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, le sens et la portée de l'expression « provocation directe » avaient été précisés, et l'on avait pris pour exemples : 1° la publication des dépêches maquillées par le prince Bismarck en 1870, et le refus du roi Guillaume de recevoir M. Benedetti; 2° l'incident Schnæbelé. Dans la crise de juillet-août 1914, les difficultés que pouvait soulever l'interprétation de cette expression ne se présentaient pas. La France était, sans contestation possible, l'objet d'une agression directe. L'Italie aurait donc violé ses engagements formels si elle s'était rangée aux côtés des empires Centraux moyennant des compensations territoriales de la part de l'Autriche. Les gouvernements allemand et autrichien ne pouvaient ignorer la teneur ou tout au moins le sens de l'accord du 1er novembre 1902. Néanmoins, Guillaume II ne semblait pas se rendre compte de la situation. Dans ses annotations sur les dépêches de ses représentants, il traite Victor-Emmanuel III de gredin, de coquin. Il accuse San Giuliano de vouloir « filouter » l'Albanie. Quant à Berchtold, il essaie de séduire Rome en lui offrant Tunis, la Savoie, Nice. Mais, dans le courant des mois d'août et de septembre, il est obligé de constater que ni le gouvernement, ni le peuple italien ne veulent s'associer aux plans de l'Autriche, ni s'exposer aux risques d'une guerre contre la France et l'Angleterre. D'ailleurs, ces deux puissances s'attachent à ménager les susceptibilités italiennes et à préparer les voies à une alliance. L'escadre française de la Méditerranée, qui avait tout d'abord pour instructions d'opérer sur les côtes de la Dalmatie et de provoquer des soulèvements parmi les populations de cette province slave, reçoit contre-ordre, et se borne à croiser dans l'Adriatique après avoir paru devant Raguse.

OFFRES AUTRICHIENNES A L'ITALIE.

Au mois d'octobre, le marquis de San Giuliano meurt. Ce ministre, de tradition triplicienne, est remplacé deux semaines après par le baron Sonnino, ancien président du Conseil, qui avait autrefois déconseillé les revendications italiennes sur Trieste. Comme une grande partie de l'opinion italienne est hostile à toute participation à la guerre, que l'armée n'est pas dans un état de préparation suffisante, et que les événements militaires font prévoir une lutte encore longue, MM. Salandra et Sonnino évitent de prendre position, tout en s'efforçant de renforcer l'armée. Dans une allocution aux fonctionnaires de la Consulta, M. Salandra déclare que la politique italienne s'inspire d'une « vision sereine des intérêts du pays », qu'elle est à la fois réfléchie et hardie; « il faut, dit-il, un esprit libre de toute préoccupation, de tout préjugé, de tout sentiment qui ne soit pas celui du dévouement exclusif et illimité à notre

M. SONNINO M. SALANDRA, ET L'ÉGOISME SACRÉ.

patrie et un égoïsme sacré pour l'Italie ». La fin de l'automne se passe en conversations avec Vienne sur l'Albanie, où règne l'anarchie, et sur l'interprétation de l'article VII du traité triplicien, combiné avec l'accord sur le sandjak de Novi-Bazar conclu en 1909 lors de la crise bosniaque.

Le 2 décembre, les troupes austro-hongroises entrent à Belgrade. Le 9, M. Sonnino fait un pas en avant. Il notifie à Berchtold que « l'Italie a un intérêt de premier ordre au maintien de la pleine intégrité et de l'indépendance politique et économique de la Serbie », et que l'équilibre de la péninsule balkanique est menacé de telle sorte que l'Italie a droit d'ores et déjà aux compensations prévues dans l'article VII. En conséquence, il propose de procéder sans retard à un échange de vues à ce sujet. Berchtold se défend en alléguant que, l'occupation de Belgrade et d'autres parties du territoire serbe étant seulement temporaire, il n'y a pas lieu d'appliquer l'article VII. Tandis que Vienne et Rome discutent sur la genèse de l'article VII, et sur le sens des expressions « occupation temporaire » et « occupation momentanée dérivant d'opérations de guerre », les Serbes battent complètement les Austro-Hongrois, les chassent du royaume, et rentrent le 12 décembre à Belgrade. Le prince de Bülow arrive à Rome pour remplacer Flotow. Sonnino lui déclare que l'Italie gardera la neutralité, « dans la supposition que celle-ci peut avoir pour conséquence la satisfaction de quelques-unes de ses aspirations nationales ». Le 25 décembre, 300 hommes débarqués des stationnaires italiens de l'Adriatique occupent le port et les bâtiments de Vallona, sous le prétexte de réprimer des troubles. Avarna déclare à Berchtold qu'il s'agit seulement de mesures provisoires, sans que ce dernier proteste. Le 6 janvier, le baron de Macchio, qui vient d'être nommé ambassadeur à Rome, accepte de parler avec Sonnino de compensations « dans la direction des aspirations territoriales de l'Italie », euphémisme désignant le Trentin.

M. SONNINO DEMANDE DES COMPENSATIONS.

OCCUPATION DE VALLONA.

Ce moment marque la faillite de la diplomatie austro-hongroise. Berchtold donne sa démission le 13 janvier. Il a pour successeur le baron Burian, un Magyar, ancien ministre commun des Finances et de Bosnie-Herzégovine, plus administrateur que diplomate. Le nouveau ministre des Affaires étrangères refuse de discuter sur la base d'une cession territoriale, et prétend que l'occupation de Vallona et des îles du Dodécanèse par l'Italie autorise plutôt l'Autriche à réclamer elle-même des compensations, puisque la Serbie est évacuée. Mais il n'est pas soutenu dans cette position théorique par Bülow qui, de concert avec Giolitti, recherche une entente sur la base de la cession du Trentin. Giolitti lance dans le

LE BARON BURIAN REMPLACE BERCHTOLD.

LE PARECCHIO. publie, par l'intermédiaire de la *Tribuna*, l'idée du *parecchio*, c'est-à-dire d'une neutralité payée à l'Italie de différents côtés. A Rome, le public s'impatiente. Lors de la réouverture de la Chambre, le 18 février, il manifeste contre l'Autriche-Hongrie, tandis que plusieurs députés prononcent des discours vibrants en faveur de l'achèvement de l'unité nationale. A la fin de février, Sonnino notifie à Vienne et à Berlin qu'en raison de « la conduite obstinément dilatoire » du Cabinet austro-hongrois, il retire toute proposition de discussion : il se retranche derrière l'article VII, et n'admet plus d'action militaire de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, à moins que, préalablement, comme le veut le texte de l'article VII, n'ait été conclu un accord sur les compensations, accord qu'il serait inutile d'espérer conclure autrement que sur la base de cessions de territoires actuellement possédés par l'Autriche-Hongrie. Cette déclaration se terminait par la menace de reprendre une entière liberté d'action.

MENACE DE RUPTURE DE LA TRIPLICE. C'était presque une dénonciation de la Triple-Alliance. Et, comme le bruit courait que l'Autriche-Hongrie allait occuper les districts sud-ouest de la Roumanie, la presse de Rome et de Milan annonçait que l'Italie ne laisserait pas toucher à la Roumanie.

II. — LES NÉGOCIATIONS AVEC LA ROUMANIE

LA ROUMANIE ET LA TRIPLE-ENTENTE. LA politique de l'Italie et celle de la Roumanie semblaient liées. La Triple-Entente agissait aussi fortement à Bucarest qu'à Rome pour déterminer une intervention militaire en sa faveur. Dans chacun des deux pays, la question se posait de même : il s'agissait de profiter d'une occasion unique pour réaliser les aspirations nationales sans toutefois compromettre son existence par une intervention prématurée. La France, l'Angleterre et la Russie étaient prêtes à reconnaître à l'un et l'autre pays les provinces austro-hongroises habitées en majorité par leurs conationaux. Mais le principe admis par la Triple-Entente était d'une application délicate. A Rome comme à Bucarest, on tenait à porter les limites de ces provinces à des frontières stratégiques, et l'on s'inspirait aussi de considérations historiques et économiques. On heurtait ainsi les intérêts et le patriotisme des Dalmates, des Croates et des Slovènes dans la région de l'Adriatique, les ambitions russes au nord-est de la Hongrie, et les prétentions serbes sur le banat de Temesvar. A Bucarest, l'Entente rencontrait une difficulté de plus au début du conflit : la présence sur le trône d'un Hohenzollern, qui se souvenait d'avoir été officier prussien, et ne voulait à aucun prix prendre les armes contre sa patrie d'origine.

CHARLES Ier.

Le roi Charles Ier était désespéré par la guerre européenne. Arrivé au terme d'une vie glorieuse, il aspirait seulement à finir son règne en paix, en laissant à ses successeurs le soin d'achever son œuvre. Depuis un demi-siècle, il présidait aux destinées de la Roumanie avec un tact, une prudence, une conscience et une autorité sans ostentation qui lui avaient acquis le respect, sinon la sympathie de tous ses sujets. Il avait conquis l'indépendance pour le pays et la couronne royale pour la dynastie. Tout en étant Allemand de cœur et d'esprit, il tenait compte des aspirations latines de son peuple. Mais, avec beaucoup de Roumains, il gardait rancune à la Russie de la rétrocession de la Bessarabie méridionale, imposée en 1878 à la Roumanie malgré les engagements du tsar Alexandre II. En outre, il restait en principe fidèle à l'alliance austro-allemande contractée secrètement par lui le 25 juillet 1892, renouvelée le 30 septembre 1896, le 17 avril 1902, et tout récemment confirmée le 26 février 1913. La guerre une fois déchaînée en dépit de ses efforts, Charles Ier tint à se ranger aux côtés de ses alliés. Guillaume II lui avait fait dire par le prince Charles, fils aîné du prince-héritier Ferdinand, qui suivait alors des cours militaires à Potsdam, que la Roumanie recevrait la Bessarabie et Odessa pour prix de sa fidélité à l'alliance. Le Kaiser avait ajouté : « Quant à la Transylvanie et à la Bukovine, vous les aurez de moi au plus tard dans vingt ans, puisque c'est le délai maximum de ce que pourra durer encore l'Autriche-Hongrie ».

LE CONSEIL DE COURONNE DU 3 AOUT.

Cette idée du partage inévitable de la vieille monarchie, que plusieurs diplomates allemands avaient déjà confiée à des hommes politiques roumains, s'imposait à l'attention des hommes d'État que Charles Ier réunit l'après-midi du 3 août à Sinaia pour arrêter une décision. Ce Conseil de Couronne dura quatre heures. Le roi commença par divulguer le traité d'alliance avec l'Austro-Allemagne, dont le texte n'était connu que des présidents du Conseil et des ministres des Affaires étrangères en fonctions depuis sa signature, puis il proposa d'intervenir militairement en faveur de l'Austro-Allemagne, par application de l'article II ainsi conçu :

« Si la Roumanie, sans aucune provocation de sa part, venait à être attaquée, l'Autriche-Hongrie (resp. l'Allemagne) est tenue de lui porter en temps utile secours et assistance contre l'agresseur. Si l'Autriche-Hongrie était attaquée dans les mêmes circonstances dans une partie de ses États limitrophe de la Roumanie, le *casus fœderis* se présentera aussitôt pour cette dernière. »

A la seule exception de M. Carp, ancien chef du parti junimiste, puis du parti conservateur, qui désirait saisir cette occasion de reprendre toute la Bessarabie perdue en 1812, tous les membres du

Conseil opinèrent que le *casus fœderis* ne jouait pas. Ils invoquèrent à l'appui de leur thèse la décision de l'Italie de rester neutre. Malgré l'insistance du roi, le Conseil se prononça en faveur de la neutralité. On décida donc de notifier à Vienne et à Berlin que le *casus fœderis* ne jouait pas. Le roi et M. Jean Bratiano, président du Conseil, expliquèrent ensuite au comte Czernin et à M. de Waldthausen que la Roumanie conservait sa liberté d'action, et qu'il pouvait se produire des circonstances où elle marcherait avec ses alliés. Mais les représentants des deux empires Centraux comprirent tout de suite que c'en était fait de l'alliance roumaine, à moins que les armées austro-allemandes ne remportassent des victoires décisives. Czernin prévint immédiatement Berchtold que les Roumains attendaient le moment de s'associer au partage de la Monarchie. Quant à Guillaume II, quand il lut la dépêche de M. de Waldthausen, il écrivit en marge : « Les alliés, même avant la guerre, se détachent de nous comme des pommes pourries! C'est l'effondrement total de la diplomatie allemande et autrichienne. Cela aurait pu et dû être évité. »

LES PARTISANS DE L'INTERVENTION.

La neutralité une fois proclamée sous l'euphémisme « d'expectative armée », un groupe d'hommes politiques de première importance, parmi lesquels on comptait M. E. Costinesco, ministre des Finances, M. Take Jonesco, chef du parti conservateur-démocrate, et M. Nicolas Filipesco, un des membres les plus ardents du parti conservateur, entreprit de contrecarrer toute velléité de retour à la politique germanophile et de préparer l'entrée en guerre aux côtés de l'Entente, malgré les hommes qui, dans le gouvernement et dans les cercles influents, restaient fascinés par la force allemande. On élabora en même temps un plan de réformes intérieures démocratiques destinées à faciliter la fusion du royaume avec les provinces roumaines d'Autriche-Hongrie, dont l'annexion devenait désormais le but avoué des patriotes. Après la bataille de la Marne et l'occupation de la Galicie par les Russes, les aspirations nationales roumaines ne se retinrent plus. Czernin craignait que le roi ne fût débordé. Mais Charles I[er] aurait plutôt abdiqué que cédé. D'ailleurs, en conséquence des arrangements militaires antérieurs, la Roumanie dépendait de l'Austro-Allemagne pour le matériel de guerre, les munitions et même le matériel de transport. Elle ne disposait pas, pour entrer en guerre contre ses anciens alliés, d'un armement et d'un outillage comparables aux leurs. Au milieu de septembre, M. Bratiano interdit le transit du matériel de guerre austro-allemand à destination de la Turquie. En même temps il négocia avec la Russie une convention de neutralité, que Charles I[er], très malade et

MESURES TRANSITOIRES DE BRATIANO.

découragé, finit par approuver. Par cette convention, signée le 1er octobre, la Roumanie s'engageait à observer à l'égard de la Russie une neutralité bienveillante, et recevait en échange l'engagement de la Russie : 1° de ne porter aucune atteinte au *statu quo* territorial de la Roumanie; 2° de reconnaître à la Roumanie le droit d'annexer les régions de la Monarchie austro-hongroise habitées par des Roumains; 3° de faire ratifier ces engagements par les Cabinets de Londres et de Paris. La convention devait rester secrète jusqu'au moment de l'annexion par la Roumanie des territoires en question. Une clause particulière visait la Bukovine, ancienne province de la principauté de Moldavie, sur une partie de laquelle la Russie élevait des prétentions : il était convenu qu'on y prendrait pour base de la délimitation « le principe de la majorité de la population », et que la Commission mixte de délimitation s'inspirerait de l'esprit de conciliation qui animait les deux gouvernements. CONVENTION DE NEUTRALITÉ AVEC LA RUSSIE.

Le 10 octobre, le roi Charles s'éteignit, succombant aux émotions d'une crise qui bouleversait sa politique. N'ayant eu de son mariage avec la princesse Élisabeth de Wied qu'une fille morte jeune, il avait fait désigner, pour lui succéder, son neveu le prince Ferdinand de Hohenzollern, second fils de son frère aîné, marié à la princesse Marie d'Angleterre, fille du duc d'Édimbourg devenu plus tard duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha. Élevé dans l'armée roumaine depuis le jour où la succession au trône lui avait été dévolue, le nouveau souverain ne s'opposait point en principe à la guerre avec l'Autriche-Hongrie. Il se préoccupait surtout de combler les lacunes du matériel de guerre et de transport. La reine Marie, dont l'intelligence égalait le charme, était nettement favorable à l'Entente. Bratiano disait aux ministres de l'Entente que l'armée roumaine n'était pas en état de soutenir longtemps une grande lutte, et que l'intérêt des puissances occidentales commandait qu'elle gardât provisoirement l'expectative. MORT DE CHARLES Ier. FERDINAND Ier.

En attendant, le Cabinet de Bucarest convint avec celui de Rome que tous deux se tiendraient réciproquement au courant de leurs démarches et de leurs décisions. Le parti conservateur élut pour chef M. Jean Lahovary, franchement favorable à l'Entente, en remplacement de M. Alexandre Marghiloman qui, après certaines oscillations, se comportait en germanophile. Les patriotes transylvains se concertèrent avec les ententistes de Bucarest pour préparer l'intervention. Czernin lui-même avouait à plusieurs hommes politiques roumains que l'intérêt et le devoir de la Roumanie étaient d'attaquer l'Autriche. En fait, Bratiano échelonnait les troupes roumaines le long des Carpathes, tandis qu'il laissait à peu près dégarnie la frontière du Prut. Il arrêtait les convois militaires dirigés sur Constan- LE MOUVEMENT NATIONAL.

tinople. Il laissait aller à Paris une mission composée de MM. Diamandy, Jean Cantacuzène et Costinesco, qui parlaient en interventionnistes convaincus. Au banquet offert en leur honneur, le 9 janvier 1915, par le comité franco-roumain de Paris, le ministre de Roumanie, M. Al. E. Lahovary, était assis à la droite de M. Paul Deschanel, qui présidait.

III. — LA GUERRE AVEC LA TURQUIE ET LES NÉGOCIATIONS ORIENTALES

DÈS le milieu de juillet, les diplomates austro-allemands avaient activement travaillé à Constantinople. Mais ils ne s'entendaient pas complètement entre eux. La difficulté venait de l'antagonisme bulgaro-roumain. La coopération de la Bulgarie avec l'Autriche devait vraisemblablement déterminer un accord de la Roumanie — peut-être aussi de la Grèce — avec la Triple-Entente. Or, le gouvernement allemand tenait essentiellement à ménager la Roumanie et à ne pas désobliger le roi Constantin. Quant au gouvernement turc, il poussait de toutes ses forces à l'alliance germanique. A la vérité, quelques membres du Comité « Union et Progrès », qui constituait le gouvernement de fait, penchaient vers l'alliance avec la France et la Russie. Mais ils formaient une petite minorité. Enver Pacha et Talaat Bey, les deux ministres effectivement dirigeants, possédaient une foi absolue dans la supériorité de l'Allemagne. Ils agissaient sans consulter ni le sultan, ni les autres membres du Cabinet. Ils proposèrent aux deux ambassadeurs impériaux de procéder immédiatement à des préparatifs militaires communs. Le 24 juillet, Jagow prescrivit à Wangenheim de négocier le traité d'alliance. L'ambassadeur concentra ses efforts sur l'attribution du commandement effectif des forces turques aux officiers allemands, et le traité d'alliance contre la Russie, valable pour cinq ans, fut signé le 2 août, sans qu'Enver et Talaat prissent la peine d'assurer à la Turquie aucun avantage, aucune garantie. Le 3, la mobilisation générale fut décrétée. Ceux des ministres qui prodiguaient les bonnes paroles aux ambassades de France et d'Angleterre ne s'opposèrent point à l'exécution du traité quand ils le connurent, quelques jours plus tard. Ils s'efforcèrent seulement d'obtenir quelques améliorations, et réussirent à faire signer le 6 août à Wangenheim une lettre additionnelle, par laquelle l'Allemagne promettait son concours pour l'abolition des Capitulations, ses bons offices près de la Bulgarie, une indemnité de guerre à la conclusion de la paix

LE TRAITÉ D'ALLIANCE AUSTRO-ALLEMAND AVEC LA TURQUIE.

et une rectification des frontières orientales asiatiques de l'empire.

Il était temps que l'accord fût conclu. L'amirauté allemande craignait que les deux navires croisant dans la Méditerranée sous le commandement de l'amiral Souchon, obligés de se réfugier aux Dardanelles, ne fussent attaqués par la mission britannique commandant la flotte ottomane. Aussitôt la nouvelle de la signature parvenue à Berlin, l'amiral de Tirpitz ordonna par radiogramme au *Gœben* et au *Breslau* de se diriger sur Constantinople. Le même jour, 3 août, le général Liman von Sanders, d'accord avec Enver Pacha, engagea la Porte à déclarer la guerre sur le champ à la Russie, afin qu'il pût s'emparer de trois grands bateaux russes, munis de télégraphie sans fil, ancrés dans le Bosphore. Mais le grand vizir se contenta de donner secrètement l'ordre aux autorités des Dardanelles de laisser librement passer les bateaux de guerre allemands et austro-hongrois. Afin de mieux dissimuler les desseins de la Porte, il proclama la neutralité. Puis il décida de placer des mines dans les Détroits, en laissant le passage libre aux navires de commerce conduits par des pilotes. Comme MM. de Giers et Bompard lui demandaient comment il conciliait la neutralité avec le maintien de la mission militaire allemande, Saïd Halim répondit « que la Turquie n'avait pas de raison de renoncer justement à ce moment à une mission très utile ». Le 4 août, l'Autriche adhéra au traité turco-allemand. A partir des jours suivants, la mission de Liman von Sanders se renforça quotidiennement d'officiers, de spécialistes et de matériel allemands qui passaient par la Roumanie et la Bulgarie.

PROCLAMATION DE LA NEUTRALITÉ TURQUE.

Pourtant les gouvernements de l'Entente ne semblaient pas se douter de la conclusion de l'alliance germano-turque. Ils prescrivirent à leurs ambassadeurs de négocier avec la Porte un traité de neutralité sur la base de l'intégrité territoriale de l'empire ottoman. L'arrivée du *Gœben* et du *Breslau* dans la mer de Marmara ne leur ouvrit point les yeux. Échappant à la poursuite des escadres alliées dans la Méditerranée [1], ces deux croiseurs avaient franchi librement les Dardanelles le 10 août. En accordant à ces deux bateaux de guerre d'une puissance belligérante le libre passage par les Détroits, le gouvernement turc commettait une violation flagrante des traités du 30 mars 1856, du 13 mars 1871 et du 13 juillet 1878. Il prétendit la justifier en disant qu'il avait acheté ces deux navires. Le contrat, eût-il été conclu, aurait été nul à l'égard des belligérants. Mais, à

LE « GOEBEN » ET LE « BRESLAU » DANS LE BOSPHORE.

1. L'amiral anglais de Roebeck leur avait donné la chasse avec la plus grande activité. Mais l'amiral Boué de Lapeyrère, qui commandait les escadres alliées dans la Méditerranée, préféra s'occuper de convoyer les transports maritimes, et se dirigea vers les Baléares lorsque le *Goeben* et le *Breslau* charbonnaient à Palerme.

Berlin, Jagow avouait qu'il n'avait pas eu lieu. Du reste, le *Gœben* et le *Breslau* continuaient d'arborer le pavillon allemand. Leurs matelots exerçaient des perquisitions sur les navires de commerce français, anglais et grecs. Ils enlevèrent de force, sur le vapeur français *Saghalien*, les appareils de télégraphie sans fil, en menaçant de faire sauter le bateau. Bompard, Giers et sir L. Mallet eurent beau protester et réclamer le désarmement et l'internement du *Gœben* et du *Breslau*. On ne tint aucun compte de leurs réclamations. Djavid Bey, ministre des Finances, leur promit seulement le renvoi des militaires et marins allemands, si la Triple-Entente accordait à la Turquie une indépendance économique complète et l'abolition du régime des Capitulations. Djémal Pacha, ministre de la Marine, qui passait comme Djavid pour un ami de l'Entente, fit des démarches dans le même sens. Un peu plus tard, Guillaume II consentit à ce que ses deux navires de guerre hissassent le pavillon ottoman, mais l'amiral Souchon continua de les commander.

PRÉPARATIFS MILITAIRES.

Les ambassadeurs alliés continuèrent de négocier leur traité de neutralité et de discuter des questions de détail, tandis que le sultan et Enver Pacha adressaient à l'armée un manifeste belliqueux l'invitant à laver la honte de la dernière guerre balkanique, que des officiers allemands surveillaient la construction de nouveaux forts aux Dardanelles, que des équipes turco-allemandes mettaient en état les anciens forts, que des centaines de soldats allemands déguisés en ouvriers arrivaient journellement à Constantinople, et que tous les réservistes allemands résidant dans l'empire Ottoman entraient dans les rangs de l'armée turque au lieu de rejoindre leurs régiments. Le passage des Dardanelles, que les torpilleurs et cuirassés alliés auraient probablement pu, dans la première quinzaine d'août, forcer sans grands risques, se fermait.

Par iradé du 9 septembre, le sultan supprima purement et simplement les Capitulations, qui remontaient à François I[er]. Puis, dans le courant du mois, il éleva de 11 à 15 p. 100 les droits de douane à partir du 1[er] octobre, ferma les tribunaux mixtes, abolit les bureaux de poste étrangers, soumit les écoles étrangères au droit commun, nomma l'amiral Souchon commandant en chef des forces navales turques, mobilisa l'armée de terre et concentra des troupes à la frontière russe d'Asie. Le 21 septembre, le *Goeben* et le *Breslau* sortirent dans la mer Noire. Le grand vizir allégua qu'ils étaient allés faire des exercices de terre qui eussent été dangereux dans la Marmara. M. de Wangenheim déclara plus franchement que ces deux navires étaient destinés à servir, non seulement les intérêts turcs, mais aussi et surtout les intérêts allemands. Le 27 septembre

sous prétexte que l'escadre anglaise croisant devant les Dardanelles avait refusé de laisser passer un torpilleur turc, les Détroits furent fermés à la navigation commerciale, et tous les bateaux étrangers qui se trouvaient sur la mer Noire ou sur le Bas-Danube furent bloqués. Des mines furent posées dans le passage des Dardanelles. Les corps d'armée de Mossoul et de Damas préparèrent l'invasion de l'Égypte par Akaba et Gaza, et mirent en état les routes jusqu'à la frontière. Des appels excitant les musulmans à combattre l'Angleterre furent distribués en Égypte, en Syrie, au Yémen, aux Indes et chez les Sénoussis. Néanmoins, la Triple-Entente continuait de négocier avec la Porte. Elle protestait, puis écoutait ses soi-disant amis turcs, qui lui conseillaient d'approuver ou de fermer les yeux afin de ne pas faire le jeu des Allemands. Le 13 septembre, l'Angleterre rappela l'amiral Limpus et toute sa mission navale, « en raison de la situation intenable qui était créée à ses officiers en Turquie ». Enhardi par ces défaillances, le gouvernement ottoman décréta la suppression du statut du Liban, et demanda que l'escadre britannique se retirât des Dardanelles vers Lemnos. Djémal Pacha, sur qui l'ambassade de France semblait compter, organisait fiévreusement une expédition destinée à reconquérir l'Égypte.

FERMETURE DES DÉTROITS.

INERTIE DE LA TRIPLE-ENTENTE.

Leurs préparatifs terminés, à la fin d'octobre, les Allemands jugèrent le moment venu de déchirer les derniers voiles. Le 20, le gouvernement allemand consentit à la Turquie un emprunt de 5 millions de bons du Trésor à 6 p. 100. Le 26, les premiers fonds arrivèrent à Constantinople. Le 29, dans la matinée, deux torpilleurs turcs pénétrèrent dans le port d'Odessa, coulèrent une canonnière russe, et tirèrent sur le paquebot français *Portugal*. Le même jour, des croiseurs turcs bombardèrent Théodosie sur la côte de Crimée, et Novorossiisk, à l'est de la mer Noire. Le 30, M. Bompard prescrivit aux agents français dans l'empire Ottoman de brûler leurs chiffres et tous les documents pouvant compromettre les Ottomans en rapport avec eux. Le soir, il demanda ses passeports et notifia au grand vizir son prochain départ. Le grand vizir se confondit en regrets, et, de peur qu'une flotte russe ne vînt bombarder les rives du Bosphore, conjura les ambassadeurs de l'Entente de rester. Mais les Cabinets de Pétrograd [1], de Paris et de Londres envoyèrent à leurs représentants l'ordre de rompre et de demander leurs passeports. Le 31 octobre au soir, M. de Giers partit; le lendemain, M. Bompard et sir L. Mallet firent de même. Cette fois, c'était bien la guerre.

ATTAQUE DES RUSSES PAR LA FLOTTE TURQUE.

1. Après la déclaration de guerre de l'Allemagne, le tsar décida de changer le nom de Pétersbourg en celui de Pétrograd.

Le 2 novembre, le tsar Nicolas lança un manifeste à son peuple, où il annonça la prochaine « solution du problème historique russe sur les bords de la mer Noire ».

Les jours suivants, les Alliés bombardèrent les forts de l'entrée des Dardanelles. Les troupes russes envahirent la haute vallée de l'Araxe, dans l'Arménie ottomane. L'Angleterre proclama l'annexion de l'île de Chypre, qu'elle occupait en vertu d'une convention de 1878 avec la Porte. Le 9 novembre, au banquet traditionnel du Guildhall en l'honneur du nouveau lord-maire de Londres, M. Asquith déclara que la Turquie, qui avait tiré l'épée, périrait par l'épée, et qu'elle venait de creuser sa tombe de ses propres mains. Deux jours plus tard, le roi George exprima la même pensée dans le discours du trône. La question du partage de la Turquie était posée.

PROJET DE PARTAGE DE LA TURQUIE.

C'est le gouvernement britannique qui conçut le premier une solution d'ensemble. Dès le mois de novembre, il suggéra très confidentiellement au tsar Nicolas une combinaison fondée sur l'expulsion d'Europe des Turcs et l'attribution de Constantinople à la Russie. Il se réservait comme sphère d'influence les territoires qui, de l'Égypte et de la Méditerranée, s'étendaient vers le golfe Persique et les Indes. A cette époque, Nicolas II ne projetait point encore l'annexion de Constantinople. Il préférait faire de cette métropole et de ses environs immédiats une zone neutralisée, soumise à un régime international. Informé de ses intentions par M. Paléologue, M. Delcassé crut devoir se renfermer dans un silence absolu. L'affaire resta en suspens. Elle se rattachait d'ailleurs à l'expédition que l'Angleterre et la France projetaient aux Dardanelles afin de se rouvrir par la force le passage des Détroits, et qui mettait la Grèce en jeu.

LA QUESTION DE CONSTANTINOPLE.

IV. — LES NÉGOCIATIONS AVEC LA GRÈCE. — L'EXPÉDITION DES DARDANELLES ET LE PARTAGE DE LA TURQUIE

AVANT que l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand fournît aux empires Centraux le prétexte d'une guerre générale, il semblait que les puissances atteintes par les résultats des deux guerres balkaniques dussent trouver dans le conflit gréco-turc imminent l'occasion de prendre une revanche. Par représailles contre l'annexion des îles de l'Égée par la Grèce — annexion conforme aux décisions de la Conférence de Londres, — le gouvernement turc se livrait contre les Hellènes ottomans à des vexations aussi contraires au droit et à l'humanité qu'irritantes et onéreuses pour la Grèce. Les démarches des puissances de la Triple-Entente à Constantinople pour faire

LA QUESTION DES ILES.

cesser cet état de choses n'avaient pu aboutir parce que l'Allemagne refusait de s'y associer. Au commencement de juillet, le Cabinet d'Athènes se demandait s'il n'allait pas être obligé d'adresser un ultimatum à Constantinople, et pressentait le gouvernement de Belgrade sur l'application du *casus fœderis* prévu par le traité d'alliance gréco-serbe. La Serbie répondait que, l'alliance étant purement défensive, le *casus fœderis* ne jouerait pas si la Grèce adressait un ultimatum ou commençait les hostilités sans entente préalable avec Belgrade. Elle faisait remarquer en outre qu'épuisée par les deux guerres précédentes, elle ne pourrait en entreprendre une troisième, et qu'une initiative belliqueuse de sa part indisposerait gravement la Triple-Entente, dont l'appui lui était nécessaire. Elle conseillait en conséquence de s'en remettre à l'intervention des grandes puissances. Toutefois, elle fit à Constantinople une démarche presque comminatoire en invoquant son alliance avec la Grèce, et celle-ci la remercia. On convint de régler le différend dans une conférence qui se tiendrait à Bruxelles entre le grand vizir et M. Venizélos, président du Conseil et ministre de la Guerre de Grèce.

NÉGOCIATIONS GRÉCO-SERBES.

M. Venizélos était en route lorsque l'Autriche remit son ultimatum à la Serbie. Il reçut à Munich une dépêche du ministre de Grèce à Belgrade lui demandant, de la part de M. Pachitch, si la Serbie pouvait compter sur un appui armé de la part de la Grèce, au cas où elle serait attaquée, soit par l'Autriche, soit par la Bulgarie. Il répondit que la Grèce ne se rangerait en aucun cas dans le camp opposé à la Serbie, qu'elle emploierait toutes ses forces contre la Bulgarie, et que, dans une guerre limitée entre la Serbie et l'Autriche, elle observerait une attitude analogue à celle que la Serbie se proposait de tenir vis-à-vis de la Turquie lors du conflit des îles. Rentré à Athènes après la rupture austro-serbe, Venizélos déclara à Belgrade que la Grèce observerait une neutralité très bienveillante envers la Serbie, « qu'elle se tiendrait prête à repousser toute agression dont la Serbie pourrait être l'objet de la part de la Bulgarie », et qu'elle prenait toutes les mesures préparatoires de la mobilisation, de façon que la Bulgarie ne pût mobiliser avant elle.

VENIZÉLOS ET LA SERBIE.

Malgré plusieurs télégrammes de Guillaume II d'allure impérieuse et même comminatoire, malgré des promesses d'agrandissement aux dépens de la Serbie et de l'Albanie, le roi Constantin ne se laissa pas engager tout de suite dans le système germanique. Très fier de sa parenté avec le kaiser, grand admirateur de l'armée allemande et jaloux de Venizélos, mais soucieux de ne pas se compromettre, il voulait une neutralité absolue, exclusive de toute bienveillance pour l'Entente et la Serbie. Au contraire, Venizélos désirait

GUILLAUME II ET LA GRÈCE.

VENIZÉLOS ET L'ENTENTE.

une coopération avec celle-ci. Dans la seconde quinzaine d'août, il avisa de ces intentions les Cabinets de l'Entente. George V remercia Constantin Ier, et l'informa qu'il donnait l'ordre à l'amiral Koerr de s'entendre avec l'état-major grec sur la coopération des forces des deux pays. Constantin Ier, conseillé par M. Streit, fit préparer une réponse d'après laquelle la Grèce refusait d'entrer en guerre avec la Turquie avant que celle-ci l'attaquât. Venizélos offrit alors sa démission au roi, en lui représentant que cette promesse de neutralité envers les ennemis séculaires de l'hellénisme était inconciliable avec l'honneur et les intérêts de la Grèce. Constantin se rendit à ces raisons, et pria Venizélos de garder le pouvoir; ce fut Streit qui dut se retirer peu de temps après, lorsque d'autres actes de sa part prouvèrent sa mauvaise foi envers le gouvernement dont il faisait partie.

PRESSION DE L'ALLEMAGNE A ATHÈNES.

La diplomatie allemande tenta un nouvel effort avant que fût connue la nouvelle de la victoire française sur la Marne. Le 13 septembre, le ministre de Guillaume II en Grèce dit à Venizélos que, la Bulgarie et la Turquie étant définitivement d'accord avec les empires Centraux pour attaquer la Serbie, quatre corps d'armée turcs stationnés en Thrace se tiendraient prêts à menacer la Roumanie au cas où cette puissance interviendrait contre la Bulgarie. Venizélos répondit au comte de Quadt que la Grèce se porterait à la défense de la Serbie, son alliée, et il informa de cette conversation les Cabinets de l'Entente et celui de Bucarest. En fait, il laissa la Serbie utiliser le port de Salonique comme centre de ravitaillement, et consentit à ce que le port épirote de Santi-Quaranta servît de base navale à la flotte franco-anglaise opérant dans l'Adriatique. De son côté, le gouvernement bulgare, tout en continuant par prudence d'affirmer sa neutralité, s'ingénia à gêner les Serbes. Au mois de décembre, au moment le plus critique de la seconde attaque autrichienne contre la Serbie, il lança de l'autre côté de la frontière ses bandes de comitadjis, qui firent sauter sur le Vardar et près de Zaïtchar les ponts des seules voies de communication par lesquelles la Serbie restait reliée à des pays amis.

LA BULGARIE SURVEILLÉE.

LES COMITADJIS BULGARES.

Cependant, la Triple-Entente se préoccupait de rouvrir à ses flottes le passage des Détroits, et de résoudre à Constantinople même la question turque. Sa première pensée fut de s'assurer le concours bulgare, qui, suivant toute vraisemblance, eût entraîné la Roumanie. Ne croyant pas à l'existence d'engagements positifs du Cabinet de Sofia envers les empires Centraux, elle lui fit les ouvertures les plus engageantes. Pourtant, dès le mois de novembre, ces ouvertures se heurtèrent à un accueil significatif. Ni alors, ni plus tard, la Bulgarie ne voulut indiquer les concessions moyennant lesquelles elle atta-

NÉGOCIATIONS DE L'ENTENTE A SOFIA.

querait la Turquie. Mais elle posa tout de suite la condition *sine qua non* qu'elle serait mise immédiatement en possession des territoires qui lui seraient promis. Or, tous ces territoires, sauf la Thrace orientale, appartenaient à la Serbie, à la Grèce et à la Roumanie. Une pareille prétention ne pouvait être admise par aucun des trois États balkaniques intéressés, car chacun d'eux subordonnait la cession de territoires lui appartenant à l'acquisition préalable ou tout au moins simultanée de territoires ennemis. Néanmoins, la Triple-Entente ne se découragea point : elle continua les pourparlers à Sofia, soit directement, soit par des intermédiaires occasionnels, et négocia près des trois autres Cabinets balkaniques en vue d'un échange éventuel de territoires. Au lieu de leur ouvrir les yeux, les incursions périodiques des comitadjis bulgares en Serbie redoublèrent son zèle en faveur d'un arrangement avec le tsar Ferdinand.

PROPOSITIONS DE L'ENTENTE A LA GRÈCE.

En même temps, elle s'efforça de gagner la Grèce à ses combinaisons. A la fin de janvier 1915, elle pria le Cabinet d'Athènes de prendre en considération un projet d'aide militaire à la Serbie, moyennant « de très importantes concessions territoriales sur les côtes de l'Asie Mineure ». Venizélos soumit alors au roi Constantin deux longs mémoires où il recommandait en termes émouvants l'intervention militaire aux côtés de l'Entente. Allant au delà des propositions britanniques et ne désespérant pas de rallier la Bulgarie, il conseillait de céder à la Bulgarie les districts macédoniens de Sari-Chaban, de Cavalla et de Drama, de consentir à la cession à la Bulgarie d'une partie de la Macédoine serbe, et de demander en échange le secteur macédonien Doïran-Guevgéli, ainsi qu'une extension des territoires d'Asie Mineure offerts par l'Entente. Ces suggestions ne reçurent aucune suite, car, peu de jours plus tard, on apprit que la Bulgarie venait de conclure à Berlin et à Vienne un emprunt de 500 millions, et que le duc de Guise, fils du duc de Vendôme, chargé par Delcassé de tenter un nouvel effort près de son oncle le tsar Ferdinand, petit-fils du roi Louis-Philippe, pour le rallier à la cause française, venait d'échouer complètement.

MÉMOIRES DE VENIZÉLOS AU ROI.

EMPRUNT BULGARE A BERLIN.

LE DUC DE GUISE A SOFIA.

V. — L'EXPÉDITION DES DARDANELLES

LA Bulgarie échappant définitivement, la négociation avec la Grèce reprit bientôt sur une nouvelle base. Résolues à ressaisir les Détroits, même sans la participation bulgare, l'Angleterre et la France commencèrent avec leurs bateaux de guerre, le 19 février, le bombardement des forts gardant l'entrée des Dardanelles. Aucune troupe de débarquement ne coopérait à l'entreprise des deux flottes

réunies. Venizélos proposa au roi de mobiliser un corps d'armée et de le débarquer au fond de la baie de Saros. Constantin Ier, quoiqu'il eût promis à Guillaume II de ne pas s'opposer à lui à moins d'être attaqué directement par un des États balkaniques, finit par se rendre aux raisons de son ministre. Mais l'état-major combattit le projet. Après deux Conseils de Couronne tenus les 3 et 5 mars, malgré l'avis favorable des deux principaux chefs de l'opposition, MM. Théotokis et Rhallys, Constantin Ier, circonvenu par son entourage et intimidé par deux dépêches de Guillaume II du 4 et du 5 mars, refusa son approbation. Le 7 mars, Venizélos lui remit sa démission, qui fut acceptée. M. Zaïmis ayant décliné la mission de constituer le nouveau Cabinet, M. Gounaris prit la présidence du Conseil, avec M. Zographos aux Affaires étrangères.

DÉMISSION DE VENIZÉLOS.

NÉGOCIATIONS DE LA GRÈCE AVEC L'ENTENTE.

Le 22 mars, M. Zographos déclara aux représentants de l'Entente que le nouveau gouvernement serait disposé à collaborer avec elle dans une mesure et à des conditions politiques et militaires qui garantiraient l'intégrité du territoire grec et la défense des droits de l'hellénisme. Parmi ces conditions figurait la suppression « du danger bulgare ». Zographos suggérait qu'elle serait obtenue si la Bulgarie collaborait avec la Triple-Entente contre la Turquie. Or, il connaissait les engagements germano-bulgares. Ses protestations de bonne volonté avaient donc surtout pour but d'amuser les puissances protectrices, tandis que la Grèce observerait l'expectative. A ce moment, les tentatives de forcement des Dardanelles avec les seules forces navales avaient échoué. A la suite des fortes pertes éprouvées au cours de l'attaque du 18 mars, la flotte alliée avait renoncé à franchir le détroit avec ses seuls moyens, et l'Entente préparait l'envoi de troupes de débarquement. Le 10 avril, les trois puissances alliées notifièrent à Gounaris qu'elles restaient prêtes « à assurer à la Grèce, en échange de sa participation à la guerre contre la Turquie, des acquisitions territoriales dans le vilayet d'Aïdin ». Le 14 avril, Gounaris répondit en subordonnant la participation demandée à la condition que l'Entente garantirait l'intégrité continentale et insulaire du royaume pendant la durée de la guerre et un certain temps après, qu'une convention militaire réglerait les conditions de la coopération, que le secteur où les forces grecques opéreraient serait la Turquie d'Europe, qu'un traité fixerait l'étendue des concessions territoriales promises en Asie Mineure, et que l'objectif définitif de la guerre serait la dissolution de l'empire Ottoman. A la demande du général Dousmanis, qui craignait que ces conditions fussent acceptées, Zographos spécifia le 20 avril que le secteur grec d'opérations devrait être à l'ouest d'Enos, et que les

Alliés auraient à mettre en ligne 450 000 hommes. A Londres et à Paris, on ne crut pas possible de traiter sur ces bases. M. Romanos, ministre de Grèce à Paris, proposa de limiter « jusqu'à la paix » la durée de la garantie de l'intégrité territoriale. Mais cette modification ne fut pas jugée suffisante, et l'attitude du Cabinet Gounaris parut suspecte. Les pourparlers s'arrêtèrent. Le roi Constantin prononça la dissolution de la Chambre, et ses ministres commencèrent une guerre sans merci contre Venizélos.

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE GRECQUE.

LA RUSSIE ET CONSTANTINOPLE.

Tandis que se déroulaient les péripéties de l'attaque des Dardanelles, la question de Constantinople se posait devant les Cabinets sous un nouvel aspect. A la réouverture de la Douma, le 9 février, M. Gorémykine, président du Conseil, puis M. Sazonoff avaient annoncé que le jour approchait où serait résolu le problème de l'accès de la Russie à la mer libre. Après eux, plusieurs orateurs influents avaient déclaré sans ambages que Constantinople et les Détroits devaient appartenir à la Russie. Les conversations particulières des députés accentuaient cette opinion. Le 3 mars, le tsar Nicolas dit nettement à M. Paléologue qu'en raison des terribles sacrifices de la guerre, l'empire russe devait incorporer Constantinople et la Thrace méridionale, la ville même de Constantinople pouvant être soumise à un régime spécial, qui tiendrait compte des intérêts des autres puissances. Le 15 mars, le gouvernement français donna son assentiment, à la condition qu'il lui serait accordé en compensation pleine liberté d'action en Syrie, en Cilicie et dans une zone contiguë qui engloberait une partie du Kurdistan avec Diarbékir et Mossoul. Le 16 mars, Nicolas II acquiesça à cette demande. Un accord analogue fut conclu avec l'Angleterre, qui recevait la faculté de disposer des territoires ottomans s'étendant de la frontière d'Égypte au golfe Persique, à la limite de la zone française et à la Perse. Les trois puissances se réservaient de préciser ultérieurement cet accord de principe dans une convention détaillée.

LA FRANCE ET LE PARTAGE DE LA TURQUIE.

LE PROTECTORAT ANGLAIS SUR L'ÉGYPTE.

Dès le 17 décembre, l'Angleterre avait proclamé son protectorat sur l'Égypte. La suzeraineté de la Turquie sur l'Égypte était abolie, le khédive Abbas Hilmi déchu, et l'aîné de ses oncles, le prince Hussein Kémal, intronisé sultan. Le lieutenant-colonel sir Arthur Henry Mac-Mahon remplissait les fonctions de haut commissaire britannique au Caire.

CHAPITRE II

L'INTERVENTION DE L'ITALIE

I. LA DISLOCATION DE LA TRIPLICE. — II. LE TRAITÉ DE LONDRES.

I. — LA DISLOCATION DE LA TRIPLICE

L'ENTENTE ET LA ROUMANIE

LES négociations de la Triple-Entente avec Bucarest ne progressaient point depuis la fin de 1914. Le renforcement du matériel et des approvisionnements de guerre roumains s'effectuait trop lentement, et l'accord ne s'établissait pas sur l'étendue des agrandissements promis à la Roumanie. Bratiano tenait à des précisions définitives; or, sur plusieurs points, il rencontrait les objections de la Russie. En Bukovine, Sazonoff réclamait Czernovitz, et il n'admettait pas que la Roumanie annexât tout le banat de Temesvar, dont une partie était serbe. Par contre, les prétentions russes sur Constantinople inquiétaient vivement le Cabinet et le peuple roumains. Le sentiment national, il est vrai, était si marqué dans le royaume que Czernin avertissait Burian, dans le milieu de mars, que l'Autriche devait renoncer à l'espoir d'une coopération roumaine. Mais il n'était pas assez puissant pour obliger le gouvernement à déclarer la guerre à la Monarchie. Toutefois, dans le courant d'avril, le roi Ferdinand disait à Czernin que, si l'Italie intervenait en faveur de l'Entente, il serait presque impossible pour la Roumanie de ne pas faire de même.

NÉGOCIATIONS AVEC L'ITALIE.

La conduite de l'Italie semblait donc alors prendre une importance capitale. Depuis la note du 21 février 1915, par laquelle Sonnino avait signifié aux empires Centraux l'intention du Cabinet de Rome de reprendre sa liberté d'action, les doutes n'étaient plus guère permis. Les états-majors français et italien échangeaient des vues, et les arsenaux de France et d'Angleterre fabriquaient du matériel de guerre à destination de l'Italie. Quant aux trois Cabinets de l'Entente, ils discutaient activement avec Rome les conditions d'une alliance politique et militaire. L'accord était moins facile qu'on ne l'avait supposé à Paris et à Londres. On y avait cru que le programme italien serait celui des promoteurs du *risorgimento* et de l'irrédentisme officieux,

c'est-à-dire l'achèvement de l'unité nationale par l'incorporation des territoires de la Monarchie habités en majorité par des Italiens — le Trentin et Trieste —, et la prépondérance stratégique dans l'Adriatique. On trouvait naturel encore que l'Italie demandât le Tyrol méridional, quoiqu'il fût habité par une majorité d'Allemands, puisque la chaîne du Brenner formait la séparation naturelle entre la Germanie et la péninsule. On admettait aussi qu'on agrandît la région de Trieste et de Goritz de quelques positions stratégiques, et qu'on annexât quelques îles destinées à l'établissement de bases navales. Mais Sonnino exigeait bien davantage : toute l'Istrie, Fiume, la Dalmatie, presque toutes les îles et une large bande de Carniole. Il invoquait à cet effet des arguments géographiques, géologiques, stratégiques, commerciaux, économiques, historiques et sentimentaux.

LES CONDITIONS DE SONNINO.

Les Cabinets de Paris et de Londres auraient peut-être reconnu à l'Italie la possession de la plupart de ces contrées, dont ils connaissaient mal le caractère ethnique. Mais le gouvernement russe, qui jouait le rôle de protecteur des Slaves, contestait la légitimité de revendications visant des provinces comme la Dalmatie, où la population était serbo-croate dans la proportion de plus des neuf dixièmes. Il résista particulièrement pour Fiume, qui était le seul port de la Croatie et de la Slavie du Sud relié par une grande ligne de chemin de fer à l'arrière-pays. Dès les premiers jours de la guerre, le gouvernement austro-hongrois avait emprisonné ou interné les notables croates et dalmates suspects de sympathies pour la cause serbe. Il en avait même fait exécuter plusieurs. Les populations étaient prêtes à accueillir en libérateurs les soldats de l'Entente qui pénétreraient chez elles. Des déserteurs de l'armée I. R. réfugiés dans les forêts formaient ce qu'on appelait l'armée verte. Si ces populations venaient à savoir que l'Entente avait disposé d'elles au profit de l'Italie, il se produirait chez elles un brusque revirement, qui les rejetterait dans les bras de leurs maîtres, et renforcerait la situation morale et militaire de la Monarchie. L'avantage de l'intervention de l'Italie serait ainsi compromis. Au lieu d'auxiliaires, les armées de Victor-Emmanuel III rencontreraient en territoire envahi des ennemis acharnés. Le prestige des nations combattant pour le Droit et la Liberté serait aussi gravement atteint.

LES OBJECTIONS RUSSES.

Ces considérations ne modifièrent point les revendications du Cabinet de Rome. Son dessein n'était ni de servir la cause slave, ni d'affaiblir le germanisme. Il regardait au contraire le slavisme comme un danger, et, tout en se proposant de battre assez l'Autriche-Hongrie pour lui arracher les territoires qu'il tenait à réunir au royaume, il ne désirait point son démembrement. Il consentait à

LA POLITIQUE DE SONNINO.

laisser la Serbie englober la Bosnie, l'Herzégovine et un lambeau d'Albanie; il s'opposait à la réalisation de l'unité de la Slavie du Sud par la réunion de la Croatie et du Monténégro à la Serbie agrandie. Il n'envisageait même pas sans appréhension la création d'une Bohême indépendante, qui, suivant les suppositions d'alors, se serait appuyée sur la Russie victorieuse. En somme, au lieu de viser la destruction de la domination germanique et une transformation de l'Europe correspondant à l'étendue du bouleversement provoqué par l'agression des empires Centraux, Sonnino recherchait seulement pour l'Italie une meilleure place dans la vieille Europe. Et, comme le sentiment national était partagé entre le neutralisme et l'intervention, entre la prudence et l'ambition, il voulait enlever l'opinion en faisant luire le prestige et les bénéfices de l'*imperium* italien sur toute l'Adriatique et dans le bassin oriental de la Méditerranée, en soudant l'ancien empire de Venise et de Gênes au royaume péninsulaire issu du *risorgimento*. Outre les territoires austro-hongrois susmentionnés, il demandait en pleine propriété toutes les îles du Dodécanèse, Vallona, l'île de Sasseno, la partie de l'Albanie centrale comprise entre la Vojussa et le district de Chimara, et une zone d'influence en Asie Mineure autour d'Adalia. Enfin il réclamait l'extension des possessions italiennes en Erythrée, en Somalie, en Libye et dans les colonies françaises et britanniques limitrophes, à titre de compensation pour l'extension éventuelle des possessions coloniales de la France et de l'Angleterre en Afrique aux dépens de l'Allemagne. A ces conditions territoriales s'ajoutaient de nombreuses conditions relatives à la neutralisation de la rive orientale de l'Adriatique, à la conclusion d'un emprunt sur le marché de Londres, à une contribution pécuniaire, dite militaire, et à un engagement de la Triple-Entente de ne pas permettre aux représentants du Saint-Siège de s'ingérer dans les négociations de paix.

NÉGOCIATIONS AUSTRO-ITALIENNES.

Tandis que les Cabinets de l'Entente s'efforçaient de réaliser l'accord avec Rome sur ce vaste programme, M. Sonnino poursuivait avec le Cabinet de Vienne une conversation qui tournait dans un cercle vicieux. Malgré les plus pressantes instances de la diplomatie allemande, qui devinait le péril, le Cabinet de Vienne s'attardait dans une argumentation doctrinaire sur le principe et la nature des compensations. Le 1er mars, Sonnino notifia à Vienne qu'il considérerait comme une violation du traité d'alliance toute action militaire de l'Autriche dans les Balkans avant la conclusion définitive de l'accord sur les compensations, que les compensations devaient porter sur des territoires austro-hongrois, et qu'elles étaient indépendantes des résultats de l'action militaire de l'Autriche. Très à

regret, sur les conseils de Berlin, Burian accepta « en principe », le 9 mars. Le 10, Sonnino demanda le secret absolu, l'exécution immédiate des clauses de l'accord après sa conclusion, et la fixation d'un délai de deux semaines pour la durée des négociations. Burian s'éleva contre ces deux dernières conditions, et invoqua de nouveau le droit de l'Autriche à des compensations pour l'occupation de Vallona et du Dodécanèse. Bülow appuya les objections de l'Autriche contre l'occupation immédiate des territoires cédés, et prétendit que la garantie de l'Allemagne suffisait. Le 20 mars, il offrit officiellement cette garantie. Sonnino ne s'en contenta point : d'après lui, les soldats originaires des pays cédés devaient cesser de faire partie de l'armée austro-hongroise, et la remise simultanée des territoires était d'autant plus nécessaire que le Parlement de Vienne serait vraisemblablement peu disposé à ratifier plus tard une cession de territoires en faveur d'un pays qui serait resté neutre. Le 27 mars et le 2 avril, Burian offrit, en retour de la neutralité bienveillante de l'Italie au point de vue politique, militaire et économique pendant toute la durée de la guerre, la cession des districts de Trente, de Rovereto, de Riva, de Tione (sauf Madonna di Campiglio) et de Borgo. Le 8 avril, Sonnino riposta par un projet de traité en onze articles, comportant la cession de tout le Trentin jusqu'à Gargazone dans la vallée de l'Adige, de Goritz-Gradisca, et de toutes les îles Curzolari, — l'érection de Trieste et de Nabresina en État indépendant, — la reconnaissance de l'annexion de Vallona et de Sasseno, — le désintéressement complet de l'Autriche-Hongrie en Albanie, — l'occupation immédiate par les troupes italiennes des territoires cédés, — le licenciement des militaires de terre et de mer originaires de ces territoires et l'évacuation de Trieste par les troupes austro-hongroises. Le 16, Burian présenta un long contre-projet, qui ne donnait satisfaction à l'Italie sur aucun point. Le 21, Sonnino prévint Avarna que le désaccord entre les deux gouvernements paraissait insoluble. Le 25, Avarna constata qu'un accord sur les bases proposées par Rome était irréalisable.

II. — LE TRAITÉ DE LONDRES

TRAITÉ DE LONDRES DU 26 AVRIL.

LES négociations du Cabinet de Rome avec l'Entente, qui avaient Londres pour centre, arrivèrent alors à leur terme. L'Entente admit finalement les demandes presque intégrales de l'Italie, sauf pour Fiume, qui fut réservée aux États yougoslaves avec la côte de l'Adriatique depuis le golfe de Volosca jusqu'à la frontière septen-

trionale de la Dalmatie, et depuis le cap Planka jusqu'aux bouches de Cattaro. Au nord-ouest, la nouvelle frontière avec l'Autriche devait partir du sommet de l'Umbrail, descendre au Stelvio, suivre la ligne de partage des eaux des Alpes Rhétiques jusqu'aux sources de l'Adige et de l'Eisack, atteindre le Brenner, les cimes de l'Œtz et du Ziller, s'infléchir vers le sud, en tournant Toblach, jusqu'à la Carniole, passer par le mont Tarvis et la ligne de faîte des Alpes Juliennes jusqu'au Triglav, rester ensuite en deçà du bassin de la Save, et redescendre du Schneeberg à l'Adriatique en englobant Castua, Matuglia et Volosca. L'Albanie serait neutralisée, et l'Italie dirigerait ses relations avec l'étranger. La souveraineté complète sur la Libye était reconnue à l'Italie. De son côté, l'Italie s'engageait à mener la guerre avec tous les moyens dont elle disposait, d'accord avec la France, la Grande-Bretagne et la Russie, contre les États en guerre avec ces puissances. Une convention militaire et une convention navale devaient régler la coopération des forces des quatre États contractants. Enfin l'Italie déclarait qu'elle participerait à la guerre « d'une façon aussi active que possible et, dans tous les cas, pas plus d'un mois après la signature du présent document ». Le traité enregistrant ces clauses fut signé le 26 avril à Londres, par sir Edward Grey, M. Paul Cambon, le baron de Benckendorf et le marquis Imperiali.

Le signal de l'entrée en guerre de l'Italie devait être donné le 5 mai à Quarto, près de Gènes, où un monument commémoratif du départ des Mille en 1860 serait inauguré solennellement, le jour anniversaire de l'embarquement des garibaldiens, en présence du roi, des représentants d'un grand nombre d'associations patriotiques, y compris les ligues « Trente et Trieste », et du poète Gabriel d'Annunzio, qui prononcerait une harangue. Le 4 mai, Sonnino notifia à Burian la rupture de la Triple-Alliance. Après avoir rappelé que l'initiative de l'Autriche-Hongrie au mois de juillet 1914 avait, non seulement justifié le refus de l'Italie de se ranger du côté des empires Centraux, mais encore enlevé du même coup à l'alliance sa substance et sa raison d'être, Sonnino constatait que tous ses efforts pour obtenir de Vienne la satisfaction, dans une mesure équitable, des légitimes aspirations nationales de l'Italie, avaient échoué. Il déclarait ensuite retirer toutes ses propositions d'arrangement, et concluait ainsi : « Il est également inutile de maintenir à l'alliance une apparence formelle, qui ne serait destinée qu'à dissimuler la réalité d'une méfiance continuelle et de contrastes quotidiens. C'est pourquoi l'Italie, confiante dans son bon droit, affirme et proclame qu'elle reprend dès ce moment son

RUPTURE DE LA TRIPLE-ALLIANCE.

entière liberté d'action, et déclare annulé et désormais sans effets son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie[1] ».

INTRIGUES DE BÜLOW.

Quoiqu'une notification analogue ne fût point adressée à Berlin, Bülow comprit la signification de la démarche de Sonnino. Dans l'espoir que rien d'irréparable n'était encore accompli, il mit en œuvre tous ses moyens d'influence à Rome pour prévenir une rupture entre les deux alliés de la veille. Il exerça une forte pression sur Sonnino, dont il connaissait l'admiration pour l'Allemagne, et stimula la campagne des neutralistes. Comme la situation militaire générale s'améliorait alors en faveur des empires Centraux, un certain flottement se manifesta dans le monde gouvernemental. Après délibération, Salandra et Sonnino décidèrent que ni le roi ni les ministres n'assisteraient à la cérémonie de Quarto. Celle-ci n'en revêtit pas moins un caractère grandiose. Des discours célébrant l'avenir glorieux de l'Italie déchaînèrent l'enthousiasme de plus de 200 000 spectateurs. L' « oraison » de Gabriel d'Annunzio, hymne à l'Italie *fiammeggiante*, adjuration à tous les Italiens de donner leur sang pour la patrie « recouronnée », fut saluée par une ovation délirante. Le courant interventionniste emportait l'opinion publique.

LA CÉRÉMONIE DE QUARTO.

MANŒUVRE DE GIOLITTI.

Giolitti sortit alors de sa retraite piémontaise pour refouler ce torrent. Il vit le roi, Salandra, Sonnino, et leur déconseilla dans les termes les plus pressants toute intervention. Informé par Bülow de l'état des négociations entre le Ballplatz et la Consulta, il recommanda les propositions autrichiennes, ou tout au moins la continuation des pourparlers avec Vienne. Les députés présents à Rome vinrent en foule porter leur carte chez lui. Sans se laisser décourager par la dénonciation de la Triplice, Burian fit de nouvelles propositions, que Macchio, d'accord avec Bülow, prit sur lui de préciser et d'élargir : il s'agissait de céder tout le Tyrol de nationalité italienne et la rive occidentale de l'Isonzo avec Gradisca, d'instituer à Trieste une pleine autonomie, avec port franc et Université italienne, de renoncer complètement à l'Albanie, et de quelques autres concessions, le tout garanti par l'Allemagne. Un Conseil des ministres délibéra sur ces conditions le 12 mai. Après un examen minutieux de la situation, il décida d'aller jusqu'au bout de la politique où il s'était engagé. Mais, dans la journée qui suivit, la tension devint telle dans le monde parlementaire que, le 13 au soir, Salandra remit au roi la démission du Cabinet, « en raison du défaut d'accord entre les partis constitutionnels sur la conduite à suivre par le gouvernement dans la politique internationale ».

PROPOSITIONS DE BÜLOW-MACCHIO.

DÉMISSION DE SALANDRA.

1 En français dans le texte original, comme d'ailleurs les autres notes échangées entre les Cabinets de Rome et de Vienne.

Une crise gouvernementale s'ouvrait. Le public en comprit l'importance. Des manifestations tumultueuses se déroulèrent à Rome, où Giolitti fut hué, menacé. Bülow s'empressa d'exploiter l'avantage qu'il venait de remporter. Il élabora avec Macchio un projet complet de traité austro-italien, grâce auquel il espérait rétablir la situation diplomatique au profit des empires Centraux. Ce projet, en quinze articles, fixait la frontière tyrolienne à une ligne plus au nord que la ligne de séparation des nationalités, donnait des satisfactions de détail à l'Italie sur plusieurs points, instituait des Commissions mixtes pour la délimitation aussi rapide que possible des nouvelles frontières, et stipulait l'engagement de l'Autriche-Hongrie de faire immédiatement suivre la signature de l'accord d'une manifestation solennelle équivalant à une ratification définitive. Aveuglé par les préventions et tâtillon, Burian introduisit dans la rédaction une série de modifications restrictives qui en altéraient le sens. Mais, avant que le projet ainsi remanié parvînt à Macchio, les événements prirent à Rome une tournure décisive. En présence de l'émotion publique grandissante, et en considération des avis d'hommes d'État possédant sa confiance, après avoir offert le pouvoir successivement à M. Marcora et à M. Carcano, qui déclinèrent l'offre, le roi maintint le Cabinet Salandra. Un décret annonçant cette décision fut publié le 16. M. Giolitti dut quitter Rome sous la protection de la police. Les journaux officieux écrivirent que la guerre était virtuellement déclarée par la volonté concordante du roi, du gouvernement et de la nation.

PROJET DE TRAITÉ AUSTRO-ITALIEN.

MAINTIEN DU MINISTÈRE SALANDRA.

Toujours inconscient, Burian ne se rebuta point. Il prescrivit à Macchio de présenter à Sonnino le projet de traité remanié, et l'autorisa, en cas de besoin, à accueillir favorablement, sans toutefois s'engager, les vœux du gouvernement italien relatifs à d'éventuelles modifications. Macchio s'acquitta de cette mission le 18. Suivant son expression, la conversation fut un monologue. A toutes les objurgations, Sonnino se contenta de répondre que la Chambre reprenait ses travaux le 20, et qu'elle dirait le dernier mot. Le 20, en effet, le Parlement se réunit, et Salandra lui présenta un projet de loi conférant de pleins pouvoirs au gouvernement, « dans l'éventualité d'une guerre nationale ». Dans l'exposé des motifs, le gouvernement faisait appel à l'union des classes et des partis en vue de la réalisation des nouvelles destinées de la patrie. Sans discussion, quoique l'excitation fût vive, l'urgence fut votée à la Chambre par 377 voix contre 34. Puis, après une courte suspension de séance, M. Boselli, rapporteur, proposa l'adoption pure et simple du projet de loi. Seul, le socialiste Turati combattit ces conclusions. Les cris de :

SUPRÊMES EFFORTS DE BURIAN.

VOTE DES PLEINS POUVOIRS AU CABINET SALANDRA.

Vive Trieste italienne! Vive les vengeurs de Lissa! ponctuèrent les discours belliqueux de MM. Barzilai et Ciccotti. Au scrutin, 407 voix contre 74 se prononcèrent pour le gouvernement. Le lendemain, conformément au rapport de Don Prospero Colonna, le Sénat vota le projet à l'unanimité des 281 membres présents, au milieu d'un enthousiasme plus grand encore qu'à Montecitorio. Les manifestatinos belliqueuses se succédèrent sans interruption.

Sans paraître ébranlé, Burian remit au duc d'Avarna, en réponse à la dénonciation de la Triplice, une longue note où il déclinait toute responsabilité, et il télégraphia deux fois à Macchio, le 21 et le 22, pour l'inviter à tenter « de la façon la plus amicale » une dernière démarche. Macchio obéit : il entendit Sonnino lui répéter sur tous les tons : « Trop tard, c'est trop tard. » Le 23, Sonnino notifia la rupture à Vienne dans les termes suivants : « Le Gouvernement du roi, fermement résolu à pourvoir, par tous les moyens dont il dispose, à la sauvegarde des droits et des intérêts italiens, ne saurait manquer à son devoir de prendre, contre toute menace actuelle et future, les mesures que les événements lui imposent pour l'accomplissement des aspirations nationales. S. M. le Roi déclare se considérer dès demain en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie[1]. » Le même jour commença la mobilisation générale. Le 24, Macchio quitta Rome avec le personnel de l'ambassade.

DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ITALIE A L'AUTRICHE.

Mais le prince de Bülow resta. Malgré l'article du traité de Londres qui obligeait l'Italie à mener la guerre, avec toutes ses forces, contre les États en guerre avec l'Entente, le Cabinet de Rome ne rompit point avec celui de Berlin. Il signa même avec ce dernier, le 21 mai, une convention garantissant les intérêts des nationaux des deux pays sur terre et sur mer en temps de guerre. Cette convention, qui resta secrète jusque dans le courant de 1917, marquait l'espoir du gouvernement italien que la guerre finirait avant qu'il fût effectivement obligé d'entrer en hostilités avec l'Allemagne. Elle révélait aussi, avec quelques autres indices, la pensée de ménager assez l'Allemagne pour que Guillaume II facilitât, au moment de la paix, la réconciliation de ses deux anciens partenaires dans la défunte Triplice. Si l'ancien chancelier ne réussit pas à prévenir le conflit austro-italien, il sut manœuvrer de sorte que le Cabinet de Rome désirât rester en relations avec lui et recherchât plutôt une participation avantageuse à la paix que la destruction de la puissance habsbourgeoise, préface de la destruction de la puissance allemande.

1. En français dans le texte original.

CHAPITRE III

L'INTERVENTION DE LA BULGARIE

I. LES TRAITÉS GERMANO-BULGARE ET TURCO-BULGARE. — II. LA LUTTE ENTRE VENIZÉLOS ET CONSTANTIN. — III. L'INVASION DE LA SERBIE. — IV. L'INVASION DE LA MACÉDOINE ORIENTALE.

I. — LES TRAITES GERMANO-BULGARE ET TURCO-BULGARE

LES CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION ITALIENNE.

L'ENTRÉE en guerre de l'Italie ne produisit pas les effets qu'attendaient les signataires du traité de Londres. Elle obligea l'état-major austro-hongrois à retirer une partie de ses troupes du front oriental, et facilita la retraite des armées russes de Galicie. Mais, soit que l'ajournement de la déclaration de guerre à l'Autriche eût permis à celle-ci de renforcer la défense de sa frontière occidentale, soit que l'état-major italien n'eût pas préparé une attaque à fond avec des moyens suffisants, les succès des premiers jours sur l'Isonzo s'arrêtèrent bientôt, et la guerre de mouvement se transforma de l'Adriatique au Trentin en guerre de tranchées. Il y eut un front de plus, sans que l'équilibre des forces fût sensiblement modifié. La Roumanie, dont l'Entente n'avait pas lié l'action à celle de l'Italie, demeura neutre, intimidée sans doute par les victoires du général Mackensen en Galicie et son avance au cœur de la Bukovine. Quoique la teneur du traité de Londres restât secrète, et qu'il fût même interdit à la presse des pays de l'Entente d'y faire la moindre allusion, les Croates et les Slovènes furent informés de ce qui les concernait par les soins du gouvernement austro-hongrois. Saisis de colère à la nouvelle que leur cause nationale était trahie par les puissances sur lesquelles ils comptaient pour se libérer du joug des Habsbourg, la plupart cessèrent leur résistance à leur gouvernement. D'autre part, les diplomates et les états-majors austro-alle-

mands n'étaient plus retenus par la menace adressée au mois de février par Sonnino à Bülow et à Burian, que l'Italie ne tolérerait plus d'action militaire de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Ils décidèrent donc de faire sauter l'obstacle qui séparait la Germanie de la Touranie, et d'écraser la Serbie.

En présence du résultat des élections grecques, qui avaient donné 184 sièges aux venizélistes et 130 seulement aux gounaristes, Guillaume II ne pouvait plus demander à son beau-frère un concours militaire. Mais il l'avertit qu'il avait résolu d'attaquer la Serbie avec une armée de 400 000 hommes, que la Bulgarie était d'accord avec lui, et qu'il comptait sur la neutralité de la Grèce. Il promettait en retour la garantie de l'intégrité territoriale de la Grèce. Le roi et son ministère cédèrent à ses objurgations comminatoires. L'état-major, qui jusque-là se montrait hostile à la Bulgarie, se rallia à cette politique; d'après lui, l'essentiel était de se prémunir contre le péril slave provenant de l'union des deux États slaves voisins; dès lors qu'ils entraient en lutte l'un contre l'autre, peu importait lequel serait écrasé. Les tractations entre Athènes et Berlin furent achevées avant la fin de juillet. Après que les derniers arrangements secrets furent pris, soixante-dix jours après les élections, le roi Constantin se résigna à renvoyer M. Gounaris et à rappeler M. Venizélos. Le 23 août, le nouveau Cabinet libéral entra en fonctions. Le roi lui cacha la vérité, afin de laisser jusqu'au dernier moment l'Entente et la Serbie dans l'incertitude.

L'ACCORD ALLEMAND AVEC CONSTANTIN.

LE MINISTÈRE VENIZÉLOS.

Les empires Centraux exercèrent une pression plus forte encore sur la Roumanie. Ayant déjà perdu l'espoir de la rallier à leur cause, ils s'efforcèrent de prévenir une intervention contre eux en persuadant au roi Ferdinand et à Bratiano que la Roumanie commettrait un suicide en contribuant à un triomphe de la Russie, car celle-ci ne tolérerait jamais l'interposition d'un royaume de dix millions d'âmes entre l'empire des tsars et Constantinople. Bratiano n'en continua pas moins d'interdire le transit des munitions et de réserver sa liberté d'action. Mais l'échec des troupes anglo-françaises de débarquement aux Dardanelles, la prise de Varsovie le 5 août et l'accentuation des succès allemands sur le front oriental rendirent sa position d'autant plus difficile, que le transport du matériel de guerre commandé en Occident s'effectuait avec une extrême lenteur, et que les bruits sur l'attribution de Constantinople à la Russie inquiétaient l'opinion. En outre, les imprudences diplomatiques de l'Entente troublaient les esprits dans les Balkans.

PRESSION ALLEMANDE SUR LA ROUMANIE.

A Londres, à Paris, et à Pétrograd plus encore, on s'imaginait que le gouvernement bulgare n'était pas lié avec les empires Cen-

traux, qu'il n'oserait jamais se déclarer contre la Russie libératrice, et qu'il voulait seulement se faire payer son concours le plus cher possible. En conséquence, l'Entente proposa à la Grèce de céder, contre compensations éventuelles en Asie Mineure, la Macédoine orientale à la Bulgarie, et demanda à la Serbie (18 mai) de laisser les Cabinets alliés fixer les conditions territoriales de la coopération bulgare. Le Cabinet Gounaris déclina tout de suite la proposition, et sut la divulguer de manière à ébranler la confiance du peuple grec dans les puissances protectrices.

PROPOSITIONS DES ALLIÉS A LA GRÈCE ET A LA SERBIE.

Le Cabinet de Belgrade fut douloureusement ému. Tenu jusque-là dans une ignorance complète des négociations, Pachitch n'avait pu répondre aux interrogations anxieuses de ses collègues et des hommes politiques. Après mûre délibération, il répondit qu'il ne pouvait consentir à céder des parties du territoire national. Néanmoins, le 3 et le 4 juin, les représentants de l'Entente renouvelèrent leur démarche près de Pachitch. Il se retrancha derrière l'impossibilité pour un gouvernement serbe quelconque de donner l'autorisation demandée. Comme on lui objectait que la Serbie recevrait ailleurs des territoires beaucoup plus grands, qu'elle pouvait céder à la Bulgarie la partie de la Macédoine reconnue à cette puissance par le traité d'alliance de 1912, et qu'enfin son intérêt essentiel était de terminer la guerre, il répliqua, le 7 juin, par les observations suivantes : 1° On ne pouvait mettre en balance des territoires habités par les Serbes, et reconquis petit à petit sur les Turcs au prix de sacrifices sanglants, avec des territoires nouveaux ; 2° la ligne de partage fixée dans le traité serbo-bulgare de 1912 correspondait aux convenances politiques d'alors, à une époque où la Serbie cherchait une issue sur la mer, et où l'Autriche-Hongrie prétendait constituer une Albanie autonome avec les vilayets de Kossovo, de Scutari, de Janina et de Monastir; 3° pour terminer la guerre, chacun doit consentir des sacrifices; or, pour gagner l'Italie, l'Entente a déjà livré des territoires serbes, croates et slovènes, au mépris du principe des nationalités qu'elle proclamait au début de la guerre; 4° toutes les complaisances envers la Bulgarie avaient été récompensées par des attaques réitérées de soldats bulgares déguisés contre les lignes de chemins de fer, les postes frontière et même les hôpitaux serbes; 5° la cession de la région macédonienne envisagée couperait la Serbie de ses communications avec Salonique, seul port par où elle eût accès à la mer. Quoique l'Entente eût demandé le secret absolu à Belgrade, elle fit connaître sa démarche à Sofia, où l'on s'en prévalut aussitôt pour déclarer, tout en repoussant les conditions comme insuffisantes, que l'Entente reconnaissait les droits de la Bulgarie sur

RÉPONSE SERBE.

la Macédoine. De Sofia la nouvelle revint en Serbie, où elle jeta la consternation.

NOUVELLES DÉMARCHES DES ALLIÉS.

La quadruple Entente revint à la charge en insistant sur les sacrifices qu'elle avait faits pour la Serbie, et sur la nécessité de subordonner au gain de la guerre toutes les autres considérations. Une note du 21 juillet marqua son désir dans les termes les plus pressants. Après une longue hésitation, le Cabinet de Belgrade consentit à céder la partie de sa province macédonienne située au delà de la ligne du traité d'alliance de 1912, à condition que Prilep lui restât, et que la nouvelle frontière serbo-grecque partît du Perister ou de la Souva Planina, et suivît la direction Ouest jusqu'à la frontière albanaise, de sorte que la Bulgarie n'obtînt pas de frontière commune avec l'Albanie, tout en acquérant Monastir. En outre, d'après une note du 19 août, la Bulgarie devait s'obliger à attaquer la Turquie avec toutes ses forces dans le plus bref délai, et la cession de territoire stipulée ne serait exécutée qu'après l'entrée en possession de la Serbie des territoires qui lui étaient promis en compensation, y compris la Croatie avec Fiume et la partie occidentale du Banat. Les pays slovènes d'Autriche devaient avoir le droit de disposer d'eux-mêmes. La Serbie serait officiellement reconnue comme alliée avec voix délibérative dans les négociations de paix; elle recevrait un subside fixe, jouirait de diverses facilités de transport pour son matériel de guerre, et bénéficierait de l'appui des Alliés lors du règlement des questions intéressant sa sécurité et sa souveraineté.

CONDITIONS DE LA SERBIE.

Quoique ces conditions ne répondissent point aux revendications bulgares, l'Entente redoubla d'efforts à Sofia. Radoslavof lui répondit par de vagues propos, et maintint sa demande préalable de remise immédiate des territoires cédés. Le tsar Ferdinand observait extérieurement une stricte réserve. Mais l'opinion publique était déchaînée contre la Russie et la France : on créait un mouvement catholique opposé à l'orthodoxie et un mouvement tatare opposé au slavisme; on reniait les origines nationales slaves pour se réclamer du touranisme; on exigeait sur un ton comminatoire l'accès aux quatre mers (mer Noire, Marmara, Égée, Adriatique), les quatre Alsaces bulgares (la Thrace, la Macédoine serbe, la Macédoine grecque et la Dobroudja), sans compter un tronçon d'Albanie joignant l'Adriatique. Néanmoins, la diplomatie de l'Entente refusa de prendre au sérieux les mouvements de troupes qui lui étaient signalés en Transylvanie. Avec un optimisme imperturbable, elle affecta de considérer les préparatifs bulgares comme dirigés contre la Turquie.

L'ATTITUDE DE LA BULGARIE.

TRAITÉ DE L'AUSTRO-ALLEMAGNE AVEC LA BULGARIE.

Sous le couvert de ces négociations dilatoires avec l'Entente, la Bulgarie acheva la mise au point de ses arrangements avec les

empires Centraux. Le 6 septembre, elle signa, à Sofia avec l'Autriche-Hongrie, au château de Pless (quartier général de Guillaume II) avec l'Allemagne, un traité d'alliance et une convention militaire. Ses deux alliés lui garantissaient l'annexion de territoires considérables, pris en Macédoine sur la Serbie, et lui en promettaient d'autres, pris sur la Roumanie et la Grèce, dans le cas où ces puissances attaqueraient la Bulgarie. Celle-ci devait recevoir en outre 200 millions, en quatre tranches, dans les trois premiers mois de la mobilisation, plus un supplément dans le cas où la guerre durerait plus de quatre mois. Par contre, elle s'engageait à placer ses troupes sous le haut commandement du maréchal Mackensen, à mobiliser dans les quinze jours, et à marcher contre la Serbie dans les trente-cinq jours de la signature de la convention. Douze articles réglaient en détail la coopération militaire avec les empires Centraux et la Turquie. Les opérations bulgares ne devaient être ordonnées que le cinquième jour après le commencement des opérations austro-allemandes. Enfin, « afin d'éviter l'impression que l'attaque contre la Serbie avait été préméditée », et pour donner au roi de Grèce le prétexte de ne pas se porter au secours de son allié le roi Pierre, on convint qu'un incident serait provoqué en temps opportun, et qualifié de provocation serbe.

TRAITÉ TURCO-BULGARE.

Le même jour, à Dimotika, la Bulgarie signa avec la Turquie un traité qui se négociait presque publiquement depuis plusieurs semaines. La Turquie rétrocédait à la Bulgarie la ligne de chemin de fer de Dédéagatch, avec la gare et les faubourgs d'Andrinople. C'était seulement une rectification de frontières, qui ne rendait à la Bulgarie qu'une petite partie de sa conquête de 1912 reperdue en 1913. Mais la conclusion du traité, qui fut connue presque tout de suite, indiquait clairement les intentions de la Bulgarie. La Turquie avait attendu pour signer que celle-ci fût militairement engagée avec les empires Centraux, et que le jour de la mobilisation fût fixé.

ATTITUDE DE LA GRÈCE.

Malgré toutes les précautions diplomatiques, les desseins germano-bulgares apparaissaient assez clairement pour inquiéter M. Venizélos. Dès les premiers jours de septembre, il prescrivit à M. Théotokis d'avertir le Cabinet de Berlin que, dans le cas où la Bulgarie entreprendrait une attaque contre la Serbie, la Grèce ne resterait pas impassible. « Abstraction faite de nos obligations d'alliance, disait-il, notre intérêt vital nous imposerait de tout faire pour prévenir une victoire bulgare, dont nous serions ensuite, tôt ou tard, les premières victimes. »

ATTITUDE DE LA ROUMANIE.

Le 10 septembre, Bratiano promit à Czernin que la Roumanie resterait neutre en cas d'attaque contre la Serbie, et que les troupes échelonnées le long de la frontière hongroise seraient retirées.

ILLUSIONS DES ALLIÉS SUR LA BULGARIE.

Le 14 septembre, les représentants de l'Entente à Sofia remirent à Radoslavof les conditions de l'alliance contre la Turquie : elles correspondaient à peu près à ce que la Serbie consentait, mais sans tenir compte de plusieurs des réserves de Pachitch. Radoslavof ajourna sa réponse, tout en se hâtant de faire connaître que l'Entente admettait la légitimité des revendications territoriales de la Bulgarie. Il passa les jours suivants à entretenir les illusions des ministres de l'Entente. Cependant les signes précurseurs d'un conflit se multipliaient. Le général Fitchef, attaché à la politique traditionnelle, donna sa démission de ministre de la Guerre, et fut remplacé par le général Savof, qui, en juin 1913, avait recommandé l'attaque brusquée contre la Serbie et la Grèce. Radoslavof fit publier en Bulgarie et à l'étranger des convocations appelant sous les drapeaux tous les Macédoniens en âge de porter les armes, comme si toute la Macédoine était placée sous la souveraineté bulgare. Au lieu de réunir le Sobranié où, malgré deux dissolutions successives depuis 1913, la majorité était indécise, il convoqua les députés gouvernementaux, les laissa siéger dans la salle des séances de la Chambre, et transforma cette réunion de groupes, délibérant à huis clos, en assemblée régulière. Le 18 septembre, le roi réunit un Conseil de Couronne auquel il appela les chefs de partis, y compris ceux de l'opposition. M. Stambolisky, chef de la Ligue agraire, condamna les projets d'intervention avec une extrême énergie ; il somma le souverain de convoquer le Parlement et de constituer un Cabinet national. Ferdinand Ier répondit par des menaces. Le soir, une nouvelle réunion de députés eut lieu au palais royal, et la même scène recommença ; Stambolisky opposa menaces à menaces. M. Danef, qui avait succédé à M. Guéchof comme président du Conseil dans la crise du printemps de 1913, opina pour le maintien de la neutralité. Mais le roi déclara qu'il avait décidé de faire la politique des empires Centraux, et qu'il remplirait cette mission malgré tout. Il fit arrêter Stambolisky, qui fut condamné peu après à la prison perpétuelle en cellule.

L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE EN BULGARIE.

M. STAMBOLISKY.

MOBILISATION GÉNÉRALE BULGARE.

Préparée secrètement depuis la signature des traités du 6 septembre, la mobilisation générale fut décrétée le 22 septembre et publiée le 23 à l'étranger, sauf en France où il ne fut permis d'en parler que le 25. Il semblait que tous les voiles fussent déchirés. Pourtant les diplomates de l'Entente hésitèrent encore. Le gouvernement bulgare alléguait qu'il ne s'agissait que d'une neutralité armée. D'autre part, afin de calmer l'agitation publique, il expliquait que la possession de la Macédoine avait été reconnue à la Bulgarie par toutes les grandes puissances et que, une partie des troupes serbes refusant d'évacuer les territoires cédés, il était nécessaire de

recourir à la force. Le ministre d'Angleterre à Sofia et des personnages considérables à Londres pensaient que la mobilisation bulgare était dirigée contre la Turquie. A Pétrograd, on se flattait d'empêcher l'armée bulgare de marcher, en continuant de négocier et en agissant sur le peuple en qui les Russes conservaient une immuable confiance. L'Entente crut quelques jours que le Cabinet Radoslavof allait être remplacé par un Cabinet Malinof.

Mais le gouvernement serbe ne pouvait se méprendre sur le péril qu'il courait. Comme les armées austro-allemandes se massaient le long de la frontière à l'ouest et au nord, qu'elles bombardaient les villes de la Save et du Danube, et que la cavalerie bulgare occupait en force Slivnitza, Belodgradchik, Viddin, Kustendil et Stroumitza, il pressentait une attaque combinée sur la ligne du Danube et du Timok. Il attira donc, par une longue note, l'attention des représentants de l'Entente sur la gravité de la situation, et sur les conséquences désastreuses qu'aurait l'écrasement de la Serbie pour l'expédition des Dardanelles et le dénouement de la guerre. Afin de prévenir cette catastrophe, il demandait que l'Entente sommât la Bulgarie d'arrêter immédiatement sa mobilisation, et que, dans le cas où celle-ci continuerait, des troupes alliées occupassent Varna, Bourgas et Dédéagatch, ou que, si ces troupes ne pouvaient arriver à temps, l'armée serbe fût autorisée à entrer en Bulgarie afin d'y empêcher la concentration. Il promit en même temps à la Grèce, pour le cas où elle participerait à la guerre que la Bulgarie allait déclencher, et dans l'hypothèse de la victoire, 1° de lui céder la ville et le triangle de Doïran, ainsi que la ville de Guevgéli; 2° de renoncer en sa faveur à toute prétention sur la ville de Stroumitza. Les instances de Pachitch ne furent écoutées ni à Londres ni à Pétrograd. A Paris, Delcassé répondit que la Serbie, « tout en donnant toute son attention à la sécurité de sa propre frontière, ne devait pas faire le jeu de la Bulgarie en lui fournissant le prétexte de l'agression qu'elle méditait ».

AVERTISSEMENTS DE LA SERBIE.

AVEUGLEMENT DES ALLIÉS.

A Bucarest, l'opinion de plus en plus émue réclamait la mobilisation générale. Czernin réagit en déclarant à Bratiano que la mobilisation serait considérée par l'Autriche comme un acte d'hostilité. D'autre part, les armées russes continuaient de reculer. Malgré les adjurations énergiques d'une partie de la presse, notamment de Take Jonesco dans la *Roumanie*, le Conseil des ministres décida le 24 septembre de ne prendre aucune nouvelle mesure militaire.

LA ROUMANIE NEUTRE.

II. — LA LUTTE ENTRE VENIZÉLOS ET CONSTANTIN

MOBILISATION GRECQUE.

EN Grèce, à la première nouvelle d'une mobilisation partielle bulgare, le 22 septembre, Venizélos demanda et obtint du roi l'autorisation de mobiliser immédiatement les deux corps d'armée de Macédoine. Averti, le lendemain matin 23, qu'il s'agissait à Sofia d'une mobilisation générale, il réunit le Conseil des ministres, fit préparer un décret de mobilisation générale, et se rendit au château de Tatoï pour demander la signature du roi. Constantin Ier la refusa tout d'abord. Venizélos lui représenta que, si la Grèce intervenait résolument, elle pouvait mettre rapidement hors de combat l'armée bulgare, dont le moral était profondément atteint et qui ne possédait encore qu'un faible stock de munitions. Il ajouta que l'Allemagne ne pouvait pas, en raison des difficultés de ravitaillement, amener de nombreuses troupes dans les Balkans, et que la Serbie, débarrassée des Bulgares, serait à même de soutenir le choc germanique avec l'appui de contingents alliés. Le roi répondit qu'il ne voulait pas faire la guerre et que l'Allemagne serait victorieuse. Venizélos répliqua que le peuple avait approuvé le 13 juin sa politique extérieure, et que le souverain constitutionnel n'avait pas le droit de s'opposer à sa volonté. Le roi rétorqua qu'il admettait cette doctrine en matière de politique intérieure, mais que, pour les questions extérieures, il était responsable devant Dieu. Devant cette théorie de la royauté par la grâce de Dieu, Venizélos offrit sa démission. Alors Constantin Ier consentit à signer, en alléguant qu'il n'était pas sûr que la Bulgarie attaquât la Serbie, et qu'une action militaire fût engagée. Il ne souleva pas d'objections quand Venizélos lui suggéra que des troupes anglo-françaises pourraient remplacer les 150 000 combattants que la Serbie était obligée, par le traité d'alliance de 1913, de mettre à la disposition de la Grèce en cas de guerre contre la Bulgarie.

L'AIDE DES ALLIÉS.

Le soir, Venizélos demanda aux ministres de l'Entente si leurs gouvernements seraient disposés à fournir les 150 000 hommes prévus [1]. A peine les ministres étaient-ils sortis pour télégraphier, que le maréchal de la Cour vint, de la part du roi, prier le président du Conseil de ne pas faire près de l'Entente la démarche dont il avait été question l'après-midi. Venizélos répondit que la démarche était déjà faite, et qu'elle suivrait son cours. Le surlendemain, le

1. D'après le discours de Delcassé à la séance du comité secret du 20 juin 1916, cette demande aurait été faite le 22. Mais les explications fournies en ces circonstances par Delcassé et d'autres ministres, avec des détails inexacts, sont confuses.

consentement des puissances arriva. Delcassé et Grey disaient que la France et l'Angleterre, voulant mettre la Grèce à même de remplir les obligations de son traité avec la Serbie, étaient prêtes, chacune pour sa part, à fournir les troupes qui leur étaient demandées. Alors le roi pria le président du Conseil de prévenir les ministres de l'Entente que les troupes ne devaient pas être envoyées avant que la Bulgarie eût attaqué la Serbie, attendu que leur arrivée sur le territoire grec constituerait une violation de la neutralité. Comme les troupes étaient déjà parties de Moudros et de Marseille, il fut convenu entre Venizélos et les ministres que les troupes débarqueraient à Salonique, que le gouvernement grec protesterait pour la forme, et que toutes facilités seraient accordées pour le débarquement et le cantonnement. Le roi s'inclina, en insistant seulement pour que la protestation fût énergique.

Le 29, la nouvelle Chambre grecque se réunit enfin. Venizélos formula son programme extérieur en ces termes : « Le gouvernement est tenu par des obligations découlant de son alliance avec un des belligérants, la Serbie, et il est décidé à remplir ces obligations si le *casus fœderis* se présente. » La Chambre approuva le gouvernement. Le 2 octobre, M. Guillemin, ministre de France, reçut la protestation convenue du gouvernement grec. Le 4, à la Chambre, les chefs de l'opposition dirigèrent contre celui-ci une attaque violente. Se prévalant d'un discours où Grey, le 28 septembre, tout en menaçant les Bulgares, leur réitérait des avances, ils prétendirent que l'Entente continuait de se ménager l'occasion de renouer à Sofia des négociations aux dépens de la Grèce. Venizélos put répondre — car l'assurance lui en avait été donnée la veille — que toutes les promesses concernant les concessions à la Bulgarie, même de la part de la Serbie, étaient désormais caduques. Amené ensuite à s'expliquer sur l'application du traité du 3 juin 1913, il déclara que chacun des États contractants était engagé à aider l'autre, si celui-ci, sans provocation de sa part, était attaqué par un tiers. Comme on le pressait de préciser le sens du mot « tiers », il dit :

ASSAUT DES PROGERMAINS A LA CHAMBRE GRECQUE.

DÉCLARATIONS DE VENIZÉLOS.

« Je ne vous propose certainement pas de déclarer la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche. Mais si, en appliquant le programme de notre politique nationale, si, remplissant un devoir d'honneur pour nous, remplissant nos devoirs d'alliance, défendant les intérêts vitaux de la nation, nous nous trouvions en face des puissants, je suis certain que, tout en exprimant notre regret, nous ferions notre devoir. Devant le danger manifeste qui nous arrive du Nord pour nous enlever ce que nous avons conquis au cours des deux dernières guerres, j'aurais été irrésolu et lâche en ne m'empressant pas de prendre des décisions que le devoir, l'honneur et l'intérêt suprême imposent à la nation. »

Après une discussion passionnée, ces déclarations furent approuvées par 147 voix, non compris les 9 ministres, sur 257 votants. Le lendemain, le roi fit appeler Venizélos, et lui déclara qu'il « ne partageait pas sa politique ». Il se plaignit de l'allusion de la veille aux hostilités contre les empires Centraux, et la blâma formellement. Venizélos, fort d'une majorité réduite, mais solide, et de l'appui de l'Entente, dont les troupes arrivaient dans le golfe de Salonique, aurait pu résister. Craignant de provoquer une guerre civile et de couper l'armée grecque en deux, il préféra céder. Il remit sa démission au roi qui l'accepta immédiatement. Un Cabinet présidé par M. Zaïmis, ministre des Affaires étrangères, et comprenant quatre anciens présidents du Conseil, MM. Théotokis, Dragoumis, Rhallys et Gounaris, lui succéda.

RENVOI DE VENIZÉLOS.

LE CABINET ZAIMIS.

Un pareil revirement, survenant au moment où les troupes anglo-françaises des Dardanelles, renonçant à s'emparer des Détroits, étaient envoyées sur le nouveau théâtre de la guerre en Orient, bouleversait les combinaisons de l'Entente. Néanmoins, les troupes débarquèrent et s'installèrent. Venizélos ne rompit pas avec son successeur, et promit de lui donner son appui aussi longtemps que le gouvernement ne renverserait pas les bases de la politique venizéliste. Le 8 octobre, Zaïmis télégraphia aux représentants de la Grèce à l'étranger « que la politique du nouveau Cabinet reposerait sur les mêmes bases essentielles que la politique suivie par la Grèce depuis le début de la guerre européenne », et que la neutralité demeurerait armée. Mais il montra presque tout de suite que ces bases étaient changées, en notifiant à Pachitch, le 19 octobre, que le traité gréco-serbe, conclu en 1913 en prévision d'une agression bulgare, visait exclusivement l'hypothèse d'une attaque isolée de la Bulgarie, et que, « en dépit de la généralité des termes de l'article premier », il devenait inapplicable par suite de l'entrée en ligne des empires Centraux. Zaïmis ajoutait que la Grèce, « dans l'impossibilité matérielle de faire présentement davantage pour la Serbie, continuerait à accorder à la Serbie toutes les assistances et fidélités compatibles avec sa position internationale ».

DÉBARQUEMENT DES TROUPES ALLIÉES A SALONIQUE.

NOTE ZAIMIS.

En vain le Cabinet de Londres s'efforça-t-il de séduire celui d'Athènes en lui offrant, pour prix du secours à la Serbie, la cession de l'île de Chypre, que l'Angleterre avait acquise en vertu du traité conclu le 4 juin 1878 avec la Turquie. En d'autres temps, la perspective de l'incorporation dans le royaume de Grèce de cette grande île, où l'on comptait 235 000 Hellènes sur 285 000 habitants, eût soulevé l'enthousiasme général. Pourtant le roi et ses nouveaux ministres rejetèrent la proposition britannique le 22 octobre, en donnant pour

L'OFFRE DE CHYPRE A LA GRÈCE.

seule raison que l'attaque austro-allemande dégageait la Grèce de l'obligation d'intervenir par les armes. Ce refus montrait la portée des engagements contractés par Constantin Ier envers Guillaume II, et la confiance du roi dans la victoire finale des empires centraux. D'ailleurs, le roi ne tarda pas à se démasquer complètement. A la suite d'incidents qui provoquèrent un vote de défiance de la Chambre contre le Cabinet Zaïmis, il confia le pouvoir à M. Scouloudis, un octogénaire qui n'avait été qu'une fois ministre, et pendant cinq mois seulement, en 1897. M. Scouloudis se chargea des Affaires étrangères avec la présidence du Conseil, et répartit les autres portefeuilles entre les ennemis de Venizélos. Le roi prononça la dissolution de la Chambre élue le 13 juin, et les nouvelles élections furent fixées au 19 décembre. Sur les conseils de Venizélos, le parti libéral résolut de s'abstenir. L'absolutisme régnait en Grèce.

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE.

III. — L'INVASION DE LA SERBIE

INVASION DE LA SERBIE.

DURANT cette crise, l'intervention bulgare se précisait. Le 3 octobre, M. Savinsky, ministre de Russie à Sofia, sommait le gouvernement bulgare « de rompre ouvertement dans les vingt-quatre heures avec les ennemis de la cause slave et de la Russie, et de procéder immédiatement au renvoi des officiers des pays en guerre avec les puissances de l'Entente ». Le 5, M. Radoslavof répondait par une fin de non-recevoir, et les ministres de l'Entente, y compris celui de Serbie, demandaient leurs passeports. Le 9, les troupes austro-allemandes passaient le Danube en aval de Belgrade, occupaient Belgrade, s'avançaient dans la vallée de la Morava pour opérer leur jonction avec les Bulgares dans le district de Negotin, et menaçaient de couper la Roumanie de toute communication avec la Méditerranée.

Ces événements produisirent en Occident une profonde émotion. A Paris, le 12 octobre, Viviani présenta devant la Chambre des explications qui furent accueillies froidement. Encore sous l'influence des illusions bulgares, il tenta de justifier les erreurs diplomatiques de l'Entente par la rancune des Bulgares contre la paix de Bucarest. En ce qui touchait l'ennemi, il déclara que, « sans affaiblir notre front, nous avions le devoir de remplir la mission que nous imposaient notre intérêt et notre honneur ». Il annonça en même temps que l'Angleterre et la Russie étaient d'accord avec la France pour porter secours au peuple serbe. Le 13, la Chambre approuva par 372 voix contre 9 l'expédition de Macédoine. Mais elle était manifestement mécontente. Delcassé, qui était particulièrement engagé

DEMISSION DE M. DELCASSÉ.

dans la politique bulgarophile et complètement opposé à l'expédition de Macédoine, donna sa démission. Son départ ébranla le Cabinet, où Viviani prit l'intérim des Affaires étrangères en attendant que la situation ministérielle fût éclaircie.

A Londres, où, jusqu'au dernier moment, la confiance dans la Bulgarie avait persisté, Grey dut faire de pénibles aveux à la Chambre des Communes (14 octobre). A la Chambre des Lords, lord Milner soumit les méthodes diplomatiques du Cabinet à une âpre critique. Le comte de Selborne, ministre de l'Agriculture, qualifia même de « malfaisante stupidité » les procédés de la censure britannique. Le 15, le tsar Ferdinand adressa au peuple bulgare une proclamation où il se vantait de ses « efforts inouïs » pour maintenir la paix dans les Balkans, et accusait la Serbie, « sa perfide voisine », d'être restée « inflexible devant les conseils de ses amis et alliés ». Il appelait ses troupes aux armes pour « écraser le voisin félon », et se félicitait de combattre pour la même cause que les empires Centraux. Le 18, la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie déclarèrent la guerre à la Bulgarie. Le manifeste lancé par le tsar Nicolas à cette occasion flétrit « la trahison bulgare à la cause slave, trahison préparée avec perfidie depuis le commencement de la guerre, mais qui pourtant paraissait impossible ». Le Japon, qui, depuis le début de la guerre, fournissait à la Russie un important matériel de guerre, adhéra le 19 octobre à la Déclaration de Londres du 4 septembre 1914; ce fut la seule consolation de l'Entente dans ces tristes circonstances.

DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ENTENTE A LA BULGARIE.

ADHÉSION DU JAPON A LA DÉCLARATION DE LONDRES.

ENCERCLEMENT DE LA ROUMANIE.

En Roumanie, les partisans de l'intervention tentèrent un suprême effort. Néanmoins, comme la Grèce restait neutre, que les troupes russes reculaient toujours et que le matériel de guerre n'arrivait pas, Bratiano craignit que, si la Roumanie commettait une imprudence, l'état-major allemand ne modifiât ses plans, et n'opérât sa jonction avec les Bulgares dans les plaines de Valachie. Il ne céda donc point au courant de l'opinion, et dit à Czernin qu'il ne permettrait pas aux troupes russes, qu'on disait se concentrer à la frontière de Bessarabie, de passer par le territoire roumain pour porter secours aux Serbes.

DÉMISSION DE VIVIANI.

A la fin d'octobre, Viviani ne crut pas pouvoir conserver le pouvoir dans les conditions difficiles du moment. A la crise extérieure s'ajoutait une crise du haut commandement, issue de la déception causée par les résultats insuffisants de l'offensive du 25 septembre en Champagne. Briand fut chargé par M. Poincaré de constituer un nouveau Cabinet. Il y réussit le 29 octobre. Il prit les Affaires étrangères, en s'adjoignant Jules Cambon comme secrétaire général au quai d'Orsay. Le général Gallieni reçut la Guerre, et l'amiral Lacaze la Marine. Viviani devint garde des Sceaux. Ribot resta aux Finances

LE CABINET BRIAND.

et Sembat aux Travaux publics. Denys Cochin et Jules Guesde furent nommés ministres d'État sans portefeuille. Le 3 novembre, en exposant son programme au Palais-Bourbon, Briand marqua sa volonté d'imprimer une impulsion vigoureuse aux opérations, et de les mieux coordonner avec les Alliés. Il laissa entendre que des négociations étaient engagées en ce sens. En effet, le général Joffre conférait à Londres avec les principaux membres du Cabinet britannique.

CRISE EN ANGLETERRE.

Celui-ci aussi, d'ailleurs, subissait une crise. Sir Edward Carson, le leader des Ulstériens, irrité des retards apportés à secourir la Serbie et de la résistance de lord Kitchener à toute action militaire en Macédoine, donnait bruyamment sa démission d'attorney général. blessé de n'avoir pas été compris parmi les cinq membres du Comité ministériel de guerre nouvellement institué, M. Winston Churchill se retirait également. M. Asquith éprouvait quelque peine à ressaisir son autorité. Le 2 novembre, il déclara aux Communes qu'un accord complet existait entre l'Angleterre et la France au sujet des voies et moyens pour secourir la Serbie, et que l'Angleterre regardait l'indépendance de la Serbie comme un des objectifs essentiels de la guerre. Quelques jours après, lord Kitchener vint à Paris s'entretenir avec les hautes personnalités militaires françaises, et partit ensuite pour l'Orient afin d'y étudier la situation sur place. Le 10 novembre, aux Communes, Asquith annonça la prochaine création d'une sorte de Conseil de guerre anglo-français, auquel pourraient participer les autres Alliés. Le 16 au soir, il se rendit lui-même à Paris, accompagné de Grey, de Lloyd George et de Balfour. Il conféra le lendemain avec Briand, Gallieni, Lacaze et Joffre. Ce fut le premier Conseil de guerre interallié. Les autres Alliés n'y figurèrent point, parce que cette fois il s'agissait seulement de combiner l'action des deux puissances dont les troupes se battaient en Macédoine, mais il était convenu que les délégués militaires de Russie, d'Italie, de Belgique et de Serbie assisteraient à une réunion qui se tiendrait prochainement au grand quartier général français.

LE CONSEIL DE GUERRE INTERALLIÉ.

Un instrument de coordination militaire était créé. Pour qu'il fût utilement employé, il fallait un concours de volontés chez les hommes d'État. Or, si les intentions générales concordaient dans les Cabinets alliés, les idées différaient sur les modes de réalisation. Les hommes d'État, n'étant pas mus par une conviction solide qu'ils auraient pu communiquer aux militaires, demandaient aux militaires leur avis sur des questions dont la solution supposait une décision politique préalable. D'accord sur certaines idées directrices, telles que le salut de la Serbie, ils ne s'entendaient point sur la manière d'assurer ce salut. Ils avaient d'abord espéré que l'offen-

HESITATIONS DES PUISSANCES PROTECTRICES DE LA GRÈCE.

sive de Champagne réglerait le sort de la guerre. La guerre de tranchées continuant en Occident, ils admirent la nécessité d'un gros effort en Orient sans savoir exactement en quoi il consisterait. Le renvoi de Venizélos et la dissolution de la Chambre élue le 13 juin posaient une question de principe devant les trois puissances que les traités du 6 juillet 1827, du 3 février 1830, du 7 mai 1832, du 13 juillet 1863 et du 29 mai 1864 instituaient protectrices de la Grèce. Le traité de 1863, conclu à la suite de la déchéance prononcée contre le roi Othon en raison du mauvais gouvernement et de l'attitude anticonstitutionnelle de ce souverain, stipulait, au profit ou à la charge de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, un droit d'intervention pour assurer le respect de la Constitution. En montant sur le trône, Constantin Ier avait juré d'observer la Constitution, de conserver et de défendre l'indépendance nationale et l'intégrité de l'État grec. Le 5 octobre 1915, il avait manqué à ce serment en provoquant la démission du ministre jouissant de la confiance de la Chambre. En prononçant à six mois d'intervalle une seconde dissolution de la Chambre, et en déclarant qu'il la dissoudrait autant de fois qu'il le jugerait utile, il avait en fait inauguré l'absolutisme. La sanction logique de ces actes de la part des puissances protectrices eût été une mise en demeure d'abroger le décret de dissolution, faute de quoi la déchéance du souverain parjure serait proclamée. Les trois Cabinets alliés n'osèrent pas recourir à une mesure aussi nette. Soit par mollesse, soit par un reste d'illusion, soit pour des raisons dynastiques, ils se bornèrent à l'envoi d'une note et consentirent à négocier avec Scouloudis. Les royalistes germanophiles profitèrent de cette condescendance pour s'établir fortement dans le gouvernement, détruire l'influence du parti libéral et resserrer l'entente secrète avec l'Allemagne.

MANŒUVRES DE SCOULOUDIS.

Scouloudis prodigua tout d'abord les bonnes paroles aux puissances protectrices et à la Serbie. Par une note du 8 novembre, il adressa au gouvernement serbe, alors réfugié à Mitrovitza, des protestations de « sincère amitié », et la promesse « de continuer de fournir à la Serbie toutes les facilités et tout l'appui compatibles avec les intérêts vitaux de la Grèce ». Le même jour, il envoya à Paris, Londres, Pétrograd, et à Rome — car l'Italie venait de participer à l'expédition de Macédoine — « l'assurance la plus formelle de la ferme résolution de la Grèce de continuer sa neutralité avec le caractère de la plus sincère bienveillance vis-à-vis des puissances de l'Entente ». « Le nouveau Cabinet, ajoutait-il, fait siennes les déclarations réitérées de M. Zaïmis au sujet de l'attitude du gouvernement royal vis-à-vis des troupes alliées à Salonique ; il a trop conscience

de ses vrais intérêts et de ce qu'il doit aux puissances protectrices de la Grèce pour s'écarter le moins du monde de cette ligne de conduite. » En fait, Scouloudis ne tint aucun compte des protestations longuement motivées du gouvernement serbe contre l'interprétation grecque du traité d'alliance (15 novembre). Puis, la retraite serbe se précipitant et les troupes franco-britanniques devant se replier par la vallée du Vardar, il annonça l'intention de faire désarmer et interner les troupes alliées, soit serbes, soit françaises, soit anglaises, qui seraient repoussées sur le territoire grec. A Denys Cochin, alors en mission temporaire en Orient, qui, en 1870, avait été interné en Suisse avec l'armée de Bourbaki, il osa rappeler ce souvenir en disant : « Vous savez ce qui arrive à une armée qui pénètre dans un pays neutre ». Sur les protestations indignées de Denys Cochin et des ministres de l'Entente, il revint sur ses premières intentions, et le roi finit par approuver les dispositions préparées par le général Sarrail, chef du corps expéditionnaire, pour le repli des troupes alliées vers la mer. D'après un des membres du Cabinet Scouloudis, cette autorisation fut accordée avec l'assentiment de Guillaume II lui-même : le kaiser craignait qu'une rupture ouverte de son beau-frère avec les Alliés ne fournît à ceux-ci l'occasion de restaurer par la force le régime constitutionnel. D'ailleurs, Kitchener disait à Athènes, en revenant de Salonique, que le mieux pour le corps expéditionnaire serait de se rembarquer. Des hommes considérables tenaient le même langage à Paris. Constantin le savait, et ne prenait pas au tragique les notes de l'Entente. Il rusait et temporisait, dans la persuasion que la victoire germanique surviendrait avant que son trône fût sérieusement menacé.

RETRAITE DES TROUPES FRANCO-BRITANNIQUES DE MACÉDOINE.

TEMPORISATION DE CONSTANTIN.

ATTITUDE DE L'ITALIE ET DE LA ROUMANIE.

Il trouvait des motifs d'encouragement dans la politique italienne, ouvertement hostile à Venizélos. Les contingents italiens dans les Balkans se préoccupaient plus d'occuper des positions favorables en Albanie que de concourir efficacement à la défense de la Macédoine. Ils ne facilitaient en aucune façon la retraite extraordinairement pénible de l'armée serbe à travers les montagnes albanaises. En outre, le Cabinet de Rome n'avait pas déclaré la guerre à l'Allemagne, qui possédait encore en Italie de puissantes influences, notamment dans les grandes banques comme la *Banca commerciale*. Après le coulage du paquebot *Ancona*, torpillé, toutes machines arrêtées, suivant les méthodes allemandes, M. Orlando, ministre de la Justice, avait bien prononcé à Palerme un discours pathétique où il s'était écrié que l'Italie combattrait jusqu'à la dernière goutte de son sang « pour dompter la bête fauve ». Sonnino attendit jusqu'au 30 novembre pour adhérer à la déclaration de Londres du 4 sep-

tembre 1914. En Roumanie, la neutralité officielle s'accentuait. Les agents germaniques dépensaient millions sur millions pour acheter les journaux et les consciences.

LA FUSION DES EMPIRES CENTRAUX.

Dans les deux empires Centraux, la fusion militaire, économique et politique s'accentuait. A Vienne et à Berlin on parlait d'union douanière. Une conférence des associations économiques d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie, réunie à Vienne sous la présidence du duc Ernest Gonthier de Slesvig-Holstein, de l'ancien ministre von Plener et de l'ancien président du Conseil Wekerlé, votait des résolutions impliquant une vie économique commune et excluant le traitement de la nation la plus favorisée pour toutes les autres puissances. Elle recommandait une législation commerciale commune. Un peu plus tard, en décembre, 855 professeurs allemands des écoles supérieures d'Autriche signaient une déclaration où ils recommandaient dans les termes les plus pressants « une union intime et durable de l'Autriche-Hongrie avec l'empire allemand, et un rapprochement aussi étroit que possible des deux États, de façon qu'ils se présentent vis-à-vis de l'étranger comme une unité compacte ». A la fin de novembre, Guillaume II allait rendre visite à François-Joseph Ier à Schœnbrunn et lui proposait un partage de la Pologne. Le comte Jules Andrassy écrivait : « L'État hongrois ne peut maintenir son existence et son caractère qu'autant que la nation allemande reste forte.... L'allié naturel de la Hongrie est l'élément allemand en Autriche et, derrière, l'empire allemand. » Ceux des ministres autrichiens qui répugnaient à l'absorption de la Monarchie dans le *Deutschtum* étaient remplacés.

NEUTRALITÉ DU PRÉSIDENT WILSON.

En face de ce bloc d'apparence formidable, les neutres n'osaient pas bouger. Dans son message du 7 décembre, le président Wilson affirmait le devoir des États-Unis de se tenir isolés de la lutte européenne. D'une extrême sévérité verbale contre les citoyens naturalisés, « qui, nés sur un autre sol, versaient le poison et la trahison dans les artères mêmes de la vie nationale des États-Unis », c'est-à-dire contre les Germano-Américains demeurant attachés « par des sentiments erronés d'allégeance aux gouvernements sous le régime desquels ils étaient nés », il se bornait à protester par des notes d'allure procédurière contre les dommages causés aux citoyens américains. Au mois de mai, après le torpillage du paquebot *Lusitania*, qui causa la mort de plus de mille personnes, dont une centaine de passagers américains, il avait engagé avec Berlin une controverse théorique dépourvue de toute sanction. Enfin le Souverain Pontife, suprême recours des affligés, restait sourd aux appels des victimes des agressions germaniques. Le cardinal della Chiesa, élevé le 4 sep-

LE SILENCE DE BENOIT XV.

tembre 1914 sur la chaire de Saint-Pierre, sous le nom de Benoît XV, à la place de Pie X mort de douleur devant la conflagration générale, ne voulait pas exprimer d'opinion. Il ménageait les catholiques allemands, qui trouvaient de nombreux et puissants appuis dans le Sacré-Collège. Benoît XV croyait remplir tout son devoir en adressant des consolations secrètes à quelques évêques des pays dévastés.

LA FRANCE ET LE SAINT-SIÈGE.

La France, qui n'avait plus de représentant au Vatican depuis la rupture de juillet 1904, n'y pouvait plus faire entendre sa voix. Elle avait négligé, au mois de novembre 1914, l'occasion de renouer d'utiles relations, lorsque le gouvernement britannique avait envoyé sir B. Howard comme plénipotentiaire au Vatican. Les représentants des deux empereurs germaniques profitaient de son absence pour ourdir des intrigues qui jetaient le trouble chez les Alliés.

IV. — L'INVASION DE LA MACÉDOINE ORIENTALE

MAINTIEN DE L'EXPÉDITION DE SALONIQUE.

APRÈS plusieurs réunions, le Conseil de guerre interallié décida de maintenir l'expédition de Salonique. En effet, si elle retenait à une extrémité de l'Europe des effectifs relativement importants, elle immobilisait des effectifs ennemis plus considérables. Elle permettait de conserver la liberté de mouvement dans la Méditerranée orientale, de rechercher les sous-marins dans les eaux territoriales grecques, de garder l'entrée des Détroits, de profiter d'une occasion favorable pour reprendre l'offensive et de tenir en échec les Grecs germanophiles. Un camp retranché s'organisa dans les parages du grand port macédonien, et les commandants du corps expéditionnaire en expulsèrent le personnel des consulats d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Turquie et de Bulgarie. De plus, comme Scouloudis,

LA CHAMBRE-CROUPION.

à qui les élections du 15 décembre avaient donné une Chambre-croupion, observait une attitude suspecte, l'Entente réclama des garanties pour la sécurité du corps expéditionnaire. Il s'ensuivit un échange de notes et une série de démarches où le double jeu du Cabinet d'Athènes se révéla de plus en plus clairement. En janvier 1916, des navires de guerre alliés débarquèrent à Corfou quelques détachements qui y préparèrent l'arrivée des débris de l'armée serbe, réfugiés dans l'état le plus déplorable sur les côtes d'Albanie après d'horribles épreuves. Le roi Constantin dut s'incliner devant le fait accompli. Mais il organisait en secret la revanche de la contrainte qu'on lui imposait.

LA COMBINAISON DE VERDUN.

On était à la veille de la ruée allemande sur Verdun. Le roi Nicolas de Montenegro livrait le Lovtchen, réputé imprenable, aux

troupes autrichiennes, qui entraient à Cettigné. Quelques jours plus tard, le 18 janvier, Guillaume II rencontrait à Nich le tsar Ferdinand, et célébrait avec lui l'écrasement de la Serbie, le jour anniversaire de la création du royaume de Prusse. Le 1er février, les complices de l'Allemagne à Constantinople éliminaient le dernier obstacle qui les arrêtait devant la dictature, en assassinant dans son palais de Zingirli-Kozou le prince Youssouf Izzeddine, héritier du trône de Turquie. Un effort décisif s'annonçait. Dans les combinaisons germaniques, la prise de Verdun devait être accompagnée ou suivie de la descente des Bulgares vers la mer Égée, et du blocus ou de l'enlèvement du camp retranché de Salonique. Des indices de mouvements en ce sens apparurent à la fin de janvier aux commandants du 3e et du 4e corps d'armée grecs, qui demandèrent des instructions. Le général Yannakitsas, ministre de la Guerre, ordonna le 8 février que, dans le cas où de forts détachements allemands ou bulgares commandés par des officiers allemands se présenteraient à la frontière et demanderaient à la franchir, les troupes grecques de couverture auraient à se retirer, sans opposer de résistance, vers les bases de leurs unités. Des circulaires du 21 mars, des 22 et 27 avril, précisèrent ces instructions. Au commencement d'avril, enhardi par les premiers succès du Kronprinz devant Verdun, Scouloudis crut pouvoir rejeter la demande des Alliés de faire passer par le territoire grec les troupes serbes recueillies à Corfou, rétablies de leurs épreuves et équipées à neuf. Il se montra « péniblement surpris » par les reproches de Briand. Comme le gouvernement serbe invoquait l'esprit du traité d'alliance de 1913 et la clause par laquelle chacun des deux États contractants jouissait de la faculté de faire passer ses troupes sur le territoire de l'autre, Scouloudis répondit le 27 avril 1916 par un refus catégorique et presque provocant.

LA COMPLICITÉ DE CONSTANTIN.

TRANSFERT DES TROUPES SERBES DE CORFOU.

Deux semaines après, l'éventualité prévue par le général Yannakitsas survint. Le 10 mai, un commandant bulgare, invoquant un accord conclu entre le maréchal Mackensen et le gouvernement grec en conformité de la circulaire du 27 avril, occupa les collines de Léhovo. Yannakitsas contesta l'application de cet accord, et donna l'ordre d'empêcher par la force toute nouvelle avance. M. Scouloudis protesta aussi à Sofia. Mais il s'empressa de s'incliner le 23 mai devant une sommation du comte Mirbach, ministre de Guillaume II, et de M. Passarof, ministre de Bulgarie. Il accepta de laisser occuper les gorges de Roupel et leurs environs, positions de toute première importance, à condition que les troupes germano-bulgares évacueraient le territoire grec « aussitôt que les raisons militaires exigeant l'action auraient cessé d'exister ». Le 26, des troupes germano-bul-

IRRUPTION DES BULGARES EN MACÉDOINE.

gares comprenant plus de 25 000 hommes s'établirent sur les hauteurs de Démir-Hissar et sur le pont de la Strouma. Encore sous l'impression des persécutions bulgares de 1912 et de 1913, la population de la vallée s'enfuit affolée vers le sud. Scouloudis feignit alors d'être surpris par l'envergure de l'opération, et protesta pour la forme à Berlin, Vienne et Sofia. En fait, il donna l'ordre à la garnison de Roupel d'évacuer le fort en emportant le matériel. Le 5 juin, devant la Chambre, il déclara qu'il avait dû céder « devant l'invasion générale de l'armée allemande dans le défilé de Démir-Hissar ». Il eut l'audace d'affirmer que ces événements n'étaient nullement le résultat d'une entente avec les Allemands et les Bulgares, et détourna l'irritation populaire contre la France, en s'indignant de ce que, le 3 juin, le général Sarrail avait proclamé la loi martiale à Salonique. La Chambre-croupion approuva ce langage.

La proclamation de la loi martiale à Salonique était la réponse du général Sarrail à l'invasion bulgare et la préface d'autres mesures destinées à sauvegarder la sécurité du corps expéditionnaire. M. Briand en prévint M. Caclamanos, chargé d'affaires de Grèce à Paris. Il chargea de plus M. Guillemin d'avertir M. Scouloudis que, si l'avance bulgare continuait en Macédoine sans résistance de la part de l'armée grecque, il en pourrait résulter les plus sérieuses conséquences pour le gouvernement grec.

LA CONNIVENCE GRÉCO-ALLEMANDE.

De jour en jour la connivence germano-grecque éclatait davantage. Des journaux allemands et autrichiens, comme les *Münchner Neueste Nachrichten* et la *Wiener Allgemeine Zeitung*, l'avouaient nettement. Dans une allocution retentissante à ses troupes à l'issue d'une revue, le 1er juin, Constantin Ier invitait l'armée « à obéir aux ordres, non aux sentiments ». Les agents du Cabinet Scouloudis suscitaient dans les rues d'Athènes des manifestations contre les Alliés. Néanmoins, les Cabinets de l'Entente n'osèrent pas encore recourir à la sanction radicale prise en 1863 contre le roi Othon dans des circonstances moins tragiques.

ULTIMATUM DES ALLIÉS.

Ils se contentèrent d'adresser un ultimatum à Scouloudis, et d'organiser un corps de débarquement qui devait être transporté dans les eaux de Salamine, sous les ordres de l'amiral Moreau, afin d'appuyer leurs demandes. Au dernier moment, sous certaines influences, l'ultimatum fut atténué, et l'escadre de l'amiral Moreau, placée sous les ordres de l'amiral Dartige du Fournet, ne vint pas à Salamine. L'ultimatum fut remis le 21 juin. Rédigé en termes très raides, il signalait « les motifs nombreux et légitimes de suspicion contre le gouvernement grec », les « agissements des étrangers travaillant à créer sur le territoire hellénique des organisations hostiles contraires à la neutralité du

pays, et aidant à compromettre la sécurité des forces militaires et navales des Alliés », la connivence du Cabinet avec les Germano-Bulgares dans l'affaire de Roupel, la violation de la Constitution grecque et la « collusion évidente du Cabinet actuel avec leurs ennemis ». En conséquence, les puissances protectrices exigeaient l'application immédiate, sans discussion ni délai, des mesures suivantes :

« 1° Démobilisation réelle et totale de l'armée grecque, qui devra être mise, dans le plus bref délai, sur le pied de paix. 2° Remplacement immédiat du ministère actuel par un Cabinet d'affaires sans nuance politique, et offrant toutes les garanties nécessaires pour l'application loyale de la neutralité bienveillante que la Grèce s'est engagée à observer à l'égard des puissances alliées, ainsi que pour la sincérité d'une nouvelle consultation nationale. 3° Dissolution immédiate de la Chambre des députés, suivie de nouvelles élections, dès l'expiration des délais prévus par la Constitution, et après que la démobilisation générale aura replacé le corps électoral dans des conditions normales. 4° Remplacement, d'accord avec les puissances, de certains fonctionnaires de la police, dont l'attitude, inspirée par des directions étrangères, a facilité des attentats commis contre de paisibles citoyens, ainsi que les insultes faites aux légations alliées et à leurs ressortissants. »

Si mortifiante que fût la sommation, Constantin Ier se soumit. Conformément aux conseils de Berlin, il préférait plier devant l'orage et conserver son trône. A ce moment, la ruée sur Verdun était arrêtée. Les Franco-Britanniques prenaient l'offensive sur la Somme. Le général Broussilof entrait en Galicie et en Bukovine. Bethmann Hollweg gémissait sur l'entêtement des Alliés à ne pas s'avouer vaincus et à ne pas traiter sur la base de la « carte de guerre » qu'il présentait. Au Reichstag, il se défendait devant Dieu, devant son pays, et devant sa conscience, d'avoir fait quoi que ce fût pour troubler la paix. Constantin renvoya donc Scouloudis, et appela à la présidence du Conseil M. Zaïmis, qui, le 23 juin, signa l'engagement d'exécuter intégralement les conditions formulées le 21. Le 29 juin, la démobilisation générale fut décrétée, mais l'armée fut remise sur le pied de paix seulement à la fin de juillet. Un certain nombre de fonctionnaires furent révoqués ou déplacés. Mais plusieurs journaux ententophiles furent poursuivis en justice pour avoir diffamé et insulté le gouvernement et l'armée. Venizélos, menacé, dut se faire garder par ses fidèles Crétois. MM. Dousmanis et Streit continuèrent leurs fonctions occultes près du roi. Des associations de réservistes se substituèrent aux corps de troupes démobilisés, et une nouvelle ligue militaire se fonda. Quant à la Chambre, on ne prononça pas sa dissolution, sous prétexte qu'il était impossible, en raison des circonstances, de fixer en même temps, comme la Constitution l'exigeait, la date des élections. Elle fut simplement ajournée.

NOUVEAU MINISTÈRE ZAIMIS.

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION DE LA ROUMANIE

I. — LA SITUATION GÉNÉRALE DANS L'ÉTÉ DE 1916. — II. LE TRAITÉ D'ALLIANCE DE L'ENTENTE AVEC LA ROUMANIE. — III. LA CRISE FRANCO-GRECQUE.

I. — LA SITUATION GÉNÉRALE DANS L'ÉTÉ DE 1916

CHUTE DU CABINET SALANDRA.

L'ÉMOTION produite en Italie au commencement de juin par l'offensive autrichienne dans le Trentin provoqua, dès la réouverture des travaux parlementaires, le 10 juin, la chute de M. Salandra. En refusant d'élargir son ministère par l'entrée de membres n'appartenant pas au parti libéral, et en s'obstinant à se dérober devant toutes les demandes d'explications sur la politique extérieure, le président du Conseil avait gravement indisposé la Chambre. Aussi, quoique l'offensive autrichienne eût échoué durant la crise ministérielle, M. Salandra ne fut pas maintenu au pouvoir par le roi. Son successeur, M. Paolo Boselli, dans sa déclaration du 28 juin, recommanda dans les termes les plus énergiques « l'intensification et la coordination toujours plus étroite des opérations militaires sur les divers points de combat, ainsi que la parfaite entente avec les Alliés dans l'action de défense économique contre les ennemis ». Il menaçait les défaitistes d'une répression inflexible. Jusqu'alors les Italiens appelaient leur guerre avec l'Autriche *nostra guerra*; instruits par les événements, et sentant à quel point était nécessaire la solidarité militaire des Alliés pour la réalisation de leurs ambitions particulières, ils dirent désormais : l'*unica guerra*.

LE CABINET BOSELLI.

LA GUERRE ET LES ÉTATS-UNIS.

M. ROOSEVEL.

On pouvait aussi se demander si, d'européenne, la guerre n'allait pas devenir universelle. Aux États-Unis, où s'ouvrait la campagne pour l'élection présidentielle de l'automne, l'ancien Président Théodore Roosevelt, chef et candidat du parti progressiste, préconisait ardemment l'intervention contre l'Allemagne. Après l'investi-

ture de M. Hughes, membre de la Cour suprême, par la Convention républicaine, comme candidat républicain, M. Roosevelt se désistait en sa faveur dans l'espoir d'assurer la défaite de M. Wilson, de nouveau candidat du parti démocrate; mais M. Hughes reprenait le programme progressiste et, sans s'exprimer en termes aussi vigoureux que le bouillant Teddy, il n'en condamnait pas moins sévèrement les intrigues allemandes. Dans une lettre adressée à la fin de juin au Comité progressiste de Chicago, il flétrissait la conduite des germano-américains, qui exploitaient le sol américain pour fomenter des désordres dans l'intérêt d'une puissance étrangère. M. Wilson lui-même, dans un discours à l'école militaire de Westpoint, relevait la nécessité de la préparation militaire, et stigmatisait les citoyens naturalisés américains qui continuaient à préférer leur pays d'adoption. Toutefois, plaçant au-dessus de tout l'intérêt de sa réélection, et désireux de gagner les voix des électeurs de l'Ouest qui passaient pour des pacifistes à tout prix, il observait une grande réserve dans l'appréciation des affaires internationales. Le 27 mai, à Washington, devant la *League to enforce peace*, il avait même prononcé la phrase suivante : « Les causes et les objets de cette guerre ne nous concernent pas; nous n'avons pas intérêt à rechercher et à explorer les sources obscures d'où a jailli son flot terrible ». Puis il se corrigeait lui-même quelques phrases plus loin, en ajoutant : « Nous participons, que nous le voulions ou non, à la vie du monde; les intérêts de toutes les nations sont aussi les nôtres. Ce qui affecte le genre humain est inévitablement notre affaire, aussi bien que l'affaire des nations d'Europe et d'Asie.... Il est clair que les nations doivent à l'avenir être gouvernées par le même haut Code d'honneur que nous exigeons des individus. » Dans les combats de sa conscience, l'ambitieux et l'homme de parti l'emportaient sur l'homme d'État. Cœur sec, esprit illuminé de rêves grandioses et nourri d'abstractions, il parlait en prédicateur, écrivait en style de procédure et agissait avec autant d'ostentation que de prudence. Du reste, son impassibilité calculée exaspérait beaucoup de ses compatriotes. Les adhésions affluaient à l'*American Rights Committee*, fondé par un groupe d'hommes éminents qui dénonçaient « les projets énormes d'agrandissements allemands » et prenaient pour programme la défaite des armes teutonnes et le triomphe des principes pour lesquels combattaient les Alliés.

M. Hughes. M. Wilson. L'American Rights Committee.

L'*American Rights Committee* avait raison de craindre les projets de l'Allemagne. Les six grandes associations économiques de l'Empire réclamaient, dans un manifeste signé également par 325 professeurs et 148 magistrats, 145 bourgmestres, 158 ecclésiastiques, 40 parlementaires et 18 généraux ou amiraux en retraite, l'annexion de la

Programme des associations économiques allemandes.

Belgique tout entière, des départements du Nord de la France et des provinces baltiques, le partage de la Serbie et du Monténégro entre la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie, et une série de garanties spéciales équivalant à l'hégémonie. D'autres manifestes, émanant de hautes personnalités allemandes des milieux les plus divers, formulaient des revendications analogues, avec quelques autres encore. Le pangermanisme s'affirmait de plus en plus dans la Monarchie habsbourgeoise. Réalisant le plan qu'il s'était tracé lorsqu'il avait approuvé les desseins de guerre en juillet 1914, Tisza donnait petit à petit un caractère de plus en plus magyar aux armées hongroises. Il obtenait du vieux François-Joseph le règlement de la question des emblèmes nationaux, laissée en suspens depuis 1867. A côté des armes de la maison de Habsbourg, les drapeaux devaient porter celles de la Hongrie, et, dans les angles, la couronne impériale et la couronne royale de Saint-Étienne devaient alterner. Les fameuses couleurs *schwarz-gelb* (noir-jaune) faisaient place à un fond blanc, entouré de flammes alternativement noir-jaune et rouge-blanc-vert. Le monarque perdait en fait son autorité souveraine sur la Hongrie, qui s'appuyait de plus en plus sur l'Allemagne. Le dualisme de 1867 se transformait en séparation. L'autonomie constitutionnelle de la Croatie disparaissait. On réprimait avec férocité toutes les velléités de protestation des non-Magyars. En une seule fournée, le tribunal de Banyalouka condamnait 98 Yougoslaves à mort ou aux travaux forcés. Les expressions officielles de Cisleithanie et de Transleithanie tombaient en désuétude. Les emblèmes de l'État autrichien ne portaient plus que les armes des Habsbourg, et l'antique royaume de Bohême s'absorbait dans l'Autriche. Les Tchèques s'insurgeaient contre la violation de leurs droits séculaires. Leurs chefs publiaient un manifeste où ils proclamaient que la Bohême s'arracherait des serres de la dynastie qui l'avait trahie, et constituerait avec la Moravie et la Slovaquie un État complètement indépendant. Par représailles, le gouvernement de Vienne fit emprisonner les députés radicaux Netolicky, Vajna et Burival, le poète national Machar et quantité d'autres personnes. Au commencement de juin, M. Kramar, chef du parti libéral, et ses collègues de la Chambre, MM. Cervinka, Zamazal et Rachin, emprisonnés depuis plusieurs mois, furent condamnés à être pendus. Heureusement M. Masaryk, le courageux dénonciateur des faux Friedjung devant le Reichsrat, avait réussi à passer en Suisse au commencement de 1915, et il menait à l'étranger une énergique campagne de propagande pour l'indépendance nationale. Au mois de septembre 1915, un jeune professeur de l'Université de Prague, qui allait devenir son principal collaborateur, M. Édouard Benes, s'était

LE PANGERMANISME EN HONGRIE ET EN AUTRICHE.

LE MOUVEMENT TCHÉCO-SLOVAQUE.

échappé de Bohême à la veille d'être arrêté, et, depuis lors, avec l'active collaboration de quelques compatriotes et de quelques publicistes français, il préparait avec un optimisme imperturbable la fondation d'une république tchéco-slovaque. Il s'était constitué un Conseil national des pays tchèques, dont M. Masaryk était le président et M. Benes le secrétaire général. Une revue paraissant à Paris, *La nation tchèque*, était l'organe du Conseil national, qui, par des moyens secrets et sûrs, se tenait constamment en rapport avec Vienne, Prague, et les patriotes tchèques résidant à Vienne.

II. — LE TRAITÉ D'ALLIANCE DE L'ENTENTE AVEC LA ROUMANIE

PRESSION DES ALLIÉS A BUCAREST.

Au commencement de l'été 1916, les circonstances parurent favorables aux Alliés pour presser le gouvernement roumain d'entrer en guerre. Malgré la propagande de plus en plus intense des Austro-Allemands, l'opinion publique dans le royaume restait en grande majorité passionnée pour la réalisation des aspirations nationales. M. Take Jonesco ayant renvoyé le grand cordon de la Couronne de fer à François-Joseph I[er] et le grand cordon de l'Aigle Rouge à Guillaume II, son exemple fut suivi par quarante notabilités qui avaient également reçu autrefois des décorations autrichiennes. Un grand banquet fut offert à ces notabilités, et l'on y proclama la fusion du parti conservateur et du parti démocrate, sous la double présidence de M. Nicolas Filipesco et de M. Take Jonesco. Étant restés constamment en rapport avec les patriotes roumains et le Cabinet de Bucarest, les Cabinets de Paris et de Londres exercèrent sur M. Jean Bratiano une forte pression pour le déterminer à intervenir avant que le sort de la guerre fût décidé. Ils lui représentaient que la période critique de l'offensive allemande était passée sur le front d'Orient comme sur celui d'Occident, que les efforts combinés des Alliés allaient prochainement avoir d'importants résultats, et que, en se jetant sans plus de retard dans la mêlée, la Roumanie pouvait faire brusquement pencher la balance. Les Alliés se disaient prêts à reconnaître largement le service capital rendu à un moment où ils rencontraient encore des difficultés sérieuses; ensuite ils ne seraient plus disposés à payer du même prix un concours tardif. Cette insistance embarrassa Bratiano. Il en restait à l'idée que la Roumanie, dans son état d'insuffisante préparation militaire, ne pouvait utilement intervenir que pour hâter la débâcle des Austro-Allemands au moment où la défaite

germanique se dessinerait. C'est pourquoi il s'efforçait, à Bucarest, de se tenir en équilibre entre les représentants des deux grands groupements de puissances. Czernin ne se méprenait d'ailleurs pas sur les intentions du président du Conseil. Comme Burian persistait à s'imaginer que la Roumanie voulait avant tout la destruction de la Russie et, par ce moyen, l'annexion de la Bessarabie, Czernin affirmait que Bratiano croyait à la possibilité de la destruction de la monarchie habsbourgeoise, non à celle de l'empire des tsars, et qu'en conséquence la Roumanie aspirait plutôt à l'annexion de la Transylvanie qu'à celle de la Bessarabie.

CZERNIN ET BURIAN.

Dans la première quinzaine de juin, le clairvoyant diplomate alla conférer quelques jours à Vienne. A son retour, après s'être entretenu avec le roi et Bratiano, il résuma la situation dans ces termes : « Le président du Conseil se meut entre deux pôles : d'un côté, ne pas laisser passer le moment de participer à temps à la victoire de l'Entente, qu'il attend ; d'un autre côté, nous attaquer le plus tard possible, et avec le minimum de risques.... J'ai la ferme conviction qu'il espère notre défaite et qu'il y croit, mais qu'il attendra encore. » Ayant conservé près du souverain roumain les facilités d'accès dont jouissaient les ministres d'Autriche-Hongrie pendant la longue période d'accord avec la Triple-Alliance, il se hâtait d'aller voir le roi dès qu'apparaissaient des symptômes d'intervention. Ferdinand Ier s'exprimait naturellement avec plus de réserve encore que son premier ministre. Toutefois, il laissa entendre le 25 juin que Bratiano « utiliserait un nouveau progrès de l'offensive russe pour abandonner la neutralité ». Le 27 et le 28 juin, Czernin avertit Burian que six à huit semaines étaient encore nécessaires pour l'arrivée en Roumanie de l'artillerie et des munitions, qu'il fallait en outre faire la moisson, et que le moment décisif prévu par Bratiano se produirait dans la seconde moitié d'août. Le 30 juin et le 1er juillet, après deux longues explications avec le président du Conseil, il maintint ses pronostics, en les accentuant. Le 7 juillet, il prévint Vienne que les ministres alliés venaient de signifier à la Roumanie que, si elle n'intervenait pas maintenant, l'Entente ne s'occuperait pas d'elle lors de la conclusion de la paix.

LES PREVISIONS DE CZERNIN.

C'était exact. Sur l'initiative de M. Briand, qui comptait beaucoup sur l'intervention roumaine pour hâter la fin de la guerre, les Cabinets alliés avaient fini par se mettre à peu près d'accord sur les conditions de l'alliance avec la Roumanie et par demander une réponse ferme à Bucarest. Les difficultés étaient venues surtout de la Russie. Le Cabinet de Londres laissait en cette affaire l'initiative à celui de Paris, qu'il appuyait dans ses démarches à Pétrograd et à

CONDITIONS DES ALLIÉS A LA ROUMANIE.

Bucarest. Briand, à la différence de beaucoup d'hommes politiques français, avait toujours attribué une grande importance au front oriental. Conscient des difficultés de toute sorte et de l'énormité des pertes que comportait une « percée » du front allemand en France, il se préoccupait de donner le plus d'intensité possible à l'action en Orient, dans l'espoir que, une fois la Hongrie envahie et les armées habsbourgeoises disloquées, le front allemand fléchirait en Occident. Malheureusement, les défaillances de la Grèce gênaient la réalisation de ce plan. D'autre part, le corps expéditionnaire de Salonique était maigre en effectifs utilisables, miné par le paludisme, et mal pourvu de matériel de guerre ainsi que de moyens de transport. Les contingents britanniques, envoyés à contre-cœur par le War Office, étaient encore moins bien outillés. Or, la grande opération qu'on se proposait d'exécuter avec la Roumanie impliquait une offensive vigoureuse de l'armée Sarrail, destinée à retenir l'armée bulgare sur le front macédonien, et à l'empêcher d'inquiéter sérieusement les Roumains sur la frontière du Danube. Enfin, quelques-uns des Alliés se trompaient encore sur les intentions de la Bulgarie. Induits en erreur par des renseignements tendancieux et par des idées traditionnelles, ils s'imaginaient que jamais les Bulgares n'oseraient se battre contre les troupes du tsar libérateur, et que, devant celles-ci, ils se joindraient à elles ou se disperseraient sans coup férir. En conséquence, les Cabinets alliés se persuadaient qu'il suffirait de répartir quelques divisions russes sur le front de la Dobroudja pour assurer les derrières de l'armée roumaine. Le Cabinet de Bucarest lui-même, tout en réclamant le concours de 250 000 soldats russes, se laissait prendre aux bonnes paroles de Radoslavof, qui promettait de maintenir la neutralité à l'égard de la Roumanie. A Paris, on croyait plutôt que les Bulgares saisiraient avec empressement l'occasion de se venger de l'intervention roumaine dans la seconde guerre balkanique, et l'on pensait qu'en tout cas il fallait rendre la Bulgarie inoffensive avant que l'armée roumaine se lançât à fond en Hongrie.

LA POLITIQUE DE BRIAND.

L'ARMÉE DE SALONIQUE.

Les négociations de cette période sont très confuses. Les résultats de l'entrée en guerre de la Roumanie dépendaient beaucoup de la coordination des efforts avec la Russie. Or, ni le gouvernement, ni l'état-major russe n'avaient d'idées fermes à ce sujet. Au commencement de février, Stürmer avait remplacé Gorémykine comme président du Conseil. Il avait rappelé la Douma, que son prédécesseur avait brusquement renvoyée, malgré l'avis contraire de la plupart des membres du ministère. Il s'occupait en apparence de rétablir l'accord entre la Couronne, la Douma et le pays,

LE CABINET STÜRMER.

et Sazonoff, inébranlablement fidèle à l'alliance, continuait de diriger les affaires étrangères. Mais Stürmer était dominé par des influences de cour, groupées autour de l'impératrice et d'un aventurier du nom de Raspoutine, qui joignait à des mœurs abjectes des prétentions à un pouvoir surnaturel. Si le tsar demeurait invariable dans sa résolution de conduire la guerre jusqu'au bout, d'accord avec ses alliés, il n'en était pas de même d'une partie de son entourage. Des hommes de droite, préoccupés de maintenir à tout prix le système autocratique favorable à leurs privilèges, s'unissaient aux personnes accessibles à la corruption et rattachées par des liens divers à l'Allemagne pour créer un état de choses qui forcerait le tsar de conclure la paix avant qu'un système constitutionnel s'établît. En ce qui concerne la Roumanie, beaucoup de diplomates ne lui pardonnaient pas d'avoir conquis son indépendance et de s'interposer entre la Russie et Constantinople. Les militaires lui pardonnaient encore moins d'avoir sauvé en 1877 les armées russes en détresse en Bulgarie. Les orthodoxes militants et les nationalistes lui reprochaient ses ambitions sur des territoires austro-hongrois qu'ils revendiquaient pour leur propre pays.

RASPOUTINE ET L'AUTOCRATIE.

L'OPINION RUSSE SUR LA ROUMANIE.

L'ÉTAT-MAJOR RUSSE.

Aussi l'état-major russe accueillit-il tout d'abord froidement les projets relatifs à la participation de la Roumanie à la guerre. Il allégua tout d'abord la pénurie d'armes et de munitions pour refuser de mettre sur pied l'armée de 250000 hommes que Bratiano réclamait. Puis il se plaignit d'un double jeu de Bratiano. C'est à la fin de juin seulement qu'il finit par céder aux instances du gouvernement français. Le général Joffre put se prévaloir de l'opinion du général Alexeief, ainsi que des instructions envoyées par Briand à M. Blondel, à Bucarest, pour écrire au ministre de la Guerre roumain que la situation commandait à l'armée roumaine d'intervenir « maintenant ou jamais ». Il terminait par ces mots : « Je pense que les dernières hésitations de M. Bratiano ont dû tomber, les événements lui ayant donné la certitude que des offensives générales victorieuses sont engagées sur tous les fronts, et la Russie ayant pris l'engagement de transporter sans retard le matériel de guerre au cas où la Roumanie se serait décidée à intervenir » (Lettre remise le 6 juillet à Bucarest). Les dernières hésitations de Bratiano étaient en effet tombées. Depuis la fin de juin, les Russes occupaient toute la Bukovine, et l'on craignait à Bucarest qu'ils ne gardassent définitivement cette province ravie à la Moldavie en 1778 par l'impératrice Marie-Thérèse, si la Roumanie ne concluait pas immédiatement avec les Alliés un traité garantissant l'achèvement de son unité territoriale. En conséquence, le colonel Rudeano, délégué militaire à

LE GÉNÉRAL JOFFRE

ÉLABORATION D'UNE CONVENTION MILITAIRE.

Paris, fut autorisé à élaborer avec le général Joffre une convention militaire.

Il s'agit alors de combiner la répartition des forces sur le nouveau front oriental suivant la conduite qu'on adopterait à l'égard de la Bulgarie. Le premier projet, qui fut signé le 23 juillet à Paris, prévoyait une double action contre la Bulgarie, sur le front macédonien et au sud de la Dobroudja. Mais le gouvernement russe éleva des objections. Il venait de subir, à la même date, un remaniement important. A la suite d'intrigues de cour, Sazonoff, qui préconisait l'autonomie polonaise, était remplacé aux Affaires étrangères par Stürmer, qui, depuis son arrivée au pouvoir, s'était affilié aux coteries absolutistes et pacifistes, et notamment à la clique de Raspoutine. Stürmer ne voulait aucun bien à la Roumanie. Sans qu'on puisse prouver qu'il a délibérément préparé la défaite de la Roumanie afin d'avoir un prétexte de faire la paix aux dépens de cette puissance, il ne se préoccupa point d'assurer l'efficacité de l'intervention projetée. Le général Soukhomlinof, ministre de la Guerre, était inféodé comme lui aux groupements où les influences germaniques s'exerçaient. D'autre part, après de nouveaux succès sur les armées austro-hongroises, dus en partie à la défection des troupes tchèques et yougoslaves, Broussilof se heurtait à une contre-offensive dirigée par l'état-major allemand. Il disait avoir besoin de tous les effectifs disponibles. D'autre part, Alexeief refusait, en invoquant les difficultés du transport et du ravitaillement, de fournir 250 000 hommes à la Roumanie. Il s'opposa de même à ce que les troupes envoyées en Roumanie fussent employées à une offensive contre les Bulgares ; elles devaient seulement servir de rideau protecteur. A Paris et à Londres, on espéra que ce serait suffisant. A Bucarest, on admit d'autant plus facilement la modification de la convention du 23 juillet en ce sens, qu'on s'y était montré surpris de la clause relative à la double action contre la Bulgarie, et que, malgré des avertissements de divers côtés, Bratiano conservait une certaine confiance dans la neutralité bulgare. Mais Bratiano continua d'insister pour l'envoi de 250 000 hommes.

REMPLACEMENT DE SAZONOFF PAR STÜRMER.

LE GÉNÉRAL SOUKHOMLINOF.

Cependant le temps passait, la moisson s'achevait, le front de Galicie se stabilisait : il fallait prendre un parti. Après quelques dernières hésitations, Bratiano se décida. Il céda sur la question des 250 000 hommes, et se contenta de deux divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie russes, destinées à coopérer avec l'armée roumaine, sous le commandement en chef de l'armée roumaine, sur le front bulgare. Par contre, il exigea que, dès la signature du traité d'alliance, l'armée russe agît d'une façon particulière-

ment énergique sur tout le front autrichien, notamment en Bukovine, et que la flotte russe gardât les côtes roumaines en empêchant tout débarquement de troupes ennemies. Il obtint en outre de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Russie l'engagement de fournir à la Roumanie des munitions et du matériel de guerre, qui devaient être expédiés en transit par la Russie de façon qu'il en arrivât au moins 300 tonnes par jour. Le but principal de l'armée roumaine devait être, autant que la situation militaire au sud du Danube le permettrait, la direction de Budapest par la Transylvanie. Les Alliés s'obligeaient à faire précéder de huit jours au moins l'entrée en guerre de la Roumanie par une offensive de l'armée de Salonique. De son côté, la Roumanie s'engageait à attaquer l'Autriche-Hongrie au plus tard le 15-28 août 1916. La convention militaire spécifiant ces conditions et les détails de la coopération fut signée par les cinq puissances contractantes le 4-17 août, en même temps que le traité politique.

LA CONVENTION MILITAIRE DU 17 AOUT 1916.

LE TRAITÉ D'ALLIANCE.

Ce dernier garantissait l'intégrité territoriale du royaume de Roumanie dans toute l'étendue de ses frontières d'alors, et reconnaissait à la Roumanie le droit d'annexer les territoires de la monarchie austro-hongroise délimités par la ligne suivante : du Prut près de Novosulitza jusqu'au confluent du Prut et du Ceremos, puis la frontière de la Galicie et de la Bukovine, et la frontière de la Galicie et de la Hongrie jusqu'au point Steg; de là, la ligne de séparation de la Theiss (Tissa) et du Viso jusqu'à Trebusa près du confluent de ces deux rivières; ensuite le thalweg de la Theiss jusqu'à quatre kilomètres en aval de son confluent avec le Szamos, et, en continuant vers le sud-ouest, jusqu'à six kilomètres à l'est de Debreczin; de ce point au Crich et à la Theiss au nord de Szegedin, à la hauteur du village Olgye, puis le thalweg de la Theiss jusqu'à son confluent avec le Danube, et enfin le thalweg du Danube. Cette ligne de démarcation englobait de vastes territoires situés en dehors de la Transylvanie proprement dite, notamment tout le banat de Temesvar et une assez forte proportion de populations non roumaines. Mais, sur toute la périphérie de la Transylvanie, se trouvaient enchevêtrées des populations roumaines que Bratiano tenait absolument à libérer en même temps que les Transylvains. Il voulait aussi acquérir de bonnes frontières stratégiques et géographiques, et ne reculait pas, pour atteindre ce résultat, devant des annexions de nature à compromettre la vie intérieure du royaume agrandi et ses relations avec la Serbie. Pressés de conclure, les Alliés déférèrent à ses exigences. Ils admirent également que, lors des négociations de paix, la Roumanie jouirait des mêmes droits que

les autres puissances alliées pour la discussion des questions soumises à la Conférence de la paix. Les cinq parties contractantes s'obligeaient à ne pas conclure de paix séparée, et à ne signer la paix générale que conjointement et simultanément.

Aussitôt les deux traités signés, le gouvernement roumain compléta ses mesures préparatoires, en s'efforçant toutefois de donner le change aux Austro-Allemands, de manière à bénéficier de la surprise dans la plus grande mesure possible. Czernin, toutefois, malgré les assurances qu'il recevait du président du Conseil et du roi, demeura très méfiant. Dès le 18 août, il fit expédier à Vienne la partie essentielle des archives de la légation. L'après-midi du 26, et dans la nuit du 26 au 27, il pressa Ferdinand Ier et Bratiano de se prononcer catégoriquement. Le souverain et le ministre lui répondirent que la journée du lendemain serait décisive. En effet, le 27, un Conseil de Couronne réuni au palais de Cotroceni sous la présidence du roi fut mis au courant de la situation. Il comprenait les ministres, les présidents des deux Chambres, les anciens présidents du Conseil, MM. Take Jonesco et Filipesco, et deux anciens présidents de la Chambre des députés, MM. C. Olanesco et C. Cantacuzène-Pashcano. Le roi ouvrit la séance en annonçant les décisions déjà prises, et en demandant l'appui de tous les hommes politiques qui avaient secondé son oncle. Émus et déconcertés, les neutralistes attendirent pour parler que le président du Conseil se fût expliqué. Bratiano retraça les principales phases diplomatiques de la période écoulée depuis 1912, et déclara que tout le pays, ainsi que les Roumains d'au delà des Carpathes, attendaient fiévreusement l'entrée en guerre du royaume. Take Jonesco s'empressa de donner son assentiment complet. A. Marghiloman refusa le sien, en insistant sur le danger de l'installation des Russes à Constantinople. Filipesco releva avec vigueur que la politique exposée par le gouvernement n'était que le développement logique du premier arrangement conclu avec la Russie en septembre 1914, arrangement alors approuvé par Marghiloman lui-même. Pierre Carp parla avec véhémence contre la Russie. Titus Majoresco demanda que le gouvernement se dégageât de ses liens avec l'Entente, et négociât avec la Hongrie l'amélioration du sort des Roumains d'au delà des Carpathes, qui, dit-il, ne désiraient pas s'unir au royaume de Roumanie. Émile Costinesco soutint que ce serait un déshonneur pour la Roumanie de rester neutre. Take Jonesco réfuta les assertions de Majoresco relatives aux sentiments des Transylvains. Enfin Bratiano mit en relief la question morale et l'obligation de combattre pour l'unité nationale, quels que fussent les risques. Le roi

LE CONSEIL DE COURONNE DU 27 AOUT.

termina la discussion en déclarant qu'il avait pris sa décision, après de longues réflexions, dans la conviction de bien servir les intérêts du pays et d'assurer l'indissolubilité des liens unissant la dynastie et la nation. Il leva la séance en s'écriant : « Avec Dieu, en avant! »

DÉCLARATION DE GUERRE DE LA ROUMANIE A L'AUTRICHE.

Le soir du jour où se tenait ce Conseil, le ministre de Roumanie à Vienne remit au baron Burian la déclaration de guerre de son gouvernement. Dans ce document, M. Porumbaro, ministre des Affaires étrangères, exposait que la Roumanie, vouée à l'œuvre de sa reconstitution intérieure, et fidèle à sa ferme résolution de demeurer dans la région du bas Danube un élément d'ordre et de tranquillité, ne s'était jointe à la Triple-Alliance que dans le désir de conformer sa politique à des tendances pacifiques. Mais « elle n'avait pas rencontré à Vienne l'attitude à laquelle elle était en droit de s'attendre ». Le Cabinet de Vienne ne l'avait pas prévenue avant de faire la guerre en 1914. Au printemps de 1915, l'Italie avait déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie. La Triple-Alliance n'existait donc plus, « et les raisons qui avaient déterminé l'adjonction de la Roumanie à ce système disparaissaient en même temps ». D'autre part, il se préparait de grandes transformations territoriales et politiques de nature à menacer l'avenir et la sécurité de la Roumanie. Ni avant, ni pendant la guerre, l'Autriche-Hongrie n'avait introduit de réformes propres à donner aux Roumains de la Monarchie même un semblant de satisfaction : ils étaient toujours « traités en race inférieure et condamnés à subir l'oppression d'un élément étranger qui ne constituait qu'une minorité au milieu des nationalités diverses dont se composait l'État austro-hongrois ». Il était désormais prouvé « que l'Autriche-Hongrie, hostile à toute réforme intérieure pouvant rendre meilleure la vie des peuples qu'elle gouverne, s'est montrée aussi prompte à les sacrifier qu'impuissante à les défendre contre les attaques extérieures ». Telles étaient les raisons, concluait la note, « pour lesquelles la Roumanie se considère dès ce moment en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie ».

Le 27, l'Italie déclara la guerre à l'Allemagne.

INVASION DE LA TRANSYLVANIE.

Dans la nuit du 27 au 28, les troupes roumaines déjà concentrées le long de la frontière des Carpathes franchirent les cols, où elles rencontrèrent peu de résistance. Elles pénétrèrent rapidement en Transylvanie, et le plan de l'état-major de Bucarest parut en bonne voie d'exécution. Le désarroi régnait à Budapest; au Parlement, le gouvernement était accusé de négligence et d'impéritie. Mais les déceptions survinrent presque tout de suite, et se succédèrent sans interruption. Se doutant depuis longtemps des véritables intentions de Bratiano, l'état-major allemand avait combiné avec la Bulgarie

LES DÉCEPTIONS ROUMAINES.

des opérations destinées à retenir sur le Danube ou bien à y attirer assez de troupes roumaines pour dégager la Transylvanie. Le 1er septembre, à l'exemple de l'Allemagne, la Bulgarie déclara, comme alliée de l'Autriche-Hongrie, la guerre à la Roumanie, et ses troupes, commandées par le maréchal Mackensen, bousculèrent la petite armée de couverture, composée de troupes de seconde ligne mal outillées, égrenée de Dobritch à Turtukaia. En quelques jours elles enlevèrent ces deux villes, ainsi que Silistrie. Les 50 000 Russes promis par le traité du 17 août n'étaient pas encore là. Deux divisions arrivèrent après le 5 septembre, mal armées et mal équipées. Elles n'entrèrent en ligne qu'au milieu du mois. L'une d'elles était composée de prisonniers yougoslaves faits sur le front de Galicie, et qui avaient désiré se battre pour leur cause nationale. Cette division fut décimée sans pouvoir arrêter l'envahisseur. En Transylvanie, les Austro-Allemands, commandés par le général Falkenhayn, se ressaisirent, prirent l'offensive, et commencèrent une grande manœuvre d'enveloppement. De victorieuse, la situation devint critique. Les convois de matériel de guerre, qui étaient arrivés assez régulièrement pendant quelques jours, s'espacèrent de plus en plus. L'armée Broussilof demeura immobile. L'armée Sarrail, qui disposait d'une masse offensive inférieure à l'armée bulgare postée en face d'elle, ne s'ébranla que vers le 10 septembre, dans la direction de Monastir. D'ailleurs, les Allemands connaissaient ou devinaient les instructions envoyées à son chef. Aussi avaient-ils pris d'avance avec les Bulgares et les monarchistes grecs des dispositions pour paralyser l'armée de Salonique.

III. — LA CRISE FRANCO-GRECQUE

DESCENTE DES BULGARES EN MACÉDOINE.

LE 20 août, les Bulgares descendirent le cours de la Strouma, repoussèrent la compagnie grecque de Kroussovo qui résistait, firent prisonnier le régiment de Démir-Hissar, les compagnies de Boukia et de Yénikio, et s'emparèrent de convois de matériel. Puis, contrairement à l'engagement secret, contracté le 22 mai par les légations d'Allemagne et de Sofia à Athènes, de ne pas entrer dans les villes de Drama, Sérès et Cavalla, ils occupèrent successivement ces villes en maltraitant ou laissant maltraiter la population grecque. Ils tuèrent ou désarmèrent un grand nombre de gendarmes. Les troupes grecques reçurent d'Athènes l'ordre de n'opposer aucune résistance. Le général Dousmanis, toujours chef de l'état-major, leur fit communiquer une note du ministère des Affaires étrangères

d'après laquelle les gouvernements allemand et bulgare renouvelaient l'assurance de respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Grèce, aussitôt que les raisons militaires nécessitant leur action auraient cessé d'exister. Dans la région de Sérès, le général Christodoulo résista néanmoins tant qu'il put, puis il se replia sur Cavalla, et enfin sur Salonique, en emmenant les troupes qui ne voulaient pas subir l'humiliation de l'internement. Des 4500 hommes et 200 officiers de la garnison de Cavalla, 2200 soldats et 200 officiers passèrent dans l'île de Thasos; 700 soldats et 40 officiers s'embarquèrent pour le Pirée. Toutes les autres troupes grecques de la Macédoine orientale furent enlevées par les Bulgares, avec 200 canons des derniers modèles, 50000 fusils, et quantité de munitions, d'équipements, etc.

Cette offensive, concertée avec Athènes, se prononçait juste au moment où, d'après le traité du 17 août, l'armée Sarrail devait attaquer les Bulgares. Elle produisit l'effet désiré. Mais elle provoqua en Grèce une crise intérieure aiguë. Comme les intrigues des agents germanophiles redoublaient et que les fonctionnaires gouvernementaux prenaient une attitude de plus en plus hostile à l'Entente, une escadre franco-britannique, commandée par l'amiral Dartige du Fournet, vint le 1er septembre mouiller devant le Pirée. Le 2, les ministres de France et d'Angleterre appuyèrent cette démonstration navale d'une sommation réclamant le contrôle des postes et télégraphes (avec et sans fil), l'expulsion des agents ennemis se livrant à l'espionnage et à la corruption, et des sanctions contre les sujets hellènes complices de faits d'espionnage et de corruption. Zaïmis accepta. Les manifestations hostiles à l'Entente organisées par les ligues de réservistes n'en continuèrent pas moins, et, le 10, une bande d'individus pénétra dans le jardin de la légation de France en tirant en l'air des coups de pistolet, aux cris de : « Vive le roi! A bas la France! » Les ministres alliés exigèrent la punition des manifestants et des agents de l'autorité qui n'avaient su ni prévenir, ni réprimer l'attentat, la dissolution de la ligue des réservistes et la fermeture des divers locaux où se réunissaient les ligueurs. Zaïmis présenta des excuses à Guillemin et en fit présenter au quai d'Orsay par Romanos. Puis, convaincu de la complicité du roi avec l'Allemagne, il donna sa démission.

SOMMATION DES ALLIÉS A LA GRÈCE.

DÉMISSION DE ZAIMIS.

En effet, Constantin Ier avait reçu de Guillaume II l'avis qu'avant un mois la Roumanie serait envahie, l'armée Sarrail jetée à la mer, et que tout irait bien s'il résistait encore quatre semaines à la politique venizéliste. Afin de gagner du temps, le roi avait feint quelques jours d'être disposé à renouer des négociations avec l'En-

tente en vue de la sortie de la neutralité. Mais sa conduite ne pouvait plus tromper personne; du reste, l'exécution des conditions de l'ultimatum du 21 juin restait en suspens. Zaïmis persista donc dans sa démission. Le roi proposa tout d'abord le pouvoir à M. Dimitracopoulos, qui, après avoir mesuré la difficulté de la situation, déclina l'offre. Alors il appela M. Nicolas Calogéropoulos, membre en vue de la coterie aristocratique germanophile, qui accepta, et forma un ministère composé d'hommes de second plan, antivenizélistes notoires. Les ministres de l'Entente s'abstinrent d'entrer en relations avec le nouveau Cabinet, et ne firent point au président du Conseil la visite d'usage. Calogéropoulos eut beau déclarer qu'il acceptait la note du 21 juin dans le même esprit que le Cabinet Zaïmis, les ministres de l'Entente maintinrent leur attitude.

CABINET CALOGÉROPOULOS.

La tension des esprits atteignit alors le plus haut degré. Les soldats échappés de la Macédoine orientale et presque toute la garnison de Salonique se constituèrent en armée de la défense nationale, sous la direction d'un comité présidé par le colonel Zymbracakis. Dans deux proclamations, le comité invita le peuple à cesser d'obéir aux autorités qui avaient trahi l'honneur national, et l'armée à se préparer à libérer la patrie. Le roi répondit en recevant en audience solennelle et en remerciant en termes dithyrambiques les officiers de la division de Salonique qui refusaient de se solidariser avec leurs camarades de la défense nationale. Les populations des grandes villes de l'Archipel lancèrent des manifestes menaçant le roi d'instituer un gouvernement révolutionnaire s'il ne rappelait pas immédiatement Venizélos. Constantin Ier riposta le 20 septembre en prononçant devant 5 000 soldats réunis pour la prestation de serment des recrues une allocution inspirée du plus pur absolutisme, et dirigée contre « les marchands de patriotisme ». Le lendemain, Venizélos releva le défi en pressant la population de prendre immédiatement en mains la défense de ses propres intérêts. Le matin du 22, le colonel Zymbracakis passa en revue, sur le Champ de Mars de Salonique, les contingents volontaires macédoniens prêts à rejoindre l'armée Sarrail. Le soir, Calogéropoulos annonça que des poursuites judiciaires seraient intentées contre tous les militaires ayant adhéré au mouvement révolutionnaire.

LE DUEL CONSTANTIN-VENIZÉLOS.

Il s'agissait bien d'une révolution. Le 24, le congrès des colonies helléniques réuni à Paris prononça la déchéance du roi Constantin. Le 25, à quatre heures et demie du matin, Venizélos, accompagné de l'amiral Condouriotis et d'un groupe d'amis, s'embarqua secrètement à Phalère pour la Crète, sous la protection de la légation de France. Reçu avec enthousiasme à la Canée, il publia le 27 une

PROCLAMATION DE VENIZÉLOS.

proclamation où il invitait l'hellénisme tout entier à coopérer avec les puissances garantes de l'indépendance grecque à l'expulsion des Bulgares et à la suppression de l'hégémonie allemande. Il ne rompait pas encore définitivement avec le roi; il se déclarait prêt à se rallier à lui s'il se décidait à se remettre à la tête des forces nationales pour appliquer la politique nationale. Mais, si cette éventualité ne se réalisait pas, il indiquait, comme seule voie de salut, « l'action isolée de cette partie de la nation qui croit que, si nous ne coopérons pas avec nos alliés naturels à l'œuvre de la transformation de l'Orient qui résultera de la grande guerre européenne, l'État et la nation helléniques s'achemineront vers la ruine ». De toutes parts les adhésions affluèrent. Dans toutes les grandes îles de l'Archipel, les autorités royalistes furent déposées et remplacées par des venizélistes. D'Athènes même un grand nombre d'officiers et de soldats s'embarquèrent pour Salonique. De la Canée, MM. Venizélos et Condouriotis envoyèrent à M. Briand une dépêche le félicitant des récents succès français sur la Somme et contenant des souhaits chaleureux pour le succès final des Alliés. Briand fit remercier les deux signataires par le consul de France à la Canée.

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Les puissances protectrices se trouvèrent presque aussi embarrassées que Constantin Ier et ses ministres. Sous l'influence des Cours de Pétrograd et de Londres, proches parentes de celle d'Athènes, et qui avaient été visitées pendant l'été par les princes André et Nicolas, frères de Constantin, elles négligèrent l'occasion de trancher par la racine la cause des intrigues germanophiles et d'utiliser le mouvement venizéliste pour dresser la Grèce contre les Bulgares. Elles subordonnèrent leur appui à Venizélos à la condition qu'il ne toucherait pas à la dynastie, et firent supprimer par la censure, en France notamment, les articles de journaux réclamant, soit la déchéance du roi, soit la formation d'un gouvernement grec résolu à briser les résistances des monarchistes. On répandit aussi le bruit que l'équipée de Venizélos, analogue à celle du général Boulanger en Belgique en 1889, était un fiasco. On se flatta même de regagner Constantin. Le roi échappa cette fois encore à la tourmente. Calogéropoulos seul fut sacrifié. Le 4 octobre, il se démit en expliquant dans un communiqué que le refus des représentants des puissances de l'Entente d'entrer en contact avec lui l'obligeait à se retirer. Le roi le remplaça par M. Lambros, professeur et archéologue spécialisé dans l'histoire byzantine, qui constitua un ministère composé de créatures de la Cour, y compris M. Zalocostas, ministre des Affaires étrangères.

LE CABINET LAMBROS.

M. Lambros eut tout de suite à répondre à une note commina-

toire des Alliés, qui faisait suite à celle du 2 septembre. Le 10 octobre, l'amiral Dartige du Fournet réclama le désarmement, le séquestre ou la remise des bâtiments de la flotte hellénique, le désarmement de certaines batteries de terre, le contrôle de la police et des chemins de fer. Après quelques hésitations, le 11, le Cabinet Lambros accepta, mais l'exécution s'effectua dans des conditions si suspectes que, le 13, l'amiral Dartige accentua certains points de la note du 10 en demandant l'interdiction pour tous les citoyens de porter des armes quelconques, et la levée de l'embargo sur l'exportation des blés de Thessalie. Encouragé par les revers des armées roumaines, le gouvernement constantinien s'ingénia à tourner par des subterfuges l'exécution de ses engagements. Il fit concentrer subrepticement des troupes et du matériel en Épire et en Thessalie. Le 16, au Champ de Mars, le roi harangua en termes enflammés les marins des bateaux séquestrés par l'amiral Dartige. Le soir, un détachement de 150 marins français s'établit au théâtre municipal d'Athènes. Le 19, le gouvernement grec supprima l'autonomie de la police, et la plaça sous les ordres directs du ministre de la Guerre, afin de la soustraire au contrôle allié. Se pliant aux circonstances quand on le menaçait, il redevenait arrogant dès que la menace s'éloignait. Or, l'amiral Dartige suivait une politique d'atermoiements. De même que M. Clemenceau, qui menait avec persévérance dans l'*Homme Libre* une campagne ardente contre l'expédition d'Orient, il ne croyait pas à l'efficacité de notre intervention militaire. En outre, ne connaissant ni le personnel gouvernemental, ni les mœurs politiques de la Grèce, il se laissait aller à des complaisances que réprouvait énergiquement M. Guillemin. Une phrase de ses *Souvenirs* éclaire la nature de ses rapports avec le ministre de France : « Les relations que j'avais eues en décembre 1915 et en juin 1916 avec notre légation d'Athènes me faisaient prévoir une ère de conflits d'attributions inévitables. Le commandement en chef n'avait aucune autorité sur un ministre de France; il marchait même après lui d'après les règlements en vigueur. » En somme, l'amiral se croyait plus propre que le représentant officiel de la France à diriger la politique qu'il était seulement chargé d'exécuter. Soit qu'il agît de son propre chef, soit qu'il eût reçu des instructions confidentielles, il ne tarda pas à se substituer à Guillemin dans les négociations avec le gouvernement grec. Le ministre d'Angleterre, sir Francis Elliot, préconisait comme l'amiral une politique de « modération ». Par contre, notre attaché naval, le commandant de Roquefeuil, recommandait la manière forte.

HARANGUE DE CONSTANTIN.

L'AMIRAL DARTIGE.

LE GOUVERNEMENT VENIZELOS A SALONIQUE.

Dans l'intervalle, Venizélos et Condouriotis avaient débarqué à Salonique, après une tournée triomphale dans l'Archipel. Rejoints par le général Danglis, ils constituèrent avec lui un triumvirat assisté d'un ministère présidé par M. Repoulis, où M. Politis, jusque-là secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, reçut le portefeuille de ce département. Lié vis-à-vis de l'Entente, Venizélos dut observer la réserve sur la question du régime. Oscillant entre leur déférence pour les maisons royales et leur désir d'activer les opérations militaires, les chefs des gouvernements anglais et français adoptèrent un moyen terme. Réunis le 20 octobre à Boulogne, ils décidèrent de ne pas reconnaître le gouvernement provisoire, tout en lui consentant une avance de dix millions, et en assurant à frais communs l'entretien de l'armée venizéliste. Les semaines suivantes, ils s'épuisèrent en efforts pour concilier leur collaboration inavouée avec le gouvernement provisoire et le respect du gouvernement officiel.

LA MISSION BÉNAZET.

Dans l'espoir d'atténuer les inconvénients de cette contradiction, M. Briand recourut à un moyen qui allait les accentuer. Il pria confidentiellement M. Bénazet, député chargé par la Commission de l'armée de contrôler les services sanitaires de l'armée d'Orient, de sonder Constantin Ier en passant par Athènes. Par l'intermédiaire d'un Italien de ses amis, M. Serpieri, directeur de la Compagnie française des mines du Laurium, et familier de la Cour, Bénazet obtint une audience du roi le 23 octobre. Il lui représenta que, le succès final des Alliés étant certain, le mieux serait pour le gouvernement grec d'exécuter les mesures de précaution qu'ils réclamaient. Constantin Ier feignit d'entrer dans ces vues et, d'après son interlocuteur, donna sa parole d'honneur de faire procéder à une série de mesures précisées par écrit. Il demanda seulement, en retour, qu'on ménageât sa susceptibilité, que la France desserrât son étreinte, et que le secret le plus absolu fût observé. Bénazet se porta garant pour le gouvernement français qu'en aucun cas la Grèce ne souffrirait de la combinaison convenue. En communiquant à Briand l'analyse de cette conversation, il ajoutait que « les négociations heureusement terminées pour les deux nations prouveraient au gouvernement et à la France la parfaite sincérité et la loyauté indiscutable du roi de Grèce ». Le lendemain, il fut reçu de nouveau par le roi, et obtint de lui une lettre signée; Constantin déclarait être tout à fait d'accord avec ce que Bénazet avait télégraphié à Briand; il demandait que la presse se tînt « dans les limites imposées par le bon goût et les circonstances », et promettait de ne pas s'opposer à ce que des hommes libres (c'est-à-dire des venizélistes) allassent en Macédoine

combattre les Bulgares, pourvu que les officiers qui useraient de cette faculté donnassent leur démission. Bénazet croyait la partie gagnée. Briand le remercia, tout en télégraphiant à Guillemin que ces conversations devaient être régularisées, au point de vue constitutionnel, par un accord avec le gouvernement grec.

Cette régularisation n'eut pas lieu. Bénazet partit pour Salonique. L'amiral Dartige fut présenté au roi, en reçut des promesses pleines d'effusions, et fit rentrer à bord, sans l'assentiment de Guillemin, une des deux compagnies de débarquement qui étaient installées au Zappeion depuis l'incident de la légation de France. Le roi et ses frères allèrent dîner chez le ministre de Russie. Constantin paraissait ainsi aux yeux du public comme réhabilité par les puissances protectrices. Afin d'étouffer le mouvement venizéliste, on faisait courir le bruit que le monarque et son ancien ministre étaient sur le point de se réconcilier. Le 31 octobre, à la Chambre des Communes, lord Robert Cecil laissa entendre qu'un rapprochement entre Constantin et Venizélos était possible et désirable. En réalité, le souverain cherchait seulement à gagner du temps et à discréditer ses adversaires; les Allemands se montraient entièrement rassurés sur ses intentions. Quand Bénazet revint de Salonique au commencement de novembre, il éprouva une déception : le roi l'invita à s'entendre avec Lambros. Après des pourparlers confus, auxquels les ministres de l'Entente prirent part, Lambros exigea l'abandon des conditions du 21 juin, et des garanties contre l'extension du mouvement révolutionnaire. Réunis à la légation de France, les ministres alliés refusèrent de prendre des engagements qui eussent déconsidéré leurs gouvernements à la fois devant les venizélistes et les constantiniens. Pourtant, Bénazet insista avec véhémence près de Guillemin. N'ayant point réussi, il expédia à Briand, du bord du vaisseau amiral *Provence*, un télégramme où il précisait les demandes de Lambros, en recommandant de les accepter. Il ajoutait : « Le roi et le président du Conseil n'ignorent pas que certaines personnalités sont hostiles à ces idées de conciliation.... Ils m'ont chargé de faire savoir au gouvernement que leur confiance entière est accordée au commandant en chef des forces navales alliées [1]. » Puis Bénazet repartit pour Paris.

DÉFAILLANCES DES ALLIÉS.

Le 13 novembre, la Chambre-croupion, dont l'ultimatum du 21 juin, accepté par M. Lambros, avait stipulé la dissolution, se réunit, sans que les ministres alliés protestassent. Elle se sépara

1 Les télégrammes de M. Bénazet et de l'amiral Dartige étaient précédés des mentions : *secret* ou *ultra secret, déchiffrez vous-même.*

presque tout de suite, sans avoir délibéré, mais après avoir affirmé son existence. Cette défaillance diplomatique fut accompagnée d'une défaillance militaire. A la suite d'une légère collision survenue les 4 et 5 novembre à Ecaterini entre les troupes royalistes et celles du triumvirat, les puissances protectrices consentirent à établir une zone neutre entre les territoires du gouvernement provisoire et ceux de la vieille Grèce. La délimitation de la zone neutre fut établie par un accord direct entre Lambros et le général Roques, ministre de la Guerre de France, de passage à Athènes après un voyage d'inspection en Macédoine. Le mouvement national se trouvait ainsi bloqué, alors que la Thessalie et l'Épire, dévouées à Venizélos, n'attendaient que l'apparition de quelques contingents saloniciens pour chasser les autorités royalistes.

LA LIVRAISON DU MATÉRIEL DE GUERRE.

En se rembarquant, le 16 novembre, le général Roques laissait à l'amiral Dartige la mission de veiller à l'exécution des engagements relatifs à la livraison du matériel de guerre. Le 17, l'amiral réclama directement à Lambros la livraison de 18 batteries de campagne, de 16 batteries de montagne, avec 1 000 coups par batterie, de 4 000 fusils Mannlicher avec 200 cartouches par fusil, de 140 mitrailleuses et de 50 camions automobiles. Surpris, le roi manda l'amiral le 19, et lui déclara que, débordé par l'opinion publique, il craignait d'être impuissant à imposer la livraison de tout le matériel promis. Le 20, l'amiral notifia aux légations des États ennemis à Athènes, dont les intrigues devenaient de plus en plus effrontées, la décision de l'Entente d'expulser leur personnel du territoire grec dans un délai de quarante-huit heures. Le 22, l'expulsion s'effectua sans incident notable. Le 23, à la suite d'un Conseil de la Couronne tenu le 21. Lambros répondit à la note du 17 en offrant de livrer un nombre de canons supérieur à celui dont les Germano-Bulgares s'étaient emparés en Macédoine, soit 191 contre 124. Il refusait le reste. Le 24, l'amiral somma le gouvernement grec de remettre 10 batteries de montagne pour le 1er décembre et le reste pour le 15, à défaut de quoi seraient prises « toutes les mesures que la situation exigerait ». Le même jour, le triumvirat de Salonique déclara la guerre à la Bulgarie et à l'Allemagne. Comme il n'était pas en mesure d'envoyer une notification directe à ces deux puissances, il pria les gouvernements alliés de se charger de ce soin.

L'EFFERVESCENCE EN GRÈCE.

Les jours suivants furent extrêmement troublés. Des manifestations extérieures multipliées et des renseignements précis annonçaient l'intention du gouvernement d'Athènes de résister par la force à des mesures de coercition. Les officiers excitaient les soldats dans les casernes, les réservistes s'organisaient, les agents du

général Dousmanis enrôlaient les éléments perturbateurs, on simulait une jacquerie en Thessalie et un massacre de soldats à Ecaterini. Par deux télégrammes, Guillemin avertit Briand que les mesures prévues par l'amiral Dartige semblaient insuffisantes, et que la complicité des autorités donnait aux réservistes toute liberté d'organiser d'avance une Saint-Barthélemy venizéliste. Dans la journée, un détachement de 200 fusiliers marins français vint renforcer la compagnie cantonnée au Zappeion. Le 27, Zalocostas protesta près des représentants des puissances neutres contre le blocus de la baie de Salamine par les Alliés, contre le contrôle des Alliés sur les services publics, contre l'expulsion du personnel des légations de la Quadruple-Alliance et contre les demandes de remise de matériel de guerre. Il demandait formellement l'appui des neutres. Dans la nuit, des tranchées furent creusées dans le voisinage immédiat d'Athènes, des emplacements de mitrailleuses et de canons furent aménagés, les maisons des venizélistes furent marquées à la peinture de cercles rouges. Néanmoins, l'amiral se montrait confiant. Le 28, il communiqua à la presse grecque une note rassurante, publiée le 29, où il déclarait injustifiées les craintes des amis de l'Entente. Il disait ensuite : « Des garanties dont la sincérité et la valeur ne peuvent être mises en doute ont été fournies à ce sujet à l'amiral commandant en chef; et, d'ailleurs, il prendrait lui-même les mesures nécessaires si les fauteurs de désordre, qui sont connus de lui, se risquaient malgré tout à troubler la paix publique. » Le 29, Dartige fut reçu par le roi, qui lui parut vouloir seulement se laisser forcer la main; il lui fournit des détails sur la démonstration « pacifique » qu'il préparait pour le 1er décembre, et lui exprima l'espoir que les autorités grecques maintiendraient l'ordre dans Athènes. Quoique Constantin eût simplement donné de vagues promesses, l'amiral télégraphia à Paris qu'il conservait « l'impression que le roi ne résistera pas à une pression énergique[1] ».

PROTESTATION DE M. ZALOCOSTAS.

LA VEILLE DU CONFLIT.

Le 30, tout annonce un conflit. Les troupes de la garnison d'Athènes quittent leurs casernes et se massent dans les environs, à Goudi et Cholandri notamment. Une mobilisation indirecte s'effectue sous le couvert d'un décret autorisant les engagements volontaires. Sous prétexte d'effectuer des travaux d'irrigation et de reboisement, on établissait des retranchements sur la colline du Stade. Dartige charge le général Bousquier, attaché militaire de

1. L'amiral écrit, dans ses *Souvenirs*, que les gouvernements alliés auraient dû donner au gouvernement grec les deux garanties qui formaient la contre-partie de l'exécution des engagements qu'on exigeait de lui. Mais cette contre-partie n'est indiquée dans aucun document officiel; elle semble n'avoir été spécifiée que dans les conversations de l'amiral ou de M. Bénazet avec le roi, en tout cas à l'insu des ministres alliés.

France, d'aller informer le roi que, s'il accordait tout de suite les 10 batteries demandées pour le 1er décembre, on pourrait s'entendre ensuite pour le reste. Constantin Ier répond évasivement, mais prend note de cet acte de condescendance comme d'un aveu de faiblesse. A six heures et demie du soir, l'amiral reçoit la réponse officielle du gouvernement grec; c'est un refus formel. Dans la nuit, le *Messager d'Athènes*, journal ardemment francophile, pousse un cri d'alarme : il reproche à l'Entente de n'avoir pas montré par des actes que sa colère vaut celle de l'Allemagne, et d'exposer des milliers de vies humaines en se fiant aux promesses de la camarilla royaliste.

LE DRAME DU 1er DÉCEMBRE.

Comme l'amiral Dartige croit que le roi désire se faire forcer la main par une démonstration militaire, il débarque dans la matinée du 1er décembre environ 2500 marins, équipés comme pour une promenade, en leur assignant divers objectifs. Il va lui-même s'établir au Zappeion, à mi-chemin entre l'Acropole et le Stade. Les détachements français en marche se heurtent à des soldats grecs retranchés, qui ouvrent le feu sur eux; ils sont en même temps salués de coups de mitrailleuses par des troupes royalistes postées sur des emplacements préparés. On tire également sur les Français cantonnés au Zappeion et sur l'annexe de la légation d'Angleterre, centre de la police anglo-française. En vain l'amiral téléphone-t-il à Lambros de faire cesser le feu; il est lui-même bientôt cerné dans le Zappeion. La flotte embossée devant Phalère tire seulement quelques coups, sans résultats appréciables, dans la direction du jardin du palais royal. Le ministre de Russie se rend chez le roi, qui promet de livrer six batteries. Guillemin, suivi de ses collègues, traverse les avant-postes grecs et français pour aller conférer au Zappeion avec l'amiral; les ministres grecs délibèrent; des pourparlers confus se tiennent tout l'après-midi et le soir. Rien n'est encore décidé, quand, à huit heures du soir, Dartige ordonne de faire cesser le feu et de retirer ses troupes. L'accord est conclu seulement le 2 décembre, à deux heures du matin. Lambros le fait connaître en ces termes :

LA CONVENTION DU 2.

« Les ministres de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie ayant déclaré, au nom de l'amiral commandant en chef les forces alliées en Méditerranée, qu'ils acceptaient la livraison de 6 batteries au lieu de 10 qui avaient été demandées pour le 1er décembre, et ayant d'autre part recommandé à leurs gouvernements de ne pas insister sur les autres demandes de cession de matériel de guerre, le gouvernement hellénique déclare de son côté qu'il consentira à ce que les 6 batteries soient mises à la disposition des Alliés [1]. »

1. Les six batteries ne furent, paraît-il, jamais livrées.

LA RETRAITE DES ALLIÉS.

Après cette capitulation, arrachée aux ministres de l'Entente par des circonstances dont ils n'étaient point responsables, les survivants des compagnies de débarquement se retirent sans pouvoir enterrer leurs morts ni soigner leurs blessés; l'amiral Dartige rentre à bord vers huit heures du matin, et la petite garnison du Zappeion, accompagnée des militaires alliés des différents services du contrôle, rejoint le quai d'embarquement sous l'escorte de soldats grecs. Puis la Saint-Barthélemy prévue se déroule dans les rues d'Athènes : les venizélistes sont pourchassés, emprisonnés, torturés, massacrés; leurs maisons sont dévastées, leurs bureaux détruits, sans qu'un secours leur arrive. Tous les postes alliés, tous les services de contrôle sont abandonnés. Sur les instructions du gouvernement français, les Français de l'Attique, le personnel de l'École française d'archéologie, nos commerçants et nos journalistes se réfugient sur les bâtiments de la flotte, où les venizélistes fuyant le massacre sont également accueillis. Les marins français comptaient 51 tués, dont 6 officiers, et 134 blessés, dont plusieurs furent achevés par la populace. Les marins anglais avaient subi des pertes plus légères.

MASSACRE DES VENIZÉLISTES.

MESURES DE REPRÉSAILLES DES ALLIÉS.

A la nouvelle des événements, Briand déclara que l'odieuse agression dont les troupes françaises venaient d'être victimes ne pouvait pas se régler par la livraison de quelques canons. Il qualifia les tractations engagées le 1er décembre de honteuses et d'humiliantes. En conséquence, les quatre puissances alliées notifièrent le blocus des côtes et des îles de Grèce, et présentèrent au Cabinet d'Athènes une série de réclamations. Mais le blocus, en affamant la population, surexcita son irritation contre la France, désignée spécialement par les royalistes comme responsable de tous les malheurs du peuple grec. Constantin Ier était arrivé à ses fins. Il comptait achever son œuvre en opérant sa jonction avec les Germano-Bulgares. Il décréta la mobilisation générale le 3 décembre, et se tint en communication régulière par télégraphie sans fil avec l'état-major allemand et Berlin. Les régiments du Péloponèse revinrent vers l'autre rive du détroit de Corinthe. Tout était prêt pour une action combinée, qui jetterait l'armée Sarrail à la mer. La prise de Bucarest par les Allemands le 6 décembre semblait le prélude de cette offensive. Mais l'état-major allemand ne jugea pas à propos de consacrer à une opération de cette envergure les forces nécessaires pour assurer son succès. Après quelques hésitations, malgré de pressantes instances de Constantin et de la reine Sophie, et contrairement à l'avis de M. Zimmermann, le maréchal Hindenburg se prononça pour l'abstention : encore incertain de ce qui se passerait en Russie, il ne voulait pas prélever sur les autres fronts des forces impor-

LE PLAN DE CONSTANTIN.

tantes pour une entreprise qu'il jugeait accessoire. En conséquence, le gouvernement grec dut continuer les négociations avec l'Entente.

Manœuvrant avec la même perfidie, il bénéficia des mêmes divisions, des mêmes complaisances qu'avant les sinistres journées des 1er et 2 décembre. A une note alliée du 14 décembre, réclamant des réparations et le transfert immédiat dans le Péloponèse, sous le contrôle effectif d'officiers appartenant aux armées alliées, des troupes grecques se trouvant sur le territoire continental de la Grèce,

ÉCHAPPATOIRES DE M. ZALOCOSTAS.

Zalocostas répondit ironiquement en offrant comme « la meilleure garantie, pour que tout malentendu fût écarté, le ferme et le plus sincère désir du gouvernement royal et du peuple grec de voir au plus tôt confirmées les excellentes relations traditionnelles avec les quatre puissances et une étroite amitié basée sur la confiance réciproque ». Sous la pression de l'opinion publique, le Cabinet de Paris voulut relever cette provocation diplomatique. Mais il ne trouva pas le concours nécessaire à Rome. La presse italienne,

LA POLITIQUE ITALIENNE.

d'accord avec le Cabinet Boselli-Sonnino, attaquait à fond Venizélos et portait aux nues Constantin Ier; d'après elle, Venizélos était le traître, et Constantin Ier le héros. Ce langage singulier trahissait la pensée politique alors en honneur à la Consulta : diviser la Grèce, et l'affaiblir de manière à favoriser l'installation de l'Italie en Albanie et le développement de l'influence italienne dans le bassin oriental de la Méditerranée. Devant cette attitude, les Cabinets de Paris et de Londres durent agir séparément. A la fin de décembre, ils reconnurent en fait le gouvernement provisoire de Salonique, en accréditant près de lui M. de Billy et le comte Granville comme

NOTE DU 31 DÉCEMBRE.

agents diplomatiques. Ensuite, le 31 décembre, agissant avec la Russie en qualité de puissances garantes de la Grèce, ils adressèrent à Zalocostas une nouvelle note formulant une longue série de réclamations : transfert de troupes, remise de matériel de guerre, rétablissement des contrôles alliés, remise en liberté des personnes détenues pour raisons politiques ou faits connexes, indemnités aux victimes des 1er et 2 décembre, destitution du commandant du 1er corps d'armée, excuses officielles aux ministres alliés; cérémonie publique de réparation aux drapeaux alliés; faculté de l'utilisation de la route Itea-Bralo-Larisse pour les transports de troupes. Ils ne fixaient pas de délai, et maintenaient le blocus. La rigueur apparente de cette note était atténuée par « l'engagement formel de ne pas permettre aux forces armées du gouvernement de la défense nationale de profiter du retrait des troupes royales de la Thessalie et de l'Épire pour franchir la zone neutre établie d'accord avec le gouvernement grec ». Le comte Bosdari remit à M. Zalocostas une note

séparée qui, tout en affirmant la solidarité générale de l'Italie avec les puissances protectrices, marquait son désintéressement des revendications relatives aux questions d'ordre intérieur.

LA CONFÉRENCE DE ROME.

Dès le commencement de janvier, les quatre Cabinets de l'Entente rétablirent dans une défaillance commune leur unité diplomatique. Réunis à Rome pour examiner la situation générale, les premiers ministres d'Italie, de France et de Grande-Bretagne, assistés du représentant de la Russie, furent saisis d'une dépêche du 6 janvier où Zalocostas élevait diverses objections contre la note du 31 décembre. Ils rédigèrent le 8 une déclaration comminatoire fixant un délai de quinze jours pour l'exécution des conditions du 31 décembre, mais élargissant encore l'engagement qui les suivait. « Les puissances alliées, disaient-ils, s'engagent également à ne laisser s'installer les autorités du gouvernement provisoire dans aucun des territoires actuellement en possession du gouvernement royal qu'elles pourraient se trouver amenées à occuper elles-mêmes temporairement pour des raisons d'ordre militaire. » Encouragé par cette manifestation de faiblesse, Zalocostas répondit le 10 en prenant acte « avec la plus vive satisfaction » des « garanties précises » données à la Grèce, et en demandant leur extension « aux territoires actuellement sous l'occupation des troupes alliées et notamment aux îles occupées après le 18 novembre-1er décembre ».

ÉCHANGE DE NOTES.

Le 13, les quatre ministres alliés répliquèrent par une sommation catégorique. Le 16, après un Conseil de Couronne, le gouvernement d'Athènes feignit de s'incliner. Les satisfactions d'amour-propre furent exécutées, mais le délai de quinze jours fixé par la déclaration du 6 janvier s'écoula sans que les transports de troupes et de matériel prescrits et sans que les réparations aux victimes des 1er et 2 décembre fussent effectués. Lambros et ses agents civils et militaires recoururent aux artifices les plus fallacieux pour tromper l'Entente. Il se créa de nouveaux journaux qui prirent à tâche de dénigrer systématiquement les Alliés. Les incidents succédèrent aux incidents. Néanmoins, las d'une fausse situation qu'il ne dépendait pas d'eux de régler, Elliot et Guillemin quittèrent dans la seconde quinzaine de mars les cuirassés où ils séjournaient depuis les événements de décembre pour réintégrer leurs légations. Les royalistes se livrèrent aux plus extravagantes manifestations contre Venizélos et en l'honneur du roi. En face de l'inertie de l'Entente, ils se croyaient tout permis. Le remplacement par l'amiral Gauchet de l'amiral Dartige, appelé à justifier ses actes devant un Conseil d'enquête, ne put réparer le mal accompli.

EFFACEMENT DES ALLIÉS.

CHAPITRE V

LES OFFRES DE PAIX

I. LA MORT DE FRANÇOIS-JOSEPH. — II. L'OFFRE DE PAIX DU 12 DÉCEMBRE 1916. — III. LES INITIATIVES DU PRÉSIDENT WILSON ET DE LA SUISSE.

I. — LA MORT DE FRANÇOIS-JOSEPH

LE BILAN ORIENTAL A LA FIN DE 1916.

LA reconquête de la Transylvanie, l'occupation de toute la Valachie et d'une partie de la Moldavie, le refoulement des débris de l'armée roumaine vers la frontière russe, l'exode de la Cour et du gouvernement roumains à Jassy, et l'arrêt de l'offensive russe en Galicie, constituaient au commencement de l'hiver 1916-1917 un bilan de guerre imposant pour les empires Centraux. L'occupation de Monastir, au milieu de novembre 1916, par l'armée Sarrail figurait seule à l'actif des Alliés en Orient. Néanmoins, à Berlin comme à Vienne, on n'était pas rassuré. La bataille de la Somme avait marqué la reprise de l'offensive des Alliés sur le front occidental, et les deux puissances germaniques calculaient avec anxiété les sacrifices que comporterait la nécessité de « tenir » de ce côté, sans grand espoir d'obtenir jamais la décision. Malgré les stocks de céréales trouvés en Roumanie, la pénurie alimentaire causait les plus vives préoccupations. L'extrême rareté de maints produits de première nécessité, tels que la graisse d'industrie, l'huile, le cuir, le coton, le caoutchouc, le cuivre et certains minerais indispensables pour la fabrication des canons et des munitions, provoquait aussi de graves inquiétudes. Les victoires d'Orient avaient absorbé des effectifs considérables, sans décourager ni le gouvernement du roi Ferdinand, ni les Alliés. L'armée Sarrail, fortement établie de Salonique à Monastir, immobilisait les forces bulgares et l'armée constantinienne. Un fléchissement apparaissait dans le moral des Austro-Allemands. La grande flotte de guerre, en laquelle Guillaume II avait mis tant

LES DÉCEPTIONS ALLEMANDES.

d'espoir, était bloquée. On parlait bien d'une flotte de submersibles sur le point d'être achevée, mais ce n'était qu'un vague espoir. Les discours de Bethmann-Hollweg révélaient un désir inavoué de paix, une grande lassitude, et une opposition fondamentale avec les exaltés de droite et les amis de l'amiral de Tirpitz, qui préconisaient la guerre de conquêtes. Beaucoup d'Allemands déclaraient ouvertement se contenter de la partie nulle. Le grand état-major n'était point de cet avis. Il jouait le tout pour le tout et garantissait le succès final. Cette division des esprits produisait une grande confusion, qui se traduisait par des discussions véhémentes au Reichstag. En somme, malgré toutes les déclarations chauvines, l'échec de la ruée sur Verdun déconcertait l'Allemagne et la portait vers la paix. A la vérité, depuis la bataille de la Marne, l'idée de clore par une paix aussi prompte que possible une entreprise dont le succès, suivant le plan primitif, devait être foudroyant, hantait le cerveau des hommes d'État allemands responsables. A diverses reprises ils avaient tenté d'intéresser à leurs desseins secrets le Saint-Siège, le roi d'Espagne, et quelques personnages d'États neutres. Installé à Lucerne avec une véritable chancellerie, le prince de Bülow réunissait les fils de ces négociations occultes.

LE DÉSARROI EN AUTRICHE-HONGRIE.

En Autriche-Hongrie, les affaires étaient dans l'état le plus critique. Les armées I. R. ne possédaient plus ni ressort, ni structure propre. Abandonnées à elles-mêmes, elles étaient toujours battues; elles ne valaient qu'amalgamées à des corps allemands, sous le commandement de généraux allemands. Quant aux populations, celles qui étaient germaniques tombaient dans le découragement. Les Magyars montraient plus de ténacité, mais les Tchèques étaient irréductibles, et les Yougoslaves se dérobaient partout. La misère était générale, le mécontentement profond. Les Autrichiens les plus hardis se tournaient vers Berlin, et ne voyaient de salut qu'en la fusion dans le grand empire voisin, ou dans un *Mittel-Europa*, qui serait sous un autre nom une grande Germanie. Le 22 octobre, à la veille du jour où le Cabinet de Vienne devait prendre une résolution définitive au sujet de la convocation du Parlement, le comte Stürgkh était assassiné par Frédéric Adler, fils du député socialiste Victor Adler. Le comte Stürgkh, homme pondéré jeté au milieu d'événements qui le dépassaient, aurait souhaité gouverner avec le concours des nationalités. Il se gardait de se livrer complètement aux partis allemands, qui pourtant avaient déjà réussi à évincer du ministère le prince Thun et le baron Heinold, hommes également modérés. Lui disparu et le vieil empereur moribond, l'Autriche devenait une épave ballottée au gré des bourrasques. Après une crise de dix jours, il se constituait

ASSASSINAT DU COMTE STÜRGKH.

LE CABINET KŒRBER.

un nouveau Cabinet sous la présidence de M. de Kœrber, ministre commun des Finances, avec des fonctionnaires à la tête de la plupart des départements. Pour la première fois depuis l'instauration du dualisme en 1867, la lettre autographe de l'empereur appelant au pouvoir le personnage de son choix désigna celui-ci comme président du Conseil autrichien. L'expression officielle de Cisleithanie ou de « royaumes et pays représentés au Reichsrat » disparaissait pour faire place à la vieille dénomination d'Autriche. Cette révolution protocolaire était l'indice d'une transformation de l'État, qu'une autre réforme allait accentuer.

LA PSEUDO-INDÉPENDANCE POLONAISE.

Le premier acte de M. de Kœrber fut de contresigner un accord provisoire avec l'Allemagne au sujet de la Pologne. Accord négatif, d'ailleurs, car, depuis la prise de Varsovie, la Pologne devenait entre les deux empires plutôt une cause de discorde que le ciment de leur alliance. Plusieurs projets de partage ou de condominium avaient été élaborés, sans qu'aucun eût été pris en sérieuse considération. Désirant se concilier les Polonais, et surtout se procurer des recrues pour combler les vides creusés par deux ans et demi de guerre, les deux empereurs résolurent de laisser en suspens l'attribution définitive de leur conquête, et de lancer une proclamation instituant un État autonome polonais, sous la forme d'une monarchie héréditaire constitutionnelle. D'après cette proclamation, datée du 5 novembre, le nouveau royaume se composait exclusivement « des régions polonaises arrachées à la domination russe ». Il

L'ARMÉE POLONAISE.

devait posséder une armée particulière, dont l'organisation, l'instruction et la direction seraient réglées d'un commun accord entre les monarques alliés. Ni les frontières, ni la Constitution, ni le souverain n'étaient indiqués. Il ne s'agissait donc, ni de rétablir l'ancienne Pologne, ni de créer un véritable État. Comme le marquait la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, les prérogatives du nouvel État consistaient dans la faculté de s'appuyer sur les empires Centraux et dans l'autorisation de créer une armée, étant bien entendu que celle-ci serait à la disposition desdits empires. Le *Moniteur officiel de Pologne* précisa cette idée : en invitant les Polonais en état de porter les armes à s'enrôler dans les bureaux militaires des provinces occupées, il spécifia qu'afin de donner à l'armée polonaise le caractère d'une armée belligérante, il était nécessaire, en ce qui concernait le haut commandement, d'incorporer les nouveaux contingents dans l'armée allemande.

PROTESTATION RUSSE.

Le gouvernement russe ne manqua pas, dès le 14 novembre, de protester contre la prétention d'incorporer par la contrainte dans les armées austro-allemandes les habitants de territoires russes

occupés militairement par l'ennemi. Il riposta en même temps à la proclamation du pseudo-royaume par la promesse de créer « une Pologne entière, englobant tous les territoires polonais, et qui jouira, la guerre terminée, du droit de régler librement sa vie nationale, économique et intellectuelle sur les bases d'une autonomie, sous le sceptre des souverains russes, en conservant le principe de l'unité d'État ». De leur côté, les Polonais vivant en dehors des territoires russes protestèrent avec indignation. Le général Pilsudski, commandant des légions polonaises formées en Galicie dans un esprit antirusse en 1914, refusa de collaborer à la formation de l'armée projetée par les deux empereurs. MM. Asquith et Briand, alors réunis à Paris, s'associèrent le 16 à la déclaration russe du 14 novembre, et prirent acte, dans une dépêche à M. Stürmer, de la promesse du tsar de restaurer l'union du peuple polonais, « élément primordial du futur équilibre européen. » Le 17, M. Boselli, qui n'assistait pas à la conférence interalliée de Paris, se joignit à ses collègues de France et d'Angleterre. Enfin les trois Cabinets de Paris, de Londres et de Rome chargèrent leurs représentants près des puissances neutres de leur remettre une protestation catégorique contre la violation, par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, de l'article 28 de la convention IV de la Haye de 1907, qui interdisait à tout belligérant de forcer les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays.

PROTESTATIONS DE LA FRANCE, DE L'ANGLETERRE ET DE L'ITALIE.

Des réclamations violentes s'élevèrent aussi en Galicie. Afin de les calmer, François-Joseph Ier assura ses fidèles Galiciens de sa plus chaleureuse sollicitude paternelle, et leur promit « une autonomie calquée sur celle du royaume polonais, dans la limite des intérêts de l'ensemble de la Monarchie ». A Lemberg, on objecta tout de suite qu'on ne pourrait laisser en dehors de l'autonomie les Polonais de la Silésie de Teschen. Par contre, les Ruthènes de la Galicie Orientale, appelés aussi Ukrainiens depuis quelques années, revendiquèrent un régime séparé. Sans tenir compte de leurs vœux spéciaux, François-Joseph Ier édicta un rescrit fixant le nouveau régime de la Galicie. Cette province cessait de faire partie des pays représentés au Reichsrat où elle envoyait plus de cent députés. Comme la Croatie au Parlement de Pest, elle devait n'avoir au Parlement de Vienne que des délégués appelés à voter seulement dans les questions intéressant l'ensemble de l'ancienne Cisleithanie. Sa Diète propre était chargée de régler tout le reste. De cette façon, au lieu de 259 députés slaves en face de 233 Allemands et 24 Italiens ou Roumains, il n'allait plus y avoir que 144 Tchèques. Tel était le moyen trouvé pour mater l'opposition tchèque. En même

LE NOUVEAU RÉGIME DE LA GALICIE.

LA GERMANISATION DE LA BOHÊME.

temps, on rendit la langue allemande obligatoire dans tout le royaume de Saint-Venceslas, ainsi que dans toutes les écoles de commerce de la Dalmatie. Pour donner à ces réformes leur pleine signification, on arrêta en Bohême une nouvelle fournée de patriotes, y compris plusieurs femmes, et l'on confirma la condamnation à mort des quatre députés radicaux tchèques jugés précédemment. Ce furent les derniers actes souverains du monarque qui, dans la soixante-sixième année de son règne, avait déchaîné en 1914 la conflagration européenne.

Le 21 novembre 1916, François-Joseph Ier s'éteignit au château de Schœnbrunn, dans sa quatre-vingt-septième année.

MORT DE FRANÇOIS-JOSEPH. CHARLES Ier-IV.

L'archiduc-héritier Charles-François-Joseph prit le nom de Charles Ier comme empereur d'Autriche, et de Charles IV comme roi de Hongrie. Il n'était en rien responsable des événements de 1914. Il désirait sincèrement voir se terminer une guerre déplorable, qui ruinait et disloquait la vieille Monarchie. L'impératrice Zita le souhaitait plus ardemment encore. Mais les deux empires Centraux se trouvaient inextricablement enchevêtrés l'un dans l'autre. Charles Ier était matériellement incapable de disjoindre ses forces de celles de Guillaume II. Toute tentative de regroupement séparé des armées habsbourgeoises, aisément découverte, eût immédiatement provoqué les menaces de l'Allemagne, probablement suivies de l'occupation de la Bohême, l'opposition de la Hongrie et les protestations des pangermanistes autrichiens. Moralement, l'opération devait répugner à la conscience du souverain. En effet, quelle que fût la part du gouvernement allemand dans les responsabilités de la guerre, celle de François-Joseph Ier restait très grande. Son successeur ne pouvait brusquement répudier cette charge de l'héritage. Du reste, il devait reconnaître que Guillaume II s'était comporté depuis le commencement de la guerre en allié fidèle, et qu'il avait à plusieurs reprises employé des forces allemandes considérables à réparer les revers ou les désastres des armées austro-hongroises. Pour contraindre l'Allemagne à une paix acceptable pour les Alliés, il eût fallu à Charles Ier un génie puissant, et le concours d'hommes aussi discrets qu'énergiques. Or, il avait un esprit médiocre, une volonté flottante, un caractère léger, sans autorité personnelle ni prestige extérieur. Autour de lui, les personnes jouissant de sa confiance étaient généralement sympathiques, mais effacées et dépourvues des qualités indispensables pour diriger une grande entreprise, ou pour y collaborer efficacement. Lors de son avènement, Charles Ier sentit les difficultés de sa situation. Aussi se garda-t-il de tout éclat. Sa proclamation à ses peuples fut modeste

LA SOLIDARITÉ AUSTRO-ALLEMANDE.

et terne. Il promit de maintenir les libertés constitutionnelles, de veiller avec soin à l'égalité juridique pour tous, et « de tout faire pour bannir dans le plus bref délai les horreurs et les sacrifices de la guerre, et pour rendre à ses peuples les bénédictions disparues de la paix ». En même temps, il assura Guillaume II de son inébranlable attachement. Si cette expression ne répondait peut-être pas aux sentiments, elle définissait exactement les relations de fait des deux empereurs. Impuissant pour agir seul au dehors, Charles Ier l'était également pour rétablir l'ordre au dedans. Le Cabinet de Vienne ne parvenait pas à tomber d'accord avec celui de Pest pour le renouvellement de l'*Ausgleich*, quoiqu'il se résignât à augmenter les avantages de la Hongrie dans le Compromis. Kœrber ne réussissait pas mieux que Stürgkh à réduire les prétentions de Tisza, ni à persuader aux Tchèques de se prêter à la réunion du Reichsrat, ni à concilier la prépondérance de l'influence germanique avec la reconstitution de la Monarchie sur de nouvelles bases.

II. — L'OFFRE DE PAIX DU 12 DÉCEMBRE 1916.

LA continuation de la guerre n'ouvrait que des perspectives de catastrophes. Grâce à l'introduction du service militaire obligatoire en Angleterre, le front français recevait régulièrement un afflux de troupes fraîches. Le scrutin du 7 novembre aux États-Unis assurait la réélection du président Wilson, et lui permettait d'intervenir en Europe sans plus se préoccuper des objections d'une partie de la population. De quelque côté que Charles Ier se tournât, la paix lui apparaissait comme la seule chance de prévenir l'effondrement de l'édifice vermoulu dont il avait la charge. Il se décida donc à se concerter avec Berlin sur les moyens d'engager des négociations de paix. Il trouva près de Guillaume II et de Bethmann-Hollweg un accueil favorable en principe. Les conseillers militaires, n'apercevant plus d'autre moyen de vaincre l'Entente que la guerre sous-marine sans restrictions, insistaient pour qu'on recourût au plus tôt à cette arme suprême. Or, aux yeux du chancelier et de plusieurs de ses collaborateurs, ainsi que du gouvernement autrichien, le remède était pire que le mal. En tout cas, il ne fallait l'employer qu'à la dernière extrémité, après avoir épuisé toutes les autres chances. Ne fût-ce que pour la justifier devant le monde, il était nécessaire de faire préalablement des ouvertures de paix. Mais comment, et dans quelle mesure? Ni l'état-major, ni les hobereaux, ni même la masse de la population, trompée et fanatisée, n'auraient

VELLEITÉS DE PAIX AUSTRO-ALLEMANDES.

admis les renonciations essentielles, à plus forte raison les sacrifices que les Alliés considéraient comme la condition préalable de toute négociation. Par conséquent, aucun programme de paix ne pouvait être publié ou proposé. Réunis au quartier général de leurs armées avec leurs ministres et leurs chefs d'état-major, les deux empereurs adoptèrent une combinaison qui leur permettait de se poser en champions de la paix sans compromettre leurs intérêts.

LES OFFRES DE PAIX DU 12 DÉCEMBRE.

Le 12 décembre, les gouvernements de la Quadruple-Alliance germano-touranienne remirent aux représentants diplomatiques des États neutres et du Saint-Siège des notes identiques, où ils proposaient « d'entrer en négociations de paix ». Cette proposition ne contenait aucune précision d'aucune sorte. Elle était précédée de lamentations sur la catastrophe mondiale, d'un acte de foi des quatre puissances alliées « dans leurs forces invincibles », et de la célébration de leurs immenses succès. Puis les quatre puissances présentaient un exposé justificatif de leur conduite : obligées de prendre les armes pour défendre leur existence et leur liberté de développement national, elles se montraient à la fois prêtes à poursuivre les hostilités à outrance et désireuses de mettre fin aux horreurs de la guerre. Simultanément, Bethmann-Hollweg fit des déclarations au Reichstag, et Radoslavof au Sobranié, tandis que le Cabinet de Vienne, en l'absence du Reichsrat, publiait un communiqué d'une teneur analogue. Ces déclarations complémentaires, sans être plus précises que la note, s'étendaient davantage sur les prétendues provocations dont les quatre puissances avaient été l'objet. Elles revêtaient même une forme comminatoire dans la bouche de Bethmann-Hollweg. Le chancelier invitait « chaque cœur allemand, jusque dans la plus humble chaumière, à s'enflammer d'une sainte colère contre un adversaire qui, pour satisfaire sa soif d'anéantissement et de conquête, ne voulait pas mettre un terme aux tueries de la guerre ». « En août 1914, s'écriait-il, nos ennemis ont soulevé la question de la force dans la guerre mondiale. Aujourd'hui nous soulevons la question de l'humanité par la paix. »

RÉPONSE DE M. BRIAND.

Comme Briand le dit le lendemain au Palais-Bourbon dans un discours émouvant, la proposition allemande de paix était une proposition d'avoir à négocier la paix. Elle avait un ton de sommation qui démentait les intentions de paix qu'elle proclamait. Briand la stigmatisa comme un piège, un acte de guerre, une tentative pour dissocier les Alliés, troubler les consciences et démoraliser les peuples. C'était aussi l'avis de M. Gerard, ambassadeur des États-Unis à Berlin : « Les Allemands, raconte-t-il dans ses *Mémoires*,

désiraient une conférence pour conclure avantageusement la paix séparée avec la France et la Russie, et espéraient ensuite avoir raison de l'Angleterre par une guerre sous-marine sans restrictions ».

Par une curieuse coïncidence, la plupart des gouvernements d'Europe venaient d'être remaniés ou se trouvaient en pleine crise. Le jour même de la déclaration austro-allemande, Briand reformait son Cabinet, en éliminant les ministres d'État, en prenant le général Lyautey pour ministre de la Guerre, et en confiant des portefeuilles techniques à des « spécialistes » non parlementaires, comme MM. Loucheur et Claveille. Il constituait un Comité de guerre présidé par le chef de l'État, composé du président du Conseil et des ministres de la Guerre, de la Marine, de l'Armement et des Finances, et chargé de prendre, en ce qui concernait la conduite de la guerre, de promptes décisions après avoir entendu l'avis des techniciens. Il nommait le général Nivelle commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est, en remplacement du général Joffre élevé à la dignité de maréchal de France. — En Angleterre, Lloyd George avait succédé deux jours auparavant à M. Asquith, démissionnaire. Il supportait mal depuis de longs mois le contrôle et les procédés routiniers du premier ministre; brûlant du désir d'imprimer une impulsion vigoureuse à tous les services de guerre et de tout diriger lui-même, il avait obligé Asquith à se retirer. Quoique celui-ci eût désigné au roi M. Bonar Law, le leader du gouvernement à la Chambre des Communes, comme l'homme politique le plus qualifié pour lui succéder, Bonar Law avait dû renoncer à former un Cabinet et laisser ce soin à Lloyd George, qui paraissait l'homme de la situation. Le nouveau Premier avait donné les Affaires étrangères à Balfour, et constitué un Comité de Cabinet restreint composé de lui-même, de Bonar Law, de lord Curzon, de lord Milner, et de M. Henderson, chef du parti ouvrier. Sir Edward Carson était devenu premier Lord de l'Amirauté, et lord Derby ministre de la Guerre. — En Russie, M. Alexandre Trépof, ministre des Voies et Communications, avait remplacé, à la fin de novembre, Boris Stürmer, nommé grand chambellan. Stürmer, homme de cour dévoué à l'absolutisme, accessible aux influences germaniques, était peu à peu devenu l'homme d'une paix bâclée destinée à maintenir l'autocratie, et avait choqué la Douma. Trépof réagit en déclarant à la Douma, au commencement de décembre, que c'était « la volonté inflexible de l'empereur, unanimement soutenu par son fidèle peuple tout entier », qu'il n'y eût jamais de paix séparée, ni de paix prématurée. Au sujet des buts de guerre, il affirma les prétentions de la Russie sur Constantinople et les Détroits, sous la

REMANIEMENT DU CABINET BRIAND.

LE CABINET LLOYD GEORGE.

LE CABINET TRÉPOF.

réserve que des accords spéciaux régleraient la navigation à la satisfaction de toutes les puissances alliées, et notamment de la Roumanie. Les Affaires étrangères furent attribuées deux semaines plus tard à M. Pokrovsky. — En Roumanie, le gouvernement transféré à Jassy se transforma. Bratiano demeura premier ministre, mais il donna trois portefeuilles à des conservateurs et s'adjoignit Take Jonesco comme ministre sans portefeuille. Ce Cabinet de concentration entreprit de grandes réformes constitutionnelles — expropriation de deux millions d'hectares de terres au profit des paysans, suffrage universel direct et secret, admission des Juifs aux droits de citoyens — et procéda à la refonte de l'armée sous la direction du général français Berthelot.

REMANIEMENT DU CABINET BRATIANO.

Les empires Centraux eux-mêmes subissaient des crises. A Berlin, Bethmann-Hollweg se soutenait encore, et les « offres de paix » formaient entre les outranciers de la guerre et la gauche une sorte de compromis qui lui permettait de subsister quelque temps. Mais Jagow, hostile à la guerre sous-marine, s'était retiré à la fin de novembre, pour faire place à son sous-secrétaire d'État à la Wilhelmstrasse, M. Zimmermann, qui y était favorable. A Vienne, Kœrber donnait sa démission le jour où Charles Ier lançait avec Guillaume II la déclaration de paix. Décidément hostile aux projets de fusion économique avec l'Allemagne, il était combattu par les pangermanistes et les financiers de l'école de MM. de Spitzmüller et Sieghart, qui regardaient toujours du côté de Berlin. En outre, il avait définitivement échoué dans ses efforts pour amener les Tchèques au Reichsrat. Tous les partis tchèques fusionnés avaient fondé un club parlementaire unique de 108 membres, créé un Conseil national à Prague, et réclamé l'institution d'un État tchèque indépendant de Vienne. La retraite de Kœrber, en un pareil moment, laissait les voies ouvertes aux partisans du *Mittel-Europa*. Toutefois, comme le choix de Spitzmüller eût contrasté trop fort avec l'inauguration de l'apparente politique de paix, Charles Ier désigna le comte Clam-Martinitz, grand seigneur tchèque germanisé, comme président du Conseil, et Czernin, sans emploi actif depuis son départ de Bucarest, comme chef du ministère commun et ministre des Affaires étrangères. Burian quitta le Ballplatz pour reprendre le ministère commun des Finances.

DEMISSION DE JAGOW.

DEMISSION DE KŒRBER.

LE CABINET CLAM-MARTINITZ.

Ce fut seulement le 18 décembre au soir que les Cabinets de Paris, de Londres et de Rome furent saisis officiellement de la proposition austro-allemande par les représentants des États-Unis dans ces trois capitales. Mais, dès le 14, M. Pokrovsky déclara à la Douma que la Russie, en complet accord avec ses alliés, repoussait

DECLARATION DE POKROVSKY.

avec indignation les fausses propositions allemandes de paix, et que, « pénétrée de la nécessité vitale de mener la guerre jusqu'à la fin victorieuse, elle ne se laisserait arrêter dans cette voie par aucun subterfuge de ses ennemis ». La présence des ministres de la Guerre et de la Marine à cette séance accentua la réconciliation du gouvernement avec la Douma. — Le 18, à Montecitorio, en termes vigoureux et sarcastiques, Sonnino dénonça la manœuvre allemande et les intrigues de tous les gens soi-disant bien renseignés qui colportaient de tous côtés des suggestions pacifiques. Il releva l'accent de vantardise et le manque de sincérité des conditions mystérieuses de paix que les empires Centraux disaient avoir l'intention d'exposer plus tard. « Nous avons tous, conclut-il, le droit et le devoir de veiller à ce que la malice de l'ennemi n'empoisonne pas le pays. » — Le 19, Briand renouvela devant la Chambre ses éloquentes protestations du 13. Il releva ce que la note Bethmann-Hollweg avait de vague, de perfide et d'agressif, et termina par ces mots : « La réponse officielle des Alliés sera digne de notre pays. » — Le même jour, à la Chambre des Communes, Lloyd George tint un langage analogue. Il insista sur le caractère fallacieux de la dépêche que Bethmann-Hollweg venait d'adresser au comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington, pour persuader au peuple américain que les puissances Centrales « fondaient leurs offres sur la conviction que leurs droits et leurs justes revendications n'étaient nullement en contradiction avec les droits des autres pays ». Ces autres pays, dit Lloyd George, réclament des restitutions complètes, des réparations complètes et des garanties efficaces. Or Bethmann-Hollweg ne proposait rien de tout cela. Les Alliés devaient donc, après avoir fixé leur unité de but, arriver à l'unité d'action.

DÉCLARATION DE SONNINO.

DÉCLARATION DE BRIAND.

DÉCLARATION DE LLOYD GEORGE.

III. — LES INITIATIVES DU PRÉSIDENT WILSON ET DE LA SUISSE

L'INITIATIVE WILSON.

A peine ces premières réponses étaient-elles formulées, que la situation diplomatique se présenta sous un nouvel aspect à la suite d'une initiative du président Wilson. Le 20 décembre, les représentants des États-Unis près des puissances belligérantes et de plusieurs neutres, notamment la Suisse, l'Espagne et les États scandinaves, remirent aux gouvernements près desquels ils étaient accrédités une note datée du 18, invitant les divers belligérants à faire connaître leurs conditions de paix, « afin, disait M. Lansing, chef du Département d'État, que nous puissions apprendre, les

nations neutres ainsi que les belligérantes, combien près est le havre de paix auquel le genre humain aspire avec une aspiration intense et croissante ». En termes sibyllins, la note du 18 décembre affectait de mettre tous les belligérants sur le même pied et de leur prêter des intentions analogues. Elle invoquait à la fois l'intérêt vital des États-Unis et leur désintéressement. « Le Président, dit-elle, ne propose pas la paix; il n'offre même pas de médiation. Il propose seulement que des sondages soient faits. » Quelques passages de cette note, — notamment ceux-ci : « Les objets que les hommes d'État des belligérants des deux côtés ont en vue sont actuellement les mêmes.... De chaque côté, on a désiré rendre les droits et les privilèges des peuples faibles aussi assurés contre les agressions et les dénis de justice », — choquaient violemment la conscience des victimes des agressions germano-touraniennes. D'autre part, l'ardeur de M. Wilson à prêcher « la formation d'une ligue des nations pour assurer la paix et la justice dans le monde » ne s'accordait guère avec son impassibilité persistante pendant vingt-neuf mois, devant la violation des traités les plus solennels et le rejet des propositions d'arbitrage de la Serbie et de la Russie par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Enfin, les commentaires pessimistes de Lansing détonaient à côté de l'homélie pacifique du président : « Nous sommes au bord de la guerre », disait alors le secrétaire d'État. L'opinion publique était déconcertée. La coïncidence, à quelques jours près, de la proposition allemande et de la note américaine donnait à croire que la seconde avait été préparée à Washington quand on y connaissait déjà la substance de la première. Un voyage de Gerard à Washington, entrepris sur la suggestion de la Wilhelmstrasse, la campagne extrêmement active du comte Bernstorff, les prévenances que le Département d'État montrait pour le comte Tarnovski, nouvel ambassadeur d'Autriche, l'insistance que mettaient les journaux allemands depuis plusieurs semaines à parler du « plan de paix » du Président, indiquaient une corrélation des deux documents. Celle-ci parut encore plus marquée quand, le 22, un troisième document vint éclaircir le caractère des deux autres.

L'INITIATIVE SUISSE.

Il émanait du gouvernement helvétique. La diplomatie de la Confédération manifestait une activité anormale, quoique discrète. Divers incidents, au cours de 1916, entre autres celui dit des colonels, avaient révélé dans l'état-major suisse, couvert par le Conseil fédéral, et chez quelques personnages responsables, des tendances germaniques se conciliant mal avec la stricte neutralité. Une seule fois depuis le commencement de la guerre, le 1er janvier 1915, le gouvernement fédéral, par la bouche de son président M. Motta, avait

exprimé quelques sympathies pour les pays dont la neutralité permanente avait été violée. Et encore était-ce en tête à tête avec le ministre de Belgique que M. Motta avait bien voulu former le vœu que la Belgique fût restaurée dans la plénitude de son indépendance et de sa liberté. Dans ces circonstances, l'empressement du gouvernement de Berne, deux jours après la note américaine, à en lancer une analogue ne permettait guère de douter qu'il eût été mêlé à l'élaboration des offres de paix. En résumé, le Conseil fédéral déclarait aux gouvernements des États belligérants que la Suisse « aspirait à la paix », et qu'elle « était disposée, elle aussi, à jeter les fondements d'une collaboration féconde entre les peuples, qu'elle s'estimerait heureuse de pouvoir, même dans la plus modeste mesure, travailler au rapprochement des nations en guerre et à l'établissement d'une paix durable, et qu'elle saisirait avec joie l'occasion d'appuyer les efforts du Président des États-Unis d'Amérique ». A n'en pas douter, le Conseil fédéral était heureux de rendre en même temps un service à l'Allemagne, dont il dépendait pour une partie du ravitaillement national, ainsi que pour le renouvellement du traité de commerce expirant le 30 avril 1917. De plus, on faisait savoir de Vienne et de Berlin qu'on verrait avec plaisir le grand congrès mondial se réunir à Berne sur l'invitation du Conseil fédéral suisse.

ATTITUDE DES PUISSANCES.

Les Cabinets alliés eurent besoin de quelques jours pour se concerter sur la teneur d'une réponse identique. Mais, avant qu'ils eussent répondu officiellement, des manifestations significatives se produisirent. Le 22, dans le discours du trône au Parlement, George V dit : « La poursuite énergique de la guerre doit être notre unique souci, jusqu'à ce que nous ayons rétabli les droits si impitoyablement violés par nos ennemis, et fondé la sécurité de l'Europe sur une base solide. » Le 23, le Sénat français se déclara « résolu à donner à la guerre qui nous a été imposée une conclusion victorieuse ». En Roumanie, dans le discours du trône au Parlement réuni à Jassy, le roi Ferdinand invita tous les Roumains à faire front devant le péril. En Russie, M. Pokrovsky affirma devant les représentants de la presse la volonté russe de mener « la guerre à outrance jusqu'à la victoire décisive contre les puissances Centrales », et Nicolas II dénonça, dans un ordre du jour à ses troupes de terre et de mer, la manœuvre de l'Allemagne contre ses ennemis « indissolublement unis contre elle ». Le 27, dans leur joie du secours que leur apportait Wilson, les Cabinets de Vienne et de Berlin commirent une imprudence. Sans attendre la réponse des Alliés, ils donnèrent acte au Président des États-Unis de sa « généreuse proposition » et de ses « nobles suggestions ». Mais, au lieu d'accepter de le prendre

FAUSSE MANŒUVRE AUSTRO-ALLEMANDE.

pour guide, ils proposèrent « la réunion immédiate des délégués des États belligérants dans un endroit neutre », et ils remirent « après la fin de la présente guerre des nations le moment de collaborer avec plaisir et sans réserve avec les États-Unis ». En somme, ils se refusaient à faire connaître leurs buts de guerre, se réservaient de régler les conditions de paix avec les seuls belligérants qu'ils espéraient diviser, et renvoyaient aux calendes grecques l'examen des garanties de la paix future qui tenaient si fort à cœur à Wilson. Comme l'avouait la *Gazette de Francfort*, ils se flattaient « de surexciter tellement le désir de paix des peuples en guerre » qu'il serait difficile de rompre des conversations une fois commencées. En fait, ils surexcitèrent chez les Alliés le désir d'abattre la puissance germanique, et, malgré les avertissements répétés de Bernstorff, indisposèrent Wilson, qui leur avait fait exprimer le désir de connaître au moins confidentiellement leurs conditions de paix.

RÉPONSE DES ETATS SCANDINAVES.

Tout d'abord, les États scandinaves apportèrent une désillusion à Berlin, où l'on comptait sur une adhésion chaleureuse de la Suède. La Suède, en effet, était travaillée par une intense propagande germanique, et les sympathies de son gouvernement d'alors semblaient acquises à la cause allemande. Néanmoins la conscience d'intérêts supérieurs à certaines sympathies et à certaines affinités avait déterminé précédemment la Suède à se concerter avec la Norvège et le Danemark sur les grandes questions qui intéressaient les trois États scandinaves. Deux fois déjà, dans des conférences tenues à Stokholm et à Copenhague, elle avait réglé avec les hommes d'État danois et norvégiens une attitude commune. Il en fut de même cette fois, et l'influence des Cabinets de Copenhague et de Christiania parut dans la réponse identique des trois États à la proposition allemande. Remis le 29 et publié le 31, ce document contenait la phrase substantielle suivante :

« Tout en restant désireux d'éviter toute immixtion qui pourrait froisser des sentiments légitimes, le gouvernement du roi penserait manquer à ses devoirs envers son peuple et envers l'humanité tout entière s'il n'exprimait pas sa sympathie la plus profonde pour tous les efforts qui pourraient contribuer à mettre un terme à l'accumulation progressive des souffrances et des pertes morales et matérielles ; il s'adonne à l'espoir que l'initiative du Président Wilson aboutira à un résultat digne de l'esprit élevé dont il s'est inspiré. »

RÉPONSE DE L'ESPAGNE.

Si Guillaume II fut déçu par la Suède, Charles Ier le fut par l'Espagne. Malgré la parenté d'Alphonse XIII avec les Habsbourg, et le désir de ce souverain de complaire au Saint-Siège, dont l'af-

fection pour Charles I[er] ne se cachait guère, le Cabinet de Madrid répondit simplement, le 28, que, « la note américaine et les impressions diverses qu'elle a produites étant déjà connues, la démarche à laquelle les États-Unis invitent l'Espagne n'aurait aucune efficacité, étant donné surtout que les empires Centraux ont déjà exprimé leur ferme intention que les conditions de la paix soient concertées entre les seules puissances belligérantes. »

RÉPONSE DES ALLIÉS.

Enfin, le 30, les dix gouvernements alliés firent remettre aux représentants des États neutres chargés de la protection des États de l'Entente dans les pays ennemis une note collective et identique, où ils proclamaient qu'unis pour la défense de la liberté des peuples, et fidèles à l'engagement pris de ne pas déposer isolément les armes, ils n'admettraient aucune négociation, aucune conversation séparée. Après avoir repoussé la prétention de leurs ennemis de mener une guerre défensive, et énuméré les actes prémédités d'agression des empires Centraux, ils relevaient que la « carte de guerre » invoquée par ceux-ci leur était favorable en Europe seulement, et que, même là, elle « n'exprimait que l'apparence extérieure et passagère de la situation ». Puis ils fixaient ainsi leurs conditions pour l'ouverture des négociations de paix : « Il n'y a pas de paix possible tant que ne seront pas assurées la réparation des droits et des libertés violés, la reconnaissance du principe des nationalités et de la libre existence des petits États, tant que n'est pas certain un règlement de nature à supprimer définitivement les causes qui, depuis si longtemps, ont menacé les nations, et à donner les seules garanties efficaces pour la sécurité du monde ». Un dernier paragraphe visait spécialement la Belgique : il flétrissait le raffinement de fourberie et de férocité avec lequel ce pays avait été traité par une des puissances qui avaient garanti sa neutralité, et il constatait qu'au moment même où l'Allemagne parlait au monde de paix et d'humanité, elle déportait et réduisait en servitude des citoyens belges par milliers.

COURONNEMENT DE CHARLES IV A BUDE.

Cette fin de non-recevoir catégorique fut signifiée le jour où le successeur de François-Joseph I[er] se faisait couronner à Bude comme roi apostolique de Hongrie, sous le nom de Charles IV, par le comte Étienne Tisza, élu palatin du royaume. De même qu'avait déjà disparu la Cisleithanie, la Transleithanie fit place au seul royaume de Hongrie, malgré les protestations des députés croates. Au milieu des vicissitudes militaires, le comte Tisza obtenait ainsi pour la Magyarie les avantages qu'il s'était proposés au mois de juillet 1914, quand il s'était finalement décidé à se rallier au plan de guerre de Vienne. Charles IV, qui avait espéré se dégager de la

tutelle magyare pour adopter un système plus conforme à ses tendances personnelles, commençait son règne en se rivant plus fortement à la chaîne dualiste. Le courant des événements l'entraînait dans une direction contraire à celle qu'il souhaitait de suivre.

RÉPLIQUE DES EMPIRES CENTRAUX.

Quelques jours après, il dut éprouver une autre amertume en signant le message guerrier lancé aux peuples de la Monarchie en réponse à la note des dix puissances alliées. « En avant, avec Dieu ! » gémissait le jeune monarque hanté par l'idée de conclure la paix. La proclamation de Guillaume II fut plus redondante. Se posant en victime « de la folie de grandeur des Alliés », le kaiser adjura son armée et sa marine, « outrées des crimes de leurs ennemis », de se montrer d'acier. « Nos ennemis ont jeté le masque, s'écria-t-il. Avec l'aide de Dieu, nos armes forceront nos ennemis à accepter l'entente que je leur ai offerte. » Pendant ces premiers jours de janvier, il était encore soumis à des influences contraires. Mais le ton de sa proclamation montrait qu'il était déjà décidé *in petto* à céder aux objurgations de ses états-majors de terre et de mer, qui le pressaient d'approuver la guerre sous-marine sans restrictions. Tout au plus mettait-il quelque espoir dans le grand trouble russe.

LE TROUBLE RUSSE.

L'immense empire des tsars se décomposait visiblement. A peine installé, M. Trépof chancelait. Incapable de se désolidariser suffisamment de son prédécesseur qui était accusé d'avoir manigancé un projet de paix séparée, il avait dû conserver au ministère de l'Intérieur M. Protopopof, qui, au profond étonnement de l'Occident, avait passé du libéralisme pro-allié au conservatisme pro-germain, et même à l'illuminisme, sous les auspices de Raspoutine. Des scandales répugnants se déroulaient jusque dans l'entourage de la famille impériale. L'assassinat de Raspoutine, le 30 décembre, dans le palais du prince Youssoupof, mari d'une nièce du tsar, par ce prince assisté de quelques membres de la haute aristocratie et du groupe cadet, débarrassa bien l'empire de l'ignoble individu qui avait su capter la confiance de la tsarine par son effronterie charlatanesque. Mais il ne libéra pas la Cour de la sorte d'envoûtement qui pesait sur elle. Il parut au contraire redoubler le mysticisme morbide de la tsarine et les intrigues de son entourage. MM. Stürmer et Protopopof furent violemment attaqués à la Douma par le comte Bobrinsky, vice-président de la Chambre et du groupe nationaliste-progressiste, et par M. Pourichkiévitch, fougueux orateur d'extrême droite. Sur la proposition de M. Chidlovsky, président du bloc progressiste, la Douma vota à une grosse majorité un ordre du jour réclamant l'élimination des forces occultes et mystérieuses, et la constitution d'un Cabinet « formé de personnalités animées du désir de résoudre les problèmes

pressants de l'heure actuelle, prêtes à s'appuyer sur la Douma et à réaliser le programme de sa majorité ». Le Conseil de l'Empire lui-même, qui passait pourtant pour être aussi dévoué au tsar qu'attaché aux idées conservatrices, vota à une très grande majorité une motion dénonçant « les influences irresponsables ». Quoique les vœux de ces deux assemblées répondissent à ceux des corps constitués, des zemstvos, et même des assemblées de la noblesse, ils ne furent pas exaucés. Sous l'influence de la tsarine, qui s'obstinait à défendre le système de l'autocratie illimitée et suppliait constamment le tsar de n'autoriser aucune intrusion parlementaire dans la direction de la politique ou le choix des membres du gouvernement, Protopopof fut maintenu. Ce fut Trépof qui dut se retirer. Des oukases du 14 janvier remplacèrent 17 membres du Conseil de l'Empire par des bureaucrates. Le prince Nicolas Galitzine, membre du Conseil de l'Empire, fut nommé président du Conseil des ministres. Homme bien intentionné, mais sans autorité, il eut beau affirmer son intention de collaborer avec la Douma et de continuer la guerre « jusqu'à la victoire complète », le désaccord entre la Cour et les représentants du pays alla en s'aggravant. Aux premiers contacts du nouveau Cabinet avec la Douma, le conflit rebondit. La Douma fut ajournée au mois d'avril, et les forces occultes continuèrent de miner partout le vaste empire ébranlé par une guerre d'une durée imprévue, à laquelle il n'était préparé ni moralement, ni matériellement. La propagande allemande, s'insinuant dans le cabinet des ministres comme dans les lieux les plus louches, s'ingéniait à créer une situation qui obligerait le tsar à capituler.

LE CABINET GALITZINE.

Mais Nicolas II, tout en cédant, par affection, faiblesse et lassitude, aux caprices passionnés de l'impératrice, demeurait personnellement inébranlable dans sa fidélité à l'Entente. Galitzine démentit les espérances que la crise ministérielle avait éveillées en Allemagne. Il adhéra pleinement au projet de réponse des Alliés à la note du 18 décembre. En France, on avait un instant pensé à laisser tomber simplement l'initiative de Wilson, qui, par certains côtés, blessait le sentiment national. Mais on eût ainsi fait le jeu de l'Austro-Allemagne, qui venait de se mettre dans son tort aux yeux des Américains en refusant les éclaircissements que le Président demandait, et en déclinant ses bons offices. Avec raison, Briand préféra saisir l'occasion de faire connaître ses buts de guerre, et de donner une marque de confiance au chef de la grande république américaine. Les autres Alliés partagèrent cet avis. Ils tombèrent d'accord sur un texte que Briand remit le 10 janvier à M. Sharp, ambassadeur des États-Unis à Paris. Tout en protestant contre

l'assimilation établie par Wilson entre les deux groupes de belligérants, et en relevant « la volonté d'agression de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pour assurer leur hégémonie sur l'Europe et leur domination économique sur le monde », les Alliés rendaient hommage aux intentions de Wilson, et s'associaient « au projet de création d'une ligue des nations pour assurer la paix et la justice à travers le monde ». Ils exposaient ensuite l'impossibilité de réaliser dès aujourd'hui une paix qui leur assurât les réparations, les restitutions et les garanties auxquelles leur donnait droit l'agression dont la responsabilité incombait aux puissances Centrales. Puis ils répondaient ainsi à la question précise posée par le gouvernement américain :

RÉPONSE DES ALLIÉS A WILSON.

« Les Alliés n'éprouvent aucune difficulté à répondre à cette demande. Leurs buts de guerre sont bien connus : ils ont été formulés à plusieurs reprises par les chefs de leurs divers gouvernements. Ces buts de guerre ne seront exposés, dans le détail, avec toutes les compensations et indemnités équitables pour les dommages subis, qu'à l'heure des négociations. Mais le monde civilisé sait qu'ils impliquent, de toute nécessité et en première ligne, la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro, et les dédommagements qui leur sont dus ; l'évacuation des territoires envahis en France, en Russie, en Roumanie, avec de justes réparations ; la réorganisation de l'Europe, garantie par un régime stable et fondée aussi bien sur le respect des nationalités et sur le droit à la pleine sécurité et à la liberté de développement économique que possèdent tous les peuples, petits et grands, que sur des conventions territoriales et des règlements internationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées ; la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés par la force et contre le vœu des populations ; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère ; l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs ; le rejet hors d'Europe de l'empire Ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale. Les intentions de S. M. l'Empereur de Russie à l'égard de la Pologne ont été clairement indiquées par la proclamation qu'il vient d'adresser à ses armées. »

En conclusion, les Alliés se déclaraient résolus à mener à une fin victorieuse un conflit dont ils étaient convaincus que dépendaient non seulement leur propre salut et leur prospérité, mais encore l'avenir de la civilisation même. Le gouvernement belge, qui tenait à défendre ses intérêts spéciaux, fit joindre à la réponse collective des dix puissances une note particulière, où il mettait en lumière les multiples abominations dont la Belgique avait été victime, depuis l'odieuse violation de sa neutralité jusqu'à la déportation de ses habitants.

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS ET LA RÉVOLUTION RUSSE[1]

I. LA GUERRE SOUS-MARINE SANS RESTRICTIONS. — II. LA RUPTURE DES ÉTATS-UNIS AVEC L'ALLEMAGNE. — III. LA RÉVOLUTION RUSSE — IV. LE CABINET RIBOT. — V. LA DÉCLARATION DE GUERRE DES ÉTATS-UNIS A L'ALLEMAGNE. — VI. LES AMORÇAGES DE PAIX SÉPARÉE.

I. — LA GUERRE SOUS-MARINE SANS RESTRICTIONS

TANDIS que s'élaborait la note alliée, le gouvernement allemand arrêtait la décision qui allait décider du sort de l'empire. L'accueil reçu par les « offres de paix » des souverains germaniques et la nature de l'initiative du président Wilson ne permettaient plus à l'Allemagne de compter, ni sur la résignation de ses ennemis à une paix de compromis, ni à une médiation des États-Unis en faveur d'une paix répondant à ses buts de guerre. Militaires et marins insistaient pour arracher à Guillaume II l'autorisation de mener enfin une guerre sous-marine sans restrictions. Le moment de résoudre cette question capitale, laissée en suspens depuis le printemps de l'année précédente, était venu. Le 4 mai 1916, à la suite des réclamations américaines provoquées par le torpillage de plusieurs paquebots à bord desquels se trouvaient des citoyens des États-Unis, le comte Bernstorff avait remis à Washington une note où le Cabinet de Berlin, tout en se réservant en principe la faculté

LA CONTROVERSE GERMANO-AMÉRICAINE.

1. Sources : *Messages et discours* du Président W. Wilson; *Mémoires* de l'amiral Scheer; *Mémoires* du maréchal Hindenburg; *Mémoires de guerre* de Ludendorff; *Mes trois années en Amérique*, par le comte Bernstorff; *Les dessous politiques de la guerre sous-marine allemande* par Edmond Delage; *Souvenirs de guerre*, de M. Erzberger; *L'offre de paix séparée de l'Autriche*, par le prince Sixte de Bourbon; *Czernin und die Sixtus-Affaire*, par August Demblin.

d'employer « l'arme sous-marine » conformément aux nécessités de la guerre, annonçait qu'il venait d'adresser aux commandants de ses forces navales les instructions suivantes : « En accord avec les principes généraux de recherche et de destruction des bâtiments marchands reconnus par la loi internationale, ces bâtiments, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'aire déclarée zone de guerre, ne seront pas coulés sans avertissement et sans le sauvetage des vies humaines, à moins qu'ils n'essaient de s'échapper ou d'offrir de la résistance ». Ces instructions étaient contraires aux recommandations passionnées de l'amiral de Tirpitz. Aussi le grand chef de la flotte avait-il été remplacé dès le 14 mars 1916 par l'amiral de Capelle. Bethmann-Hollweg, Jagow et Bernstorff l'avaient emporté. Depuis lors, les sous-marins allemands avaient continué leurs torpillages en se conformant incomplètement aux ordres du 4 mai. Leurs procédés barbares provoquaient de temps à autre des protestations plus ou moins vives du Cabinet de Washington, sans que le président Wilson passât des menaces aux actes. D'un côté comme de l'autre, on ergotait sur chaque cas en style de procédure. Après

L'AVIS DE L'ÉTAT-MAJOR ALLEMAND.

l'échec de l'offensive de Verdun et la disgrâce de Falkenhayn, Hindenburg et Ludendorff, devenus les véritables maîtres de l'empire, commençaient de pousser à l'emploi à outrance de l'arme sous-marine. Le 30 août, à un Conseil tenu au château de Pless, quartier général impérial, ils se rendaient encore aux arguments du chancelier. Toutefois, Bethmann-Hollweg se voyait obligé de s'engager à céder dès que Hindenburg le souhaiterait vraiment. Il faisait même à ce sujet une déclaration au Reichstag le 28 septembre. L'état-major patientait, parce qu'il voulait d'abord liquider l'opération roumaine. Celle-ci achevée, il revint à la charge. Il mit en mouvement la presse et la Commission principale du Reichstag. Tirpitz, qui affirmait « sa conviction inébranlable que, par la guerre sous-marine sans restrictions, la marine était en état de faire plier les genoux de l'Angleterre en six semaines », fut porté aux nues comme un martyr. Le 22 décembre, l'amiral de Holtzendorf, chef de l'état-major général de l'Amirauté, finit d'élaborer un long mémoire en sept points, destiné à servir de base aux délibérations des hommes d'État. En voici le résumé :

LE MÉMOIRE HOLTZENDORF.

1° « La guerre exige une décision avant l'automne 1917, si nous ne voulons pas la voir se terminer par l'épuisement général de toutes les parties, et par conséquent d'une façon désastreuse pour nous. » L'Italie et la France ne tiennent que par le secours de l'Angleterre. Il faut donc briser « la colonne vertébrale de l'Angleterre, qui est le tonnage assurant aux Iles Britanniques les importations néces-

saires à sa vie et à son industrie de guerre ». — 2° Sur les 20 millions de tonnes brutes dont elle dispose, l'Angleterre n'est plus approvisionnée que par 10 millions trois quarts de tonnes. — 3° Les mauvais résultats de la récolte mondiale de 1914 en céréales et en fourrages nous fournissent une occasion unique. — 4° Dans l'état actuel des choses, nous pourrions contraindre par la guerre sous-marine sans restrictions l'Angleterre à la paix en cinq mois. — 5° A raison de 600 000 tonnes détruites par mois, le trafic anglais aura perdu 39 p. 100 de son chiffre actuel au bout de cinq mois. Cela suffit pour que l'Angleterre ne puisse plus s'approvisionner (des calculs détaillés sont présentés à l'appui de cette conclusion). — 6° La crainte d'une rupture avec l'Amérique ne doit pas nous déterminer à reculer au moment décisif devant l'emploi de l'arme qui nous promet la victoire. L'Amérique n'a pas d'équipages pour ses bâtiments; elle n'a pas de tonnage pour transporter en Europe des forces considérables. Une guerre sous-marine, déclenchée à temps pour amener la paix avant la moisson de l'été 1917, par conséquent avant le 1er août, constitue, même en cas de rupture avec l'Amérique, le bon moyen pour terminer victorieusement la guerre. — 7° Nous avons la possibilité d'arriver à une décision en notre faveur avant la rentrée de la nouvelle récolte. Nous devons commencer la guerre sous-marine sans restrictions au plus tard le 1er février. « Il me faut trois semaines pour prendre les dispositions nécessaires. »

SCRUPULES DE BETHMANN-HOLLWEG.

Il restait une quarantaine de jours avant la date indiquée. Déduction faite des trois semaines requises pour la préparation de l'entreprise, le gouvernement allemand disposait de moins de vingt jours pour se décider et persuader ensuite ses alliés. Acculé à une solution dont il redoute les conséquences, Bethmann-Hollweg lutte faiblement. Il ne croit pas pouvoir donner à l'empereur un conseil contraire à l'avis de l'unanimité des experts, mais il n'est pas convaincu par les calculs de la marine. Le 4 janvier, il ne veut autoriser que le torpillage des vapeurs armés. Puis il est débordé, angoissé. Contre ses scrupules il voit se dresser la majorité du Parlement et la masse du peuple, pour qui la renonciation à la guerre sous-marine serait une sorte de trahison. « Il fallait faire quelque chose! » répète-t-il plus tard à plusieurs reprises devant la Commission d'enquête instituée à Berlin après la révolution; « je me trouvais dans une impasse.... L'impasse où nous nous trouvions consistait en l'absence de toute perspective de paix. Il fallait faire quelque chose! Nous ne pouvions pas regarder l'ennemi en restant dans l'inaction, et laisser sans l'employer un moyen de combat qui, malgré tout, offrait quelques perspectives de succès. » Pour l'amiral

Koch, « la question de la guerre sous-marine se posait sous la forme d'un dilemme tragique ». « Nous n'avions, dit-il, que le choix entre deux maux, dont l'un était la perte certaine. »

CONFÉRENCE DU 8 JANVIER.

Le 8 janvier, le général Ludendorff, l'amiral de Holtzendorff, le colonel de Bartenwerfer et le capitaine de vaisseau Grasshoff confèrent chez le maréchal Hindenburg. L'amiral lit son mémoire. Puis il se plaint de la diplomatie allemande, qui s'est égarée, et de l'empereur, qui est devenu veule. Sur la foi de rapports des attachés navals en Suède et en Hollande, il prétend que la navigation neutre sera terrorisée. On discute ensuite les objections du chancelier. L'amiral préférerait que Bethmann-Hollweg conduisît avec lui la guerre sous-marine, car on aurait plus de chances avec lui de voir l'Amérique rester hors de la guerre; mais il conseille au maréchal de prendre la chancellerie si Bethmann-Hollweg ne marche pas. Le maréchal décline l'offre, parce qu'il ne veut pas négocier avec le Reichstag et qu'il ne peut pas parler en public. Finalement, le maréchal conclut ainsi : « Tenons-nous les coudes, il le faut. Comptons avec la guerre contre l'Amérique, et faisons nos préparatifs. Ça ne peut pas aller plus mal que maintenant. Il faut par tous les moyens abréger la guerre. » Le lendemain 9, un Conseil décisif se tient au château de Pless, sous la présidence de Guillaume II. Le chancelier se trouve seul de son opinion. Il se montre rassuré sur l'attitude des neutres; mais il prévoit l'entrée en guerre de l'Amérique. Il n'a pas confiance dans les perspectives des experts, « qui ne sont pas susceptibles de démonstration ». Il supplie les militaires et les marins de considérer que la guerre sous-marine est « la dernière carte », et qu'elle peut aussi bien retarder la fin de la guerre que l'avancer. Hindenburg est catégorique : « Nous sommes en mesure de faire face à toutes les éventualités contre l'Amérique, le Danemark, la Hollande, même contre la Suisse ». Ludendorff insiste sur la nécessité de ralentir chez l'ennemi la production des munitions et de soulager les armées de terre : « Il faut épargner à nos troupes une seconde bataille de la Somme ». Le chancelier présente encore des objections. Hindenburg les rejette en quelques mots : « L'occasion de la guerre sous-marine n'a jamais été aussi favorable; nous pouvons et devons la faire ». Le chancelier s'abandonne au destin; il maintient son opinion, mais laisse prendre une décision contraire. Il n'ose pas faire appel à l'empereur, et n'offre pas sa démission. « Mon départ, expliqua-t-il plus tard, n'aurait rien changé. » Il reste donc, et consent à faire une politique contraire à ses propres idées. Une fois de plus, la volonté obstinée des états-majors prévaut contre l'avis des ministres responsables.

CONSEIL DU 9.

Dans l'après-midi du 9, Guillaume II envoie au chef de la flotte de haute mer l'ordre suivant : « Je donne l'ordre de commencer le 1er février la guerre sous-marine sans restrictions avec toute l'énergie possible. Vous avez à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires, en vous arrangeant toutefois de manière à ne rien laisser savoir de cette intention ni à l'ennemi, ni aux neutres. » *L'ORDRE DU 9.*

Le 10, les Cabinets de Vienne et de Berlin, chacun de son côté, remettent aux représentants des États neutres une note où, sans répliquer directement à la réponse des Alliés, ils prétendent justifier l'agression de 1914 par des considérations générales et allèguent le caractère défensif de leur guerre. A l'appui de cette thèse, Guillaume II fait publier par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* une lettre au chancelier datée du 31 octobre, où il se pose en champion de la paix et accuse les peuples ennemis d'être en proie à la psychose de guerre. Au Landtag prussien, on renchérit sur les affirmations du kaiser. M. de Heydebrand y incrimine la Belgique, et dit : « Nous ne devrons pas nous laisser surprendre une seconde fois comme ce fut le cas dans cette guerre-ci. » *NOTE AUX NEUTRES.*

Après ces démonstrations à l'usage du public, le gouvernement allemand doit engager à Vienne une négociation plus délicate. En effet, il a jeté « le dé de fer » sans consulter son allié. Très exactement renseigné par le prince de Hohenlohe, le comte Czernin connaît l'antagonisme entre le chancelier et le haut commandement, et l'influence prépondérante de celui-ci sur l'empereur. Mais il ne semble pas que le chancelier ait informé l'ambassadeur de l'ordre expédié le 9 au chef de la flotte. Le 12, Hohenlohe envoie à Czernin un long rapport où il expose fidèlement les desseins des autorités maritimes et militaires, sans la moindre allusion à la décision prise. Il cite même ce propos du chancelier : « Qui me garantit que la marine a raison, et dans quelle situation nous trouverions-nous au cas où les amiraux se tromperaient? » Le 13, Czernin prescrit à Hohenlohe de combattre énergiquement le projet de guerre sous-marine sans restrictions. Hohenlohe répond que les militaires auront le dernier mot. Il ne savait donc pas que le dernier mot était déjà prononcé. On se cachait de lui. M. de Flotow, envoyé spécialement par Czernin à Berlin, n'est pas plus heureux avec M. Zimmermann. Le successeur de Jagow se borne à lui confier ses soucis et ses insomnies : « Croyez-moi, dit-il, il n'y a pas d'assurance positive du succès, il n'y a que des calculs. » Cependant on touche au délai suprême, et il faut s'expliquer. Hœtzendorff et Zimmermann partent pour Vienne. Le 20, ils assistent à un Conseil présidé par Charles Ier, où figurent Czernin et Tisza, le général Conrad de Hœtzendorff et *L'AUTRICHE ET LA GUERRE SOUS-MARINE.*

l'amiral Haus. Hoetzendorff reproduit les arguments de son mémoire et garantit le succès en deux mois et demi ou trois mois. Avec Zimmermann il feint de croire au maintien, au moins provisoire, de la neutralité des États-Unis. Quant aux autres neutres, disent les deux Allemands, l'exemple de la Roumanie doit leur « gâter l'appétit ». Czernin et Tisza élèvent objection sur objection. Ils remarquent notamment que l'Angleterre pourra restreindre sa consommation, comme les empires Centraux eux-mêmes l'ont fait, que son affamement est incertain, et qu'en conséquence les calculs théoriques de Hoetzendorff ne présentent pas de garantie suffisante. La séance est levée sans qu'on soit tombé d'accord. Czernin discute ensuite la situation avec l'empereur. Il lui suggère qu'on pourrait à la rigueur se séparer de l'Allemagne sur la question sous-marine. Mais ce serait un coup porté à l'alliance. Après de cruelles perplexités, l'empereur et son ministre se résignent à suivre le puissant allié. Dans ses *Mémoires*, Czernin relate ainsi ce dénouement : « C'est une preuve de plus que, lorsqu'un fort et un faible sont unis dans la guerre, le faible ne peut pas de son chef y renoncer.... Aussi est ce le cœur gros que nous donnâmes notre assentiment. »

II. — LA RUPTURE DES ÉTATS-UNIS AVEC L'ALLEMAGNE

EXPOSÉ DE WILSON.

DANS l'ignorance de la résolution des souverains germaniques, le Président Wilson croit devoir se rendre au Sénat le 22 janvier pour y formuler en un long exposé sa doctrine internationale et des propositions concrètes. Il répudie les alliances particulières ou enchevêtrées, condamnées par Washington, pour recommander une convention universelle (*a universal covenant*), destinée à garantir le maintien de la paix, et protégée « par une force tellement supérieure à celle de toute nation ou de toute alliance jusqu'ici formée ou projetée, qu'aucune nation, aucune combinaison probable de nations ne pourra l'affronter ou lui résister ». Cette future convention universelle aura pour objet une paix juste, fondée, non sur un nouvel équilibre de puissances, mais sur une « communauté de puissances ». Aux rivalités organisées doit succéder une paix commune organisée, une paix entre égaux avec égalité de droits, une paix « coopérative » comprenant les peuples du Nouveau Monde, une paix apportant la guérison dans ses ailes, une paix sans victoire, sans humiliation, sans sacrifices insupportables, sans ressentiment. En conclusion, Wilson préconise un système général de gouvernement établi sur

LA PAIX SANS VICTOIRE.

le consentement des peuples gouvernés, et propose l'adoption par toutes les nations de la doctrine de Monroë, « à savoir qu'aucune nation ne doit chercher à étendre son pouvoir politique sur une autre nation ou un autre peuple, et que chaque peuple doit être laissé libre de choisir sa propre politique, sa propre voie de développement, sans être gêné, molesté ni effrayé, le petit côte à côte avec le grand et le puissant ». Enfin, en phrases solennelles et compliquées, il demande la limitation des armements sur terre et sur mer et la liberté des mers.

LA GUERRE SOUS-MARINE A OUTRANCE.

A ce message de paix sans victoire, qui scandalise les victimes de la Germanie, à ce programme de liberté des mers, qui semble s'adapter à la thèse de l'Allemagne sur l'abus de la domination maritime de l'Angleterre, l'Allemagne répond par la proclamation de la guerre sous-marine à outrance. En vain, durant les derniers jours de janvier, M. Gerard s'efforce-t-il d'attirer l'attention des hommes d'État allemands sur les conséquences de l'acte qui se prépare; M. Solf, ministre des Colonies, lui affirme que trois mois suffiront pour obliger l'Angleterre à se mettre à genoux. Le 31, Zimmermann convoque l'ambassadeur des États-Unis à la Wilhelmstrasse et lui lit la note décisive. Conçue dans le même esprit et rédigée d'après la même méthode que les déclarations de guerre à la Russie, à la Belgique et à la France, ce document explosif dresse un acte d'accusation contre l'Angleterre, qui martyrise l'Irlande et tyrannise les Indes contrairement au droit des peuples de disposer de leur sort. Il célèbre la concordance des lignes directrices du message du 22 janvier avec les principes et les vœux auxquels souscrit l'Allemagne. Il annonce « la joyeuse collaboration du gouvernement allemand à tous les efforts qui tendraient à empêcher la guerre dans l'avenir ». Ces prémisses posées, il dénonce la volonté de l'Angleterre « d'abuser de la puissance de sa marine pour essayer criminellement de réduire l'Allemagne par la faim », il revendique le droit pour l'Allemagne de recourir à toutes les armes et d'abolir toutes les restrictions, « afin de servir un idéal élevé d'humanité » en hâtant la fin de la guerre. En conséquence, à partir du lendemain 1er février, tout trafic maritime est interdit dans une zone qui englobe les mers britanniques, françaises et italiennes, et toute la Méditerranée, à l'exception d'une bande large de vingt milles marins reliant la Grèce à l'Adriatique. Tout navire neutre quelconque naviguant dans les eaux bloquées doit être coulé sans avertissement. Les bateaux américains réguliers de passagers reçoivent seulement licence de continuer leur service avec l'Europe à raison d'un vapeur par semaine dans chaque sens, et à la condition de prendre Falmouth comme port

de destination, de suivre un itinéraire déterminé et de porter des insignes spéciaux. En outre, un décret daté du 29 janvier, communiqué aux puissances chargées des intérêts anglais et français en Allemagne, interdit la navigation des navires-hôpitaux dans la Manche, sous le prétexte que ces navires sont souvent utilisés pour les transports de munitions et de troupes. Zimmermann termine sa lecture en exprimant l'espoir « que les États-Unis apprécieront le nouvel état de choses du haut de la tribune de l'impartialité ». Comme Gerard lui marque que les États-Unis ne se forment pas la même idée que lui de l'idéal et de l'impartialité, le secrétaire d'État insiste sur un ton amical : « Accordez-nous deux mois de guerre sous-marine, et dans trois mois nous aurons la paix.... Tout marchera comme auparavant. Je vous ai ménagé une entrevue avec le kaiser pour la semaine prochaine. Tout ira à souhait. »

MANIFESTATIONS DU CHANCELIER ET DE GUILLAUME II.

Deux manifestations ostentatoires accompagnent l'acte diplomatique. Le 1er février, le chancelier annonce la nouvelle à la Commission principale du Reichstag convoquée à cet effet en séance extraordinaire. Il déclare d'un air candide que les maximes énoncées par M. Wilson le 22 janvier concordent avec les buts de guerre germaniques; il justifie la rigueur des nouvelles mesures par la nécessité d'une victoire rapide, et finit son discours en appelant la bénédiction du Très-Haut sur le nouveau blocus. De son côté, Guillaume II saisit le prétexte de remerciements à son peuple pour les souhaits qui viennent de lui être adressés à l'occasion de sa fête, et fait publier par le *Moniteur de l'Empire* un appel pathétique : « La patrie, en cette heure de nécessité, demande à chacun ses efforts les plus grands; mais le peuple allemand, ferme, inébranlable, en pleine conscience de sa force et de sa volonté de vaincre, est prêt, sur le front et à l'arrière, à défendre sa juste cause jusqu'à son dernier souffle. J'ai pleine confiance en l'issue de la lutte sanglante pour la défense et l'existence de l'empire. Dieu continuera d'être avec nous et octroiera la victoire à nos armes. » Dans un télégramme spécial de remerciements au gouverneur du Brandebourg, l'empereur-roi affiche avec plus de véhémence encore l'inflexible résolution de ne reculer devant aucun moyen pour obtenir la victoire dans la lutte sanguinaire finale devenue maintenant inévitable, et mettre ceux qui troublent la paix hors d'état de nuire.

RUPTURE DES ÉTATS-UNIS AVEC L'ALLEMAGNE.

C'est la même mise en scène que le 4 août 1914.

Mais le résultat n'est pas le même. En 1914, les neutres intimidés et stupéfiés n'osent ni remuer ni parler. Ils attendent dans l'angoisse que le sort des armes se soit prononcé. En 1917, ils réagissent, progressivement et sans hâte, mais efficacement. Le matin du

3 février, le Président Wilson convoque au Capitole les deux Chambres et la Cour suprême pour deux heures de l'après-midi. Il leur lit la déclaration de rupture des États-Unis avec l'Allemagne, et fait remettre ses passeports au comte Bernstorff. Dans son discours aux trois assemblées réunies, il rappelle les phases de la controverse avec le Cabinet de Berlin. A la suite du coulage sans avertissement du vapeur *Sussex*, le 24 mars 1916, par un submersible allemand, M. Wilson a prévenu l'Allemagne, par note en date du 8 avril, que, si elle n'abandonnait pas immédiatement ses procédés de guerre sous-marine, « les États-Unis n'auront pas d'autre alternative que de rompre les relations diplomatiques ». Le 4 mai, le Cabinet de Berlin avait répondu, après quelques digressions, en notifiant que les forces navales allemandes avaient reçu les ordres désirés. Il ajoutait que les neutres ne pouvaient pas « s'attendre à ce que l'Allemagne, obligée de combattre pour son existence, limitât, pour les intérêts neutres, l'emploi d'une arme efficace, au cas où l'on laisserait son ennemi continuer à son gré l'application de procédés de guerre violant les règles du droit des gens ». Tout en prenant acte, le 8 mai, des assurances données, le Cabinet de Washington avait cru nécessaire de déclarer que le maintien des nouveaux ordres ne pouvait dépendre en quoi que ce fût de la marche ou du résultat des négociations diplomatiques entre le gouvernement des États-Unis et tout autre gouvernement belligérant. « Toutefois, précisait-il, afin d'éviter un malentendu, le gouvernement des États-Unis notifie au gouvernement impérial qu'il ne peut un seul instant admettre et encore moins discuter l'idée que le respect par les autorités navales allemandes des droits des citoyens des États-Unis en haute mer dépende en aucune façon et au moindre degré de la conduite de tout autre gouvernement à l'égard des droits des neutres et des non-combattants. La responsabilité, en pareille matière, est séparée, non jointe, absolue et non relative. » Le gouvernement allemand n'avait rien répondu. Sa proclamation du 31 janvier était venue à l'improviste « retirer l'assurance solennelle donnée dans la note ci-dessus mentionnée ».

« En conséquence, déclare M. Wilson, le gouvernement des États-Unis n'a plus d'autre alternative compatible avec la dignité et l'honneur des États-Unis que de recourir à la décision que, par sa note du 8 avril 1916, il annonçait devoir prendre au cas où le gouvernement allemand ne déclarerait pas abandonner et n'abandonnerait pas effectivement les procédés de guerre sous-marine qu'il employait alors et qu'il a l'intention d'employer derechef aujourd'hui. Nous cherchons seulement à rester fidèles en pensées et en actes aux principes immémoriaux de notre peuple, que j'ai cherché à exprimer dans le discours que je faisais au Sénat il y a deux semaines seulement. Nous cherchons uni-

quement à revendiquer nos droits à la liberté, à la justice et à la tranquillité de l'existence. Ce sont là des éléments de paix, et non de guerre. Dieu veuille que des actes d'injustice voulus de la part du gouvernement allemand ne viennent pas nous provoquer à les défendre! »

Cette déclaration, le renvoi de Bernstorff et le rappel de Gerard ne constituent encore qu'une rupture diplomatique. Le Cabinet de Washington laisse une porte ouverte à celui de Berlin : que celui-ci retire sa proclamation du 31 janvier ou donne aux commandants des sous-marins des instructions confidentielles leur prescrivant de ne rien changer aux procédés de guerre sous-marine appliqués avant février, et le gouvernement américain n'entrera point en guerre. Beaucoup de neutres espèrent que les choses vont se passer ainsi, l'Allemagne ayant constaté qu'elle s'est trompée sur la passivité de Wilson. Mais la crainte des États-Unis n'arrête pas plus l'Allemagne en 1917 que celle de l'Angleterre n'a fait reculer les hommes de Berlin en 1914. Dans l'un et l'autre cas, l'intervention était redoutée, mais prévue. Si elle enflamme le peuple allemand de fureur, elle ne surprend pas le gouvernement, et ne modifie point sa conduite.

LE SCÉNARIO GERMANIQUE.

En 1917, les empires Centraux ne changent rien non plus à leurs procédés. Tandis que les journaux allemands publient des articles fanfarons et se réjouissent de pouvoir enfin traiter Wilson en ennemi, le Cabinet de Berlin use de ménagements raffinés avec les États-Unis. Il ajourne la remise des passeports de Gerard, et fait exprimer à Lansing, par l'intermédiaire de M. Ritter, ministre de Suisse à Washington, chargé en cette qualité de la protection des intérêts allemands, son désir de poursuivre les négociations antérieures, « à la condition que le blocus commercial contre l'Angleterre ne soit pas interrompu ». De même, en juillet 1914, Berchtold déclarait se rallier au projet de médiation Grey, à la condition que la guerre contre la Serbie ne fût pas interrompue. Lansing répond que les États-Unis seront heureux de reprendre la discussion après que le gouvernement aura retiré sa proclamation du 31 janvier, renouvelé ses assurances du 4 mai et conformé ses actes à ces assurances. Zimmermann fait alors publier par l'agence Wolff une explication embrouillée, et cherche un nouveau terrain de négociations en faisant demander à Washington si les États-Unis ne seraient pas disposés à reconnaître le pacte prusso-américain de 1799 réglant le statut des Allemands en Amérique, et vice versa. Czernin enjoint au comte Tarnovski de prodiguer les assurances de bonne volonté, et comble de politesses M. Penfield. Tisza prononce à Pest un

discours élogieux pour Wilson. On ergote sur la question de l'avertissement, le droit de capture et le droit de destruction. On s'efforce à Vienne et à Berlin de conjurer un éclat. Mais les torpillages se succèdent avec rapidité dans la zone interdite. La solidarité austro-allemande, que Czernin et Tarnovski désavouent presque en sourdine, est affirmée de nouveau à Vienne dans des toasts solennels par Charles Ier et par Guillaume II accouru près de son allié pour raffermir sa foi chancelante. Les deux souverains se jurent une amitié inviolable. Charles Ier célèbre « l'alliance politique et militaire étroite qui unit les deux États, et qui a reçu dans cette guerre une consécration sanglante ». Il nomme Guillaume II grand amiral de la flotte, et Guillaume II lui remet le bâton de maréchal allemand.

DERNIERS POURPARLERS.

Le 20 février, Wilson fait mettre Czernin en demeure par Penfield de dire si oui ou non le gouvernement austro-hongrois confirme l'assurance donnée le 29 décembre 1915 au gouvernement américain, à la suite du coulage de l'*Ancona*, de ne pas détruire de navires privés ennemis avant que les passagers aient été mis en sécurité. Czernin attend deux semaines pour répondre ; puis il finit par alléguer que la mise en demeure de Wilson présente peu d'intérêt pratique, « attendu que les sous-marins austro-hongrois n'opèrent que dans la Méditerranée et dans l'Adriatique, ce qui ne peut presque pas mettre en danger les intérêts américains ». Wilson ajourne encore la déclaration de guerre. Mais, le 26 février, il demande au Congrès des pouvoirs lui permettant de faire face à toutes les éventualités. Le 1er mars, Zimmermann déclare au Reichstag que l'Allemagne ne reviendra jamais en arrière. Le 4, comme le Sénat américain doit se séparer à la date constitutionnelle avant d'avoir pu voter le projet Wilson, 83 de ses membres sur 96 signent un manifeste d'approbation. Dans l'intervalle, la plupart des neutres ayant des intérêts maritimes, notamment l'Espagne et les trois États scandinaves, ont protesté contre le blocus fictif établi depuis le 1er février. En même temps, on découvre une nouvelle intrigue allemande : par une dépêche du 19 janvier tombée aux mains du gouvernement américain, Zimmermann a chargé M. d'Eckhardt, ministre d'Allemagne à Mexico : 1° de proposer au Mexique une alliance militaire moyennant des secours financiers et la réannexion de ses anciens territoires du Nouveau-Mexique, du Texas et de l'Arizona cédés jadis aux États-Unis ; 2° de suggérer au Président du Mexique de proposer au Japon d'adhérer à cette alliance. Pris en flagrant délit, Zimmermann explique que, la guerre sous-marine ayant été décidée le *1er février*, et un conflit avec les États-Unis étant par suite envisagé, il a chargé M. d'Eckhardt, le *19 janvier*, de la mission

L'INTRIGUE D'ECKHARDT.

qu'on vient de dévoiler à Washington. C'est le même genre de justification que pour l'invasion de la Belgique. Wilson connaît les manœuvres allemandes et les apprécie comme elles le méritent. Il tient prête une parade foudroyante. Mais, avant l'heure fixée dans son esprit pour le geste décisif, un grand événement s'accomplit.

III. — LA RÉVOLUTION RUSSE

LES PRODROMES DE LA CRISE.

AU commencement de mars, la question alimentaire dans les grandes villes russes, à Pétrograd notamment, était devenue des plus préoccupante. Le désordre administratif général et le défaut de coordination des services empêchaient une répartition méthodique des produits alimentaires, qui, surabondants en certaines régions, manquaient dans d'autres. A Pétrograd, il n'y eut pas assez de pain pour la population. Rappelée par le prince Galitzine, la Douma vote un ordre du jour réclamant pour les municipalités, les zemstvos et les groupements sociaux organisés pour la défense nationale, le droit de coopérer à la répartition des produits alimentaires. Elle est immédiatement prorogée à la fin d'avril par un rescrit du tsar daté de son quartier général de Mohilev. Des émeutes éclatent. Protopopof les réprime de telle façon qu'on le soupçonne de les avoir provoquées afin d'étouffer dans le sang les adversaires de l'absolutisme. Les chefs libéraux et les adversaires de l'anarchie gouvernementale, réunis en conciliabules, se prononcent pour la révolution. Dans la soirée du 10 mars, ils décident toutefois d'ajourner l'exécution de leurs desseins. Mais, dans la nuit du 10 au 11, les soldats des casernes obéissent à un autre mot d'ordre et s'insurgent. Le 11, une délégation de soldats vient offrir ses services

DÉMISSION DE GALITZINE.

à la Douma. Galitzine donne sa démission, après un Conseil des ministres d'où Protopopof est absent. Un Comité d'ouvriers et de soldats s'installe au palais de Tauride, à côté d'un comité parlementaire présidé par le prince Lvof. M. Rodzianko, président de la Douma, télégraphie au tsar, à Mohilev, que la situation exige de sa part des résolutions immédiates donnant satisfaction aux légitimes réclamations des représentants du pays. Nicolas II persiste dans son attitude. Successivement, tous les régiments de la garnison de Pétrograd et des environs et les généraux commandant les groupes d'armées adhèrent au mouvement. Plusieurs membres de la famille impériale et des généraux exerçant de hauts commandements supplient Nicolas II de se rendre à la prière du pays. Il s'obstine. Puis, le 13, à la nouvelle de l'extension du mouvement, il décide de partir

pour Tsarskoié-Selo. En chemin, le 14, il rencontre à Pskof le général Roussky et lui annonce son intention de constituer un ministère responsable. Deux jours plus tôt, cette concession aurait été acceptée par la Douma. Le 14, il était déjà trop tard. Le conflit constitutionnel était relégué au second plan. La révolution, que chacun sentait venir depuis longtemps, tout en croyant qu'elle n'éclaterait pas avant la fin de la guerre, était déchaînée. Les généraux les plus influents conseillaient au tsar l'abdication. Le 15, MM. Goutchkof et Choulguine arrivent à Pskof. Ils déclarent à Nicolas II que, dans la situation présente, il ne lui reste qu'à abdiquer en faveur du tsarévitch Alexis. Après réflexion, le tsar s'incline. Conscient de sa faiblesse, très las, anxieux d'épargner à l'empire les horreurs d'une guerre civile, désireux de ne rien faire qui compromette la fin victorieuse de la guerre, il rédige un acte d'abdication empreint des sentiments les plus élevés et les plus patriotiques. Mais, homme de famille avant tout, il veut garder son fils près de lui. Il abdique en faveur de son frère Michel, après avoir signé des rescrits nommant le prince Lvof président du Conseil, et le grand-duc Nicolas généralissime.

ABDICATION DE NICOLAS II.

A peine signées, ces résolutions deviennent caduques. Par scrupule dynastique, le grand-duc Michel hésite à se substituer au tsarévitch. Il convoque, pour lui demander conseil, le Comité de la Douma composé de deux représentants de chaque parti. Intimidés par le mouvement révolutionnaire dans la capitale, M. Rodzianko et la plupart de ses collègues déconseillent au grand-duc d'accepter la couronne. Alors, le lendemain 16, le grand-duc Michel publie un manifeste où il déclare qu'il remet à un plébiscite et à une assemblée constituante élue au suffrage universel, direct et secret, la mission « d'établir la forme du gouvernement et les nouvelles lois fondamentales de l'État russe ». Ce prince, marié morganatiquement, qui menait une vie effacée et recherchait plutôt les joies de l'intimité que les satisfactions du pouvoir, ne se sentait pas une énergie et des talents à la hauteur des circonstances. Du reste, en ces jours décisifs pour l'empire, quoique les bonnes volontés et les talents abondent, il ne se trouve aucun homme dont l'intelligence, égale à la volonté, puisse diriger les événements. Le grand-duc Nicolas, suspect aux révolutionnaires, est remplacé comme généralissime par le général Alexeief. Le gouvernement provisoire qui se forme sous la présidence du prince Lvof compte parmi ses membres des hommes éminents, désintéressés, patriotes, qui auraient admirablement gouverné la Russie en des temps calmes. Son chef est digne de toutes les sympathies. M. Milioukof, ministre des Affaires étrangères, est un des Russes les plus appréciés à l'étranger pour son attachement

MANIFESTE DU GRAND-DUC MICHEL.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

aux idées libérales et sa connaissance des affaires internationales. M. Goutchkof, ministre de la Guerre, ancien président de la Douma, inspire une confiance universelle. Mais le gouvernement provisoire, investi par le grand-duc Michel « de toute la plénitude du pouvoir », trouve en face de lui un comité révolutionnaire installé à la gare de Finlande, qui ne possède pas la moindre notion des nécessités gouvernementales, et qui contient des éléments louches. La présence dans le ministère Lvof de M. Kerensky, fougueux orateur d'extrême gauche, contient mal ces éléments. Après quelques jours, l'ordre est à peu près rétabli dans la rue, mais le désordre règne dans es esprits, où le mot nouveau de liberté signifie le droit de se livrer à toutes les fantaisies. Déjà très relâchée depuis plusieurs mois, l'indiscipline augmente chaque jour dans l'armée. La mauvaise habitude prise par les soldats d'aller chez eux sans permission, souvent pour un temps prolongé, s'étend dans des proportions inquiétantes. La proclamation de l'armistice général, de la liberté de la presse et des associations, l'abolition de la peine de mort, et diverses réformes sociales précipitées, engendrent une sorte d'ivresse, à la faveur de laquelle la licence déborde de toutes parts. Accablés de besognes urgentes, les ministres n'ont ni le temps, ni l'autorité pour contenir les divagations de gens, pour la plupart analphabètes, que rien n'a préparés à l'exercice des droits de citoyen.

LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

L'INDISCIPLINE DANS L'ARMÉE.

LA RÉVOLUTION ET LA GUERRE.

Toutefois, dans ces premiers temps de la révolution, la chute de l'ancien régime ne semble pas compromettre les opérations militaires. On espère qu'au contraire, grâce à la coordination des efforts administratifs sous l'énergique impulsion de patriotes sincères, grâce à la disparition des cliques de la Cour et de la police secrète, les transports, le ravitaillement et les fabrications seront améliorés de telle façon que les armées reprendront bientôt leur mordant du commencement de la guerre. On compte beaucoup aussi sur l'enthousiasme des premiers jours de liberté pour surexciter le patriotisme. Les chefs militaires alliés ont décidé pour le printemps de 1917 une offensive simultanée sur tous les fronts, et le succès des opérations combinées dépend en grande partie de ce qui se passera sur le front russe. Enfin, l'effondrement de l'autocratie facilite le règlement de certaines questions internationales, comme celle de la Pologne, et crée une atmosphère de sympathie toute nouvelle entre la Russie et les États-Unis. La circulaire que M. Milioukof adresse aux représentants de la Russie à l'étranger pour leur notifier le changement de régime et les intentions du gouvernement provisoire justifie en partie ces espérances. Elle proclame l'intention de « combattre l'ennemi commun jusqu'au bout, sans trêve ni défaillance », et de

lutter « contre l'esprit de conquête d'une race de proie qui s'imagine pouvoir établir sur ses voisins une hégémonie intolérable et faire subir à l'Europe du XXe siècle la honte de la domination du militarisme prussien ». Les manifestes du gouvernement provisoire au peuple et à l'armée s'inspirent du même esprit. Ils affirment la fidélité aux alliances, à tous les accords passés, et assignent comme première tâche au nouveau gouvernement la poursuite de la victoire. Le général Kornilof, commandant de la circonscription militaire de Pétrograd, invite en termes vibrants « les soldats de l'armée du peuple » à faire de leurs poitrines le rempart de la patrie. Soldats et marins répondent chaleureusement à ces appels. Ouvriers et soldats fraternisent. Les grèves cessent à Pétrograd et à Moscou.

IV. — LE CABINET RIBOT

DÉMISSION DE M. BRIAND.

En France, ces événements coïncident avec une crise ministérielle. A la suite d'un incident imprévu provoqué le 14 mars, au cours d'un débat sur l'aviation, par la déclaration du ministre de la Guerre que, « même en Comité secret, il considérait en pleine responsabilité qu'il y avait des choses qu'on ne pouvait dire sans risques pour la défense nationale », le général Lyautey donne sa démission. Quoique la Chambre vote ensuite un ordre du jour de confiance au Cabinet, la situation de M. Briand, ébranlée depuis les affaires de Grèce et la crise du haut commandement, est gravement atteinte. Le président du Conseil essaie pendant plusieurs jours de reconstituer son Cabinet, échoue, et se retire. M. Poincaré confie à M. Alexandre Ribot la mission de former un nouveau ministère. M. Ribot y réussit, prend le portefeuille des Affaires étrangères, donne la Guerre à M. Paul Painlevé, garde l'amiral Lacaze à la Marine, et laisse l'Intérieur à M. Malvy qui, tout en sachant plaire à la majorité de la Chambre, indispose le Sénat et inquiète le public par une mauvaise tenue et des complaisances inexplicables à l'égard d'individus tarés, suspects d'accointances avec les gens qui préconisent à voix basse la paix séparée avec l'Allemagne et qu'on qualifie de défaitistes. Le 21 mars, Ribot fait approuver à l'unanimité de 440 votants une déclaration ministérielle contenant les passages suivants :

LE CABINET RIBOT.

« Après trente-deux mois, nous sommes entrés dans une période décisive de cette terrible guerre où nous avons été entraînés par une agression sans excuses, et que nous sommes résolus à mener avec la dernière vigueur jusqu'à la victoire, non, comme nos ennemis, dans un esprit de domination et de con-

quête, mais avec le ferme dessein de recouvrer les provinces qui nous ont été arrachées, d'obtenir les réparations et les garanties qui nous sont dues....

Ce qui fait notre force, c'est que nos alliances ne sont pas fondées uniquement sur des intérêts, mais qu'elles sont vivifiées par un idéal commun, par cet esprit de liberté et de fraternité que la Révolution française a eu l'immortel honneur de proposer au monde, et qui, en devenant partout en Europe une réalité, sera une des meilleures garanties de la paix entre les peuples qu'appelait récemment de ses vœux le Président de la grande République américaine, et une des conditions de l'organisation de la Société des nations. »

TELEGRAMME A VENIZÉLOS.

Peu après, Ribot compléta la déclaration ministérielle en télégraphiant à Venizélos l'expression de sa chaleureuse sympathie pour la cause au succès de laquelle l'homme d'État hellène avait consacré toute sa vie. Il marquait ainsi l'intention d'en finir avec le régime constantinien dès que seraient réglées des questions plus graves. En première ligne venait la question américaine.

V. — LA DÉCLARATION DE GUERRE DES ÉTATS-UNIS A L'ALLEMAGNE

A ce moment, le Président Wilson arrête sa décision et convoque le Congrès pour le 2 avril. Les Américains les plus pacifistes s'attendent à la guerre. On s'y attend aussi en Allemagne. Le 29 mars, au Reichstag, Bethmann-Hollweg dit que, s'il le faut, le peuple allemand saura supporter sans faiblesse la guerre avec les États-Unis. Il s'oppose en même temps à l'introduction de réformes intérieures avant la fin de la guerre, et, au Landtag de Prusse, patronne un projet de loi doublant la superficie des terres soumises au régime anachronique des fidéicommis. Le 30 mars, le gouvernement provisoire russe proclame l'indépendance de la Pologne unifiée, en laissant au peuple polonais le soin de choisir le régime politique à sa convenance, pourvu qu'il subsiste « une union militaire libre » avec la Russie; il déclare que l'Assemblée constituante russe aura mission « de donner son consentement aux modifications de territoire de l'État russe indispensables pour la formation de la Pologne libre avec toutes ses trois parties cruellement séparées ». Cet acte du gouvernement provisoire est salué avec enthousiasme dans tous les pays alliés et aux États-Unis.

INDÉPENDANCE DE LA POLOGNE.

MESSAGE WILSON DU 2 AVRIL.

Le 2 avril, Wilson lit au Congrès le message que le monde entier attend avec émotion. Il ne demande pas l'autorisation de prendre des mesures de guerre; il déclare la guerre à l'Allemagne. Rompant avec les hésitations et les atermoiements, il jette toutes

les forces des États-Unis dans la balance. Il dénonce l'Allemagne comme l'ennemie de l'humanité, et la proclamation du 31 janvier comme un défi à l'humanité. Conscient du « caractère grave et même tragique de sa démarche », il demande au Congrès de décréter que les États-Unis acceptent formellement la condition de belligérant qui leur est imposée, et qu'ils vont prendre des mesures immédiates, non seulement pour mettre le pays dans un parfait état de défense, mais pour utiliser toutes leurs ressources en vue d'amener le gouvernement impérial allemand à résipiscence et de terminer la guerre. En conséquence, il propose la coopération la plus complète possible avec les gouvernements en guerre avec l'Allemagne, l'ouverture de crédits et la fourniture de matériel de guerre à ces gouvernements, l'organisation de toutes les ressources du pays en vue de la guerre, la levée d'un premier contingent de 500 000 hommes et l'établissement du service militaire obligatoire. S'étant enfin décidé pour l'intervention, Wilson veut que ce soit le début d'une nouvelle ère dans le monde, l'ère démocratique.

L'ACCUEIL EN FRANCE.

Acclamé avec une sorte de délire par le Congrès, ce message provoque en Amérique et dans les pays alliés d'innombrables manifestations d'enthousiasme. En France, il renoue la chaîne des temps. Tout le monde y évoque les souvenirs de La Fayette, de Rochambeau et de la guerre pour l'indépendance des États-Unis, à laquelle la monarchie épuisée a sacrifié ses dernières ressources et ses dernières énergies. Paris pavoise. Au Parlement, Ribot et les présidents des deux Chambres interprètent en des discours vibrants la joie et la reconnaissance de tous les Français. Le Président de la République envoie à Wilson un télégramme émouvant. Toutefois, on remarque dans le message une lacune et l'embryon d'une doctrine féconde en erreurs. Wilson déclare la guerre à l'Allemagne seule, non à l'Autriche-Hongrie ni aux autres alliés de Guillaume II. En outre, il incrimine seulement le gouvernement allemand, non le peuple allemand, qui n'était pas « libre de ses destinées » en 1914. Il semble nourrir une foi absolue dans la vertu propre de la démocratie et dans l'honnêteté naturelle des peuples qui se gouvernent librement.

L'EFFET DANS LE MONDE.

Le Congrès s'empresse de voter la déclaration de guerre à l'Allemagne : le Sénat, le premier, par 82 voix contre 6; la Chambre des représentants, ensuite, par 373 voix contre 50. Sans perdre un instant, Wilson fait saisir les nombreux bateaux de commerce allemands internés dans les ports des États-Unis. Quelques jours après, Cuba fait de même, et le Brésil rompt ses relations diplomatiques avec l'Allemagne. L'un après l'autre, la plupart des États des deux Amériques, sauf l'Argentine et le Chili, vont suivre cet exemple.

L'EFFET EN ALLEMAGNE.

Malgré leurs rodomontades de janvier, Guillaume II et ses conseillers constatent que l'ébranlement donné par la guerre sous-marine à outrance dépasse leurs pires prévisions. Ils essaient de réagir. Guillaume II publie un rescrit où, contrairement aux déclarations publiques du chancelier à la fin de mars, il promet à son peuple, pour le récompenser de ses « exploits gigantesques, la libération de la vie entière de la politique allemande », la réforme électorale, le rajeunissement de la Chambre des Seigneurs prussienne, etc. Il invite le chancelier à préparer sans retard les projets de loi correspondant à ce programme. Mais le verbiage impérial ne persuade pas les masses. De grandes grèves éclatent à Berlin et dans plusieurs grands centres industriels. L'abrogation par le Conseil fédéral de la loi d'exception, votée en 1872 contre les jésuites, ne calme pas les esprits; elle marque seulement la peur des féodaux et le désir de réchauffer le dévouement des catholiques. On essaie de ranimer l'enthousiasme populaire en publiant des statistiques merveilleuses de torpillages sous-marins. Cependant, on touche à la fin du troisième mois de la guerre sous-marine sans restrictions, et l'Angleterre n'est ni à genoux, ni sur le point d'y tomber. Alors on concentre les efforts sur la Russie pour amener la chute du front oriental. On fait passer de Suisse en Russie les révolutionnaires les plus exaltés, notamment le bolchéviste Lénine, pontife du communisme, disciple du marxisme absolu. Le gouvernement allemand trouve en Suisse, près de certains socialistes comme MM. Grimm et Graber, et même près de deux conseillers fédéraux, MM. Hoffmann et Müller, de précieuses complaisances pour l'œuvre de désagrégation qu'il prépare. De son côté, le comte Czernin s'efforce d'atténuer les conséquences de l'intervention américaine. Il prescrit à tous ses agents le langage le plus conciliant, et fait dire aux Russes que l'Autriche-Hongrie n'a d'autres buts de guerre que la conclusion d'une paix honorable. L'empereur Charles lui-même noue une intrigue qui, restée inconnue du public pendant un an, menace de troubler les rapports des Alliés.

VI. — LES AMORÇAGES DE PAIX SÉPARÉE

LES VOYAGES DU PRINCE SIXTE.

Au mois de janvier, le prince Sixte de Bourbon-Parme, frère de l'impératrice Zita, était allé en Suisse près de sa mère, qui avait exprimé le vif désir de le revoir. N'ayant pu s'engager dans l'armée française, il servait dans l'armée belge. Avec l'autorisation du roi des Belges et au su du président de la République, il reçut

les confidences de la duchesse de Parme; l'empereur Charles voulait « s'entretenir avec lui de la paix », ou tout au moins lui communiquer ses vues par l'intermédiaire d'un envoyé de toute confiance. Le prince revint à Paris, fut reçu par M. Poincaré, et repartit pour la Suisse où, le 13 février, il communiqua au comte Erdœdy, homme de confiance de Charles Ier, ce qu'il savait des conditions de paix de la France. Après quelques pourparlers, coupés par un voyage du comte Erdœdy à Vienne, le prince Sixte revint à Paris, porteur d'une note du comte Czernin et d'observations de l'empereur sur plusieurs points de cette note. Le 5 mars, il se rendit à l'Élysée pour s'acquitter de sa mission. La note Czernin affirmait que l'alliance entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Turquie et la Bulgarie était absolument indissoluble, et qu'une paix séparée d'un de ces États était pour toujours exclue. Elle réclamait de la Serbie des garanties « aptes à empêcher à l'avenir des agissements comme ceux qui ont conduit au meurtre de Serajévo ». Elle revendiquait la Roumanie comme gage jusqu'à ce que la pleine intégrité de la monarchie austro-hongroise fût garantie. Elle indiquait comme but de guerre « la sécurité pour le libre développement de ladite monarchie ». Elle déclarait que, si l'Allemagne voulait renoncer à l'Alsace-Lorraine, l'Autriche-Hongrie n'y mettrait pas d'obstacle. Les *addenda* de l'empereur ne modifiaient en rien le fond de cette note; ils le confirmaient plutôt par ces mots : « Notre seul but est de maintenir la Monarchie dans ses frontières actuelles.... L'Allemagne ne mène comme nous qu'une guerre défensive. »

MM. Poincaré et Briand, mis au courant, estiment qu'il est impossible de négocier sur de pareilles bases, et font part de leurs vues au prince. Celui-ci retourne alors en Suisse, y retrouve Erdœdy, et, sur les instances de l'impératrice, se rend à Vienne. Le 23 mars il voit l'empereur, puis Czernin, au château de Laxenburg. Le souverain et son ministre se montrent également désireux de conclure la paix. Mais l'empereur se laisse aller à des récriminations, même à des menaces contre l'Allemagne, tandis que le ministre n'admet l'hypothèse de la rupture de l'alliance qu'au cas où l'Allemagne « voudrait rendre impossible pour l'Autriche la conclusion d'une paix raisonnable ». D'ailleurs, Charles Ier lui-même déclare à son beau-frère que la collaboration de Czernin lui est nécessaire, que l'Allemagne veut une paix de victoire, et que les conditions de paix avec l'Italie ne pourront être examinées qu'après que la France, l'Angleterre et la Russie « seront bien décidées à faire la paix avec l'Autriche ». Le 24, l'empereur remet au prince Sixte une lettre, écrite au crayon, où il lui expose, à l'intention de

LA LETTRE DE CHARLES Ier.

M. Poincaré, sa manière de voir sur la situation. Il commence par poser en principe que tous les peuples de son empire sont animés de la volonté commune de sauvegarder l'intégrité de la Monarchie. Puis, après des considérations sur les horreurs de la guerre et la belle tenue de la France, il se montre disposé à « appuyer par tous les moyens, et en usant de toute son influence personnelle auprès de ses alliés, les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ». Il stipule ensuite « comme condition primordiale et absolue » que la Serbie « supprime toute société ou groupement dont le but politique tend vers une désagrégation de la Monarchie ». Charles Ier ne montre pas cette lettre à Czernin. Le ministre doit se douter que l'empereur a remis à son beau-frère un écrit qui permet d'engager des pourparlers avec la France, mais il ne tient pas à connaître un document destiné à être transmis « secrètement et inofficiellement » à M. Poincaré. Il lui convient que le monarque, cédant à l'influence de la famille de l'impératrice, aille plus loin qu'il ne voudrait aller lui-même, afin de mieux induire la France et l'Angleterre en tentation. Personnellement, il est convaincu que l'Autriche-Hongrie ne peut se tirer d'affaire qu'en restant solidaire de l'Allemagne, et que le plus habile est de prendre de l'ascendant sur elle en demeurant en confiance avec Guillaume II et Bethmann-Hollweg. Charles Ier, au contraire, plus influençable et plus hésitant, préfère les moyens détournés. Tous deux sont d'accord au moins sur un point : pas de concessions à l'Italie.

Or, la France et l'Angleterre ne peuvent, sans trahison envers l'Italie, ni conclure de paix séparée, ni même, suivant l'expression du pacte du 4 septembre 1914, « discuter les termes de la paix », en dehors de leur alliée. Ribot le fait observer quand le prince Sixte vient, le 31 mars, remettre à M. Poincaré la lettre de l'empereur. Il est alors convenu que Lloyd George sera mis au courant, et que Ribot et Lloyd George pressentiront le gouvernement italien sur ses conditions de paix sans lui parler des ouvertures de Charles Ier. Tandis que s'ébauchent ces projets de nouvelles entrevues, l'empereur Charles et Czernin vont rendre visite à Guillaume II à Homburg. Ils essaient de le convaincre, lui et ses principaux conseillers, que la paix ne peut se conclure sans la cession de l'Alsace-Lorraine. Pour faciliter ce sacrifice, Charles Ier propose de renoncer à toute la Pologne, de céder la Galicie à la Pologne, et de laisser l'Allemagne s'adjoindre le nouvel État. Les Allemands restent irréductibles sur la question d'Alsace-Lorraine. L'empereur Charles et son ministre rentrent à Vienne très déprimés. Pourtant Czernin n'abandonne pas la partie. Il rédige un mémoire confidentiel

CHARLES Ier ET GUILLAUME II.

destiné à démontrer que l'Autriche-Hongrie ne peut plus continuer la guerre, que la paix doit être conclue le plus tôt possible, et que la condition nécessaire de la paix est la cession de l'Alsace-Lorraine. Le 12 avril, il remet son mémoire à Charles Ier, qui le fait porter le lendemain à Guillaume II par un de ses aides de camp. Il n'est donné aucune suite à cette communication.

LA CONFÉRENCE DE SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE.

Le 12 avril, Ribot rencontre à Folkestone Lloyd George, qu'il a prié à ce rendez-vous pour le mettre au courant des ouvertures de Charles Ier. Le Premier anglais les accueille avec joie, et l'on décide aussitôt de convoquer Boselli et Sonnino à Saint-Jean-de-Maurienne. La réunion convenue a lieu le 19 avril. Elle a plusieurs autres objets, notamment les affaires d'Asie Mineure et de Grèce. Le gouvernement italien se plaignait alors d'avoir été laissé de côté dans les négociations de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie relatives à la répartition des sphères d'influence dans l'empire Ottoman, et désirait qu'on lui fît sa part. Il avait été tenu à l'écart parce qu'on lui reprochait, à l'époque de ces négociations, de n'avoir pas déclaré la guerre à l'Allemagne comme il s'y était engagé en avril 1915. Mais, en avril 1917, les Cabinets de Paris et de Londres étaient prêts à reconnaître à l'Italie une zone d'influence en Asie Mineure. En arrivant à Saint-Jean-de-Maurienne, Lloyd George proposa tout de suite Smyrne aux ministres italiens, sans doute dans l'espoir que l'attribution de cette métropole maritime de la Méditerranée orientale les déterminerait à renoncer à Trieste, et que les négociations avec Vienne seraient facilitées. Cet espoir fut déçu. Quand Ribot exposa que les Alliés pourraient bientôt se trouver en face d'ouvertures de paix autrichiennes, et qu'il serait utile de savoir si l'Italie consentirait quelques concessions, Sonnino répondit nettement que les conditions d'avril 1915 étaient un minimum, et que toute concession provoquerait en Italie des mouvements qui mettraient le régime en péril. Le refus était catégorique. Ribot et Lloyd George purent seulement constater qu'une conversation avec l'Autriche « aurait à ce moment pour effet de relâcher le lien qui devait être de plus en plus étroit avec les Alliés ». Quant à l'affaire grecque, on ajourna une décision définitive à une date ultérieure.

Averti par Jules Cambon qu'aucune proposition de paix ne pourrait être envisagée sans que l'Autriche tînt compte des revendications de l'Italie, le prince Sixte retourne en Suisse le 25 avril et transmet à Erdœdy la réponse de Jules Cambon. Le comte se rend à Vienne et revient le 4 mai dire au prince qu'il n'y a plus lieu de s'inquiéter de l'Italie, car elle vient de proposer la paix à l'Autriche

moyennant la cession du Trentin de langue italienne. Il prétend également, en citant les paroles de son souverain, que, « déjà cinq fois, on a proposé la paix à l'Autriche depuis 1915, du côté russe notamment ». Il propose pour l'Italie une rectification de frontières sur l'Isonzo, sans Goritz. « Désireux d'en finir une bonne fois », le prince Sixte va de nouveau voir son beau-frère au château de Laxenburg. L'empereur consent « à faire les sacrifices nécessaires à l'Italie », mais à condition que ces sacrifices « ne portent que sur des territoires de langue et de sentiments italiens ». En outre, il réclame des compensations. Il ne veut ni de la Silésie, ni des colonies allemandes, dont il a été question dans les conversations de Paris, car « cela aurait un caractère odieux ». Le prince Sixte émet l'idée qu'une colonie italienne pourrait faire l'affaire. Czernin, mêlé à la conversation, « voudrait bien annexer toute la Roumanie ». Le lendemain, 9 mai, l'empereur Charles remet une seconde lettre au prince Sixte. En dehors de phrases banales de bonne volonté, ce document ne contient aucune proposition ni aucune base précise de négociation. Il se borne à répéter que l'Italie vient de demander la paix, « en réduisant ses demandes à la partie du Tyrol de langue italienne ». Par contre, le prince Sixte reçoit en même temps une note de Czernin qui pose les conditions suivantes : pas de cession de territoire sans compensation, intégrité de la Monarchie garantie par l'Entente; c'est seulement après que ces deux conditions auront été acceptées par l'Entente que l'Autriche-Hongrie pourra conclure une paix séparée. L'Entente doit donc se lier envers l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire trahir les alliés auxquels elle a promis les dépouilles de la Monarchie, avant d'obtenir de celle-ci des engagements positifs. Les accusations de défection portées contre la Russie et l'Italie afin de justifier cette trahison ne sont fondées sur rien [1]. D'ailleurs, Erdœdy avoue que les propositions attribuées à un émissaire italien sont ignorées de Sonnino.

SECOND VOYAGE DU PRINCE SIXTE A VIENNE.

ÉCHEC DES NEGOCIATIONS.

A son retour à Paris, le prince Sixte revoit MM. Poincaré et Ribot le 20 mai. Le prince s'efforce de prouver que la demande de paix italienne est sérieuse, et que, si Sonnino a été tenu à l'écart, c'est parce que les giolittiens sont en réalité les maîtres. Ribot se « refuse à croire que le roi et Cadorna aient pu s'engager ainsi en dehors de Sonnino ». Il insiste sur la nécessité de causer avec l'Italie, avec le roi personnellement. « Si nous ne pouvons causer avec l'Italie, dit-il, nous devons en rester là. » Il écrit en ce sens à Lloyd George, en lui rappelant aussi que la Serbie et la Roumanie

1. Elles ont été démenties plus tard de la façon la plus catégorique par MM. Sazonoff et Sonnino, et l'on n'a pu fournir aucune preuve du côté autrichien.

doivent être dédommagées. En conclusion, il propose une réunion du roi d'Angleterre et de M. Poincaré avec le roi d'Italie : la visite du front français serait le prétexte du voyage de Victor-Emmanuel III. Lloyd George accepte, mais Sonnino laisse tomber la négociation. Dans ces circonstances, Ribot ne cherche pas à la renouer. L'honneur et l'intérêt de la France s'opposent à ce qu'elle poursuive en dehors de ses alliés des pourparlers avec un gouvernement ennemi suspect. Si elle avait commis l'imprudence d'accepter les conditions préalables de Czernin, elle aurait en vain trahi ses alliés, puisque, dès le 12 avril, les efforts de Charles Ier et de son ministre pour obtenir la cession de l'Alsace-Lorraine avaient échoué. Par contre, Czernin aurait tenu en mains le moyen de prouver aux Tchèques, aux Slovaques, aux Croates, aux Slovènes et aux Roumains qu'ils luttaient à tort pour leur indépendance, puisque les Alliés les abandonnaient à leurs maîtres. Quant à la menace de rupture de Vienne avec Berlin, elle ne pouvait pas être sérieuse. Dans l'hypothèse invraisemblable où Charles Ier aurait voulu y donner suite, il n'aurait pas trouvé de ministres ni de généraux pour l'exécuter. Les troupes allemandes et magyares ne lui auraient pas obéi, et il serait resté seul avec quelques amis. Les velléités de l'empereur Charles, tout en attestant ses bonnes intentions, se heurtaient à des obstacles insurmontables.

LES POURPARLERS ARMAND-REVERTERA.

Les propos secrets qui s'échangèrent pendant l'été, à Fribourg, en Suisse, entre le comte Revertera pour l'Autriche et le comte Armand, officier français, pour le grand quartier général français, n'aboutirent qu'à mettre en relief l'inconsistance de diverses combinaisons élaborées avec légèreté. Il en fut de même de l'entrevue que le général Smuts, autorisé par Lloyd George, eut en Suisse avec le comte de Mensdorf, ancien ambassadeur de François-Joseph à Londres. Au cours de brèves conversations, Mensdorf dut avouer qu'il ne pouvait s'agir d'une paix séparée. Tous ces pourparlers ne mériteraient pas d'être mentionnés si leur révélation sensationnelle, l'année suivante, n'avait provoqué un gros incident. D'autres amorçages allaient succéder durant la période troublée qui suivit l'échec de l'offensive Nivelle du 16 avril, mais, avant qu'ils se développassent, l'affaire grecque entra dans une nouvelle phase.

CHAPITRE VII

LES CRISES GOUVERNEMENTALES

I. LA DÉCHÉANCE DU ROI CONSTANTIN. — II. LES CRISES MINISTÉRIELLES EN EUROPE. — III. LE DÉSARROI ALLEMAND ET LES VELLÉITÉS DE PAIX. — IV. LE CABINET PAINLEVÉ.

I. — LA DÉCHÉANCE DU ROI CONSTANTIN

DECISION DE RÉGLER L'AFFAIRE GRECQUE.

A la conférence de Saint-Jean-de-Maurienne, MM. Lloyd George et Sonnino avaient élevé des objections contre le projet de M. Ribot de régler l'affaire grecque par la manière forte. Le gouvernement britannique protestait contre les desseins politiques attribués au général Sarrail. Au lieu de renforcer le corps expéditionnaire de Salonique, il en retirait deux brigades de cavalerie au mois de mai, et annonçait l'intention de réduire encore ses effectifs. Sous l'influence des préoccupations causées par la guerre sous-marine, et dans la crainte de ne pouvoir ravitailler l'armée d'Orient, il suggérait de procéder à une évacuation totale. Dans une conférence qui se tint à Paris dans les premiers jours de mai, Ribot combattit énergiquement ce projet. Convaincu que l'évacuation de la Macédoine livrerait la Grèce et tous les Balkans aux Allemands, et laisserait à leur disposition des forces très considérables qui seraient employées sur le front français, il insista vigoureusement pour que les Alliés ne diminuassent pas leurs effectifs en Macédoine avant d'avoir débarrassé la Grèce du roi Constantin, dont il connaissait les intentions agressives. Lloyd George finit par consentir à ce qu'un haut-commissaire des trois puissances protectrices allât à Athènes même restaurer le régime constitutionnel, et que ce personnage fût un Français. Ribot proposa M. Jonnart, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien gouverneur général de l'Algérie, président de la Cie universelle du canal de Suez, qui avait

fait adopter par la Commission des affaires extérieures du Sénat un rapport concluant à la nomination d'un mandataire unique des trois puissances protectrices pour régler l'affaire grecque. Ce choix fut agréé à Londres. Le 28 mai, Ribot et Jonnart, accompagnés des ministres de la Guerre et de la Marine et du général Foch, allèrent à Londres arrêter les détails de l'opération projetée. On convint d'établir en Grèce un gouvernement dont les Alliés fussent sûrs et d'obliger le roi Constantin à quitter le pouvoir, tout en ne recourant à la force qu'à la dernière extrémité. Les Français marquèrent alors la nécessité de faire précéder la sommation des Alliés de mesures militaires qui affirmeraient la volonté de n'admettre aucun faux-fuyant. Jonnart exigea de pleins pouvoirs à ce sujet. On les lui accorda en principe, sans que le protocole de la conférence, rédigé à la hâte, fût nettement explicite.

LA MISSION JONNART.

Revenu à Paris le 30 mai, Jonnart fit diligence, et partit le 2 juin pour Brindisi, après avoir reçu du gouvernement l'autorisation de donner à l'amiral Gauchet, commandant les escadres alliées dans la Méditerranée, et au général Sarrail les ordres nécessaires pour que des bateaux et des troupes en nombre suffisant coopérassent à l'entreprise. Arrivé sur les lieux, il obtint de ces deux chefs l'indispensable. Ce fut près des diplomates de l'Entente qu'il rencontra le plus de résistance. Les ministres d'Angleterre, d'Italie et de Russie étaient ouvertement hostiles à l'expulsion du roi. Depuis la conférence de Saint-Jean-de-Maurienne, ils s'efforçaient de détourner le coup qui menaçait Constantin Ier. On avait parlé tout d'abord d'une abdication volontaire en faveur du diadoque. Mais la presse française avait fait observer qu'en raison des sentiments bien connus du prince Georges, la Grèce ne gagnerait rien au change. En outre, le 1er mai, le congrès des colonies helléniques à l'étranger, réuni à Paris, avait déclaré Constantin Ier et toute sa dynastie déchus du trône. Le roi avait sacrifié Lambros le 3 mai, et appelé Zaïmis à la présidence du Conseil. Mais les Dousmanis, Métaxas, Streit, Merkouris, etc. conservaient le pouvoir effectif. La dissimulation des armes et des munitions, le déguisement des gendarmes et des soldats et toutes les fraudes en usage sous le ministère précédent continuaient. La ligue des réservistes se reconstituait sous la direction d'un neveu de Gounaris, du nom de Sayas. Les venizélistes étaient de nouveau soumis aux vexations de la foule et à l'arbitraire des tribunaux. Les officiers du contrôle militaire étaient empêchés par la violence d'accomplir leur mission. *Le Scrip* accusait les Sénégalais du corps expéditionnaire de tuer et de manger les petits enfants. Le culte du roi tournait à l'idolâtrie.

LE TROISIÈME CABINET ZAIMIS.

LES RÉSISTANCES DIPLOMATIQUES. En arrivant le 5 juin à Kératsini, dans la rade de Salamine, Jonnart trouva une population exaltée, un gouvernement inerte, une Cour sur ses gardes et un corps diplomatique nerveux. Avant de faire connaître ses intentions, il se rendit à Salonique, et s'entendit avec Sarrail sur les mesures suivantes : occupation de la Thessalie et de Larisse ainsi que de l'isthme de Corinthe par les troupes alliées, embarquement de 10 000 hommes sur l'escadre accompagnant le haut-commissaire. Puis il se concerta avec Venizélos sur les modalités du changement de régime. Le 9 au soir, il revint à Salamine. De nouvelles difficultés l'y attendaient. Dans l'intervalle, les amis et parents du roi s'étaient mis en campagne, et les ministres d'Angleterre, d'Italie et de Russie avaient télégraphié à leurs gouvernements qu'il se préparait une grosse opération militaire. Ils prédisaient les pires catastrophes si Jonnart recourait à la force. Lloyd George avait demandé à Ribot le rappel immédiat de Sarrail et protesté contre le projet de débarquement de troupes au Pirée. Il revenait à l'idée favorite du Foreign Office de réconcilier Venizélos avec Constantin. Ribot avait réussi à persuader Lloyd George de ne pas insister provisoirement sur le rappel de Sarrail et à calmer ses appréhensions. Il informait en même temps Jonnart de ce qui se passait et s'en remettait à lui d'agir pour le mieux. Mais les trois ministres alliés, au lieu de faciliter la tâche du haut-commissaire, lui suscitaient des obstacles. Le prince Demidof lui déclarait que le gouvernement russe ne considérait pas le haut-commissaire comme son représentant en cette affaire. Le comte Bosdari s'écriait que les rues d'Athènes allaient se transformer en torrents de sang, et que les ressortissants des États alliés seraient massacrés. Sir Francis Elliot et son attaché militaire, le général Philipps, tenaient un langage analogue, et télégraphiaient à Londres que Jonnart outrepassait ses instructions.

EXPULSION DE CONSTANTIN. Jonnart ne se laissa point ébranler. Ayant reçu des instructions de la conférence de Londres, il considérait qu'il n'avait pas à déférer aux désirs exprimés isolément par tel ou tel Cabinet. Il convoqua Zaïmis à bord du *Bruix* dans le port du Pirée et se borna à lui remettre deux notes relatives au contrôle des récoltes en Thessalie et au renforcement des postes alliés dans l'isthme de Corinthe. Zaïmis, qui s'attendait à bien autre chose, calma la population par un communiqué officiel en revenant à terre. Le lendemain matin 30, il revint à bord du *Bruix*. Jonnart lui notifia que, les puissances protectrices ayant décidé de reconstituer l'unité du royaume sans porter atteinte aux institutions monarchiques constitutionnelles

garanties à la Grèce, le roi Constantin, qui avait manifestement violé la Constitution, devait abdiquer dans les vingt-quatre heures, et que son successeur devait être choisi à l'exclusion du diadoque. Zaïmis essaya de se dérober et d'obtenir des conditions transactionnelles. Le haut-commissaire ne concéda rien. Tout en affirmant les intentions généreuses et libérales des puissances protectrices, il signifia à Zaïmis que leur décision serait exécutée au besoin par la force, et que, si cette exécution rencontrait des résistances, il ne reculerait devant rien pour les briser. Un Conseil de la Couronne se tint à midi. Le roi, que les informations de Londres, de Pétrograd et de Rome avaient rassuré les jours précédents, fut déconcerté par la tournure que prenaient les événements. Il était trop tard pour organiser une résistance militaire sérieuse. Les troupes alliées étaient entrées en Thessalie, l'isthme de Corinthe était occupé par 4 000 soldats, et 10 000 autres se tenaient prêts à débarquer au Pirée. Constantin I[er] se soumit. Le 12, entre neuf et dix heures du matin, Zaïmis informa officiellement le haut-commissaire que « S. M. le roi, soucieux, comme toujours, du seul intérêt de la Grèce, avait décidé de quitter avec le prince royal le pays et désigné pour son successeur le prince Alexandre ».

Avènement d'Alexandre I[er].

Ce n'était pas une abdication : Constantin se réservait de remonter sur le trône après la victoire de son beau-frère Guillaume II. En quittant Athènes, le 13, avec sa famille pour aller s'embarquer à Oropos, il laissait un monarque intérimaire. Toutefois, Jonnart ne pouvait sans très grave imprudence aller au-devant de nouvelles difficultés avec les Alliés en exigeant davantage. L'essentiel était que Constantin partît, que toute la clique germanophile disparût et que la Grèce, rendue à elle-même, pût se ranger librement aux côtés des puissances protectrices. Le haut-commissaire atteignit ces résultats sans effusion de sang. Il leva le blocus, interdit les représailles, et lança une proclamation conviant le peuple hellène à l'apaisement. Puis, contrairement aux efforts de M. Zaïmis et à l'avis des diplomates qui préconisaient un ministère de transition, il appela Venizélos à Athènes pour que le chef du parti libéral formât lui-même le Cabinet. Les journaux constantiniens publièrent alors, sous forme de note, une information prétendant que le roi partait de son plein gré et que son éloignement n'était que momentané. Si tendancieuse qu'elle fût, cette version de l'expulsion du monarque eut du moins pour effet de prévenir des violences. Jonnart obligea ensuite Alexandre I[er] à revenir sur une première proclamation, où le jeune roi se vantait de vouloir suivre les traces glorieuses de son père. Alexandre I[er] dut adresser au président du Conseil une

lettre rectificative, où il promettait d'être le fidèle gardien de la charte constitutionnelle.

LE NOUVEAU CABINET VENIZÉLOS

Arrivé le 21 juin à Athènes et salué par les acclamations populaires, Venizélos constitua son ministère le 27; il prit la Guerre avec la présidence du Conseil, et donna les Affaires étrangères à M. Nicolas Politis. Le 28, il rompit les relations diplomatiques avec les empires Centraux. Le nouveau régime s'installa sans incidents notables. Les populations de Thessalie accueillirent en libérateurs les soldats de l'armée Sarrail. Les protagonistes de la clique germanophile se laissèrent embarquer pour la Corse. Après avoir été hué à Lugano, Constantin s'établit à Lucerne. Venizélos, tenant pour inexistante la Chambre-croupion, convoqua la Chambre élue le 13 juin 1915 et illégalement dissoute. Il s'employa de toute son énergie à mettre sur pied quelques divisions capables de tenir une place honorable dans l'armée de Macédoine, et devint le collaborateur dévoué de l'Entente, passionné aussi bien pour le triomphe de la cause commune que pour la grandeur de la Grèce. Après l'approbation de la Chambre (14 juin) et du Sénat (15 juin), Ribot s'était empressé de le féliciter « de l'ardeur généreuse et du courageux désintéressement, de la clairvoyance politique et de la modération » avec lesquels il avait accompli son œuvre patriotique. M. Jonnart partit d'Athènes après avoir déposé, le 5 juillet, une couronne sur la tombe des marins français assassinés le 14 décembre.

LA CAMPAGNE D'ORIENT.

Le 24 juillet, une conférence réunit à Paris vingt-huit délégués de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de la Serbie, de la Roumanie et de la Grèce, pour l'examen de la situation militaire dans les Balkans. Elle décida de maintenir les effectifs de l'armée d'Orient. Le gouvernement britannique restait pourtant hostile à ce maintien. Il s'obstinait dans l'intention de retirer ses contingents de Macédoine afin de renforcer son armée de Syrie et de Mésopotamie. Finalement, après de nouveaux pourparlers pendant le mois d'août, on convint entre Paris et Londres qu'il pourrait retirer une seconde division de Macédoine, mais qu'il ne procéderait à de nouvelles réductions qu'en cas d'événements imprévus, et avec l'assentiment préalable des Alliés. Au mois de décembre, le général Guillaumat remplaça Sarrail à la tête des armées alliées dans les Balkans et dressa le plan d'une offensive destinée à culbuter le front bulgare. Le rôle de la diplomatie était terminé en Grèce.

II. — LES CRISES MINISTÉRIELLES EN EUROPE

REMANIEMENT DU CABINET LVOF.

D'UN bout à l'autre de l'Europe, pendant le printemps et l'été de 1917, les gouvernements furent secoués par des crises violentes. Au mois de mai, le Cabinet Lvof subit un remaniement complet. Six ministres socialistes y entrèrent, et le Conseil des délégués ouvriers et soldats, qui siégeait depuis la Révolution vis-à-vis du gouvernement provisoire, y fut représenté par M. Skobelef, son vice-président. M. Goutchkof, qui ne pouvait supporter la tutelle de ce Conseil, fut remplacé à la Guerre par M. Kerensky. M. Milioukof, dont la politique nationaliste et les prétentions persistantes sur Constantinople irritaient les pacifistes, dut céder les Affaires étrangères à M. Terestchenko. Le général Kornilof, commandant militaire de Pétrograd, demanda un commandement au front. Quoique le général Alexeief restât commandant en chef, la désagrégation morale et matérielle de l'armée s'accentua rapidement. Le programme du nouveau Cabinet répudia tout projet de conquête et préconisa « la paix sans annexions ni indemnités ». Bien que M. Terestchenko prît soin d'expliquer que cette formule n'excluait pas le droit des Alsaciens-Lorrains « d'espérer la réalisation de leur idéal », elle éveilla de vives préoccupations en France. Le 22 mai, au Palais-Bourbon, M. Ribot dut affirmer avec énergie e droit de la France de réparer l'iniquité commise en 1871 et déclarer que la réincorporation de l'Alsace-Lorraine dans le territoire français ne pourrait pas être considérée comme une annexion. De son côté, M. Wilson, dans une note adressée à Pétrograd dans les premiers jours de juin, mit à nu le sophisme du rétablissement de la paix par le retour au *statu quo ante bellum*, et manifesta son dessein de détruire toutes lès dominations autocratiques.

DÉMISSION DE TISZA.

A la fin de mai, le comte Tisza, cédant à la pression de la Cour de Vienne et aux difficultés qui s'accumulaient en Hongrie, remit sa démission. M. de Lukacs et le comte Andrassy ayant échoué successivement dans la mission de former un nouveau Cabinet, le comte Maurice Esterhazy, ami personnel du monarque, finit par constituer tant bien que mal un gouvernement au milieu de juin, avec la réforme électorale pour programme.

LA CHAMBRE AUTRICHIENNE.

A Vienne, le 30 mai, la Chambre des députés élue en mai 1911 reprit ses séances interrompues depuis le 13 mars 1914. Ce n'était plus que l'ombre d'une représentation nationale. Les Tchèques et les Ukrainiens s'empressèrent de réclamer l'érection de la Tchéco-slovaquie et de l'Ukraine autrichienne en États séparés et la trans-

UKRAINIENS.

formation de la monarchie dualiste « en un État fédéré composé d'États nationaux libres et égaux en droit ». Les Yougoslaves demandèrent » la réunion de tous les territoires de la Monarchie habités par les Slovènes, les Croates et les Serbes en un État autonome, libéré de toute domination étrangère et reposant sur des bases démocratiques ». Le discours du trône promit en termes vagues et pompeux l'instauration d'un régime de demi-liberté et de demi-égalité. Le comte Clam-Martinitz ne réussit même pas à retenir les Polonais dans la majorité gouvernementale; indisposés par les procédés tortueux du ministère dans les affaires de Galicie, ils votèrent avec les Tchèques, l'*Unio Latina* et les Yougoslaves, et réunirent ainsi une majorité de 203 voix contre 185 membres du bloc allemand. Après quelques vaines tentatives pour reprendre son équilibre, Clam-Martinitz tomba définitivement à la fin de juin.

LE CABINET SEIDLER.

Il fut remplacé par M. de Seidler, chef de section à l'Agriculture, qui choisit ses collaborateurs parmi les hauts fonctionnaires. Le suprême effort du monarque pour consolider le vieil édifice des Habsbourg avait échoué.

L'ITALIE ET L'ALBANIE.

En Italie, dès la rentrée du Parlement le 20 juin, M. Boselli se trouva en mauvaise posture. La proclamation inopinée, le 3 juin, par le général Ferrero, commandant des troupes italiennes dans la région d'Argyrocastro, « de l'unité et de l'indépendance de toute l'Albanie sous l'égide et la protection du royaume d'Italie », avait ému les gouvernements alliés, qui n'avaient pas été consultés, et plusieurs membres du Cabinet, qui n'avaient pas été mis au courant. Un remaniement ministériel, devenu nécessaire, affaiblit la situation de Boselli. Sonnino dut atténuer le caractère de la proclamation Ferrero et promettre que les limites de l'Albanie seraient fixées lors de la conclusion de la paix générale.

LE TROUBLE ESPAGNOL

En Espagne, les Cabinets se succédaient sans pouvoir mettre fin à la profonde confusion développée dans l'opinion publique et l'armée par la prolongation imprévue de la conflagration mondiale. Au mois de juin. un cabinet Dato suspendit les libertés constitutionnelles rétablies par M. Garcia Prieto après la démission du ministère Romanones. Le roi Alphonse désirait vivement faciliter la conclusion de la paix et secondait discrètement les efforts en ce sens de l'empereur Charles, son parent, et du Saint-Siège; mais ces efforts, comme ceux de tous les autres intermédiaires animés du même esprit, rencontraient des obstacles qui se révélaient insurmontables dès qu'on prenait la peine de les mesurer.

III. — LE DÉSARROI ALLEMAND ET LES VELLÉITÉS DE PAIX

L'ENTÊTEMENT AUSTRO-ALLEMAND.

A la fin du printemps, l'état-major allemand ne comptait plus sur la guerre sous-marine pour acculer l'Angleterre à une capitulation. Il constatait que ses calculs du mois de janvier étaient déjoués par des éléments qu'il n'avait pas prévus. Toutefois, il estimait que les pertes éprouvées par la marine anglaise étaient assez fortes pour engager le gouvernement britannique à entrer en pourparlers de paix. Aussi ne décourageait-il point les Allemands, comme Mathias Erzberger, qui s'ingéniaient à préparer un terrain pour des négociations. Cependant, même à ce moment, qui fut en effet celui où le Cabinet de Londres ressentit le plus d'inquiétudes au sujet du ravitaillement, Ludendorff n'admettait pas l'idée d'une simple « paix blanche ». Il tenait à garder tout au moins la Belgique comme gage, et les plus modérés de son entourage exigeaient l'union douanière de ce royaume avec l'Allemagne. D'autre part, le Cabinet de Vienne refusait absolument la cession de Trieste, de Botzen et de Meran. Quant au Cabinet de Pest, fort de l'appui de tous les Maygars sur ce point, il déclarait qu'on n'arracherait que par la force à la Hongrie une partie quelconque du territoire hongrois. En outre, il s'opposait à ce qu'on mît en question sous une forme quelconque le régime intérieur hongrois et le statut des nationalités : « si l'on veut, disait-il, faire la paix sur le dos de la Hongrie, la Hongrie se séparera de l'Autriche ». Les socialistes autrichiens eux-mêmes, si férus de paix qu'ils fussent, suppliaient Czernin de ne pas conclure une paix séparée, qui précipiterait l'Autriche dans une guerre avec l'Allemagne. Dans ces circonstances, toute négociation sérieuse était exclue: il ne restait de place que pour les intrigues.

L'AFFAIRE GRIMM-HOFFMANN.

Il s'en ourdit de tous les côtés. Au milieu de juin, on s'aperçut que le député socialiste suisse Grimm négociait à Pétrograd, avec les encouragements du conseiller fédéral Hoffmann, chef du département politique à Berne, une paix séparée de l'Allemagne avec la Russie. Une dépêche de M. Hoffmann à M. Odier, ministre de Suisse à Pétrograd, tombée fortuitement en possession du journal suédois *Social-Demokraten*, découvrit ces tractations occultes. Grimm fut expulsé de Russie par les ministres socialistes Skobelef et Tseretelli. Quant à Hoffmann, qui avait déjà favorisé une intrigue analogue à Washington lors de la rupture des États-Unis avec l'Allemagne, il dut donner sa démission, malgré la tradition suisse d'après laquelle les conseillers fédéraux sont en fait inamovibles. Il fut remplacé

par M. Ador, et le Conseil fédéral institua une délégation de trois de ses membres chargée de contrôler la politique extérieure.

LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM.

La négociation Grimm se rattachait indirectement à une autre combinaison de plus vaste envergure : la réunion à Stockholm d'une conférence socialiste internationale destinée à mettre en présence les socialistes de tous les pays belligérants. Préparée dans des conciliabules secrets où M. Scheidemann, socialiste allemand dévoué à l'empereur, avait joué un rôle, elle avait été convoquée pour le 15 mai, puis pour le 10 juin, par M. Troelstra, Hollandais, et par M. Huysmans, Belge flamingant, sur le refus de M. Vandervelde, ministre d'État belge et président du bureau socialiste international. A la faible majorité de 13 voix contre 11, la Commission administrative permanente du parti socialiste français refusa tout d'abord l'invitation; mais, en réunion plénière, les socialistes français décidèrent d'aller à Stockholm afin de répondre à l'appel de leurs camarades russes. La question se posa pour le Cabinet Ribot de savoir s'il accorderait des passeports aux congressistes. Il se prononça pour la négative, en admettant toutefois que les délégués socialistes pourraient aller conférer à Pétrograd, même en passant par Stockholm, « lorsqu'ils ne courraient plus le risque d'y rencontrer, malgré eux, des Allemands ». Le 4 juin, après une séance publique et trois Comités secrets, la Chambre des députés vota, par 467 voix contre 52, un ordre du jour de confiance au gouvernement, où elle affirma de nouveau la volonté du peuple français de se voir restituer l'Alsace-Lorraine, d'obtenir la juste réparation des dommages et d'abattre le militarisme prussien. Le 7 juin, après une courte séance secrète, le Sénat vota à l'unanimité un ordre du jour aussi ferme. Comme des grèves, survenues dans des conditions suspectes avec la connivence d'étrangers louches, venaient d'éclater en divers endroits, le Sénat invita de plus le gouvernement à « prendre toutes les mesures d'ordre intérieur et extérieur nécessaires au salut de la nation ». Ces troubles passagers, qu'un peu d'énergie fit cesser, coïncidaient avec un scénario pacifique qui se montait à Berlin.

M. Erzberger fut le principal acteur de cette pièce. Recevant à la fois des confidences du chancelier, de l'état-major, de la Cour de Vienne et du Vatican, il s'agitait de tous côtés en faveur de la paix. Comme il était personnellement hostile, non seulement à la cession de l'Alsace-Lorraine, mais aussi à sa simple neutralisation, il ne pouvait espérer aboutir à des résultats sérieux. Néanmoins, devant le désarroi gouvernemental causé par les déceptions de la guerre sous-marine, il entreprit de provoquer au Reichstag une manifes-

tation qui calmât les ambitions des pangermanistes et ranimât le courage des populations en vue d'une quatrième campagne d'hiver qui paraissait dès lors inévitable. A cet effet, dans les premiers jours de juillet, il exposa devant la grande Commission du Reichstag que l'optimisme régnant depuis le mois de février était injustifié, que l'on ne pouvait plus fixer de date pour la fin d'une guerre victorieuse, qu'il convenait de recourir aux moyens politico-diplomatiques, et que le premier de ces moyens consistait à répudier tout projet d'annexion. Il fut fortement contredit par M. Helfferich et le ministre de la Guerre von Stein, qui prêchèrent la guerre jusqu'au bout. La question fut débattue dans un Conseil de Couronne, où le Kronprinz recommanda instamment d'engager des pourparlers de paix. Obéissant à des raisons de tactique, le chancelier, Hindenburg et Ludendorff hésitèrent sur l'attitude à prendre. Alors le bureau du Centre vota une résolution déclarant que, M. de Bethmann-Hollweg ayant dirigé les affaires de l'empire au moment où la guerre avait éclaté, son maintien à la chancellerie rendait plus difficile la conclusion de la paix. En conséquence, le 10 juillet, Bethmann-Hollweg offrit sa démission à l'empereur, qui la refusa parce qu'il ne voyait pas de personnage qualifié pour recueillir la succession. Guillaume II ne voulait pas reprendre le prince de Bülow, qui était le candidat du G. Q. G. Mais la situation du chancelier devint intenable. Le 2 juillet, au Conseil des ministres prussiens, cinq ministres donnèrent leur démission parce qu'ils ne jugeaient pas Bethmann-Hollweg capable d'exécuter la réforme électorale qu'il proposait au nom de l'empereur-roi. Le 12, le Kronprinz pressa M. Erzberger de « jeter dehors » le chancelier, et parla dans le même sens à plusieurs députés. Les nationaux-libéraux s'étant joints au Centre pour recommander la retraite de Bethmann-Hollweg, celui-ci remit de nouveau sa démission, en proposant pour son successeur le comte Hertling, président du Conseil de Bavière. Cette fois, l'empereur dut céder. Le comte Hertling ayant décliné la succession, Guillaume II nomma chancelier M. Georg Michaelis, ancien sous-secrétaire d'État et commissaire impérial à l'alimentation, qui inspirait confiance aux militaires. M. de Kühlmann, ambassadeur à Constantinople, remplaça M. Zimmermann aux Affaires étrangères.

CHUTE DE BETHMANN-HOLLWEG.

A peine M. Michaelis était-il entré en fonctions, qu'il constata un dissentiment entre le G. Q. G. et la majorité du Reichstag. Il lui fallut plusieurs jours pour établir un accord. Enfin, le 19, à une grande majorité, le Reichstag vota la résolution suivante, connue sous le nom de résolution de paix :

RÉSOLUTION DE PAIX DU REICHSTAG

« Le Reichstag déclare : Au seuil de la quatrième année de guerre, comme au 4 août 1914, la parole du discours du trône reste vraie pour le peuple allemand : Nous ne sommes point mus par le désir de conquêtes. C'est pour défendre sa liberté et son indépendance, son intégrité territoriale, que l'Allemagne a pris les armes. — Le Reichstag aspire à une paix d'entente et à une réconciliation durable des peuples. Des extensions territoriales par la violence, des mesures d'oppression politique, économique et financière sont inconciliables avec une telle paix. — Le Reichstag repousse tous les plans qui se proposent un blocus économique et l'inimitié entre les peuples. Il faut garantir la liberté des mers. Seule la paix économique assurera des rapports de tolérance et d'amitié entre les peuples. — Le Reichstag encouragera puissamment la création d'organisations juridiques internationales. — Toutefois, tant que les gouvernements ennemis n'adopteront pas une pareille paix, tant qu'ils menaceront l'Allemagne et ses alliés de conquêtes et de violences, le peuple allemand restera debout comme un seul homme ; il résistera inébranlablement, et combattra jusqu'au moment où le droit de vivre et de se développer lui sera garanti, ainsi qu'à ses alliés. — Uni dans cette pensée, le peuple allemand est invincible. Le Reichstag sait qu'il est sur ce point d'accord avec les hommes qui protègent héroïquement la patrie. La gratitude éternelle du peuple entier leur est assurée. »

M. Michaelis donna tout de suite la mesure de son esprit politique en répétant devant le Reichstag les mensonges de Bethmann-Hollweg sur les origines de la guerre, en réclamant des garanties pour la sécurité des frontières de l'empire, et en accusant le gouvernement français, devant cinquante journalistes réunis chez lui, d'avoir négocié au commencement de l'année avec la Russie des agrandissements de territoires sur le Rhin. Il faisait état d'informations rapportées de Russie par les députés socialistes français Moutet et Cachin, communiquées à la Chambre pendant les séances secrètes des 1er et 2 juin, et venues à la connaissance du chancelier. Ces informations elles-mêmes se rapportaient à un voyage de M. Doumergue et du général de Castelnau à Pétrograd, qui avait pour objet d'étudier la situation en Russie et de fixer ce que pourrait obtenir la France après la victoire en contre-partie des acquisitions du tsar dans l'empire Ottoman. Il avait été question des frontières de 1792 (Landau et la Sarre), et de l'autonomie de la Rhénanie. Le 31, M. Ribot rétablit en ces termes la vérité devant la Chambre.

NÉGOCIATION DOUMERGUE.

« M. Doumergue, à la suite de ses conversations avec le tsar, a demandé et obtenu de M. Briand l'autorisation de prendre acte de la promesse du tsar d'appuyer notre revendication de l'Alsace-Lorraine, qui nous a été arrachée par la violence, et de nous laisser libres de chercher des garanties contre une nouvelle agression, non pas en annexant à la France les territoires de la rive gauche du Rhin, mais en faisant au besoin de ces territoires un État autonome qui nous protégerait, ainsi que la Belgique, contre une invasion d'outre-Rhin. Nous n'avons jamais songé à faire ce qu'a fait, en 1871, M. de Bismarck. »

A la Chambre des Communes, M. Balfour se prononça en faveur de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France et déclara que la paix européenne ne serait pas assurée avant que l'Allemagne fût « rendue impuissante ou rendue libre ». Ainsi, en interprétant à sa manière le vote du Reichstag, Michaelis avait empiré la situation que les partis de la majorité s'étaient proposé d'améliorer. D'après les confidences de Guillaume II à Erzberger, on ne peut douter que le kaiser ait partagé la manière de voir de l'état-major sur la paix dite de conciliation. D'autre part, si anodine que fût cette prétendue déclaration de paix, et quoiqu'elle eût été concertée avec le gouvernement, elle provoqua chez les militaires une irritation croissante. Erzberger eut beau, à la fin de juillet, à la réunion du Comité central du Centre à Francfort, s'appuyer sur le rapport Czernin du 12 avril pour mettre en évidence la gravité de la situation, il n'en fut pas moins l'objet d'attaques passionnées de la part des pangermanistes. Par réaction contre le mouvement dont le Centre avait pris l'initiative, l'amiral de Tirpitz, secondé par Kapp, fonda le parti de la Patrie allemande, avec un programme ultra-chauvin. Le G. Q. G., qui avait recherché le concours d'Erzberger pour rassurer les masses découragées, se tourna contre lui dès qu'il s'aperçut de l'effet produit dans le camp pangermaniste par le vote du Reichstag. L'Allemagne était en pleine confusion. Le prince Rupprecht de Bavière caractérisait ainsi cet état dans une lettre adressée à la fin de juillet au comte Hertling :

L'ALSACE-LORRAINE.

« C'est le mammonisme qui nous précipite vers la ruine, le mammonisme qui, dès avant la guerre, s'est répandu sur toute l'Allemagne comme un poison, qui exploite aujourd'hui sans pudeur notre détresse en concentrant à Berlin les organes centraux grâce auxquels toute notre vie économique passe aux mains des magnats de la grande industrie et du commerce. Les classes moyennes, qui, naguère, étaient monarchistes, sont maintenant hostiles à la monarchie. L'empereur ne jouit déjà plus d'aucune considération, et le mécontentement va jusqu'à donner à penser à plusieurs que la dynastie des Hohenzollern ne survivra pas à la guerre. La crise par laquelle passe l'Allemagne a abouti à la victoire des dirigeants de l'armée sur le chancelier impérial, dont l'absence de décision dans toutes les affaires est fatale. »

LETTRE DE RUPPRECHT DE BAVIÈRE.

La prépotence des dirigeants de l'armée se donna carrière sous le nouveau chancelier comme sous l'ancien. Elle contrecarra dans le cours de l'été les tentatives du Saint-Siège pour faciliter l'ouverture de négociations de paix. En juin et en juillet, le nouveau nonce pontifical à Munich, Mgr. Pacelli, vint à Berlin s'informer des véritables buts de guerre allemands. A la suite de cette enquête, Benoit XV crut pouvoir adresser aux chefs d'État des pays belli-

L'APPEL DE BENOIT XV.

gérants un appel en faveur de la paix. Il suggérait comme base de négociations la substitution de l'arbitrage aux armements, des réparations réciproques, la restitution des territoires occupés, la communauté des mers, et quelques principes assez vagues pour qu'ils ne soulevassent pas d'objections irréductibles. Adressée à tous les belligérants, cette note avait pour principal objet de fournir à l'Allemagne et à l'Autriche l'occasion d'exposer des vues qui auraient dissipé le brouillard répandu sur leurs buts de guerre. Michaelis ne saisit pas l'occasion, quoique le gouvernement britannique eût prié le Saint-Siège de faire préciser les intentions de l'Allemagne sur la Belgique. Après de nombreux échanges de vues avec les chefs de partis et les dirigeants militaires, il répondit le 19 septembre seulement. Tout le document, rédigé en termes agressifs à l'égard des Alliés, s'inspirait des idées de l'état-major. Suivant la méthode de juillet-août 1914, de l'aveu même de la *Gazette de Cologne*, « la réponse allemande était conçue de telle manière et dans un tel esprit que, si la guerre se prolongeait, toute la responsabilité en retomberait sur l'Entente ». Quant à la Belgique, M. Michaelis disait seulement qu'il « ne lui était pas encore possible de faire une déclaration précise sur les intentions du gouvernement impérial ». Une note verbale de Kühlmann à Pacelli, complément confidentiel de la réponse de Guillaume II, aggravait la phrase sur la Belgique, en stipulant que celle-ci devait garantir l'Allemagne contre toute agression analogue à celle de 1914, conserver la séparation administrative entre les Flandres et la Wallonie, et laisser à l'Allemagne la faculté de développer librement ses entreprises économiques dans le royaume, surtout à Anvers. La réponse de Charles Ier fut un long gémissement. Celle du roi de Bavière revendiqua pour le peuple allemand « le droit de travailler à la solution de sa mission historique et civilisatrice ». En somme, la combinaison du Saint-Siège, de l'Autriche et du Centre allemand s'effondrait.

FAUX FUYANT DE GUILLAUME II.

IV. — LE CABINET PAINLEVÉ

CEPENDANT, si le gouvernement allemand s'obstinait, malgré les Cabinets de Vienne et les neutres disposés à s'entremettre, à réserver l'avenir même en ce qui touchait la Belgique, il n'épargnait rien pour faire croire en France qu'il avait les intentions les plus conciliantes. Il s'ingéniait à rejeter la responsabilité de la continuation de la guerre sur la France, et en particulier sur le président Poincaré. Il se servait à cet effet d'hommes tarés, Français ou de

MANŒUVRES GERMANIQUES EN FRANCE.

nationalité douteuse, dont plusieurs furent démasqués et arrêtés aux mois de juillet et d'août. Il comptait sur une succession de scandales, tels que la communication à l'Allemagne des procès-verbaux des Comités secrets, pour déprimer l'opinion française, déconsidérer les ministères français et porter au pouvoir à Paris des hommes prêts à prendre l'initiative de pourparlers de paix. Une fois le gouvernement français engagé dans cet engrenage, le moral des armées alliées s'affaisserait, et l'Allemagne parviendrait à faire prévaloir des prétentions, certes moins glorieuses qu'après une victoire, mais effectivement presque aussi onéreuses pour ses adversaires.

Ces calculs se découvraient facilement. Dénoncés par la presse française, ils provoquèrent une vive réaction contre leurs complices présumés résidant en France, et compromirent jusqu'au ministre de l'Intérieur. Attaqué avec véhémence au Sénat par M. Clemenceau, M. Malvy dut donner sa démission le 31 août. Comme le ministère avait dû déjà être remanié au commencement d'août à la suite du départ de l'amiral Lacaze et de M. Denys Cochin, M. Ribot crut devoir remettre la démission de tout le Cabinet le 7 septembre. Chargé d'en constituer un nouveau, il n'y parvint pas, en raison du refus de concours des socialistes, qui lui gardaient rancune de son attitude dans l'affaire des passeports pour Stockholm. Ce refus entraîna l'abstention de M. Painlevé, qui allégua ne pouvoir entrer dans un ministère où les socialistes ne figureraient pas. M. Painlevé reçut alors la mission de former le Cabinet. Il réussit dans cette tâche le 12 septembre. M. Ribot conserva les Affaires étrangères dans la nouvelle combinaison. Le 18 septembre, le Parlement reprit ses séances, et la Chambre fut aussitôt saisie d'une demande en autorisation de poursuites contre le député Turmel, soupçonné d'avoir reçu de l'argent d'un gouvernement étranger. La déclaration ministérielle, qui ne contenait rien de nouveau sur la politique générale, promettait que, dans les instructions ouvertes, comme dans celles qui pourraient s'ouvrir, la justice suivrait son cours sans hésitation, sans aucune considération de personnes.

DÉMISSION DE M. RIBOT.

LE CABINET PAINLEVÉ.

L'AFFAIRE LANCKEN-BRIAND.

Au cours même de la crise ministérielle, l'intrigue allemande s'accentua. M. de Lancken, commissaire civil du Reich à Bruxelles, précisa des suggestions que, dès le printemps, il avait fait transmettre à Briand par l'intermédiaire de personnalités belges, notamment le baron Coppée et son fils. Il assurait que Guillaume II était prêt à faire la paix, et à envoyer en Suisse un personnage qualifié pour s'entretenir avec l'ancien président du Conseil français. Briand prévint Ribot et lui écrivit une lettre où il indiquait les conditions dans lesquelles la conversation pourrait s'engager. Ribot déconseilla

fortement tous pourparlers de ce genre, qui seraient certainement exploités par l'Allemagne contre nous. Il fut confirmé dans cette manière de voir par nos ambassadeurs dans les pays alliés. En conséquence, Briand n'alla pas à Ouchy, où Lancken s'était rendu, et l'affaire tomba. Une tentative analogue près de M. Balfour, par l'entremise de l'ambassadeur d'Espagne, n'eut pas plus de succès. Balfour répondit que toute proposition de paix devait être adressée à tous les Alliés en même temps. Autrement, en effet, l'Allemagne n'aurait pas manqué d'exploiter près des Alliés tenus à l'écart les conversations des autres. Mais une légende se forma bientôt dans certains milieux politiques français, d'après laquelle Ribot aurait rejeté des pourparlers de paix qui permettaient d'espérer le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Or la restitution de l'Alsace-Lorraine ne figurait point parmi les suggestions de Lancken. Quelque malaise résulta dans le Parlement de la persistance de ces rumeurs.

L'INCIDENT LUXBOURG.

Dans le courant du mois de septembre, une autre manigance allemande fut révélée par le gouvernement américain. Le Cabinet de Washington s'aperçut que le comte de Luxbourg, ministre d'Allemagne à Buenos-Ayres, faisait passer des câblogrammes à Berlin par l'intermédiaire du ministre de Suède, qui les transmettait à Stockholm, d'où ils étaient réexpédiés à Berlin. Ces câblogrammes contenaient des indications détaillées sur la manière de couler les bateaux de commerce sans laisser de traces. Guillaume II adressa à M. de Luxbourg « ses plus chaleureux remerciements pour les services rendus au souverain et à la patrie ». Ces félicitations eurent leur répercussion aux États-Unis

LES INTERPELLATIONS DU 12 ET DU 16 OCTOBRE.

Devant l'échec de ces intrigues, Kühlmann crut habile d'essayer d'imputer publiquement aux Alliés la responsabilité de la continuation de la guerre. Le 9 octobre, au Reichstag, il prétendit que le seul obstacle à la paix était la revendication de l'Alsace-Lorraine par la France, et déclara que jamais l'intégrité du territoire de l'empire ne pourrait devenir l'objet d'une négociation. Le 12, comme M. Leygues interpellait à la Chambre sur le personnel et l'action diplomatiques, Ribot saisit cette occasion de dénoncer, en termes voilés, la manœuvre de l'Autriche qui voulait séparer la France de l'Italie, et les pièges tendus par l'Allemagne, « qui, hier encore, faisait murmurer à l'oreille d'un homme considérable » des suggestions perfides. Les mots « à l'oreille d'un homme considérable », ayant suscité de l'émotion au Palais-Bourbon, furent supprimés à l'*Officiel*. Le 16, le député socialiste Mayéras interpella sur la non-concordance des paroles prononcées à la tribune et du texte imprimé. La Chambre discuta l'interpellation dans une séance

secrète, qui fut agitée et se termina par le vote de l'ordre du jour pur et simple à une faible majorité. Les amis de Briand, mécontents de l'allusion du 12 octobre, votèrent avec les socialistes, toujours irrités du refus des passeports pour Stockholm. Le Cabinet se trouva par suite assez ébranlé pour que Painlevé songeât à se retirer. M. Poincaré n'accepta pas sa démission, mais Ribot et ses collègues donnèrent collectivement la leur, afin que le président du Conseil pût remanier son Cabinet en toute liberté. Le 28 octobre, Painlevé reconstitua son ministère en se contentant de remplacer Ribot par M. Barthou. Loin de consolider le gouvernement, cette substitution l'affaiblit. Le 25, après des discours de Painlevé et de Barthou, la majorité ministérielle, qui avait été de 362 voix le 12 et de 316 le 19, tomba à 288.

REMANIEMENT DU CABINET PAINLEVÉ.

A ce moment survint le désastre de l'armée italienne à Caporetto, au lendemain d'un vote où Boselli et Sonnino avaient été mis en minorité par 314 voix contre 96. Après une crise pénible, Orlando remplaça Boselli à la présidence du Conseil, tout en gardant Sonnino aux Affaires étrangères. Painlevé et Lloyd George allèrent presque aussitôt après à Rapallo conférer avec les ministres italiens sur la coordination des efforts militaires.

CAPORETTO. ET LE CABINET ORLANDO.

En Russie, le gouvernement provisoire sombrait. La République était proclamée le 15 septembre; M. Kerensky devenait premier ministre. Le 8 octobre, un « Préparlement » se réunissait, en attendant la réunion de la Constituante. Une tentative du général Kornilof pour réprimer à Pétrograd l'anarchie croissante échouait par suite de la défection de Kerensky au dernier moment. Dans les premiers jours de novembre, les maximalistes, bolcheviks et léninistes, poussèrent leurs avantages, renversèrent Kerensky, qui s'enfuit piteusement, et inaugurèrent la dictature communiste.

LA RÉPUBLIQUE RUSSE ET LA DICTATURE COMMUNISTE.

En Allemagne, des émeutes éclatèrent dans la marine, l'amiral de Capelle dut se retirer, et une crise de chancellerie s'ouvrit. Retardée par un voyage de Guillaume II dans les Balkans, la solution fut très pénible. Le Centre et les auteurs de la déclaration de paix voulaient se débarrasser du vice-chancelier Helfferich, dévoué aux militaristes, en même temps que de M. Michaelis. Guillaume II, M. Helfferich et le comte Hertling, désigné pour la chancellerie, résistèrent plus d'une semaine à cette extension de la crise. Toutefois, les partis de la majorité finirent par l'emporter. Michaelis dut, malgré lui, abandonner la présidence du ministère prussien en même temps que la chancellerie, et M. de Payer remplaça Helfferich. Nommé chancelier le 1er novembre, Hertling se trouva tout de suite jeté dans des difficultés qu'il ne sut pas surmonter. Il ne parvint, ni

CHUTE DE MICHAELIS.

HERTLING CHANCELIER.

à se dégager des influences militaires, ni à s'entendre avec le Reichstag, ni à diriger les négociations avec la Russie et la Roumanie.

La situation générale était des plus trouble lorsque, au retour des conférences de Rapallo. Painlevé se présenta devant le Parlement. Les procès engagés et les instructions ouvertes contre les « défaitistes » provoquaient des polémiques passionnées. Malvy était accusé par *l'Action Française* de haute trahison, et ce journal était l'objet d'une instruction pour complot. Un ancien attaché au Cabinet de Painlevé, M. Paix-Séailles, était inculpé de divulgation de documents touchant la défense nationale. Caillaux était compromis dans les affaires en cours : il venait s'expliquer chez le juge d'instruction sur ses relations avec l'aventurier Bolo Pacha accusé d'intelligences avec l'ennemi, et échangeait avec M. Clemenceau des lettres qui surexcitaient l'opinion. Le 13 novembre, à la Chambre, Painlevé lut une déclaration sur les résultats de la réunion de Rapallo : extension du front britannique, coopération économique franco-anglaise, renforcement du blocus, création d'un Conseil supérieur de guerre interallié. Il fut approuvé par 250 voix seulement contre 192. C'était encore un recul sur le vote du 25 septembre. Cette mince majorité se transforma quelques instants plus tard en minorité, quand le président du Conseil demanda le renvoi de la discussion des interpellations d'ordre intérieur après la conférence internationale convoquée au Quai d'Orsay pour la fin du mois. Par 277 voix contre 186, la Chambre vota contre le renvoi. A l'issue de la séance, Painlevé remit sa démission à M. Poincaré; son autorité parlementaire était épuisée.

CHUTE DU CABINET PAINLEVÉ.

L'opinion publique désignait M. Georges Clemenceau pour la présidence du Conseil. Le Sénat désirait ce choix. La Chambre était résignée à l'accepter, quoiqu'elle ressentît peu de sympathie pour le polémiste impitoyable qui critiquait avec âpreté les ministres et même le Président de la République dans son journal *l'Homme enchaîné*. M. Clemenceau incarnait alors aux yeux de tous la guerre « jusqu'au bout » et la volonté de réprimer toutes les défaillances, d'où qu'elles vinssent, en subordonnant tout à la recherche de la victoire finale. M. Poincaré pria donc Clemenceau, le 15 novembre, de constituer le nouveau Cabinet. Clemenceau accepta tout de suite et réussit dès le lendemain dans sa mission. Il prit la Guerre, confia les Affaires étrangères à M. Stephen Pichon, l'Intérieur à M. Pams, la Marine à M. Georges Leygues, l'Armement à M. Loucheur, les Finances à M. Klotz, les Transports à M. Claveille, le Blocus à M. Jonnart, et répartit les services de la Guerre entre cinq sous-secrétaires d'État.

CHAPITRE VIII

LE MINISTÈRE CLEMENCEAU ET LA PAIX[1]

I. LA RÉPRESSION DU DÉFAITISME ET LES BASES DE LA PAIX. — II. LES RÉVÉLATIONS DIPLOMATIQUES ET LA SOLIDARITÉ AUSTRO-ALLEMANDE. — III. LES LÉGIONS TCHÉCO-SLOVAQUE ET POLONAISE EN FRANCE; L'ITALIE ET LES YOUGOSLAVES. — IV. LE PROGRAMME DE PAIX ET LE DÉCOURAGEMENT AUSTRO-ALLEMAND. — V. LES ARMISTICES. — VI. LA CONFÉRENCE DE LA PAIX ET LE TRAITÉ DE VERSAILLES.

I. — LA RÉPRESSION DU DÉFAITISME ET LES BASES DE LA PAIX

LA GUERRE INTÉGRALE.

AVEC le ministère Clemenceau, tous les projets ou velléités de négociations cessent. Le nouveau président du Conseil est mû par « l'unique pensée de la guerre intégrale ». Dans sa déclaration du 20 novembre aux Chambres, il proclame sa volonté « de conduire la guerre avec un redoublement d'efforts en vue du meilleur rendement de toutes les énergies ». Il se dit résolu à châtier les crimes et les défaillances : « Plus de campagnes pacifistes, plus de menées allemandes. Ni trahison, ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre. » La Chambre approuve ce langage par 418 voix contre 65. Jusqu'à la fin, même dans les plus mauvais jours, Clemenceau reste inébranlablement fidèle à son programme. Le 24 novembre, la Chambre adopte des conclusions tendant au renvoi de M. Malvy devant la Haute Cour. Le 22 décembre, à la demande du gouvernement militaire de Paris, elle vote, à une très grande majorité, la levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Caillaux, accusé d'avoir « poursuivi dans la guerre actuelle la destruction de nos alliances en cours d'action militaire et ainsi secondé le progrès des armes de l'ennemi ». Le 14 février 1918, le conseil de guerre de la Seine condamne à mort l'aventurier dit Bolo Pacha, et son complice Porchère à trois ans de prison. Les défaitistes sont matés. A la Chambre,

POURSUITES CONTRE LES DÉFAITISTES.

1. Sources. — *La Paix*, par André Tardieu; *The Peace negociations*, par L. Lansing, *A l'ambassade à Washington*, par R. de Villeneuve-Traus.

quelques socialistes essaient de loin en loin d'exploiter des incidents contre le gouvernement. Mais Clemenceau oppose à toutes les attaques directes ou indirectes une résistance stoïque et une foi inaltérable dans le succès final. Il est récompensé de sa ténacité par la pleine confiance des Alliés.

DÉCLARATION DE WILSON AU CONGRÈS.

Le 4 décembre 1917, le président Wilson, en ouvrant le soixante-cinquième Congrès des États-Unis, dit que son but est de « gagner la guerre », et qu'il ne considérera la guerre comme gagnée que lorsque le peuple allemand se sera déclaré, par des représentants dûment accrédités, prêt à accepter un règlement fondé sur la justice et la réparation des torts que ses souverains ont commis. En même temps, il déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie, « vassale du gouvernement allemand ».

RÉPONSE DE CZERNIN.

Enorgueilli par Caporetto, Czernin riposte, devant les Délégations réunies pour la première fois depuis 1914, en célébrant l'étroite alliance avec l'Allemagne, et en se vantant de lutter pour la défense de l'Allemagne aussi bien que pour les frontières austro-hongroises : « Nous combattons pour l'Alsace-Lorraine comme l'Allemagne a combattu pour Lemberg et Trieste. Je ne fais pas de différence entre Trieste et Strasbourg. » Les positions sont nettement prises; il n'y a plus d'équivoque. Dès lors, les gouvernements de Vienne et de Berlin se préoccupent surtout de désarmer le front russe, et de porter toutes leurs forces sur le front occidental afin de le rompre avant que les contingents américains entrent en ligne.

L'ARMISTICE DE BREST-LITOVSK.

Le 15 décembre, ils signent à Brest-Litovsk un armistice avec les délégués du gouvernement communiste de Pétrograd, puis ils engagent avec eux des négociations pour la paix définitive. La Finlande, la Lithuanie et l'Ukraine proclament leur indépendance.

LES RESTRICTIONS ALIMENTAIRES.

L'hiver 1917-1918 est extrêmement dur pour les populations des pays belligérants. Partout les gouvernements imposent de sévères restrictions à la consommation des objets alimentaires et du combustible. Des grèves très importantes éclatent en Allemagne et en Autriche. Les hommes politiques s'efforcent de soutenir le moral populaire par des discours réconfortants. Mais aucun d'eux ne parle plus de paix de conciliation; tous disent que seule la victoire clora l'ère des souffrances et des sacrifices.

LES CONDITIONS DE PAIX DE LLOYD GEORGE.

Le 5 janvier, à Londres, Lloyd George affirme devant les délégués des Trade Unions que l'Angleterre appuiera « jusqu'à la mort » la démocratie française dans sa revendication de l'Alsace-Lorraine. Il ajoute, peut-être afin de prévenir des revendications plus étendues de la part de la France, que le peuple britannique ne se propose, ni de rompre l'unité des peuples germaniques, ni de démembrer leur pays. Il conclut en formulant les trois conditions de paix suivantes :

« 1° Le caractère sacré des traités doit être rétabli. — 2° Un règlement territorial doit être conclu qui soit fondé sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire sur le consentement des gouvernés. — 3° Il faut chercher à limiter, par l'institution d'un organisme international, le fardeau des armements, et à diminuer les probabilités de la guerre. »

Le lendemain, Clemenceau télégraphie à Lloyd George « ses plus cordiales félicitations ». Le 8 janvier, Wilson expose devant le Congrès « le programme de la paix du monde », rédigé en quatorze articles dont voici le résumé :

LES QUATORZE POINTS DE WILSON.

« 1° Conventions de paix publiques, excluant les ententes particulières entre les nations; diplomatie ouverte. — 2° Liberté de navigation sur mer en temps de guerre comme en temps de paix. — 3° Suppression, dans toute la mesure du possible, des barrières économiques, et égalité de traitement en matière commerciale pour toutes les nations associées pour le maintien de la paix. — 4° Garanties efficaces pour la réduction des armements. — 5° Règlement impartial de toutes les revendications coloniales en tenant compte des intérêts des populations. — 6° Évacuation du territoire russe, et règlement permettant à la Russie de fixer librement son propre développement politique et son organisation nationale. — 7° Évacuation et restauration de la Belgique, sans aucune atteinte à son indépendance. — 8° Évacuation totale du territoire français, restauration des régions envahies, réparation du tort fait à la France en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine. — 9° Rectification des frontières de l'Italie, « selon des lignes de démarcation clairement reconnaissables entre nationalités ». — 10° Faculté pour les peuples de l'Autriche-Hongrie de développer leur autonomie. — 11° Évacuation de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro; restauration des territoires occupés; accès à la mer pour la Serbie; garanties d'indépendance politique et économique de ces trois pays. — 12° Limitation de la souveraineté ottomane aux régions réellement turques; autonomie pour les autres nationalités; garanties de la liberté des Détroits. — 13° Création d'un État polonais composé de territoires habités par des populations indiscutablement polonaises; libre accès de la Pologne à la mer. — 14° Formation d'une association générale entre les nations pour assurer à tous les États, petits ou grands, des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale. »

Ces articles, célèbres sous le nom des Quatorze points, deviennent le sujet d'innombrables commentaires. Approuvés par les Cabinets alliés, et concordant en somme avec la déclaration britannique du 5 janvier, ils contiennent cependant des germes de futurs dissentiments, par exemple en ce qui touche la liberté des mers et la rectification des frontières italiennes. Aussi, lorsque M. Pichon consulte les Alliés sur l'opportunité de procéder à la rédaction d'un programme commun, ils répondent qu'il est préférable d'en rester aux déclarations séparées.

Dans les empires Centraux, le programme du 8 janvier stimule la volonté d'en finir le plus tôt possible en Orient. Au commencement de février, les troupes russes installées en Moldavie, cédant aux excitations combinées des maximalistes et des agents allemands, attaquent l'armée roumaine qu'elles avaient eu mission de soutenir en 1917. Elles sont repoussées. Mais, le 5, le maréchal Mackensen somme le gouvernement roumain réfugié à Jassy d'engager immédiatement des pourparlers de paix, sous peine de voir dénoncer le 10 février l'armistice conclu en janvier. M. Jean Bratiano quitte alors le pouvoir, que le roi Ferdinand confie au général Averesco, et les pourparlers commencent. Le 10, Trotzki cherche à échapper aux conditions léonines des plénipotentiaires austro-allemands en « déclarant la paix » à l'Austro-Allemagne et en faisant décréter la démobilisation générale. Mais l'Allemagne menace les Soviets de reprendre les hostilités le 18 s'ils ne capitulent pas, et ajoute de nouvelles conditions aux anciennes. Les Soviets se soumettent. Le 3 mars, ils signent à Brest-Litovsk un traité de paix qui confère aux empires Centraux le droit de disposer de territoires russes contenant près de 30 millions d'habitants.

LE TRAITÉ DE BREST LITOVSK.

Une action parallèle se poursuit en Roumanie. Le 5 mars, le sénateur Argetoiano signe au château de Buftea, près de Bucarest, des préliminaires de paix avec M. de Kühlmann, le comte Czernin, M. Montchilof et Talaat Pacha; la Roumanie est étranglée. Le Cabinet Averesco, démissionnaire, est remplacé par un Cabinet Alexandre Marghiloman. Le 7 mai, le traité définitif est signé à Bucarest : il livre à la Bulgarie la partie de la Dobroudja annexée en 1913, à l'Autriche-Hongrie toute la frontière stratégique des Carpathes, et aux quatre alliés germano-touraniens, pour qu'ils en disposent plus tard, le reste de la Dobroudja jusqu'au bras de Saint-Georges; en outre, il met la Roumanie en tutelle politique, économique et scolaire.

LE TRAITÉ DE BUCAREST.

II. — LES RÉVÉLATIONS DIPLOMATIQUES ET LA SOLIDARITÉ AUSTRO-ALLEMANDE

RÉVÉLATIONS PICHON, LICHNOWSKY, ET MUEHLON

CES événements sont accompagnés de déclarations sensationnelles. M. Pichon révèle que les instructions reçues le 31 juillet 1914 par M. de Schoen lui prescrivaient de réclamer la remise des forteresses de Toul et de Verdun si la France déclarait vouloir observer la neutralité. M. de Bethmann-Hollweg sort du silence de la retraite pour essayer de justifier ces instructions par

l'avis « des plus hautes autorités militaires allemandes ». Puis on divulgue des fragments d'un mémoire secret du prince Lichnowsky et des confidences de M. Muehlon, ancien sous-directeur des usines Krupp. Il en ressort à l'évidence que l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Londres a très exactement informé son gouvernement des intentions de l'Angleterre pendant la crise de 1914, et que le Cabinet de Berlin préparait la guerre dès le commencement de juillet.

POLÉMIQUE CZERNIN-CLEMENCEAU SUR LES NÉGOCIATIONS DE PAIX SÉPARÉE

Le 2 avril, Czernin provoque une polémique retentissante en affirmant, dans un discours aux représentants de la municipalité de Vienne, que Clemenceau, quelque temps avant le commencement de l'offensive sur le front occidental, lui a fait demander s'il était « prêt à entrer en négociations, et sur quelles bases ». Il proclame à ce propos la fidélité de l'Autriche à l'Allemagne et appelle sur les ennemis des empires Centraux « une vengeance terrible ». Clemenceau répond par ces simples mots : « Le comte Czernin a menti ». Czernin réplique en invoquant les pourparlers du comte Nicolas Revertera avec le comte Armand, en février 1918. Le 8, Clemenceau expose « la tentative d'amorçage pour une paix allemande » de Revertera, et signale « une autre tentative du même ordre par un personnage d'un rang fort au-dessus du sien ». Czernin riposte par l'allégation que Clemenceau a fait échouer cette dernière tentative en refusant d'entrer en négociations sur la base de la renonciation à la réannexion de l'Alsace-Lorraine ». Clemenceau révèle alors que « l'empereur Charles a, de sa main, consigné son adhésion aux justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ». A ce moment, Charles Ier lui même entre en scène ; dans un télégramme à Guillaume II, il qualifie de mensongère l'assertion de Clemenceau, et célèbre « la parfaite solidarité » entre les deux empires Centraux. Un communiqué officiel de Vienne accentue ce démenti. Le 12 avril, Clemenceau fait publier la lettre de Charles Ier au prince Sixte. Après des explications assez vives avec l'empereur et l'impératrice, Czernin déclare que la lettre de Charles Ier, toute privée et personnelle, est « falsifiée » dans le texte publié à Paris, et que l'empereur a écrit seulement : « J'aurais fait valoir toute mon influence personnelle en faveur des revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine si ces prétentions étaient justes; mais elles ne le sont pas ». Clemenceau rétablit la vérité et flétrit « les consciences pourries ». Le 15, une note du Ballplatz déclare en termes embarrassés l'incident clos.

Mais, si l'incident était clos entre la France et l'Autriche, il ne l'était pas entre l'Autriche et l'Allemagne. Charles Ier, qui n'a pas tenu Czernin au courant de tout, croit devoir protester dans un second télégramme à Guillaume II contre les « accusations » de Clemenceau :

« Nos canons à l'Ouest, dit-il, constituent notre réponse ultérieure ». Le 15, Czernin donne sa démission et est remplacé par le baron Burian. Le ministre et son souverain s'étaient pris eux-mêmes dans le réseau de leurs intrigues. Leurs tentatives maladroites pour ressaisir une certaine influence à Berlin aboutissaient au resserrement de la dépendance de l'Autriche. Charles Ier se trouvait contraint, au commencement de mai, d'aller au G. Q. G. allemand s'humilier devant Guillaume II « et lui donner de nouveaux gages de fidélité ». D'après le communiqué officiel publié le 12 mai, les deux souverains avaient décidé « de reconstruire et d'approfondir l'alliance actuelle ». Mais cette reconstruction ne relevait point le prestige des Habsbourg. A Pest, une longue crise ministérielle, qui se terminait péniblement par le maintien de M. Wekerlé au pouvoir, et des grèves de plus en plus graves agitaient la Hongrie. A Laybach, des manifestations tumultueuses s'organisaient contre les autorités, et des pétitions portant plus de 200 000 signatures réclamaient l'union yougoslave. A Vienne, M. de Seidler, débordé de tous côtés, offrait sa démission. A Prague, la garnison magyare envoyée pour contenir les Tchèques entrait en collision avec la population. L'érection des districts mixtes de Bohême en capitaineries allemandes portait au comble l'exaspération des Tchèques. Les mutineries des troupes tchèques, slovaques et slovènes, et les assassinats d'officiers allemands se multipliaient.

CRISES EN AUTRICHE-HONGRIE.

III. — LES LÉGIONS TCHÉCO-SLOVAQUE ET POLONAISE EN FRANCE; L'ITALIE ET LES YOUGO-SLAVES

LA QUESTION DES LÉGIONS SLAVES.

En France, on pensait depuis longtemps à utiliser les rébellions et les aspirations des Slaves d'Autriche-Hongrie pour constituer des légions combattantes avec ceux d'entre eux qui, prisonniers des puissances alliées, déserteurs ou réfugiés, demandaient à participer à l'œuvre de libération de leurs patries : la Bohême élargie en Tchécoslovaquie, la Yougoslavie serbo-croato-slovène, et la Pologne. Mais il n'en était pas de même en Italie, où le gouvernement n'était pas encore acquis à l'idée du démembrement de la monarchie habsbourgeoise. On montrait à Rome de l'énervement chaque fois qu'il était question dans un pays allié de reconnaître, sous n'importe quelle forme, les Comités ou Conseils institués à l'étranger par les Slaves austro-hongrois. On était moins inquiet, mais aussi prudent à Londres; le gouvernement et l'opinion britanniques conservaient des illusions sur la monarchie dualiste, et désiraient ne pas fermer les

voies à tout arrangement. Aussi, lorsque M. Nicolas Pachitch, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Serbie, signa le 20 juillet 1917, à Corfou, avec M. Ante Trumbitch, chef du parti national croate à la Diète de Dalmatie et président du Comité yougoslave, une déclaration proclamant l'unité du peuple yougoslave et la volonté de créer un royaume indépendant serbo-croato-slovène, les Cabinets alliés se tinrent-ils sur la réserve. Les représentants des trois branches du peuple yougoslave étaient unanimes à répudier « toute solution partielle du problème de la libération et de l'unification nationale » et à réclamer « l'union avec la Serbie et le Monténégro dans un État unique formant un tout indivisible ». Cette déclaration fut ensuite approuvée et confirmée dans de nombreuses manifestations patriotiques. A la tribune même de la Chambre des députés de Vienne, au cours des négociations de Brest-Litovsk, les députés yougoslaves affirmèrent que toute paix qui sanctionnerait le *statu quo* dans la monarchie « serait le commencement d'une lutte à la vie et à la mort des Slaves austro-hongrois ».

LA DÉCLARATION DE CORFOU.

Le 16 décembre 1917, le gouvernement français, passant outre aux objections, décréta l'organisation en France d'une armée tchéco-slovaque autonome « au moyen d'éléments tchéco-slovaques échappés à l'oppression de l'adversaire ». Vers le même temps, un mouvement commença de se former dans l'opinion italienne en faveur d'un rapprochement avec les Yougoslaves : des délégués bénévoles italiens, réunis à Londres aux représentants du Comité yougoslave, admirent que le traité de Londres du 26 avril 1915, conclu à un moment où la Russie convoitait Constantinople et les Dardanelles, et où l'Italie cherchait à se garantir contre l'expansion russe dans la Méditerranée, ne correspondait plus à la situation nouvelle. Le 4 mars, au Sénat italien, en réponse à un discours de M. Ruffini, M. Orlando reconnut l'utilité « d'écarter la douloureuse équivoque qui s'était formée entre les aspirations italiennes et les sentiments des Slaves du Sud ». Le 7 mars, M. Trumbitch échangea à Londres avec M. André Torre, délégué du *Comitato italiano per l'accordo tra i popoli soggetti all' Austria-Ungheria*, des lettres identiques constatant la nécessité de la collaboration de l'Italie et des nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie, et formulant sept principes applicables à cette collaboration. Ces principes furent précisés et proclamés dans un congrès que tinrent à Rome, du 8 au 10 avril, neuf membres du Comité yougoslave assistés de neuf membres du Parlement serbe, plusieurs sénateurs, députés et publicistes italiens, des membres du Conseil national tchéco-slovaque, des délégués roumains et polonais, en présence de quelques députés et publicistes français, ainsi que de

UNE ARMÉE TCHÉCO-SLOVAQUE EN FRANCE.

L'ITALIE ET LES YOUGOSLAVES.

LE CONGRÈS DE ROME.

publicistes anglais et américains. A l'unanimité, le Congrès de Rome décida « la lutte commune contre les oppresseurs communs jusqu'à ce que chacun des peuples assujettis eût atteint sa libération totale, son unité nationale complète et sa liberté ». Il spécifia que la Monarchie austro-hongroise était l'instrument de la domination germanique. Il prévit que les questions territoriales pendantes seraient réglées « sur la base du principe des nationalités et du droit des peuples à disposer de leurs propres destinées, de façon à ne pas porter préjudice aux intérêts vitaux des deux nations (italienne et yougoslave), qui seront définis au moment de la paix ». Le 11 avril, le président du Conseil italien, assisté du ministre Bissolati, reçut les délégués au Congrès et leur adressa une allocution chaleureuse. M. Trumbitch fut ensuite invité à visiter, avec une délégation de volontaires yougoslaves, le front italien. Quelques jours plus tard, il était acclamé au théâtre du Quirinal. Presque toute la presse italienne célébra les résultats obtenus. Le gouvernement français suivait ce mouvement avec une sympathie discrète, mais active.

MANIFESTATIONS ENTENTISTES EN BOHÊME.

Dès lors, les manifestations nationales et internationales se succèdent rapidement. Le gouvernement des États-Unis publie officiellement les résolutions du Congrès de Rome, les communique aux missions américaines à l'étranger et exprime directement ses sympathies pour les aspirations des Tchéco-Slovaques et des Yougoslaves. Le 13 avril, à Prague, les députés tchéco-slovaques et yougoslaves réunis jurent de libérer leurs peuples et de détruire le système impérialiste « couvert des malédictions de l'humanité ». Le 21 avril, le gouvernement italien signe avec le Conseil national tchéco-slovaque une convention militaire relative à la création d'une armée tchéco-slovaque en Italie. Le 16 mai, à Prague, 200 délégués yougoslaves, unis à des Polonais de Galicie, à des Italiens de Trente, à des Roumains de Transylvanie, acclament publiquement les puissances de l'Entente, chantent *la Marseillaise* et prêtent serment de donner leurs biens et leurs vies pour assurer à leurs nations l'unité d'État. Les emprisonnements et les relégations n'arrêtent point ce mouvement.

MANIFESTATIONS DES ALLIÉS EN FAVEUR DES SLAVES D'AUTRICHE-HONGRIE.

Le 3 juin, à l'issue d'une séance du Conseil supérieur de la guerre tenue à Versailles, les premiers ministres de France, de Grande-Bretagne et d'Italie publient une déclaration par laquelle ils affirment, en termes identiques à ceux de la déclaration américaine, leurs sympathies pour la cause des Tchéco-Slovaques et des Yougoslaves. Le 11 juin, à la Chambre des Communes, Lord Robert Cecil reconnaît le droit de ces deux peuples de fixer leur statut futur, et la précieuse assistance que leurs troupes prêtent à la cause des Alliés. Le 16 et le 26 juin, pendant et après la bataille de la Piave, M. Orlando

renouvelle, devant les membres du Comité yougoslave présents à Rome, ses déclarations du 11 avril, et manifeste sa résolution de « marcher jusqu'à la fin » dans cette nouvelle voie. Le 22 juin, sur le front français, le Président de la République remet solennellement aux régiments polonais formés en France les drapeaux qui leur sont offerts par les villes de Paris, de Nancy, de Belfort et de Verdun. Le 30 juin, il accomplit une cérémonie analogue pour la première unité de l'armée autonome tchéco-slovaque de France. Les discours qu'il prononce lors de ces deux cérémonies consacrent « les légitimes revendications » des peuples dont les soldats se battent à côté des nôtres. Une lettre du 29 juin de M. Pichon à M. Benes formule, au nom du gouvernement de la République, le vœu « que l'État tchéco-slovaque devienne bientôt, par les communs efforts de tous les Alliés, en union étroite avec la Pologne et l'État yougoslave, une barrière infranchissable aux agressions germaniques et un facteur de paix dans une Europe reconstituée suivant les principes de la justice et du droit des nationalités ». Tel resta le programme du gouvernement français, aussi ferme après l'offensive victorieuse de Foch que durant la période critique du printemps et de l'été.

REMISE DE DRAPEAUX POLONAIS ET TCHÉCO-SLOVAQUES PAR M. POINCARÉ.

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

IV. — LE PROGRAMME DE PAIX ET LE DÉCOURAGEMENT AUSTRO-ALLEMAND

DE son côté, le 4 juillet, à Mount Vernon, devant la tombe de Washington et le corps diplomatique, Wilson définit ainsi « les fins pour lesquelles combattent les peuples associés du monde » :

LE PROGRAMME AMÉRICAIN.

« 1° La destruction de tout pouvoir arbitraire, où qu'il se trouve, qui puisse à lui tout seul, secrètement et de sa propre initiative, troubler la paix du monde ; si ce pouvoir ne peut être présentement détruit, il doit être du moins réduit à une véritable impuissance.

2° Le règlement de toute question concernant, soit des territoires, soit un droit de souveraineté, soit des arrangements économiques, soit des relations politiques, sur la base de la libre acceptation de ce règlement par le peuple immédiatement intéressé, et non point selon les intérêts matériels ou le profit d'un autre peuple ou d'une nation quelconque qui pourrait souhaiter un règlement différent en vue de son influence dans le monde ou de sa propre hégémonie.

3° Le consentement de toutes les nations à se laisser guider dans leur conduite à l'égard les unes des autres par les mêmes principes d'honneur, de respect pour la loi commune, qui déjà régissent les rapports entre individus dans tous les États modernes.

4° L'établissement d'une organisation de paix telle qu'on ait la certitude que le pouvoir combiné des nations libres mettra obstacle à tout empiétement sur le droit, telle aussi que la paix et la justice soient pleinement sau-

vegardées par un véritable tribunal de l'opinion auquel tous devront se soumettre, et qui tranchera toute contestation internationale au sujet de laquelle les peuples directement intéressés ne pourraient se mettre d'accord amicalement. — Ces grands desseins s'expriment en une seule formule : nous voulons le règne de la loi, fondé sur le consentement des gouvernés et soutenu par l'opinion organisée de l'humanité. »

Le programme allemand était bien différent. Le 15 juin, trentième anniversaire de son règne, Guillaume II se vanta d'avoir, dès le début, mesuré la portée de la guerre.

BRAVADE DE GUILLAUME II.

« Le peuple allemand, dit-il, ne vit pas clairement, quand la guerre éclata, quelle signification elle aurait. Je le savais très exactement. Aussi la première explosion d'enthousiasme ne put pas m'aveugler, ni apporter de changement à mes projets et à mes calculs. Je savais très bien de quoi il s'agissait, car la participation de l'Angleterre signifiait la guerre mondiale. Il s'agissait non d'une campagne stratégique, mais d'une lutte entre deux conceptions du monde ; ou bien la conception prussienne, allemande, germanique, du droit, de la liberté, de l'honneur, de la morale doit continuer à être respectée, ou bien la conception anglaise doit triompher, c'est-à-dire que tout doit se ramener à l'adoration de l'argent et que les peuples de la terre devront travailler comme des esclaves pour la race de maîtres des Anglo-Saxons qui les tiendra sous le joug. Ces deux conceptions luttent l'une contre l'autre. Il faut absolument que l'une d'elles soit vaincue, et cela ne se fait pas en quelques jours, en quelques semaines, ni même en une année. Je le voyais très clairement. »

DÉCLARATIONS ET DÉMISSION DE KÜHLMANN.

Toutefois, M. de Kühlmann n'était pas partisan de cette lutte à outrance. Le 25 juin, au Reichstag, tout en célébrant les dernières opérations militaires et leur « conduite géniale », tout en marquant de larges buts de guerre et en refusant de s'engager à restituer la Belgique, il avoua qu'il était impossible d'envisager avec certitude le moment où la guerre serait finie et « qu'on ne pouvait guère attendre de décisions uniquement militaires, en dehors de toute négociation diplomatique, une conclusion absolue ». Cette modération relative déchaîna les colères de l'état-major et de la droite. Ludendorff affecta de traiter les questions extérieures sans en référer au ministre des Affaires étrangères. Le chancelier, qui faisait un long séjour au G. Q. G., n'osa pas couvrir Kühlmann, qui donna sa démission le 8 juillet. De plus en plus sous l'influence de l'état-major, Hertling refusa de donner au Vatican des assurances relatives à la Belgique, qui, déclara-t-il le 11 juillet à la Commission du Reichstag, devait rester un gage entre les mains de l'Allemagne. Il laissa nommer à la place de Kühlmann l'amiral de Hintze, alors ministre à Christiania, et connu pour le cynisme de ses moyens de propagande. Ces incidents provoquèrent autant de trouble à Vienne et à Pest qu'à Berlin.

DÉMISSION DE SEIDLER.

Le 22 juillet, devant l'impossibilité de gouverner, M. de Seidler se

retira définitivement. Il s'ouvrit alors en Autriche une crise qui confinait à l'anarchie.

DÉPRESSION EN ALLEMAGNE.

Cependant, le mois de juillet ne s'était pas écoulé que le ton changeait en Allemagne. Le 31 juillet, dans des proclamations au peuple allemand, à l'armée et à la flotte, à l'occasion de l'entrée dans la cinquième année de guerre, Guillaume II gémit sur l'obstination des ennemis à refuser de l'aider « à ramener la paix dans le monde bouleversé »; il ne parlait plus du triomphe de la conception prussienne germanique dans le monde; il demandait seulement que les ennemis reconnussent le droit de l'Allemagne à l'existence. A peine installé à la Wilhelmstrasse, l'amiral de Hintze confiait à des amis « que le grand obstacle à la paix était le manque de confiance de l'étranger dans la politique allemande, attendu qu'elle était foncièrement malhonnête ». Il protestait, dans une interview, de son désir d'accueillir des propositions de paix. Alors qu'au milieu de juillet Ludendorff lui avait affirmé sa certitude de battre définitivement l'ennemi au cours de l'offensive engagée, le même Ludendorff avouait, le 13 août, qu'il avait perdu cette certitude, et qu'on « ne pouvait plus espérer briser la volonté guerrière des ennemis par des actions militaires ». Il n'espérait plus que « paralyser cette volonté de guerre par une défensive stratégique ». Il pria M. Erzberger de préparer la formation d'un nouveau gouvernement, qui se déclarerait prêt à engager des négociations sur la base de larges concessions. A un conseil de Couronne tenu le 14 à Spa, Guillaume II exposa qu'il fallait « guetter le moment favorable pour se mettre d'accord avec les ennemis ». Toutefois, malgré Hintze et sur l'insistance de Hindenburg, on décida de ne pas commencer l'action diplomatique. En dépit des protestations de Charles Ier et de Burian venus le 14 à Spa, cette décision fut maintenue.

Tandis que les gouvernements alliés étroitement unis fêtaient l'*Independence Day* et le 14 juillet dans des cérémonies émouvantes, Vienne et Berlin se querellaient. Le gouvernement prussien s'épuisait en tentatives incohérentes et fallacieuses de réformes parlementaires. Le nouveau Cabinet autrichien présidé par M. Hussarek essayait vainement de mettre sur pied un système fédératif. Ferdinand de Bulgarie changeait en hâte de ministres. Talaat Pacha donnait des conseils à Berlin. La Hollande déclinait le rôle d'intermédiaire près des Alliés. Froissé par l'entêtement de l'Allemagne à garder la Belgique en gage, le Vatican se dérobait aussi. La publication des conventions germano-russes additionnelles au traité de Brest-Litovsk faisait dire à un ministre des Pays-Bas : « Les Allemands volent encore sur leur lit de mort ». Après avoir tenté de duper tout

le monde, les deux empires Centraux se trouvaient isolés, mécontents l'un de l'autre, en face d'adversaires de plus en plus actifs. Le 4 août, le gouvernement anglais reconnaissait officiellement les Tchéco-slovaques comme nation alliée, belligérante, faisant une guerre régulière à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne, et représentée par le Conseil national tchéco-slovaque. Le 2 septembre, le gouvernement des États-Unis reconnaissait également le Conseil national tchéco-slovaque comme gouvernement belligérant *de facto*, et se déclarait prêt à entrer en relations avec lui à l'effet de poursuivre la guerre contre l'ennemi commun. Le 9 septembre, le Japon publiait une déclaration analogue. Il n'en fut pas de même pour la reconnaissance du Comité yougoslave. M. Sonnino s'y opposait avec ténacité. En septembre, plusieurs Conseils des ministres se tinrent coup sur coup à Rome. Le bruit courut que M. Sonnino, en désaccord avec M. Orlando, était démissionnaire. Mais, le 25 septembre, une note officielle annonça qu'un accord transactionnel s'était établi dans les conditions suivantes :

LA RECONNAISSANCE DU CONSEIL NATIONAL TCHÉCO-SLOVAQUE.

DÉCLARATION ITALIENNE RELATIVE AUX YOUGOSLAVES.

« Conformément à la décision prise par le Conseil des ministres le 8 septembre, le gouvernement italien a informé les gouvernements alliés qu'il considère le mouvement des peuples yougoslaves pour la déclaration de leur indépendance et leur constitution en État libre comme étant en harmonie avec les principes pour lesquels les Alliés combattent, ainsi qu'avec les buts d'une paix juste et durable. Les gouvernements alliés ont répondu en prenant acte avec satisfaction de la déclaration faite par le gouvernement italien. »

Cette déclaration coïncidait à quelques jours près avec de grands événements. Sentant tout crouler autour de lui et las de voir Guillaume II esquiver indéfiniment les démarches nécessaires, Charles Ier fit publier le 14 septembre le texte d'une longue note qu'il adressait aux États neutres et au Saint-Siège pour proposer la réunion en pays neutre de délégués des États belligérants, « afin d'engager des conversations ayant un caractère confidentiel et non obligatoire, sur les principes fondamentaux d'une paix à conclure ». Ces délégués « auraient pour mandat de se communiquer réciproquement les vues de leurs gouvernements quant aux principes susdits, et de se renseigner mutuellement avec toute liberté et franchise sur tous les faits qui demanderaient à être précisés ». Cette note était un cri de détresse. Le 17, au Sénat, M. Clemenceau répondit à ces avances apeurées par un discours pathétique où il revendiqua le droit de pousser la victoire jusqu'au bout. Il termina par ce programme :

PROPOSITION AUTRICHIENNE DE NÉGOCIATIONS.

RÉPONSE DE CLEMENCEAU.

« Que veulent nos héros ? Que voulons-nous nous-mêmes ? Combattre, combattre victorieusement encore et toujours, jusqu'à l'heure où l'ennemi com-

prendra qu'il n'y a plus de transaction possible entre le crime et le droit. Nous serions indignes du grand destin qui nous est échu si nous pouvions sacrifier quelque peuple, petit ou grand, aux appétits, aux rages de domination implacable qui se cachent encore sous les derniers mensonges de la barbarie. J'entends dire que la paix ne peut être amenée par une décision militaire. Ce n'est pas ce que disait l'Allemand quand il a déchaîné dans la paix de l'Europe les horreurs de la guerre. Ce n'est pas ce qu'il annonçait hier encore quand ses orateurs, ses chefs se partageaient les peuples comme bétail enchaîné, annonçant chez nous et réalisant en Russie les démembrements qui devaient faire l'impuissance du monde sous la loi du fer.

La décision militaire, l'Allemagne l'a voulue et nous a condamnés à la poursuivre. Nos morts ont donné leur sang en témoignage de l'acceptation du plus grand défi aux lois de l'homme civilisé. Qu'il en soit donc comme l'Allemagne a voulu, comme l'Allemagne a fait. Nous ne chercherons que la paix, et nous voulons la faire juste, solide, pour que ceux à venir soient sauvés des abominations du passé. Allez donc, enfants de la patrie, allez achever de libérer les peuples des dernières fureurs de la force immonde! Allez à la victoire sans tache! Toute la France, toute l'humanité pensante sont avec vous. »

M. Balfour et M. Lansing opposèrent également un refus aux propositions viennoises. En accusant réception au ministre de Suisse à Paris de la communication de la note austro-hongroise, M. Pichon joignit à sa lettre, à titre de réponse à Vienne, un numéro du *Journal Officiel* contenant le discours de Clemenceau au Sénat. Des suggestions détournées de paix faites par l'Allemagne à la Belgique, par le canal de Berne, furent déclarées par le gouvernement belge « indignes de servir de base à une discussion sérieuse » : elles stipulaient la neutralité de la Belgique jusqu'à la fin de la guerre et des garanties pour le règlement de la question flamande. Or, au moment où ces ouvertures outrageantes étaient adressées à la Belgique, le front bulgare s'écroulait.

SUGGESTIONS DE PAIX A LA BELGIQUE

V. — LES ARMISTICES

COMMENCÉE le 15 septembre, l'attaque des lignes bulgares du Vetrenik, du Dobropolie et du Sokol par le corps expéditionnaire de Macédoine aboutissait, le 22, à la déroute des Bulgares. Alors commençait une poursuite acharnée exécutée par les Serbes avec une vigueur et une hardiesse merveilleuses. Refoulés en désordre malgré le secours des Allemands, les Bulgares sollicitèrent un armistice le 26. Le 29, l'armistice était signé à Salonique par le général Franchet d'Espérey et les délégués du tsar Ferdinand; il désarmait la Bulgarie, et ouvrait tous les Balkans aux troupes alliées.

ÉCROULEMENT DU FRONT BULGARE.

L'ARMISTICE DU 29 SEPTEMBRE.

LE DÉSARROI EN ALLEMAGNE.

Cette fois, l'Allemagne tout entière voit le gouffre ouvert devant elle. Ludendorff presse le ministre des Affaires étrangères de faire immédiatement des propositions de paix : « Les armées, dit-il, ne peuvent plus attendre quarante-huit heures ». Il insiste en même temps pour que le chancelier se retire sans retard et qu'un nouveau gouvernement soit formé. Le 30, Hertling et Hintze remettent leur démission, qui est aussitôt acceptée. Un désarroi complet règne au G. Q. G. et à Berlin. On ne sait plus où est l'autorité. Le prince Max de Bade est nommé chancelier, et M. Solf passe du ministère des Colonies à celui des Affaires étrangères. Mais c'est Ludendorff qui rédige la note que le nouveau gouvernement décide d'adresser au président Wilson pour demander un armistice. Quinze jours auparavant, il permettait à peine au chancelier d'adhérer en principe à la note de l'empereur Charles. Le 5 octobre, la dépêche expédiée de Berlin à Washington propose à Wilson de prendre en main la cause de la paix, d'en informer tous les États belligérants, et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations sur la base du programme exposé dans le message du 8 janvier 1918 et dans les déclarations ultérieures du Président : « Pour éviter que l'effusion du sang continue, le gouvernement allemand demande la conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer et dans les airs. » Le gouvernement austro-hongrois accomplit à Washington une démarche analogue. Le tsar Ferdinand abdique en faveur de son fils Boris. Au Reichsrat, le Cabinet Hussarek est accueilli par les cris de : « A bas l'Allemagne ! » Un gouvernement tchéco-slovaque provisoire, élu le 26 septembre et composé de Masaryk, président, Benes, ministre des Affaires étrangères, et Stefanik, ministre de la Guerre, est reconnu officiellement à Paris.

MAX DE BADE CHANCELIER.

LA DEMANDE D'ARMISTICE A WILSON.

ABDICATION DE FERDINAND DE BULGARIE.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE WASHINGTON ET BERLIN.

Le 8 octobre, Wilson réclame à Berlin des éclaircissements préalables sur la question de savoir si le chancelier parle « simplement au nom des autorités constituées de l'empire qui jusqu'ici ont conduit la guerre » ; en outre, il exige l'évacuation immédiate de tous les territoires envahis. Le 9, Ludendorff, après avoir conféré avec les principaux généraux, insiste sur la prompte conclusion de la paix et accepte la condition de l'évacuation. Le 12, le chancelier télégraphie en ce sens à Washington, et déclare qu'il parle au nom du gouvernement et du peuple allemands, avec l'assentiment de la grande majorité du Reichstag. Il annonce en même temps un prochain projet de loi tendant à reviser la Constitution impériale. Cependant, devant la Commission des affaires extérieures de la Délégation hongroise, le comte Burian parle comme s'il était le maître des événements : il se dit « étroitement uni avec les fidèles

alliés allemands et avec la Turquie », et parle des diverses parties de la Monarchie comme « d'un tout qui est appelé à agir à l'extérieur avec une unité puissante ». Le 14, Wilson précise à Berlin ses conditions : l'évacuation des territoires occupés sera effectuée conformément aux avis des conseillers militaires des gouvernements alliés et associés, de telle manière que le maintien de la supériorité militaire des armées alliées soit absolument garanti ; cessation de la guerre sous-marine et des actes de destruction ou d'inhumanité ; exécution du premier point du discours de Mount-Vernon relatif à la suppression de tout pouvoir arbitraire, « le pouvoir qui a gouverné jusqu'ici la nation allemande étant de la nature ci-dessus indiquée ». Le 17, Charles Ier-IV lance un manifeste sur la prochaine transformation de la Monarchie en un État confédéré. Mais, le 18, le président des États-Unis notifie à Vienne qu'il a déjà reconnu le gouvernement tchéco-slovaque ainsi que « la justice des aspirations nationales des Yougoslaves vers la liberté », et qu'en conséquence il ne peut plus s'agir pour ces peuples d'une simple autonomie. Burian disparaît ; il est remplacé par le comte Jules Andrassy, un des plus ardents champions de la Triplice, qui se croit de force à rétablir la situation diplomatique.

ANDRASSY REMPLACE BURIAN.

A Berlin, dans le même espoir, on se hâte de camoufler l'Empire en État constitutionnel. Le 16, des rescrits impériaux limitent les pouvoirs du commandement suprême de l'armée et de l'empereur. Le 18, un Alsacien est nommé statthalter du Reichsland, dont l'administration est renouvelée. Le 20, M. Solf répond à différents points de la deuxième note Wilson. Ludendorff cherche à échapper à l'étreinte. Le 22, au Reichstag, le prince Max de Bade s'efforce, dans un grand discours, de présenter au monde une Allemagne loyale, pacifique et modérée. Le 23, Wilson jette à bas l'échafaudage diplomatique germanique : il exige un armistice qui rende impossible un renouvellement d'hostilités de la part de l'Allemagne ; puis il affirme « que les nations du monde ne se fient pas et ne peuvent pas se fier à la parole de ceux qui ont été jusqu'à présent les maîtres de la politique allemande » ; en conséquence, il veut, ou traiter avec d'autres hommes, « investis d'une autorité sincèrement constitutionnelle », ou la capitulation pure et simple de l'Allemagne. Hindenburg et Ludendorff, acculés, ne se résignent pas à céder. Ludendorff donne sa démission. Le Conseil des ministres discute la question de l'abdication de l'empereur. Le 27, M. Solf tente une dernière fois de se dérober : il télégraphie à Washington que le gouvernement au pouvoir « a entre les mains l'autorité effective et constitutionnelle pour prendre une décision », et qu'il attend les

CAMOUFLAGE CONSTITUTIONNEL EN ALLEMAGNE.

REPLIQUE DE WILSON.

DÉMISSION DE LUDENDORFF.

conditions de l'armistice. Le même jour, à deux reprises, Andrassy notifie aux États-Unis que l'Autriche-Hongrie accepte toutes les conditions de Wilson, et qu'elle est prête, « sans attendre le résultat d'autres négociations », à négocier la paix ainsi qu'un armistice sur tous les fronts.

L'ARMISTICE TURC.

Il n'était plus temps pour l'Autriche-Hongrie de recourir au président Wilson. Dans la nuit du 30 au 31, les plénipotentiaires ottomans signent à Moudros, avec le vice-amiral anglais Calthorpe, un armistice qui entre en vigueur le 31 à midi, et qui met la Turquie hors d'état de reprendre les hostilités. Quoique l'amiral Calthorpe se dise en la circonstance le représentant des Alliés et que les gouvernements alliés ratifient ensuite ses actes, il n'agit pas d'accord avec eux, et néglige d'imposer sur terre un désarmement effectif suffisant. Mais ces omissions, qui auront plus tard de fâcheuses conséquences pour le règlement des affaires orientales, n'atténuent pas l'effet immédiat de la capitulation turque. Le 3 novembre, les armées austro-hongroises, battues à Vittorio-Veneto, se trouvant en déroute complète, les délégués militaires de l'empereur Charles sont obligés de signer avec le général Diaz, commandant les forces italiennes, une capitulation sans réserves. Les peuples de la Monarchie s'organisent eux-mêmes. Charles Ier-IV se réfugie quelques jours après en Suisse, en déclarant « renoncer à conduire les affaires de l'État ». Il n'y a plus d'Autriche-Hongrie.

EFFONDREMENT DE L'AUTRICHE-HONGRIE.

Tandis que s'effondrent les empires des Habsbourg et des sultans, la Conférence interalliée, réunie à Paris, délibère sur les conditions à imposer à l'Allemagne. Après une longue et vive discussion relative aux réparations de dommages et à la liberté des mers, un accord s'établit. En conséquence, le 5 novembre, Lansing envoie à Berlin une dernière note posant les conditions suivantes :

LA DERNIÈRE NOTE AMÉRICAINE.

« Les gouvernements alliés ont examiné avec soin la correspondance échangée entre le Président des États-Unis et le gouvernement allemand. Sous réserve des observations qui suivent, ils se déclarent disposés à conclure la paix avec le gouvernement allemand aux conditions posées dans l'adresse du Président au Congrès, le 8 janvier 1918, et selon les principes énoncés dans ses déclarations ultérieures.

Ils doivent toutefois faire remarquer que l'article 2, relatif à ce que l'on appelle couramment la liberté des mers, se prête à diverses interprétations, dont certaines sont telles qu'ils ne pourraient pas les accepter. Ils doivent, en conséquence, se réserver une liberté d'action sur cette question, quand ils viendront siéger à la Conférence de la paix.

D'autre part, lorsqu'il a formulé les conditions de paix dans son adresse au Congrès du 8 janvier dernier, le Président a déclaré que les territoires envahis doivent être, non seulement évacués et libérés, mais restaurés. Les

Alliés pensent qu'il ne faudrait laisser subsister aucun doute sur ce qu'implique cette stipulation. Ils comprennent par là que l'Allemagne devra compenser tous les dommages subis par les populations civiles des nations alliées et par leurs propriétés, du fait des forces armées de l'Allemagne, soit sur terre, soit sur mer, soit en conséquence d'opérations aériennes.

Je suis chargé par le Président de dire qu'il est en accord avec l'interprétation énoncée dans le dernier paragraphe du mémorandum ci-dessus. »

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE.

Quand cette dépêche arrive à Berlin, les marins sont en révolte à Kiel, les socialistes s'agitent partout, et de grandes villes comme Hambourg, Hanovre, Schwerin, sont en proie à des troubles graves. L'état-major, où le général Gröner a remplacé Ludendorff, s'avoue impuissant à conjurer un désastre. Il insiste pour la conclusion de l'armistice. Le gouvernement se décide à céder ; il charge Erzberger, en qualité de ministre délégué du Cabinet de guerre, d'aller négocier avec le maréchal Foch, et lui donne pour instructions de conclure à tout prix l'armistice. Guillaume II abdique et s'enfuit en Hollande avec le Kronprinz. Le 9 novembre, le prince Max de Bade se retire ; un gouvernement provisoire est constitué par les socialistes sous la présidence du député Fritz Ebert. Erzberger reçoit dans la forêt de Compiègne un radiotélégramme du G. Q. G. se terminant ainsi : « Si vous n'arrivez pas à obtenir ces points (atténuations désirées sur un certain nombre de conditions de Foch) il faudrait tout de même conclure ». En conséquence, le 11 novembre, il signe tout.

L'ARMISTICE DU 11 NOVEMBRE.

VI. — LA CONFÉRENCE DE LA PAIX ET LE TRAITÉ DE VERSAILLES

L'ARMISTICE ET LA QUESTION DES PRÉLIMINAIRES DE PAIX.

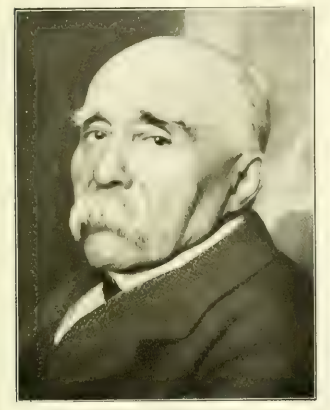
LES conditions de l'armistice avaient été délibérées, d'abord à Senlis entre les délégués militaires alliés, puis à Paris et à Versailles entre les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères des puissances alliées et associées, le colonel House représentant le président Wilson. Les délégués militaires avaient été priés de s'inspirer exclusivement de considérations militaires. Quoique certains, comme le général américain H. Bliss, eussent préféré des conditions moins détaillées et plus dures — d'intention, sinon de fait —, le Conseil suprême avait adopté d'un commun accord le texte présenté plus tard par Foch à Erzberger. Wilson avait accepté, sans proposer ni suggérer la moindre atténuation. L'armistice du 11 novembre contenait toutes les conditions que les militaires, après mûres réflexions et en dehors de toute intervention politique, jugeaient utiles. Mais ce n'était qu'un armistice, renouvelable avec des modifications de détail, et ne comportant aucune

clause politique. Seuls des préliminaires de paix pouvaient fixer des conditions politiques donnant aux Alliés les garanties essentielles pour la reconstitution de l'Europe, en attendant que fût signé un traité de paix définitif réglant toutes les questions soulevées au cours de la guerre mondiale. Ces questions étaient si nombreuses et de telle importance qu'on ne pouvait espérer les résoudre d'un commun accord avant plusieurs mois. Préparés dès la fin de novembre, les préliminaires auraient pu être négociés aussitôt après l'arrivée en France du président Wilson (13 décembre) et conclus à la fin de décembre ou au commencement de janvier. Cependant, pour des raisons restées obscures, aucun des Alliés ne prépara ni ne proposa des préliminaires de paix. La fin de novembre, le mois de décembre et la première quinzaine de janvier se passèrent en France en réjouissances patriotiques et en réceptions de souverains. En Angleterre, Lloyd George procéda à des élections générales. Wilson fit des voyages officiels en Angleterre et en Italie. Trois fois l'armistice dut être renouvelé, la dernière fois avec prolongation automatique « jusqu'à la conclusion des préliminaires de paix ». Ceux-ci n'ayant jamais été conclus, le régime d'armistice dura jusqu'à la signature de la paix.

LA CONFÉRENCE DE LA PAIX.

La Conférence de la paix, présidée par Clemenceau, s'ouvrit enfin solennellement le 18 janvier 1919 à Paris, au palais du quai d'Orsay. Les autres plénipotentiaires français étaient MM. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères; Klotz, ministre des Finances; André Tardieu, haut-commissaire délégué aux affaires franco-américaines, et Jules Cambon, ancien ambassadeur à Berlin. Composée des représentants des 27 puissances alliées, sans la participation des quatre puissances ennemies, elle se rétrécit d'abord en un Conseil des Dix (les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères des cinq puissances qualifiées de principales : États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon), puis en un Conseil des quatre (les chefs de gouvernement des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie) ou en un Conseil des Cinq (les mêmes plus le 1er plénipotentiaire du Japon), assisté du Conseil des cinq ministres des Affaires étrangères des mêmes puissances. Ces Conseils siégeaient quotidiennement, soit au ministère de la Guerre, soit à la résidence du président Wilson. En fait, les Quatre réglèrent entre eux presque toutes les questions. La Conférence ne se réunit en séance plénière que pour enregistrer les décisions déjà prises. Les procès-verbaux des délibérations des Quatre, des Cinq et des Dix n'ont pas été publiés. On ne connaît que par des indiscrétions fragmentaires ce qui s'est passé. L'historien

LE TRAITÉ DE VERSAILLES







Cl. Manuel

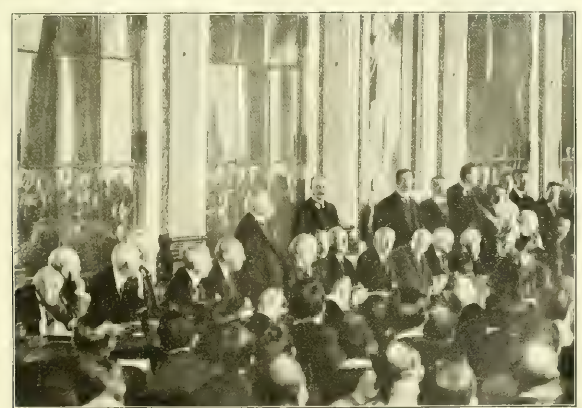
G. CLEMENCEAU

Président du Conseil, Ministre de la Guerre, « a bien mérité de la Patrie » (17 nov. 1918).

Cl. Illustration

LLOYD GEORGE

« Premier » du Gouvernement anglais, réalisa la création d'une armée nationale.



SIGNATURE DU TRAITÉ DE PAIX AVEC L'ALLEMAGNE DANS LA GALERIE DES GLACES A VERSAILLES LE 28 JUIN 1919

Debout, une main sur la table, Clemenceau qui préside la séance ; à sa gauche, Lloyd George ; à sa droite, Wilson. Ici et là des plénipotentiaires alliés, des généraux, des invités, des journalistes.

doit donc se borner provisoirement à enregistrer les faits établis.

LES SATISFACTIONS DE LA FRANCE.

Tous les plénipotentiaires étaient d'accord pour donner à la France les satisfactions essentielles qu'elle attendait de la victoire : la réannexion pure et simple de l'Alsace-Lorraine dans les limites de 1871, la destruction de la force armée allemande, des garanties militaires pour le maintien de la paix, des réparations pour les dommages subis. L'Alsace-Lorraine fut réoccupée au milieu des ovations des populations et aux applaudissements des représentants des puissances alliées. Des clauses détaillées stipulèrent à l'égard de l'Allemagne la destruction du matériel de guerre, le désarmement et la démobilisation, la suppression du service militaire obligatoire, la réduction des effectifs à un chiffre maximum de 100 000 hommes y compris 4 000 officiers, la limitation des fabrications de guerre, le désarmement et le démantèlement de tous les ouvrages fortifiés à l'ouest d'une ligne tracée à cinquante kilomètres à l'est du Rhin, la réduction des forces navales à une flotte de 36 bâtiments, la livraison de tous les sous-marins aux Alliés, l'interdiction de construire ou d'acquérir des sous-marins et des bâtiments de guerre autres que ceux destinés à remplacer les unités prévues par le traité, l'interdiction de toute aviation militaire et navale, l'institution de Commissions interalliées de contrôle, etc.

LA FRONTIÈRE DE 1814 ET LA RIVE GAUCHE DU RHIN.

Les contestations commencèrent à propos des frontières de l'Alsace-Lorraine et de la rive gauche du Rhin. Clemenceau réclamait la frontière de 1814, c'est-à-dire Landau et Sarrelouis arrachés à la France par les traités de 1815 après les Cent-Jours et Waterloo. Peu sensibles aux arguments historiques, Lloyd George et Wilson refusèrent, parce que ces pays semblaient entièrement germanisés. Ils s'opposèrent également à ce que les territoires allemands de la rive gauche du Rhin fussent érigés en un ou plusieurs États-tampons indépendants de l'Allemagne. D'une part ces deux hommes d'État avaient publiquement promis de ne pas porter atteinte à l'unité allemande, d'autre part ils ne voulaient sous aucun prétexte créer ce qu'ils appelaient une nouvelle Alsace-Lorraine. Ils n'admirent même pas que la France, quel que fût le régime politique de la rive gauche, eût une frontière militaire permanente sur le Rhin. En outre, Lloyd George était dominé par la préoccupation de faire une paix « que l'Allemagne pût signer ». On arriva au milieu de février sans qu'aucune grande question fût tranchée. Lloyd George désirait résoudre tout d'abord la question russe, et Wilson tenait avant tout à mettre debout un projet de Ligue des nations qu'il pût présenter aux États-Unis comme son œuvre personnelle, afin de relever son prestige notablement affaibli par les élections républicaines de novembre 1918. Le

LE PROJET DE LIGUE DES NATIONS.

14 février, la Conférence approuva en principe un projet de Ligue hâtivement rédigé, et Wilson quitta Paris le soir même pour aller passer quelques semaines en Amérique. Le 16, l'armistice du 11 novembre fut renouvelé pour la troisième fois, sans qu'on y ajoutât la moindre garantie, soit pour les futurs remaniements territoriaux, soit pour les restitutions et les réparations. Le 19, Clemenceau fut blessé de trois balles de revolver par un anarchiste nommé Cottin. Sans être suspendues, car les Commissions techniques poursuivaient leurs travaux, les négociations se ralentirent.

Elles s'accélérèrent après le retour de Wilson à Paris (14 mars). Clemenceau insista pour obtenir la fixation de la frontière occidentale de l'Allemagne au Rhin, et l'occupation permanente de la ligne du Rhin par une force militaire interalliée. Mais Wilson et Lloyd George persistèrent dans leur refus et proposèrent en compensation la garantie militaire des États-Unis et de l'Angleterre contre toute agression non provoquée de l'Allemagne contre la France. Après de longs pourparlers, l'accord finit par s'établir le 22 avril sur les bases suivantes : l'occupation militaire interalliée de la rive gauche du Rhin et des têtes de ponts durerait quinze ans à partir de la mise en vigueur du traité de paix; elle pourrait être abrégée si l'Allemagne observait fidèlement les conditions du traité, et prolongée dans le cas contraire; les États-Unis et l'Angleterre fourniraient par traité spécial la garantie militaire proposée; toutefois, le traité signé par l'Angleterre ne serait valable que si le traité signé par Wilson était ratifié par le Sénat américain.

L'OCCUPATION DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN.

LE TRAITÉ DE GARANTIE ANGLO-AMÉRICAIN.

LE RÉGIME DU BASSIN DE LA SARRE.

Quant à la région de la Sarre, elle fut l'objet de discussions parallèles qui faillirent amener une rupture. Le 7 avril, le bruit se répandit que Wilson allait s'embarquer pour les États-Unis; il n'acceptait pas le changement de souveraineté du bassin de la Sarre. Les jours suivants, pourtant, un arrangement fut conclu : en compensation de la destruction de ses mines de charbon dans le Nord, la France acquérait la propriété entière et absolue des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre; le gouvernement du territoire du bassin était confié à une Commission représentant la Société des nations et siégeant dans ce territoire; à l'expiration d'un délai de quinze ans à compter de la mise en vigueur du traité, la population du territoire aurait à se prononcer, en votant par commune, pour les alternatives suivantes : maintien du régime établi par le traité, union à la France, union à l'Allemagne.

LE LUXEMBOURG.

Au grand-duché de Luxembourg, l'Allemagne renonçait au bénéfice de toutes les dispositions inscrites en sa faveur dans les traités antérieurs. Conformément aux assurances données dès le

9 juin 1917 à la Belgique par Ribot, la France n'éleva aucune prétention sur le grand-duché lui-même, quoiqu'une notable partie de la population désirât l'annexion à la France. A partir du 1er janvier 1919 le Luxembourg cessa de faire partie du Zollverein allemand; le régime de neutralité qui lui avait été imposé en 1867 fut abrogé.

LA NEUTRALITÉ BELGE.

Le régime de neutralité stipulé pour la Belgique par les traités de 1839 fut également abrogé. La Belgique devenait ainsi libre de contracter des alliances. Il fut convenu qu'elle acquerrait le territoire de Moresnet et les cercles prussiens d'Eupen et de Malmédy.

MORESNET, EUPEN ET MALMEDY.

RENONCIATIONS DE L'ALLEMAGNE.

La renonciation de l'Allemagne à la Posnanie, à Dantzig, à la Haute-Silésie, à une partie du Slesvig, aux fortifications d'Helgoland, à toutes ses possessions d'outre-mer, et à tous ses droits sur le Maroc et l'Égypte, achevait de consacrer la défaite du Reich.

LA ZONE NEUTRALISÉE ET LES ZONES FRANCHES DE SAVOIE.

Après entente avec la Suisse, les dispositions des traités de 1815 relatives à la zone neutralisée de la Savoie furent déclarées caduques; quant au régime des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, il fut reconnu qu'il ne correspondait plus « aux circonstances actuelles », et qu'il appartenait à la France et à la Suisse de le régler d'un commun accord.

LA RÉPARATION DES DOMMAGES.

La question des dommages et des indemnités ne fut résolue qu'après de longues et pénibles discussions. Le montant des dommages aux biens et aux personnes s'élevait pour tous les Alliés à environ 350 milliards de francs (valeur 1914), et celui des dépenses de guerre à plus de 700 milliards. Des sommes aussi formidables parurent irrécouvrables. D'autre part, la délégation américaine soutint que les Alliés n'avaient pas le droit, suivant leurs déclarations de novembre 1918, de réclamer leurs frais de guerre. En conséquence, on décida que, quoique l'Allemagne fût responsable de toutes les pertes et de tous les dommages, elle aurait seulement à payer la réparation de tous « les dommages causés à la population civile de chacune des puissances alliées et associées et à ses biens », y compris les « pensions ou compensations de même nature aux victimes militaires de la guerre et aux personnes dont ces victimes étaient le soutien ». Quoique les États-Unis eussent proposé un forfait de 125 milliards, on préféra confier à une Commission spéciale, dite des réparations, la mission de fixer le montant des dommages et d'établir un état de payements. A titre d'acompte, l'Allemagne devait payer une somme de 20 milliards de marks or avant le 1er mai 1921.

LA CRISE ADRIATIQUE.

Dans le courant d'avril, une crise menaça de diviser la Conférence. A la suite d'une déclaration de Wilson sur le règlement de la question adriatique, la délégation italienne repartit pour Rome. Elle revint pourtant à Paris juste à temps pour assister le 7 mai à

LA REMISE DES CONDITIONS DE PAIX.

la remise solennelle au comte de Brockdorff-Rantzau, plénipotentiaire d'Allemagne, des conditions de paix formulées en 440 articles et de nombreuses annexes. Par l'article 434, l'Allemagne devait s'engager « à reconnaître la pleine valeur des Traités de paix et conventions additionnelles, qui seront conclues par les Puissances alliées et associées avec les Puissances ayant combattu aux côtés de l'Allemagne, à agréer les dispositions qui seront prises concernant les territoires de l'ancienne monarchie d'Autriche-Hongrie, du royaume de Bulgarie, et de l'empire Ottoman, et à reconnaître les nouveaux États dans les frontières qui leur seront ainsi fixées ». Le traité commençait par le Pacte de la Société des Nations. Son avant-dernière partie organisait un Bureau international du travail investi de larges attributions; l'article 427 déclarait l'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures « d'une importance particulière et urgente ».

LES CONTRE-PROPOSITIONS ALLEMANDES.

La délégation allemande présenta des contre-propositions qui provoquèrent de vives discussions parmi les Alliés, plusieurs modifications importantes étant soutenues par le gouvernement britannique. Vers le milieu de juin, les Alliés se mirent enfin d'accord pour maintenir presque intégralement le texte du 7 mai; la seule modification de grande importance fut la substitution d'un plébiscite en Haute-Silésie à l'annexion pure et simple de cette province à la Pologne. Le 16 juin, le texte définitif fut remis à M. de Brockdorff, avec sommation de l'accepter sans aucune réserve dans un délai de cinq jours. M. de Brockdorff donna sa démission, et le délai fut prolongé de deux jours. Le 23, un nouveau Cabinet allemand, présidé par M. Gustave Bauer, se déclara prêt à signer. Le 28, jour anniversaire du drame de Serajévo, MM. Hermann Müller, Bell et von Haniel, plénipotentiaires de l'Allemagne, signèrent solennellement, dans la Galerie des Glaces de Versailles où l'empire allemand avait été proclamé en 1871, le traité de paix qui rétablissait l'intégrité territoriale de la France, consacrait en Europe la revanche du Droit sur la Force, et ruinait la suprême tentative d'hégémonie germanique sur le monde [1].

SIGNATURE DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

1. Des 27 États en guerre avec l'Allemagne, la Chine seule refusa de signer le traité parce qu'il transférait au Japon les droits de l'Allemagne dans la province de Chantoung. Des traités particuliers avec l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie et la Turquie fixèrent ensuite les frontières de ces pays et réglèrent leurs rapports avec les puissances alliées.

LIVRE IV

L'ACTION DE LA GUERRE SUR LA VIE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE INTÉRIEURE ET LE RETOUR DE L'ALSACE A LA FRANCE

I. LA POLITIQUE INTÉRIEURE PENDANT LA GUERRE. — II. L'ALSACE-LORRAINE SOUS LA DOMINATION ALLEMANDE.

DEPUIS le début du conflit avec l'Allemagne en 1914 jusqu'à la conclusion de la paix en 1919, l'histoire de la France se réduit presque entièrement au récit des opérations militaires et des négociations diplomatiques qui devaient décider du sort du pays. Le lecteur aurait cependant l'impression d'une lacune, s'il ne trouvait ici aucune mention ni de la politique intérieure et des complications financières pendant cette crise, ni de l'état où l'Alsace-Lorraine se trouvait en sortant de la domination allemande pour rentrer dans l'unité française. Mais les événements sont peut-être encore trop proches de nous pour permettre d'en discerner sûrement l'enchaînement et la portée. On ne s'étonnera donc pas qu'il ait paru convenable de se borner à une revue sommaire de ces faits et de leurs conséquences.

I. — LA POLITIQUE INTÉRIEURE PENDANT LA GUERRE[1]

L'UNION SACRÉE.

LES Chambres se réunirent en session extraordinaire le 4 août 1914, et, de ce jour jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918, toute l'activité politique de la France fut absorbée par la guerre. Le senti-

1. Voir l'indication des documents officiels et parlementaires et des périodiques, en tête du tome VIII (livre I, chap. 1). Le résumé des faits politiques est donné dans la chronique mensuelle de la *Revue politique et parlementaire*. On trouvera des aperçus intéressants dans R. L. Buell, *Contemporary french politics*, 1920.

ment qui inspira la politique française fut exprimé par le président de la Chambre Deschanel : « De la tombe de cet homme... (Jaurès) s'élève une pensée d'union », — par le président du Conseil Viviani : « Je salue tous les partis confondus aujourd'hui dans la religion de la patrie », — par le Président de la République Poincaré, qui en donna la formule dans son Message : « La France sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée. »

LOIS D'EXCEPTION.

Le Gouvernement fit voter une série de lois d'exception pour la durée de la guerre, que toute la France s'imaginait ne pouvoir dépasser quelques mois. — Les unes allégeaient la charge imposée aux particuliers : prorogation des échéances et des obligations commerciales et civiles, prolongation des baux et des loyers, suspension de tous procès contre les citoyens présents sous les drapeaux, allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé sous les drapeaux. — Les autres conféraient aux autorités des pouvoirs exceptionnels : au gouvernement, le pouvoir d'ouvrir par décret des crédits pour les besoins de la défense nationale, de donner cours forcé aux billets de la Banque de France, et d'augmenter la faculté d'émission (jusqu'à 12 milliards); aux autorités militaires, le droit de pourvoir par voie de réquisition au logement et à la subsistance des individus expulsés des places fortes et des étrangers évacués. — Une loi maintenait pour la durée de la guerre l'état de siège (déclaré par décret du 2 août); elle donnait aux conseils de guerre le jugement des crimes contre l'ordre et la paix publique, même commis par des civils, et conférait aux militaires le droit de faire des perquisitions et d'interdire les publications et les réunions de nature à exciter des désordres.

POUVOIRS MILITAIRES.

Aussitôt après, les Chambres s'ajournèrent, laissant théoriquement la session ouverte (jusqu'à la clôture officielle le 3 septembre). Les députés astreints au service militaire partirent pour l'armée, et, jusqu'à la fin de l'année, tout le pouvoir fut exercé par les ministres, les fonctionnaires et les chefs militaires opérant sans contrôle et sans publicité. La loi (du 5 août) contre les indiscrétions de la presse en temps de guerre interdisait, sous peine de prison, de publier aucun renseignement sur un sujet touchant à la défense nationale « autre que ceux qui seraient communiqués par le Gouvernement ou le commandement militaire », aucun article concernant les opérations militaires ou diplomatiques « de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations ». La loi ne créait pas de censure préventive, mais le gouvernement déclarait « compter sur la bonne volonté patriotique de la

presse de tous les partis », pour ne publier aucune information concernant la guerre, sans l'avoir fait viser par le bureau de presse établi au ministère de la Guerre. Ce bureau central, investi d'un contrôle sur les commissions des départements, opéra à la façon d'une commission de censure militaire; il recevait les épreuves du journal, et accordait ou refusait l'autorisation de publier. Le gouvernement assura à cette censure une sanction pratique, en frappant d'avertissement, et, en cas de récidive, de suspension pour une durée arbitraire, tout journal qui publiait un article refusé par le bureau de Presse. Ainsi s'établit sur la presse une surveillance militaire préventive, étendue à des objets non prévus par la loi.

REMANIEMENT DU MINISTÈRE.

Après les premières défaites des armées en Lorraine et en Belgique, le ministère Viviani fut remanié (26 août), en conformité avec le principe de l'union des partis, par la démission de plusieurs radicaux et l'entrée des chefs des partis de la minorité, auxquels furent distribués les ministères les plus importants : Guerre (Millerand), Finances (Ribot), Affaires Étrangères (Delcassé).

ENTRÉE DES SOCIALISTES DANS LE MINISTÈRE.

L'adhésion de l'opposition d'extrême-gauche à l' « union sacrée » s'affirma par une manifestation officielle; le représentant le plus connu de la doctrine de la lutte des classes, Guesde, accepta le poste de ministre sans portefeuille, et une déclaration du parti socialiste annonça : « Le parti a autorisé nos camarades Guesde et Sembat à faire partie du nouveau Gouvernement, et il les a faits ses délégués pour l'œuvre de la défense nationale » (28 août). L'accord des ouvriers révolutionnaires avec la masse des Français était symbolisé par l'entrée du secrétaire de la Confédération générale du travail, Jouhaux, dans le Comité de l'œuvre du Secours National.

REPRISE DE LA VIE POLITIQUE.

La vie parlementaire recommença après le retour du Gouvernement de Bordeaux à Paris, avec la réouverture des Chambres (22 décembre). Comme le Gouvernement cessa de faire usage du droit de clôture pendant la guerre, les Chambres ne suspendirent leurs séances que par des ajournements, et restèrent désormais en session permanente jusqu'à l'automne de 1919. Mais leur action ne s'exerça guère en séance publique. Le contrôle sur le Gouvernement et les autorités militaires se fit par les commissions permanentes de la Chambre et du Sénat (de la Guerre, des Affaires Étrangères), et par les missions de députés et de sénateurs auprès des armées. Le ministère cessa de faire discuter un budget annuel, et fit voter des crédits sous forme de douzièmes provisoires. D'ailleurs, il adopta le système de couvrir les dépenses surtout au moyen d'emprunts et de procédés de trésorerie. Deux emprunts de la Défense nationale, au taux nominal de 5 p. 100, en 1915 et 1916, procurèrent, l'un 12,

RÉGIME FINANCIER.

EMPRUNTS.

l'autre 10 milliards; deux emprunts à 4 p. 100, en 1917 et 1918, donnèrent, l'un, plus de 10, l'autre, près de 22 milliards. Les avances de la Banque de France dépassèrent 24 milliards. Le double environ fut fourni par les bons du Trésor, mis à la portée d'une clientèle plus nombreuse, sous forme de *Bons de la Défense Nationale*, souscrits chez les percepteurs et dans les bureaux de poste. Ces pratiques, continuées après la guerre, portèrent les dépenses de l'État (d'août 1914 à octobre 1919) à un total évalué à 157 milliards, dont 29 1/2 seulement fournis par l'impôt.

LOI DALBIEZ.

L'action parlementaire recommença quand le ministère demanda d'incorporer à la fois les classes 1916 et 1917, en vue d'une grande offensive. Un député radical, Dalbiez, obtint du ministère de limiter l'incorporation à la classe 1916; puis il fit voter une proposition de loi pour la meilleure utilisation des forces mobilisées, qui ordonna d'examiner à nouveau les hommes exemptés antérieurement, de façon à « récupérer » ceux qui seraient jugés aptes au service armé.

OPPOSITION SOCIALISTE.

ZIMMERWALD.

Le parti socialiste, par une résolution de son conseil national, renouvela son adhésion à « l'union sacrée » en se déclarant prêt à « continuer son concours à l'œuvre de la défense nationale jusqu'à la défaite du militarisme allemand » (15 juillet 1915). L'opposition socialiste ne se manifestait encore que dans les fédérations départementales, par une résolution votée dans la Haute-Vienne (en mai) et approuvée dans l'Isère et le Rhône de se tenir prêts à accueillir toute proposition de paix. La Conférence socialiste internationale tenue au Zimmerwald près de Zurich (5-9 septembre) renforça ce mouvement par un manifeste au prolétariat de toutes les nations, qui réclamait la paix immédiate. Une motion en ce sens à la Fédération de la Seine obtint les 2/5 des voix, et, dans le Congrès du parti tenu à huis clos (à la Noël), la motion transactionnelle, que la reprise des relations avec les Allemands ne serait possible que « s'ils prouvaient par des actes qu'ils avaient répudié l'impérialisme », n'obtint qu'une faible majorité; les socialistes restèrent divisés en majoritaires et minoritaires.

INTERPELLATIONS

MINISTERE D'UNION.

A la Chambre, le contrôle s'organisa par la réunion des quatre grandes commissions (Armée, Marine, Affaires Étrangères, Budget) et la pratique des interpellations reparut. L'interpellation sur la politique suivie dans les Balkans fit tomber le ministre des Affaires Étrangères Delcassé (15 octobre), et bientôt le ministère céda la place à un ministère Briand (29 octobre 1915), où l'union sacrée s'affirma par l'entrée de cinq ministres d'État, le socialiste Guesde, le conservateur catholique Cochin et trois anciens présidents du conseil.

OPPOSITION A LA GUERRE.

La propagande contre la continuation de la guerre fut encouragée par la seconde Conférence socialiste internationale tenue en Suisse au Kienthal (avril 1916), à laquelle assistèrent trois députés français. La grande majorité du parti socialiste la combattait encore, le conseil national vota (en avril) une motion contre la reprise des relations avec les partis socialistes ennemis et (en août) un ordre du jour contre « le dangereux divisionnisme du Zimmerwald et du Kienthal qui ne reconnaissait pas à un pays attaqué le droit de se défendre »; il réclama une « paix durable basée sur la réparation du droit violé en 1871 et le rétablissement dans leur indépendance des nations opprimées ». Mais la minorité hostile à la collaboration avec les partis bourgeois avait augmenté de 961 (contre 1996) en avril, à 1 081 (contre 1 836) en août. Le Congrès national (28 décembre 1916) vota une dernière motion de confiance au groupe parlementaire, par 1 595 voix (contre 233 données à une motion dans le sens de celle du Kienthal), mais avec 1 104 abstentions, et il n'autorisa Albert Thomas à rester dans le ministère que par 1 637 voix contre 1 372.

NOUVEAUX IMPOTS.

Le Gouvernement, préoccupé de maintenir la résistance de la population, avait évité de lui imposer des charges fiscales et des restrictions de consommation. Il s'était borné à faire voter par le Sénat l'impôt sur le revenu adopté par la Chambre avant la guerre. Mais le projet du ministre des Finances (Ribot) de doubler le taux des contributions directes fut repoussé par la commission du budget et remplacé par un impôt sur les bénéfices de guerre.

INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LE COMMERCE

La prolongation de la guerre obligea le Gouvernement, suivant l'exemple des autres États belligérants, à intervenir dans la vie économique. Il fit même voter, dès 1915, des crédits pour maintenir le pain à bas prix en fournissant la farine aux boulangers au-dessous du prix du marché. Ensuite l'État fixa un prix maximum pour les denrées nécessaires, d'abord le blé, le riz, le son, puis le sucre, le café, le lait, la graisse, les huiles, les légumes secs, le pétrole. — La consommation fut soumise (1917) au régime, déjà appliqué par l'Allemagne, des cartes distribuées à chaque famille par l'autorité, exigées pour l'achat du pain, du charbon et du sucre.

ET LA CONSOMMATION.

Le commerce avec l'étranger fut soumis au pouvoir de l'État; une loi interdit l'importation et donna au gouvernement le droit de régler les matières premières à importer et de faire les marchés (1916). Des comités interministériels et des consortiums d'industriels, créés par décrets, furent chargés de centraliser les demandes, de fixer la nature des produits à fabriquer, les prix de vente et les quantités à importer pour chacune des matières, l'ordre de priorité et la répartition entre les industriels. Ce régime supprimait toute concurrence

et rendait l'État maître du marché et juge des prix; on lui reprocha de soumettre l'industrie privée à la bureaucratie, d'opprimer les commerçants en détail, de ne pas tenir compte des variations dans la production et d'aggraver la hausse des prix.

COMITÉ DE GUERRE

Le ministère Briand, remanié (12 décembre 1916) par la suppression des ministres d'État et la création d'un Comité de guerre (formé des cinq ministres dont les attributions touchaient à la guerre), n'obtint un vote de confiance que par 314 voix contre 165. Il fut invité à supprimer les emplois inutiles dans l'administration militaire et à diminuer le nombre d'automobiles des officiers de l'arrière; il ne put décider la Chambre à lui conférer le pouvoir de légiférer par décret en matière de défense nationale.

OPPOSITION A LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

La politique économique pour le ravitaillement en blés et en charbon fut attaquée à la Chambre, où la priorité pour un ordre du jour de défiance ne fut rejetée que par 256 voix contre 178 (mars 1917). Le ministère Briand se retira et, dans le ministère Ribot, un républicain-socialiste, Painlevé, ministre de l'Instruction, passa à la Guerre, et un socialiste, A. Thomas, eut les Munitions.

PROJET DE CONGRES A STOCKHOLM.

L'union des partis fut ébranlée par l'échec de l'offensive d'avril 1917, l'affaiblissement de l'armée russe et la proposition de réunir un Congrès socialiste international à Stockholm pour mettre fin à la guerre. Le parti socialiste décida (28 mai) d'aller à Stockholm pour « définir les buts de guerre » et préparer la réunion complète de l'Internationale. Le Gouvernement refusa les passeports; ce refus renforça la minorité socialiste hostile à la collaboration. La Chambre, adoptant la procédure (prévue par la Constitution de 1875) de la discussion en comité secret, délibéra sur le projet de négociations à Stockholm (juin) et sur une vingtaine d'interpellations relatives à la conduite de la guerre (juillet). La campagne menée par quelques journaux radicaux pour préparer l'opinion à réclamer la paix immédiate inquiéta le Gouvernement, qui fit arrêter les collaborateurs du *Bonnet Rouge* suspects d'avoir reçu de l'argent de l'ennemi; il s'aliéna les radicaux attachés à Caillaux, qui reprochèrent au gouvernement de ménager les adversaires de la République en ne réprimant pas les violences du journal royaliste l'*Action française*. Le ministre de l'Intérieur Malvy donna sa démission (août) et, dans le ministère remanié, Painlevé prit la présidence du Conseil en gardant Ribot aux Affaires Étrangères (13 septembre).

MESURES CONTRE LES JOURNAUX SUSPECTS.

OPPOSITION SOCIALISTE.

Les socialistes hésitèrent à soutenir le ministère. Le Congrès national de Bordeaux (octobre) décida de prendre part au Congrès de Stockholm et réclama la revision des buts de guerre, et, s'il maintint la décision de voter les crédits pour continuer la guerre

par 1 552 voix, la minorité obtint 831 voix pour une motion qui restreignait le vote des crédits à la guerre défensive, 385 pour une motion de paix immédiate, et 118 pour une motion extrémiste interdisant le vote de tout crédit. A. Thomas donna sa démission pour ne pas rompre l'unité du parti. Le ministère, ébranlé par la démission de Ribot (24 octobre), n'obtint un vote de confiance que par 254 voix contre 192, et, sur une demande d'ajournement combattue par les socialistes, fut mis en minorité par 276 voix contre 146.

MESURES DE RÉPRESSION DU MINISTÈRE CLEMENCEAU.

Le ministère Clemenceau (17 novembre), formé d'une coalition de républicains adversaires de Caillaux, sans collaborateurs socialistes, se présenta avec un programme de guerre jusqu'à la victoire et de répression contre les défaillances, et obtint un vote de confiance par 418 voix contre 65. Il engagea (décembre) des poursuites contre Caillaux qu'il fit arrêter en janvier, et constitua le Sénat en Haute-Cour pour juger Malvy, qui fut condamné, en août 1918, par 136 voix contre 83 (de la gauche), à cinq ans de bannissement.

CHANGEMENT DE MAJORITÉ SOCIALISTE.

La minorité socialiste hostile à la guerre, organisée dans l'intérieur du parti avec son organe propre, le *Populaire*, conquit la majorité dans le Conseil national du parti; il vota la motion Longuet pour une paix sur la base de la Révolution russe, et décida le refus des crédits militaires, par 1 544 voix, contre 1 171 à la motion de l'ancienne majorité et 152 à une motion communiste (30 juillet 1918). Le Congrès national d'octobre confirma la victoire de l'ancienne minorité devenue majorité en votant le refus des crédits.

GROUPEMENT DES PARTIS A LA CHAMBRE.

Le ministère Clemenceau fut désormais combattu à la Chambre par une opposition permanente formée de tout le parti socialiste et d'une partie des radicaux-socialistes; il rallia tous les groupes de droite qui avaient parfois voté contre les précédents cabinets, et resta soutenu par une coalition de partisans dévoués qui lui donna une majorité énorme, dans toutes les interpellations, jusqu'à la paix.

II. — LE RETOUR DE L'ALSACE-LORRAINE A LA FRANCE[1]

RÉUNION A LA FRANCE DE L'ALSACE-LORRAINE.

Le premier effet de l'armistice fut de faire rentrer dans l'unité française le territoire séparé de la France en 1870. L'annulation du traité de Francfort, rétablissant juridiquement l'état de

1. Eccard, *L'Alsace sous la domination allemande*, 1919, — depuis 1870 — (du point de vue alsacien); D. Schaefer, *Das Reichsland*, 1915 (nationaliste allemand); K. Stählin, *Geschichte Elsass-Lothringens*, 1920 (allemand du Sud); M. Spahn, *Elsass-Lothringen*, 1919 (du point de vue catholique allemand); C. Phillipson, *Alsace-Lorraine, past, present and future*, 1918 (du point de vue anglais).

choses antérieur au traité, rendait inutile un plébiscite pour décider du sort du pays. L'accueil enthousiaste fait par les habitants, d'abord aux troupes françaises, puis au Président de la République venu en compagnie des présidents des Chambres, manifesta clairement les sentiments de la population. Mais un demi-siècle de vie politique en dehors de la communauté française, sous un régime si différent de celui de la France, avait introduit dans le pays des institutions et des pratiques qu'il apportait en rentrant dans son ancienne patrie. Il ne paraîtra donc pas déplacé dans une Histoire de France d'indiquer sommairement l'action de la domination allemande sur les pays annexés.

RÉGIME APRÈS 1871.

Le territoire organisé en 1871 sous le nom nouveau d'Alsace-Lorraine consistait en deux pays habités par deux populations différentes qu'aucun lien n'avait jamais unies, l'Alsace et un morceau de la Lorraine; les frontières en avaient été déterminées pour des motifs stratégiques. Les Alsaciens et une partie des Lorrains parlaient un dialecte allemand; le pays messin et l'ancien Ban de la Roche, sur le versant alsacien, parlaient le français-lorrain.

L'Alsace-Lorraine, sous la domination allemande, n'a pas été un État pourvu d'une constitution et d'un gouvernement propres, égal aux autres États de l'empire allemand; elle était constituée en une « Terre d'Empire » (*Reichsland*), possession commune de l'empire, sans droits politiques, soumise directement à l'empereur (c'est-à-dire au roi de Prusse), gouvernée en son nom par le Chancelier de l'empire et ses conseillers résidant à Berlin, sans aucun contrôle des habitants, administrée par une bureaucratie étrangère investie d'un pouvoir discrétionnaire.

Au lieu des trois préfets français, elle avait trois présidents de district (*Bezirk*), — au lieu des sous-préfets, des directeurs de cercles (*Kreis*), deux fois plus nombreux, car les cercles étaient plus petits que les arrondissements; au sommet était le « président supérieur », chef civil de toute la province, en résidence à Strasbourg.

SENTIMENTS DE LA POPULATION.

Les Allemands avaient compté, pour assimiler la population des pays annexés, sur la communauté de langue et sur les souvenirs historiques du vieil empire dont ils avaient jadis fait partie. Mais il n'y survivait aucun souvenir de l'empire germanique, et la tradition vivante ne remontait pas au delà de la Révolution française. Metz avait toujours été une ville française; l'Alsace, dirigée par une bourgeoisie qu'une longue tradition avait habituée au régime républicain, n'éprouvait aucune sympathie pour la monarchie. Les Alsaciens exprimaient leur attachement à la France par des manifestations publiques, des chants patriotiques français, des

drapeaux tricolores; ils refusaient de recevoir dans leur maison les fonctionnaires allemands et se tenaient à l'écart des lieux de réunion allemands. Le gouvernement fit condamner les manifestants à la prison ou à l'amende, interdit l'entrée des journaux français, et imposa l'allemand dans les actes publics, les tribunaux, et même les enseignes privées. Bismarck déclara que l'Alsace-Lorraine avait été annexée pour servir de « glacis à l'Empire » et pour être le « ciment de l'unité allemande »; le pays fut gouverné suivant les vues du gouvernement de Berlin, sans égard pour la volonté des habitants. Les recrues furent incorporées dès 1872 dans l'armée allemande. Les jeunes gens qui ne voulaient pas servir l'Allemagne durent s'expatrier et furent condamnés comme réfractaires; ceux qui voulaient servir la France ne pouvaient être reçus dans les régiments français; beaucoup s'enrôlèrent dans la Légion étrangère.

CONFLITS AVEC LE GOUVERNEMENT ALLEMAND.

L'Université de Strasbourg, créée et entretenue aux frais du pays, dirigée par des professeurs allemands, fréquentée par des étudiants allemands, servit d'instrument de germanisation. L'enseignement fut réorganisé à l'allemande; on lui imposa les méthodes allemandes et l'enseignement en allemand.

L'ENSEIGNEMENT.

La première fois que l'Alsace-Lorraine eut à prendre part aux élections du Reichstag (1874), ses 15 députés décidèrent de réclamer que les populations incorporées à l'empire sans leur consentement fussent appelées à se prononcer. L'un d'eux, Teutsch, présenta au Reichstag, en leur nom, une protestation contre l'annexion qui, faite sans leur consentement, « constituait un esclavage moral ».

PROTESTATION DE 1874.

Même après que le régime provisoire de 1871 fut remplacé par un gouvernement régulier en 1879, l'empereur conserva le pouvoir exécutif qu'il déléguait à un lieutenant résidant à Strasbourg, assisté d'un secrétaire d'État, et de 4 sous-secrétaires d'État (Justice, Intérieur, Finances, Agriculture, Commerce). Il exerçait le pouvoir législatif, en collaboration avec le Conseil fédéral de l'empire et la Délégation élue par les conseils généraux des 3 départements.

RÉGIME DE 1879.

Le pays restait livré à l'arbitraire des fonctionnaires allemands et même, après les élections au Reichstag en 1887 où les 15 députés de l'Alsace-Lorraine furent des protestataires, le gouvernement, irrité par cette manifestation du sentiment français, prit des mesures pour empêcher les relations entre les Alsaciens-Lorrains et la France.

MESURES CONTRE LES ALSACIENS-LORRAINS.

Puis vinrent les mesures législatives destinées à introduire dans les pays annexés le droit allemand : le code municipal (1892), qui fut la première loi d'organisation, — le droit pénal, le droit commercial, la procédure civile, — « la législation sociale » (caisses pour les accidents du travail et les assurances de maladie et de vieillesse),

LOIS D'ORGANISATION MUNICIPALE. DROIT PRIVÉ.

— en 1898 la loi sur la presse, qui permettait de publier des journaux en d'autres langues que l'allemand, — en 1900 le code civil allemand.

IMPÔTS. Les impôts directs français étaient remplacés (1896-1901) par des impôts sur les revenus de la propriété foncière, de la propriété mobilière, des professions et des salaires.

ÉCOLE CONFESSIONNELLE. Le régime allemand de l'école primaire confessionnelle s'était établi par l'organisation de l'instruction religieuse, que l'instituteur donnait dans l'école, sous la surveillance du curé ou du pasteur; catholiques et protestants étaient élevés séparément. Les Écoles normales, où se formaient les instituteurs, étaient transformées en établissements confessionnels.

UNION ÉCONOMIQUE AVEC L'ALLEMAGNE. L'union économique, sous une douane commune, en ouvrant des débouchés dans l'empire allemand aux industries et aux produits agricoles, surtout aux vins d'Alsace, créait des liens avec l'Allemagne qui faisaient participer les Alsaciens-Lorrains à l'accroissement rapide de la richesse allemande.

RÉSISTANCE DES LORRAINS. La population lorraine, continuant à parler français et à ignorer l'allemand, opposait à l'assimilation une résistance passive; mais, privée de ses chefs bourgeois émigrés en France et de son centre, Metz, peuplé d'immigrés allemands, elle consistait surtout en un petit peuple de paysans, d'ouvriers de la grande industrie et de petits commerçants, à faible vie intellectuelle et politique. En Alsace, une nouvelle génération d'hommes élevés sous la domination allemande entrait dans la vie publique, qui, n'osant plus rêver un retour à la France, réclamaient l'autonomie, pour faire à l'Alsace une place

AUTONOMISTES ALSACIENS. dans l'empire, où elle pût vivre librement sans se fondre dans la nation allemande. Leur devise était : « Français ne puis, Allemand ne veux, Alsacien suis », et, pour maintenir l'esprit alsacien, ils travaillaient à entretenir le contact avec la vie française, par les journaux alsaciens en français, les conférences françaises et les spectacles français.

CONSTITUTION DE 1911. La Constitution, votée par le Reichstag en 1911, ne fit pas de l'Alsace-Lorraine un État autonome gouverné par ses citoyens. Elle resta un « pays d'Empire », dont la Constitution, octroyée par une loi d'empire, pouvait être retirée de même. L'empereur, resté souverain, gardait la nomination du gouverneur et des fonctionnaires et le droit de veto sur la législation. Le *Landtag*, chargé de voter les lois, était formé d'une Chambre haute dont la moitié des membres était nommée par l'empereur et d'une Chambre de 60 députés élus au suffrage universel direct par les habitants âgés de vingt-cinq ans, ayant trois ans de domicile. L'allemand restait la langue officielle de l'administration et de l'enseignement.

MESURES DE RÉPRESSION EN 1913.

L'agitation belliqueuse — qui accompagna le renforcement de l'armée en Allemagne — mit en conflit les autorités allemandes avec la population. La Chambre élue du Landtag protesta contre l'idée d'une guerre entre l'Allemagne et la France. Le gouvernement, après avoir dissous le *Souvenir alsacien-lorrain*, fit arrêter le président de la « Lorraine sportive », et reprit la chasse aux emblèmes, aux cris séditieux, aux inscriptions en français. La fameuse affaire de Saverne (novembre 1913) montra un lieutenant prussien insultant les soldats alsaciens, un colonel prussien faisant charger les soldats sur la foule alsacienne, emprisonner des habitants, et même arrêter des juges. Puis on vit le Chancelier et l'Empereur prendre officiellement parti pour les militaires contre la population civile et mépriser ouvertement les protestations du Landtag et du Reichstag; ce fut « l'éclatante victoire de la force ».

AFFAIRE DE SAVERNE.

RÉGIME PENDANT LA GUERRE.

La guerre acheva la rupture; les autorités militaires, investies par l'état de guerre de pouvoirs illimités, traitèrent l'Alsace-Lorraine en pays ennemi; les conseils de guerre condamnèrent les manifestations de sympathie françaises, emblèmes, cris ou chants. Il fut interdit d'écrire en français, même dans la correspondance privée, et de parler français, même en conversation. L'oppression parut si lourde que l'entrée des troupes françaises fut acclamée dans tout le pays comme une délivrance.

RÉGIME FRANÇAIS DE TRANSITION.

Le gouvernement français, rentrant en possession des pays détachés de la France en 1870, ne voulut pas les soumettre brusquement au régime français, dont une évolution d'un demi-siècle les avait déshabitués. Il promit de laisser à la population les institutions dont elle avait pris l'habitude, régime municipal, droit civil, système d'impôts, lois ouvrières, assurances sociales, écoles confessionnelles; toutes, excepté le Concordat, récentes et d'origine allemande, sans racine dans la tradition alsacienne ou lorraine. On conserva la division en départements et en cercles établie par les Allemands; leur création artificielle, l'Alsace-Lorraine, maintenue provisoirement, fut confiée à un haut commissaire, assisté de chefs de service, pourvus de pouvoirs plus étendus qu'en France. La rentrée dans la vie française était préparée par une transition de durée indéfinie.

CHAPITRE II

LES EFFETS POLITIQUES ET SOCIAUX DE LA GUERRE

I. LA SITUATION POLITIQUE DE LA FRANCE. — II. LA VIE SOCIALE.

I. — LA SITUATION POLITIQUE DE LA FRANCE[1]

S'IL est trop tôt encore pour apercevoir toutes les conséquences d'une guerre qui, par l'étendue des opérations et l'intensité des destructions, a surpassé prodigieusement toutes les expériences antérieures de l'humanité, on peut essayer déjà d'en indiquer les effets immédiats sur la vie politique et sociale de la France.

EFFETS SUR LE GOUVERNEMENT

La politique intérieure ne paraît modifiée que légèrement. La guerre a été l'épreuve de la solidité des régimes politiques de l'Europe; toutes les grandes monarchies militaires et aristocratiques ont péri, la République française a gardé intactes sa constitution parlementaire et ses institutions démocratiques et libérales, elle sort fortifiée de l'épreuve. Ni l'appareil du gouvernement ni le fonctionnement n'ont changé; aucune des pratiques que les polémiques de presse déclaraient ne pouvoir survivre à la guerre ne paraît ébranlée. Le pouvoir du Président de la République ne s'est pas accru; ni le recrutement des ministres, ni leurs relations avec le Parlement n'ont changé, et la durée des ministères ne s'est pas allongée.

ET L'ADMINISTRATION.

Les Chambres n'ont pas réformé leurs méthodes de travail, ni rendu leurs séances moins bruyantes, ni les interpellations

1. Tardieu, *La paix*, 1921 (renseignements confidentiels sur les discussions secrètes de la Conférence de la paix ; Ch. Haskins et R. Lord, *Some problems of the peace conference*, 1920, sur les questions politiques (les auteurs étaient experts scientifiques de la délégation des États-Unis); Léon Bourgeois, *Le traité de paix de Versailles*, 1919, et L. Barthou, *Le traité de paix de Versailles*, 1919 : ce sont les rapports présentés au Sénat et à la Chambre discutant la portée du pacte de la Société des Nations; Keynes, *Les conséquences économiques de la paix*, trad. franç. 1921, discute la portée économique du traité.

moins fréquentes, ni la confection des lois moins lente. La machine bureaucratique est restée intacte, avec ses règlements, ses écritures, ses formalités; son pouvoir s'est renforcé, et son personnel s'est accru par les opérations nouvelles dont l'État s'est chargé en étendant son pouvoir sur la vie économique de la nation.

EFFET SUR LES PARTIS.

L'union des partis, imposée par la nécessité de la défense, a rallié le personnel conservateur à la République et rapproché les adversaires dans une collaboration prolongée qui a apaisé les irritations et éclairci les malentendus; elle a paru préparer un nouveau groupement des partis qui a semblé réalisé en novembre 1919 par le succès du « bloc national ». Mais cette élection qui a bouleversé les proportions entre les forces des divers partis dans la Chambre s'est faite sous la loi nouvelle de 1919 suivant un régime électoral préparé par une campagne antérieure à la guerre; l'équilibre des partis n'a pas été modifié dans les autres corps électifs, Sénat, Conseils généraux, Conseils municipaux, dont le mode d'élection n'a pas changé. L'avenir des groupes nouveaux formés à la Chambre reste trop incertain pour qu'on puisse prévoir, soit un nouveau classement durable des partis, soit le retour à l'état antérieur.

BOULEVERSEMENT DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE.

La guerre, dont l'effet est resté faible sur la politique intérieure de la France, a bouleversé au contraire sa politique extérieure. La France républicaine et démocratique, isolée jusqu'en 1914 parmi les États monarchiques et aristocratiques, subordonnait toute son action en Europe à la crainte de la puissance militaire allemande, qui l'obligeait à tenir son armée toujours prête et la poussait à rechercher la protection de l'Empire russe, ce qui la rendait solidaire de la politique russe en Orient.

BOULEVERSEMENT DE L'EUROPE.

Toutes les monarchies militaires se sont effondrées, les aristocraties terriennes ont été détruites ou ébranlées par la limitation de la propriété des terres. Le régime républicain s'est étendu sur la masse du continent européen, ne laissant subsister de monarchies que dans les Iles Britanniques, les Pays-Bas, les deux presqu'îles scandinaves, les trois péninsules de la Méditerranée, toutes sous un régime parlementaire démocratique opposé aux entreprises belliqueuses. La France, restée alliée avec les deux grandes puissances, l'Angleterre et l'Italie, et avec la Belgique affranchie de l'obligation de la neutralité, étroitement unie aux républiques de Tchéco-slovaquie et de Pologne qu'elle a aidé à créer, et aux deux États qu'elle a délivrés et agrandis, Yougoslavie et Roumanie, est devenue la plus grande puissance militaire d'une Europe bouleversée par une révolution dans les relations entre les États.

NOUVEAUX PRINCIPES DES RELATIONS ENTRE ÉTATS.

La Conférence de Paris a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire du monde. Pour la première fois une guerre européenne s'était étendue au monde entier, pour la première fois l'Amérique avait joué un rôle décisif dans les affaires de l'Europe, pour la première fois un congrès de la paix réunissait les représentants des États du monde entier. Le Président des États-Unis, Wilson, entré à Paris en triomphe, avait formulé le programme de la Conférence et en avait décidé la procédure. Les chefs d'État, opérant comme délégués des peuples, devaient délibérer en public, en prenant pour règle la volonté des nations, et Wilson leur proposait, sous le nom religieux de *Covenant*, une ligue permanente par laquelle les États s'engageraient à régler leurs conflits, non plus par la guerre, mais par les voies de droit, de façon que la paix fût assurée par une organisation internationale stable qui permettrait aux peuples de désarmer.

RÈGLEMENT DES CONFLITS PAR LE DROIT.

Ce programme n'a pas été pleinement réalisé. Le *Covenant* proposé par Wilson a bien été conclu entre les États représentés à la Conférence; mais le conflit de pouvoirs entre le Président et le Sénat a empêché les États-Unis de ratifier le traité; la Ligue des Nations est restée incomplète, privée de son membre le plus puissant, de celui-là même qui avait pris l'initiative de la créer. Les garanties à exiger de l'Allemagne pour assurer l'exécution des clauses du traité n'ont été ni complètes, ni précises. Les Français n'ont pu se mettre d'accord, ni avec leurs alliés ni entre eux, sur le moyen pratique d'obtenir la garantie essentielle contre une agression allemande. Au lieu d'un désarmement complet, le seul qui pût être contrôlé efficacement, les Alliés n'ont exigé qu'une limitation des armements, la réduction de l'armée à 100 000 hommes recrutés par un engagement volontaire de douze ans, et l'interdiction du service obligatoire.

GARANTIES.

SANCTIONS.

Les garanties pour l'exécution des clauses financières ont été inscrites dans l'instrument de la paix; mais les procédés pour obtenir des Allemands l'exécution réelle de leurs obligations et la décision des sanctions à leur appliquer restent livrés à la discussion entre Alliés, dans le Conseil Suprême ou la Commission des réparations. Le traité de Versailles a fixé les principes juridiques, mais il n'a pas réglé la façon de les appliquer.

CHANGEMENTS DE CONDITIONS DE LA POLITIQUE.

L'œuvre de la paix reste donc incomplète et assurée seulement par des garanties précaires. Cependant elle a produit des changements assez importants pour transformer profondément les conditions de la politique étrangère de la France :

1° L'Allemagne, privée de tous les pays acquis par conquête contre le gré des habitants (Alsace-Lorraine, cantons wallons, dis-

tricts danois du Slesvig, pays polonais de Posnanie, de Prusse, de Haute-Silésie), réduite à un territoire de population purement allemande, cesse d'être une grande puissance militaire, en attendant que l'abolition du service obligatoire ait formé une génération d'Allemands impropres et hostiles à la guerre.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

2° Le « pacte de la Société des Nations[1] », conclu entre les Alliés, et déclaré ouvert à tous les États neutres, a posé les principes d'un droit international nouveau. « Pour développer la coopération entre les nations et leur garantir la paix et la sûreté », les contractants promettent « d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur », « d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international reconnu désormais comme règle de conduite effective des gouvernements », de « respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples ». Sans aller jusqu'à s'interdire la guerre ni les armements, les contractants déclarent « que toute guerre ou menace de guerre... intéresse la Société tout entière », et l'oblige à « prendre des mesures » pour soumettre le différend à un arbitrage ou à un examen; ils s'engagent à « ne pas recourir à la guerre » avant un délai de trois mois. Tout membre de la Société qui aura recours à la guerre sera considéré comme ayant « commis un acte de guerre contre les autres membres », qui devront « rompre immédiatement avec lui toute relation commerciale ou financière ». Les contractants reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale, et « s'engagent à échanger... tous renseignements » sur leurs armements, leur programme militaire et leurs industries de guerre.

OPINION INTERNATIONALE.

Aucune force militaire n'a été mise à la disposition de la Société, malgré la proposition du délégué de la France; les gouvernements des grandes Puissances ont redouté d'affaiblir leur souveraineté en constituant par-dessus les États souverains un « super-gouvernement ». Mais les petits États, toujours opposés à la guerre, exercent par leur nombre et leur zèle une influence croissante sur l'Assemblée des délégués et les organes permanents de la Société; ils préparent la formation d'une opinion publique internationale résolue à imposer à tous les gouvernements le maintien de la paix.

DROIT INTERNATIONAL NOUVEAU.

Les conditions de la politique étrangère sont ainsi bouleversées, — moralement par la création d'une ligue permanente organisée pour imposer un droit international nouveau en vue de la paix perpétuelle,

1. Le mot « Société des Nations », né en France, traduit, dans le texte français du traité, le terme anglais « Ligue des Nations ».

NOUVEL ÉQUILIBRE DES FORCES.

matériellement par le changement d'équilibre résultant d'un rapport nouveau entre les forces des États. Des trois grandes monarchies, l'une est détruite, l'autre désarmée, et la Russie est tombée au pouvoir d'une entreprise de révolution sociale universelle; quatre États de moyenne grandeur, la Pologne, la république tchécoslovaque, la Yougoslavie, la Roumanie, tous alliés de la France, s'étendent en une masse compacte à travers le centre de l'Europe. La France, restée pacifique, remplace l'Allemagne comme puissance prépondérante. Deux questions dominent sa politique. Comme puissance de paix, quel concours doit-elle apporter à l'œuvre pacifiante de la Société des Nations? Comme puissance prépondérante, quel rôle tenir en Europe? Au premier plan restent ses relations avec l'Allemagne; il s'agit, non plus de se défendre comme avant 1914, mais d'obtenir le paiement de sa créance, et d'empêcher de se reconstituer une puissance militaire disposée à la guerre. Envers les autres États, sa politique, affranchie du souci de se ménager un protecteur, peut s'inspirer des devoirs que lui impose sa solidarité, soit avec les autres créanciers de l'Allemagne, soit avec les nouveaux États de l'Europe centrale, soit avec les membres de la Société des Nations; sur cette solidarité repose la paix du monde.

LA POLITIQUE DE LA FRANCE.

II. — LA VIE SOCIALE [1]

DIMINUTION DE LA POPULATION.

LA guerre a transformé profondément la vie sociale de la France en diminuant sa population et sa richesse. Les pertes directes en hommes — d'après l'évaluation des autorités militaires, qui ne disposaient pas de données suffisantes pour une statistique exacte — se sont élevées à 1 364 000 tués et 740 000 mutilés. Il y faut joindre les pertes indirectes résultant de l'abaissement énorme de la natalité. Le recensement de mars 1921 permet de mesurer exactement la diminution de la population française. Elle est descendue, dans les limites du territoire de 1914, de 39 605 000 à 37 500 000, reculant de quarante ans en arrière jusqu'au chiffre du recensement de 1881. Le retour des pays annexés, avec leurs 1 709 000 habitants, ne suffit pas à compenser cette perte de 2 105 000 âmes. La population de la France, même agrandie de l'Alsace-Lorraine, et en ajoutant les militaires et les marins, absents au jour du recensement, n'atteint qu'un total de 39 400 000, elle est inférieure de plus de 200 000 âmes à celle d'avant la guerre. Encore les étrangers

1. Revue d'économie politique, 1919 : Sauvaire-Jourdan, *Les clauses économiques du traité de paix*; O. Festy, *Les clauses ouvrières du traité de paix*; Truchy, *Les clauses financières du traité de paix*. — J. Decamps, *Les changes étrangers*, 1922.

fournissent-ils un appoint notablement plus fort : 1 550 000 au lieu de 1 132 000.

DÉPLACEMENT DE LA POPULATION.

La diminution a porté — inégalement d'ailleurs — sur presque tout le territoire, au maximum sur les départements dévastés (Aisne, Nord, Marne, Meuse, Pas-de-Calais, Somme). L'augmentation se réduit à 8 départements où s'est produit un afflux de réfugiés des régions dévastées et d'ouvriers des fabrications de guerre : Paris et sa banlieue (257 000 en Seine, 104 000 en Seine-et-Oise), Lyon, Marseille, Rouen, Nice, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales. La population rurale a fortement baissé, la population urbaine s'est accrue, surtout dans les grandes villes, à Lyon (de 37 000 âmes); à Marseille (de 35 000), au Havre (de 27 000), à Toulouse (de 25 000). Le nombre des villes au-dessus de 100 000 âmes reste de 15, Strasbourg ayant remplacé Reims tombé de 115 000 à 76 000 âmes.

DIMINUTION DE LA RICHESSE.

La richesse de la France a été diminuée par la dévastation des pays occupés et par la vente ou la dépréciation d'une grande partie des valeurs mobilières étrangères appartenant à des Français. Les statistiques officielles indiquent le nombre des maisons endommagées (594 000), des usines ruinées (20 000), des kilomètres de chemins de fer détruits (5 000); mais les évaluations en numéraire (portées jusqu'à 125 milliards) ne peuvent reposer que sur des données arbitraires. Il n'est guère possible de calculer le total des valeurs sorties des mains des Français; il l'est encore moins d'apprécier dans quelle mesure ces destructions de matériel et ces pertes de capitaux sont compensées par la création d'établissements industriels dans le reste de la France et par l'acquisition de titres en pays étrangers. Il n'est pas douteux que la richesse totale de la nation soit moindre qu'avant la guerre, et que la force de production totale de la population soit inférieure à celle de 1913. Mais on ignore dans quelle mesure la perte en travailleurs victimes de la guerre a été compensée par l'appel à la main-d'œuvre des femmes et des étrangers, et il est possible que dans un avenir prochain les établissements créés pendant la guerre dans les régions à l'abri de l'invasion et les puissantes industries (métallurgique et textile) de la Lorraine et de l'Alsace recouvrées assurent à la France une production industrielle plus grande qu'avant la guerre.

ACCROISSEMENT DES CHARGES.

On connaît beaucoup plus exactement les charges financières imposées par la guerre à la France. La dette publique, évaluée en 1914 à 35 milliards, s'était accrue (en octobre 1919) de 157 milliards, consistant en 47 milliards de dette flottante (43 1/2 en bons de la Défense nationale), 55 milliards de dette consolidée, 25 milliards d'avance de la Banque de France, 30 milliards à terme (dont

27 prêtés par les États-Unis et l'Angleterre). La paix n'a pas mis fin à la crise; les dépenses continuant à dépasser fortement les recettes, la balance a continué à s'établir par des émissions de bons et des avances de la Banque, qui ont rapidement accru le déficit. La somme de billets de banque en circulation, portée en 1918 à 30 milliards, s'élevait en 1920 à 38. Le numéraire français en papier avait gardé presque toute sa valeur à l'étranger pendant la guerre; quand il a cessé d'être soutenu par les accords de solidarité avec les changes anglais et américains, il s'est déprécié dans des proportions sans précédent: le cours du franc français à Genève — descendu seulement pendant la guerre à un minimum de 0,68 et remonté après l'armistice à 0,88 en décembre 1918 — est tombé à un minimum de 0,33 et ne s'était relevé en juin 1921 qu'à 0,47. La France ayant diminué sa production et accru sa consommation, le déficit a dû être comblé pendant quelques années par une très forte importation de produits étrangers; les statistiques du commerce extérieur montrent un excédent considérable des importations sur les exportations jusqu'en 1921. Les achats ont été couverts par des engagements envers l'étranger ou la vente de créances. La France, créancière du monde avant 1914, est peut-être devenue une nation débitrice. Mais la crise paraît n'être que temporaire, car l'équilibre s'est établi dès 1922 entre les importations et les exportations.

AVILISSEMENT DU NUMÉRAIRE FRANÇAIS.

LA FRANCE DEVENUE DÉBITRICE.

OBSTACLES A LA RECONSTITUTION DE LA RICHESSE.

La guerre n'a pas seulement détruit des valeurs et obligé la nation à s'endetter; elle la laisse dans des dispositions qui retardent la reconstitution de sa richesse. L'instabilité du cours de la monnaie, instrument de mesure de toutes les valeurs, a déréglé les prix et empêche les calculs de prix de revient sur lesquels reposent les opérations de production et de vente. La fluctuation continuelle des changes et des prix favorise l'agiotage des banques, et, en jetant l'insécurité dans les prévisions, arrête les entreprises de l'industrie et du commerce, déjà alourdies par le prix élevé des matières premières, de la main-d'œuvre et des transports. Les habitudes d'oisiveté et de gaspillage laissées par la guerre paralysent le travail et l'épargne et diminuent la quantité et la qualité de la production. La suppression de la concurrence, en permettant de fixer les prix de vente sans égard aux prix de revient, dispose les commerçants à chercher leurs bénéfices dans l'élévation des prix plutôt que dans la quantité des ventes. L'affaiblissement de la production et des échanges diminue la consommation et ramène le niveau de la vie à quarante ans en arrière; la vie est redevenue plus simple; mais, après une période de grande abondance, cette simplicité imposée produit un sentiment de gêne.

INSTABILITÉ DU CHANGE ET DES PRIX.

DIMINUTION DU TRAVAIL.

DÉPLACEMENT DE LA RICHESSE.

Le trouble profond jeté dans la vie économique par le bouleversement des valeurs a détruit l'équilibre des fortunes privées. La dépréciation du numéraire — en amenant la hausse des prix et des salaires et la baisse de valeur des droits évalués en argent — favorisait ceux qui avaient à vendre des objets ou des services, et faisait tort à ceux qui jouissaient de créances ou de traitements. Le bouleversement qui en résultait a enrichi les paysans, les commerçants, les industriels et temporairement les ouvriers; il a appauvri les gens qui vivent d'un revenu fixe, rentiers, pensionnaires, fonctionnaires, propriétaires d'immeubles cédés à bail ou de maisons louées (dont le prix de location a été prorogé au taux antérieur à la guerre). Il a relevé la condition matérielle des travailleurs manuels et abaissé celle d'une grande partie de la moyenne et de la petite bourgeoisie.

LES BOURGEOIS.

Les paysans ont profité des hauts prix des denrées agricoles pour se libérer des hypothèques sur leurs biens ou acheter les terres qu'ils tenaient à ferme; presque toute la dette rurale a été annulée, et l'étendue des terres exploitées par les petits propriétaires s'est beaucoup accrue.

LES PAYSANS.

Les fournisseurs de guerre, les spéculateurs, les intermédiaires, même certains marchands au détail, se sont enrichis en assez grand nombre pour former une classe de parvenus qu'on a surnommés « les nouveaux riches ».

LES COMMERÇANTS.

Les ouvriers, d'abord favorisés par les hauts salaires de guerre, n'ont joui que d'une augmentation de richesse passagère, bientôt compensée par la cherté de la vie et menacée par l'accroissement du chômage. Mais une amélioration durable des conditions du travail est résultée du pacte de la Société des Nations, qui a consacré l'engagement des États « de s'efforcer d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs territoires ». En exécution de ce contrat a été créée pour la première fois une institution internationale officielle, le Bureau international du Travail, dépendant de la Société des Nations, installé comme elle à Genève. Il a fait admettre le principe que « le travail ne doit pas être considéré simplement comme un article de commerce », que « le bien-être physique et moral et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle », « qu'il y a des méthodes pour la règlementation du travail que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer ».

LES OUVRIERS.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Sur sa recommandation, la journée de travail maximum de huit heures, revendication principale du mouvement ouvrier depuis trente ans, a été votée sans opposition par les Chambres, et est devenue en France la règle légale.

JOURNÉE DE TRAVAIL.

EFFET DE LA GUERRE SUR L'ÉVOLUTION SOCIALE.

La catastrophe qui a dépeuplé et appauvri la France ne l'a donc pas jetée hors de la voie qu'elle suivait. Ses effets sur la population et la société se produisent dans le même sens où le pays marchait avant la guerre, diminution de la population dans les campagnes, concentration dans les agglomérations urbaines, accroissement des grandes villes, proportion croissante des étrangers, élévation de la condition des travailleurs manuels, réduction de la durée du travail des salariés, égalisation des conditions, qui de plus en plus se rapprochent du niveau de vie de la bourgeoisie. La guerre n'a ni dévié ni arrêté l'évolution de la société française, elle en a seulement accéléré la vitesse.

CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER

RAISONS DE CONFIANCE EN L'AVENIR

I. NOTRE PAYS ET NOTRE PEUPLE. — II. L'UNITÉ PAR LA MONARCHIE. — III. L'UNITÉ PAR LA NATION. — IV. LA SOLIDITÉ DE LA FRANCE. — V. AUTRE RAISON DE CONFIANCE.

ARRIVÉS au terme de cette « Histoire de France contemporaine », qui commence à la Révolution française et finit avec la guerre où une partie de l'ancien monde a péri, d'où tout le reste est sorti ébranlé, nous ne pouvons pas ne pas nous demander quel sera l'avenir de la France. Mais, comme cet avenir est lié à tout l'avenir humain, personne ne peut répondre avec quelque assurance à la question; qui oserait en effet prédire aujourd'hui l'avenir de l'humanité? Aussi on se contente de penser : « Tout est possible ». Si encore on pouvait dresser une liste des possibilités! Mais même un congrès des plus fortes têtes vivantes n'y réussirait pas. De là, parmi les nations, une inquiétude énervante, ou bien une indifférence fataliste, ou bien un pessimisme noir. Il semble bien que la France soit le pays qui redoute le moins l'avenir : son calme et sa patience sont loués par l'étranger. Elle trouve, en effet, et dans la nature et dans l'histoire, de solides raisons de confiance et d'espoir. Je voudrais en exposer ici quelques-unes.

I. — NOTRE PAYS ET NOTRE PEUPLE

UNE DESCRIPTION ANCIENNE DE NOTRE PAYS.

D'abord, notre pays est privilégié de la nature. Le géographe grec Strabon, qui vivait il y a près de deux mille ans, a décrit à grands traits la région gauloise : « Ce pays, dit-il, est arrosé par des fleuves qui descendent les uns des Alpes, les

autres des Cévennes, les autres des Pyrénées, et qui se jettent les uns dans l'Océan, les autres dans la Méditerranée. Les endroits qu'ils traversent sont en général des plaines ou des terrains dont la pente ménage aux eaux un cours favorable à la navigation. Puis ces cours d'eau se trouvent entre eux dans un si heureux rapport qu'on passe aisément d'une mer dans l'autre en chargeant les marchandises sur un court espace et avec facilité, puisque c'est par les plaines; mais, le plus souvent, c'est bien la voie des fleuves que l'on suit, soit en montant, soit en descendant. » Quelques pages plus loin, Strabon reparle de la concordance parfaite qu'il y a entre le pays, ses fleuves et pareillement ses deux mers extérieure et intérieure (Océan et Méditerranée). « Ce n'est pas là ce qui contribue le moins à l'excellence de ce pays; grâce à cette circonstance les rapports utiles à la vie s'y établissent facilement entre tous les peuples. » Il admire cette « disposition » de la Gaule au point qu'il ajoute : « On pourrait croire que l'action de la Providence s'y manifeste, et qu'elle n'est pas un effet du hasard, mais d'une sorte de calcul. »

FACILITÉ DES COMMUNICATIONS.

Cette description remarquablement précise énumère quelques-uns des bienfaits essentiels dont la nature a comblé la France : abondance des cours d'eau qui coulent dans toutes les directions et sont vraiment, pour reprendre un mot de Pascal, des « chemins qui marchent »; communications aisées des uns avec les autres; du Nord au Midi, de l'Est à l'Ouest, aucun obstacle qui ne puisse être surmonté ou tourné; relations faciles entre les provinces intérieures et les maritimes, entre le littoral océanique et le méditerranéen. De là résulte la belle unité de la France.

LE CLIMAT.

Sur ces régions diverses, règnent des climats divers aussi, mais qui se concilient et se fondent par transitions insensibles, pour composer un climat exceptionnellement doux et bienfaisant, qui est le climat français. A latitude égale, nos voisines de l'Est, l'Allemagne et l'Italie du Nord, ont des hivers plus durs que les nôtres et des étés plus ardents. De l'autre côté de l'Atlantique, pendant plusieurs mois de l'hiver, à la latitude de la Manche, le golfe du Saint-Laurent est pris par les glaces; à celle de Nantes et de Bordeaux, Québec et Montréal semblent dormir dans la neige. Pendant les mêmes mois, les courants océaniques apportent tout le long de nos côtes une chaleur d'origine équatoriale et tropicale; les vents dominants d'ouest la propagent à l'intérieur du pays. En été, au contraire, c'est de la fraîcheur qu'ils répandent avec la pluie. A l'exception des rivages immédiats de la Méditerranée, aucune région française ne souffre des sécheresses périodiques qui, dans les presqu'îles espagnole et italienne, brûlent les verdures de la plaine. Le

climat, agissant sur des terrains variés, faciles à aménager et à amender, favorise toutes les sortes de culture de la zone tempérée. Strabon loue la variété et l'abondance des productions d'un sol qui, dit-il, n'est « inactif nulle part ».

VOCATION AGRICOLE DE LA FRANCE.

La France avait donc une vocation agricole. Elle l'a fidèlement suivie. Quelle que soit la vaillance de notre industrie, notre principale richesse nous vient du travail de nos champs. Nous sommes le pays du « labourage » et du « pâturage » ; nourris par ces deux mamelles, comme disait Sully, nous pourrions à la rigueur suffire aux besoins de notre vie, en mangeant le pain de notre blé arrosé du vin de notre vigne. C'est sans doute le plus important de nos privilèges naturels.

ACCORD DE L'ESPRIT ET DE LA MATIÈRE.

En résumé, ce qui caractérise notre région, c'est la variété dans l'unité : variété des lignes et des aspects du paysage, variété des couleurs — toutes les couleurs de l'arc-en-ciel avec toutes leurs nuances —, qui se succèdent ou se mêlent, sans contrastes ni heurts. Ces deux termes contradictoires, variété, unité, sont conciliés. On emploie aussi, pour définir notre géographie physique, les mots : *modéré, tempéré, douceur, harmonie, équilibre.* Or les mêmes termes servent à définir l'esprit français. Ce parfait accord entre l'esprit et la matière est une force.

LA FRANCE MÉDIATRICE.

Considérons à présent le lieu de l'Europe où notre pays est situé. L'Europe est partagée entre deux régions historiques : l'une méditerranéenne, et l'autre nord-océanique, c'est-à-dire baignée par les mers que forme l'Océan dans sa partie septentrionale, Manche, Mer du Nord, Baltique. La région méditerranéenne a inauguré l'histoire; plusieurs civilisations brillèrent sur ses rives pendant que l'océanienne demeurait dans la pénombre de la barbarie. Mais, un jour, les septentrionaux sont montés en scène. Quel rôle allaient-ils jouer? La nature les avait faits très différents de leurs aînés en histoire. Sol et ciel les appelaient à d'autres destinées. Ils se sont rencontrés dans notre pays, le seul pays européen qui soit à la fois nord-océanique et méditerranéen. En lui, s'est faite une conciliation des deux génies. Une des fonctions de la France est d'être médiatrice.

VOCATION MARITIME.

Enfin, la France est maritime autant que continentale. Deux de ses frontières sont des littoraux superbes. Elle ne demeure donc pas enfermée en Europe. Elle est invitée à l'action « au large » dans le vaste monde.

NOS PEUPLES.

Différents peuples ont composé notre peuple. De grandes migrations, venant de l'est et du nord et marchant vers le sud-ouest, les ont apportés. Nous ne connaissons que les derniers venus, dont

les principaux sont les Celtes et les Germains; mais combien les ont précédés aux temps de la préhistoire? D'autre part, nos côtes méditerranéenne, océanique, septentrionale ont attiré les marins et les colons. De la Méditerranée sont venus des Phéniciens, des Carthaginois, des Grecs, des Latins, plus tard des Arabes. La Bretagne insulaire a envoyé ses Bretons dans notre Armorique, et la Scandinavie ses Normands à l'embouchure de la Seine. Ainsi la France se trouve être comme la synthèse ethnographique de l'Europe. La nation française est celle qui contient peut-être la plus grande somme d'humanité.

II. — L'UNITÉ PAR LA MONARCHIE

Les différents peuples, préparés à la fusion par l'action des forces naturelles, le sol et le ciel, qui leur interdisaient l'isolement, sont arrivés à l'unité politique au temps capétien. Les Mérovingiens et les Carolingiens avaient fondé un royaume des Francs; mais il ne dura point. Charlemagne était un rhénan; son action s'exerçait à l'est; sa grande œuvre fut la conquête de l'Allemagne. Puis, il avait un rêve de domination universelle : à la Noël de l'an 800, le pape et lui restaurèrent dans la basilique de Saint-Pierre l'*imperator*, sans, d'ailleurs, savoir ce qu'était au juste l'*imperator*, ni l'empire. Charlemagne nous est pour ainsi dire extérieur. L'œuvre de notre unification a commencé lorsque Hugues Capet devint roi en 987. Duc de France, comte de Paris, celui-ci était de chez nous.

HUGUES CAPET REPRÉSENTANT DE L'UNITÉ.

Hugues Capet était l'héritier de la royauté carolingienne, qui gardait dans ses lois quelque souvenir du pouvoir impérial romain; sous ses successeurs, les légistes du Midi ressusciteront en la personne du roi le *princeps*; ils traduiront le *quidquid principi placuit suprema lex esto* par *Si veut le roi, si veut la loi.* D'autre part, Hugues fut sacré roi à l'imitation de David que Samuel sacra sur l'ordre de Dieu. Ces droits, qui venaient de Rome et de Jérusalem, étaient imprécis, mais non pas inefficaces; indéfinissables, ils étaient par là même incontestables. Enfin, le roi possédait des droits nouveaux et réels, qui se préciseront à mesure que la féodalité s'organisera. Il était le suzerain direct des grands vassaux, ducs et comtes, et l'arrière-suzerain de leurs vassaux, le *souverain* fieffeux du royaume. Pour toutes ces raisons, Hugues Capet représentait, au-dessus des divisions et subdivisions de notre sol, l'ensemble. En lui résidait l'*unité* de la France.

PROGRÈS DU DOMAINE ROYAL.

Mais voici qui vaut plus et mieux que des théories. Les successeurs de Hugues Capet acquirent des principautés féodales, par

droit de justice, achat, mariage ou conquête. Au commencement du xive siècle, le domaine agrandi touche à l'est la frontière du Saint-Empire germanique; au sud, les Pyrénées; à l'ouest, l'Océan.

APRÈS LA GUERRE DE CENT ANS.

Au xive siècle, de vilains jours viennent; la guerre de Cent ans ravage et ruine la France. Mais la royauté en sort fortifiée. D'abord, une grande question est réglée. Depuis qu'en 1066 Guillaume de Normandie, vassal du roi de France, avait conquis l'Angleterre, les rois anglais avaient accru leur domaine français au point que tout notre littoral océanique finit par leur appartenir. Vaincus, les *Goddem*, comme l'avait prédit Jeanne d'Arc, sortirent de France, excepté ceux qui y demeurèrent enterrés. D'autre part, cette guerre a fauché la noblesse, mis les communes en faillite, détruit ainsi les forces de résistance au roi, qui devient le souverain législateur, se donne une armée royale permanente et crée l'impôt royal, marques d'un pouvoir absolu.

L'UNITÉ ROYALE.

D'autres crises viendront; toujours la royauté les surmontera. La dernière grande principauté féodale, la Bretagne, entre dans le domaine au xvie siècle. Après les quarante années de nos guerres civiles, politiques et religieuses, le roi est décidément hors de pair. Alors apparaît ce personnage historique de grande allure : le roi qui règne par la volonté expresse de Dieu, donc souverainement puissant, souverainement bon aussi, car, lorsque les sujets souffrent, ils croient que, « si notre bon roi le savait », il les allégerait de tous leurs maux; et il est immortel, puisque après qu'on avait descendu dans la tombe, à l'abbaye de Saint-Denis, un cercueil royal, une voix criait : « Le Roi est mort, vive le Roi! » et cette foi monarchique donnait le sentiment de la pérennité.

IMPERFECTION DE CETTE UNITÉ.

Mais cette unité en la personne du roi était superficielle. Le souvenir demeure des lois et coutumes qu'il a juré de respecter au moment où il a réuni les diverses provinces au domaine. En l'année 1786, le parlement de Pau déclare que le Béarn, bien qu'il soit soumis au même roi que les Français, n'est pas devenu une province française, et qu'il demeure « étranger » au royaume. Ce mot « étranger » se retrouve même dans la langue administrative officielle; certaines provinces sont « réputées étrangères »; d'autres sont « d'étranger effectif ». Dans celles-ci — les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, la Lorraine, l'Alsace — la douane est prohibitive du côté de la France; le commerce, du côté de l'étranger, demeure libre. Ainsi, point de communes finances, pas non plus de commun régime juridique : des pays de droit écrit, des pays de droit coutumier, etc. Le roi s'est accommodé de ces diversités. Ce qui lui importait, c'était l'obéissance. Aucune des « libertés » qu'il a respectées n'est

en état de le gêner dans sa souveraineté, c'est l'essentiel. Il a laissé subsister des formes vides — provinces, municipalités, seigneuries —; après en avoir fait des ruines, il ne les a pas déblayées; elles encombraient la vie publique; contre ces vestiges résistants du passé ont lutté les grands ministres : au temps de la pleine gloire, Colbert; aux dernières heures, Turgot.

« Chaos », « anarchie », disent les cahiers rédigés pour les États Généraux. Et voici deux paroles graves : Calonne, ministre de Louis XVI, demandait que les provinces fussent « naturalisées »; Mirabeau se plaignait que la France fût un assemblage de « peuples désunis ».

III. — L'UNITÉ PAR LA NATION

LA JOURNÉE DU 14 JUILLET 1790.

La Révolution naturalisa toutes nos provinces; elle unifia les peuples désunis. L'unité a été voulue par la nation, que l'on voit spontanément agir pendant les années 1789 et 1790.

Les municipalités récemment instituées, et dont chacune a sa garde nationale, commencent par voisiner entre elles; puis elles se fédèrent par province; puis des provinces se fédèrent entre elles. Des fédérations s'assemblent depuis la fin de novembre 1789, en Dauphiné, en Bretagne, dans les petits pays pyrénéens, en Franche-Comté, en Bourgogne, à Lyon, en Alsace, en Flandre, en Auvergne, etc.

Partout les manifestations ont un caractère solennel et religieux. On discourt, on jure devant un « autel de la patrie », « en présence du Dieu des armées », ou « du Dieu de l'univers », de « vivre libre ou de mourir ». A Lyon, 50 000 fédérés défilent devant une statue de la liberté : la déesse tient dans une main une pique surmontée d'un bonnet phrygien, et, dans l'autre, une couronne civique. A Strasbourg, des nouveau-nés reçoivent sur l'autel le « baptême civique ».

Mais voici que surgit l'idée d'une fédération nationale. Le culte de la patrie répudie comme des schismes les différences provinciales. On veut, comme on dit à Pontivy où se réunit la fédération bretonne et angevine, « n'être plus ni Bretons, ni Angevins », mais des Français, « citoyens d'un même empire »; on déclare à Dôle, où fraternisent les provinces de l'Est, que tous les Français sont « une immense famille de frères »; réunis sous l'étendard de la liberté, ils dressent un rempart formidable contre lequel se brisent les efforts de « l'autocratie ». On est si fier d'être Français, d'être libres!

A Strasbourg, le 13 juin 1790 au soir, la cathédrale splendidement illuminée rayonne par delà le Rhin. « Le coup d'œil, dit le procès-verbal de la fête, a prouvé aux princes jaloux de notre bonheur que, si les Français ont jadis célébré les conquêtes des monarques, ils ont enfin fait briller à leurs yeux l'éclat de leur liberté. » Le lendemain, un drapeau planté sur le pont de Kehl porte cette inscription : « Ici commence le pays de la Liberté ».

Le 14 juillet 1790, jour où s'assemblent au Champ de Mars, sous la présidence du Roi, l'Assemblée nationale, la garde nationale de Paris, 14 000 délégués des gardes nationales départementales, les porte-drapeaux de toute l'armée, 2 à 300 000 spectateurs, est une très grande date de notre histoire. Une journée si belle, une journée si noble, si religieuse n'a été vécue par aucun peuple. Des provinciaux de toutes les provinces, oubliant, effaçant les différences géographiques, ethnographiques, historiques, ont créé, par un acte délibéré de leur volonté, la nation moderne. La nation consentie, voulue par elle-même, est une idée de la France.

L'UNITÉ NATIONALE.

Le 14 juillet 1790, à l'unité monarchique a donc succédé l'unité nationale, qui s'est révélée indestructible.

IV. — LA SOLIDITÉ FRANÇAISE.

CRISES NATIONALES.

AU cours de sa longue histoire, la France a subi de terribles crises. Plusieurs fois, elle a été tout près de mourir. Revenons aux deux exemples rappelés tout à l'heure : la crise de la guerre de Cent ans, celle des guerres intestines du XVI[e] siècle[1].

LA CRISE DE LA GUERRE DE CENT ANS.

Un bourgeois de Paris, qui écrivait au commencement du règne de Charles VII, raconte que les Parisiens affamés assiégeaient les portes des boulangeries; les petits enfants criaient : « J'ai faim! J'ai faim!... » On n'avait « ni blé, ni bûche, ni charbon ». On mangeait des trognons de choux et des « herbes sans les cuire, sans pain, ni sel ».

La désolation s'étendait à toute la France. « J'ai vu de mes yeux, dit Thomas Basin, évêque de Lisieux, les campagnes de la Champagne, de la Brie, du Gâtinais, du pays chartrain, de Dreux, du Maine et du Perche, celles du Vexin, du Beauvaisis, du pays de Caux depuis la Seine jusque vers Amiens, de Senlis, du Soissonnais, du Valois, et toute la contrée jusqu'à Laon et au delà vers le

1. Je reproduis ici, presque textuellement, une lettre à tous les Français, intitulée : « La Vitalité française », publiée en 1915.

Hainaut, hideuses à regarder, vides de paysans, pleines de ronces et d'épines. »

« Hélas! sire, écrivait à Charles VII Jean Juvénal des Ursins, évêque de Beauvais, regardez vos autres cités et pays, comme Guyenne, Toulouse, Languedoc. Tout va à destruction et désolation, même à finale perdition! »

LE RELÈVEMENT.

« Finale perdition! » Or, sitôt la paix conclue, les paysans, réfugiés dans les châteaux forts et dans les villes, retournent aux champs. Et c'est pour eux une grande joie, « de revoir les bois et les champs, les prés verdoyants, et de regarder couler l'eau des rivières ».

Non seulement les anciennes cultures sont reprises, mais la charrue s'attaque aux bois et aux terrains en friche; bientôt les terres cultivées du royaume se seront accrues d'un tiers.

Les métiers ont recommencé à battre. Le commerce se ranime. La foire de Lyon attire des gens de tous pays. Le roi Charles conclut des traités de commerce; il est en correspondance avec le sultan d'Égypte et celui du Maroc. Nos marchands trafiquent dans les mers du Nord et sur les côtes de la Méditerranée, Maroc, Algérie, Tunisie, Tripolitaine, Égypte, Syrie. Un poète du temps a célébré cette renaissance :

> Marchands gagnaient en toutes marchandises;
> Celliers, greniers étaient riches et pleins
> De vins, de blés, avoines et bons grains.

LA GRANDEUR DU ROI.

Le roi de France recouvre son haut rang. Même avant que notre territoire soit complètement libéré, Charles VII envoie des troupes en Alsace; il en conduit en Lorraine. Il se rappelle que la rive gauche du Rhin appartenait « autrefois à ses prédécesseurs rois de France »; il proteste « contre les usurpations et entreprises faites sur les droits de son royaume et couronne de France ». Ces pays usurpés, il veut les réduire à son obéissance. Charles VII, si petit, si misérable à son avènement, est devenu le plus grand personnage de l'Europe; le doge de Venise, recevant ses ambassadeurs, déclare que « le roi de France est le roi des rois et que nul ne peut rien sans lui ».

LA CRISE DES GUERRES ÉTRANGÈRES ET CIVILES.

Passons un siècle et demi : nous voici à l'avènement de Henri IV en 1589. Tout comme Charles VII, il est roi sans royaume; il est pauvre au point qu'il est obligé de dîner tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, sa « marmite étant renversée », comme il disait; il se plaint que son « pourpoint soit troué au coude ». Il lui faut combattre à la fois les trois quarts de ses sujets, qui ne veulent pas reconnaître son autorité, et les Espagnols, qui veulent s'assujettir la France. A force

de courage et aussi d'habileté, il vient à bout de toutes les résistances. En 1598, il impose la paix aux Espagnols, et il accorde aux protestants, par l'édit de Nantes, la liberté de conscience. Ainsi fut close la déplorable période de guerre étrangère et civile.

Cette guerre, qui dura quarante ans, avait mis la France aussi bas que les cent ans de la guerre anglaise.

LA FRANCE A L'ÉTAT DE CADAVRE.

Un ambassadeur étranger écrit : « Il n'y a pas une famille noble en France où le père ou le fils n'ait été tué ou blessé, ou fait prisonnier.... » Plus de 4 000 châteaux ont été détruits. Le peuple n'a pas moins souffert : plus de 700 000 hommes ont été tués, 9 villes détruites, et plus de 125 000 maisons incendiées. A la frontière, presque tous les villages, dit une déclaration royale, sont « déserts ». Les loups affamés rôdent dans les campagnes. Le travail industriel est arrêté presque partout. A Provins, où travaillaient 600 métiers à drap, il en reste 4. A Tours, où la soierie avait occupé 800 maîtres-ouvriers et plus de 600 compagnons, il ne reste que 200 maîtres-ouvriers; les « compagnons » ont disparu. A Senlis, à Meaux, Melun, Saint-Denis, Amiens, la diminution du travail est égale ou pire. Les villes s'emplissent de mendiants, paysans fugitifs et ouvriers sans travail. A Paris, ces pauvres gens s'entassent dans les cimetières où ils couchent sur les tombes. Le 4 mars 1596, la police en a compté 7 769 au cimetière des Innocents. Rapportant tous ces maux, Étienne Pasquier disait qu'un homme qui aurait dormi pendant les quarante ans de guerre et se serait réveillé, aurait cru voir, non plus la France, mais « un cadavre de la France... ».

LE RELEVEMENT

Mais le cadavre se ranime et se relève.

Les laboureurs reprennent vigoureusement la charrue. Sully les aide de toutes ses forces. Il estimait que leur travail rapportait plus que « les mines et trésors du Pérou ».

Tous les métiers se remettent à battre. Les industries utiles prospèrent. Même des industries de luxe sont entreprises, celle de la soie, par exemple. Henri IV est fier, lui qui jadis se plaignait des trous de son pourpoint, de montrer ses mollets chaussés de bas de soie fabriqués en France. Les routes abîmées sont refaites, et les ponts écroulés rebâtis. La navigation se ranime sur nos fleuves.

Des traités de commerce sont conclus avec les pays étrangers. Le sultan renouvelle les privilèges de nos marchands dans ses États, et reconnaît le protectorat de la France sur les Lieux Saints. Plus de mille vaisseaux français font le commerce du Levant. Au même moment, la France prend pied en Amérique. Québec est fondée au Canada, qui s'appelle « la Nouvelle-France ».

TÉMOIGNAGES D'ÉTRANGERS.

Cette renaissance étonne l'étranger. Just Zinzerlin, qui écrit une sorte de « guide » en France, constate que le vin abonde dans le Midi. « La ville de Bordeaux expédie à elle seule cent mille barriques par an. » A droite et à gauche, il a vu partout des pâturages où paissent le gros et le menu bétail. Il admire l'abondance de la volaille. Heureusement, dit-il, qu'on ne mange pas dans les autres pays autant de chapons, poules et poulets qu'en France en un jour, car l'espèce périrait. Même les provinces qui furent les plus éprouvées par la guerre ont retrouvé leur prospérité. La Picardie, toute couverte de ruines, est redevenue « le grenier de Paris ».

LES AMBASSADEURS VÉNITIENS.

Mais c'est surtout au témoignage des ambassadeurs vénitiens qu'il faut recourir. Ces hommes étudiaient avec un grand soin et une vive et sérieuse intelligence les pays où ils représentaient la république de Venise. Ils connnaissaient à merveille la France. Or, en 1598, l'ambassadeur Duedo annonce que, dans dix ans, le royaume, « s'il n'est pas revenu à son antique splendeur, il s'en manquera bien peu ». Son successeur, Vendramin, affirmait aussi que la France se rétablirait aisément, « comme cela est arrivé plusieurs fois dans l'espace de mille ans et plus ». Deux envoyés extraordinaires, venus de Venise à Paris peu de temps après la mort de Henri IV, écrivent à leur gouvernement que « le royaume de France, par les malheurs passés, n'a été diminué en rien de ses forces » : « le corps, très robuste, ragaillardi dans la maladie, développé dans les épreuves, et comme ressuscité d'entre les morts, se relève ». Enfin, l'ambassadeur Contarini écrit ces paroles à méditer : « La France, quand elle-même n'affaiblit pas ses propres forces, peut toujours faire contrepoids à une puissance quelconque. »

En effet, bientôt elle fera contrepoids à la puissance de la famille des Habsbourg d'Autriche et d'Espagne, qui menaçait alors la liberté de l'Europe. Henri IV allait commencer la lutte contre « la maison d'Autriche », quand il fut assassiné; les Habsbourg eurent un moment de répit; mais bientôt viendront Louis XIII et Richelieu, et puis Louis XIV; et le roi de France sera de nouveau le « roi des rois ».

TÉMOIGNAGE D'UN ENNEMI.

De nos jours, un étranger, un ennemi, l'ancien chancelier de l'empire allemand, le prince de Bülow, écrit, dans son livre *La politique allemande*, que la France a « une foi inaltérable en l'indestructibilité de ses forces vitales », et que cette foi est justifiée par son histoire :

« Aucun peuple n'a jamais réparé aussi vite que les Français les suites d'une catastrophe nationale; aucun n'a retrouvé, avec la même aisance, le ressort, la confiance en soi et l'esprit d'entreprise

après de cruels mécomptes et des défaites qui semblaient écrasantes. Plus d'une fois, l'Europe crut que la France avait cessé d'être dangereuse; mais chaque fois la nation française se redressait devant l'Europe après un court délai, avec sa vigueur d'antan ou un accroissement de forces. »

Et M. de Bülow donne ses preuves, dont voici la dernière :

« La défaite de 1870 eut pour la France des conséquences plus graves que n'en avait eues auparavant aucune autre, mais elle n'a pas brisé la force que peut avoir pour une nouvelle occasion ce peuple d'une merveilleuse élasticité. »

Sur quoi, M. de Bülow admire « la rapidité et l'intensité avec laquelle l'esprit d'entreprise refleurit en France immédiatement après le cataclysme de 1870 ».

Comme les Vénitiens du XVIe siècle, cet Allemand d'aujourd'hui affirme que la France est indestructible, et que le relèvement, après les grandes crises, est une habitude, une loi de notre histoire.

LA FRANCE D'AUJOURD'HUI.

Hélas! il faut bien reconnaître que l'état de la France est plus inquiétant aujourd'hui qu'il n'était en 1870, à plus forte raison aux siècles de Henri IV et de Charles VII. Quels changements dans le monde! Combien de nouveautés redoutables pour nous! Mais rappelons-nous l'histoire de nos dernières années : un autre pays aurait-il tenu ferme après les grands revers d'août 1914, alors que nos départements les plus riches, où étaient accumulés les moyens de fabriquer les instruments et munitions de guerre, étaient occupés et exploités par l'ennemi? Quel autre pays aurait soutenu son effort jusqu'à ce que ses alliés fussent en état de le secourir, espérant contre toute espérance? Et maintenant, quelle preuve nous donnons d'une patience invraisemblable, attendant toujours la réparation qui nous est due de tant de ruines, travaillant aux champs et à l'usine, partout où il est possible de travailler, espérant l'heure où nous pourrons enfin déployer notre plein effort! En réalité, nous avons le droit d'espérer en l'avenir.

V. — AUTRE RAISON DE CONFIANCE

VOICI une autre raison, toute différente, de confiance : notre pays, après plusieurs révolutions et coups d'État, est pourvu d'un gouvernement que l'on peut croire définitif.

DIFFICULTÉS DE LA RÉPUBLIQUE.

L'histoire de nos divers régimes depuis 1789 montre combien pénible fut l'établissement de la République.

En 1789, le mot même semblait malséant et faisait peur. A la

veille de la Révolution, Camille Desmoulins disait qu'il n'y avait en France qu'une dizaine de républicains. Ni Robespierre, ni Marat lui-même n'étaient du nombre; ils sont devenus républicains après la révolution du 10 août, qui fit la vacance du trône. Il est vrai que le 22 septembre 1792 fut proclamée la « République une et indivisible », et que cette République fut aimée, presque adorée, mais parce qu'elle était la patrie.

LA MORT DU ROI DE FRANCE.

La masse de la nation avait vite oublié les Bourbons, mais elle gardait le sentiment monarchique légué par les siècles. Aussi Napoléon put-il restaurer la monarchie. Quand l'Empire croula, le mot République, prononcé par quelques-uns, n'éveilla pas d'écho. Les Bourbons rentrèrent. La Charte, octroyée par Louis XVIII, fut un compromis entre l'ancien et le nouveau régime. Mais Charles X viola le pacte pour restaurer le droit divin, et c'est bien ce droit qui fut vaincu dans la bataille des « trois glorieuses ». La foi monarchique survivra comme un devoir d'honneur en des familles éparses, entretenue par des relations avec le petit-fils de Charles X, le comte de Chambord; puis elle s'éteindra. Chateaubriand a déclaré dans son dernier discours à la Chambre des pairs : « L'idolâtrie d'un nom est abolie ». La monarchie va durer, mais gravement altérée. En 1830, il y aura un roi des Français, mais le roi de France est mort.

LA MEILLEURE DES RÉPUBLIQUES.

En 1830, on parla de République beaucoup plus qu'en 1814. La République était voulue par les combattants de juillet, étudiants et ouvriers; mais même les chefs de la jeunesse, Cavaignac par exemple, avouaient que le pays n'était pas prêt pour le régime : « Je suis républicain », disait La Fayette, et l'on rapporte que le duc d'Orléans disait aussi : « Je suis républicain »; mais La Fayette jugeait que « la meilleure république » serait le duc d'Orléans. C'était l'opinion du duc, qui devint le roi Louis-Philippe. La France commence alors une nouvelle expérience.

La Charte n'est plus « octroyée » par le Roi; il est obligé de le consentir. Le Roi règne, non plus seulement par la « grâce de Dieu », mais aussi par la « volonté nationale ». Le décor de majesté a disparu, par trop disparu peut-être; la dignité de la personne royale et de la royauté en souffrit. Mais ce régime va-t-il être une transition? S'acheminera-t-il vers le gouvernement de la nation par elle-même? Non.

LOUIS-PHILIPPE ROI DES FRANÇAIS.

Louis-Philippe n'était pas un novateur, ami du progrès politique et social; ces mots ne lui plaisaient pas. Il ne voyait dans les mouvements d'idées et de passions qui agitaient le pays depuis la Révolution que des manifestations de l'esprit de désordre, vieux comme le monde, et que tous les gouvernements sont obligés de combattre. D'ailleurs, il était, comme on dit, un « autoritaire », et il

avait grande confiance en lui-même. Il n'acceptait pas la définition célèbre du régime parlementaire, où « le Roi règne et ne gouverne pas ». Il entendait gouverner. Après bien des difficultés et des luttes, il établit ce gouvernement personnel que servit M. Guizot. Il lui parut alors que tout était bien. Un groupe libéral demanda une très modeste extension du droit de suffrage et organisa une campagne de propagande dans le pays. Le gouvernement ne voulut rien entendre: M. Guizot raillait « le prurit d'innovations » qui tourmentait les libéraux et les démocrates. Les réformistes ou du moins le plus grand nombre d'entre eux ne souhaitaient pas une révolution: même ils renoncèrent à une manifestation commandée pour le 23 février, craignant qu'elle ne tournât en émeute. Mais la manifestation eut lieu et devint une émeute; l'incident du boulevard des Capucines et la promenade des cadavres émurent Paris qui se hérissa de barricades; le lendemain ce fut la Révolution; le roi s'enfuit. Personne à Paris ni en province ne protesta.

LA RÉPUBLIQUE EN 1848

La nation fut surprise. Pour la grande masse des Français, républicain est encore synonyme de jacobin, c'est-à-dire de terroriste massacreur, ou de « partageux », voleur du bien d'autrui. Cependant on fait bon accueil à la République. Des orateurs, des écrivains, en beau langage, proclament un idéal de liberté, d'égalité, de fraternité, et annoncent la libération des peuples opprimés. On chante la *Marseillaise*, on plante des arbres de liberté que les curés bénissent; c'est là une preuve, entre beaucoup, de notre promptitude à l'illusion généreuse. Mais bientôt le pays s'inquiète; comment en eût-il été autrement? Brusquement, du jour au lendemain, ce fut le suffrage universel — neuf millions d'électeurs au lieu de deux cent mille, — la pleine liberté de la presse, la pleine liberté de réunion, le droit au travail, l'organisation du travail, et voilà une preuve entre beaucoup de notre légèreté à croire que tout un état social peut être transformé par des mots et par des formules. On s'aperçoit vite qu'on a fait un saut dans l'inconnu. La rente baisse; l'argent se cache. Le commerce et la manufacture s'arrêtent; l'insurrection de juin éclate; elle est atrocement réprimée. Par la bataille et par la proscription, le parti républicain, saigné à blanc, s'affaisse. Déjà les monarchistes s'agitent; mais que pense la nation? Le 10 décembre 1848, elle élit Président de la République, par plus de cinq millions de suffrages, le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Ce fut une élection sentimentale : une protestation contre Waterloo et Sainte-Hélène, et, après tant d'années sans gloire, une acclamation à la gloire. Ces millions d'électeurs, écartés de la vie publique depuis Brumaire, étaient incapables d'idées politiques.

LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE 1851.

A l'Assemblée Constituante, la Législative succède en 1849. Les élections donnent une forte majorité monarchique. La République est donc rejetée par le pays. Les monarchistes ne s'accordent pas sur le choix du roi. Alors, Louis-Napoléon fait un coup d'État, le 2 décembre 1851 ; l'an d'après, il rétablit l'Empire. 7 740 000 suffrages ont approuvé le coup d'État, et 7 839 000, le rétablissement de l'Empire. Dans le premier plébisciste, la minorité a été de 646 000 voix ; dans le second, de 253 000. Le chiffre des *Oui* est formidable ; il prouve la popularité du nom napoléonien ; mais aussi que la France, fatiguée d'agitations perpétuelles, aspire à la tranquillité ; elle ne se sent pas capable de se gouverner, n'en a pas même le désir. Et voilà la République ajournée.

LA RÉPUBLIQUE EN 1870.

Après le désastre de 1870, la République reparaît ; les électeurs de 1871 ne votent pas sur la forme du gouvernement ; ils votent pour la paix ; mais les élus sont monarchistes en majorité, et la République semble encore une fois condamnée. Comme en 1849, la majorité ne s'accorde pas sur le choix du roi. Fièrement, le comte de Chambord refuse de devenir « le roi légitime de la Révolution » ; il veut être le roi tout court. Alors la République s'impose comme carte forcée. Les monarchistes, il est vrai, ne renoncent pas à leurs espérances. Le régime de 1875 n'est pour eux qu'une attente. D'ailleurs, le mot *République* n'a été inscrit dans l'acte constitutionnel que par une majorité d'une voix. En attendant mieux, les conservateurs acceptent la République, mais « sans les républicains », formule sotte comme beaucoup de formules spirituelles. Or, les électeurs sont devenus républicains, parce que la République signifie pour eux : pas de guerres, pas de révolutions, parce qu'elle est démocratique et qu'elle aspire à la justice sociale. Depuis 1871, la proportion des élus républicains n'a cessé de s'accroître. En 1914, l'opposition monarchique est anéantie dans le parlement, où se forment des groupes de plus en plus démocratiques.

RÉCAPITULATION.

Récapitulons : de 1800 à 1814, régime napoléonien ; de 1814 à 1830 (avec une interruption de Cent Jours), régime de la royauté légitime ; de 1830 à 1848, régime de la royauté bourgeoise ; de 1852 à 1870, le second Empire. Maximum de durée : dix-huit ans. La République dure depuis plus d'un demi-siècle. Cela est un grand mérite : n'avoir point d'adversaires est une force, négative si l'on veut, mais très puissante.

NÉCESSITÉ DE LA LIBERTÉ.

Reste que le gouvernement de la République ne soit jamais une faction. La République doit être libérale à profusion. On dira qu'avec la pleine liberté de la presse et des réunions, des manifestations, même des troubles sont à craindre ; mais nous ne nous

attendons pas, je suppose, puisque nous voulons vivre libres à une vie de tout repos. La liberté, d'ailleurs, a cet effet bienfaisant que les passions se soulagent pour ainsi dire en s'exprimant. Les chefs de groupe les plus violents sont calmés par la participation à la vie publique; ils sont sensibles aux honneurs du pouvoir. Les débats publics sont moins dangereux que ceux des comités secrets où se préparent les coups de force. Ils révèlent, souvent par l'imprudence des orateurs ou des écrivains, le fond des pensées. Ils éclairent l'opinion, qui est le grand juge. — Bien entendu, tout acte de violence criminelle ressortit à la justice.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE INTÉRIEURE

I. REFAIRE LA FORTUNE DE LA FRANCE PAR LE TRAVAIL. — II. L'HARMONIE SOCIALE. — III. LES RÉFORMES POLITIQUES ET L'ÉDUCATION NATIONALE.

I. — REFAIRE LA FORTUNE DE LA FRANCE PAR LE TRAVAIL

LE TRAVAIL ET L'ÉCONOMIE.

POUR refaire la fortune de la France, autrefois créancière de l'étranger, « rentière du monde », comme on l'appelait, aujourd'hui à demi ruinée, il faut pratiquer nos vieilles habitudes de travail et d'économie, mieux exploiter notre fonds, qui est si riche, mettre en pleine valeur économique notre empire colonial. Accroissons surtout notre production agricole; dans l'industrie, soignons les articles de luxe où l'on nous reconnaît une aptitude particulière.

CHAQUE NATION OBLIGÉE AU RENDEMENT MAXIMUM.

Le travail est notre grand devoir envers notre pays, mais aussi envers la communauté mondiale. Une nation qui ne donne pas son maximum de rendement fraude cette communauté. Pendant qu'elle travaille mollement, les pays surpeuplés ne peuvent entretenir le surcroît de leur population. Ils reprochent aux indolents de mal gérer la part de patrimoine humain qui leur est échue. Un Allemand me disait avant la guerre : « Ah! si nous avions à exploiter votre Normandie! » Et, de fait, des Allemands offraient à des Normands leur aide pour l'exploitation de cette province si riche et qui garde des richesses inexplorées.

LA PEUPLADE.

La question de la « peuplade », c'est-à-dire du nombre des bras travailleurs, est très grave. Il est vrai, la diminution de la natalité ne se produit pas seulement chez nous. Si l'excédent des naissances sur les décès est encore considérable en Allemagne, il va s'abaissant ; mais l'Allemagne a sur nous une grande avance, qui est un danger.

Les pouvoirs publics, des associations privées s'en préoccupent avec un zèle inquiet et louable. Nul doute que la puériculture, si elle était bien appliquée, sauverait beaucoup de nouveau-nés; de même une sévère répression des avortements et des infanticides. Ne négligeons aucun moyen. On dit que les demandes de naturalisation française sont nombreuses en ce moment. Faisons-leur bon accueil. L'étranger est attiré chez nous par l'honneur d'appartenir à une nation glorieuse, vraiment libre, où la vie est agréable. Ne craignons pas que notre esprit national soit altéré par cette intrusion. Nous avons le don d'assimiler quiconque vit sur notre sol : le fils du naturalisé fait un bon Français.

II. — L'HARMONIE SOCIALE

LA GRANDE TÂCHE.

LA grande tâche de notre œuvre intérieure est l'apaisement du conflit social. La bourgeoisie patronale et les organisations ouvrières semblent être des adversaires irréconciliables. Mettons-les en présence; mais ici le rappel de quelques notions historiques est nécessaire.

ORIGINES DE LA BOURGEOISIE.

Le rôle de la bourgeoisie est très considérable dans l'histoire de la France. D'abord la classe bourgeoise est plus nombreuse dans notre pays que dans les autres, parce qu'il s'y trouve un plus grand nombre de petites villes. A l'origine, elle se recrute parmi les artisans-commerçants de la ville et les paysans enrichis de la campagne; elle est citadine et rurale; elle demeure en contact avec la vie laborieuse et spontanée du peuple. Elle prend dans la vie agricole et le petit commerce l'habitude, qu'elle gardera longtemps, de l'épargne. Elle fait des « économies ».

L'ACCÈS A LA VIE PUBLIQUE.

La bourgeoisie s'est élevée peu à peu à la vie publique. Elle crée des communes, obtient des privilèges pour des villes. Elle aide le roi par les milices paroissiales, au temps de Louis le Gros, à soumettre les vassaux rebelles; les milices communales, au temps de Philippe Auguste, combattent à la journée de Bouvines. Au temps de Philippe le Bel, les députés bourgeois siègent avec les représentants du clergé et avec ceux de la noblesse dans les États Généraux; il n'y avait jusque-là que deux « états » : la bourgeoisie a créé le troisième, le *Tiers*. Et c'est un des malheurs de notre histoire que les États Généraux ne soient pas devenus une institution régulière de la monarchie. Toutes les fois que l'Assemblée des trois États fut convoquée, le Tiers fit entendre de belles et justes paroles. Il n'était nullement révolutionnaire : il était profondément monarchiste. Il n'était pas égalitaire, il

admettait la hiérarchie sociale; il demandait seulement à être admis dans la famille comme « frère cadet ». Les privilégiés jugèrent la prétention insolente et grotesque. Or, il appartenait au Roi de faire fonction d'arbitre entre les ordres, de marquer à chacun sa place, de les unir sous son autorité, de les faire concourir au bien commun de la monarchie. Le Roi ne l'a pas voulu. L'obligation de convoquer à date régulière les États Généraux, et de leur demander le consentement à l'impôt, lui paraissait la pire des conditions : Louis XIV l'a dit en termes superbes. D'autre part, Fils aîné de l'Église, roi sacré, premier gentilhomme de France, il appartient aux deux ordres privilégiés : il est le privilégié par excellence. C'est pourquoi il n'eut pas même l'idée d'une évolution lente qui aurait transformé la société française et le régime politique. Et il advint que Robert Miron, prévôt des marchands de Paris, parlant à Louis XIII enfant, pendant la session des États de 1614, l'avertit du danger d'une révolution : « Si Votre Majesté n'y pourvoit, il est à craindre que le désespoir ne fasse connaître au peuple que le soldat n'est autre chose qu'un paysan qui porte les armes, et que le vigneron, quand il aura pris l'arquebuse, d'enclume qu'il est, ne devienne marteau. »

LA BOURGEOISIE OCCUPANT LA FONCTION ADMINISTRATIVE.

La bourgeoisie est donc exclue de la fonction politique; mais, aux XVIe et XVIIe siècles, quand le Roi, pour faire de l'argent, met en vente les offices de judicature et de finances, c'est elle qui les achète. Toute la fonction administrative passe à des mains bourgeoises. Comme la qualité de noblesse est attachée aux principaux de ces offices, naît une noblesse de robe, rivale de la noblesse d'épée, laquelle s'affaiblit et se ruine parce que le travail lui est interdit sous peine de dérogation. D'autre part, c'est parmi les bourgeois anoblis que Louis XIV choisit les grands serviteurs du règne, ne laissant à la noblesse que des fonctions d'apparat.

ELLE S'ENRICHIT.

La bourgeoisie s'enrichit par l'agriculture, que Lavoisier appelle « la première des fabriques »; par l'industrie, par le commerce maritime et l'exploitation des colonies, surtout Saint-Domingue, par la traite des nègres, par les raffineries de sucre qui ont fait la fortune des ports du Havre, Nantes, Bordeaux, Rouen, etc.

LA BOURGEOISIE CITADINE.

Quand les biens de la noblesse et du clergé seront mis en vente, la bourgeoisie sera la grande acheteuse. Alors elle achèvera d'établir dans une grande partie du royaume sa domination économique sur la campagne. Elle refoulera les paysans dans les conditions de fermiers, de métayers ou de journaliers salariés au jour le jour. Elle ne deviendra pas rurale, elle restera citadine, laissant s'éteindre la vie aristocratique campagnarde. En Angleterre, le bourgeois enrichi quitte la ville pour le château; en France, il reste à la ville.

LA BOURGEOISIE AU XVIII[e] SIÈCLE

La bourgeoisie s'est largement instruite. Le XVIII[e] siècle est son siècle. Elle accapare presque le travail intellectuel, travail immense, « encyclopédique » : sciences — toutes les sciences, — philosophie, histoire, économie politique, beaux-arts; pour chacune des spécialités, une foison d'hommes distingués et quelques hommes de gloire; une prodigieuse production de librairie — in-folios et courts pamphlets —; une curiosité de choses nouvelles, de mœurs et de régions inconnues — le *Persan* de Montesquieu, le *Huron*, les voyages de *Candide* et ceux de la *Princesse de Babylone* de Voltaire, le *Paul et Virginie* de Bernardin de Saint-Pierre, le *Supplément du voyage de Bougainville* de Diderot, etc.... En même temps sont révélées à la France, par Montesquieu et Voltaire, l'Angleterre et ses libertés; plus tard l'admiration se portera sur l'Amérique et ses institutions démocratiques; notre *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen* est tout inspirée par les déclarations américaines. L'esprit français avait besoin de voir en toutes choses du neuf, de respirer l'air frais toutes fenêtres ouvertes. Les hommes qui vécurent la vie de société comme elle était en ce temps-là gardèrent un souvenir délicieux des conversations *de omni re scibili* dans les salons et les cafés. Ils aimaient l'avenir. Voltaire disait : les jeunes gens verront « de belles choses ».

LA BOURGEOISIE MAITRESSE DE LA FRANCE, ET LES PROLÉTAIRES.

En mai 1789, la bougeoisie est donc maîtresse de la France. Elle n'a qu'à paraître sur la grande scène des États Généraux, et l'ancien régime s'écroule; c'est l'affaire de quelques semaines. Elle crée le nouveau régime. Dans l'ensemble de sa grande œuvre, considérons uniquement le point qui nous intéresse ici : que va-t-elle faire pour la foule des prolétaires? Les assemblées révolutionnaires, même la Convention après Thermidor, ont partagé le peuple en deux catégories : les actifs et les passifs. Les premiers sont pourvus des droits politiques et civils; les seconds seulement, des droits civils : ceux-ci étaient des moitiés de citoyens. D'autre part, la bourgeoisie a détruit le régime ancien des corporations. Elle a établi ce qu'elle appelait « la liberté du travail », adopté le principe : laissez faire, laissez passer. Le demi-citoyen, elle l'a abandonné à lui-même, elle lui a interdit toute association, tout moyen de lutter contre le capital. La masse ouvrière n'était plus qu'une poussière d'individus, au moment où la grande industrie prospérait. Le capital est donc maître du travail.

Des deux classes de la population française, l'une gouvernera et produira des constitutions et des lois, l'autre fera des émeutes et des révolutions pour obtenir l'égalité politique et la justice sociale.

ÉGALITÉ DES DROITS POLITIQUES.

Le suffrage universel, dès qu'il se serait affranchi de toute contrainte — comme il y est arrivé depuis 1870, — devait nécessairement établir la pleine égalité des droits politiques. La masse, intéressée et instruite par les luttes électorales, a participé de plus en plus à la vie publique. Des nouvelles couches apparaissent. Depuis 1871, au Parlement, le glissement vers la gauche a été continu. Tout ce qui restait de privilèges a disparu; le dernier qui céda fut l'inégalité devant le service militaire.

FORCE ACTUELLE DU SOCIALISME.

Aujourd'hui il y a en France des partis socialistes. Plusieurs groupes socialistes siègent au Parlement. Des syndicats professionnels défendent les intérêts corporatifs; leur groupement en confédération leur donne une grande force. Leurs intentions sont nettement révolutionnaires. La tradition du socialisme français de 1848 est abandonnée; l'idée d'une révolution sociale acceptée par la nation comme un idéal de justice et de fraternité est remplacée par la doctrine marxiste de la lutte des classes. Il s'agit de s'organiser, de s'*unifier* pour la guerre sociale. A cette guerre les partis socialistes de toutes les nations doivent participer, groupés dans l'Internationale ouvrière.

Le marxisme en France a troublé profondément la vie politique. Le parti socialiste avait longtemps opéré d'accord avec les radicaux : il était l'extrême gauche de ce parti. Mais il a dû dénoncer cette alliance sur l'ordre de l'internationale ouvrière dont il était une section, accepter un programme doctrinal et se soumettre à ses règles dans la tactique parlementaire.

FORCE DU CAPITALISME. LE CONFLIT.

Le parti socialiste est donc armé pour la défensive et même pour l'offensive, mais la puissance patronale demeure très forte. Elle a pour elle l'instruction, l'argent, les énormes capitaux des sociétés par actions, la presque totalité des moyens de transports et d'échanges. Elle a aussi ses syndicats et ses groupements de syndicats : la défensive patronale est plus forte que l'offensive prolétarienne. Entre ces belligérants, un accord est-il possible?

IMPOSSIBILITÉ POUR LE CAPITALISME DE RÉSOUDRE LE CONFLIT PAR LA FORCE.

Une des raisons de le croire est que ni l'un ni l'autre parti ne peut l'emporter par la violence. Longtemps le capital a été protégé par le soldat. Le grand capitaliste qu'était Louis XIV, propriétaire comme on sait de son royaume, se défendait contre l'ouvrier et le paysan révoltés — ils se révoltèrent souvent sous son règne — à coups de fusil. Son armée, où servait un fort contingent de troupes étrangères, était sa propriété personnelle. Or, l'armée a commencé sous la Révolution à devenir nationale; aujourd'hui elle est plus que nationale, elle est la nation elle-même. Au siècle dernier, elle a pu être encore employée dans les coups d'État napoléoniens et

elle a combattu les insurrections prolétariennes, mais, déjà en juillet 1830, en février 1848, des régiments ont levé la crosse en l'air.

IMPOSSIBILITÉ POUR LE PROLÉTARIAT.

Quant aux révolutionnaires, ils sont incapables de soulever contre la société actuelle la masse de la Nation. Michelet a dit, avec quelque exagération de chiffres : « La France est une en deux personnes : les paysans et les ouvriers.... Quelle force d'avoir gardé cette ancienne France rurale dans laquelle 4 millions de familles et 20 millions d'individus participent à la propriété!... Stabilité du paysan, progrès de l'ouvrier, cela fait un balancement qui par moment a ses secousses, mais la puissance de l'un est retenue par un câble et par une ancre : l'homme de la terre, qui n'est que par trop immobile. »

A « l'homme de la terre » se joint, dans la résistance aux révolutionnaires, le bourgeois. Bourgeois et paysans ont toujours constitué le fond solide de la France.

SENTIMENTS DU PROLÉTARIAT.

Puis, l'ouvrier se prête mal chez nous aux organisations socialistes. Si l'on compare nos syndicats à ceux de l'Allemagne ou aux trade-unions d'Angleterre, quelle différence dans le nombre des sociétaires! Nos syndicats ne groupent qu'une petite minorité des ouvriers; ils sont très pauvres alors que les autres sont riches. Quelle différence aussi dans la discipline! Est-ce l'effet de notre inaptitude à l'association, de notre incorrigible individualisme, de notre naturelle indiscipline? Enfin, nos ouvriers ont l'esprit critique et raisonneur : une révolution totale, qui substituerait au vieux monde un monde tout nouveau et qui serait parfait, paraît sans doute une chimère à beaucoup d'entre eux. Du moins, il est certain que, lorsqu'on a essayé de les soulever tous ensemble pour accomplir le grand acte, la masse s'est jusqu'à présent récusée.

Et qui sait, après tout, si l'ambition du plus grand nombre n'est pas simplement de mener une vie vivable dans une maison à eux, entourée d'un petit jardin clos d'un mur très haut, sauvegarde et marque de la propriété?

Ni d'un côté ni de l'autre, on ne peut espérer prévaloir par la force; il faut donc chercher à s'entendre.

POSSIBILITÉ D'UNE ENTENTE.

Déjà des socialistes révolutionnaires, autrefois intransigeants, éclairés par l'expérience, renoncent à vouloir tout et tout de suite. Leurs orateurs ont courageusement confessé l'abandon de leurs illusions ; ils ont déclaré qu'ils « préfèrent la révolution de tous les jours, celle qui consiste à obtenir toujours plus de bien-être », à une révolution violente qui augmenterait la misère. D'autre part, le patronat reconnaît la nécessité des sacrifices : il a grandement amélioré par ses « œuvres » les conditions de la vie ouvrière.

Actuellement les adversaires sont en présence; ils ont pour discuter des moyens légaux.

Pour toute question qui se présente, une conversation peut s'engager. — Que les deux partis y apportent une égale bonne foi. Des accords seront conclus, se multiplieront; ce sera sur des cotes mal taillées comme on en voit tant en histoire, et l'habitude se prendra de relations tolérables.

NÉCESSITÉ DE COMBATTRE LES PRÉJUGÉS ANTI DÉMOCRATIQUES.

Mais il faut que les conservateurs se libèrent de leurs préjugés antidémocratiques. Ils reprochent aux ouvriers de chercher seulement la satisfaction de leurs appétits; mais les appétits de classe sont naturels; la bourgeoisie a eu, elle a les siens, qui sont gros. Cela n'empêche pas qu'elle conçoive un idéal de liberté. Les révolutionnaires aussi ont un idéal, auquel beaucoup ont sacrifié leur vie. Toujours, parmi les mobiles qui décident nos actes, l'idéal et l'intérêt se mêlent; dans quelle proportion? Chacun de nous peut se poser la question pour n'importe lequel de ses actes à lui. Il sera bien embarrassé pour répondre, s'il est sincère.

GRIEFS CONTRE LES PROLÉTAIRES.

On reproche au prolétariat la violence de ses sentiments à l'égard de la bourgeoisie; mais il fut un temps, pas loin de nous, où la bourgeoisie lui refusait le minimum de sécurité, le minimum de bien-être indispensable à tout homme civilisé; elle prélevait sur les paysans de hauts fermages et payait aux ouvriers d'insuffisants salaires pour des journées de quinze heures; les femmes et les enfants étaient exploités odieusement par leurs patrons; pour réparer les accidents du travail et pour nourrir sa vieillesse, l'ouvrier comptait sur la charité privée. Et c'est aussi le temps où la bourgeoisie s'enrichissait par la grande industrie, par les concessions de mines et de chemins de fer, par le régime protecteur. Combien d'autres preuves on pourrait donner de l'injustice sociale! Celle-ci, par exemple : le prolétaire accomplissait sept années de service militaire; le bourgeois se contentait de fournir un remplaçant, qui ne coûtait pas cher.

La bourgeoisie reproche aux ouvriers leurs volontés tumultueuses, leur ignorance des réalités; mais il n'y a qu'un siècle et demi que la masse populaire est entrée dans la vie nationale. Depuis 1848 seulement, elle a le droit de suffrage. Elle s'instruit peu à peu par la pratique de la politique, par l'école, par la lecture; elle commence à prélever sa part des trésors de culture et d'expérience accumulés par la nation.

DEPUIS LA GUERRE.

Notons ici un fait considérable : la guerre, en accroissant la richesse des paysans, en élevant les salaires des ouvriers, en diminuant la valeur des fortunes acquises, a produit un rapprochement

entre les conditions sociales. Entre le petit bourgeois et l'ouvrier, la distance s'efface; on ne voit plus de blouses ni de casquettes d'ouvriers, plus de bonnets d'ouvrières; la tenue du travailleur est pour le moins aussi soignée que celle de l'employé ou du petit rentier. La France va-t-elle donc s'embourgeoiser? S'il en était ainsi, il n'y aurait plus à proprement parler de bourgeoisie; il y aurait la nation, complète enfin.

III. — LES RÉFORMES POLITIQUES. — L'ÉDUCATION NATIONALE

LA CONSTITUTION DE 1875.

SANS doute, il y a lieu chez nous à plus d'une réforme politique : les institutions sont une matière sujette à une revision perpétuelle. Aucune n'est assurée de toujours vivre. Al'origine de chacune d'elles, on trouve toujours un expédient, un compromis, une concession extorquée ou une solution imposée par une nécessité d'un moment, qui s'est perpétuée après que sa raison d'être a disparu. D'où il suit que le droit constitutionnel et le droit politique sont, pour une part, une codification de survivances et de préjugés. En somme, une institution n'est qu'une formule que la vie politique réalise, modifie, transforme. De même, la loi n'est qu'un vêtement vague qui flotte sur la vie juridique et réelle.

Mais le moment où nous sommes serait-il bien choisi pour reviser la Constitution de 1875?

CE QUI EST ADVENU DE CETTE CONSTITUTION.

L'histoire de ce « compromis », de cet « expédient » est curieuse. Les républicains s'y étaient résignés à grand'peine; ils ne cachaient pas leurs inquiétudes. S'adressant aux conservateurs, Gambetta disait : « Nous avons consenti à vous donner le pouvoir exécutif le plus fort qu'on ait jamais consenti dans un pays d'élection et de démocratie; nous vous avons donné le droit de dissolution, et sur qui? Sur la nation elle-même; nous vous avons donné le droit de revision : nous vous avons tout donné, tout abandonné.... » Or, sans qu'aucune modification importante ait été faite à l'acte de 1875, la France est aujourd'hui en possession d'un régime pleinement démocratique. Voilà pour prouver que les choses sont plus fortes que les papiers.

POSSIBILITES.

L'expérience nous réserve d'autres leçons et d'autres surprises. Le pouvoir exécutif est sorti très affaibli de la crise du 16 mai 1877; la Présidence a été discréditée par l'usage que le ministère de Broglie fit du droit de dissolution. Le souvenir de « ce coup d'État », comme on disait, pesa sur elle. Tous les Présidents en

furent gênés — plus ou moins —, selon leurs caractères. Ils se résignèrent — plus ou moins — au rôle d'un roi septennaire, personnage de représentation et d'apparat. Quand ils avaient fini leur temps, ils disparaissaient et l'on n'entendait plus parler d'eux; ils avaient un air de « déchus ». Mais voici que le président Deschanel, démissionnaire pour raison de santé, entre au Sénat aussitôt qu'il est rétabli; le président Poincaré, son mandat à peine expiré, est, lui aussi, élu sénateur; bien mieux, il accepte la présidence du Conseil. Et l'on parla un moment d'une interpellation de M. Deschanel, ancien Président de la République, à M. Poincaré, ancien Président de la République. La première magistrature de France est entrée, si je puis dire, dans la familiarité de la vie politique. La pénitence qui lui a été imposée pour le péché commis par le maréchal Mac-Mahon, est levée. Le jour viendra où le Président pourra user de ses droits constitutionnels sans provoquer des clameurs de haro; et l'on sait combien ils sont considérables.

MAUVAISES MŒURS POLITIQUES.

Mais travaillons à réformer nos mœurs politiques, qui sont mauvaises. Notre régime parlementaire fonctionne mal parce que nous n'avons pas de partis bien organisés et disciplinés, et dont les programmes soient clairs. Les divers groupes n'ont que des tendances; ils essayent souvent de se définir sans y parvenir. Il en résulte que la politique ne peut être comprise que par les gens du métier; le public s'y embrouille; les ennemis du régime ont beau jeu pour accuser les ambitions personnelles, les intrigues, etc. C'est chose grave, dans une démocratie, que le Dèmos ne voie pas nettement où le veulent mener ceux qui ont sollicité l'honneur de le conduire.

UN DES PLUS GRAVES DÉFAUTS DU RÉGIME.

Parmi les défauts du régime, le plus extraordinaire est que le règlement de la Chambre actuelle soit à peu près le même que celui de la Chambre au temps de Louis-Philippe; celle-ci discutait, bon an mal an, une quarantaine de projets de lois; la nôtre en reçoit un millier; il lui est donc impossible d'accomplir sa tâche, si elle ne simplifie pas sa procédure, si elle ne renonce pas à ces discussions interminables, où des orateurs répètent ce que d'autres ont dit avant eux, où chacun parle aussi longuement qu'il lui plaît. Prenons garde, il est dangereux que la Chambre se résigne à ne pas remplir une de ses fonctions principales, faire la loi. Le régime parlementaire est détesté par les réactionnaires; il l'est aussi par les révolutionnaires et, au temps où nous sommes, une institution qui n'est plus d'accord avec les réalités, qui ne gère pas son office, est compromise.

LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS.

Il est évidemment nécessaire d'organiser une représentation des intérêts économiques : c'est pourquoi nous avons un « conseil économique du travail ». Mais le Conseil professionnel de l'économie natio-

nale des Allemands créé récemment vaut mieux que le nôtre; il groupe les représentants, ouvriers et patrons de l'industrie, du commerce et de l'agriculture: il discute les projets de lois que le Gouvernement lui communique; il a le droit de présenter, de sa propre initiative, des propositions de lois. Projets ou propositions sont transmis au Reichstag, qui adopte ou rejette. Il faut en effet que le Parlement garde la souveraineté et défende au besoin l'intérêt général contre les intérêts particuliers. Grâce à cette collaboration d'éléments divers, si nous savons l'organiser chez nous, il sera possible de donner aux syndicats « leur place dans l'ordre des lois comme ils l'ont déjà conquise dans l'ordre des faits » : ce qui est vraiment préparer l'avenir[1].

ÉDUCATION POLITIQUE. INITIATION PAR L'ÉCOLE ET LE COLLÈGE.

Une des causes des défauts de notre vie politique est qu'une grande partie de la nation n'est pas en état de la vivre parce qu'elle en ignore les principes et les pratiques. Une éducation politique et sociale de notre peuple est nécessaire. Elle doit commencer dès l'école et le collège. Non pas qu'il faille en écrire le programme; surtout, qu'elle ne devienne pas matière à examens. Mais une certaine pédagogie prétend ne pas tenir compte de la différence des temps, qui lui paraît une contingence négligeable. Elle ne veut avoir affaire qu'à « l'homme en soi », personnage intéressant, mais qui a le défaut de ne pas exister. N'en déplaise à ces pédagogues, les contingences, c'est-à-dire les circonstances, successions et changements de la vie politique et sociale réclament l'attention de l'éducateur. Nos professeurs d'histoire et de philosophie ne peuvent pas en conscience ne pas tenir compte de contingences telles que la grande guerre et les révolutions qu'elle a produites. Ils sauront bien, sans rien changer à leurs programmes, orienter les adolescents vers les idées et devoirs d'aujourd'hui.

ÉDUCATION DES ADULTES.

L'éducation politique de l'adulte commence à se faire par la pratique de la vie publique dans les élections municipales, cantonales, législatives, dans les différents groupes des partis, dans des réunions et conférences. Jamais le populaire n'a tant aimé qu'on lui parlât : il y a en France comme une avidité d'entendre; tout orateur trouve un auditoire, et qui écoute avec une intense attention, et qui comprend.

Des idées seront ainsi jetées dans la circulation; elles lutteront les unes contre les autres, elles pénétreront dans les consciences; plusieurs deviendront des lieux communs. C'est ainsi qu'après la

1. Voir, dans la Revue de Métaphysique et de Morale de janvier-mars 1921, l'article de M. Berthod : *Faut-il réformer la Constitution?* — Voir aussi Baumont et Berthelot, *L'Allemagne, lendemains de guerre et de révolution*, 1922.

L'ÈRE DÉMOCRATIQUE.

grande propagande du XVIIIe siècle, les idées de liberté et d'égalité furent victorieuses dans les conflits avec l'ancien régime.

L'idée d'une éducation politique et sociale de la nation semble ridicule et dangereuse aux ennemis de la démocratie. On peut détester le régime démocratique, lui objecter maints précédents fâcheux, anciens et modernes, lui reprocher de parodier l'ancien régime du droit divin du roi, auquel il substitue le droit divin du peuple — *Vox populi, vox Dei,* — droit mystique tout autant que l'autre, et tout autant sujet à la critique de la raison. Mais ce n'est pas ici le lieu de discuter ces hautes et difficiles questions. Voici une certitude : une ère démocratique est ouverte dans l'histoire du monde. La guerre a détruit les autocraties et les oligarchies. Les « masses » sont le nombre et la force. Les veut-on ignorantes et brutales? Se défiera-t-on perpétuellement de leur bon sens, alors que cette vertu, il faut le dire et le répéter, est si répandue chez nous?

CHAPITRE III

FRONTIÈRES NATURELLES. — EMPIRE COLONIAL

I. FRONTIÈRES NATURELLES. — II. LES COLONIES SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — III. NOTRE EMPIRE COLONIAL.

I. — FRONTIÈRES NATURELLES

L'IDÉE DES FRONTIÈRES NATURELLES.

UN des principaux objets de la politique française pendant l'ancien régime fut de donner à la France les frontières qui furent celles de la Gaule : les Alpes, le Rhin, la Mer du Nord, l'Océan, les Pyrénées, la Méditerranée. La France se considérait donc comme l'héritière de la Gaule; on pensait d'ailleurs que ces frontières avaient été dessinées par la nature elle-même. Mais l'histoire a opposé à la nature des obstacles qui n'ont pu être surmontés.

LE TRAITÉ DE VERDUN, 843.

Le premier fut le traité de Verdun, par lequel, en l'an 843, Lothaire, Louis et Charles, fils de Louis le Pieux, se partagèrent l'empire de Charlemagne, leur grand-père. Lothaire, l'aîné, héritier du titre impérial, reçut l'Italie, la région d'Austrasie, entre Meuse et Rhin, berceau de la famille. Dans son lot, se trouvaient les deux capitales, Aix-la-Chapelle et Rome. Pour établir une communication entre elles, un long couloir fut dessiné de la Méditerranée à la Mer du Nord, entre les Alpes, l'Aar et le Rhin à l'est, les Cévennes, la Savoie, le pays Meusien et l'Escaut à l'ouest. Avignon, Valence, Lyon, Verdun et Mézières s'y trouvaient comprises. — Louis le Germanique eut pour part la *Francia orientalis*, la future Allemagne, et Charles le Chauve, la *Francia occidentalis*, la future France. A partir de cette date, Allemagne et France sont des pays indépendants l'un de l'autre; elles commencent leur histoire distincte; mais la future France ne touche pas l'ancienne frontière de la Gaule; Lothaire s'est interposé. La singulière combinaison ne

pouvait durer. Pour les fils et petits-fils de Lothaire, le couloir est détaché de l'Italie, puis démembré. La partie septentrionale, entre Rhin et Meuse, qu'on ne savait comment appeler, prit le nom de Lotharingie, qui est devenue Lorraine. Tout de suite ce pays fut disputé entre France et Allemagne : la dispute dure encore. Ainsi une idée absurde, celle du chemin entre les deux capitales, eut de déplorables conséquences.

L'OBSTACLE DE LA MAISON DE BOURGOGNE ET DE LA MAISON D'AUTRICHE.

Second obstacle à la politique des frontières naturelles :

Au XIVe siècle, le roi de France, Jean le Bon, donne en apanage à son fils Philippe le Hardi le duché de Bourgogne. Philippe acquiert par mariage la Flandre, l'Artois, la Franche-Comté. Par des moyens divers les acquisitions bourguignonnes se succèdent. Presque tous les pays qui composent aujourd'hui les royaumes de Belgique et de Hollande deviennent bourguignons. Charles le Téméraire, « le grand duc d'Occident », est un très dangereux adversaire pour le roi de France Louis XI. Charles meurt en 1477; Louis XI prélève sur sa succession le duché de Bourgogne, la Franche-Comté, les villes de la Somme, le Boulonnais, l'Artois; mais la fille du Téméraire, Marie, garde le reste de l'héritage paternel. Elle épouse Maximilien d'Autriche, et Maximilien devient empereur. Dès lors, toute entreprise de la France sur l'ancien domaine bourguignon, Flandre et Pays-Bas, se heurte à la maison d'Autriche. Par malheur, Louis XI a pour successeur Charles VIII, dont la jeune tête romanesque rêve la conquête de Naples, de Jérusalem et de Constantinople. Pour s'assurer la neutralité de Maximilien, il commet la faute insigne de lui céder l'Artois, le Charolais et la Franche-Comté.

La maison d'Autriche continue la politique des mariages. De Maximilien et de Marie de Bourgogne naît Philippe, qui épouse Jeanne la Folle, héritière d'Espagne; et de ce mariage naît Charles d'Autriche, roi d'Espagne; et ce roi d'Espagne devient l'empereur Charles-Quint. Quand les rois de France voudront remettre la main sur l'héritage bourguignon, ils se heurteront aux forces combinées d'Autriche et d'Espagne.

LA LENTEUR DU PROGRÈS VERS LA FRONTIÈRE.

C'est pourquoi le progrès territorial de la France fut si lent, dans les directions du nord et de l'est. En 1552, Henri II occupa Metz, Toul et Verdun. La paix de Westphalie, en 1648, nous donna l'Alsace, et celui des Pyrénées, en 1659, l'Artois, et le traité de Nimègue, en 1678, la Franche-Comté. Au nord, dans la région flamande, où il a si souvent porté la guerre, Louis XIV ne conquit qu'un territoire équivalant à peu près à notre département du Nord (Lille, Douai, Armentières, Valenciennes, Maubeuge, Cambrai). Du côté du nord-

est, Strasbourg fut annexée en 1681 ; mais la Lorraine ne devint province française qu'en 1766.

AU TEMPS RÉVOLUTIONNAIRE.

Arrive la Révolution. Il semble qu'elle renonce aux frontières naturelles; la Constituante en effet déclare que « la nation française *renonce* à entreprendre aucune guerre dans le but de faire des conquêtes, et qu'elle n'emploiera jamais la force contre la liberté d'aucun pays ». Mais la vieille tradition persiste dans les bureaux des Affaires étrangères et dans ceux de la Guerre. Elle s'impose au nouveau personnel diplomatique. La diplomatie de la Révolution, comme l'a montré Albert Sorel, continue celle de l'ancien régime, elle semble être l'exécutrice testamentaire de la monarchie. D'ailleurs la Constituante interdit la guerre contre la liberté d'aucun peuple, mais non pas la guerre pour la liberté des peuples. Les deux idées, la traditionnelle, celle des frontières naturelles, et la nouvelle, celle de la libération des peuples, se mêlent, se confondent, agissent ensemble. Danton en arrive à déclarer franchement : « C'est en vain qu'on veut faire craindre de donner trop d'étendue à la République; les limites de la France sont marquées par la nature dans leurs quatre points : à l'Océan, aux bords du Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées ». En 1792, commença la guerre contre les rois pour la libération des peuples. Gœthe l'a célébrée dans son *Hermann et Dorothée* : « Les Français arrivaient tous l'âme exaltée, ils plantaient avec allégresse les joyeux arbres de la liberté. Ils promettaient à chacun son droit et son gouvernement propre, l'espérance attirait nos regards vers les voies nouvellement ouvertes. Déjà on rêvait de paix universelle : quand le dernier tyran aurait mordu la poussière, cesserait la guerre », fruit naturel de la tyrannie. Le suprême combat contre les empereurs et les rois coûterait bien des vies humaines; mais il valait la peine de faire ce sacrifice : « Il a péri des hommes, dira Vergniaud à la Convention, mais c'est pour qu'il n'en périsse plus ». Malheureusement, les « voies nouvelles » dont parlait Gœthe ne devaient pas conduire l'humanité au point où Vergniaud la voyait parvenir. Ce qui arriva, c'est que les armées françaises étendirent le territoire de la République jusqu'au Rhin et Alpes; et les traités de Bâle et de la Haye, en 1795, préparèrent l'Europe à accepter le fait accompli. Voilà un grand moment dans notre histoire : la France a conquis la Belgique et la Rhénanie. Il n'y avait alors dans ces pays rien qui ressemblât au patriotisme belge ou au patriotisme allemand d'aujourd'hui. Il semble bien certain que Belgique et Rhénanie seraient devenues françaises, comme l'est devenue l'Alsace. Mais Napoléon survint. Il n'était pas homme à se contenir dans des limites, naturelles ou non. Ses ambitions dépas-

saient de beaucoup celles de la politique nationale; il fit de la France l'instrument de sa puissance et de sa gloire personnelles; son histoire pourrait être intitulée : *Gesta Napoleonis per Francos, Actes de Napoléon par le bras des Francs.* Par sa faute, la France fut ramenée à sa frontière d'avant la Révolution, et même elle perdit, par le traité de 1815, quelques villes que Louis XIV avait conquises, Philippeville, Mariembourg, Sarrelouis, Landau, que nous avions gardées en 1814.

ROUTES BARRÉES.

Aujourd'hui, après que la Grande Guerre nous a rendu l'Alsace-Lorraine conquise par l'Allemagne en 1871, notre frontière nord-est représente à peu près celle de 1815. Mais, si l'on compare l'ensemble de notre frontière nord-est et nord, quel recul! Pourrait-il s'agir encore d'une politique des frontières naturelles? Non, car la Révolution française a établi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit une nation est née, la Belgique. En 1831, la France a signé le pacte qui l'a constituée; elle ne pourrait le violer sans déshonneur et crime. D'autre part, elle ne peut s'agrandir en pays allemand sans le consentement des populations.

Ainsi, la nature a créé une région nettement délimitée, où l'idée des frontières naturelles a suggéré une politique qui, après des siècles d'efforts, n'a pas atteint le but proposé. Le sort des pays rhénans n'est pas fixé; puisque « tout est possible », il se peut que les Allemands de la rive gauche veuillent s'unir à la France; mais, parmi les possibles, celui-ci est des plus invraisemblables. Le *Los von Preussen* qu'on entend en ces pays ne signifie pas *Los von Deutschland.*

II. — LES COLONIES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

LA DOUBLE VOCATION NATURELLE DE LA FRANCE.

La nature a prédestiné la France à la vie maritime autant qu'à la vie continentale. C'est un grand avantage, mais compensé par un péril. A double vie, double tâche; la nation y suffira-t-elle?

ACTIVITÉ MARITIME DE LA FRANCE.

L'activité maritime de la France fut considérable au Moyen Age. Au temps des croisades, des seigneurs français fondèrent ou acquirent des principautés dans le Levant, l'Italie du Sud, la Sicile et le Portugal. Le commerce méditerranéen fut florissant, Marseille était un des plus grands ports du monde.

LES FUNESTES GUERRES D'ITALIE.

Par malheur, quand vint l'âge des grandes découvertes, la France n'a pas prélevé la part qui aurait pu lui revenir des terres nouvelles. Elle en fut empêchée d'abord par les guerres d'Italie. C'est en 1492 que Colomb a découvert l'Amérique; chaque année ou presque, il étend sa conquête. Or, en 1495, le roi de France

Charles VIII est à Naples; il y parade sous un dais, tenant en sa main un globe terrestre surmonté d'une croix. Ce jeune homme tourne résolument le dos à l'avenir.

L'EFFORT COLONIAL AU TEMPS DE FRANÇOIS Ier.

On comprend pourtant en France que ce moment historique est grave. En 1517, François Ier creuse le port du Havre, qui regarde vers le Nouveau-Monde. Il crée une flotte de galères sur la Méditerranée, une autre de galères et de navires à voiles et à rames qui opère dans les mers de l'ouest. En 1524, Jacques Cartier pénètre dans le Saint-Laurent; en 1526, il découvre le Canada. Nos populations côtières, basques, bretonnes, normandes, fondent des pêcheries à Terre-Neuve; elles agissent spontanément, elles sont très hardies. Un armateur nantais ayant eu maille à partir avec des Portugais s'en va bloquer Lisbonne par une flotte à lui, et force le roi de Portugal à lui payer une indemnité.

Mais la lutte a commencé entre les maisons de France et d'Autriche. Paris est plus près de la frontière du nord que de la mer, et cette frontière est constamment menacée. Avant de penser à des conquêtes lointaines, il faut se défendre chez soi.

AU TEMPS DE HENRI IV.

Henri IV, lorsqu'il eut conquis son royaume, restaura la marine; il envoya Champlain au Canada. Québec fut fondé en 1608. Henri IV projeta la Compagnie des Indes; il obtint de la Porte des privilèges honorables et utiles à notre pavillon. Richelieu aussi se préoccupa de la marine; mais un homme, un seul, Colbert, comprit que notre avenir était sur l'eau.

COLBERT PROJETTE UNE POLITIQUE MERCANTILE.

En 1661, à la mort de Mazarin, Colbert est en réalité le principal ministre de Louis XIV. A cette date, la maison d'Autriche était vaincue; les traités de Westphalie et des Pyrénées avaient consacré sa défaite. Colbert conseille au Roi d'entrer dans des voies nouvelles. Il était vraiment un homme nouveau : né très bas, dans une boutique de province, sans culture classique, ignorant l'antiquité, les traditions ne l'embarrassaient pas. Il disait crûment que rien n'était plus nécessaire à la France que de gagner de l'argent. Il avait dans l'esprit toujours présente la carte économique de la terre, avec le catalogue des produits qu'il fallait y acheter et de ceux qu'il y fallait vendre. Il connaissait toutes les voies commerciales de terre et de mer, et les vents qui soufflent, amis ou ennemis du navigateur.

COMMENT COLBERT ESSAYA DE PERSUADER LE ROI.

Colbert proposa son idée à Louis XIV en toute modestie et humilité. Le Roi a-t-il écouté quelques-uns des rapports par lesquels il essayait de l'instruire? Colbert l'admire et le remercie d'avoir bien voulu entendre ces rapports « longs et qui seraient ennuyeux à tout autre », de prendre intérêt à des « matières fâcheuses et qui n'ont

aucun goût »; mais habilement il ajoute que pour un roi l'enrichissement est le plus sûr moyen de la puissance : « Le grand commerce augmente la puissance et la grandeur de Sa Majesté et abaisse celle de ses rivaux et ennemis ». Ou bien encore : « A cette augmentation de puissance en argent étaient attachées les grandes choses que Votre Majesté a faites et qu'elle pourra encore faire pendant toute sa vie. » Enfin le grand commerce portera le nom de Sa Majesté dans les régions lointaines où il est encore inconnu.

Louis XIV écoutait avec son habituelle bienveillance son ministre, mais Colbert sentait bien que l'oreille du Roi était distraite. Il aurait voulu que le maître manifestât avec éclat qu'il s'intéressait aux choses de la mer. Il l'a souvent prié d'aller visiter des ports. Plusieurs fois le Roi le lui a promis; la grande visite fut annoncée à Brest, à Toulon, à Rochefort, à Marseille ; dans cette dernière ville, le ministre commande que l'on prépare les pièces d'une galère de façon que Sa Majesté la voie commencer et finir entre son lever et son coucher. Mais le Roi n'alla pas à Marseille, ni à Brest, ni à Toulon, ni à Rochefort.

En 1680, comme il inspectait les frontières du nord, il demeura quelque temps à Dunkerque ; il monta sur un vaisseau, il commanda, écrit-il à Colbert, les manœuvres, « tant pour le combat que pour faire la route ». Il fut surpris, charmé : « Je n'ai jamais vu d'hommes aussi bien faits que les soldats et les matelots, et, si je vois beaucoup de mes vaisseaux ensemble, ils me feront grand plaisir. Les travaux de la marine sont surprenants, et je n'imaginais pas les choses comme elles sont, j'entendrai bien mieux les choses de la marine que je ne le faisais. » A la date de cette lettre, 1680, venait de finir la guerre de Hollande, où la flotte créée par Colbert et par son fils et adjoint Seignelay avait vaincu la puissante marine de Hollande et donné à la France, pour un instant qui fut court, le commandement de la mer. — Le Roi avait attendu bien longtemps pour mieux comprendre.

LES PETITS BATEAUX SUR LE CANAL DU PARC.

Puisque le Roi ne voulait pas aller à sa marine, Colbert la fit venir à Versailles sous forme de modèles réduits qu'il groupa dans le grand canal du parc.

En 1681, Seignelay commande que l'on envoie de Toulon, en fagots, les pièces d'une galère pour être assemblées devant le Roi, et en même temps des « marins bien faits ». La visite à cette flotte minuscule fut un divertissement de cour ; le Roi y menait les dames en calèche.

Louis XIV n'a donc pas accepté l'offre de Colbert, il n'aimait pas les caprices et mouvements déréglés de la mer à laquelle il

semble reprocher, dans une phrase de ses Mémoires, des façons impertinentes. D'ailleurs, le continent le retient, les guerres se succèdent, provoquées par lui. A chaque guerre, la coalition de ses ennemis s'accroît de nouveaux adhérents; il finit par avoir toute l'Europe contre lui : le continental a prévalu sur le maritime.

CEPENDANT COLBERT A FONDÉ UN EMPIRE COLONIAL.

Colbert pourtant ne perdit pas toute sa peine; et il accrut considérablement notre domaine colonial, dont la partie principale était le Canada qui allait s'accroître du bassin du Mississipi, un groupe des Antilles, Chandernagor et Pondichéry, le Sénégal.

L'AMÉRIQUE DU NORD.

Il n'était pas encore décidé à ce moment-là à qui appartiendrait l'Amérique du Nord. Elle parut réservée à la France du jour où de hardis Français, Joliet, négociant de Québec, Marquette, père jésuite, Cavelier de la Salle, bourgeois de Rouen, avaient découvert le cours du Mississipi et commencé à fonder l'immense colonie de la Louisiane. L'Amérique française enserrait de toutes parts les colonies anglaises établies sur la côte de l'Atlantique. Mais le temps marchait, les guerres se succédaient; la grande erreur de la succession d'Espagne, funeste comme l'avaient été les guerres d'Italie, épuisa la France. Pendant ce temps, les colons anglais arrivaient nombreux dans l'Amérique du Nord. C'est un de nos malheurs qu'au temps de nos discordes religieuses du XVIe et du XVIIe siècle, et surtout après la Révocation de l'Édit de Nantes, nos persécutés n'aient pas pris le chemin de l'Amérique. Ils se disséminèrent en Angleterre, en Hollande, en Suisse, en Prusse. C'étaient des hommes vaillants, ceux qui renoncèrent à leur foyer et à leur patrie pour obéir à leur conscience. Ils étaient plus de 200 000. Ils auraient fondé une nouvelle France dans le nouveau monde.

RIVALITÉ DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE.

Quand Guillaume d'Orange devint roi d'Angleterre par la révolution de 1688, l'Angleterre moderne apparut, qui devait nous être si redoutable. Sa principale ambition fut de détruire notre puissance maritime et coloniale. Elle y réussit. Dès 1713, au traité d'Utrecht, Louis XIV céda aux Anglais les avant-postes du Canada, Terre-Neuve et l'Acadie. Plus tard, il n'y eut personne, au Conseil du Roi, pour comprendre et soutenir Dupleix qui avait commencé la conquête de l'Inde. Enfin, quand la lutte décisive s'engagea en 1756, les armées françaises, sous la conduite de Soubise, allèrent se faire battre à Rosbach par le roi de Prusse, cependant que Montcalm et une poignée de Français se faisaient tuer à Québec assiégé par une armée anglaise. Le désastreux traité de Paris (1763) acheva la ruine de la Nouvelle-France d'Amérique. Ainsi, à la fin du règne de Louis XV et par la faute de cet homme, les

grandes espérances un moment permises à la France se dissipèrent. Quels regrets on éprouve à penser qu'il y avait en 1763 au Canada 300 000 Français, qui sont devenus 3 millions et, citoyens d'un *dominium* anglais, n'ont pas oublié « le vieux pays » !

LA FIN DU PREMIER EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS.

La guerre d'Amérique, sous Louis XVI, fut glorieuse; elle nous rendit les comptoirs du Sénégal. La Révolution française n'eut guère le temps de s'occuper des colonies. Napoléon ne leur prêta que peu d'attention : l'Amérique ne l'intéressait pas; il vendit la Louisiane aux États-Unis en 1803.

La France a-t-elle donc manqué sa vocation de puissance maritime? L'Angleterre y comptait bien; mais, en juillet 1830, une armée française, débarquée sur la côte d'Afrique, prend Alger. C'est le commencement d'une grande histoire.

III. — NOTRE EMPIRE COLONIAL

FONDATION DE CET EMPIRE.

LES premiers pas dans la conquête de l'Algérie furent hésitants, et, si l'amour-propre national ne s'en fût pas mêlé, Louis-Philippe aurait sans doute renoncé, pour l'amitié anglaise, à la conquête d'Alger, « ce legs onéreux de la Restauration ». Mais l'entreprise s'élargit comme d'elle-même. En même temps, l'activité coloniale s'étendit sur toutes les mers. Aujourd'hui l'Algérie, la Tunisie, la plus grande partie du Maroc constituent, de l'autre côté de la Méditerranée, face à la métropole, une France africaine du Nord; depuis l'occupation de Tahiti (1842) et de la Nouvelle-Calédonie (1853), il y a une France du Pacifique; — une France d'Extrême-Orient, depuis la conquête de la Cochinchine (1858-1863), de l'Annam et du Tonkin (1883-1885); — une France de l'océan Indien, qui est Madagascar (1895) avec notre ancienne colonie de la Réunion; — enfin, formée en cinquante ans, de 1854 à 1900, une France du Soudan et du Congo, la « France noire », en liaison, par les oasis du Sahara, avec la France méditerranéenne. Et toutes ces Frances nouvelles réunies couvrent un territoire de plus de dix millions de kilomètres carrés — presque vingt fois la France d'Europe —, peuplé d'une cinquantaine de millions d'habitants.

LES FRANÇAIS AUX COLONIES.

Pour obtenir un pareil résultat, il a fallu bien des labeurs, de hardies initiatives, des audaces folles, de la persévérance, la foi en l'œuvre entreprise. Trop nombreux sont les Français qui ne savent pas cette histoire. Pourtant c'est le peuple français qui en est le héros, plutôt que ses gouvernements.

Après la guerre de 1870, le progrès de la colonisation avait

marqué un temps d'arrêt. La paix de Francfort pesait sur nous. Elle dictait un devoir urgent et précis, la restauration de notre force continentale. Il nous arrivait d'au delà des Vosges, où Bismarck s'effrayait de notre relèvement, des injures et des menaces, des « jets d'eau froide », disait-il; il fallait fortifier notre défensive. Cependant des manifestations isolées se multiplièrent : des officiers et des civils demandaient des missions, surtout en terre africaine; des missionnaires catholiques et protestants allèrent prêcher le christianisme aux indigènes. Quelques années passèrent; la paix semblait consolidée en Europe. La conquête coloniale recommença. Elle fit un énorme progrès sous le ministre Jules Ferry, qui en comprit toute l'importance pour l'avenir de notre pays. La politique coloniale devint alors en France une des grandes affaires de l'État. La cause n'était pourtant pas gagnée; le Parlement y répugnait; à toute demande de crédit, il regimbait, grognait, rognait. Ferry fut attaqué avec une extrême violence. Après la conquête du Tonkin, on crut le flétrir en l'appelant « Ferry le Tonkinois ». Il fut accusé de déserter le grand devoir national, d'oublier « la ligne bleue des Vosges ». Dans la séance de la Chambre où il fut renversé, un homme politique considérable l'apostropha en termes de mépris; un autre, considérable aussi, prononça le mot « trahison ». Mais Ferry avait attiré sur notre empire l'attention nationale. Les vocations coloniales se multiplièrent dans l'armée, dans le civil, chez les religieux. Nos *coloniaux* sont un monde très divers. A quel mobile obéissent-ils? L'Afrique surtout les attire. Elle offre des guerriers musulmans à combattre, des marchands d'esclaves à pourchasser, des infidèles à baptiser et des régions inconnues à révéler, et puis la possibilité de se mouvoir dans des espaces immenses, vierges, librement, hors de la portée du sans-fil et du téléphone ces porteurs d'ordres et de contre-ordres. Nos coloniaux sont, les uns des apôtres ou des croisés, d'autres des *conquistadors*, d'autres des proconsuls. Quelle révélation, celle de ces activités qui cherchaient l'action, l'on trouvée, s'y sont complu. Quelle révélation sur la richesse du fonds national!

LA LEÇON DE L'HISTOIRE.

Maintenant, comparons l'insuccès de l'effort pour acquérir les frontières naturelles et les succès de notre politique coloniale. Jamais un pays n'a reçu plus claire indication de la route à suivre.

POPULARISER NOTRE EMPIRE.

Cela, il faut le dire au peuple français. Ce peuple est en majorité terrien, terrienne est la majorité du Parlement. Il faut tourner vers les mers l'attention et l'imagination des écoliers, des collégiens, des étudiants, les habituer à regarder au loin, les avertir que la France a manqué au XVIe, aux XVIIe et XVIIIe siècle la grande fortune qui lui

était offerte, et qu'il y aurait danger pour elle à laisser perdre celle qu'elle a dans les mains.

RÉPARATIONS DUES.

L'histoire coloniale est, comme la continentale, toute pleine de violences; telles expéditions furent des actes de piraterie; le traitement des indigènes a été souvent inhumain; l'esclavage fut longtemps considéré comme une institution nécessaire à la vie coloniale. La race blanche se considérait comme une humanité supérieure; tout était permis envers ce qu'on appelait l'humanité inférieure : que d'atrocités, que de souffrances, que de laideurs! Tous autant que nous sommes, les colonisateurs, nous avons de graves erreurs à nous faire pardonner. Mais comment? Il nous faut évidemment des règles de conduite.

DEUX IDÉES DE COLBERT.

Colbert a eu deux idées contradictoires en cette matière. Comme les Iroquois le gênaient au Canada, il projeta de « les exterminer entièrement », idée simple mais atroce. Plus tard il écrivit : « Il faut appeler les habitants du pays en communauté de vie avec les Français », les instruire « dans les maximes de notre religion et même de nos mœurs, de façon à composer avec les habitants du Canada un même peuple et fortifier par ce moyen cette colonie, et changer l'esprit de libertinage qu'ont tous les sauvages en celui d'humanité et de société que les hommes doivent avoir naturellement » : idée simple aussi, et très noble celle-là, mais chimérique.

De notre temps, après des années d'expérience et de réflexions, nous sommes arrivés à déterminer une politique coloniale, récemment exposée par le ministre des Colonies, et qui a reçu l'approbation du Parlement.

POLITIQUE COLONIALE.

Ne prétendre ni assimiler les unes aux autres nos colonies, ni les assimiler à la métropole. Admettre pourtant certaines règles générales comme celles-ci : il faut accroître la valeur physique des races par l'hygiène et la médecine, et leur valeur morale par une éducation; intéresser l'indigène aux affaires de son pays par une participation aux assemblées locales, et surtout au travail pour la mise en valeur de sa contrée, préparer un personnel capable de remplacer en tout ou partie les agents actuels de l'administration. Cela dit, considérer les différences profondes que créent entre nos colonies les antécédents historiques et le milieu, différences qui vont jusqu'au contraste, entre l'Indo-Chine par exemple et les pays nègres. Regardons chaque colonie comme une « cité indigène », qui doit évoluer sous notre tutelle et avec notre aide, l'acheminer vers un *self-government* entier, le moment venu, desserrer le lien qui l'unit à la métropole.

D'autre part, mettre en pleine valeur économique nos domaines

coloniaux (exploitation du sol et du sous-sol, voies de communication, etc., etc.).

LE TERME DE L'ÉVOLUTION.

L'évolution de la cité indigène sera très lente, et il ne suffira pas ici de compter par dizaines d'années. Elle sera facilitée par l'affection et la confiance de nos populations indigènes. Dans la crise de la guerre, aucune de nos colonies n'a essayé de se séparer de nous, bien que plusieurs fussent travaillées par la propagande ennemie. Les 500000 hommes qui ont combattu sous nos drapeaux ont contribué au salut de la patrie.

Mais cette évolution, où tend-elle finalement? A constituer des *dominions?* C'est la méthode anglaise. Une des raisons qui l'ont inspirée aux Anglais, c'est l'éloignement de leurs colonies. Or, notre Afrique n'est pas loin de nous, elle est le prolongement de la France: elle est France. L'Indo-Chine est lointaine, mais elle n'a d'unité que par la suzeraineté française. Au reste, le Dominion a cet effet, qu'en affranchissant il tend à *séparer*. Nous voulons, nous, affranchir en demeurant *associés* à nos sujets d'autrefois. Il y a en réalité plusieurs Angleterre; il n'y aura qu'une France, une plus grande France. Nous ne sommes, il est vrai, que la seconde des puissances coloniales, et entre la première et nous la distance est vaste; notre empire est bien modeste à côté de celui de l'Angleterre, mais il est plus solide peut-être.

CHAPITRE IV

LA FRANCE ET LA PAIX DU MONDE

I. FRANCE ET ALLEMAGNE. — II. LA PUISSANCE DE LA FRANCE. — III. OBSTACLES A LA PAIX DU MONDE. — IV. NÉCESSITÉ DE LUTTER CONTRE LA GUERRE. LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — V. APTITUDE DE LA FRANCE A LA PROPAGANDE PACIFIQUE.

I. — FRANCE ET ALLEMAGNE

LA SÉCURITÉ DE LA FRANCE.

LE premier devoir de notre politique est d'assurer la sécurité de notre pays. Il nous appartient de dire, répéter et faire comprendre quelles sont, à notre jugement, les conditions essentielles de cette sécurité. Ayons soin d'ailleurs de nous défendre mieux que nous ne l'avons fait jusqu'ici contre l'injuste accusation d'impérialisme, et prouvons, par toute notre conduite, que nous sommes vraiment pacifiques. Sans doute des ultra-nationalistes chez nous rêvent guerre et conquêtes; mais ils sont bien moins nombreux que les pangermanistes d'Outre-Rhin. Aucun pays n'a, plus que le nôtre, besoin de la paix. La France sait bien qu'elle ne se relèvera pas, si son travail n'est pas tranquille.

RELATIONS AVEC L'ALLEMAGNE.

Forcément, nos relations avec l'Allemagne se placent au premier rang des problèmes.

L'Allemagne a voulu tuer la France, ou tout au moins l'assujettir. Elle a fait la guerre atrocement. Vaincue, elle a sollicité à genoux un armistice, elle en a accepté les dures clauses; mais avec des réserves mentales. Elle a signé le traité de Versailles, et tout de suite s'est efforcée de le mettre en pièces. Elle a même osé nier sa défaite. Berlin a reçu triomphalement les troupes rentrantes. La coalition de ses *Lehrer, Oberlehrer, Professoren, Prediger*, de ses *Junkers* et de ses magnats de finances et d'industrie nous menace de la revanche, et nous la promet décisive et définitive.

Entre l'Allemagne et la France, toute conciliation semble donc impossible. Mais, sur cette question si grave, où l'avenir de l'Europe et du monde est intéressé, réfléchissons. *NÉCESSITÉ DE RÉFLÉCHIR.*

Quand nous disons *l'Allemagne*, qu'entendons-nous par ce mot? Tout le peuple allemand? Mais la volonté profonde de ce peuple, nous ne la connaissons pas. Le temps n'est pas venu où les masses populaires prendront conscience de leurs vouloirs et seront pourvues des moyens réguliers et efficaces de les signifier.

D'autre part, tenons grand compte de l'effet produit en Allemagne par le désastre. Quelle chute, et de quelle hauteur! On était si assuré de la victoire, et qu'elle donnerait la maîtrise du monde! Cet espoir fut entretenu jusqu'à la dernière heure par les mensonges officiels et officieux; aussi la nouvelle de l'armistice stupéfia le peuple allemand. Des journaux demandèrent d'une voix d'angoisse : que s'est-il donc passé? Une révolution éclata. L'homme aux grands gestes et à la parole claironnée, qui avait toujours l'air de dire : C'est moi qui suis l'empereur, est remplacé par un président, qui est un ouvrier. En même temps, vingt et quelques dynasties dégringolaient. Est-ce que le ciel lui-même n'allait pas tomber? Il y avait de quoi devenir fou : s'affolèrent en effet tous les serviteurs nombreux et divers de l'ancien régime, tous les prédicateurs du patriotisme exalté et leurs disciples, mais aussi nombre de bonnes gens aimant leur patrie, convaincues qu'elle est innocente de la guerre, exaspérées contre les vainqueurs. — Ne nous étonnons pas de ces cris de haine ni de ces appels à la revanche. Quand on juge les gens, il faut se supposer à leur place : c'est une des meilleures façons d'être juste. *EFFETS DE LA CATASTROPHE DE 1918.*

Cependant le gouvernement du Reich savait bien qu'il devrait quelque jour subir la nécessité; mais il aurait fallu qu'il trouvât un appui dans le pays. Des gens raisonnables l'encouragèrent, il est vrai, mais pas nombreux, pas organisés, au lieu que les furieux étaient enrégimentés, équipés, attendant le commandement : « Garde à vous! » Les raisonnables parlaient discrètement; les autres hurlaient. A exprimer le moindre sentiment pacifique, on s'exposait à des insultes, à la proscription et même à l'assassinat. Jamais un gouvernement ne s'est trouvé dans un pire embarras. Le Dr Wirth s'entendait accuser de trahison; peut-être fut-ce pour donner des gages aux ultras que plusieurs fois il se permit d'être insolent envers les Alliés. Au reste, nous ne croyons pas à la sincérité réelle de ceux qui travaillent à obtenir un accommodement. On voudrait causer avec eux, leur dire : « Si vous aviez été vainqueurs, vous auriez annexé la Belgique, une large bande de nos *LE RÔLE DIFFICILE DU GOUVERNEMENT DU REICH.*

pays de l'Est et du Nord; à l'heure qu'il est, vous administreriez, vous exploiteriez la France, et vous prélèveriez de vos mains l'indemnité de guerre au paiement de laquelle vous nous auriez condamnés. Dr Wirth, auriez-vous protesté? »

EN CAS DE CONCLUSION D'UN ACCORD.

Si un accord se conclut entre Allemagne et France — il faudra bien en venir là, — nous demeurerons donc méfiants. Nous laisserons le temps agir. Les relations économiques sont déjà reprises; elles se développeront; les relations intellectuelles se ranimeront. De sympathie et d'amitié, il ne peut être question, nous avons trop peiné, trop souffert, trop saigné. Peut-être des relations correctes suffiront pour qu'apparaisse l'utilité mondiale d'une collaboration de deux peuples géniaux, si différents par leur génie, et, par cela même, capables d'entr'aide.

II. — LA PUISSANCE DE LA FRANCE

LA FRANCE TRÈS GRANDE PUISSANCE.

EN deuil de 1 500 000 de ses enfants, désolée dans les provinces où florissait son plus fécond travail, encombrée de débris, attendant des réparations toujours ajournées, confiante malgré tout en elle-même, la France est une des plus hautes figures qui aient illustré l'histoire. Elle est, à tous égards, une très grande puissance. L'Allemagne exceptée, elle n'a pas d'ennemis. Il est vrai, les Alliés se sont querellés depuis la paix conclue. Pendant la guerre, debout, alignés coude à coude, ils tenaient les yeux fixés sur l'ennemi commun; celui-ci disparu, ils se sont tournés les uns vers les autres, échangeant des regards obliques où se devinait le souvenir de vieilles querelles; mais il est inimaginable que ces disputes ne s'apaisent pas. Avec la Belgique, nous sommes intimement unis. Les nations ressuscitées dans l'Est européen savent ce qu'elles nous doivent.

Très grande puissance, que fera la France de sa force?

Elle doit travailler à établir la paix du monde.

III. — OBSTACLES A LA PAIX DU MONDE

LA PAIX DU MONDE.

LA paix du monde! Arrêtons-nous sur ce mot, sur cette idée. Et, d'abord, écartons résolument les illusions qui nous ont égarés si longtemps. Comptons les obstacles qui s'opposent à la pacification de l'humanité, mesurons-les. Nous avons grand besoin de voir clair et vrai.

Constatons d'abord que l'humanité a l'habitude de la guerre,

une habitude de soixante siècles d'histoire derrière lesquels nous apercevons des centaines et des centaines de siècles préhistoriques. Nous connaissons les mœurs de nos lointains ancêtres; nous constatons qu'elles survivent dans les nôtres, transmises par l'hérédité. Dans ces mœurs, l'habitude de la guerre prédominait : nous suivons les progrès de l'armement depuis la pierre taillée jusqu'à la perfection des armes métalliques. Cette habitude s'est perpétuée avec les sentiments qu'elle inspirait jadis. Beaucoup d'hommes encore croient à la nécessité, à la noblesse de la guerre; ils préfèrent à toutes les gloires celle que rappellent les inscriptions des palais et des temples d'Égypte et d'Assyrie, les arcs de triomphe romains, les louanges des poètes. Aucun nom n'est célèbre autant que les noms d'Alexandre, de César et de Napoléon. — « L'homme à cheval, qui tient une épée dans sa main », a gardé son prestige.

L'HABITUDE DE LA GUERRE.

Joseph de Maistre a enseigné que la guerre est nécessaire à l'humanité, en vertu d'une loi divine. « Cette loi, a-t-il écrit dans les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, n'est qu'un chapitre de la loi générale qui pèse sur l'univers.... » Dans chaque division de l'espèce animale, un certain nombre d'animaux « sont chargés de dévorer les autres. Ainsi, il y a des insectes de proie, des reptiles de proie, des oiseaux de proie et des quadrupèdes de proie. » « L'homme tue pour se nourrir, il tue pour se vêtir, il tue pour attaquer, il tue pour se défendre, il tue pour s'instruire, il tue pour s'amuser, il tue pour tuer. » Il n'est pas exempt de la loi générale : « il faut bien que lui aussi soit tué; c'est l'homme qui est chargé d'égorger l'homme ». « Ainsi s'accomplit depuis le ciron jusqu'à l'homme la grande loi de la destruction des êtres vivants.... La terre n'est qu'un autel immense où tout ce qui vit doit être immolé jusqu'à la consommation des choses, jusqu'à l'extinction du mal, jusqu'à la mort de la mort.... La guerre est donc divine en elle-même, puisque c'est une loi du monde. » Cette page sinistre vieille d'un siècle, Ludendorf l'a rajeunie dans son livre *Stratégie et Politique*, où il déclare : La guerre est fondée dans l'ordre divin du monde, elle est un « phénomène naturel »; « la guerre sera à l'avenir, comme dans le passé, l'ultime raison de la politique, celle qui décidera en dernier lieu ». Ludendorf réédite la célèbre maxime de de Moltke : « La paix internationale est un rêve, et ce n'est pas même un beau rêve; la guerre est une partie de l'ordre du monde créé par Dieu; sans la guerre, le monde s'enfoncerait dans le marais du matérialisme. »

LA GUERRE VOULUE PAR DIEU.

OPINIONS ALLEMANDES.

Ne haussons pas les épaules. D'abord, il faut reconnaître que la guerre, si elle satisfait les instincts animaux de l'homme, donne occasion et carrière à de hautes vertus qui font accepter le sacrifice

de la vie; il faut reconnaître aussi que l'humanité pacifique devra se défendre contre les tentations du matérialisme.

SENTIMENT DE L'HUMANITÉ.

Ne haussons pas les épaules. Tout se passe sous nos yeux comme si la guerre ne devait jamais finir. Les hommes de mon âge ont connu dans leur jeunesse un sentiment de l'humanité, vague et généreux; il nous venait des « philosophes » du XVIIIe siècle. D'autres philosophes sont venus. Ils ont identifié la force avec le droit.

PÉRIL

La grande guerre n'est même pas finie : elle dure aux confins de l'Europe et de l'Asie. Des causes de guerres nouvelles se multiplieront, et il est à remarquer que l'on commence à parler couramment de la « prochaine guerre ». Il se prépare des règlements pour la rendre moins atroce. On a d'abord pensé à interdire l'usage des gaz : mais on a compris que cette interdiction serait inapplicable. Tenons pour certain qu'en tout pays des laboratoires travaillent à chercher le parfait gaz de guerre.

IV. — NÉCESSITÉ DE LA LUTTE CONTRE LA GUERRE. — LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'ENNEMI qu'il s'agit d'abattre est donc solide sur des fondations profondes. Il est possible qu'il résiste à nos assauts et les repousse. Mais alors, qu'il survienne encore une guerre comme la dernière, notre civilisation, dont nous sommes si fiers, périra. Pourquoi pas? L'histoire connaît plusieurs exemples de semblable catastrophe. Mais, même ni nous avions à craindre qu'un si funeste sort nous fût réservé, le devoir serait de ne pas nous résigner, de lutter quand même. Or, s'il serait fou de croire à une prochaine paix universelle, il ne l'est pas d'espérer que la malfaisance du fléau soit atténuée, que la guerre, au lieu d'être un phénomène normal, devienne un accident, et qu'enfin, après un long temps, elle tombe en désuétude. Commençons donc le grand effort. Il sera très long.

Le commencement est de reconnaître que les moyens employés jusqu'ici pour empêcher la guerre ne suffisent pas. Si nous n'admettons cette vérité primitive, inutile de nous mettre en chemin.

INSUFFISANCE DES MOYENS ANCIENS

Un des moyens d'hier était de former des groupements d'États qui, en se faisant contrepoids, assuraient l'équilibre; mais ces alliances entretiennent l'idée de la guerre; les états-majors se concertent, des plans de guerre sont échangés; les « militaires » tendent naturellement à réaliser leur « fin », comme disent les philosophes, c'est-à-dire la guerre. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est en finir avec le régime qu'a décrit M. Loder, président de la Cour permanente

de justice internationale, dans le discours d'ouverture prononcé à la Haye, au mois de février de la présente année 1922. « Qu'était-ce que le droit des nations? Poursuivre ses fins particulières, s'emparer du territoire du voisin, s'enrichir à ses dépens; détruire son bien-être, c'était travailler à la grandeur de son pays, c'était exercer les droits de la souveraineté. Point de code du droit des gens : à peine quelques coutumes qui pussent être considérées comme acceptées, mais dont la violation n'était pas punie par des sanctions. » A ce régime anarchique, il faut substituer des institutions internationales, dont la Société des Nations est la principale.

La Société des Nations est née de la guerre.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

La guerre a démontré qu'une nation quelconque peut être mise en péril par l'incident d'une querelle survenue dans une partie du monde d'où elle est très éloignée et où elle n'a aucun intérêt. Combien d'Américains savaient les noms de Yougoslavie, de Bosnie, de Serajévo? Et cependant, à cause du crime de Serajévo, des soldats américains débarqués en grande foule sont venus combattre dans les campagnes de France. La guerre a produit une manifestation inattendue de la solidarité internationale. L'idée est donc venue d'organiser ces nations solidaires en une société. Supposez que « l'incident bosniaque » eût été porté devant les représentants des nations assemblés, il est de toute évidence qu'un arrangement eût été trouvé, que la guerre eût été évitée. Que de choses dans ces mots : la guerre évitée!

QUELQUES ACTES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

La Société comptait quarante membres au début, elle en compte aujourd'hui cinquante et un. Elle a réglé en quelques semaines l'affaire de la Haute-Silésie, qui donna de si grandes inquiétudes. Autre affaire épineuse : la Société administre, et fort bien, le territoire de la Sarre, qui est aujourd'hui un canton tranquille et prospère. Très curieuse est l'affaire des îles d'Aland. Le gouvernement de la Suède est entré en conflit avec celui de la Finlande au sujet de la possession de ces îles. L'assemblée de la Société donna raison à la Finlande. La Suède protesta, mais s'inclina par respect pour la Société et pour en accroître l'autorité dans le monde.

Enfin la Société des Nations a créé la Cour permanente de justice internationale. S'il vient un jour où une grande puissance, ayant perdu son procès devant cette Cour, s'incline par respect, ce sera un beau jour.

POSSIBILITES.

Répétons : pas d'illusions, que des désespoirs suivraient. Ne croyons pas que la Société des Nations recevra un beau jour sa pleine autorité d'une délibération solennelle des représentants de l'humanité. La si médiocre humanité d'aujourd'hui n'est pas capable d'un tel acte héroïque; mais il est vraisemblable, il est certain que la Société

réussira à régler des différends comme elle a fait déjà; que les Gouvernements, comme ils ont fait déjà, auront recours à elle, quand ils se trouveront incapables de sortir d'affaire. Peu à peu cette carte commode qu'ils mettent dans leur jeu pourrait devenir carte forcée.

V. — APTITUDE DE LA FRANCE A LA PROPAGANDE PACIFIQUE

LA Société continuera sa propagande; elle sera soutenue dans tous les pays démocratiques par les groupements qui s'intitulent des « amis de la Société des nations ».

A cette propagande, la France est appelée à prendre une grande part. Déjà elle a rendu de signalés services à la cause. M. Loder, à la séance d'ouverture de la Cour de la Haye, en a remercié M. Léon Bourgeois, en lui adressant « le salut respectueux de quarante nations ». Ce salut est très honorable pour M. Léon Bourgeois et pour la France.

POURQUOI LA FRANCE EST ÉCOUTÉE.

Le monde est habitué à entendre la France parler dans tous les débats qui intéressent l'humanité; il a l'habitude de l'écouter. Pourquoi? Pour des raisons qu'il est bon de rappeler ici.

CLARTÉ FRANÇAISE.

La France parle clairement. Un écrivain français met ses idées en leur ordre logique et chaque mot à la place qui lui convient. Il barre les *t* et pointe les *i*. Il veut absolument être compris et, pour cela, commence par bien se comprendre lui-même. « Ce qui n'est pas clair n'est pas français, » écrit Rivarol dans le célèbre *Mémoire sur l'universalité de la langue française* que l'Académie de Berlin couronna en 1784. Rivarol a dit aussi que l'on croirait que « la langue française s'est formée d'une géométrie toute élémentaire ». Il dit même qu'elle procède « de la simple ligne droite ».

LITTÉRATURE RATIONNELLE.

Notre littérature est raisonnable, ou, pour mieux dire, à fond de raison, rationnelle. Elle exprime le bon sens, le sens commun des peuples.

POINT DE PRÉJUGÉS ETHNIQUES.

Notre esprit n'est pas obsédé par des préjugés de race. Nous admettons sans difficulté qu'un homme soit vêtu d'une peau dont la couleur n'est pas celle de la nôtre. Entre nous et cet homme, nous ne mettons pas une distance infranchissable. Nous ne sommes pas « distants ». D'autres le sont.

LA JUSTICE.

Peut-être notre plus forte passion est-elle l'amour de la justice; dire, chez nous, qu'une chose est injuste, c'est prononcer contre elle une condamnation sans appel. Pour nous, l'oppression des peuples détenus sous le joug étranger est une injustice. Nous la détestons. Nous avons donné, pour libérer ces victimes, de l'or et du sang.

UNE HABITUDE FRANÇAISE.

Entre autres défauts, nous avons celui de chercher toujours quelque côté plaisant même dans les choses les plus sérieuses, les plus vénérables. Aussi nous croit-on incapables de sentiments généreux. Que de fois j'ai entendu des étrangers, surtout des Allemands, nous reprocher notre « blague » perpétuelle! Certes, nos tranchées pendant la guerre furent blagueuses. Nos soldats s'esclaffaient devant l'éloquence patriotique des « bourreurs de crânes ». Mais, s'ils n'avaient eu, cachés dans leurs cœurs, les plus nobles sentiments, comment auraient-ils supporté la vie infernale où ils n'avaient d'autre distraction que « d'attendre la soupe, le pinard et la mort »?

Notre littérature est de bonne humeur. Montaigne disait : « Je ne fais rien sans gayté ». Rabelais, si le rire n'avait pas existé avant lui, l'aurait inventé; il a dit que « rire est le propre de l'homme ». Les témoignages étrangers et français sur notre gaieté sont innombrables. Montesquieu a dessiné dans les *Lettres persanes* une charmante esquisse du caractère de notre nation : « humeur sociable, ouverture de cœur, joie dans la vie, facilité à communiquer nos pensées, nation vive et enjouée, avec cela du courage, de la franchise, un certain point d'honneur ». Il sait bien que nous avons des défauts; même il souhaite qu'on ne nous force pas à nous en corriger : « Qu'on ne donne pas un esprit de pédanterie à une nation naturellement gaie. Laissez-lui faire les choses frivoles sérieusement et gaiement les choses sérieuses. »

Voilà des raisons pour que la voix de la France soit bien accueillie.

LONGUE EXPÉRIENCE DE LA FRANCE.

De plus, nous avons le droit de parler avec quelque autorité. Nous sommes la plus ancienne nation de l'Europe : nous avons quinze cents ans d'expérience historique. En tout, nous fûmes des précurseurs. Sur notre sol, au temps du roi Clovis, baptisé par saint Rémi, protecteur et protégé des évêques, loué par le pape, décoré des insignes proconsulaires par l'empereur relégué à Constantinople, s'est opérée la transition, la transaction entre l'Empire romain, destructeur de nations, et l'Europe moderne avec ses nations indépendantes.

Quelques siècles plus tard, aucun peuple n'a brillé plus que le nôtre dans la civilisation féodale. Nous sommes par excellence le peuple des croisades, ces *Gesta Dei per Francos, Actes de Dieu par le bras des Français.* Nos cathédrales, *opus francigenum, œuvre française,* sont imitées partout; partout nos chansons, héroïques ou comiques, sont chantées. Notre langue est parlée par les esprits cultivés de tous pays : plus d'un la préfère à la sienne propre,

« parce que la parlure de France est plus délectable et commune à toutes gens ». Paris est la capitale intellectuelle de la chrétienté. L'étranger lui envoie des étudiants en foule, et des maîtres aussi. Un proverbe disait que le monde est gouverné par trois puissances, la Papauté, l'Empire, le Savoir : il donne pour résidence au Savoir, Paris. Presque toutes les universités européennes sont des essaims envolés de notre montagne Sainte-Geneviève. En ces temps-là, le rayonnement de la France fut une splendeur. Et puis, nous donnâmes au monde un modèle exquis de la monarchie chrétienne en la personne de saint Louis, qui disait : « Il ne faut à nul tollir son droit. » L'âge féodal a passé ; l'ère des monarchies succède ; encore un modèle : Louis XIV ; il éblouit le monde, l'Allemagne surtout, où même les principicules singent le grand roi. Mais, après cette apogée, la décadence monarchique se précipite. L'esprit novateur et révolutionnaire souffle par le monde, nulle part plus vif qu'en France. Le rayonnement de notre pays est intense comme au moyen Age. Enfin la Révolution française éclate ; l'ancien régime s'effondre. Il essaye de se relever en 1815 ; les gouvernements du XIXe siècle sont réactionnaires ; mais l'esprit de la Révolution subsiste ; en 1830, en 1848, il combat, et il est vainqueur. Les mouvements de la France se prolongent en Europe. Les peuples « opprimés » espèrent en nous, défenseurs des droits des peuples et des individus.

LA PUISSANCE DE L'ARGENT.

Il importe à la communauté humaine que la France garde l'autorité morale exercée par elle au cours des siècles précédents. Les intérêts matériels menacent d'étouffer la vie morale. Jamais la puissance de l'argent, vieille comme le monde, n'a été plus forte et plus redoutable qu'aujourd'hui. La finance internationale cherche par tous les moyens la satisfaction de ses appétits. En ce moment, des peuples délivrés des vieux jougs cherchent les conditions de leur vie politique nouvelle ; la finance n'en a cure. Tel pays possède-t-il du fer, de la houille ou du pétrole? C'est pour elle la seule question importante. Comment s'appelle ce peuple? Quelles sont ses aspirations ? Questions oiseuses. Il s'agit de savoir par quel moyen la finance exploitera à son profit les ressources de la région ; quant au reste, les indigènes se tireront d'affaire comme ils pourront.

SPIRITUEL ET TEMPOREL.

Tous les peuples aiment à gagner de l'argent, la France comme les autres. Mais nous pouvons dire que ce n'est pas notre souci principal ; à côté de l'intérêt, nous faisons large place à des idées et à des sentiments. Aujourd'hui comme dans tous les temps, l'activité humaine, conformément à ce qu'on appelle la double nature de l'homme, se répartit entre deux domaines, le spirituel et le temporel,

qui furent toujours en conflit. Aujourd'hui le spirituel est en grand péril; nous lui devons notre assistance.

Conduite de la France dans l'après-guerre : maintenir son autorité morale par la propagande en faveur des idées de paix, de justice, d'humanité; travailler de toutes les forces de son esprit; inspirer l'estime et l'affection par le charme de ses arts, la solidité de sa science, le sérieux et la clarté de son enseignement qui attire au pied de nos chaires des milliers d'étudiants de tous pays, comme au temps où la montagne Sainte-Geneviève dominait l'horizon intellectuel de la chrétienté. *DEVOIRS DE LA FRANCE.*

Suprême ambition de la France : proposer aux nations le modèle d'une démocratie très libre, en perpétuelle recherche d'une meilleure justice sociale, point troublée par des violences, point égarée par des utopies, raisonnant, raisonnable. *AMBITION DE LA FRANCE.*

Mais cela que je viens d'écrire, cela que pense le plus grand nombre des Français, n'est-il pas chimère? Notre optimisme n'est-il pas d'une singulière audace? Peut-être cédons-nous à une suggestion de notre profond amour pour notre patrie? Pour ma part j'ai soigneusement examiné sur ce point ma conscience; elle me permet d'affirmer que je ne suis pas séduit par une illusion.

Certes le présent est très sombre. Tout est en question et en conflit, races contre races, égoïsmes nationaux contre égoïsmes nationaux, formes sociales contre formes sociales, communisme contre capitalisme. Aucune solution n'apparaît nulle part. Mais comment croire qu'un pareil tremblement de toute la terre, accompagné de tant d'éclairs et d'un tel tonnerre s'apaisera soudain ? Attendons-nous à des secousses; prévoyons même la possibilité de quelques catastrophes pour aujourd'hui, pour demain. Reste l'après-demain. Il faudra bien qu'un jour le monde trouve une façon de vivre, qu'un état de choses s'établisse pour durer plus ou moins longtemps. Alors, après le piétinement fébrile, les nations se remettront en route pour une nouvelle étape. Nous avons le droit d'espérer et de croire qu'à l'avant-garde se tiendra la France.

ERRATUM

Sur la carte de la page 99, carton de la Bataille de l'Ourcq, *lire au-dessus des trois corps allemands en situation au sud du Grand-Morin :* 6 septembre, *au lieu de :* 9 septembre.

TABLE DES GRAVURES

TABLE DES CARTES

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

LES PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE AUSTRO-SERBE

CHAPITRE II

LA CRISE EUROPEENNE

CHAPITRE III

LA CONFLAGRATION GÉNÉRALE

LIVRE II

LES OPÉRATIONS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

LE PREMIER CHOC

LIVRE III

LES INTERVENTIONS ET LES NÉGOCIATIONS

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE POUR LES ALLIANCES

CHAPITRE II

L'INTERVENTION DE L'ITALIE

CHAPITRE III

L'INTERVENTION DE LA BULGARIE

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION DE LA ROUMANIE

CHAPITRE V

LES OFFRES DE PAIX

CHAPITRE VI

L'INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS ET LA RÉVOLUTION RUSSE

CHAPITRE VII

LES CRISES GOUVERNEMENTALES

CHAPITRE VIII

LE MINISTÈRE CLEMENCEAU ET LA PAIX

LIVRE IV

L'ACTION DE LA GUERRE SUR LA VIE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE INTÉRIEURE ET LE RETOUR DE L'ALSACE A LA FRANCE

CHAPITRE II

LES EFFETS POLITIQUES ET SOCIAUX DE LA GUERRE

CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER

RAISONS DE CONFIANCE EN L'AVENIR

CHAPITRE II

L'ŒUVRE INTÉRIEURE

CHAPITRE III

FRONTIÈRES NATURELLES. EMPIRE COLONIAL

CHAPITRE IV

LA FRANCE ET LA PAIX DU MONDE

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD. — 1018-5-22.





